LIEUTENANT-COLONEL “X”

AVEC JACQUES LÉGER



MISSIONS, MÉTHODES, TECHNIQUES SPÉCIALES DES SERVICES SECRETS AU 21e SIÈCLE

CONTRE-ESPIONNAGE, SÉCURITÉ INTÉRIEURE, MANIPULATIONS, GUERRE DE L’INFORMATION...

RÉVÉLATIONS D’UN CADRE DES SERVICES SECRETS

TABLE DES MATIÈRES

Lieutenant-Colonel « X »

avec

Jacques Léger

Missions, méthodes, techniques spéciales des services secrets au 21 e siècle

Éditions Regard sur le monde.

2013

« Si vous cherchez à savoir ce que sont des espions dans la plupart des quelque 180 pays de ce monde ; il s'agit d'une force de police interne utilisée contre sa propre population dans le but de maintenir quelqu'un au pouvoir » [1] *.*

Déclaration de l'amiral Mike McConnell lors de son discours de prise de fonction en tant que directeur de la NSA ; en 2008

AVANT-PROPOS.

Le but de ce livre est d'offrir à son lecteur un cliché *pris sur le vif* de ce qu'est un service secret occidental en 2013. Cette manière anonyme d'aborder un tel sujet, généralement fort délicat à traiter sitôt que l'on parle d'un pays en particulier, a permis à son auteur de présenter pour la première fois à peu près tous les faits, méthodes et missions particulières des services secrets modernes qui étaient peu connus ou méconnus du grand public jusqu'à aujourd'hui. L'accent est donc mis sur la mission d'*intelligence domestique* (ou sécurité intérieure), au détriment de celle de l'espionnage en direction des pays étrangers, puisque cet autre sujet spécifique est régulièrement présenté au public par de nombreux auteurs.

Cette présentation insiste également sur le quotidien d'un service secret et de ses personnels et agents, chaque fois que l'auteur a jugé que cela intéresserait le lecteur non-initié. L'approche sociologique du service secret occidental « typique » y est donc très présente.

Les explications, lorsque très techniques, sont enrichies d'exemples et de courts récits de missions et d'opérations qui se sont réellement produites, ou qui sont fortement inspirées de missions ayant réellement existé durant les vingt dernières années. Des références et des notes historiques et techniques ont été ajoutées chaque fois que cela fut jugé nécessaire ; en particulier à l'attention du lecteur qui ne peut avoir connaissance de certains faits communs aux univers très particuliers du contre-espionnage, de l'influence et de la contre-influence, et de la sécurité intérieure en général. Les contextes politiques des faits et anecdotes rapportés sont également indiqués chaque fois cela est nécessaire à leur bonne compréhension.

Les noms des intervenants, ainsi que les endroits où les missions citées en exemples se sont produites, ne sont que rarement mentionnés, aux seuls motifs de leurs actualités et de la préservation de l'anonymat des personnes qui y ont été impliquées, activement ou passivement.

Cette description s’achève sur une critique personnelle de l’auteur concernant les évolutions et nouvelles missions des services secrets depuis la fin de la Guerre froide.

Ce livre n’est pas le fruit d’une investigation de type journalistique ; il a été établi sur la base d’une connaissance pratique vécue de son auteur, dans une large mesure ; laquelle couvre les trente années précédant l’année 2013.

L’espionnage aujourd’hui n’est pas seulement une profession, mais, comme la plupart des professions, celle-ci a pris les apparences d’une discipline, avec une méthodologie, un vocabulaire, un ensemble de théories et même une doctrine, une collection de techniques élaborées et une large foule d’adeptes. Cette discipline présente la particularité de s’articuler autour du secret, au point que ce dernier est lui-même le thème d’un « rituel » qui l’emporte sur les motivations d’ordre politique. C’est ce rituel qui permet de définir qui fait partie du groupe des initiés, auxquels « on fait confiance », et qui en est exclu — autrement dit, qui détient un pouvoir et qui n’en a aucun, puisque le secret est le pouvoir.

Concernant les termes de la profession de l’espionnage employés dans ce livre, quelques-uns ne prétendent pas être exacts du point de vue des services secrets de chaque pays. C’est tout spécialement le cas du mot « agent », qui peut avoir une signification fort différente d’un pays à l’autre. Par exemple : le FBI a des employés salariés à temps plein qui sont officiellement ses *agents* , tandis que la CIA, le SVR, la DGSE ou le MI6 *recrutent* des « agents » qui ne sont pas leurs employés au sens formel de ce dernier terme, mais bien des correspondants réguliers clandestins dont ils peuvent nier la collaboration à tout moment. C’est cette seconde définition qui a été adoptée dans cet ouvrage, ce qui a contraint l’auteur à nommer « employés » tous les personnels travaillant à temps plein pour les services secrets, et qui ont couramment accès à de la documentation confidentielle, propriété d’un État.

En raison du même problème, quelques autres définitions ont été arbitrairement choisies une bonne fois pour toutes pour chaque collaborateur officiel ou clandestin, et parfois aussi au moment de nommer des services et départements que l’on rencontre

ordinairement dans à peu près tous les services secrets occidentaux actuels sous des noms différents. Le lecteur, professionnel du renseignement, saura les substituer à celles employées dans son pays.

Janvier 2013

INTRODUCTION

RÔLES CONNUS ET MÉCONNUS DES SERVICES SECRETS. LES MISSIONS DU XXIE SIÈCLE.

Tout le monde a appris par les canaux des médias, et beaucoup aussi par la fiction des films et romans, que l'espionnage à l'étranger est *la* vocation des services secrets. Ceci vient du fait que ce volet de la mission générale des services secrets revêt bien souvent un caractère romanesque, en effet. Dans la réalité, les missions d'espionnage dans les pays étrangers mobilisent bien moins de cadres, d'*agents conscients* et *inconscients* et autres sources que la mission dite d'*intelligence domestique* (ou *sécurité intérieure*), laquelle sera largement présentée dans ce livre.

La mission d'espionnage à l'étranger implique des nombres d'individus et des moyens d'importances très inégaux selon les pays surveillés et leurs services secrets concernés. Chaque pays à ses alliés, ses ennemis, et aussi, parfois, un allié *dominant* ou, à l'inverse, *satellite* (dominé). Dans ces deux derniers cas, l'influence ou la domination complète exercée est aussi discrète que possible. Il y a des pays puissants qui ont acquis au fil du temps, et parfois historiquement une très grande influence politique et/ou économique sur d'autres, plus faibles. Il y a des alliances de pays au sein desquelles finissent toujours par émerger des leaders, cependant. Les choix politiques et économiques des pays dominés sont évidemment assez restreints ; leurs dirigeants n'ont guère d'autre option que de se soumettre à celles choisies par celui qui se présente toujours à eux comme un *protecteur* .

La fin de la Guerre froide a officiellement entraîné la disparation d'un antagonisme entre deux grands groupes de nations qui furent appelés « blocs ». Ces blocs réunissaient chacun des alliés, et chacun un pays dominant. Cette perception de l'alliance politique et stratégique doit être pondérée lorsque parlant du monde de l'après-Guerre froide.

Pour des raisons que le lecteur comprendra à la lecture des chapitres de ce livre consacrés aux usages et à la surveillance des médias et de l'Internet, les journalistes, aussi compétents et consciencieux soient-ils, ne s'attardent jamais trop sur les faits d'ordre géopolitique. Et les professeurs de sciences politiques et de relations internationales s'étendent toujours plus facilement sur les évènements passés que ne couvrent plus le secret, que les impératifs d'ordre diplomatique actuels.

Tous les services secrets espionnent chacun plus volontiers certains pays que d'autres, mais un phénomène remarquable est apparu depuis la fin de la Guerre froide, et celui-ci est devenu assez courant, car il découle d'une nouvelle manière de se faire la guerre ; c'est-à-dire autrement que par l'usage d'armes létales et visibles telles que chars, canons, avion et navires armés. Cette manière consiste en un refus de reconnaître son ennemi comme tel, voire à le désigner à l'opinion publique comme un « allié » dans quelques cas. Une nécessité aussi logique que cruciale vient justifier de tels dénis : celle d'éviter à tout prix que le conflit ne vienne à déboucher sur un véritable affrontement armé, ou même simplement sur des mesures d'embargo économique.

Car nous n'en sommes plus à redouter seulement la guerre avec ses morts et ses blessés ; il est devenu vital pour chaque pays de maintenir des échanges économiques, et donc de « bonnes » relations diplomatiques avec tous les autres, même lorsque certains de ceux-ci sont des ennemis. Il y a des exceptions que l'on pourrait compter sur les doigts d'une main ; de plus, elles ne concernent que des puissances qualifiées de *mineures* .

Il résulte de tout ceci que le public a accès, grâce aux médias, aux nouvelles de ce qu'il connaît sous les noms de « politique » ou de « relations internationales », de « diplomatie », lesquelles ne présentent (sauf dans le cas de pays mineurs, incapables de déclencher un conflit armé d'envergure susceptible d'en contaminer d'autres) que ce qu'il convient d'appeler, dans le contexte de ce livre, les « visées formelles », ou « visées de forme ». Les *visées formelles* viennent toujours masquer des *visées réelles* , parce que ces dernières sont presque toujours jugées irrecevables par un public *non-initié* (le plus large) qui ne parvient pas à concevoir la

politique internationale, et ses enjeux économiques, autrement que sous l’angle d’une éthique adaptée à des interactions sociales entre individus.

Ce que ce grand public connaît sous le nom de « relations internationales », les initiés — parmi lesquels on trouve, tout spécialement, les cadres des services secrets — les nomment *« realpolitik »* [2] . De cette perception réaliste des relations internationales, et même de la politique intérieure ainsi que nous le verrons, découlent la phrase célèbre, *« en politique, il n’y a ni amis ni ennemis ; seulement des intérêts »* , laquelle résume assez bien ce qu’est la *realpolitik* , en effet.

Baignant au quotidien dans un milieu où la limite entre travail et vie privée est moins que ténue, et où les notions qui viennent d’être sommairement expliquées prévalent sur toute autre considération, les cadres de tous les services secrets du monde se doivent de relativiser l’importance populairement accordée à l’*individualité* , à l’*éthique* et à la *morale* . Car s’ils n’y parvenaient pas, ils seraient alors incapables de s’affranchir de leurs tâches quotidiennes et missions générales.

Ces notions, qui forment sur le long terme ce que l’on peut qualifier « d’état d’esprit » étant posées, on peut enfin énumérer une liste sommaire des tâches ordinaires de tout service secret moderne, en prenant l’exemple d’un pays économiquement puissant et socialement avancé. Nous utiliserons pour ce faire la terminologie propre à ces services du XXIe siècle, et nous avertirons le lecteur que ces différentes missions génériques ne correspondent pas nécessairement à autant de départements ou divisions d’un service secret. L’organisation d’un service secret moderne est plus complexe que ce nous en montrent parfois des organigrammes dessinés pour l’information du grand public, ainsi que nous le verrons ; c’est précisément le propos de ce livre de présenter une vision complète des services secrets modernes et de leurs missions, par son insistance sur tout ce qui a été longtemps caché.

Comme la mission d’un service secret couvre tout ce qu’un État ne peut faire ouvertement ou revendiquer officiellement, la *sécurité intérieure* d’un pays est donc la première servie, et sa préservation est une tâche fréquemment nommée depuis quelques années :

l’intelligence domestique [3] , ou « espionnage domestique » ou « sécurité intérieure » (parfois appelée « police politique »), est l’activité de surveillance de la population et des stabilités économique [4] , politique et sociale du pays, à l’intérieur de ses frontières. C’est la mission prioritaire de tout service secret au XXIe siècle, c’est-à-dire avant les activités clandestines à l’étranger. Cette mission procède, pour l’essentiel, de l’usage d’un très grand nombre d’informateurs et d’agents dans le cadre de partenariats officieux et informels avec les services de police, de gendarmerie et de douanes, et aussi des services fiscaux et sociaux, et de l’entretien d’une organisation informelle de type « société secrète » lorsqu’il en existe une, au premier chef. Il existe fréquemment une relation étroite entre la mission (et les services) de contre-espionnage et celle d’intelligence domestique ; nous verrons comment et pourquoi dans les chapitres suivants.

Sont couramment englobées dans la mission générale de l’*intelligence domestique* les tâches de :

- surveillance des partis politiques, des organisations syndicales et corporatives, des associations et des religions universellement reconnues ;

- surveillance des personnalités (élites) de tous les milieux (puisque, ayant un accès régulier aux médias, celles-ci sont susceptibles d’utiliser leurs notoriété et popularité à des fins jugées subversives, délibérément ou des suites d’une influence ou d’une manipulation en provenance d’un pays étranger) ;

- surveillance des employés des activités sensibles (défense, recherche, nouvelles technologies, production de matières premières importantes et d’énergie, traitement des eaux, services postaux, banque et finance, aéronautique, personnels des « entreprises clés » de la nation d’une manière générale…) ;

- contrôle de la *circulation des élites* (contrôle et restrictions de l’accès des citoyens aux positions sociales et au pouvoir

par la richesse ou la célébrité [5]).

- a mission d'*influence domestique* , également intégrée dans l'intelligence domestique, qui comprend :

✓ la surveillance des médias et des *nouveaux médias* (Internet, réseaux sociaux…) ;
✓ la surveillance de la culture (littérature et musique en particulier, puisqu'étant régulièrement et historiquement utilisées par des pays étrangers, des organisations terroristes ou extrémistes de divers types à des fins subversives ou de propagande).

Sont englobées dans l'intelligence domestique, mais peuvent être détachées de celle-ci dans une certaine mesure, les missions particulières de :

- lutte antiterroriste ;
- surveillance des groupes extrémistes politiques et/ou religieux et des sectes ;
- contre-espionnage et contre-influence ;
- lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée (mafias, gangs importants et particulièrement dangereux) ;
- lutte contre le faux-monnayage et les activités associées de contrefaçon de documents administratifs et d'identité divers ;
- lutte contre le trafic d'armes ;
- lutte contre la délinquance financière (« criminalité en col blanc ») ;
- surveillance des importations ;
- surveillance des jeux (casinos, courses, etc.), parce ce que ceux-ci sont fortement susceptibles de servir à des fins de blanchiment d'argent et de dissimulation de revenus illégaux, ou simplement non déclarés aux administrations fiscales, en général ;
- surveillance des migrations et des minorités immigrées et ethniques.

La collecte du renseignement à l'étranger : mission la plus connue et la plus popularisée des services secrets, elle englobe au XXIe siècle les activités de :

- *renseignement technologique* : vol de découvertes scientifiques et technologiques, de procédés de fabrications et de concepts marketing et commerciaux, à vocation de défense comme civile, devant ensuite être transmis à des entreprises publiques et privées du pays (depuis la grande entreprise à la *start-up* , selon le cas et/ou de possibles objectifs stratégiques-économiques, ou autres, particuliers). Cette mission implique fréquemment la création d'entreprises ou de filiales, ainsi que l'envoi d'étudiants et de travailleurs migrants dans des « pays cibles ». Comme tâches associées à cette activité, on trouve, entre autres :

- *reverse engineering* (reconstruction d'une invention par analyse d'un exemplaire *produit fini* qui en a bénéficié ou d'un prototype) ;

- *veille technologique* , qui est une tâche de surveillance « *soft* » (sans vol) des activités des entreprises publiques et privées étrangères, devant précéder une tentative de vol ou, le plus fréquemment, produisant une information importante qui doit permettre à une entreprise nationale de devancer son concurrent étranger (stimulation de l'économie privée du pays et protection et surveillance des exportations/importations) :

- *intelligence économique* , qui consiste en la surveillance des indices et données économiques par secteur d'activité, et des situations financiers des entreprises comme des finances publiques étrangères. Cette mission comprend également la surveillance particulière des investisseurs étrangers importants, individus comme organisations (personnes morales), et une surveillance accrue des possibles opérations de fusion et d'acquisition par des

entreprises étrangères. On y trouve aussi la surveillance des tentatives de spéculation sur les matières premières, et sur les produits finis (informatique et nouvelles technologies), afin d'en tirer des déductions et de pouvoir formuler des prévisions ;

- *renseignement politique* , qui consiste à surveiller les évolutions politiques des pays en général, pour fournir des informations au pouvoir politique comme *aide à la décision et à l'initiative* . Un volet particulier de cette sous-mission consiste à repérer les individus susceptibles d'accéder à des postes politiques clefs dans le futur, afin de les approcher, et, si possible, de les influencer favorablement ; voire de tenter de les recruter comme agents (conscients ou inconscients) avant leur accès à des postes à responsabilité.

- *renseignement militaire* , qui consiste à surveiller les activités des armées étrangères, la fréquence de leurs manœuvres et exercices (qui peuvent signaler une préparation à une offensive), les nouveaux matériels qu'elles acquièrent et leurs quantités, un état des fidélités et obéissance au pouvoir politique en place, etc. Cette mission englobe la recherche d'informations sur les nouvelles armes en cours de test, et elle peut aller jusqu'à la recherche de recrues potentielles (agents) au sein des armées, susceptibles de fournir des informations de tous types, voire de procéder à des opérations de subversion et/ou de sabotage (cette dernière mission peut également s'appliquer aux renseignements technologique et politique et à l'intelligence économique [6]).

- *surveillance des télécommunications* , une sous-mission qui implique des moyens technologiques lourds et coûteux auxquels ne peuvent prétendre qu'un nombre relativement réduit de pays. Elle consiste à acquérir une capacité à intercepter les communications téléphoniques et assimilées

(Internet) par fil comme par les ondes, dans le but de pouvoir sélectionner celles qui sont susceptibles de contenir des informations jugées importantes, à tous niveaux.

- *surveillance des signaux radioélectriques* : assez proche de la surveillance des télécommunications, cette sous-mission consiste, plus spécifiquement en une surveillance des émissions radioélectriques, et en leur (éventuel) décryptage, ce qui comprend : les signaux radioélectriques émis par les avions, les navires, les satellites, et aussi les radars [7] .

- *veille des publications et des médias étrangers* , qui n'est pas une mission distincte de celles précédemment évoquées. Elle est *partie constituante* de chacune de celles-ci selon leurs spécialités respectives. Les publications et les médias étrangers sont surveillés par une catégorie d'employés des services secrets appelés *analystes* . Les analystes ne se consacrent pas exclusivement à la lecture de toutes les publications des pays dont ils sont des spécialistes ; une telle tâche impliquerait le recrutement d'armées entières de tels employés, ce qui serait extrêmement coûteux et improductif. De plus, ils sont déjà en charge d'interpréter les informations en provenance d'*agents* en place dans les pays cibles, lesquelles sont acheminées jusqu'à eux de manières diverses et variées [8] . Ce travail permet, entre autres, mais principalement, d'informer l'élite dirigeante du pays sur ce qu'il se passe à étranger, et constitue en cela une aide aux décisions politiques et économiques. En fait, ce sont des « sources » et « contacts réguliers » (souvent informels) des services secrets qui repèrent les informations intéressantes dans les médias étrangers, et les signalent spontanément sur Internet où elles sont ensuite repérées et collectées. Elles sont aussi mises en évidence par des *contacts* qui peuvent être des agents ou

des journalistes (ce qui est bien souvent la même chose). De plus, les agences de presse de tous les pays étant les premières informées des faits d'actualité, celles-ci sont toujours en contact plus ou moins direct avec les services secrets de leurs pays respectifs, ce qui facilite grandement la *collection* [9] *d'« informations ouvertes* [10] *»* en provenance de la presse, ou depuis les endroits mêmes où les évènements se sont produits, donc avant leurs publications dans la presse.

Bien que la mission de renseignement *en général* que nous venons de voir implique assez fréquemment le vol d'informations confidentielles, on peut considérer qu'il s'agit d'une activité essentiellement « passive », lorsque comparée aux tâches de la mission générale qui sont présentées plus loin. Puisque pour dérober une information, encore faut-il au préalable qu'un *pays cible* la produise d'une manière ou d'une autre.

La mission réellement *active* des services secrets, dans le contexte de la surveillance des médias, comprend, pêle-mêle, des activités relevant de la « guerre de l'information » (ou *infoguerre* , ou *Information Warfare*) dans le pays comme à l'étranger, et qui sont généralement de nature *hostile* . Cette mission est aussi peu connue du grand public que celle d'intelligence domestique en général ; c'est pourquoi nous la développerons plus amplement que la précédente dans quelques chapitres. Celle-ci comprend :

La propagande (ou *influence*) , qui est diffusée par les services secrets autant dans leurs pays d'origine qu'à l'étranger. La propagande peut facilement être assimilée à de la publicité parce qu'elle en emprunte souvent les mêmes supports, formes et techniques. Cette mission comprend :

- *la propagande blanche* , le plus souvent diffusée à l'intérieur des frontières, qui a pour vocation de *flatter* (grossir plus ou moins exagérément) une information, la réputation d'un personnage jouant un rôle clef ou devant être prochainement appelé à en jouer un à quelque niveau (politique, culturel, économique…), une nouvelle alliance

(économique ou culturelle) avec un autre pays dans le cadre de l'action diplomatique, etc. ;

- *la propagande noire* , toujours conçue pour nuire à un pays étranger, à une ou plusieurs de ses entreprises, à une ou plusieurs de ses personnalités. La propagande noire peut également être diffusée, sélectivement, soit à l'intérieur des frontières, soit à l'intérieur des frontières du pays attaqué, soit dans un pays tiers dans le but de nuire aux bonnes relations entre ce dernier et un *pays cible* , soit une combinaison de ces différentes possibilités, partielle ou globale. Par exemple, une action de propagande noire dirigée contre un pays étranger, cependant circonscrite dans son action à l'intérieur des frontières du pays qui en est l'auteur, peut servir :

  1. à faire baisser la popularité de ce pays cible (de ses produits, de sa politique…) auprès de l'opinion publique parce qu'elle est jugée gênante, économiquement ou politiquement ;

  2. à adresser indirectement et non-officiellement un « message » hostile au *pays cible* dans le cadre des relations diplomatiques courantes (faire mettre le feu à un *McDonald* par un groupe d'activistes quelconque manipulé par les services secrets, par exemple) ;

  3. à adresser une réplique (un avertissement) à une action de propagande (avérée ou perçue comme telle) en provenance du *pays cible* (*contre-influence*).

L'action de propagande noire dirigée contre un *pays cible* , et effectuée à l'intérieur des frontières de ce dernier, peut servir (entre autres exemples, car la diversité des buts est grande) à :

- déstabiliser un candidat à l'occasion d'élections nationales, car on sait que les positions qu'il prendra, s'il est élu, seront défavorables aux intérêts du pays qui en est l'auteur ;

- tenter d’influencer des décisions ou des votes à l’occasion de grands rendez-vous internationaux dans le pays cible ;

- tenter de faire se retourner l’opinion publique du pays cible contre ses dirigeants, et ainsi, au plus simple, de faire renoncer ceux-ci à voter une loi qui serait défavorable aux intérêts du pays auteur de l’action de propagande noire ;

- favoriser l’élection d’un candidat dont on sait qu’il a des sympathies pour le pays auteur de cette action de propagande, ou, s’il est élu, votera dans l’intérêt de ce dernier à l’occasion d’une prochaine réunion internationale d’importance ;

- attaquer une entreprise de ce pays et/ou ses produits et services (pour des raisons économiques et stratégiques, le plus souvent).

On le voit, l’action de propagande défie plus l’éthique et la morale chère aux populations que le vol d’informations sensibles. C’est pourquoi les services secrets refusent toujours de s’étendre sur cet aspect de leur mission générale durant des interviews ou des reportages ; ils le nient en bloc, même. Car tout service secret compte bien acquérir une image qui lui est favorable auprès de la nation, auréolée d’héroïsme sinon de vertu, ainsi que l’indiquent les « retours au pays » en fanfare des agents qui ont été capturés ou retenus en otages durant leurs missions à l’étranger — il faut aussi mentionner les livres régulièrement publiés par des *anciens des services* , qui insistent presque toujours sur de spectaculaires missions dangereuses ou des captures réussies de terroristes et d’espions étrangers.

Mais la sous-mission de propagande est elle-même encore loin de heurter les considérations morales et éthiques populaires autant que peuvent le faire certains aspects de l’intelligence domestique, ou même seulement le quotidien caché des agents et des employés des services secrets, ainsi que nous le verrons.

Selon les pays, la propagande entreprise par un service secret peut prendre des noms communiquant des perceptions fort

différentes les unes des autres ; presque tous cherchent à être aussi peu explicites que possible, toujours en raison de cette connotation négative et très impopulaire que nous venons d'évoquer : « mesures actives » en Union Soviétique, puis en Russie, « *public diplomacy* » aux États-Unis, « ingénierie sociale » en France…

1. *L'influence* : lorsque ce terme n'est pas utilisé au sens général englobant les différentes formes de propagande dans le pays ou à l'étranger, il est une dernière forme, plus subtile et parfois très difficile à identifier de propagande, ou qui peut être assimilée à cette dernière. C'est pourquoi cette sous-mission mérite d'être bien expliquée. Une « action d'influence » peut être dirigée contre un petit groupe d'individus, voire contre un individu seul, ou contre une nation tout entière. Dans ce dernier cas, il est souvent difficile de marquer la distinction entre *propagande* et *influence* strictement parlant (être *influencé* , dans ses pensées, ses décisions, ses actions…). Cependant, les *actions d'influence* impliquent souvent un seul acteur que l'on nomme alors « agent d'influence », tandis qu'il n'existe pas d'« agent de propagande » (même si, bien souvent également, un seul agent est à l'origine d'une action de propagande).

2. La *propagande* peut être une action soudaine, de brève durée et très visible ; l'influence est toujours très progressive, insidieuse, et elle s'inscrit dans une mission de longue, voire de très longue durée. Elle vise à modifier durablement l'entendement de ceux qui doivent en être les victimes. L'influence, comme son nom l'indique, consiste à influencer les gens, avec, toujours, l'espoir qu'ils n'aient absolument pas conscience de l'avoir été lorsque la mission arrive à son terme.

Tous les services secrets du monde utilisent le même « manuel de base », pourtant rédigé il y a 2600 ans : *L'Art de la guerre* , par le stratège chinois Sun Tzu. Et la citation la plus fréquemment extraite de ce petit livre dit, sans ambiguïté aucune cette fois : *« tout l'art de*

la guerre repose sur la duperie ». Les cadres des services secrets l'associent bien volontiers à celle d'un autre stratège, allemand, et du XIXe siècle celui-ci, Carl Von Clausewitz : *« la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens »* [11] *.*

Il faut, bien sûr, placer ces mots dans leur contexte actuel, lequel a été lui-même largement façonné par les services secrets de tous les pays. Il y a seulement un demi-siècle, le mot *guerre* avait une signification universelle, comprise de tous. Aujourd'hui, les services secrets, dont le pouvoir s'est considérablement agrandi, au point qu'il est devenu un *État dans l'État* dans bien des pays, et dont les chefs deviennent souvent chefs d'État de leur pays, parlent de « guerre économique », de « guerre informationnelle », de « guerre technologique »… Les effets directs et les plus visibles de ces « guerres » du XXIe siècle ne se comptent plus en morts ni en blessés, mais en chômeurs, et en ce que certains appellent des « âmes perdues », d'autres des « zombies », nous verrons pourquoi plus loin.

3. *L'agit-prop* : est un terme des services secrets relativement ancien, et qui n'est plus guère en usage courant parce qu'il désigne des activités englobées dans les sous-missions de *propagande* et d'*influence* . Spécifiquement, l'opération d'*agit-prop* (pour « agitation et propagande ») implique presque toujours des agents (*conscients* ou non) ayant une aptitude particulière de *leader* , et qui sont prompts à tenter de rassembler des individus au nom d'une cause quelconque en laquelle ils croient souvent sincèrement. L'agent d'*agit-prop* est donc plus souvent une personne sincère qui est manipulée qu'un *agent conscient* qui ment constamment.

Les buts d'une mission d'agit-prop peuvent être, entre autres cas :

- la création d'un vrai mouvement contestataire ou de dissidence dans un pays étranger, et/ou la phase préalable et préparatoire à une tentative de coup d'État, ou à une révolution populaire devant mener au renversement du gouvernement ;

- la création d’un faux mouvement populaire dans le pays (ou d’un mouvement sous contrôle) contestataire ou de dissidence, dont l’unique vocation n’est autre que d’attirer des individus ayant sincèrement les mêmes idées, pour pouvoir les identifier, voire placer leurs actions sous le contrôle discret des services secrets (à l’insu des intéressés, bien entendu). Ce cas relève fréquemment, de nos jours, de la mission, plus générale, de lutte contre le terrorisme, de lutte contre les mouvements autonomistes et irrédentistes, et de lutte contre des formes de dissidence politique réelles susceptibles de nuire à la stabilité sociale du pays [12] ;

- la création d’un vrai mouvement d’opinion à l’intérieur des frontières devant influencer l’opinion publique en faveur d’options politiques que le gouvernement du pays ne pourrait tenter d’imposer de lui-même et par lui-même sinon, soit en raison d’une question d’ordre diplomatique, soit parce que la population refuserait une telle option si elle ne semblait provenir d’elle. Par exemple : il faut nécessairement des *leaders d’opinion* pour initier des mouvements populaires *anti* dirigés contre un pays en particulier et sa culture ; une loi pourra plus facilement être votée et acceptée par la population si elle semble répondre au désir ou au besoin d’une minorité significative au minimum, laquelle aura été, dans les faits, mais à l’insu de tous, rassemblée et contrôlée dans le cadre d’une opération d’agit-prop initiée par les services secrets (action de « sensibilisation »).

La protection des personnalités est une mission fréquemment prise en charge par les services secrets, de manière directe ou par l’intermédiaire de policiers ou de gardes en contact permanent et officieux avec ceux-ci.

Le volet le plus large de cette sous-mission concerne la protection des personnalités « connues » ou « importantes », ce qui permet du même coup de surveiller leurs éventuels agissements suspects

(toujours possibles), et de filtrer les tentatives de contact avec celles-ci par des individus inconnus ou susceptibles de les influencer dans un sens qui pourrait être contraire aux intérêts nationaux (protection contre les tentatives d'influences et de manipulations en provenance de l'étranger et de leurs agents).

Le volet marginal de la protection des personnalités, plus discret, concerne des ressortissants étrangers en exil populairement connus dans leurs pays, qui sont recherchés ou ont été condamnés dans leurs pays, mais qui sont susceptibles d'y jouer un rôle important dans un futur plus ou moins lointain, en cas de changement de gouvernement ou de renversement du pouvoir en place. De tels individus, selon leurs importances passées ou actuelles et leurs popularités dans leur pays d'origine, seront plus ou moins bien accueillis puis traités. Car s'ils retournent dans leur pays plus tard, où ils seront souvent accueillis comme des héros, ils seront alors fortement susceptibles d'y exercer rapidement des fonctions politiques au plus haut niveau, et, en tant que tels, ils seront de puissants « leviers » dans leur pays, en « reconnaissance » à celui qui les aura protégés durant leurs exils. Il n'est donc pas rare que ces réfugiés revenus dans leur pays y deviennent des agents à part entière des services secrets du pays qui les a pris sous sa protection [13] .

Toujours concernant les « missions actives » nous trouvons ensuite :

Les actions hostiles physiques comprenant :

- *le sabotage* , qui peut être effectué contre un large choix de *cibles* , et dont les formes n'ont de limites que celles de l'imagination. Ce genre de missions actives va, du plus simple au plus compliqué, du sabotage d'un véhicule en vue de l'immobiliser ou de créer des dépenses lourdes pour son propriétaire (cas d'un harcèlement), à l'attaque informatique massive en vue de saturer un *serveur* , à la destruction de matériels lourds de toutes sortes (station d'épuration des eaux, centrale nucléaire, centrifugeuses d'uranium enrichi, lignes caténaires de trains…). Ce type

d'actions présente la particularité d'être presque toujours accompli par des militaires-spécialistes très entraînés, et dont les unités sont plus ou moins officiellement rattachées à un service secret ou ponctuellement employées par ceux-ci ; ou, lorsque ce n'est pas le cas, d'être supervisé par des personnels civils ou agents ayant une compétence particulière.

Les actions de sabotage sont courantes et peuvent être effectuées : autant à l'intérieur des frontières contre des cibles désignées comme *hostiles et nuisibles aux intérêts nationaux* , que dans des pays étrangers. Dans le premier cas, l'action de sabotage est presque toujours ordonnée par un service de contre-espionnage, dont nous verrons la mission plus loin.

- *Le harcèlement* , qui est une des sous-missions actives les plus courantes et les plus ordinaires des services secrets. Une opération de harcèlement peut être dirigée contre des individus isolés ou des entreprises et organisations diverses (dans le pays ou à l'étranger). Elle vise généralement : soit à contraindre une personne ou un groupe de personnes (entreprise, association ou assimilé) à se soumettre implicitement à la volonté d'un service secret (ou à celle du gouvernement), via un intermédiaire qui ne se présentera jamais clairement comme un agent de ce même service, ceci afin de ne pas courir le risque d'exposer publiquement celui-ci ; soit à pousser un individu ou une entreprise à cesser une activité ou à quitter le pays ; soit à l'*élimination sociale* ou *physique* d'un individu ou d'une entreprise. Les expressions « élimination sociale » et « élimination physique » signifient ici, respectivement, la fabrication d'un discrédit important contre un individu, et une action visant à le pousser à mettre fin à ses jours (suicide), ou à provoquer sa mort (voir les parties titrées *1. l'élimination sociale* , et *2. l'élimination physique* du chapitre « Les méthodes modernes d'élimination des individus »).

Le harcèlement étant un acte très impopulaire, considéré par l'opinion publique comme une forme de perversion, ce type de missions est toujours exécuté avec de très grandes précautions. Une opération de harcèlement implique fréquemment un assez grand nombre d'agents et de contacts occupant chacun, ordinairement, des activités professionnelles diverses et variées (depuis l'électricien au psychiatre, en passant par l'employé de banque et autres services publics…). Cette sous-mission aussi particulière que méconnue est largement présentée dans ce livre.

- *L'élimination sociale* est presque toujours la suite logique de l'opération de harcèlement précédemment évoquée, et, ainsi que son intitulé le suggère, elle concerne plutôt un individu. L'élimination sociale consiste en la fabrication du discrédit, lequel peut revêtir diverses formes, scandaleuses ou/et particulièrement dégradantes pour celui qui en est la *cible* . Elle est souvent accompagnée d'une « destruction » des moyens économiques (emploi, rentes…), puisque ceux-ci contribuent largement à la crédibilité.

Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que les services secrets emploient couramment l'élimination sociale contre leurs propres agents, sources ou ex-employés, soit pour prévenir un risque de révélation d'informations de nature confidentielle nuisibles à la réputation du service secret lui-même, d'une personnalité en vue, d'une entreprise ou d'une institution gouvernementale, soit dans le cadre d'un *recrutement hostile* , ainsi que nous le verrons dans un prochain chapitre.

- *L'élimination physique* désigne bien l'assassinat, lequel, en ce XXIe siècle, est rarement exécuté selon les modalités spectaculaires que le cinéma et la littérature présentent régulièrement au grand public. Car, dans une large majorité de cas, il est nécessaire de ne pas éveiller l'attention de l'opinion publique par un cas de mort suspecte, lequel mène inévitablement à des recherches concernant les causes possibles du décès, fréquemment suivies par une médiatisation. C'est pourquoi les *cibles* [14] de ce genre de

sous-mission décèdent le plus fréquemment par suicide suivant une dépression, soit des suites d'une maladie ordinaire ou d'un accident, souvent en rapport avec les activités et penchants naturels de celles-ci (alcoolisme, tabagisme, stupéfiants, sexe, sport à risque…). Les éliminations physiques violentes et flagrantes existent cependant, et celles-ci peuvent avoir trois causes, principalement :

1. la *cible* fréquentait des milieux interlopes dans lesquels la violence physique est courante et notoire (gangs, mafias, organisations terroristes, sectes, etc.) ;

2. la *cible* a été placée dans une situation où le risque de mort violente est élevé (altercation suite à un cambriolage, mise en contact délibérée avec un malade mental dangereux, initiation à un sport ou à une activité réputée « à haut risque », telle que parachutisme, parapente, alpinisme, conduite à grande vitesse, pilotage aéronautique…)

3. la mort violente est parfois utilisée, en seconde instance, comme un « avertissement » adressé à d'autres personnes concernées ou aux services secrets d'un autre pays. Par exemple : une mort violente par arme conventionnelle peut être sujette à diverses interprétations et spéculations ; une mort violente par empoisonnement à l'aide de substances particulièrement rares et difficiles à se procurer (le polonium, par exemple) laisse peu de doutes sur l'auteur présumé : un État, le seul ayant accès à ce type de poisons hautement toxiques et à savoir les utiliser.

- *L'opération paramilitaire* , quoiqu'officiellement exécutée par des militaires, ou par des mercenaires, est toujours une mission supervisée par les services secrets. Il n'est pas nécessaire de décrire plus amplement ce type de sous-missions, puisque l'actualité la rapporte largement et

fréquemment. Tout juste peut-il être utile de rappeler que tout service secret dispose d'unités militaires d'élite devant se tenir toujours prêtes à intervenir à l'étranger, dans le cadre d'opérations diverses et variées, depuis le sauvetage et la récupération d'un otage ou d'un agent [15] à la participation discrète à un coup d'État.

Nous arrivons à une sous-mission générale qui peut revêtir des aspects *passifs* et *actifs* , c'est pourquoi celle-ci fait l'objet de présentations séparées.

- *Le contre-espionnage défensif* est une sous-mission qui a été largement popularisée par le cinéma et la littérature de fiction, et aussi par quelques essais écrits par des personnels des services de contre-espionnage. Le contre-espionnage est, dans son principe et à la base, une activité quasi policière de recherche et d'investigation, puisqu'elle consiste à chercher et à identifier des espions envoyés dans le pays par des puissances étrangères, et même des espions payés par des entreprises qui cherchent à savoir ce que font leurs concurrents les plus importants (espionnage industriel et économique).

Mais le grand public ignore à peu près tout du contre-espionnage au-delà de cette première étape d'investigation policière, la seconde relevant couramment du :

- *contre-espionnage offensif* , qui est un second volet de la mission générale de contre-espionnage. Le contre-espionnage offensif est une activité très particulière parce qu'elle associe de hautes capacités intellectuelles (que l'on pourrait qualifier de « raffinées ») à des actes crapuleux que la morale et l'éthique populaires réprouvent vigoureusement. Ce que l'on nomme des « agents doubles », personnages qui ont tout de même largement été popularisés par la littérature et le cinéma, sont des produits exclusifs du contre-espionnage offensif. Car la mission principale du contre-espionnage offensif est

> l’« intoxication » des services secrets étrangers par la manipulation de l’espion que ceux-ci ont envoyé en mission, ou par d’autres méthodes, tactiques ou stratégies.

En ce XXIe siècle plus que jamais, chaque fois qu’un service de contre-espionnage démasque un espion étranger, il considère qu’il est infiniment plus productif d’en faire un agent double que de l’expulser hors des frontières ou de le condamner à une lourde peine. Aussi, l’arrestation officielle d’un espion a toujours une conséquence diplomatique, ainsi qu’une influence sur l’opinion publique concernant le pays étranger impliqué. Or, en vertu de qui a été expliqué au tout début de cette introduction, ces conséquence et influence sont rarement désirées.

C’est pourquoi l’arrestation médiatisée d’espions étrangers s’inscrit toujours, aujourd’hui, dans le contexte d’une manœuvre diplomatique visant généralement à obtenir des concessions ou à placer utilement un pays en position de faiblesse (à l’occasion d’une grande rencontre internationale proche dans le temps, et lors de laquelle des négociations doivent prendre place). L’arrestation d’un espion étant donc devenue une manœuvre politique, la date effective de celle-ci est désormais toujours définie en accord avec les plus hautes instances gouvernementales et diplomatiques.

Par exemple, les États-Unis, durant les 40 dernières années, environ, se sont contentés de discrètement expulser de leur territoire d’innombrables espions étrangers (notamment français) envoyés par des pays qui sont officiellement leurs alliés militaires et politiques [16]
.

Tout cela explique pourquoi les affaires d’espionnage rapportées par les médias sont devenues rares, car il n’y a pas moins d’espions aujourd’hui que durant la Guerre froide, en vérité ; c’est même tout le contraire.

Enfin, nous arrivons à la présentation des *missions internes* des services secrets, lesquelles ne sont pas exclusivement administratives. Il y a, bien sûr, un « service du personnel », de même qu’il y a des personnels chargés de tâches comptables et budgétaires, de même qu’il y a un service chargé du bon entretien des locaux principaux et annexes (électricité, plomberie et

maçonnerie comprises), un service du matériel en usage courant dans un service secret (quoique cette partie est fréquemment gérée de manière autonome par spécialités), etc.

Le plus important de tous ces services « annexes » est certainement aussi le plus sensible entre tous ; il s'agit du

Service de sécurité intérieure , dont la mission consiste à surveiller chaque employé des services secrets, afin de prévenir d'éventuelles fuites d'informations, des écarts de conduite pouvant mener à des fuites ou à des expositions des activités des services, et, bien sûr, des trahisons, toujours possibles. Le travail du service de sécurité intérieure est assez similaire à celui d'un service de contre-espionnage (ou même d'un service de sécurité d'un grand magasin chargé de surveiller ses employés). Sauf qu'ici son champ d'action se limite aux personnels des services secrets, ainsi qu'à leurs familles et relations.

Lorsqu'un service secret suspecte d'avoir été *pénétré* (*infiltré*) par un espion d'un autre pays (que l'on appelle populairement une « taupe » [17]), c'est le *Service de sécurité intérieure* qui se voit ordinairement confier la tâche de l'identifier.

Le Service de sécurité intérieure a également une place et un statut particuliers au sein d'un service secret, parce que, celui-ci ne collaborant jamais avec aucun des autres services ou départements, et n'entretenant donc pas de relations avec leurs personnels, ses membres y sont perçus comme « des gens isolés », ou comme une « police interne » redoutée [18] .

Le Service de sécurité intérieure a pour autre responsabilité de superviser la mission du

Service de sécurité extérieure , lequel peut être assimilé à un service somme toute ordinaire de sécurité physique des bâtiments des services secrets, et des entrées et sorties de ses employés, c'est-à-dire à un service de gardiennage, des contrôles d'objets apportés et emportés par les employés, grâce à des moyens techniques et des fouilles et inspections des vêtements, bagages et véhicules. Dans les services secrets français, le service de sécurité extérieur est également chargé de la protection des infrastructures contre l'incendie [19] [20] .

Cette présentation d'un service secret type d'un pays riche n'est pas exhaustive, et elle ne permet pas de se représenter précisément ses tailles, moyens techniques et personnels ainsi que ses différents services ; y consacrer la totalité des pages de ce livre n'y suffirait encore pas.

Typiquement, un service secret a un quartier général, mais il a toujours, aussi, de nombreux locaux et annexes secrets disséminés dans son pays, dont les adresses sont inconnues du grand public et qui, bien souvent, se présentent sous des *couvertures* [21] que des non-initiés trouveraient inattendues ou insolites. Par exemple, il est fréquent qu'un bâtiment administratif aussi anodin qu'un ministère ou une annexe de ministère ait une partie de ses locaux occupée par une section ou une compagnie d'une direction, d'un département ou d'un service, ou par une antenne régionale d'intelligence domestique, de contre-espionnage ou d'appui et d'assistance technique…

Nous n'avons même pas encore ne serait-ce qu'entrevu toutes les entreprises privées sous contrôle des services secrets, et le lecteur aurait certainement peine à croire qu'il existe également de véritables « villages » des services secrets ayant (à quelques petits détails près) toutes les apparences d'un village ordinaire. Ces villages peuvent être assimilés à des « ruches » délocalisées des services secrets réunissant des analystes, des techniciens ou des spécialistes de la surveillance physique (filatures, etc.) [22] .

À cela vient s'ajouter une éventuelle multiplicité des agences de renseignement diverses, civiles et militaires d'un même pays (y compris les services spécialisés de lutte contre le terrorisme, le faux-monnayage, les services de *renseignement militaire* , etc.) qui, ensemble, forment ce que les spécialistes nomment une « communauté du renseignement » [23] .

Ensuite, il est encore plus difficile de se figurer simultanément le nombre total de personnes œuvrant à temps plein pour les services secrets d'une grande puissance économique, et celui de ses *officiers-traitants* , *agents* , *contacts* et *sources* . Il ne serait pas inexact de se représenter cet ensemble sous la forme d'un grand « arbre », avec son « tronc », ses « grosses branches » ; et ses « grosses racines principales » comme les personnels à temps plein

et moyens structurels et techniques, et ses « racines » et « branches secondaires », jusqu'aux « feuilles » et « bourgeons », comme ses contacts humains à partir du niveau des *officiers-traitants* . Pas plus qu'il serait inexact de se représenter l'ensemble d'une organisation de ce type sous la forme d'un « système nerveux », avec toutes ses « terminaisons nerveuses », jusqu'aux « pointes des pieds » [24] .

Le « tronc » (ou le « cerveau ») d'une organisation de ce genre emploie typiquement, dans le cas d'un pays occidental classé parmi, disons, les 20 premières puissances économiques, plusieurs milliers de personnes employées à temps plein, avec une moyenne comprise entre 10 000 et 20 000.

Tous les individus qui sont « attachés » à ce « tronc » (ou qui sont en connexion avec ce « cerveau ») forment un groupe qui peut aisément et fréquemment représenter plusieurs centaines de milliers d'individus, voire plusieurs millions dans quelques cas (selon diverses évaluations). Car tous les services secrets s'abreuvent quotidiennement à d'autres sources d'informateurs, à commencer par les réseaux immédiatement opérationnels des « contacts privilégiés » et « informateurs » des services de police ordinaire, de gendarmerie (le plus grand dans quelques pays où la gendarmerie est un corps militaire), de douanes et de services fiscaux. Et l'on pourrait encore ajouter le réseau informel de certaines corporations dont les travailleurs sont toujours plus prompts que ceux des autres à collaborer, et qui, en raison de leurs spécialités respectives, sont amenés à rencontrer de grands nombres de personnes ou à naturellement être informés de tous les faits extra-ordinaires ou jugés « anormaux » ou « insolites » de leurs villages, communes et villes. Ces autres-là sont, majoritairement : les pompiers, les employés des services postaux, les services d'urgences médicales et les ambulanciers, les sociétés de gardiennage, les chauffeurs de taxi, les maires et les employés municipaux ; et, « traditionnellement » pourrait-on dire dans de nombreux pays, les propriétaires et personnels des bars, cafés, restaurants et hôtels.

Ces dernières sources d'informations immédiatement disponibles sont considérablement réduites à l'extérieur des frontières, bien sûr, car au-delà de celles-ci, c'est un service allié ou rival qui en jouit pleinement.

De toute façon, il serait impossible d'arriver à un nombre exact, quel que soit le pays considéré, puisque celui-ci change quotidiennement, au gré des recrutements jugés nécessaires et des disparitions de sources et d'employés, maladies, invalidités et décès.

Dans de nombreux pays européens, la fin de l'occupation nazie et la récupération des archives de police laissées par l'armée allemande a permis au grand public de se représenter, à la fois combien la plupart des individus sont prompts à dénoncer leurs semblables pour diverses raisons qui vont de la peur aux jalousies et rivalités ordinaires, et quelle proportion de la population collabora de la sorte. Il n'était alors pas question d'un « nombre d'individus sur cent », mais sur dix, et dans le cas de quelques pays sur 5 ou sur 6 [25] .

RESSOURCES HUMAINES
ORGANISATION ET

HIÉRARCHIE DES SERVICES SECRETS ET DE LEURS RÉSEAUX

DE LA SOURCE INCONSCIENTE AU CADRE DES SERVICES.

Depuis l'époque de la Guerre froide, les services secrets de tous les pays ont connu un développement que l'on pourrait qualifier d'*exponentiel* . Il y a quelques années, un spécialiste anglais de l'espionnage écrivait dans un article de l'*International Journal of Intelligence and Counterintelligence* [26] , parlant du développement des activités d'intelligence domestique en Afrique du Sud, que les services secrets y employaient des méthodes avec la population ordinairement utilisées avec des agents secrets. Ce pays s'était embarqué, selon ce spécialiste, dans une politique de contrôle total de la population peut-être plus ambitieuse encore que celle qui avait précédemment été entreprise en Union Soviétique et en Chine maoïste. Il s'agit d'un exemple que l'on voit se reproduire dans d'autres pays aujourd'hui, et depuis déjà quelques années.

Avant de décrire le fonctionnement d'un modèle type de services secrets et de son organisation, il convient de comprendre les causes de ce fort développement de ses moyens et effectifs que l'on constate dans beaucoup de pays, car elles sont multiples.

Tout d'abord, de nombreux experts géopoliticiens, historiens, stratèges et même économistes sont d'accord pour dire que l'ancienne division du monde en deux « blocs » de pays, chacun grossièrement appelé « Est » et « Ouest », apportait quelques bienfaits avec ses craintes d'une guerre nucléaire généralisée. En effet, avec la fin effective de l'Union Soviétique disparurent du même coup les notions élémentaires d'*ennemi* et d'*ami* , lesquelles avaient permis jusque-là aux populations de (presque) tous les identifier sur la carte du monde. Pourtant, nous avons appris depuis, bien souvent à nos dépens, que les vieux antagonismes n'ont nullement disparu ; pire, une censure générale s'abat désormais systématiquement sur toute tentative de les nommer. Le monde de l'après-Guerre froide est, à certains égards, devenu un monde « schizophrène » dans lequel il faut s'accrocher à un fantasme de paix et de bonne entente

universelles autour d’une table commune, mais sous laquelle pleuvent des coups de pieds bien réels.

Dans les pays les plus impliqués dans cette nouvelle guerre censée n’exister que dans les imaginations les plus fertiles, c’est la population qui est la plus exposée, et qui en subit effectivement le plus les conséquences ; elle doit souvent recevoir les coups tout en étant contrainte, sous la menace d’une accusation de délire, de dire que c’est « la fatalité » qui les lui donne. Et du coup, cette schizophrénie s’est étendue aux effets secondaires de cette étrange guerre, puisque, comme « elle n’existe pas », il n’y a donc aucune raison de limiter les échanges commerciaux et privés avec des pays ennemis.

Alors, pour tout de même réagir contre cet évident danger de l’ennemi dans la maison sans accepter de le désigner nommément comme tel, il a fallu inventer de nouvelles méthodes de défense. La première fut de développer considérablement le champ d’action des services secrets à l’intérieur des frontières, afin de surveiller et limiter le plus possible les risques que peut (potentiellement, à tout le moins) représenter l’entreprise étrangère qui s’installe sur le sol national pour y vendre ses produits. L’une des méthodes consiste à encourager (fiscalement) ou à contraindre (par des règlements ou des actions syndicalistes) de telles entreprises à recruter autant que possible ses cadres et employés dans les pays où elles viennent s’installer, par exemple. En cas de refus de l’entreprise étrangère concernée, on peut alors utiliser les moyens de l’*agit-prop* et de la *propagande noire* pour brandir de faux motifs (les *visées formelles* décrites au premier chapitre de ce livre) tels que la « xénophobie », le « refus injustifié d’accepter les règles et culture du pays d’accueil », voire la dénonciation de mauvaises conditions de travail et d’évasion fiscale réelles ou prétendues, etc. Le tout peut être assorti de contrôles fiscaux et administratifs de toutes sortes, et à répétition ou permanents. Bref, il s’agit de contraindre par tous les moyens l’entreprise d’un pays ennemi ou « mal aimé » à ne pas importer aussi sa culture, parfois perçue comme « une maladie mortelle ». Le lecteur l’a compris, les États-Unis sont en ce moment particulièrement concernés par de telles mesures coercitives, mais

pas les seuls tout de même ; la Chine est également dans le collimateur.

Car, le lecteur l'imagine sans peine, à l'obligation très officielle pour ces entreprises étrangères implantées sur le sol national de recruter le plus possible de main-d'œuvre locale, est associée celle, implicite, de savoir que des mouchards aux services discrets de diverses administrations d'État en feront forcément partie.

Viennent également diverses organisations syndicales ayant une capacité à exercer un pouvoir au sein des entreprises, c'est-à-dire à exercer également une influence sur les employés qui ne sont pas des mouchards et qui refusent de l'être. C'est ainsi que la schizophrénie des relations internationales parvient à s'engouffrer également dans le quotidien d'employés ordinaires, et qu'elle contamine les individus qui ne se sentent pas concernés par le sujet des relations internationales, ni ne voulaient en entendre parler.

Il en résulte parfois, pour tous ces gens qui ne cherchaient qu'à gagner leur vie, une atmosphère professionnelle de méfiance réciproque, de tensions, de pressions diverses permanentes et de conspirations de bureau qui déteignent inévitablement sur la vie à l'extérieur de l'entreprise. Mais ce nouvel état de « l'entreprise privée sous surveillance d'État » s'est étendu à celles du pays. Puisque, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, ces dernières sont susceptibles d'être pénétrées et espionnées par l'ennemi (que celui-ci soit simple concurrent commercial ou service secret étranger, peu importe). C'est pourquoi les services secrets d'aujourd'hui veulent également avoir des contacts et des mouchards au sein de ces autres-là, pour y surveiller aussi ses compatriotes. Pour ce faire, ils ont trouvé des prétextes tels que placer d'ex-militaires aux postes d'encadrement, au motif « qu'ils ont une solide expérience du management ». Cette étape de l'entreprise privée sous surveillance d'État marque bien la présence de symptômes de paranoïa dans cette schizophrénie artificielle (puisqu'elle n'en est pas vraiment une au sens médical du terme, le lecteur l'aura compris).

Les « employés mouchards » que nous venons d'identifier et de présenter, et dont nous venons du même coup d'expliquer la raison d'être, sont de bons exemples des formes que peuvent prendre les

ultimes ramifications d'un service secret : celles qui sont les plus éloignées de ce « tronc » que l'on appelle communément, dans pratiquement chaque pays, aujourd'hui, la « communauté du renseignement ». C'est pourquoi nous allons examiner un modèle typique de service secret occidental du XXIe siècle, son organisation et son mode de fonctionnement, en commençant par le « petit mouchard », cet *agent inconscient* et ponctuel des services secrets qui n'en est pourtant pas un au sens strict du terme — dans les faits, il est un simple mouchard qui ignore totalement (et doit nécessairement ignorer) où vont les petits secrets de bureau qu'il rapporte.

La présentation qui suit ne concerne que les acteurs de l'*intelligence domestique* , donc en aucun cas des agents envoyés dans un pays étranger ; cependant, la différence est minime.

LES CLANDESTINS

Le petit mouchard est un *citoyen ordinaire* , même pas un agent entraîné qui use des apparences avantageuses d'un innocent Monsieur-tout-le-monde. Cependant, au cas par cas, celui qui recueille les confidences du petit mouchard lui laisse la liberté de penser ce qu'il est et de ce qu'il fait ; bien souvent, ce dernier se prend à un jeu qu'il a lui-même imaginé. Certains transmettent des informations importantes à la police, d'autres à l'administration fiscale, d'autres à leurs « amis influents », d'autres à leurs responsables syndicaux, etc. Quelques-uns vont jusqu'à se voir agent secret. Tous espèrent une certaine reconnaissance de ce qu'ils font ; simple reconnaissance de principe ou petits services vénaux rendus en retour. Mais l'immense majorité de ces mouchards argue du patriotisme sans lequel ses individus douteraient bien vite du bien-fondé de leurs dénonciations ordinaires. Dans le cas du petit mouchard comme dans celui de tous ceux qui sont plus près du *tronc* de la communauté du renseignement, les services secrets ne sont jamais dupes, et ils ne s'en remettent jamais à la seule confiance de toute façon.

Nous aurons, dans les prochains chapitres, de multiples occasions d'étudier en détail la dimension psychologique du monde des services secrets, car elle est très riche.

Le « contact » (autrefois appelé « honorable correspondant ») n'est pas un mouchard, mais il ne sait pas grand-chose de plus que ce dernier ; il ne peut que soupçonner qu'un ou plusieurs individus disposant d'un « certain pouvoir » écoutent « avec intérêt » ce qu'il rapporte. Son rôle est *actif* puisqu'il aide, ponctuellement et à la demande, la communauté du renseignement ; nous verrons plus loin comment aussi. À la différence du *petit mouchard* , le *contact* a une haute idée de ce qu'il fait et de ce qu'il est, puisqu'il justifie son action au nom d'un idéal (patriotique, politique/idéologique, religieux).

L'« agent » (ou « gagneuse » ; ou *« joe »* , ou *« dog »* en jargon familier dans le monde de l'espionnage anglo-saxon) : collecteur intermédiaire des informations que lui rapportent ses contacts et sources, il a l'avantage de « savoir » qui reçoit les informations qu'il transmet très régulièrement. Mais ce n'est pas systématique, car, pour quelques raisons particulières, il peut avoir été recruté « sous un faux drapeau [27] ».

L'agent n'est pas un simple mouchard qui se contente de rapporter ponctuellement des faits constatés au hasard de son quotidien. Tout ce qu'il fait, depuis son recrutement, est dirigé par un *officier traitant* , au point qu'il ne maîtrise aucunement son existence, et ne peut donc faire de projets d'avenir personnels ; il en sera ainsi pour le restant de sa vie puisqu'il a tout de même été impliqué dans des faits qui doivent demeurer secrets. L'agent étant un élément clef de tout service secret, il sera largement présenté dans un prochain chapitre.

L'« officier traitant » (ou simplement « traitant », ou « *mac* », contraction de l'argot *maquereau* pour désigner un *proxénète* ; ou *case officer* , mais plus couramment *« handler »* [celui qui *tient quelqu'un*]) dans le cas de l'usage de l'anglicisme, ne se contente pas de recevoir les informations que lui transmettent ses agents, car on dit qu'il les « tient en laisse », exactement comme s'ils n'étaient rien de plus que des animaux. Du point de vue des *officiers traitants* , et selon les pays et services secrets pour lesquels ils travaillent, les agents sont couramment considérés comme des « chiens », comme des « armes », etc. Car un officier traitant ne doit jamais s'attacher

affectivement à ses agents, tout en s'efforçant de leur faire croire que ce n'est « pas tout à fait vrai ».

Pour jouir d'un contrôle absolu sur son agent, l'officier traitant doit pouvoir disposer d'un moyen de pression puissant sur celui-ci ; il s'agit d'un chantage dans une large majorité de cas. C'est pourquoi, lors du recrutement d'un agent, tout est mis en œuvre pour l'obliger à se compromettre, d'une manière ou d'une autre (elles sont innombrables), afin qu'un chantage ultérieur ou immédiat permette à son officier traitant de s'assurer de son obéissance et de sa fidélité inconditionnelles ; à moins que l'agent se soit déjà compromis lui-même avant son recrutement. C'est de de cette modalité de recrutement que viennent les expressions, familières dans les services secrets, « tenir un agent en laisse », ou de le *conduire* « rênes courtes » lorsqu'il tente de prendre un peu (trop) d'indépendance ou d'échapper à son officier traitant. Dans les deux cas, la connaissance du fait délictueux sera utilisée pour obtenir du « coupable » ce que les services secrets désirent, par l'intermédiaire de leur officier traitant.

L'officier traitant, quoiqu'étant pleinement placé sous les ordres directs d'un cadre des services secrets, doit préserver pour lui les apparences d'une activité dite « de couverture » qui, pour d'évidentes raisons, ne doit pas lui prendre tout son temps. C'est pourquoi il est fréquent qu'il soit un retraité, une personne occupant un emploi fictif dans une grande entreprise ou une administration quelconque, ou un rentier qui perçoit des revenus issus d'un capital placé (loyers, rentes viagères ou intérêts sur capital ou revenus boursiers, etc.). Dans une large majorité de cas, l'officier traitant est un homme (et a un passé de militaire, d'où l'emploi du mot *officier*). Mais, depuis quelques petites années, certains services secrets déploient de consistants efforts pour former des officiers-traitants femmes.

L'officier traitant n'a pas nécessairement accompli des études supérieures, mais il a fréquemment une expérience (passée ou active) du management. Aussi, il a été choisi pour remplir cette tâche bien particulière en raison de son profil psychologique, faute duquel l'accomplissement ordinaire et quotidien de son travail lui semblerait impossible, sinon pénible. Car, en effet, un officier traitant

doit être une personne qui ne s'*attache* pas aux autres, qui a une faible empathie, qui ne se lie jamais durablement et sincèrement d'amitié avec quiconque. Il est souvent un solitaire, mais il ne doit pas être un introverti, cependant. Il ne doit pas être capable de ressentir le moindre remords pour la détresse morale des agents qu'il dirige. Fréquemment, il a une marotte, ou un intérêt marqué pour un sujet ou une activité (toujours solitaire) qui capte toute la passion qu'il peut exprimer, telle que la collection d'objets sur un thème bien particulier : le bateau ou l'avion, les voitures anciennes, la chasse ou la pêche, le théâtre, etc. [28] L'officier traitant est, par obligation, mais aussi par goût un manipulateur.

Il est, dans une large majorité des cas pour ne pas dire toujours, un employé officieux des services secrets qui ne se rend jamais au siège de ceux-ci. Les réunions de travail qu'il est amené à avoir avec son chef se déroulent toujours dans des lieux anonymes ou chez lui, car il est considéré, en raison de la nature de sa fonction, comme un employé clandestin des services secrets.

L'officier traitant, avant de le devenir, a souvent été un officier ou un sous-officier, ou un agent jouissant d'un statut privilégié (il n'a pas eu l'existence chaotique qui est le lot ordinaire des agents, et il a régulièrement occupé des postes à responsabilité impliquant le management d'employés). Il est aussi un individu qui a toujours joui de « protections » discrètes, car être officier traitant est un privilège du point de vue du monde des services secrets. Cependant, étant donné qu'il est un employé officieux des services secrets jouissant d'une liberté de mouvement exceptionnelle, il doit nécessairement, lui aussi, être vulnérable à un chantage quelconque dont la menace peut être brandie contre lui à tout moment, s'il venait à commettre quelque faute ou à refuser de servir plus longtemps. En dépit de sa réelle importance, l'officier traitant peut être désavoué et abandonné à son sort par les services secrets qui le dirigent, s'il se compromet gravement.

LES PERSONNELS INTERNES

L'employé simple à temps plein travaille dans un contexte bureaucratique dans une large majorité de cas. Mais on trouve naturellement dans tous services secrets des personnels chargés du

ménage, de la cantine, des tâches ordinaires d'entretien des locaux et infrastructures, des personnels chargés de la sécurité des locaux et du personnel, des chauffeurs, des gardes du corps, etc.

Parmi les personnels de bureau, on trouve des secrétaires, des comptables, des spécialistes d'une large variété de branches (depuis l'agriculture à l'aéronautique), des archivistes, des juristes, de nombreux informaticiens, des généalogistes et des anthropologues, et un grand nombre d'employés spécialisés que l'on ne rencontre que dans les services secrets : des *analystes* .

Le rôle des *analystes* est de surveiller les activités d'un pays, d'un secteur industriel, d'un secteur économique et/ou financier, et l'économie (macro-économie, économie politique) ou la finance en général (banques et marchés financiers), des questions et du matériel militaires ; cette énumération n'est pas exhaustive. Durant une journée de travail ordinaire, l'analyste rassemble et consulte les informations les plus récentes concernant le domaine que les services secrets l'ont chargé d'étudier ; l'analyste est un chercheur-spécialiste. Ces informations sont de provenances diverses ; certaines, secrètes, ont été volées par des agents envoyés à l'étranger. L'analyste nomme ces informations secrètes « informations noires ». Il y a des « informations grises », qui ne sont pas des informations auxquelles le grand public à accès, mais qui ne sont pas pour autant de grands secrets [29] . Enfin, il y a les « informations blanches », librement accessibles (livres, brochures techniques, presse et lettres d'information, contenus en libre accès sur Internet, etc.) qui permettent de recouper et parfois compléter ce que disent les *informations grises* et *noires* , et de tenir informé l'analyste au jour le jour à propos d'une situation générale qu'il est censé connaître sur le bout des doigts. Certaines de toutes ces informations, les noires et les grises en particulier, sont verbales à l'origine et ont été retranscrites ou enregistrées par un agent. Certaines autres, relevant de domaines spécifiques, sont « solides » ; il peut alors s'agir d'un composant électronique, d'un échantillon solide ou liquide subtilisé, d'un manuel technique, etc. [30]

Les analystes ne connaissent généralement pas les identités réelles des agents dont ils reçoivent des informations. Cependant, certains services secrets font longuement se rencontrer et se

connaître un analyste et son agent, afin que des complicités et compréhensions mutuelles puissent s'établir, et surtout, que l'un et l'autre se connaissent mutuellement et professionnellement (faiblesses, lacunes et points forts techniques ou scientifiques), puissent avoir parlé ensemble des mêmes choses en utilisant les mêmes termes, mots familiers ou cryptés, etc. Car l'analyste est également amené à demander des informations complémentaires et/ou spécifiques à son agent (via un officier traitant ou des moyens techniques secrets).

S'il est spécialiste d'un pays ou d'une région, l'analyste doit s'y être physiquement déplacé durant une période suffisamment longue, et/ou s'y rendre ponctuellement.

L'analyste des services secrets modernes, selon sa spécialité, utilise également les photographies aériennes et prises par satellite pour vérifier ses informations [31] .

L'analyste procède à l'analyse des informations qu'il reçoit, afin de les interpréter et de les placer dans leurs contextes pour leur donner une forme intelligible et écrite que l'on appelle « note de synthèse ». Puis il remet cette note de synthèse à son supérieur, le *chef analyste* , qui possède une grande expertise du domaine étudié.

Un analyste lit une centaine de pages par jour en moyenne.

LES CADRES DES SERVICES

Il y a de nombreux personnels, cadres subalternes et moyens, dans les services secrets, qui peuvent être des chefs de sections, de groupes, de mission, de poste (à l'étranger, sous couverture diplomatique), de compagnie. Ils peuvent également être des ingénieurs, techniciens, chercheurs, etc. Les spécialités et domaines spécifiques d'activité des services secrets d'une grande puissance économique sont si nombreux qu'il serait impossible de tous les nommer.

Comme nous avons précédemment présenté l'*analyste* en particulier, un des employés internes les plus nombreux des services secrets, voyons un instant qui est le cadre qui dirige le travail de ce dernier, son profil étant particulier de surcroît.

Le chef analyste est presque toujours un authentique chercheur spécialiste (d'un pays, d'une région du monde, etc.), ex-enseignant

en université ou ayant pour couverture un poste d'enseignant en université ou de scientifique, historien spécialiste… Il est un cadre ayant un grand savoir dans sa spécialité, et il est évidemment doué d'un esprit d'analyse élevé, mais aussi de synthèse. Aussi, son expertise spécifique et son intelligence, nécessairement très au-dessus de la moyenne, doivent lui permettre d'évaluer avec la plus grande justesse possible la validité des informations reçues et *synthétisées* par ses analystes. Car certaines de ces informations peuvent être inexactes à des degrés divers [32] , et pour diverses raisons. Tel l'archéologue qui imagine la partie manquante d'un dessin sur une poterie ancienne, le chef analyste doit avoir une connaissance assez grande du sujet dont il est spécialiste pour formuler une opinion pertinente sur la nature des informations qu'il n'a pu recevoir.

Enfin, l'expertise reconnue du chef analyste doit permettre à celui-ci de formuler un avis sur ce que peuvent impliquer, à plus ou moins long terme, les informations qu'il a collectées, tâche qui n'est pas très éloignée d'un travail de stratège. Par exemple, si d'importants déplacements de troupes et de matériels militaires ont lieu en direction d'une frontière, d'un espace aérien ou d'eaux territoriales, le chef analyste doit connaître l'historique des pratiques de l'armée de ce pays, les biographies de ses dirigeants, l'état de ses relations diplomatiques avec le pays voisin, et encore beaucoup d'autres choses, pour pouvoir dire s'il s'agit vraiment de préparatifs d'invasion ou d'une tentative d'intimidation [33] .

Le chef de service ou de département peut être pleinement assimilé à un cadre fonctionnaire ressemblant assez à ceux de quelques administrations plus ordinaires. Il est souvent un ancien officier d'active de l'armée, parfois un ex-policier ou un ingénieur, mais il baigne depuis longtemps dans un univers très bureaucratique. Il peut aussi avoir été avocat ou fonctionnaire de la magistrature. Mais il est presque toujours entré dans les services secrets à un âge assez jeune, pour y gravir les échelons. Il est toujours sincèrement passionné par ce qu'il fait.

Le chef de service est fréquemment un personnage issu de la bourgeoisie, qui n'a pas eu à travailler pour acquérir ses biens

immobiliers ; c’est d’ailleurs ce patrimoine familial qui le dissuadera de tenter de partir dans un autre pays si jamais une telle idée devait lui venir à l’esprit — il n’aurait plus aucun espoir de le récupérer ou d’en jouir encore après cela. Sa position élevée au sein des services secrets lui permet de savoir que toutes les promesses de récompense que l’on pourrait lui faire en échange de sa trahison ne seraient pas tenues. Cependant, il est tout aussi conscient que ses chances de devenir directeur des services secrets un jour sont très minces, car cela ne dépend pas exclusivement de ses capacités, performances professionnelles et zèle à servir. Cette description peut varier selon les pays.

Le directeur de département est fréquemment un individu qui a commencé sa carrière à un âge assez jeune dans les services secrets, après avoir accompli des études universitaires supérieures dans une large majorité de cas. Son ascension au sein des services secrets a fréquemment été planifiée de longue date, et c’est pourquoi son parcours professionnel a été orienté pour qu’il puisse acquérir, le plus rapidement possible, toutes les connaissances nécessaires au parfait accomplissement de ses fonctions directoriales. Cette description peut varier selon les pays. On attend de lui qu’il soit un manager plutôt qu’un bon spécialiste arrivé à la force du poignet.

Le directeur des services secrets a été nommé par des instances politiques au plus haut niveau, en raison même du caractère extrêmement sensible de ce poste. Fréquemment, il l’a été alors qu’il occupait encore une fonction d’officier supérieur dans l’armée (général, amiral). Dans le cadre de ses fonctions passées dans l’armée, il a été amené à se familiariser avec le sujet du renseignement (militaire dans son cas), et de ce que l’on y nomme les « opérations spéciales », c’est-à-dire des envois de petites troupes d’élite à l’étranger dans le cadre de missions d’*exfiltration* , de renseignement militaire, de sabotage, etc.

Il peut également arriver que le directeur ait été un fonctionnaire du corps diplomatique, un milieu qui lui a permis de se familiariser avec les questions de renseignement, d’être amené à rencontrer régulièrement des officiers de renseignement des services secrets

de son pays comme de ceux d’autres pays, et d’acquérir une grande expertise des relations internationales.

En sus de tout cela, il a fréquemment été sollicité de diverses manières parmi les plus subtiles pour trahir son pays ; un désagrément professionnel et de multiples embûches qu’il s’est montré capable de surmonter. Enfin, il offre, comme garantie supplémentaire de sa fidélité, la possession d’une fortune personnelle (héritée dans une large majorité de cas) qui le lie solidement à son pays, quoi qu’il arrive.

Le lecteur peut être tenté de conclure que les services secrets s’articulent autour d’une hiérarchie pyramidale somme toute classique. Les choses peuvent être plus complexes que cela dans les faits et selon les pays, au cas par cas.

Tous les services secrets du monde pratiquent le « cloisonnement », tant au sein des personnels de bureau à temps plein qu’à l’extérieur. Le *cloisonnement* veut qu’un employé des services secrets ne doive jamais parler en détail de son travail à l’un de ses collègues ; et cette règle vaut pour les cadres supérieurs jusqu’au directeur, qui ne peuvent eux-mêmes aller regarder dans le détail ce que font leurs employés. Il y a une nette césure entre les directeurs et les chefs de services qui sont encore en contact avec les employés subalternes. Comme il peut être difficile pour le non-initié de concevoir comment une telle chose est possible, voyons cela plus en détail.

Le chef analyste a un droit de regard sur ce que font ses analystes, mais pas le chef du service dans lequel ils travaillent, bien que ce dernier soit leur supérieur hiérarchique, et aussi celui de tous les chefs analystes de son service.

Si le chef de service veut savoir ce que fait un de ses analystes, il doit demander cette information au chef analyste qui est le supérieur hiérarchique direct de ce dernier.

La rupture entre les directeurs de services et les personnels de leurs services respectifs semble plus profonde encore. Car le directeur fait partie des cadres de direction, une élite des services secrets chargée d’*administrer* , physiquement détachée des différents services chargés de *produire* . Ce qui veut dire que si le

chef d’un service est encore intégré à la *production* (le service dont il a la charge, *du point de vue technique* , ce distinguo est très important) parce qu’il est en contact plus ou moins direct et permanent avec tous ses subalternes, le directeur de ce même service, lui, en est complètement détaché, précisément parce qu’il entretient déjà des rapports de grande proximité avec les directeurs des autres services et, dans une mesure légèrement moindre, avec la direction générale.

En somme, à une extrémité de cette hiérarchie, l’analyste ne doit s’adresser à personne d’autre qu’à son chef analyste, et, réciproquement à l’autre bout de la chaîne, le directeur du service ne peut contourner le chef de service, son subalterne direct, pour aller s’adresser directement à l’un de ses chefs analystes ou analystes.

Il arrive, bien sûr, qu’un directeur de service aille faire une visite physique de son service, juste pour s’assurer que tout à l’air d’y fonctionner normalement, que les règles de travail y soient respectées, que les locaux soient propres et convenablement équipés, etc. Mais il *n’est pas autorisé* , selon le règlement interne, à aller s’asseoir derrière l’ordinateur d’un analyste pour regarder ce dont il s’occupe exactement, ni à jeter un coup d’œil à ses documents de travail.

Cette étrange règle du cloisonnement n’a rien d’absurde ; elle a été pensée pour limiter de possibles fuites d’informations. Si, par exemple, un chef de service, ou même son directeur, était capturé par un service secret adverse ou se vendait à ce dernier, alors il ne pourrait révéler *que* ce qu’il sait, même sous la torture. Il ne pourrait, par exemple, livrer des détails sur tout ce que savent les analystes, quelles sont exactement leurs sources d’information, etc. [34]

Étant donné que chaque directeur de service se trouve dans le même cas, tout ce qu’il pourrait révéler de ce qu’il sait des services de ses autres collègues se limiterait à des généralités. Car, entre eux, les directeurs de services ne se tiennent informés *que* de ce qu’ils ont besoin de savoir pour coordonner leurs actions, et encore, lorsque ces coordinations sont nécessaires, c’est-à-dire plus ponctuellement que régulièrement. Car c’est le directeur des services secrets qui est censé décider de ces coordinations (et, à ce

niveau, et dans le cas de certains services secrets, le fonctionnement peut être plus complexe et plus subtil encore).

Le lecteur comprend donc maintenant que les personnels, cadres y compris, d'un département de services secrets, ignorent autant que le grand public ce qu'il peut se passer dans les autres départements, et comment leurs personnels y travaillent [35] .

Les personnels du *service de sécurité intérieure* , cette « police des services secrets », sont eux aussi séparés en *bureaux* distincts, un par service ou département. Un de ses membres, affecté à un service ou à un département, ne peut intervenir dans un autre. En haut de la hiérarchie du service de sécurité intérieure, le même système de *cloisonnement* que nous venons de découvrir s'applique.

LA VIE DE « L’EMPLOYÉ » DES SERVICES.

Vu sous un angle social, un service secret est une société hyper-organisée où la stabilité de la collectivité prime toujours sur celle de l’individu. Et l’importance de cette stabilité est telle que celle qui y est accordée à l’individu doit nécessairement s’affranchir des critères moraux, éthiques et religieux qui prédominent dans le *monde des gens ordinaires* . Il en résulte que, parce que l’opinion publique serait outrée de découvrir les pleines réalités de la vie des hommes et des femmes des services secrets, ces derniers doivent en faire l’un de leurs secrets les mieux gardés — ce qui réclame, en sus, le recours à des formes de menaces et de mesures de rétorsion que l’on ne rencontre guère, ailleurs que dans les mafias, et autres organisations criminelles puissantes. Ceci explique pourquoi l’actualité rapporte si peu de cas de trahisons ou de fautes au sein des services secrets, alors que ses membres — par conséquent ses vulnérabilités — y sont pourtant nombreux.

Le choix du mot « employé » pour le titre de ce chapitre doit à un besoin de simplification, puisqu’aux statuts des différents types de collaborateurs officiels et officieux des services secrets est associée une large variété de qualificatifs, lesquels peuvent chacun être aussi peu clairs pour le grand public que les réelles missions qui y sont associées, ainsi que nous l’avons entrevu au chapitre précédent. On pourrait d’ailleurs séparer tous ces individus en deux catégories génériques, que n’importe quel service secret accepterait sans aucun doute hors la présence de l’opinion publique : les « militaires » d’un côté, et leurs « mercenaires » de l’autre [36] .

L’indispensable préalable à la description de la condition de tous ces acteurs sera une présentation sommaire d’une notion générale, brillamment rationalisée par le sociologue et philosophe français George Sorel (1847-1922) : le *mythe moderne* , comme support indispensable de tous les engagements, idéologiques, patriotiques ou religieux. Car sans ce mythe, associant la réalité historique à la

légende, le patriotisme dogmatique sur lequel prend racine l'*esprit de corps* indispensable au bon fonctionnement de tout service secret n'existerait pas, et les espions, depuis le simple agent jusqu'au directeur de centrale de renseignement ne seraient alors qu'une bande de barbares sans foi, ni loi, ni objectif clair, ni réel maître.

Le quotidien de tous les employés des services secrets, sans aucune exception, est amer du point de vue de ces derniers ; il rappelle sans cesse, à force d'exemples récurrents, et à l'image du clou qui, sous les coups répétés de marteau s'enfonce toujours plus profondément dans le bois, que l'être humain n'est ni aussi bon, ni aussi grand que le prétend notre monde, et que contredire ce fait réclame une force et une volonté dont seule une très petite minorité est capable.

Tous les êtres humains équilibrés ont une connaissance plus ou moins complète du sens des mots *éthique* et *morale* , et ils l'acceptent, généralement. Même ceux qui prétendent que l'éthique et la morale ne sont que des produits issus de croyances religieuses s'indignent cependant, au moins au fond d'eux-mêmes, du vol, de la tricherie et de la tromperie, et du meurtre. C'est pourquoi il est impossible de faire s'impliquer sincèrement et quotidiennement de larges groupes d'êtres humains dans des actions que l'éthique et la morale réprouvent fermement, sans leur fournir le moindre substitut, le moindre alibi.

Le mythe, et le dogme qui en découle sont dans ce cas les substituts de ces éthique et morale ; l'être humain a une capacité d'abstraction suffisante qui lui permet de les accepter ensemble comme l'alibi qui viendra justifier les actes les plus vils et les plus désagréables que l'on attendra de lui. Ces mythe et dogme seront littéralement « taillés sur mesure » pour son esprit et *par* son esprit.

Il nous est possible, à nous, humains, de nuire à notre prochain au nom d'un motif qui nous semble « recevable », alors que ce dernier est indiscutablement absurde sitôt que l'on y regarde d'un peu plus près. Mais, chose surprenante, lorsque ce motif nous semble tout de même insuffisant en regard du mal que nous nous apprêtons à infliger, nous avons encore cette capacité à en créer un nouveau de toutes pièces, à partir de notions exclusivement abstraites, et donc imaginaires dans les faits (on défend un quartier arbitrairement

désigné comme un « territoire » et une propriété privée, l'honneur d'un gang, d'une équipe de football ou d'un maître, etc.). Et c'est ainsi que nous pouvons voler, tromper et même tuer, au prétexte d'un amalgame d'abstractions dont nous avons décidé ou accepté, complètement arbitrairement, qu'il est « noble et vertueux » [37] .

Ce mythe et son dogme, qui viennent prendre la place des éthique et morale admises par le reste du monde, y compris par les individus qui s'en défient, sont élaborés, toujours intelligemment, pour tous ceux dont l'*engagement* est attendu, mais dont les intelligences et savoirs seraient insuffisants, cependant, pour comprendre et accepter les *visées réelles* définies par la minorité dirigeante aux capacités intellectuelles supérieures. C'est pourquoi, même au cœur des services secrets qui sont, le plus souvent de nos jours et dans le cadre de leurs missions ordinaires, les créateurs de toutes sortes de mythes et de dogmes, il est nécessaire d'arguer de *visées formelles* pour faire se concrétiser les *visées réelles* .

La qualité déterminante de l'employé des services secrets est une capacité rare à obéir aveuglément, associée à une volonté tout aussi rare de se mettre au service d'une autorité qui n'a aucun autre alibi à offrir que la *raison d'État* . N'importe quel service secret aura « foi » en la valeur d'un employé possédant ces deux caractéristiques. Car le patriotisme, tout comme la foi en quoi que ce soit, n'est pas inné ; il faut les acquérir par un enseignement, implicite ou explicite peu importe — ne peut avoir foi en une religion que celui auquel on l'a racontée, au moins sommairement. Les hommes des services secrets ont hérité cette croyance des militaires qui dit que la détermination et la persistance, lorsque réunies, sont supérieures à l'intelligence.

LOYAUTÉ

Les services secrets ne se reposent jamais sur la simple confiance ni n'attendent la confiance de quiconque. Les notions de fidélité et de patriotisme sont bien sûr attendues de la part des employés des services secrets, nous avons déjà entrevu ce sujet. Mais elles ne sont prises, dans les faits, que comme des valeurs sujettes à la relativité, donc sur lesquelles on ne peut compter les yeux fermés. De fait, l'actualité nous rapporte quotidiennement des

cas de politiciens qui changent de partis, de cadres supérieurs d'entreprises qui vont travailler chez le concurrent, de couples notoirement très unis qui pourtant divorcent un jour… Il en résulte que tout service secret s'assure toujours qu'il peut *tenir* les siens par le recours à des moyens et méthodes qu'il juge plus fiables.

Les services secrets qui servent des pays où la richesse personnelle est mal considérée sont tous contraints d'admettre, cependant, que l'argent est une garantie fiable de fidélité. Les billets de banque, l'or et les pierres précieuses ne fascinent pas juste pour ce qu'ils sont, à part pour quelques esprits dérangés, mais pour le bien-être, et surtout la sécurité qu'ils apportent à celui qui les possède en quantités suffisantes. Personne ne peut contester que le locataire doit craindre un propriétaire, que l'employé qui a de modestes revenus doit craindre le licenciement, que celui qui marche à pied doit craindre le froid, la chaleur et la fatigue, que le pauvre doit redouter la maladie et les diverses affections de la vieillesse, que le sans-emploi doit redouter le divorce et la perte de ses enfants, ou d'avoir à se satisfaire du conjoint qu'il n'aurait certainement pas choisi s'il avait eu le choix. Tout le monde sait que la possession de quelques richesses dispense de toutes ces craintes, et qu'elle permet enfin à l'esprit d'être assez libre pour pouvoir se consacrer pleinement à d'autres thèmes que le souci du lendemain. C'est pourquoi les services secrets de tous les pays, toutes idéologies confondues, choisissent presque toujours pour cadres et chefs des individus qui étaient préservés des contingences matérielles *avant* leurs recrutements, et qui seront ainsi beaucoup moins vulnérables à l'offre d'un ennemi. Plus prosaïquement, à l'attention du lecteur qui pourrait encore douter de ce qui vient de lui être expliqué : les services secrets, tout comme l'individu ayant un minimum de jugeote, ne confieraient jamais la garde de leur portefeuille à un affamé. Il résulte de ce principe élémentaire que la population des gens ordinaires a presque toujours une perception erronée de ce que sont les services secrets. Personne ne devient riche en travaillant pour les services secrets ; les exceptions ne sont qu'apparences d'exceptions, même pas des exceptions.

SALAIRES

Les salaires versés par tous les services secrets du monde sont toujours chiches, juste suffisants pour satisfaire les besoins les plus élémentaires. Car un surplus de pouvoir économique est toujours susceptible d'être transformé en un espace de liberté physique, lequel peut sérieusement compliquer la surveillance d'un employé. Par exemple, une prime ou une « rallonge » permettrait à cet employé de partir pour un court congé dans un pays lointain, avec le lot de secrets que l'on ne peut extraire temporairement de son esprit, ce qui obligerait à un surcoût important de sa surveillance — sans parler du fait qu'il pourrait être *recruté* durant son séjour à l'étranger par un service secret ennemi, et devenir ensuite une « taupe ».

Nous disions que celui qui est pauvre de richesses matérielles doit redouter toutes sortes de dangers et de souffrances, et toutes sortes d'autorités. C'est précisément pour cela que les services secrets maintiennent leurs employés, comme leurs agents, dans une dépendance matérielle toujours plus grande à mesure que l'on descend les degrés de la hiérarchie. Les finances de chaque employé des services secrets font l'objet d'une attention que le non-initié jugerait extraordinairement méticuleuse, calculées et contrôlées au centime près, juste suffisantes pour satisfaire les besoins les plus élémentaires et rien d'autre. Dans les services secrets, la gestion des dépenses consacrées aux loisirs, indispensables à l'équilibre mental, n'est pas abandonnée à ceux qui doivent en jouir. Cette contingence, puisqu'elle est perçue comme telle dans ce contexte, est planifiée et gérée collectivement, toujours.

En outre, les services secrets considèrent qu'un individu dont les ressources excèdent ses besoins peut facilement *noyer* des revenus illégaux dans la masse de ceux qui sont légaux, et empêcher ainsi tout contrôle fiable de leur provenance exacte. L'exemple le plus clair et le plus démonstratif concernant ce problème est celui du délinquant qui dépense l'essentiel de l'argent qu'il gagne malhonnêtement dans les bars, restaurants et autres distractions similaires, services qui ne laissent guère de traces fiscales fiables. Si ce dernier dépense deux fois plus d'argent que d'ordinaire pour s'acheter des vêtements, il sera encore impossible de savoir exactement combien il a dépensé en tout. Tout au plus peut-on se

lancer dans de grossières estimations des dépenses de ce genre, forcément éloignées de la réalité.

Les services secrets ne veulent surtout pas que leurs services de sécurité interne et de surveillance de leurs personnels soient saturés par ce genre de problèmes ; ils y perdraient toute efficacité, et par conséquent leur raison d'être. À ce dernier égard comme à d'autres, un service secret peut être comparé à une mécanique particulièrement complexe et fragile qui ne tolère aucun rouage inutile ou superflu ni le moindre grain de poussière, dont le parfait fonctionnement nécessite un entretien de tous les instants, et dont l'usure ou la casse de chacun de ses organes doit toujours être anticipée en vue d'un remplacement avant que celle-ci ne se produise et stoppe ainsi les autres.

CONTRAT DE TRAVAIL

Le travail à temps plein pour les services secrets ne donne jamais lieu à des contrats de travail et feuilles de paye à ses en-têtes, ceci afin, d'une part, d'éviter tout risque accidentel d'identification formelle de ses employés par le public (à l'occasion d'une demande de crédit, par exemple). Il faut également prévenir le risque que l'un de ces employés puisse user d'une telle preuve pour tenter d'en tirer quelque profit (tentative de publication d'un livre ou d'interview par les médias, ou comme preuve de bonne foi dans le cadre d'une tentative de demande d'asile politique dans un pays étranger). C'est pourquoi tous ces documents sont établis par des services administratifs divers, depuis des ministères à l'armée, et aussi par des entreprises privées sous contrôle discret des services secrets.

LOGEMENT

Il faut savoir, à cet instant de la présentation de la vie de l'employé de services secrets (de bureau, mais souvent aussi de l'agent ou de l'officier traitant qui s'en trouve à l'extérieur), que l'emplacement de son domicile lui est imposé ; dans un immeuble, un groupe de logements individuels, ou même un petit quartier ou village, ainsi que cela a été brièvement évoqué plus avant.

Dans les cas des services secrets de plusieurs pays occidentaux, les dépenses et frais autres que ceux de logement sont optimisés et contrôlés ; entre autres exemples, par l'existence de points d'alimentation à prix réduit recommandés, et de réseaux informels d'approvisionnement de biens divers vendus à des tarifs particulièrement avantageux, tels que téléviseurs et équipements électroménagers, matériels informatiques, vêtements et chaussures, etc., etc. Les vacances loin du domicile existent bien, mais elles prennent la forme de voyages organisés en groupe (autobus, de préférence), et, dans quelques cas, de séjours individuels placés sous la surveillance discrète de correspondants des services secrets disposant de biens immobiliers, bateaux…

On le comprend, après avoir pris connaissance de ce qui vient d'être dit, la jouissance d'un véhicule n'est accordée qu'à partir du rang de cadre subalterne (mais cet employé doit remettre son passeport, s'il en a un, à ses employeurs).

DISCIPLINE

Tous les services secrets pratiquent une discipline de fer qui repose bien sur la crainte, et non sur quelque engagement patriotique ou idéologique, puisque, réellement, ce dernier ingrédient n'a pour réelle fonction que celle de l'alibi. Le recours quasi exclusif à la crainte et à la menace pour maintenir la discipline est bien loin d'être une invention récente des services secrets ; on en retrouve des traces attestées dans la Sparte antique, et c'est pourquoi l'étude des textes de Thucydide est un des préliminaires à la formation des cadres de certains services secrets [38] . Citons quelques phrases révélatrices de Thucydide pour le lecteur qui connaîtrait mal cet auteur classique grec. *« C'est une règle générale de la nature humaine : les gens méprisent ceux qui les traitent bien et regardent vers ceux qui ne leur font pas de concessions »* . *« Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir »* . *« Quand on peut user de violence, il n'est nul besoin de procès »* . *« Il est dans la nature de l'homme d'opprimer ceux qui cèdent et de respecter ceux qui résistent »* . D'autres services secrets recommandent à leurs cadres la lecture du *Testament politique* de Fréderic II de Prusse (dit *le Grand*), un ouvrage rédigé en français par son auteur en 1752, et

qui est longtemps resté un document secret ne devant pas être porté à la connaissance du grand public ; sa publication a été plus ou moins censurée par la suite et jusqu'à nos jours, dans de nombreux pays [39] .

Voici, extraite du *Testament politique* de Fréderic II, la recommandation que suivent toujours aujourd'hui quelques services secrets occidentaux, initialement pensée pour l'armée de Prusse :

« La discipline militaire introduit dans les troupes une obéissance aveugle. Cette subordination soumet le soldat à l'officier, l'officier à son commandeur, le colonel au général et le corps des généraux à celui qui commande l'armée. Un soldat qui murmure contre un bas-officier ou qui tire le sabre pour se défendre, un officier qui tire l'épée contre son commandeur, et ainsi du reste — contre tous ceux-là est dicté peine de mort. Ce n'est point envers eux que le souverain peut user de clémence ; l'exemple en serait dangereux : le moindre relâchement entraînerait le libertinage, celui-là l'esprit de sédition, et enfin les chefs, n'étant plus les maîtres de leurs subordonnés, se verraient obligés de leur obéir.

Voilà pourquoi les généraux et les colonels ont une autorité despotique sur leurs régiments. Ils sont obligés d'en répondre, corps pour corps, au souverain ; le chef reçoit les ordres du prince, et ce dernier est sûr de leur exécution. Il arrive de là que des troupes, nourries dans cette subordination sévère, ne sachent ni désobéir, ni raisonner, ni se plaindre ; qu'elles sont dociles aux commandements dans les plus grands dangers, et qu'elles affrontent la mort, lorsque leurs chefs le leur ordonnent ; elles vont où elles sont menées, et font des merveilles, lorsque l'exemple de braves officiers les encourage.

La discipline contient le soldat et l'oblige de mener une vie sage et réglée ; elle l'abstient de toute violence, du vol, de l'ivrognerie, du jeu et l'oblige à être retiré dans son quartier à l'heure de la retraite. Un régiment bien discipliné doit être plus sage qu'aucun couvent de moines ; et par cette sévère subordination on fait que toute une armée dépend de la conduite d'un seul homme, et que, si celui-là est un habile capitaine, il n'a qu'à bien penser et être sûr de l'exactitude de l'exécution. »

PROTECTION DU SECRET ET SANCTIONS

Tous ces services, et entreprises lorsque l'employé travaille *sous couverture* à l'extérieur du quartier général, ayant pour caractéristique commune la nécessité d'une confidentialité et de moyens de sécurité devant protéger quelques-unes de leurs activités ordinaires, ceci vient justifier un engagement formel par écrit à la tenue du « secret professionnel ». C'est ce document qui sera utilisé lors de la prétendue divulgation d'informations, bien entendu sans rapport avec celles, plus secrètes, qui auront réellement et intentionnellement été révélées à des individus extérieurs aux services secrets [40] .

Lorsqu'un employé des services secrets se rend coupable d'une divulgation consciente et délibérée du secret, y compris celui, tout personnel, des seules conditions de son existence, les sanctions prises contre lui sont toujours très lourdes, sans communes mesures avec celles, légales, ordinairement appliquées à l'extérieur du monde des services secrets [41] .

Les services secrets considèrent, à juste titre bien souvent, que le secret qui caractérise ordinairement toutes ses activités, et les diverses formes de son existence, a, d'un point de vue *global* , une importance supérieure à celle d'un individu, de sa liberté ou de son bien-être. Partant d'une telle prise de position, l'acte de révélation non autorisée du secret revêt une gravité qui dépasse celle d'un délit de droit commun, quel qu'il soit.

Mais comme l'acte de violation du secret mènerait lui-même à la divulgation d'autres secrets s'il était puni par un tribunal civil, les jugement et sanction de celui-ci sont prononcés et appliqués *en secret* par les services secrets eux-mêmes, hors de toute supervision du pouvoir judiciaire officiel. L'exception à cette règle ne se produit que lorsque le coupable est parvenu à faire reconnaître son statut passé ou actuel d'employé des services secrets auprès du grand public — ce qui est rare parce que très difficile à démontrer sans avoir été entre temps accusé de folie ou de délire. Et dans ce dernier cas, c'est un procès civil à huis clos qui a lieu, si l'on considère que la sanction qui aurait dû être appliquée *en interne* pourrait susciter une curiosité accrue du grand public, tels que

maladie, accident ou mort suspecte — car ce dernier genre de sanction est parfois appliqué. Les détails concernant de telles sanctions sont en tous points similaires à ceux présentés dans le chapitre de ce livre consacré aux *méthodes modernes d'élimination des individus* par les services secrets.

RELIGION

Le lecteur est certainement curieux de savoir si la religion peut être amenée à jouer un rôle important au sein d'un service secret, et, plus particulièrement, par rapport à sa culture. Il n'est pas difficile d'admettre que la religion occupe une place importante dans les services secrets des pays de la péninsule arabique. Les choses sont plus complexes dans les pays occidentaux, et on peut dire que, d'un pays occidental à un autre, les découvertes et considérations proposées par le sociologue allemand Max Weber (1864-1920) dans son célèbre ouvrage *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-1905) s'appliquent pleinement. Pour quelques services secrets occidentaux, la pratique d'une religion, ou juste la croyance en l'une d'elles, pose le problème de la loyauté envers l'État (ou/et envers la cause politique lorsque celle-ci a une grande importance). C'est pourquoi la croyance en une religion est souvent un motif de discrimination au sein des services secrets des pays « de gauche » ; elle y est très mal tolérée, voire pas du tout.

Dans les pays où la religion dominante est historiquement le protestantisme, c'est exactement le contraire qui se produit : on ne pourra accorder une pleine confiance à un individu qui est athée, voire qui est catholique. Nous verrons dans un autre chapitre, et concernant quelques pays en particulier, que le contrôle de l'accès à des responsabilités importantes dans un service secret peut être (fréquemment, mais pas forcément) conditionné par l'appartenance à une société secrète locale qui prônera l'athéisme, ou, au contraire, la foi en un dieu. Tel est le cas des services secrets anglais et américains, au sein desquels la foi en Dieu est vivement souhaitée, sinon requise. Depuis les créations de la CIA et du FBI, on a remarqué une forte majorité de Protestants dans la première, et une forte majorité de Catholiques dans le second. Dans les services secrets anglais, on a rencontré une forte majorité de Protestants.

Dans les services secrets français et allemands, depuis le début des années 1960, environ, on a pu assister à une profonde mutation concernant la question des croyances religieuses. Avant cette période, on rencontrait une proportion importante de Catholiques dans les services secrets français, et de Protestants luthériens dans les services secrets allemands. C'est la montée du socialisme dans ces deux pays qui a été le responsable de la quasi-disparition de la croyance en une religion dans leurs services secrets. À tout le moins, les employés des services secrets français et allemands qui croient en une religion ont un accès limité au secret, tel que cette condition a été sommairement présentée dans la préface de ce livre. En France et en Angleterre, tout particulièrement, on s'assure de l'athéisme ou de la croyance en Dieu des employés susceptibles de devenir des cadres, au moment de leur recrutement ou peu avant, en les recrutant tout d'abord dans la société secrète dominante du pays (le Grand Orient de France ou une de ses loges satellites, et la Grande Loge unie d'Angleterre, respectivement pour ces deux pays).

D'une manière générale, lorsque la religion est un prérequis, la religion catholique, tout particulièrement, pose le problème de la *double loyauté* , puisque celle-ci a une hiérarchie et un chef spirituel suprême qui est le Pape. En outre, la hiérarchie de l'Église catholique est internationale, et un grand nombre de ses « cadres », petits, moyens et supérieurs, ont été historiquement confrontés à toutes sortes d'intrigues et de compromissions devant servir des visées politiques et d'influences diverses. La tradition catholique de la confession vient sérieusement aggraver ce dernier fait, le lecteur l'imagine sans peine [42] .

Il y a une seconde objection à la religion, plus subtile, mais aussi plus sérieuse, qui dit que là où il y a une religion et une seule, il est toujours possible que celle-ci puisse encourager une conformité systématique à la doctrine de l'État plutôt que de stimuler la résistance à celui-ci. Le même raisonnement est applicable au dogme politique, puisque ce phénomène, très régulièrement constaté dans les services secrets, est une porte ouverte à des excès et dérives de toutes sortes.

FIN D’ACTIVITÉ

Quiconque est recruté par un service secret n’en sortira jamais, même lorsqu’arrivé à un âge où d’autres prennent ordinairement leur retraite. Les seules formes de retraites possibles pour un employé ou un agent des services secrets sont la maladie invalidante ou la mort, ou le refus de continuer à servir et à obéir, un acte qui a toujours pour conséquence une fin de vie sous contrôle assortie de moyens de subsistance réduits à la précarité. Le lecteur doit comprendre que les individus qui sont parfois (rarement) présentés au grand public comme d’« ex-employés » des services secrets ne peuvent l’être complètement en réalité, en aucun cas. Tout au plus peuvent-ils être recrutés par des administrations publiques ou des entreprises privées au sein desquelles ils mettront, sur instruction plus ou moins explicite des services secrets, leurs compétences particulières au service de celles-ci.

On le voit, le quotidien des agents et des employés des services secrets est particulièrement dur, et il paraît l’être plus encore par contraste dans les pays occidentaux, où les notions de démocratie et de liberté individuelle sont largement admises et préservées, et même protégées par des lois depuis longtemps. Si une violence à tout le moins psychologique, ainsi qu’une banalisation des notions de vol et de tromperie, entre autres violations de l’éthique et de la morale, n’existaient pas dans les services secrets, il serait possible de comparer la vie quotidienne au sein de ceux-ci à celle des monastères religieux, où la foi en un dieu sert de *ciment* des cohésion sociale et fidélité à la hiérarchie.

Dans les pays occidentaux et démocratiques, les services secrets nous apparaissent donc, dès le premier regard, comme des îlots de non-droit, et, pour quelques-uns de leurs membres eux-mêmes, comme de petits royaumes confinés dans d’imprenables citadelles et autres forteresses, dans lesquels la seule loi admise est celle du despotisme [43] .

C’est pourquoi les mythe et dogme dont il a été question au début de ce chapitre constituent une croyance nécessaire à l’« acceptation » progressive d’une telle existence quotidienne. Ils diffèrent grandement d’un service secret à un autre, puisqu’ils sont

presque toujours basés sur les Histoire et culture du pays. Mais tous doivent converger vers l'idée d'une pauvreté présentée comme une vertu (la *visée formelle*), jamais comme un impératif technique (la *visée réelle*). Il en résulte, toujours, que la réduction drastique de liberté individuelle favorise grandement les rapprochements entre employés, desquels naissent un *esprit de corps* attendu et une plus grande assiduité au travail, puisqu'il n'y a pas grand-chose d'autre à faire. Tout cela est encore basé sur les découvertes du chercheur Ivan Pavlov, et sur de plus récentes évolutions de celles-ci qui menèrent à la découverte que l'Homme est équipé d'un système nerveux central qui lui dicte d'*agir* , quitte pour lui à choisir les seules options qu'on lui présente et qu'il aurait probablement refusées s'il avait eu accès à un plus large choix.

LA VIE DE L’AGENT CLANDESTIN.

La naissance de l’agent clandestin s’accomplit dans la douleur, à l’image d’un accouchement [44] , et ce n’est que le début, pour une large majorité de ceux-ci, d’une existence faite de renoncements quotidiens jusqu’à la fin de leur vie, puisqu’*on ne quitte pas* les services secrets une fois que l’on y est entré, en vertu du simple fait que l’on a eu connaissance de quelques-uns de ses secrets bien gardés. Tout comme c’est le cas pour l’employé des services secrets, l’agent ne peut cesser de le devenir que « les pieds devant », et ceci explique le nombre relativement important de suicides de ses agents et employés, ou des suites de maladies psychosomatiques diverses ayant pour origine le stress ou la dépression.

L’agent apprend à le devenir, et il continuera d’agir, exclusivement, selon les faits et méthodes découverts par le célèbre médecin et physiologiste russe Ivan Pavlov, c’est-à-dire toujours selon des ordres donnés implicitement ; jamais à l’aide d’explications verbales ou écrites, grâce au processus de communication binaire : *punition* ; *récompense* . Mais, dans le cas d’un agent, les punitions lui sont toujours infligées promptement, et les récompenses rarement offertes, ou savamment distillées, de manière à ne jamais lui offrir la moindre occasion de distraction dans la mission, ni moyen qui pourrait lui permettre d’échapper, ne serait-ce que temporairement, au contrôle absolu de son quotidien. C’est de là que vient cette tradition, dans les services secrets de quelques pays, d’appeler ses agents des « chiens », en référence au *chien de Pavlov* . Car, globalement, la psychologie des services secrets est basée sur l’*action* , sur une véritable croyance irrationnelle en l’intuition, et sur une expérience consommée de la manipulation des hommes et des femmes.

La direction de tout agent commence par le déni de son droit à mener son existence comme il l’entend [45] , et, pour d’évidentes

raisons, tous les services secrets montrent toujours une ardeur particulière à démentir cet aspect de la vie de ses employés, en exhibant pour ce faire de rares exemples d'employés des services qui semblent fort bien s'en porter — on peut assez bien comparer ces « heureuses recrues » à l'*appartement-témoin* de l'agent immobilier peu scrupuleux.

Les services secrets considèrent qu'un agent sans mobile ne peut être « digne de confiance » — la notion de confiance employée ici ne concerne que la valeur à accorder aux dires de l'agent, son obéissance et sa « fidélité » ne découlant que de la crainte d'une sanction. C'est pourquoi les recruteurs de l'agent jugent nécessaire de lui en trouver un, c'est-à-dire de le « tailler sur mesure » pour lui. Car il est important pour les services secrets de savoir *pourquoi* l'agent fait ce que l'on attend de lui, une fois que l'alibi de la « collaboration » a pris le pas sur la menace du chantage.

Le colonel Walter Nicolaï (1873-1947), qui fut le chef des services secrets allemand de 1913 à 1920, a livré à l'Histoire un témoignage à la fois hautement crédible, unique et de première main, qui ne fut jamais renouvelé par d'autres cadres des services secrets jusqu'à ce jour, sous la forme d'un essai intitulé *Forces secrètes* , publié en 1932. En effet, ce livre insiste sur l'influence des cultures, par pays, sur les fonctionnements et efficacités de leurs services secrets respectifs pris dans leurs globalités, et aussi sur leurs agents en tant qu'individus. Et cet auteur de relever des différences récurrentes et très notables d'un pays et d'une culture à l'autre, jusqu'à brosser des portraits types d'agents secrets par pays.

Dans *Forces secrètes* — en substance, car rapporter ce qui y est expliqué très en détail et dans son contexte allongerait considérablement ce chapitre et pourrait ennuyer le lecteur — le colonel Nicolaï dit avoir constaté, lors des nombreux recrutements d'agents qu'il eut à superviser, des capacités de résistance psychologiques, des perceptions de l'amour propre et des prédispositions à s'impliquer fortement pour une cause ou pour un pays, fort différents d'un pays à un autre.

En somme, et en moyenne, des Allemands, des Russes, des Français, des Belges wallons, des Belges flamands et des Français ne réagiraient pas chacun et typiquement de la même manière

lorsque confrontés à des alternatives du même type que celle que nous venons de présenter.

D’autres faits historiques, aujourd’hui connus de tous ceux qui s’intéressent sérieusement à l’Histoire, indiquent que les exemples récurrents de volontés les plus fortes et les plus remarquables chez l’être humain, par pays, ethnies ou milieu socioculturels, se situent chez les Japonais et chez les Indiens d’Amérique du Nord.

Dans le cas des Japonais, tout le monde a pu s’étonner des *kamikazes* de la Seconde Guerre mondiale qui n’ont pas eu d’équivalents aussi récurrents (quelques cas isolés seulement) dans tous les autres pays du monde à cette époque. Le grand public connaît moins, en revanche, ces cas de Japonais, hommes, femmes et enfants, qui se suicidèrent collectivement et sur le champ pour ne pas être faits prisonniers par les troupes américaines [46] . On peut encore citer le cas étonnant du lieutenant des services de renseignement militaires japonais Iroo Onoda, qui fut envoyé sur l’île de Lubang, dans les actuelles Philippines, en 1944, où il poursuivit la mission qui lui avait été assignée et refusa de se rendre ou de se laisser capturer jusqu’au 9 mars 1974, c’est-à-dire durant 30 années [47] .

Pour ce qui concerne le cas des Indiens d’Amérique du Nord, à l’exception des membres de quelques rares tribus, ceux-ci, très majoritairement, n’acceptèrent jamais de servir d’esclaves aux colons blancs et préféraient la mort, ce qui contraignit ces derniers à devoir faire venir par bateaux des esclaves d’Afrique.

Pour mieux échapper au soupçon et au crédit que l’on pourrait accorder aux actes répréhensibles que l’on attend de lui (et ceux-ci ne manquent pas), l’agent cherche souvent à s’abriter derrière la prétention d’un comportement instable, immature ou plus simplement « dérangé » ou marginal ; mais ce choix n’est généralement pas le sien (exactement comme dans un jeu de rôle, où il y a un « maître du jeu » qui est là pour en décider).

De toute façon, et contrairement à ce qu’il en est pour l’employé des services secrets, il est assez fréquent que ces derniers recrutent comme agents des individus ayant des troubles psychologiques, pour des raisons que le lecteur va bien vite comprendre. Car voici une anecdote racontant un cas authentique d’un individu

mythomane dont un service de contre-espionnage ouest-européen fit un agent fort utile.

Un faux recrutement fut organisé pour cet individu, de manière à lui faire croire qu'il était devenu un agent du service de contre-espionnage, ce qui était, dans ce cas, à la fois vrai et faux. Concrètement, le service de contre-espionnage laissa cet homme croire en *sa propre perception* de ce qu'est un agent secret. Et on lui confia d'authentiques petites missions, et même d'authentiques informations confidentielles concernant certaines personnes. Précisons à cet instant qu'il s'agissait d'un ancien militaire, renvoyé des forces spéciales pour trouble mental, qui s'était passionné pour le sujet des services secrets, et qui avait lu toutes sortes de livres sur ce sujet. Entre son passage dans une unité des forces spéciales et tout ce qu'il avait lu sur le sujet du renseignement, il pouvait fort bien se faire passer pour un membre des services secrets auprès de beaucoup de non-initiés. L'homme rêvait depuis longtemps de devenir un jour un agent secret ; il ne fut donc pas difficile à convaincre, et il déploya un zèle qui serait fort embarrassant si venant d'un authentique agent.

On l'envoya donc approcher diverses personnes, dont quelques personnalités, après lui avoir donné des informations concernant celles-ci qu'un individu ordinaire n'aurait pu se procurer, tels que des faits très personnels collectés à l'occasion d'écoutes téléphoniques et d'interception de consultations de l'Internet. Faits que « l'agent mythomane » s'empressa bien vite de répéter aux intéressés, aux seuls fins de montrer son importance et son pouvoir. Et, comme prévu, il laissa entendre qu'il était un « officier du contre-espionnage ». C'est bien ainsi que les personnes qu'il fut chargé d'approcher le prirent tout d'abord au sérieux, puis se demandèrent ce qui leur arrivait, on s'en doute. Car toutes ces personnes furent rapidement et systématiquement confrontées à la même étrange situation, et surtout à un doute épouvantable : celui d'avoir affaire à un déséquilibré qui détient cependant des informations que seul un service secret peut connaître !

Du point de vue de ces victimes, c'était une situation inextricable, puisqu'elles étaient toutes assez intelligentes pour comprendre que personne ne les prendrait au sérieux si elles venaient à se plaindre

de telles intrusions dans leurs vies privées. Sitôt que l'une d'elles congédiait « l'agent mythomane », ce dernier revenait à la charge avec de nouvelles informations plus privées et plus précises encore, toujours fournies par le service de contre-espionnage.

En fait, toutes ces petites missions ne consistaient qu'en des intimidations, des tentatives de discrédit et autres harcèlements. L'énorme avantage d'un mythomane, du point de vue d'un service secret, est que tout ce qu'il peut savoir, dire et faire peut être promptement et facilement démenti à tout moment. Précisons que la mission de l'agent mythomane de cette anecdote se termina finalement par une peine de deux années d'emprisonnement, assortie d'un suivi psychiatrique.

LA RÉMUNÉRATION DE L'AGENT

Contrairement à une autre idée reçue, être agent secret n'est pas considéré par les services secrets comme une vocation professionnelle donnant lieu à une rémunération. Nous avons vu que ceux qui servent les services secrets ne sont pas payés à la hauteur de leurs efforts, capacités et talents particuliers ; on peut dire que c'est pire pour les agents, car la seule récompense que ceux-ci peuvent espérer ne dépasse guère le (rare) compliment de leurs officiers-traitants, ou de petits cadeaux qui ne pourraient être convertis *en monnaie sonnante et trébuchante* (vacances, voyages, restaurants et nourriture, prostitué(e)s et autres plaisirs éphémères…). Car le règlement interne des services secrets interdit de rémunérer l'agent en numéraire, au prétexte que *la fidélité ne se vend pas* .

L'agent doit donc tirer ses maigres revenus d'une *activité de couverture* généralement placée sous le contrôle discret des services secrets, qu'il exerce en sus de ses activités clandestines. Car l'agent qui peut se mouvoir de son propre chef sans contrainte est pour son officier traitant une liberté venant limiter son autorité. L'autorité de l'officier traitant sur l'agent n'est ainsi assurée qu'au prix de fortes tensions, de contradictions et de paradoxes venant expliquer le caractère structurellement instable de cette interaction insolite, et qui semblerait complètement absurde à l'entendement de celui qui n'en connaît pas les véritables causes.

L’AGENT RECRUTEUR

Avec le temps, la relation entre l’agent et son officier traitant doit se « stabiliser », afin qu’elle puisse offrir la possibilité d’une pyramide hiérarchique d’actions et de relations devant échapper à la logique du monde des gens normaux. Un empilement de savoirs et de responsabilités doit pouvoir prendre place. Le tout doit mener à des attitudes et à des *actions* , et à l’opacité d’un réseau d’individus bien réel, mais dont l’existence serait impossible à démontrer devant une justice à l’esprit rationnel qui réclame des preuves matérielles et des aveux que personne ne lui présentera.

Lorsqu’il est familiarisé avec les nombreuses contraintes de sa nouvelle vie, l’agent peut recruter à son tour, de fait sinon de droit, un « sous-agent ».

Le dessin explicatif, en page suivante, montre la cascade d’intermédiaires entre les services secrets et la source inconsciente ; ce type d’organisations est applicable autant au cas du réseau d’espionnage « classique » dans un pays étranger qu’à celui de l’intelligence domestique, à quelques différences mineures et de forme près.

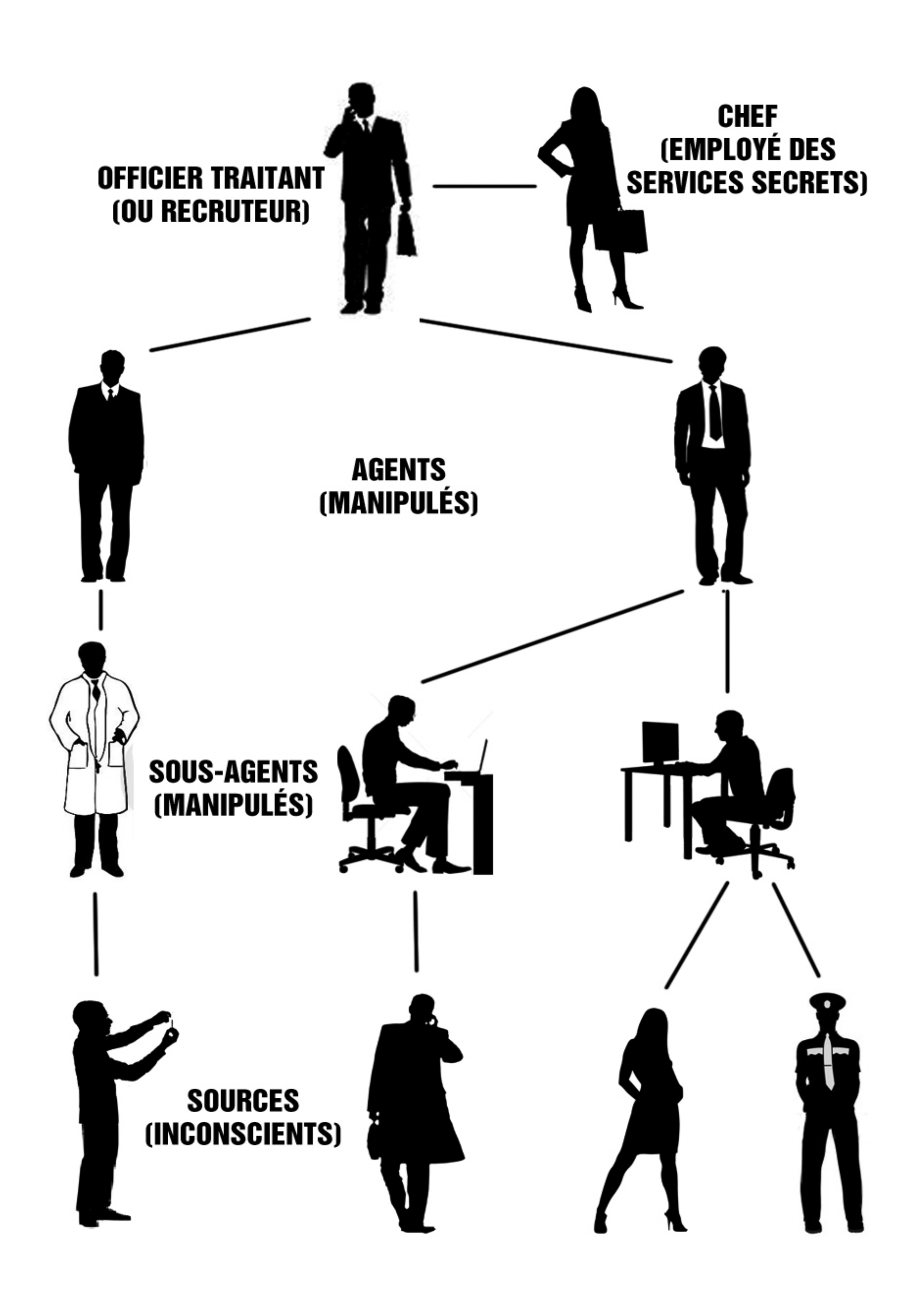
Aussi, le lecteur doit comprendre qu’il est fréquent qu’un agent n’ait pas de sous-agents ni de source ; c’est fonction de sa spécialité et de ce que l’on attend de lui.

LE « SUPER AGENT »

Les agents devant apparaître comme des cadres supérieurs ou de riches entrepreneurs se voient temporairement confier des possessions qui ne leur appartiennent pas, et qu’ils devront rendre un jour (ce que l’opinion publique n’est évidemment pas censée savoir). Hôtes généreux en public, ces « super-agents » ne mangent que salades et sandwichs en privé.

Être un *super-agent* est un privilège extraordinaire que les services secrets n’accordent « ordinairement » qu’à des recrues ayant manifesté des qualités jugées exceptionnelles, et à l’issue d’une période de tests inhabituellement longue suivie de périodes d’essais. La durée de l’ensemble du parcours ne peut être inférieure à cinq années, et prend couramment une dizaine d’années, voire

plus (on parle de *période probatoire*). Les exceptions, puisqu'il y en a, peuvent être motivées par des raisons fort différentes les unes des autres, et selon les pays ; cela va du fanatisme politique ou religieux de la recrue à sa simple appartenance à une élite. Par exemple, il est devenu courant et notoire, en Russie, que de jeunes hommes sortis de nulle part deviennent de puissants dirigeants de grandes entreprises quasiment du jour au lendemain, sans avoir pour autant de compétences particulièrement remarquables, ni qu'aucune biographie ne vienne en apporter quelques raisons plausibles ; c'est un fait que la population de ce pays doit accepter sans rien en dire. La Russie n'est pas le seul endroit au monde où les *super-agents* sont créés ainsi, mais c'est le seul qui considère qu'il n'est pas nécessaire de créer pour eux une *légende* [48] à peu près plausible.


OFFICIER TRAITANT
(OU RECRUTEUR)
CHEF
(EMPLOYÉ DES
SERVICES SECRETS)
AGENTS
(MANIPULÉS)
SOUS-AGENTS
(MANIPULÉS)
SOURCES
(INCONSCIENTS)

Tous les services secrets du monde ne manquent jamais de grandes demeures bourgeoises immédiatement disponibles et sans héritiers, de véhicules de prestige, de bateaux, de biens mobiliers et de bijoux de valeur saisis par la justice, d'avions et d'hélicoptères qui pourront être empruntés, de coûteux vêtements saisis par les douanes, de banques complices prêtes à garantir des liquidités, et plus encore de témoins prêts à témoigner des exceptionnelles qualités et hauts faits de qui on leur désignera. De même qu'il ne suffit jamais que d'une *startup* et d'un gros contrat pour fabriquer, en à peine plus d'une année seulement, une réputation d'entrepreneur particulièrement habile. C'est ainsi que l'on fait des super-agents, depuis plus de deux cents ans.

LA DISCIPLINE

Les services secrets assoient l'autorité qu'ils exercent sur leurs agents et personnels sur la puissance d'un pouvoir politique collectif, contre lequel un individu ne peut lutter. La relation personnelle qu'entretient un officier traitant avec son agent est très inégale. L'officier traitant se présente toujours comme un individu riche et puissant, même lorsqu'il ne l'est pas en réalité ; et il le rappelle constamment à son agent comme un moyen de mieux l'assujettir par l'intimidation ou par la suggestion implicite d'une délivrance ultérieure possible (grâce à ses « influentes relations »).

Aussi, l'agent est seul et vulnérable (on veille constamment à entretenir un *vide social* autour de lui), tandis que l'officier traitant peut compter sur l'appui de la bureaucratie. L'un est souvent derrière un bureau ; l'autre est « sur le terrain ». L'un est payé pour ce qu'il fait ; l'autre ne l'est pas. Au sein des services secrets, cette inégalité est institutionnalisée. L'importance du contrôle total d'un agent est essentielle pour son officier traitant, car il se fait par les moyens grâce auxquels l'agent fera ce que les services secrets veulent qu'il fasse.

Le lecteur l'a maintenant bien compris, de l'exigence de connaître l'agent avec précision découle son assujettissement total. Certains services secrets ont une règle interne disant qu'un agent « doit être fermement tenu en laisse », d'autres qu'il doit être « maintenu d'une

main de fer dans un gant de velours ». D'autres disent que « la capacité à manipuler de façon détachée des êtres humains est une vertu cardinale d'un recruteur, et que personne ne doit s'en indigner ». Car l'enjeu d'un tel rapport entre l'officier traitant et son agent est bien de faire triompher dans une relation sociale la propre volonté du plus fort contre toute résistance, peu importe sur quoi repose cette relation puisque l'illégalité est le premier outil des services secrets, ainsi que nous l'avons vu, et le verrons encore.

Dans sa relation avec les victimes que son « maître » — c'est-à-dire, réellement et strictement du point de vue des services secrets, son *officier traitant* — lui désigne, l'agent s'efforce de semer des indices qui prouveront plus tard qu'*il n'est qu'un irresponsable* , ou *le seul* responsable.

Au titre de mesure préventive contre de possibles accusations de manipulation ou de chantage, et bien sûr pour enrober la transmission des ordres dans un flou de protection, les services secrets imposent parfois à leurs agents de recevoir leurs instructions par un messager ayant une couverture de voyant(e), d'astrologue, etc., dans le cadre de ce qui doit apparaître aux yeux de quiconque comme une consultation ordinaire. Ces consultations doivent réellement revêtir les apparences de ce qu'elles sont censées être, de manière à ce que même un agent d'un service de contre-espionnage ne puisse raisonnablement utiliser leurs enregistrements vidéo discrets comme preuve à charge devant une cour de justice. C'est ainsi que la distance s'installe entre l'agent et son officier traitant.

L'OFFICIER-TRAITANT

Si l'agent est un être faible du point de vue de la volonté — et, bien souvent, de la moralité aussi — cela ne fait pas de l'officier traitant un être fort. À l'inverse de ses agents, l'officier traitant est recruté selon un processus bureaucratique pas très éloigné d'une embauche ordinaire au sein de n'importe quelle administration, quoiqu'il soit appelé à vivre hors la surveillance physique permanente des services secrets, et de manière aussi clandestine que ses agents. Seuls une évaluation psychiatrique et des critères

de milieu social différencient le recrutement d'un officier traitant de celui d'un cadre ordinaire interne des services secrets.

Le statut de *maître* contrôlant la vie d'autres individus, selon le mode opératoire que nous avons maintenant vu en détail, implique l'absence d'empathie. Un individu normalement constitué, du point de vue de l'équilibre mental et affectif, ne peut bien sûr infliger de la souffrance à ses semblables sans motifs justifiables, et sur des périodes qui durent toute une vie dans la plupart des cas.

Quoique l'alibi du patriotisme soit le plus fréquemment évoqué par l'officier traitant pour justifier l'absence d'empathie qui doit le caractériser, son recours à des arguments religieux, idéologiques et philosophiques n'est pas rare. L'officier traitant a pour problème d'avoir constamment besoin de justifier ses « méthodes de management », car de cette justification dépendent aussi l'autorité qu'il exerce sur ses agents, et ses espoirs de promotion au sein de sa hiérarchie des services secrets (ils sont très minces en vérité, puisque l'officier traitant, du point de vue des services secrets, est lui aussi un *pion* qui doit nécessairement se compromettre personnellement par la pratique du chantage, entre autres formes de délits punis par la loi).

Tout comme la justice ne peut condamner à la prison sans la présence d'un délit, l'officier traitant ne peut priver un individu de sa liberté sans la présence d'une justification recevable. C'est pourquoi, lorsqu'il est sommé de justifier ses actes, il trouve cette justification dans l'intérêt collectif de la *raison d'État* , en arguant de la logique du *sacrifice d'un individu pour en sauver plusieurs* . Dans les faits, cependant, et malheureusement, il arrive trop souvent que la privation de liberté, les souffrances psychologiques et physiques infligées aux agents et aux familles de ceux-ci, ne sauvent que des privilèges et des intérêts personnels sans réels rapports avec les intérêts nationaux [49] .

Pour autant, ce programme d'assujettissement d'un individu par un autre ne peut reposer exclusivement sur une violence réelle ou symbolique. Même si la violence n'est jamais très loin, et en tout cas jamais absente, celle-ci, proche de celle que l'on trouve dans l'armée, a besoin de relais efficaces devant la masquer aux yeux du monde normal tout en en assurant la pérennité. La menace de

violences exercées sur des proches de l'agent est également utilisée. Les biens, indemnités et héritages sont couramment et aisément mis en otage, puisque dépendants de règlements et de décisions d'une bureaucratie d'État. Toutes ces mesures sont suavement présentées à l'agent, à la fois comme de la fermeté et de la bienveillance, un fait qui contribue largement à l'apparition de la pathologie mentale, de l'alcoolisme et d'autres formes de dépendances/échappatoires chez celui-ci. Car les services secrets ne se montrent jamais magnanimes ; ils ne veulent surtout pas laisser l'espoir à aucun de leurs agents qu'une honorable sortie est possible.

L'adverbe *suavement* n'est pas employé ici par pure forme littéraire, car l'officier traitant doit lui-même suivre un modèle de comportement très particulier avec son agent, lequel lui a été enseigné. En effet, dans le but, à la fois de prévenir l'émergence de tous liens sincèrement affectifs ou de compassion entre l'officier traitant et son agent, et de stimuler l'agressivité dont ce dernier doit faire preuve pour être efficace, l'officier traitant doit toujours suavement s'adresser à son agent (à un moment ou à un autre d'une conversation, au minimum), et lui présenter les faits et les contraintes les plus désagréables en montrant un sourire inapproprié à la circonstance [50] . L'officier traitant demande aux messagers qu'il envoie parfois à son agent de faire de même [51] . L'humiliation est un des ingrédients de la manipulation des agents, et elle est presque toujours employée de manière implicite ; car les services secrets considèrent que pour qu'un agent soit parfaitement assujetti, il faut veiller à ne jamais lui laisser une occasion de retrouver son estime de lui-même, sentiment qui peut mener à des actes de rébellion ou à des tentatives de fuite.

Par principe, l'officier traitant doit se méfier de son agent, et même le mépriser, pour s'être soumis aussi bassement qu'il le fait, quoique rien de ces méfiances et mépris ne doivent être montrés à ce dernier. Car l'officier traitant doit tout de même s'efforcer de faire croire à son agent qu'il a confiance en lui. « La méfiance », dit le règlement interne d'un service secret, « qui règle la conduite de l'officier traitant ne doit jamais paraître dans les rapports qu'il entretient avec ses agents ». L'officier traitant doit avoir l'air

d'« apprécier » son agent, au-delà du cynisme et des manières suaves qu'il doit régulièrement employer dans ses relations avec lui, afin qu'une *relation affective et assimilatoire* puisse s'installer, et ainsi venir *réguler* sa douleur morale. L'intensité de l'interaction, le risque parfois partagé ou supposé comme tel, la règle qui exige l'établissement d'une relation personnelle, et même la mauvaise conscience sont autant d'éléments participant d'un phénomène d'attachement personnel tout à fait irrationnel du point de vue de la société normale. Il s'agit de la mise en place délibérée d'un processus de dépendance affective, en tous points similaire, dans la forme et dans le fond, à un *syndrome de Stockholm* [52] , mais qui est ici délibérément fabriqué, puis contrôlé sur une très longue durée (plusieurs années à plusieurs dizaines d'années jusqu'à ce l'agent meurt ou que l'officier traitant cède sa place à un autre).

Enfin, un officier traitant ou un envoyé quelconque de tout service secret ne doit jamais donner un ordre à un agent ; il doit s'efforcer de *suggérer* (c'est le terme régulièrement employé) ce qu'il attend de lui. En retour, l'agent doit comprendre qu'il s'agit bien d'un ordre, assorti de la promesse d'une sanction quelconque si celui-ci n'est pas exécuté. Plus subtile, indirecte ou implicite sera cette suggestion, et moins celui qui en est l'auteur s'exposera à une éventuelle poursuite judiciaire pour chantage (au cas où un agent aurait l'idée d'enregistrer discrètement la conversation ou de conserver pieusement un message écrit dans ce but).

En dépit des apparences que suggèrent les traitements couramment accordés aux agents par les services secrets, la plupart de ces derniers les considèrent tout de même comme des *investissements* qu'il faut donc se garder de perdre. Il est difficile d'estimer le coût du recrutement d'un agent, celui des formations diverses qu'il peut avoir reçu, et surtout celui de sa surveillance, le plus lourd à long terme. Car une partie importante de ces coûts n'a pas été prélevée en argent dans la caisse d'un service secret. Le recrutement d'un agent a souvent impliqué la participation d'autres agents qui n'ont pas été payés pour cela ; cependant, ce temps de travail aurait pu être consacré à d'autres missions. En interne, dans ce service secret, il y a eu le temps consacré à une enquête

de sécurité précédant le recrutement, lequel peut représenter de nombreuses heures de travail assorties de déplacements en voiture et/ou en train. Enfin, nous trouvons les lourds frais de surveillance qui impliquent des écoutes téléphoniques, des *sonorisations* du domicile parfois, des personnels spécialisés en filature et surveillance physique. Tous ces frais incontournables peuvent facilement être optimisés dans le cas d'un service secret d'État ; ils représenteraient une somme importante s'ils étaient pris en charge par une agence de détectives privés. Du point de vue d'un service secret, la fuite, la disparition ou le décès d'un agent ayant reçu un minimum d'entraînement représente une perte sèche et soudaine d'un investissement considéré comme relativement important à important ; très important parfois. Mais, au sein de certains services secrets, où une culture militaire domine, l'agent est considéré comme « une arme », ainsi que nous l'avons évoqué plus avant ; pas une arme telle qu'un fusil ou une mitrailleuse, mais plutôt une bombe ou un missile d'avion, donc une arme consommable dont l'éventuelle destruction est prévue et, d'un certain point de vue, « comptabilisée ». Or, « une bombe ne doit pas coûter le prix d'un avion ». C'est pourquoi les responsables du recrutement de certains services secrets surveillent attentivement les durées et coûts des recrutements des agents, et menacent les recruteurs de sanctions lorsqu'une de leurs recrues « se fait un peu trop prier ».

À ce point de ce que ce livre explique, le lecteur s'étonne-t-il encore de l'importance qui semble être parfois accordée à la vie de l'agent secret qui a été capturé puis présenté comme un otage ? En cherchant à sauver la vie de cet otage, en usant bien souvent de moyens colossaux, le service secret ne cherche jamais qu'à ne rien révéler de l'indifférence qu'il manifeste ordinairement à l'égard de la vie de ceux qui le servent. Faut-il le rappeler — et l'auteur de ce livre n'est pas le seul à l'avoir fait —, les services secrets se refusent à considérer leurs agents comme plus que des « armes » ou des « chiens » tant que leurs existences demeurent inconnues du grand public, et comme des hommes et des femmes sitôt qu'elles le sont. Mais les belles paroles sont plus fortes que les

réalités ; c’est d’ailleurs à l’aune de la capacité à les maîtriser que l’on juge la performance de l’avocat et du politicien, même lorsque l’on a pourtant été maintes fois trompé.

PROFILS DE RECRUES.

Commençant par le bas de l'échelle, ainsi que nous l'avons fait dans le chapitre titré *De la source inconsciente au cadre des services* , continuons à respecter cet ordre.

Le petit mouchard peut être n'importe qui, ceci pour d'évidentes raisons. Il suffit simplement qu'il soit amené, ponctuellement ou régulièrement, à avoir connaissance de faits ayant un intérêt plus ou moins grand, susceptibles d'intéresser un service secret au moment présent ou plus tard. Comme ce sera le cas pour tous les autres contacts, agents et employés, il vaut mieux pour cela que le petit mouchard n'ait pas tendance à fabuler, et qu'il soit sain d'esprit ou à peu près (car les services secrets usent fréquemment d'authentiques malades mentaux, dans le cadre de missions de harcèlement, en particulier).

Le contact a le même profil que le petit mouchard, en sus de quoi il doit avoir la capacité d'évaluer (*à peu près*) l'importance des informations que le petit mouchard peut lui rapporter. Cependant, il est fréquent que le *contact* du service secret intéresse celui-ci pour un tout autre motif que la collecte d'informations. Il peut, par exemple et pour des motifs au premier rang desquels on trouve la prétention d'un patriotisme ou d'un engagement politique, idéologique ou religieux quelconque, être d'accord pour prêter ponctuellement un matériel qu'il serait coûteux pour le service de devoir acheter pour un usage unique (un véhicule de prestige pour un agent qui devra passer pour un homme d'affaires, une camionnette…).

Par exemple (qui a réellement existé et existe encore aujourd'hui, certainement), un loueur de matériel professionnel vidéo peut prêter sans frais à un agent des services secrets, pour une durée de quelques jours à quelques semaines, un coûteux appareil.

Autre exemple authentique : un constructeur d'avions a prêté ponctuellement un jet d'affaires pour un agent (un « super agent »

dans ce cas) qui devait négocier un contrat important dans un pays étranger.

Le *contact* est, tout aussi fréquemment, un expert dans un domaine précis qui pourra assister un agent au moment d'identifier un matériel, ou évaluer la compétence d'un ingénieur ou chercheur spécialiste d'un domaine très spécifique.

Le *contact* peut également être une ou un prostitué qui devra tenter de séduire un individu que l'on cherche à soumettre à un chantage (appelé « cible » et non *recrue* dans ce cas).

Le *contact* peut être une employée de banque, à laquelle on demandera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour faire fuir un client de son agence.

Le *contact* peut être un agent d'une compagnie d'assurance, auquel on demandera (exemple authentique) de commettre une erreur au moment de taper le numéro de la rue ou demeure un de ses clients sur le formulaire de proposition de rachat de son véhicule récemment accidenté, à renvoyer rempli et signé, accompagné de la carte grise du véhicule sous 15 jours, sinon la compagnie considérera qu'il souhaite conserver l'épave en l'état pour raison personnelle, etc., etc.

L'agent est un individu qui, souvent, s'est fait recruter parce qu'il avait pour caractéristiques d'être simultanément très intelligent et très vulnérable. Il a une grande intelligence, mais il n'a pas obtenu son diplôme de fin d'études, ce qui fait qu'il ne peut prétendre à un poste pour lequel il a pourtant les capacités requises. Il faut dire que les services secrets l'ont un peu « aidé » à rater ses examens (exemple authentique) durant plusieurs années consécutives ; à la veille de l'épreuve, la première année, il a été victime d'une infection bactérienne qui a nécessité une intervention des urgences hospitalières. À la veille de la même épreuve, l'année suivante, un de ses amis a déclaré qu'il se trouverait fort vexé s'il ne se rendait pas à son repas d'anniversaire ; le lendemain matin, jour de l'épreuve, il était cloué au lit dans un état épouvantable, suite à une intoxication alimentaire. Il a finalement renoncé à entreprendre pour la troisième fois sa première année d'études supérieures. À partir de là, il s'est mis à chercher un emploi ; il a aussitôt trouvé un petit

boulot payé au salaire minimum dans une entreprise où il s’est fait quelques nouveaux amis : des jeunes à la dérive qui ont eu de la chance d’avoir décroché le même poste dans cette entreprise. C’est à partir de ce moment-là qu’il s’est mis à traîner dans les bars avec eux, et où il a commencé s’exprimer différemment, plus simplement, pour mieux être accepté par ses nouvelles relations.

À ce stade de son existence sans but, on lui a *suggéré* de faire carrière dans l’armée ; le père d’un de ses collègues de travail, sous-officier de carrière, est alors arrivé à point nommé pour le *recommander* auprès d’« un service assez excitant où l’on s’occupe de surveillance vidéo ». Après quelques petites années dans l’armée, tout fût fait pour qu’il souhaite en partir. Comme il avait été testé et formé durant sa courte carrière militaire, il a été placé, « par un concours de circonstances diverses », sous la tutelle d’un homme d’âge mûr et fortuné qui est devenu son officier traitant.

L’agent fille a eu un parcours assez similaire à celui de l’agent garçon que nous venons de voir, à quelques détails près (cet autre exemple est également réel). Comme elle a connu quelques problèmes scolaires au tout début de son adolescence, on l’avait dirigée vers une psychologue qui avait établi que cela venait de sa précocité. Son quotient intellectuel s’élevait alors à plus de 150. Lorsqu’elle a atteint l’âge de 17 ans, quelques-unes de ses amies, étudiantes et un peu plus âgées qu’elles, lui ont parlé d’un programme d’échange d’étudiants entre des universités basées dans différents pays, présenté comme « une expérience unique ». Elle s’est inscrite à ce programme et a immédiatement été acceptée. Elle a donc obtenu une bourse d’études devant lui permettre de se loger sur place.

Mais, trois mois après être arrivée dans ce pays étranger, les versements mensuels de sa bourse ont été interrompus sans raison apparente. Lorsqu’elle a demandé pourquoi, on lui a répondu qu’il s’agissait d’un simple retard dans les versements, et que l’on ne savait pas quand son compte serait crédité. Entre temps, elle a rencontré sur place un étudiant plus âgé qu’elle de cinq ans ; un personnage très intelligent, très gentil, homosexuel avéré qui s’accepte comme tel (orientation sexuelle importante dans ce cas, puisqu’elle doit prévenir l’éventualité d’une relation affective,

préjudiciable à la manipulation). Cet homme lui a fait rencontrer ses amis, lesquels lui ont aussitôt proposé de l'héberger, puisque, ne pouvant plus payer son loyer, elle devait quitter son studio dans quelques jours. Avec ses nouveaux amis, elle a passé des soirées qu'elle a trouvées « excitantes » ; elle s'est mise à fumer du cannabis, comme eux, et à boire des alcools locaux plus que de raison. C'est ainsi qu'elle a finalement cessé de fréquenter l'université. Après quoi elle a trouvé un petit boulot sur place grâce à quelques relations de son ami homosexuel, dans une *startup* d'import-export créée par des immigrés pakistanais.

Quand elle est revenue dans son pays, près d'une année plus tard, ses parents ne l'ont pas reconnue ; elle était devenue inexplicablement distante et avait désormais tendance à chercher à profiter des autres, y compris de ses parents. Et puis elle a déclaré être lesbienne ; elle vivait d'ailleurs avec une amie un peu plus âgée qu'elle qui partageait son loyer. Elle a rapidement trouvé un petit boulot en intérim, éprouvant et mal payé. Dans le même temps, elle s'est mise à se présenter comme étant d'« extrême gauche », et à participer à toutes sortes de manifestations. Aussi, elle a fait la connaissance d'un jeune homme un peu plus âgé qu'elle, petit génie de l'informatique qui lui a appris des astuces pour saboter des sites marchands américains. Elle s'est alors mise à passer des nuits entières sur Internet après être rentrée de quelques bars où elle buvait de la tequila avec ses amies.

Peu après cela, la mère de l'une ses amies s'est prise d'affection pour elle. En retour, la jeune fille devenue jeune femme s'est mise à appeler cette femme « sa seconde mère ». Cette femme se présente à la fois comme astrologue et sophrologue, et donc elle lui a régulièrement prodigué, depuis leur rencontre, d'excellents conseils concernant ce qu'elle devrait faire et ne pas faire, qui elle devrait ou ne devrait pas fréquenter, etc. La fille de cette femme est partie poursuivre des études dans une autre ville très peu de temps après cette rencontre. La jeune fille a finalement appris que l'astrologue-sophrologue n'était pas vraiment la mère de son amie, en vérité (ce schéma du faux lien de parenté est régulièrement utilisé dans le cadre de recrutements et de manipulations) [53] .

Ces deux exemples de jeunes gens devenus agents des services secrets sans en avoir été vraiment conscients, ont été sommairement présentés à l'aide d'anecdotes authentiques parce qu'il serait long et compliqué de décrire et d'expliquer tous les détails du processus de leur recrutement, depuis l'angle de vision des services secrets de leur pays. Mais tout ce qui vient d'être expliqué permet de se faire une idée générale assez précise de la manière dont un recrutement d'agent par les services secrets peut être mené.

L'officier traitant a un profil psychologique typique et très particulier qui le rend apte à faire ce que les services secrets attendent de lui : diriger des agents en les manipulant, c'est-à-dire leur faire accomplir des actes et des missions dont, souvent, ils ne peuvent comprendre la véritable finalité.

Voici un profil d'officier traitant fictif, cependant inspiré de plusieurs cas authentiques.

Il est issu d'une famille aisée, et il n'a jamais eu à connaître la moindre difficulté pour trouver un travail avant de devenir officier traitant. D'ailleurs, il a toujours eu de très bonnes places dans diverses grandes entreprises. Avant de reprendre des études de droit à l'issu desquelles il a obtenu un diplôme d'avocat, il s'est engagé pour quelques petites années dans l'armée, où on l'a affecté à une unité d'élite. Là, il a suivi toutes sortes de stages : de tireur d'élite, de manipulation des explosifs, de parachutisme, etc. Puis il a fini sa dernière année d'armée comme secrétaire d'un lieutenant-colonel de la sécurité militaire.

En tant qu'avocat, il s'est essentiellement occupé du droit des affaires, comme employé de cabinets d'avocats. Il a appris toutes les astuces de montages de société offshore, de délocalisations permettant de payer moins de taxes et d'impôts. Il a fréquemment été amené à conseiller des entreprises en matière fiscale, et à élaborer des montages de sociétés-écrans, d'associations, toujours dans le but de faire échapper des bénéfices à la fiscalité, et de fabriquer des activités de couverture pour des cellules clandestines des services secrets de son pays. Il a même aidé à négocier des contrats pour des sociétés du pays en Afrique, et aussi pour des importations de produits industriels en provenance des pays de l'Est.

Il a gagné beaucoup d'argent ainsi, et il n'a jamais eu à payer d'impôts sur ses gains dans bien des cas.

Il a beaucoup de relations influentes qu'il fait fréquemment intervenir en sa faveur, ou pour celle d'autres gens qui lui sont utiles d'une autre manière en retour, car il est également un membre influent d'une société secrète bien connue dans son pays. Les relations entre cette société secrète et les services secrets sont très étroites ; il ne l'a que peu à peu compris, au fil de plusieurs longues années.

On ne connaît aucune attache sentimentale régulière à cet officier traitant, ni aucun ami ; juste des relations, ce qui surprend, car cet homme ne semble pas le moins du monde introverti, bien au contraire. Cependant, il s'est fait une réputation de personnage particulièrement rancunier, et les gens qui l'ont connu disent qu'il a fait avoir de gros ennuis à beaucoup de personnes, soit avec la justice, soit avec l'administration fiscale, parfois les deux en même temps.

C'est pourquoi, craignant d'éventuelles représailles, cet officier traitant sort souvent avec un pistolet chargé, sur lui ou dans le vide-poche de sa puissante berline allemande, un haut de gamme de la marque.

Il demeure dans une belle propriété de caractère isolée au milieu de la campagne, laquelle a un mur d'enceinte et est constamment gardée par de gros chiens. Il a une marotte : la collection de sabres japonais.

Il se rend régulièrement à la capitale pour y rencontrer diverses personnes, ou son « chef », qui, plus exactement, est un intermédiaire entre son chef, cadre des services secrets, et lui.

Détail important de sa vie, il a progressivement acquis des connaissances particulières sur son pays, et sur le monde en général, qui lui ont été présentées comme « secrètes », et qui lui ont été enseignées, pour la plupart, à l'aide de moyens implicites, de non-dits, métaphores et autres double-sens. L'accumulation de ces connaissances, comme autant de « couches de connaissances » qui se superposent lui a permis d'accéder à ce que les services nomment des « degrés de conscience ». Les *degrés de conscience* , auxquels doit également accéder un agent, peuvent être décrits

comme une capacité, acquise par l'expérience et au contact du milieu des services secrets, à percevoir les *visées réelles* cachées sous les *visées formelles* , à deviner les vérités derrière les prétextes, et même à correctement et rapidement suspecter qu'un individu est probablement un agent secret, à partir de la simple connaissance de ses activités professionnelles et de son comportement. Aussi, les *degrés de conscience* sont autant d'accès à une connaissance, de plus en plus précise et détaillée, de comment fonctionne réellement la politique, c'est-à-dire la *realpolitik* . Les degrés de consciences sont autant d'avantages qu'a l'homme des services secrets sur l'individu ordinaire, en particulier au moment de manipuler celui-ci.

Cet homme est officier traitant depuis l'âge de 51 ans, c'est-à-dire depuis le moment où il a arrêté de travailler pour vivre de ses rentes, des placements financiers et des appartements qu'il a achetés à très bon prix et qu'il loue. Il est aujourd'hui âgé de 66 ans.

Le chef de service a commencé sa carrière dans les services secrets à un âge relativement jeune, 25 ans, comme simple *analyste* . Il est issu d'une famille de militaires ; son père a terminé sa carrière comme officier de la marine. Ce chef de service a réellement existé, tel qu'il est ici décrit.

Lui aussi s'est engagé dans la marine, où, après quelques petites années, on lui a proposé, sans ambiguïté aucune, de poursuivre sa carrière dans les services secrets. Il a rapidement été promu, et il a atteint le grade de chef de service à l'âge relativement jeune de 37 ans. Il n'a pas eu à faire beaucoup d'efforts pour se hisser jusqu'à ce poste à responsabilité, pas plus qu'en eurent à faire ses collègues qui n'ont pas été promus comme lui ; il s'est trouvé que ce fut lui qui fut promu plutôt que ses collègues, sans raison apparente.

Ce chef de service est un personnage calme et posé ; il a la tournure d'esprit d'un technicien ; ses subordonnés l'apprécient tous, sans exception. Il entretient des rapports cordiaux avec tous ceux qui ont à l'approcher, mais il évite soigneusement de céder à la familiarité. Il se sent plus proche de ses subordonnés que de son directeur, vraisemblablement parce qu'il a commencé sa carrière à

leur niveau, ce qui lui permet de bien comprendre leurs problèmes et contraintes dont son directeur ne semble rien avoir à faire.

Il pense qu'il ne deviendra jamais directeur, mais il n'en ressent aucune réelle frustration, car il aime bien être au contact de ses hommes tout comme il se passionne pour sa spécialité, et il n'est pas un ambitieux. Il pense qu'il se ne sentirait pas dans son milieu en tant que directeur.

Le directeur de département est un brillant scientifique, à la base : un spécialiste des télécommunications. Il dirige le département du COMINT (surveillance des télécommunications) des services secrets, dans un immeuble qui n'est pas situé dans le quartier général. Son staff administratif et technique dans cet immeuble compte 200 cadres, ingénieurs et employés de bureau divers, sous des activités de couverture d'employés de la première compagnie de téléphone et de fourniture d'accès à l'Internet du pays.

Il se passionne pour sa spécialité, au point que quelques cadres des services secrets considèrent qu'il passe beaucoup trop de temps à chercher à résoudre seul des problèmes techniques très complexes, et pas assez à manager son département. Plus inquiétant, selon le point de vue de ces mêmes personnes qui l'observent : il ne semble pas être sincèrement motivé par les aspects stratégiques, politiques et idéologiques de la mission générale des services, ni même y croire.

Il est cependant un homme très apprécié, et surtout très respecté en raison de ses réelles compétences techniques par tous les employés de son département qui voient revenir ses avis et recommandations. Mais ces derniers semblent tous bien comprendre qu'*il ne fait pas vraiment l'affaire* de la direction générale, car quelques employés sont convaincus que les hommes du *service de sécurité intérieure* surveillent anormalement tout ce qu'il fait, et ont d'ailleurs fait se propager cette impression sous la forme d'une rumeur dans tout le département. Un employé du *service de sécurité extérieure* a même surpris un soir une conversation à voix basse à propos de cela, et l'a bien sûr rapporté

au responsable de la sécurité intérieure pour le département du COMINT.

On n’en est tout de même pas à penser qu’il pourrait peut-être avoir communiqué des informations à des confrères scientifiques du civil ; on considère plutôt que son attitude est dangereuse pour lui-même parce qu’elle ne correspond pas à celle des autres directeurs de départements et services. On pense que le jour de sa retraite est attendu avec impatience par la direction générale et par le *service de sécurité intérieure* , et qu’il sera probablement remplacé par un militaire qui pourra, enfin, exclusivement s’occuper de diriger le service et laisser les questions purement techniques aux ingénieurs qui sont justement là pour ça.

Ce directeur de département décéda des suites d’un ulcère à l’estomac qui évolua vers un cancer, un peu moins d’une année avant d’atteindre l’âge de sa retraite. Seulement quelques heures après l’annonce de son décès dans un hôpital, un dimanche, un cadre du service de sécurité intérieure se rendit à l’immeuble de la direction du département COMINT pour y effacer tout le contenu de son dossier personnel de travail sur le serveur informatique de l’Intranet du bâtiment.

Le directeur des services secrets est un officier supérieur de l’armée, avec le grade de général de brigade. Il est lui aussi issu d’une famille de militaires ; son père fut lui aussi général.

Il est diplômé d’une prestigieuse école technique, et il a été un des premiers de sa promotion.

Il était déjà familiarisé avec le sujet du renseignement lorsqu’il fut nommé par le pouvoir exécutif à la tête des services secrets, sur recommandation de l’état-major de l’armée. Cependant, il ne s’était jamais intéressé en particulier au sujet du renseignement jusqu’à sa nomination.

Il est connu comme un personnage plutôt froid et distant, mais comme il s’efforce de s’intéresser du mieux qu’il le peut aux différentes missions des services secrets, cela l’oblige à consulter assidûment les différents directeurs de départements, bien plus que le faisait son prédécesseur issu de la noblesse du pays, lequel était plutôt un homme de la diplomatie, fréquemment en déplacement à

l'étranger pour aller y rencontrer diverses personnalités et négocier des accords inter-services secrets.

Comme la plupart de ses prédécesseurs, en revanche, le directeur semble éprouver quelques difficultés à pleinement accepter, et même à comprendre certains aspects des règles de la promotion dans les services secrets. Or il doit pourtant s'y intéresser plus que quiconque, puisque c'est lui qui doit en valider les propositions. Dans les faits, il s'en remet aux avis du directeur du *service de la sécurité intérieure ;* avis qui ont *traditionnellement et logiquement* une grande importance — son prédécesseur lui a recommandé, durant la période de passation de pouvoirs, de prudemment accorder la priorité aux avis émis par la *sécurité intérieure* [54] .

Le directeur est amené à rencontrer régulièrement le chef de l'État ; il était âgé de 57 ans au moment de sa prise de fonctions.

L'exemple de ce directeur de service secret est construit sur la base des profils de deux directeurs de services secrets occidentaux ayant réellement existé.

L’AVOCAT ET LE PSYCHIATRE, PILIERS DES SERVICES SECRETS MODERNES.

L’AVOCAT

La principale préoccupation commune à tous les services secrets est de ne jamais laisser de preuves permettant de les désigner nommément comme les auteurs d’une de leurs missions. Car un service secret ne fait jamais rien qu’il ne puisse nier plus tard ; ce qui signifie qu’il doit *quotidiennement* renoncer à des actions qui serviraient pourtant fort bien ses priorités et objectifs immédiats ou futurs, juste parce que celles-ci pourraient permettre de le désigner un jour comme son auteur.

Considérons un exemple imaginaire, fortement inspiré du cas typique de l’opération à laquelle le service secret d’une grande puissance économique doit quasi quotidiennement renoncer.

Les services secrets écoutent les communications téléphoniques d’un individu dont ils savent qu’il est l’auteur d’un trafic d’armes, mais comme ce trafiquant a des revenus connus et déclarés provenant d’une chaîne de pizzerias dont il est le propriétaire, il n’est raisonnablement pas possible de tenter de le mettre hors d’état de nuire grâce à une enquête fiscale. À l’issue de deux années de *surveillance lourde* , on n’a rien trouvé qui puisse prouver l’existence d’un trafic d’armes.

Cependant, les écoutes téléphoniques ont démontré formellement que cet homme a mis en place un ingénieux système qui lui permet de mettre une partie de la recette de sa chaîne de pizzeria dans sa poche, sans la déclarer. La surveillance humaine *de visu* a, quant à elle, permis de démontrer que l’homme consacre ces sommes d’argent non déclarées à des activités qui n’ont rien d’illégal, mais qui ne laissent aucune trace fiscale ou simplement comptable. Déclencher une enquête fiscale « aléatoire et de routine » ne permettrait donc pas de trouver le truc que l’homme utilise pour détourner une partie de l’argent de son entreprise ; il faudrait, pour y

parvenir, que les agents de l'administration fiscale aient eu accès aux enregistrements des écoutes téléphoniques des services secrets. Or, les lois du pays n'autorisent pas ce service public à procéder ainsi dans le cadre de ses enquêtes ; il faudrait pour cela que d'autres faits concordants indiquent une activité illégale relevant du droit commun, lesquels permettraient de légalement justifier une écoute téléphonique. Sinon, son avocat lui recommanderait certainement d'impliquer les médias (qui ne pourraient faire la sourde oreille dans un cas de ce genre) pour faire de cette affaire un scandale. Ceci risquerait évidemment de déclencher une polémique nationale à propos des « intolérables méthodes d'espions de l'administration fiscale », et dont on finirait par parler à l'étranger. Le trafiquant pourrait même attaquer l'administration fiscale en justice, et obtenir de lourds dommages et intérêts. Il est à prévoir que, se sachant surveillé, il mette un terme définitif à ses activités de trafic d'armes sans jamais avoir été inquiété pour cela.

Bref, pour les services secrets, faire usage de ces enregistrements d'écoutes téléphoniques comme *preuves à charge* mènerait à un cuisant fiasco.

Un service secret ne renoncerait jamais à poursuivre des investigations et une surveillance concernant un personnage tel que le trafiquant imaginaire de l'exemple que nous venons de voir, car une de ses missions est de pouvoir intervenir dans le pays là où la justice, qui ne peut fonctionner qu'à l'aide de preuves matérielles, de témoignages crédibles et d'aveux, doit admettre son impuissance. Et comme prétendre faire justice sans respecter les procédures légales universellement adoptées dans tous les pays qui se prétendent des démocraties, c'est se mettre soi-même dans l'illégalité et l'arbitraire, il devient alors crucial de tout mettre en œuvre pour pouvoir agir dans une parfaite clandestinité — tout comme le criminel doit tout mettre en œuvre pour dissimuler la véritable origine de ses revenus derrière une activité légale *de façade* .

Mais les services secrets n'aiment guère se contenter, comme le font bien ces criminels, de s'abriter derrière une simple astuce légale dont l'opinion publique n'est jamais dupe ; ils ne veulent même pas que cette dernière puisse songer plus d'une seconde à eux lorsqu'elle se mettra en quête d'un coupable. C'est pour cette

dernière raison que les services secrets emploient des avocats à plein temps, car, de leur point de vue, il ne leur suffit pas de se préserver d'une accusation immédiate de l'opinion publique ; il faut également que leurs opérations clandestines puissent résister aux enquêtes ultérieures des journalistes d'investigation, comme à celles des historiens spécialistes — dont certains ont une grande connaissance de leurs habitudes et manières d'effacer leurs traces. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce dernier point en particulier, dans les chapitres concernant la surveillance des médias de masse et de l'Internet.

Il fut un temps où, dans de nombreux pays et avant le *boom* de l'Internet, il était relativement aisé pour les services secrets de prévenir la révélation par les médias de leurs pays, comme par ceux de l'étranger, d'une affaire les concernant directement (ou d'une autre concernant des personnalités en vue). Ce n'est plus possible à l'heure des *blogs* et des médias d'information en ligne, parce que ces derniers sont créés et lancés en un temps record par n'importe qui et à peu de frais. Ils sont des canaux d'information totalement libres et indépendants, auxquels viennent s'ajouter depuis tout récemment ce que l'on appelle les « réseaux sociaux ». De là, la nécessité pour les services secrets d'une surveillance de l'Internet qui implique à elle seule un besoin important de moyens techniques et de personnels supplémentaires, ainsi que nous le verrons aussi.

Sachant que les services secrets ne sont pas censés avoir à recourir aux services d'avocats devant les défendre devant une cour de justice, alors que la violation quotidienne des lois est le corollaire de toutes leurs missions, ils doivent donc consulter ces hommes de loi *avant* d'entreprendre quoi que ce soit. Car, de toutes les opérations et missions régulièrement accomplies par les services secrets, un certain nombre attire inévitablement la suspicion de l'opinion publique, que ce soit sur la base de petites erreurs commises par des *planificateurs* ou par les petites fautes des agents qui sont alors interprétées comme *des faits troublants* , ou par le fait de simples déductions logiques faisant émerger un *mobile* lorsqu'elles sont « mises bout à bout ». De plus, ce que l'opinion publique sait ou croit savoir de tel ou tel service secret constitue pour celui-ci un handicap supplémentaire qu'il n'est pas toujours

possible de surmonter — c’est aussi l’inverse qui se produit parfois, c’est le moment de le dire !

Par exemple, il suffit qu’une personnalité en vue meure « avant l’âge » pour que quelques-uns prétendent que c’est l’œuvre des services secrets, quand bien même on parviendra à démontrer formellement qu’il ne s’agit que d’un accident. Réciproquement, toutes les précautions prises autour d’une mission ne dissiperont jamais les doutes qui suivront la mort violente d’un ministre ou d’un militaire de haut rang (c’est le cas de la déduction logique qui pointe vers un mobile). Dans ce dernier cas, les services secrets se trouvent dans la même situation que le criminel connu de tous comme tel, qui doit se contenter de l’alibi des « revenus légaux » venant diluer ceux qui ne le sont pas. Là encore, c’est un juriste qui sera chargé d’élaborer des prétextes recevables pour tenter d’apaiser l’opinion publique par la voix de quelques médias complices.

Lorsque les services secrets repèrent un avocat ou un juriste, fraîchement diplômé ou pas, en vue de le recruter pour en faire un de leurs employés à temps plein, ils attendent de celui-ci un service très particulier qui consiste, exclusivement, à contourner les lois et non à les respecter et à les appliquer, à élaborer des alibis à l’avance puisqu’il y aura forcément *préméditation* . Cette attente inhabituelle de l’homme de loi implique que ce dernier, lorsqu’il n’est encore qu’une *recrue* , ait également un profil psychologique bien particulier ou soit un individu honnête, mais cependant d’accord pour admettre que la *raison d’État* prime sur les considérations d’éthique et de morale attendues par l’opinion publique.

Sachant, ainsi que nous l’avons vu, que les services secrets se sont considérablement développés en hommes et en moyens depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et que l’*intelligence domestique* est devenue leur mission principale, et donc leur plus grosse consommatrice d’employés, agents, contacts et sources diverses, ils emploient couramment aujourd’hui un grand nombre d’avocats et de juristes à temps plein. Un certain nombre de ceux-ci agissent en tant qu’agents clandestins, au grand jour, dans un contexte juridique normal.

Pour que le lecteur puisse se faire une idée de l'importance du rôle des juristes (avocats diplômés et autres) au sein d'un service secret moderne appartenant à une des premières puissances économiques mondiales, on peut évaluer le nombre de ceux-ci à entre 200 et 600 individus employés à temps plein, sachant qu'un bâtiment de bureaux où une partie de cette catégorie particulière d'employés peut être rassemblée peut compter jusqu'à près de 100 individus.

Notons tout de même qu'une proportion relativement importante de ces personnels juristes se consacre au droit international dans la cadre des missions courantes et d'opérations de toutes sortes à l'étranger.

Et il faut encore ajouter à ces nombres :

1. les juristes rattachés à certains départements ou secteurs d'activités spécifiques et qui servent les besoins courants de ceux-ci, exclusivement (juristes spécialistes du droit des affaires, dans le cadre de la mission spécifique d'*intelligence économique* , entre autres exemples) ;

2. tous les personnels qui, en raison de leurs spécialités et rôles ordinaires, ont (obligatoirement) à se familiariser avec le droit pénal et les questions juridiques et fiscales générales (droit commercial, droit civil, droit du travail…). C'est tout spécialement les cas des *officiers-traitants* (par exemple, et parce que ceux-ci sont tout de même nombreux), car ils agissent quotidiennement en marge de la légalité, « sur le terrain », hors d'un contact physique immédiat de collègues auxquels ils pourraient demander assistance à tout moment ;

3. presque tous les employés d'un service secret, parce que ceux-ci, sans être juristes, doivent avoir une connaissance du droit au-dessus de la moyenne de celle qu'en a la population (seul l'*agent* est abandonné à lui-même concernant cette matière, dans une large majorité de cas ; il ne reçoit de conseils que lorsque ses agissements risquent de nuire aux missions immédiates ou futures des services secrets en général, ou à son officier traitant en particulier).

On comprend, dès lors, que l'individu qui se trouve être la cible d'un service secret doit affronter un adversaire très difficile à atteindre, lequel a presque toujours l'avantage d'une stratégie à long terme faite d'alternatives futures déjà envisagées, et à chacune desquelles correspond une réponse déjà planifiée.

LE PSYCHIATRE

Sachant que le *facteur humain* est toujours déterminant dans le cadre de la poursuite de toute mission des services secrets [55] , même à une époque où la technologie semble bien souvent avoir pris le pas sur tout ce que l'Homme peut faire, ceux-ci emploient, également à temps plein, un nombre élevé de psychiatres, psychanalystes et autres spécialistes du comportement [56] . On met l'accent sur « le facteur humain » dans les services secrets, parce que l'Homme y est à la fois son « arme » principale et son maillon faible.

Le psychiatre des services secrets est appelé à être consulté dès la phase de recrutement d'un agent ou de tout employé, car chacun de ces derniers peut avoir un trouble que le recruteur ne verra pas forcément.

Ensuite, il sera encore consulté dans le cadre du suivi ordinaire des employés et agents du service, en relation avec les gestionnaires des ressources humaines et quelques cadres qui ont un besoin régulier de son expertise. Car s'il est aisé de dissuader un collaborateur de faire des révélations publiques, en recourant à des menaces de lourdes sanctions ou à des procédés préventifs plus persuasifs encore, ces deux dernières sécurités cessent d'être efficaces avec des individus dont l'état mental est devenu instable et imprévisible, ou qui, devenus suicidaires, ne craignent plus rien ni personne [57] .

Or, le quotidien souvent très pénible des collaborateurs des services secrets, ainsi que nous l'avons vu au chapitre titré *La vie de « l'employé » des services* , favorise grandement l'émergence de troubles mentaux qui n'étaient que latents avant le contact avec le monde des services secrets. Cela commence par les formes de dépression sévères, liées ou non à des névroses ou à des désordres plus graves, lesquels peuvent réclamer des traitements

thérapeutiques longs, et incompatibles avec un travail régulier et satisfaisant dans un service secret, par conséquent. [58]

Au-delà de la simple dépression passagère (et aussi de l'insomnie, également fréquente chez les employés des services secrets) qui peut être rapidement prise en charge et guérie, on trouve encore, toujours parmi les troubles les plus fréquemment constatés, les diverses formes que peuvent prendre le trouble de l'anxiété, la forme paranoïde de la schizophrénie et la paranoïa. Il y a d'autres troubles particuliers passagers qui peuvent être à l'origine de risques et d'erreurs professionnelles graves, mais qui peuvent facilement être guéris, tels que : la *dissonance cognitive* [59] , le *syndrome d'épuisement professionnel* [60] , le *comportement passif-agressif* [61] …

Pour prévenir ou repérer plus facilement l'apparition de la dépression et d'autres troubles psychiques, les psychiatres des services secrets de plusieurs pays occidentaux ont trouvé une astuce simple. Cela consiste en la recommandation aux personnels de se surveiller mutuellement, et de signaler tout signe de comportements ou d'attitudes inhabituels à leurs chefs de service respectifs, lesquels doivent les rapporter à la direction du département concerné, qui, à son tour, en référera au *service de sécurité intérieure* et au *service du personnel* [62] .

L'intervention du psychiatre des services secrets auprès des agents, lesquels, rappelons-le, ne sont pas membres du personnel régulier et titularisés, est de nature très différente, puisqu'informelle et présentée comme une rencontre ordinaire avec une personne dont l'agent ignore souvent qu'elle est psychiatre.

Tout d'abord, si le futur employé régulier des services secrets doit avoir une personnalité équilibrée, le recrutement d'agents et de contacts, et aussi celui des officiers-traitants, s'affranchit couramment de cet impératif — cela dépendra, plus exactement, de la nature du trouble psychologique identifié. Car un « collaborateur extérieur » des services secrets peut présenter un grand intérêt pour ceux-ci, en raison même d'un trouble de la personnalité particulier. Le psychiatre, dans ces autres cas, apporte un concours précieux, car lui seul sait comment diriger et manipuler de tels individus, et

aussi à quoi ils peuvent être employés utilement. Voici quelques exemples illustrant cette dernière particularité.

Un service secret a couramment besoin d'« hommes de main » dans le cadre des petites missions de harcèlement, qui sont le lot régulier des services de contre-espionnage et d'intelligence domestique ; un pervers narcissique ou un psychopathe peuvent être logés comme voisin de palier d'un agent étranger identifié comme tel, et que l'on cherche à « faire craquer », en complément d'autres formes de harcèlement. Ou il peut être recommandé par une agence de placement de personnel à une entreprise jugée *indésirable sur le territoire* ; une jolie fille à la personnalité *borderline* [63] peut être envoyée dans les bras d'un homme marié que l'on cherche à séparer de sa famille en vue de le recruter, etc., etc. De nos jours, grâce à l'Internet et la surveillance aisée de l'ordinateur d'un individu, un service secret peut également favoriser ces « rencontres *toxiques* » en usant de ce moyen.

Enfin, le psychiatre des services secrets sélectionne les individus auxquels on confiera des tâches et missions qu'une personne équilibrée se montre incapable d'accomplir. Celles-ci consistent en la manipulation à long terme d'agents, la supervision de missions de harcèlement, d'éliminations sociales et physiques, ainsi que divers types d'activités à l'étranger relevant de l'espionnage, strictement parlant. La variété des exemples est infinie, car elle dépend de facteurs multiples propres à chaque individu : les évènements clés de son enfance, sa personnalité et ses goûts, ses ambitions, ses intelligence et éducation, etc.

Dans les profils psychologiques de tous ces individus, on trouve ce que les psychiatres nomment la sociopathie. [64] La sociopathie est une forme générique de trouble mental englobant diverses variantes ayant chacune des degrés divers. Les individus qui en sont atteints présentent pour autre particularité d'être parfaitement capables de mener une existence normale, et d'interagir avec les autres. Seules des personnes ayant appris à reconnaître les sociopathes peuvent les identifier comme tels plus ou moins rapidement. Comme le sociopathe apprend au long de son existence à adapter son comportement à ceux des individus normaux, son intelligence, si elle est grande, peut faire de lui un agent redoutable

ou un officier traitant très efficace, contre lequel une personne normale et isolée ne pourra que difficilement se défendre.

Une autre caractéristique fréquemment rencontrée chez certaines catégories de sociopathes, et intéressant les services secrets, est une aptitude particulière à mentir et à tromper les experts les plus doués à analyser les micro-expressions [65] et les attitudes gestuelles, ainsi que les meilleurs matériels de détection de mensonges (détecteurs de mensonges et *voice stress analyzers* [66]), ceci en vertu du fait qu'ils n'éprouvent aucun sentiment de culpabilité lorsqu'ils mentent.

Les psychiatres des services secrets sont toujours consultés avant l'envoi d'un agent à l'étranger, et toujours aussi dans le cadre des opérations de recrutement de ressortissants étrangers, comme agent ou *source* , ayant des responsabilités importantes ou simplement susceptibles d'être utiles en raison de leurs activités professionnelles ou relations personnelles [67] .

MÉTHODES

MÉTHODES DE SURVEILLANCE.

Les services secrets mettent à leur disposition différents types de moyens et méthodes pour surveiller des individus. Certains de ces moyens procèdent de la technologie, voire de hautes technologies ; mais l'être humain n'est jamais remplacé, car il doit inévitablement intervenir pour regarder et analyser ce que montre une vidéo, pour écouter, comprendre et interpréter le contenu d'un enregistrement sonore, regarder et interpréter ce que montre la photographie prise par satellite, etc. Plus prosaïquement, il n'y a pas encore de machine miracle qui dit « eh, ça y est ; on le tient ! »

Le premier moyen de surveillance des activités suspectes, celui qui est le plus utilisé, c'est d'ailleurs le *petit mouchard* qui a été présenté au chapitre *De la source inconsciente au cadre des services* , et que l'on nomme populairement, selon les services et les pays, « l'informateur », « l'indic », le « correspondant »… Du point de vue des services secrets, le petit mouchard apparaît presque toujours là où on ne l'attendait pas. On pourrait presque le comparer, lui-même et son acte de délation, à l'occurrence qui apparaît sur le navigateur Internet après avoir procédé à une recherche à l'aide d'un mot clef, au hasard. Cette occurrence se trouvera dans un contexte qui pourra être jugé *intéressant* , *potentiellement intéressant* (c.-à-d. pour plus tard) ou *sans aucun intérêt* . L'information, *peut-être* intéressante, que le petit mouchard a transmise est généralement remontée jusqu'à une *compagnie* régionale des services via un directeur d'école, une employée d'une agence d'emplois ou le directeur d'une petite agence immobilière, c.-à-d. vers des *contacts* réguliers ou ponctuels d'un service de police ou de gendarmerie, des douanes, d'une administration fiscale ou sociale, ou des services secrets eux-mêmes, directement. Lorsque cette information a transité par une gendarmerie ou un poste de police, on cherche alors à tester sa validité, puis son intérêt, grâce aux diverses bases de données informatiques auxquelles les services secrets ont ordinairement accès. Après quoi, il est décidé

de l’usage qui peut être fait de cette information, et donc du service spécialisé qu’elle peut concerner.

Nous allons dire, pour poursuivre cette explication sous la forme d’une présentation d’un cas typique fortement inspiré de faits réels et ordinaires, que cette information s’est finalement retrouvée dans une « compagnie régionale des services secrets » d’un pays imaginaire.

À la *compagnie* , personne ne va encore se déplacer sur le terrain pour *ça* ; il est d’innombrables petits mouchards à l’imagination un peu trop fertile qui racontent n’importe quoi, juste pour tenter de nuire à un voisin qui « a l’air de vivre un peu trop bien pour être honnête », le plus fréquemment.

Pour l’instant, et par conséquent, un employé de cette *compagnie* va creuser encore un peu dans quelques autres bases de données en ligne confidentielles et de diverses provenances. S’il trouve quelque chose qui l’intrigue, il fera des recherches supplémentaires dans d’autres fichiers en ligne. Il y a près d’une soixantaine de fichiers/bases de données auxquels le grand public n’a pas accès, ni même la police pour certains ; en fonction de ce que diront les premiers, quelques-uns ne seront pas consultés.

L’information transmise par le petit mouchard parle « d’un homme qui est venu s’installer dans l’immédiate périphérie d’une petite commune, et qui est souvent chez lui à des heures où les gens sont au travail, mais qui a quand même l’air de vivre confortablement. Il vit avec une femme plutôt jolie et toujours bien habillée avec laquelle il a l’air de bien s’entendre. Le couple a deux enfants, assez jeunes. La femme a une petite voiture, mais celle-ci est très récente et il s’agit d’un modèle qui n’est pas compatible avec des revenus de chômeurs. Lui a une berline plus grosse, qui, sans être vraiment ce que l’on pourrait appeler une voiture de luxe, est un modèle très récent et qui est encore plus chère. »

Le petit mouchard dit avoir « remarqué que le couple s’absentait parfois pour plusieurs jours, » ce qu’il a trouvé « particulièrement bizarre ». Il n’a « pas pu savoir qui garde les enfants durant ces étranges déplacements », car il a pu apprendre par les siens « qu’ils sont pourtant bien à leur école pendant ce temps-là. C’est sûr que l’homme n’est pas du pays, car on entend bien qu’il a un accent qui a l’air d’être étranger quand il dit bonjour ; mais sa femme n’a pas

d'accent, par contre. Et d'ailleurs, le nom qui est écrit sur leur boîte aux lettres a bien l'air d'être du pays. Le couple ne semble fréquenter personne dans le village et reste très discret ; ils sont toujours très polis, mais ils ont l'air de ne pas avoir envie de se faire des amis ici ; même les enfants n'invitent pas leurs camarades de classe à venir chez eux. »

Le petit mouchard n'a « rien remarqué d'autre de suspect, » et pourtant il est « convaincu qu'il y a quelque chose qui n'est pas normal avec ces gens-là, car ils ne cherchent pas à s'intégrer, comme le font normalement tous ceux qui viennent de la ville pour s'installer ici. Dans leur cas, on a plutôt l'impression que c'est comme s'ils étaient venus ici pour se cacher ou s'isoler. »

Pour l'employé de la compagnie régionale des services secrets, il n'y a rien de bien consistant dans ce témoignage spontané. Mais ce qui l'a tout de même intrigué, ce sont les deux voitures récentes qui, à elles deux et d'après les indications fournies, impliquent un revenu au-dessus de la moyenne ; or, ni l'homme ni la femme ne semblent avoir un emploi régulier. Enfin, il y a cette histoire d'absences répétées d'une durée de plusieurs jours chaque, et l'accent de l'homme qui serait étranger.

Ce serait une négligence de ne pas effectuer quelques petites vérifications de routine à propos de tels individus — de l'homme surtout —, puisque cela fait justement partie de la mission générale de la compagnie régionale des services secrets de s'intéresser à des cas de ce genre. L'employé de cette compagnie fera parvenir le résultat de ses recherches à une section d'investigation criminelle de la gendarmerie, ou aux services fiscaux si, à l'issue de ce qu'il va trouver, il s'avère qu'il s'agit vraisemblablement d'une simple affaire relevant du droit commun ou de fraude fiscale sans portée « significative ».

À l'issue de deux jours de consultation de fichiers confidentiels en ligne et de recoupements d'informations trouvées dans ceux-ci, l'employé de la compagnie des services secrets a obtenu les états civils complets de la femme et des deux enfants. On y trouve l'historique fiscal de la femme, ses possibles antécédents judiciaires, y compris les infractions au Code de la route depuis la date de délivrance de son permis de conduire. Il y a bien sûr les dates de

délivrance de visa et de rentrée au pays, et pour tous les pays dans lesquels elle s'est rendue ; sauf pour ceux dans lesquels on peut se rendre sans visa. On sait aussi quels sont ses précédents domiciles connus, professions, et entreprises dans lesquelles elle a travaillé. Son historique de santé n'est pas oublié, au cas où celui-ci pourrait indiquer une toxicomanie ou une pathologie mentale.

Il est ressorti de ce premier petit contrôle de routine un fait remarquable : aucun homme correspondant au signalement de celui qui vit avec cette femme n'apparaît jamais dans ce que l'employé des services secrets a trouvé. Les deux véhicules et leurs assurances sont au nom de la femme, que l'investigateur va maintenant appeler « B » pour simplifier les choses, de même que la maison en location, et tous frais afférents. Les deux enfants, « C » et « D », sont le fruit d'une union avec un homme qui ne peut être celui qui vit en ce moment avec « B », puisqu'il est décédé il y a huit ans d'une crise cardiaque durant une compétition sportive, seulement quelques mois avant que « D », son deuxième enfant, ne vienne au monde. Il semble que « B » n'ait pas perçu de prime d'une assurance vie après la mort de son époux. « B » ne possède aucun bien immobilier dans le pays, ni ne semble avoir eu de fortune personnelle, ni n'a jamais eu affaire avec la justice comme accusée ou comme témoin cité de quelque affaire que ce soit. On ne lui trouve que quelques contraventions pour des infractions routières mineures, et aucun problème de santé à part de l'asthme, problème qui peut toutefois correspondre à un stress important.

Ce qui est également remarquable, c'est que « B » n'a jamais vécu dans la région où elle vient de s'installer, et n'y a, apparemment, aucun membre de sa famille ni aucune relation — peut-être est-ce « A » qui a eu une bonne raison de venir vivre dans cette petite commune, mais comme on ne connaît pas encore son nom, on ne peut pas le savoir à ce stade de l'enquête de routine. Ensuite on ne trouve aucune trace de « B » dans aucun fichier, y compris fiscal, depuis il y a environ quatre ans, jusqu'à ce qu'elle achète, neufs et à quelques jours d'intervalle, les deux véhicules que le couple utilise, à peu près en même temps qu'elle a loué son actuel logement.

Tout cela semble « un peu étrange », en effet, comme l’a trouvé le petit mouchard.

L’employé des services secrets va donc chercher à obtenir plus d’informations sur l’origine des revenus de « B », et, bien sûr, chercher à savoir qui est « A », son nouveau conjoint avec lequel l’État civil dit qu’elle n’est pas mariée — « B » est officiellement restée veuve et célibataire, mais n’a pourtant fait aucune demande d’allocations pour élever ses enfants.

Comme l’employé des services secrets a un collègue de sa compagnie qui est officiellement un sous-officier de gendarmerie affecté à une unité de recherche basée dans la capitale, loin de cette région, c’est lui qui va prendre le relais pour effectuer quelques-unes de ces recherches complémentaires.

Cependant, sachant que cette enquête peut déboucher sur une affaire « sensible », le collègue devra être discret, afin de ne pas éveiller l’attention de ce mystérieux « A » qui aurait un accent étranger.

Ce collègue va demander assistance au poste de gendarmerie local, pour que ses gendarmes aillent discrètement chercher à obtenir plus d’informations sur « B » auprès de l’agence immobilière qui lui a loué la maison. Comme les gendarmes doivent entretenir des rapports amicaux et informels avec les commerçants et entrepreneurs de leur secteur, dans le cadre de leur mission courante, mais officieuse, de « renseignement de proximité », ils connaissent déjà certainement le responsable de cette agence. Ce sera à eux de se débrouiller pour ne pas avoir l’air d’être venus spécialement pour s’intéresser à « B » ; ils sauront parfaitement s’y prendre ; ils procèdent souvent ainsi dans le cadre de leurs recherches ordinaires et quasi quotidiennes. Ils commenceront par demander au responsable de cette agence « si tout va bien, s’il n’a pas eu de locataires à problèmes ou bizarres durant l’année qui vient de s’écouler », puisque la compagnie de fourniture d’électricité indique que « B » a emménagé à son adresse actuelle il y a huit mois.

En attendant les résultats de cette visite, l’employé des services secrets va chercher des informations bancaires sur un fichier central national, afin de savoir dans quelles banques « B » a des comptes.

Puis il entrera en relation avec des contacts des services qui sont employés dans ces banques, afin d'obtenir des relevés complets depuis une année, lesquels lui seront envoyés par la poste, à une boîte postale.

Cet employé a maintenant créé un dossier d'investigation, après accord de son chef de poste. Il devra donc rendre régulièrement compte à ce dernier des résultats de ses recherches quotidiennes.

Trois jours plus tard, l'employé des services secrets a pu savoir que « B » a produit des feuilles de paye auprès de l'agence immobilière, à l'en-tête d'une société étrangère basée dans la capitale, mais qui a son siège social en Angleterre. Il s'agit d'une société de consulting, de laquelle « B » perçoit un salaire s'élevant à environ 7000 livres sterling par mois, y compris des primes, pour un poste de « IT consultant » — IT est l'acronyme de *Information Technology* , un terme à la signification aussi large que vague, mais qui, dans le contexte présent, fait allusion au traitement informatique de grandes quantités d'informations diverses pour de grosses entreprises. Et il a pu apprendre que « B » a un compte en banque dans une unique grande banque du pays, ce qui lui a facilité les choses pour obtenir les copies de relevés de comptes qu'il est impatient de consulter.

Aussi, il a pu obtenir les numéros de téléphones fixes et portables, et l'abonnement Internet, qui appartiennent nommément à « B », plus tous ceux qui correspondent à la même adresse, mais qui peuvent avoir été enregistrés sous un autre nom.

La seconde demande n'a rien produit ; là encore, tout est au nom de « B », ce qui suggère à nouveau que « A » serait un individu qui s'efforcerait de ne laisser aucune trace de lui.

En attendant de pouvoir en apprendre plus, l'employé des services secrets pense que « B » pourrait fort bien être parti en Angleterre bien avant de venir s'installer dans cette maison, pays dans lequel elle peut avoir été recrutée par l'entreprise qui la paie actuellement, et où elle a peut-être rencontré « A » avec qui elle vit depuis. Comme « B » maîtrise la langue de son pays d'origine, cette entreprise anglaise l'y aurait tout naturellement envoyée, ce qui expliquerait pourquoi on ne retrouve de traces d'elle dans quelques fichiers que depuis moins d'un an, après un « trou » de quatre ans.

Il est donc fort possible que « A » ait lui aussi un salaire qui lui serait versé sur le compte d'une banque de son pays, ce qui ne lui pose aucun problème pour effectuer des achats à l'étranger.

Mais dans ce cas, pourquoi « B » paye-t-elle pour tout ?

L'employé des services secrets va maintenant faire une petite enquête rapide sur l'employeur de « B », et il va éplucher les relevés de compte pour voir s'il n'y trouve rien d'insolite, et aussi dans quels endroits elle a effectué des achats et des retraits d'espèces. Ceci lui permettra peut-être d'apprendre où le couple se rend lorsqu'il s'absente pour quelques jours — il suppose, pour l'instant, qu'il s'agit de déplacements professionnels ponctuels chez des clients de l'entreprise anglaise, où son conjoint l'accompagne, peut-être professionnellement lui aussi.

Un jour plus tard, les relevés de compte de « B » ont appris à l'employé des services secrets qu'elle demeure dans des hôtels lorsqu'elle se déplace avec « A ». Bingo ! Il va enfin pouvoir connaître le nom de « A », puisque les hôtels demandent à leurs clients de décliner leurs identités, et puisque les relevés de compte lui indiquent les lieux et noms exacts de ces hôtels, ainsi que les dates auxquelles « B », et très probablement « A », y ont séjourné.

C'est encore son collègue sous-officier de gendarmerie qui va se charger de récupérer ces informations auprès de la gendarmerie du secteur où se trouvent ces hôtels. Cependant, l'employé des services secrets commence à se dire aussi qu'il a peut-être effectué tout ce travail de recherche pour un Anglais qui n'a rien fait d'autre que suivre une compagne plutôt généreuse jusque dans son pays. Mais c'est le lot commun de beaucoup d'employés des services secrets de suivre des pistes qui ne mènent nulle part, à partir d'une information estimée « vraisemblable », mais dont la *fiabilité* de la source ne pouvait être évaluée qu'après décision de vérifier les consistance et exactitude de ce qu'elle a rapporté.

Encore deux jours plus tard, l'employé des services secrets a une grosse surprise : on ne retrouve que le nom de « B » dans tous les hôtels où le couple est allé. Il est maintenant convaincu que « A » doit avoir une raison de ne jamais laisser de traces de lui, nulle part, ce qui est, bien entendu, un comportement suspect.

Il décide de référer de tout cela auprès du chef de compagnie, cette fois pour savoir ce qu'il doit faire ; à cet effet, il prépare une *note de synthèse* soulignant tout ce qu'il a trouvé de suspect.

Le chef de compagnie l'a écouté attentivement et a gardé sa note ; l'employé est momentanément déchargé de ce qui n'est plus un « dossier temporaire régional ». En attendant, il va se consacrer à d'autres informations tout récemment envoyées par d'autres petits mouchards.

Le chef de compagnie a lui aussi été intrigué par ce mystère autour de « A », d'autant plus qu'il sait, parce que cela fait partie d'une culture générale du renseignement qu'il a acquise au fil de longues années, que la société anglaise qui emploie « B » est ponctuellement utilisée par la communauté du renseignement d'un autre pays, désigné comme *hostile* au sien. C'est pourquoi il décide de rédiger à son tour une note « Très Très Urgent », qu'il envoie aussitôt par le réseau Intranet crypté au *service de liaison inter-compagnies* du territoire, puis d'attendre des instructions.

Au *service de liaison inter-compagnies du territoire* de la *Direction de la sécurité intérieure* , au siège des services secrets du pays, la note est lue, puis montrée, pour avis, au correspondant permanent du service du contre-espionnage auprès de la *Direction de la sécurité intérieure* . Ce dernier la retransmet aussitôt, en « Flash » cette fois-ci, à son supérieur du service de la *Direction du contre-espionnage* . Tout cela a pris moins d'une heure.

À la *Direction du contre-espionnage* , la note a presque aussitôt été transmise au *service A* , lequel se consacre exclusivement à des recherches et enquêtes sur les activités d'espionnage du pays dont les services secrets ont des liens étroits avec la société britannique qui emploie « B ». Le *service A* est celui qui emploie le plus de monde à la *Direction du contre-espionnage* , et aussi le plus « sensible », car le pays dont il s'occupe est officiellement une « puissance alliée », diplomatie oblige ; c'est l'exact contraire dans les faits.

Au *service A* , on prend la note très au sérieux, car le comportement du couple « A » et « B », les précautions que celui-ci prend clairement pour cacher l'existence de « A », ses moyens financiers et l'employeur de « B » correspondent, ensemble, à un

mode opératoire consistant avec des activités relevant de l'intelligence . Plus précisément, l'employé du *service A* , qui a été le premier à lire la note, songe à la possibilité que « A » puisse être un officier de renseignement étranger, venu prendre contact avec des agents clandestins œuvrant sur le territoire. Les déplacements réguliers du couple « A » et « B » serviraient à cela, probablement sous couvert de déplacements professionnels de « B », ce qui doit servir d'alibi en cas d'interpellation, et à dissiper d'éventuels soupçons, à tout le moins.

Dans une telle éventualité, ces contacts peuvent servir différents besoins : transmettre des fonds, dispenser une formation spécifique et, peut-être aussi, un matériel d'espionnage ayant certainement une apparence anodine, de vrais-faux documents d'identité et de voyage, ou autre chose encore. Dans des cas de livraisons ou d'échanges tels que ceux-ci, usage sera fait, soit d'une « boîte aux lettres morte [68] , » soit d'un moyen de transmission cryptée sans fil et à très courte portée (Wi-Fi, Bluetooth…), à l'aide de petits ordinateurs portables, de smartphones ou appareils similaires.

L'employé *du service A* décide d'en parler à son supérieur direct avant d'entreprendre quoi que ce soit ; il a immédiatement validé l'hypothèse d'activités d'espionnage sur la base de la note qu'il a reçue.

Le supérieur hiérarchique de cet autre employé est un véritable expert des techniques d'espionnage du pays dont il surveille les agents identifiés comme tels, ou qui sont fortement suspectés de l'être, et des personnels de ses embrassades, consulats et autres représentations formelles et informelles ayant une présence dans le pays. Il juge, quant à lui, que le couple « A » « B » et son comportement, si suspects soient-ils, sont « un peu trop voyants ». Selon lui, la situation géographique du pays et sa proximité immédiate avec d'autres, dans lesquels on peut se rendre en quelques heures et sans avoir besoin de visa, offrent des opportunités de contacts clandestins à la fois beaucoup moins compliqués et plus sûrs.

Mais l'imagination d'un service secret ne connaît pas de limites, le supérieur de l'employé du *service A* le sait parce qu'il a lu des milliers de pages, rédigées dans sa langue et dans d'autres, de

dossiers et de *notes de retour d'expérience* , d'extraits sélectionnés et commentés de récits d'affaires historiques, etc. Et puis, bien sûr, il y a sa propre expérience, celles de ses collègues, celles de son service… C'est sur la base de cette profonde culture de l'espionnage et du contre-espionnage qu'il penche plutôt, soit pour une tentative de tromperie visant à tester et analyser la capacité des services d'intelligence domestique et de contre-espionnage de son pays, soit à un « leurre » visant à détourner l'attention de quelque chose de plus sérieux — de très sérieux même, dans une telle hypothèse, pour que cela vaille la peine d'élaborer toute cette mise en scène. Ce supérieur hiérarchique sait aussi que le danger d'aller trop loin dans un raisonnement rôde et menace en permanence dans l'esprit de tout spécialiste du contre-espionnage, et pousse parfois celui-ci à se lancer dans une chasse à la chimère, produit de sa propre imagination. « L'adversaire » connaît le même problème, et c'est pourquoi le *service A* en use régulièrement pour tenter de saturer ses capacités de détection et de riposte.

De tels jeux de cache-cache peuvent faire tourner en rond des officiers du contre-espionnage chevronnés durant des années, jusqu'à attaquer leur intégrité mentale ; c'est le but. *Tout l'art de la guerre repose sur la duperie* ; c'est la maxime qu'il faut sans cesse garder à l'esprit, et c'est pourquoi la formation des recrues du *service A* consiste essentiellement à les tromper de manière répétée, pour les familiariser par le *vécu* avec ce problème et ses possibles conséquences désastreuses. C'est aussi pourquoi ce cadre du *service A* se pose la question suivante, l'espace de quelques secondes : « s'il doit s'agir d'une tromperie, notre ennemi a déjà dû penser que nous y songerons, et peut-être y croiront-ils fermement. Et dans ce cas… »

La réflexion s'arrête à ce point, car le supérieur hiérarchique se reprend : *il n'a pas encore assez d'informations en main pour s'aventurer dans une réflexion aussi poussée.*

Il décide d'informer le chef du *service A* de cette *petite* affaire, pour faire avaliser la décision à laquelle il songe.

Le chef du *service A* considère finalement que les hypothèses que son subordonné avance sont valables et dignes d'être prises en considération : l'idée que cet inconnu « A » puisse avoir été envoyé

pour prendre contact avec des agents de cette manière lui semble bien être tirée par les cheveux, à lui aussi ; c'est pourquoi il songe à une autre initiative.

Il va demander la mise en place d'une *surveillance lourde* sur « A » et « B », qui devra être assez discrète pour que quelqu'un qui n'est pas un agent entraîné ne puisse la remarquer, mais pas assez dans le cas contraire. De cette manière, pense-t-il, nous pourrons effectivement savoir tout ce que font « A » et « B », et, finalement, en savoir un peu plus sur « A » et les raisons de ses présence et comportement, sans montrer la performance maximum dont nous sommes capables en matière de *surveillance physique* .

Le seul but de cette opération se limitera donc à savoir si « A » parvient à remarquer cette surveillance, dans quelle mesure, et comment il y réagit. Si cet homme est vraiment un espion, il partira bien vite, et le *Service A* de la *Direction du contre-espionnage* saura ainsi ce qu'il cherchait à savoir. De son côté, « A » rapportera à ses chefs tout ce qu'il a constaté, c'est-à-dire des informations sans grande valeur ou erronées concernant la performance de la *surveillance physique lourde* de la *Direction du contre-espionnage* .

Le lendemain, le chef de la *compagnie régionale des services secrets* , d'où est partie cette enquête, reçoit la réponse à la demande qu'il a envoyée au siège des services secrets la veille. Celle-ci dit qu'une surveillance lourde de « A » et « B » va être mise en place, et que sa *compagnie* devra aider par tous moyens quelques collègues qui vont lui être envoyés sous quelques heures, et user de tous ses contacts sur place, aussi discrètement que possible, pour aider à cette mission.

La réponse, envoyée en « Flash », ne précise pas qu'il s'agit également d'une éventuelle opération de tromperie dirigée contre le couple « A et « B », soupçonnés d'être des agents du pays dont s'occupe le *service A* de la *Direction du contre-espionnage* . De plus, la réponse a été envoyée par le *service de liaison inter-compagnies du territoire* de la *Direction de la sécurité intérieure* , et elle ne précise pas qu'elle a été rédigée par la *Direction du contre-espionnage* .

Concrètement, ce chef ne saura pas ce que cette surveillance doit démontrer ; le rôle de sa compagnie se limitera à une mission

d’appui et d’assistance technique pour une mission inconnue — c’est une nouvelle manifestation du *cloisonnement* qui a été expliqué au chapitre consacré aux profils des recrues. Dans le même temps, une écoute des lignes téléphoniques fixe et cellulaire de « B », ainsi qu’un *monitoring* de ses activités Internet sont en train d’être mis en place depuis la capitale : un des collègues qui va bientôt arriver pourra y avoir accès sur place.

La planification de la mise en place de la surveillance ne commence réellement que le jour suivant, par une reconnaissance visuelle des environs immédiats de la maison de « A » et « B ». Cette reconnaissance est effectuée à l’aide de moyens simples : deux véhicules font quelques allées et venues, et les hommes et femmes qui sont à bord prennent des notes concernant des détails topographiques, des équipements urbains, les habitations du voisinage ; on reçoit un fichier d’une photographie par satellite de la commune, dont la résolution est de 10 centimètres [69] , ce qui sera largement suffisant ; ce cliché date de moins d’un an. Sous peu, la gendarmerie mettra à disposition durant une petite heure un hélicoptère équipé d’une puissante caméra qui prendra, de loin et sous tous les angles, une vidéo de la maison de « A » et « B » : les images de cette vidéo feront partie d’une base de données utile pour tous usages durant la mission.

Dans le même temps, on cherche à savoir si une des habitations proches de celle de « A » et « B » est disponible pour une location, et aussi qui sont les locataires et propriétaires de toutes celles du quartier ; l’un d’entre eux est peut-être une personne susceptible de *collaborer* [70] dans le cadre de la surveillance (un fonctionnaire ou un militaire, en retraite ou pas, et d’autres cas de figure). Moins de 100 mètres seraient idéaux pour une interception des émissions Wi-Fi domestiques, pour une réception de micros et caméras-espions, et, bien sûr, pour une surveillance permanente *de visu* .

Deux jours plus tard, on n’a trouvé aucun logement à louer proche de la maison de « A » et « B ». En revanche, on a trouvé qu’une maison particulière, située à une cinquantaine de mètres de cette dernière, est louée par un couple dont le mari est ingénieur en électronique pour une société du pays spécialisée dans le secteur de la défense. Cette information est envoyée au siège des services

secrets, au cas où celui-ci se montrerait capable de faire se libérer ce logement au plus vite.

Quelques jours plus tard, l'ingénieur qui loue cette maison se voit offrir par sa direction un poste dans le sud-ouest du pays, avec un logement de fonction spacieux avec jardin. L'offre est à prendre tout de suite ou à laisser. L'ingénieur accepte aussitôt ; du coup, on lui verse une prime de déménagement, et on lui demande s'il pourrait s'arranger avec son agence immobilière pour qu'un de ses collègues de l'entreprise puisse louer sa maison à son tour ; ce dernier, en retour, serait prêt à prendre à sa charge le paiement des mois de préavis. L'ingénieur est ravi, son épouse aussi, il n'a rien remarqué d'anormal dans tout cela, tant sa joie l'emporte sur tout ; c'est une réaction psychologique normale et prévisible.

Le déménagement à lieu la semaine suivante ; le nouveau locataire est jeune et n'a que peu de mobilier, c'est pourquoi il a même racheté à l'ingénieur un vieux canapé-lit et quelques bricoles. Des amis du nouveau locataire viennent aussitôt l'aider à emménager quelques bricoles supplémentaires : un vieux réfrigérateur, une gazinière et un peu de vaisselle et batterie de cuisine achetés d'occasion à une association caritative de la région, et un vieux vélo. Bien sûr, le plus important est là : deux ordinateurs de bureau équipés de divers logiciels professionnels et d'autres plus particuliers encore, des cartons qui contiennent un récepteur de signal Internet à l'enseigne d'un des principaux fournisseurs d'accès à l'Internet du pays, une caméra vidéo équipée d'un zoom, une seconde équipée d'un objectif à vision nocturne, une antenne Wi-Fi directionnelle d'un genre un peu spécial, un micro-canon que l'on ne trouve pas dans tous les magasins, et de la câblerie.

Tout le matériel technique est installé, connecté à l'Internet et mis en fonction en quelques petites heures. On s'est débrouillé avec les moyens du bord pour que les deux caméras ne puissent être vues à travers les fenêtres depuis l'extérieur. La « crémaillère peut être pendue » ; un des « amis » part en ville pour tâcher d'y trouver des kebabs ou des pizzas à emporter, du café, du sucre et du lait. Comme le budget nourriture est limité, il faudra se contenter de l'eau du robinet pour la boisson.

Parmi les collègues de l'employé de la compagnie régionale qui ont été envoyés par le siège des services secrets, il y a un superviseur de la mission de surveillance. Il s'agit d'une femme âgée de près d'une soixantaine d'années, « vieille fille », toujours escortée par un homme mince dans la trentaine, mal rasé, et toujours vêtu d'une veste de cuir noir de mauvaise qualité. Cette escorte et l'air peu commode de cette femme suggère quelqu'un qui craint pour sa vie ; en fait, elle est ainsi surveillée elle-même. Elle a apporté avec elle une réputation de personnage dur, et ça se voit au premier regard ; tout le monde à la compagnie a bien compris qu'elle est « l'œil du siège des services secrets », et qu'il va falloir compter avec elle désormais, quoiqu'aucune note ni aucun ordre formel ne le précisent. Nous l'appellerons « Circé » pour simplifier la suite de notre description.

Circé demande à la *compagnie* régionale d'impliquer le poste de gendarmerie locale, pour que celui-ci se tienne prêt à tout moment à rapidement mettre en place un contrôle intempestif de la circulation. Ainsi, dès que les jeunes collègues observateurs de l'ancienne maison de l'ingénieur auront pu savoir que « A » s'apprête à sortir de chez lui au volant de sa voiture, deux gendarmes devront le précéder pour aller se poster sur son trajet le plus probable. Ils arrêteront son véhicule pour seulement le contrôler, et ainsi l'obliger à décliner son identité de lui-même en présentant un permis de conduire.

Aussi, l'équipe de surveillance attend avec impatience un prochain déplacement de quelques jours du couple « A » et « B ». Ils mettront cette absence à profit pour aller « sonoriser » la maison, c'est-à-dire y poser des micros-espions.

Une dizaine de jours plus tard, les gendarmes ne sont toujours pas parvenus à contrôler « A » au volant de son véhicule. Une fois, les gendarmes sont arrivés sur place trop tard, et une autre ils se sont postés au mauvais endroit.

Circée s'impatiente et demande d'organiser un prétexte pour forcer « A » à aller là où on le veut ; l'homme ne semble pas avoir d'habitudes prévisibles — une caractéristique qui ne fait que renforcer les soupçons qui pèsent sur lui.

En principe, l’équipe de surveillance doit déjà disposer d’assez d’informations sur « A » et « B » pour trouver comment faire ; ils travaillent sur ce problème, ce n’est pas aussi simple que Circé à l’air de le croire.

Finalement, c’est Circé qui trouve la solution. Elle a décidé d’impliquer le concessionnaire automobile de la marque du véhicule de « A » ; voici comment.

Comme les garages automobiles entretiennent de fréquentes relations avec les autorités (la police dans ce cas, puisque le concessionnaire le plus proche est dans une ville distante de 30 kilomètres du domicile de « A »), on va y envoyer deux membres des services secrets qui ont fonction officielle de policiers d’une brigade spécialisée dans la lutte contre le narcotrafic. Le but est de demander au patron de la concession automobile qu’il apporte son concours « dans le cadre d’une enquête » ; on sait à l’avance qu’il ne pourra décemment pas refuser.

Ce concessionnaire devra faire parvenir à « B », propriétaire en titre du véhicule de « A », une lettre l’informant que celui-ci nécessite le remplacement d’un composant de l’injection électronique qui présente un défaut de fabrication. Ce composant risque donc de mettre le véhicule en panne à tout moment, ainsi qu’en atteste son numéro de série. Ce remplacement sera bien entendu effectué gratuitement ; il faut simplement appeler le garage le plus rapidement possible pour convenir d’un rendez-vous, et prévoir une immobilisation du véhicule de deux journées ; le prêt d’un véhicule de remplacement durant cette intervention est offert, au titre de dédommagement pour le dérangement et l’erreur du constructeur. Circé a prévu que si « A » est un agent entraîné ou un officier de renseignement, il se doutera aussitôt de quelque chose, et changera alors peut-être de comportement : un effet attendu.

Quelques jours plus tard, un nouvel évènement se produit, alors que la lettre du concessionnaire vient tout juste d’avoir été rédigée et expédiée par la poste à « B ». Les membres de l’équipe de surveillance, postés dans l’ancienne maison de l’ingénieur et qui surveillent les mails que « B » envoie par Internet et connaissent maintenant toutes les adresses électroniques qu’elle utilise, ou au moins celles qu’elle utilise fréquemment, pensent avoir trouvé que

l’une de ces adresses est en fait utilisée par « A ». Ils ont réussi, avec l’aide de quelques collègues d’une *Direction* spécialisée des services secrets, à trouver le mot de passe de cette boîte aux lettres. Ainsi, ils ont pu connaître sous quel nom et à quelle adresse cette adresse email avait été créée, et ils ont trouvé : « Roy Desautel, 38 boulevard Saint-Bruno, Montréal, Canada. » Puis ils ont aussitôt effectué quelques recherches à partir de ce nom et de cette adresse.

L’équipe de surveillance n’a pas trouvé de « Roy Desautel » vivant à cette adresse, mais elle a trouvé plusieurs Roy Desautel dans le monde, dont 2 qui ont une page *Facebook* . Sur une de ces deux pages, ils ont trouvé une photo de groupe dans lequel un homme ressemble à « A ». C’est pourquoi on pense qu’il pourrait bien s’agir du vrai nom de « A », et qu’il pourrait bien être de nationalité canadienne.

Lorsqu’il était au Canada, Desautel a acheté divers livres et articles sur *Amazon* dont la liste présente un grand intérêt, puisqu’elle permet d’en connaître sur ses centres d’intérêt passés ou toujours actuels. Il aurait suivi des études supérieures de littérature française et de théologie, qui se sont toutes deux achevées par la délivrance d’un diplôme par des universités canadiennes. Aussi, les autres recherches, entreprises à partir des quelques informations que l’on a trouvées sur cette page *Facebook* — sans grand intérêt —, ont permis d’établir qu’il *pourrait* bien s’agir d’un homme qui aurait été membre d’un club de parapente, il y a quelques années, et qui aurait de la famille dans l’État du Maine, aux États-Unis. D’autres recherches ont évidemment été entreprises pour tenter de savoir ce que faisaient ces autres personnes, mais on n’a rien de trouvé de concret à ce sujet pour l’instant.

Circé s’est fait remettre une note complète de toutes ces récentes informations, mais elle a décidé que l’on poursuive la petite opération avec le véhicule de « A », car elle a prévu que celle-ci allait servir plusieurs buts de toute façon. Elle a bien entendu fait parvenir ces mêmes informations à la *Direction du contre-espionnage* des services secrets, depuis les bureaux de la *compagnie régionale* .

Les collègues postés dans l’ancienne maison de l’ingénieur ont acquis la capacité de pouvoir « monitorer » tout ce que font « A » et « B » et leurs enfants sur l’ordinateur de bureau familial, sur

l'ordinateur portable de « B », et aussi sur un *iPad* qui a l'air de servir à toute la famille. Ils ont à leur disposition deux moyens techniques pour y parvenir :

1. ils disposent de trois antennes multifréquence FM d'un genre très particulier qui permettent de capter, depuis la distance, les rayonnements électromagnétiques naturels émis par les matériels informatiques se trouvant dans la maison de « A » et « B » ;
2. avec la complicité d'un agent qui est employé chez le fournisseur d'accès Internet et de téléphone de « B », ils ont eu accès à une « *backdoor* » du logiciel d'installation et de pilotage de leur boîte de réception Internet, de téléphonie et de télévision. Cette disposition permet de regarder en temps réel sur un moniteur vidéo tout ce qu'il se passe sur tous les matériels connectés à cette boîte. Cela comprend les ouvertures et consultations de dossiers jusqu'au parties de jeux vidéo, en passant par les rédactions de courriers sur les logiciels de traitement de texte.

Depuis qu'ils ont mis en place ce *monitoring* , les collègues de l'équipe de surveillance, qui vivent en permanence et se relayent dans l'ancienne maison de l'ingénieur, prennent des notes sur tout ce qu'ils voient sur leurs moniteurs de surveillance informatique, font des captures d'écran (images fixes ou vidéo) lorsque cela leur semble pertinent, et archivent toutes ces informations par ordre chronologique. Ils rédigent quotidiennement des notes à propos de tout ce qui peut être utile à l'enrichissement des biographies de « A » et de « B », ou pourrait l'être dans le futur. Puis ils font parvenir tout cela à leur chef d'équipe (l'homme des techniques et de l'organisation quotidienne de la surveillance), lequel en adresse une copie à « Circé » (la tête pensante, stratège et directrice de cette mission, sorte de « mini-directeur »).

Comme on l'espérait, c'est bien « A » qui a conduit « sa » voiture chez le concessionnaire. Et comme cette concession se situe à l'entrée de la ville, en bordure d'une route à grande circulation, la seule que pouvait logiquement emprunter « A », le contrôle de routine de la gendarmerie a porté ses fruits cette fois. Son permis de conduire, canadien, est bien au nom de Roy Desautel, né le 12 septembre 1982 à Pointe Calumet, province du Québec, Canada, et

il est domicilié à la même adresse que celle de son compte *email Google* .

Comme on avait demandé aux gendarmes qui devaient effectuer ce contrôle qu'ils ne se montrent pas trop durs, ils n'ont pas verbalisé Desautel pour défaut de permis de conduire international. Ils lui ont juste demandé depuis quand il résidait dans le pays, et, sur la base de la réponse que l'homme a fournie, ils l'ont ensuite invité à s'en faire établir un le plus rapidement possible auprès de son consulat, « car d'autres policiers qui le contrôleront une prochaine fois se montreront peut-être moins cléments qu'eux ».

Naturellement, ces gendarmes ont procédé, juste avant cela, à un petit contrôle ordinaire de routine pour s'assurer que Desautel n'était pas recherché par la justice ou signalé comme une personne suspecte — ce n'était pas le cas.

Si Desautel est un espion entraîné, il aura ainsi eu confirmation qu'il est surveillé, car le hasard de cette intervention sur son véhicule, plus ce contrôle de gendarmerie en cette occasion, sembleraient trop suspects à n'importe quel professionnel de sa catégorie supposée — il en déduirait alors un manque d'efficacité des services de contre-espionnage du pays, ou peut-être une manière de lui faire comprendre qu'il a été repéré, puisque l'ambiguïté fait partie du « jeu » des espions.

Roy Desautel, que nous continuerons d'appeler « A », comme le font dans ce cas les hommes d'une équipe de surveillance des services secrets, est revenu à son domicile à bord d'un véhicule de prêt après avoir déposé le « sien » chez le concessionnaire. Il pourra revenir le chercher le lendemain à partir de 13 heures.

Durant la soirée qui a suivi l'heure de fermeture officielle de la concession automobile, ce même jour, trois hommes se sont présentés auprès de son directeur : deux avec la fonction officielle de policier, un avec la fonction officielle d'agent des douanes.

Les trois hommes sont restés durant plusieurs heures pour inspecter divers endroits du véhicule de « A », dans l'éventualité où ils pourraient tomber sur quelque chose d'insolite. Dans le même temps, ils ont procédé au remplacement d'un composant de son système de navigation GPS. Ce système sera désormais en tous points identique à ceux que l'on installe sur des véhicules de location

pour pouvoir les *géolocaliser* en cas de vol ; excepté que, dans le cas présent, ce système de *géolocalisation* fonctionnera en permanence, et que son utilisateur n'en sera pas averti.

Aussi, ce nouveau composant comprend un microphone qui permet d'entendre tout ce qu'il se dit à bord du véhicule, et il peut être activé ou désactivé à distance à partir d'un ordinateur ordinaire connecté à l'Internet, ou même à partir d'un smartphone. Ce système pourra fonctionner durant toute la vie du véhicule, tant que sa batterie sera en charge. Seul un voleur de voiture chevronné pourrait chercher la présence de ce boîtier, le reconnaître et le désactiver ; ou une personne se plaçant à proximité du véhicule, et qui serait équipée d'un scanner à antenne directionnelle capable de capter les micro-ondes dans une plage de fréquences de 800 MHz à 2400 MHz, pourrait remarquer que ce véhicule émet un signal radio. Mais comme ce dernier appareil est spécifiquement fabriqué pour servir à des fins de détection de matériel d'espionnage [71] , il faudrait donc que « A » ait de sérieuses raisons d'en acheter un, compte tenu de son prix relativement élevé. Et si jamais « A » devait chercher à acquérir ce genre de matériel (en le commandant tout simplement sur Internet, par exemple), l'équipe de surveillance le saurait pour les raisons qui ont été expliquées plus haut, et le *mouchard* de son véhicule serait aussitôt désactivé à distance, au moins le temps que « A » puisse s'assurer que son véhicule « n'est pas » *tracké.*

Sitôt que Circé a eu confirmation formelle de l'identité de « A », elle en a informé son contact à la *Direction du contre-espionnage* des services secrets.

La *Direction du contre-espionnage* n'a rien trouvé dans ses bases de données concernant un certain Roy Desautel ; c'est pourquoi celle-ci a fait une demande *inter-services* auprès de la *Direction du renseignement* , chargée des activités d'espionnage à l'étranger, afin que sa *section Amérique du Nord* se débrouille pour obtenir des informations sur cet homme. Car cette section a forcément recruté au moins un *agent* ou a une *source* dans la Police montée et dans la Gendarmerie royale canadienne qui auront accès à des fichiers confidentiels. Cependant, on s'attend un peu à ce que le retour de cette information puisse être relativement long. Cette demande a été

adressée à un *agent* en poste au Canada, qui est un clandestin sous la *couverture* d'éditeur d'une application informatique à destination des touristes, des jeunes qui veulent aller poursuivre des études à l'étranger et autres globe-trotters. L'homme vit là-bas depuis près de dix années, mais son activité de couverture ne suffirait pas à le faire vivre si son officier traitant ne se débrouillait pas pour compléter ses revenus, grâce à quelques petits tours de passe-passe financiers aussi plausibles que possible.

Il eût été possible d'envoyer au Canada une demande très officielle d'informations sur Desautel, au prétexte d'une enquête de routine concernant une suspicion d'activités terroristes ou d'autre chose, dans le cadre de la collaboration internationale normale entre services de police. Mais une telle demande susciterait aussitôt la curiosité des autorités canadiennes, même si le nom Roy Desautel était glissé parmi d'autres sans intérêt. La discrétion de l'opération de surveillance serait alors compromise, puisque les autorités canadiennes ont une liaison permanente avec les autorités du pays suspecté de manipuler cet homme, et peut-être « B » aussi.

Aussi, la même *Direction du contre-espionnage* a adressé une demande d'informations similaire aux services secrets d'un autre pays allié qui, dans les faits, exerce une influence considérable, mais aussi discrète que possible, dans le pays. Sachant que les services secrets de cet autre pays déploient ordinairement, et depuis de nombreuses années, une activité très importante au Canada, il se pourrait qu'il en revienne quelques informations supplémentaires ; dans cet autre cas, cela ne devrait prendre que quelques heures.

Désormais, l'équipe de surveillance de « A » et « B » dispose de moyens de surveillance accrus sur ceux-ci. Mais le dispositif n'est pas encore complet, puisqu'il manque encore la *sonorisation* de leur domicile.

En attendant, les collègues en poste dans l'ancienne maison de l'ingénieur utilisent ponctuellement, à distance, les microphones et caméras de l'ordinateur portable et de l'*iPad* de « A » et « B », qu'ils peuvent activer et désactiver à distance par Internet, et aussi, bien sûr, les microphones de leurs lignes téléphonique principale et de téléphones portables. Ces moyens sont fort utiles, mais pas complètement satisfaisants, cependant, puisque le couple « A » et

« B » ne se trouve pas toujours à proximité de tous ces matériels lorsqu'il a une conversation.

Dans l'ancienne maison de l'ingénieur, les membres de l'équipe de surveillance sont entrés dans une phase de routine qui est rarement intéressante, puisqu'ils sont forcés d'écouter les enfants qui jouent, les chaînes de télévision que regarde la famille, la musique, et quelques appareils ménagers, dont l'aspirateur au premier chef. Et ils savent que ce travail risque de durer des mois ; plusieurs années peut-être. Mais ils sont également convaincus qu'on les relèvera si la mission doit durer ainsi ; ils ignorent juste au bout de combien de temps cela arrivera, puisque c'est « en haut lieu » que l'on en décidera. Ils considèrent qu'ils ne sont que des exécutants, après tout ; qu'ils ne sont moralement nullement responsables de ce qu'ils font, quelles qu'en puissent être les issues, bonnes ou mauvaises, puisque l'on n'attend surtout pas d'eux qu'ils réfléchissent au-delà de ce qu'on leur demande de faire [72] . Leurs uniques soucis sont de ne pas commettre d'impairs, de ne pas se faire repérer ou suspecter de quoi que ce soit par quiconque dans le voisinage, que le matériel qu'ils utilisent soit en permanence opérationnel, et de ne surtout pas prendre la moindre initiative sans en avoir demandé l'autorisation à leur chef d'équipe.

« A » et « B » sont discrètement pris en filature partout où ils se rendent, désormais. Au supermarché où ils font faire leurs courses, la collaboration du responsable de la sécurité du magasin a été requise ; ce dernier est en relation régulière avec la gendarmerie de la région, pour des raisons aussi logiques que justifiables. Cet homme est appelé sur son téléphone portable chaque fois que « A » et « B » sont à l'approche du supermarché ; on lui demande de surveiller tous les agissements du couple à l'intérieur du magasin, et surtout s'ils y rencontrent quelqu'un. Les caméras de surveillance du magasin lui sont alors d'une grande aide. Son contact à la gendarmerie lui a expliqué que ce couple est suspecté dans une affaire de recel d'objets volés. Ce genre de demande le réjouit, et même l'excite ; la surveillance des éventuels petits voleurs ordinaires est devenue pour lui une frustrante routine. On peut donc compter sur son zèle.

Une semaine plus tard, l’équipe de surveillance a appris que « A » et « B » s’apprêtent à partir pour un de ces déplacements de quelques jours qu’avait signalé le petit mouchard. On apprend en cette occasion qu’ils payent un couple de la région pour garder leurs enfants. L’enquête effectuée à propos de cet autre couple n’a rien révélé de suspect. La femme est une institutrice de l’école de la commune où vont les enfants de « B », et elle a l’habitude de se faire payer « de la main à la main » pour garder des enfants, pour arrondir ses fins de mois — une information qui pourra constituer un moyen de pression utile en échange de quelques services, en cas de besoin.

La compagnie régionale signale aussitôt ce prochain départ à deux agents qui ont reçu une formation de pose de moyens de surveillance domestique, et qui ont une couverture d’électroniciens-réparateurs de matériel audio et vidéo. Les services secrets leur imposent une mise en forme physique constante par la pratique de sports. Des années avant d’être recrutés pour *sonoriser* des habitations, ils étaient tous deux des cambrioleurs qui se sont fait prendre. En prison, ils se sont vu proposer une réinsertion professionnelle, assortie d’une formation entièrement prise en charge par l’État. On les a ensuite testés après leur sortie de prison, pour s’assurer que l’envie ne leur prendrait pas de voler quelque chose dans les endroits où ils auraient à installer des matériels de surveillance. Lorsque tous les autres tests usuels des services secrets se furent achevés, on leur a alors expliqué d’autres moyens, plus efficaces, et quelques autres astuces et précautions, pour pénétrer clandestinement dans un logement. Puis, enfin, ils ont été formés à la pose de microphones espions. Ces deux techniciens ne savent pas qu’ils rendent leurs petits services aux services secrets du pays ; ils croient travailler pour une agence privée de sécurité et de gardiennage qui a des relations privilégiées avec la police, et ils sont payés de la main à la main.

Mais Circé a décidé que la sonorisation de la maison de « A » et « B » se ferait durant un simulacre de cambriolage. Car si jamais « A » a reçu une formation avancée et adaptée par le service secret ennemi qui l’a envoyé, dans ce cas il doit probablement poser des *témoins de visite* dans sa maison avant de s’en absenter (c’est-à-

dire des astuces telles qu’un très petit objet posé sur le haut d’une porte, qui tombera à terre à l’insu de celui qui l’ouvrira et qui ne le saura pas, et autres trucs du même genre).

Aussi, « A » pourra avoir caché chez lui un petit enregistreur qui se déclenche à la voix, appareil très ordinaire et disponible à la vente dans de nombreux magasins. Des cambrioleurs, qui ne sont pas censés être des poseurs de micro expérimentés, n’auront cure de toutes ces *contre-mesures* . De plus, la gendarmerie du secteur aura bien vite ficelé l’enquête après que « B » aura déposé sa plainte pour cambriolage, et on ne retrouvera jamais les auteurs.

Le jour du départ de « A » et « B » à bord de leur plus gros véhicule, celui qui a été équipé chez le concessionnaire, leur déplacement est aussitôt suivi sur ordinateur, et leurs conversations à bord écoutées. Mais ce n’est pas tout : ils sont également pris en filature discrète par un véhicule, à bord duquel un homme et une femme des services secrets peuvent eux aussi suivre les déplacements du véhicule de « A » et « B » sur un smartphone équipé d’un logiciel de géolocalisation en temps réel.

Puis il a y un second véhicule de filature pareillement équipé, qui prendra parfois le relais quand il ne suivra pas « A » et « B » depuis une plus longue distance que le premier véhicule — ceci afin que « A » et « B » ne soient pas toujours suivis par le même véhicule. L’organisation de ces changements se fera par téléphone portable. Et aussi, si le « véhicule cible », ainsi que celui-ci sera désigné, venait à bifurquer au dernier moment durant le trajet, le premier véhicule ne tenterait pas une manœuvre qui pourrait être aussitôt repérée par « A » ; ce sera le second véhicule, plus loin derrière, qui pourra reprendre le relais de la filature. D’autres options sont prévues, au cas où « A » utilisera manifestement des techniques de contre-surveillance durant son trajet (faire plusieurs tours de ronds-points avant de s’engager sur une route, par exemple).

Enfin, l’équipe de surveillance considérant que ce déplacement, qui durera vraisemblablement plusieurs jours, comme les précédents, est hautement suspecté de servir à au moins une rencontre avec un agent au service d’un pays étranger, ou à une transmission ou à un échange d’informations par toutes sortes de moyens possibles, la surveillance mobile sera particulièrement

lourde de toute façon. Différents collègues des services secrets, dans d'autres compagnies du pays, se tiennent prêts à prendre part à la filature.

La surveillance ordinaire de « A » et de « B » implique une dizaine de permanents, en comptant les relèves. Jusqu'à une centaine de personnes pourront être mobilisées en cas de comportement d'*évasion de surveillance* constaté, durant les quelques jours de leur déplacement. La *Direction du contre-espionnage* a donné son feu vert pour l'emploi de tels effectifs, et sera en contact permanent avec le chef de l'équipe de surveillance et ses membres par téléphone portable.

Pour cette partie technique, Circé a complètement laissé l'initiative au chef de l'équipe de surveillance ; elle doit maintenant attendre qu'une information importante, ou des instructions de la *Direction du contre-espionnage* remontent jusqu'à elle.

« A » et « B » sont partis de bonne heure le matin. Ils ont tout d'abord déposé les enfants « C » et « D » chez l'institutrice. Les informations, fournies par les jeunes collègues en poste dans l'ancienne maison de l'ingénieur, ont indiqué une grande ville de destination située à 250 kilomètres de là ; le point de chute est un hôtel, dans lequel une chambre pour une personne avec un grand lit a été réservée au nom de « B ». Il y a justement une grosse compagnie régionale des services secrets dans cette ville importante ; celle-ci a été prévenue, et elle commencera à poster des employés rompus aux techniques de filature et de surveillance peu avant l'arrivée de « A » et « B », aussitôt qu'ils seront prévenus de celle-ci.

« A » a roulé calmement, et il n'a pris aucune mesure de contre-surveillance durant le trajet. Le couple s'est arrêté en route pour déjeuner dans un restaurant, où il a été aussitôt rejoint par les occupants du second véhicule de la filature, qui y ont également pris un repas. « A » et « B » ont été particulièrement surveillés durant leurs allez aux toilettes, puis retours à table. Les toilettes ont été inspectées par un des deux employés des services secrets, aussitôt après. Rien de suspect dans les comportements des deux *cibles* n'a été remarqué durant cette pause.

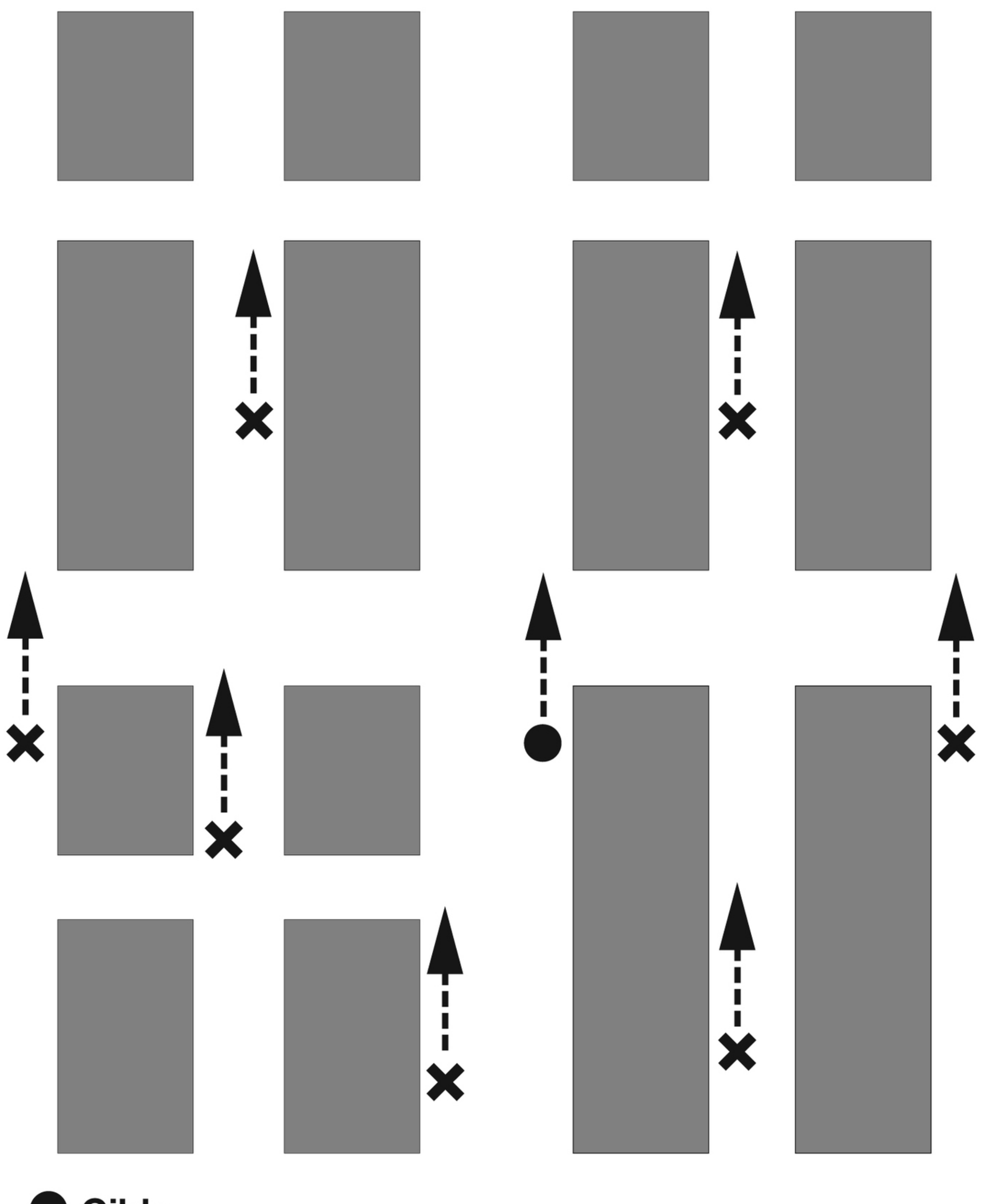
Les cibles sont arrivées à leur hôtel un peu moins de 5 heures après leur départ. Les services secrets ayant un contact dans l'hôtel, via la police de la ville, il a été possible de rapidement faire *sonoriser* la chambre qu'a réservée « B », à l'aide d'un micro unique dissimulé dans une prise de courant.

Quatre jours plus tard, lorsque « A » et « B » sont revenus chez eux, le rapport de surveillance a conclu que rien d'anormal ou de suspect n'a été constaté par aucun de tous les collègues qui y ont participé. « B » s'est rendu quotidiennement de son hôtel au siège d'une grosse entreprise de transport routier, où elle est toujours restée durant les heures ouvrables normales, parfois plus tard. Un petit « mouchard régulier » qui travaille dans les bureaux de cette entreprise a un peu plus tard rapporté que « ni lui, ni l'un de ses collègues n'ont remarqué quoi que ce soit de bizarre à propos de cette consultante, qui est d'ailleurs déjà venue auparavant ».

Durant ces journées de travail de « B », « A » a fait du tourisme dans la ville ; il a visité des lieux de culte, pour l'essentiel, dont il a pris quelques photographies avec son téléphone portable (ce qui a été jugé *consistant* avec ses centres d'intérêt constatés durant son usage de l'Internet, et ses études). « A » n'a rencontré personne ; il n'a pas cherché d'aventure avec une femme ou un homme ; il a eu quelques coups de fil (tous avec « B » confirment les écoutes téléphoniques). Il avait emporté l'*iPad* , mais il ne l'a jamais sorti de la chambre de l'hôtel ; il a effectué ses connexions à l'Internet à l'aide de cet appareil depuis la chambre d'hôtel, et aucune de celles-ci n'a été de nature suspecte.

Des photos et vidéos ont été jointes au rapport de surveillance, comme témoignage et archivage pouvant servir des besoins ultérieurs de l'enquête. Une courte enquête de routine a été effectuée sur l'entreprise dans laquelle « B » s'est rendue, et celle-ci n'a fait ressortir aucun fait remarquable ou à caractère suspect.

FILATURE URBAINE



● Cible

✕ Agent de filature

Le schéma ci-dessus montre un exemple de filature urbaine avec 7 agents de filature (« filocheurs »). Il y a un chef de groupe ; tous les agents communiquent à l'aide de simples téléphones portables, en mode vocal ou par SMS, et en utilisant un langage spécifique fait d'acronymes pour plus de rapidité (les moyens photo/vidéo de ces téléphones peuvent être utilisés). Les agents de filature sont des spécialistes ayant reçu une formation spécifique. Ils doivent bien connaître la ville où ils effectuent leurs filatures, y compris les immeubles et les magasins qui ont des doubles sorties. Dans les grandes agglomérations, l'équipe peut compter un agent de filature en moto, ou à vélo plus souvent, pour suivre les taxis ou d'autres véhicules que peut emprunter la cible. Des moyens plus sophistiqués et impliquant un plus grand nombre d'agents et de contacts sont impliqués dans les villes où il existe un réseau de métro. Dans le principe, une filature urbaine peut être grossièrement comparée à un jeu vidéo de « *Pacman* ».

Durant la première nuit de « A » et « B » à l'hôtel, il a été procédé à la sonorisation de leur maison. Les deux techniciens qui s'en sont occupés n'ont crocheté aucune serrure ; ils ont utilisé une méthode d'effraction délibérément grossière, dont la gendarmerie pourra dire qu'elle est le fait d'« amateurs » ou de jeunes délinquants. La gendarmerie du secteur n'a pas été prévenue de cette intrusion. Les collègues en poste dans l'ancienne maison de l'ingénieur ont assuré une surveillance des abords et du voisinage immédiat de la maison durant cette intrusion, et ils sont restés en contact radio avec les deux techniciens pour assurer leur sécurité, notamment lorsqu'ils ont allumé les lumières dans la maison pour pouvoir faire une vidéo de toutes les pièces et du contenu des meubles.

Les micros, au nombre de 8, ont tous été installés dans l'immédiate périphérie des logements de prises électriques, afin qu'ils soient alimentés par l'installation électrique domestique, et les techniciens ont fourni des indications précises de leurs emplacements qui ont ensuite été reportés sur un plan sommaire de l'intérieur de la maison, pour information et pour faciliter leur récupération ultérieure lorsque la surveillance s'achèvera. Il s'agit de micros FM [73] simples qui ne peuvent être coupés à distance ; leur présence pourrait donc être détectée grâce à une recherche à l'aide d'un récepteur FM, ou d'un *scanner* , capable de capter des fréquences supérieures à 130 MHz [74] . Le travail de reconnaissance et de pose des microphones, y compris l'effraction et la mise en

scène du cambriolage, a pris un peu plus de quatre heures. Aucune caméra par fibre optique [75] n'a été installée, car la *Direction du contre-espionnage* ne l'a pas jugé nécessaire.

Lors de cette intrusion, du désordre a été intentionnellement mis dans la maison. Quelques bijoux sans valeur ont été emportés, et quelques bouteilles et canettes de soda ont été ouvertes et vidées dans un évier, dans le but d'achever la mise en scène d'une intrusion par de jeunes délinquants. Le pied-de-biche, qui a servi à forcer la porte du garage par laquelle les deux techniciens sont entrés, a ensuite été délibérément « oublié » dans le garage. Comme on n'a fait que procéder à une « copie miroir » du disque dur de l'ordinateur de bureau parce qu'il ne pose aucun problème dans le cadre de son monitoring, en ligne comme par moyens TEMPEST [76] , il n'a pas été emporté, et donc les consoles de jeux vidéo des enfants et le téléviseur du salon non plus, pour créer une *consistance* de motifs des « cambrioleurs » qui, « manifestement, cherchaient des bijoux ».

Le responsable du bureau de poste de la commune doit remettre tous les courriers adressés à « A », « B » et ses enfants « C » et « D », avant leur distribution, pour examen et éventuelle ouverture, à un collègue du service qui représente, officiellement, une unité de recherche de la police menant une enquête concernant toujours une affaire de recel d'objets volés.

Si cela est jugé utile, le second véhicule, plus petit, qu'utilise quotidiennement, seule, « B », sera lui aussi *sonorisé* et équipé d'un dispositif de géolocalisation discret. Afin de ne pas éveiller l'attention du couple, on procédera cette fois-ci en provoquant un petit accrochage urbain qui nécessitera une réparation dans un garage ou chez le concessionnaire de la marque.

Par la suite, il a été relevé avec attention que « A » et « B » n'ont pas tenté d'ajouter quelques biens à la liste de ceux qu'ils ont déclaré volés, car ce genre de détails permet aux services secrets de savoir s'il leur est possible de facilement compromettre un individu ou pas.

Après avoir pris connaissance de tous ces nouveaux faits, les employés de la Direction du contre-espionnage qui suivent les résultats de cette surveillance, ont notamment émis l'hypothèse que

ce pourrait plutôt être « B » qui cherche à cacher l'existence de « A » à ses employeurs actuels. La ou les raisons devront être élucidées, car elles peuvent être déterminantes quant aux suites à donner à la surveillance, telle que son importance a été définie jusqu'à présent — ceci dans le cadre de l'optimisation des dépenses et mobilisations en moyens humains et matériels.

Ici s'achève cette description de *surveillance lourde* , laquelle aura permis au lecteur d'en connaître les modalités d'une façon sans doute plus parlante que l'aurait fait une longue suite de descriptions de techniques, méthodes et organisation.

MÉTHODES DE RECRUTEMENT ET FORMATION.

On rencontre, dans la plupart des services secrets, deux types génériques de recrutement : le recrutement des personnels de bureau qui ne seront jamais appelés à être impliqués dans des missions « sur le terrain », et le recrutement des « clandestins » (les « mercenaires » dont nous parlions plus haut) qui, parce qu'ils resteront au contact de gens qui ne sont pas dans les services secrets et en ignorent tout, doivent être assez fiables pour qu'il ne soit pas nécessaire de les « chaperonner » en permanence.

Ensuite, on trouve deux modes opératoires de recrutement, qui peuvent parfois succéder l'un à l'autre ; nous les appellerons le *recrutement amical* , et le *recrutement hostile* . Le recrutement hostile concerne plus fréquemment les individus appelés à devenir des agents.

Enfin, les modalités du recrutement, en général, peuvent être très différentes d'un individu à l'autre, car elles sont toujours définies à partir des profils et comportements de la recrue.

Nous l'avons entraperçu, les services secrets « proposent » plus volontiers un recrutement qu'ils acceptent une candidature spontanée, car ils se méfient beaucoup de cette dernière, pour deux raisons, principalement. En effet, parmi les candidatures spontanées, plus ou moins nombreuses selon les pays, et surtout selon la réputation des services secrets dans leurs pays d'origine, au cas par cas, on trouve fréquemment :

1. des candidatures jugées à la fois peu sérieuses ou peu intéressantes, parce qu'elles sont le fait d'individus qui ont une perception fantaisiste du monde des services secrets, de leurs missions et tâches ordinaires diverses ; il s'agit, pour rapidement résumer ces profils de recrues, d'amateurs de films de James Bond et de romans d'auteurs tels que Jean Bruce, Gérard de Villiers et autres Robert Ludlum [77] .

2. beaucoup plus rarement, des candidatures jugées suspectes parce qu'on les soupçonne de correspondre à des tentatives de *pénétration* par un service secret étranger ou par une organisation mafieuse ou terroriste [78] .

LE RECRUTEMENT DE L'EMPLOYÉ

Dans le cas du recrutement amical d'un individu choisi pour devenir un employé à temps plein d'un service secret, celui-ci est fréquemment une personne d'âge jeune (c.-à-d. de 18 à 25 ans, environ) qui a entrepris des études supérieures (après le bac, ou équivalent de celui-ci selon les pays) [79] . Mais on trouve également une proportion relativement importante de militaires en cours de carrière, ou qui viennent tout juste de s'engager dans l'armée, dans la gendarmerie ou la police [80] . Car, quoique dans quelques pays on a parlé, ou on parle, d'une progression importante des effectifs des services secrets recrutés dans *le civil* , alors que ce n'était traditionnellement pas le cas auparavant, les discipline, mode de pensée et organisation militaires dominent toujours. Les services secrets ont bien plus de facilités à trouver dans l'armée que dans le civil des recrues qui s'adapteront, pour les raisons qui suivent.

Premièrement, celui ou celle qui se sent attiré par des notions telles que discipline, ordre, primauté de la hiérarchie planifiée sur les compétences, dépassement de soi, action, « soif d'aventures » et de « nouveaux horizons », etc. se sentiront plus vite à l'aise avec le quotidien et les méthodes des services secrets que d'autres — au début, en tout cas.

Deuxièmement, celui ou celle qui a déjà fait l'expérience d'au moins une année de vie dans l'armée sera toujours moins choqué ou surpris par les réalités d'un service secret qu'un civil qui n'aura pas eu une telle expérience. Ce sera plus difficile encore pour celui ou celle qui n'aime pas l'armée et les militaires, ou qui se montre réticent à la discipline. Et réciproquement depuis le point de vue des services secrets cette fois, car ces derniers se sentent beaucoup plus en confiance au moment de recruter un militaire plutôt qu'un civil, pour les mêmes raisons qui viennent d'être évoquées, tout d'abord, et pour les quelques autres qui suivent.

Un militaire est un individu littéralement *enfermé* dans un milieu étanche à la grande diversité (de mœurs, d'opinion, de mode de vie, etc.) du monde civil. Tous les militaires doivent se conformer à un même mode de vie et à un mode de pensée, « standardisés » et définis par une hiérarchie unique, sans que les considérations et opinions diverses et variées du monde civil ne puissent y être ajoutées. On peut dire que le militaire est également *enfermé* dans un milieu social qui, même lorsqu'il sort de la caserne (le lieu ceint de murs et gardé où il se trouve tout de même le plus souvent) le tient encore. Le militaire fréquente plus volontiers d'autres militaires que des civils, pour des raisons logiques.

Ensuite, bien peu de choses de la vie privée, et surtout de la personnalité du militaire échappent à ses supérieurs et camarades. Il est difficile pour un individu de s'isoler dans l'armée ; la vie privée n'y est pas accessible. L'armée est donc un milieu d'observation privilégié pour connaître à fond et rapidement un individu. Plusieurs années d'observation et de tests divers peuvent être nécessaires pour connaître un civil à un point où une seule suffira pour un militaire.

Lorsque la recrue des services secrets est un militaire, elle est tout de même testée dans son milieu, en sus des tests et observations habituels de ses supérieurs. Au plus élémentaire, cela implique que la recrue soit discrètement et astucieusement mise en contact avec d'autres militaires qui la testent à son insu, en usant pour ce faire de prétextes de conversations anodines lors desquelles des confidences concernant des détails de la vie privée, des préférences, des goûts et des opinions sur toutes sortes de sujets doivent être collectés. Et puis cette recrue sera tout de même testée en environnement civil.

Le sujet des services secrets et de l'espionnage surgira à un moment dans une conversation, inévitablement ; ce sera le début d'une approche, jusqu'au moment de la proposition directe, le plus souvent présentée comme une mutation ou une option de carrière. Globalement, le recrutement dans les services secrets est présenté de manière beaucoup plus claire à un militaire qu'à un civil. Mais il faut préciser que ces propositions et opportunités se rencontrent beaucoup plus souvent dans les unités d'élite : commandos,

parachutistes, etc. Sans parler du fait que la recrue qui parvient à être admise dans une unité militaire d'élite est souvent entrée du même coup dans les services secrets sans le savoir [81] .

Les choses sont assez différentes pour la recrue civile, car le mode opératoire des tests qu'on lui fait subir est bien noyé dans cette diversité d'opinions, de goûts et de modes de vie du monde civil, surtout si le contexte du recrutement est une grande ville, avec toutes les folies et les bizarreries auxquelles ses habitants sont quotidiennement confrontés.

Tous les services secrets du monde placent des dénicheurs de talents et d'aptitudes particulières dans les universités et autres grandes écoles de leurs pays respectifs. Ceci est d'autant plus aisé que bien des professeurs sont également des spécialistes dans leurs domaines qui travaillent régulièrement pour les services secrets, ou seulement des recruteurs qui chassent le futur bon *analyste* ou quelque autre spécialiste ; tous ces gens sont donc à la bonne place pour le repérer dans une classe ou dans une promotion.

Mais le mode opératoire du recrutement du jeune civil en milieu universitaire s'avère souvent désagréable pour lui, même lorsqu'il s'agit d'un *recrutement amical* . Car les services secrets, avec la complicité de quelques personnels de l'enseignement, sont prompts à placer quelques embûches sur le chemin scolaire de la jeune recrue, pour que celle-ci soit privée d'alternative au moment final de *la proposition* . Celui qui a obtenu son diplôme avec mention *bien* peut encore tenter de décliner l'offre qui lui est faite de disparaître dans l'*ombre* , et tenter sa chance dans son pays, ou dans un autre s'il réalise que toutes les portes se ferment inexplicablement devant lui (c'est fréquent dans un tel cas). Et encore, la *fuite* vers des cieux apparemment plus cléments est parfois précisément ce qu'attendaient les services secrets de leur recrue.

D'une manière générale, quel que soit le mode opératoire du recrutement et le contexte dans lequel il est mis en place, tous les services secrets du monde usent de la même tactique : fermer toutes les issues et ne laisser (entre)ouverte que celle qu'ils veulent que la recrue franchisse *d'elle-même* . Durant cette progression, du point de vue des services secrets, les choses peuvent bien ou mal

se dérouler ; cela dépendra essentiellement du comportement de la recrue. Si la recrue est assez clairvoyante pour s'en apercevoir, et décide de ne plus faire un pas, la tactique a prévu que cette immobilité la mènera vers une asphyxie économique, puis sociale. Les recruteurs attendront alors patiemment le moment où l'*instinct de survie* de la recrue la contraindra à accepter ce qu'elle aura refusé lors de circonstances ordinaires — et de la patience, les services secrets en ont à revendre.

Enfin, les services secrets renoncent très rarement à poursuivre le recrutement d'un individu simplement parce que celui-ci le refuse ; dans un tel cas, si l'« approche amicale » s'est avérée vaine, un « recrutement hostile » est entrepris — nous verrons bientôt, dans ce même chapitre, les différences entre ces deux types de recrutements.

Pour le futur employé *en interne* des services secrets, la phase qui précède immédiatement la fin du recrutement se déroule fréquemment dans une annexe clandestine des services secrets, ayant une *activité de couverture* quelconque. La recrue, qui croit avoir été embauchée par une entreprise ou un service public tout à fait ordinaire, sera subtilement amenée à prendre peu à peu conscience de cette réalité (à sa grande surprise, toujours).

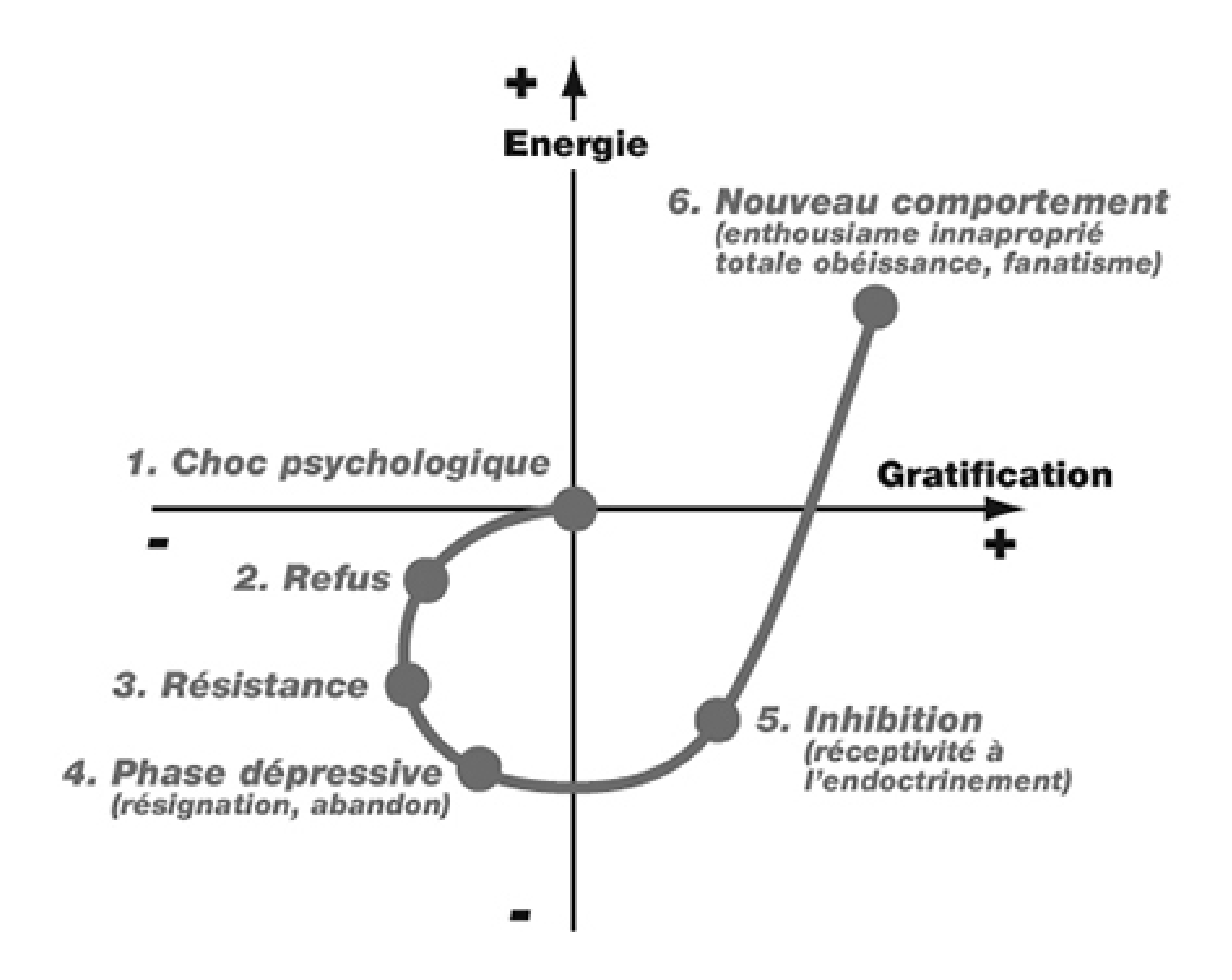
On serait tenté de penser de ce dernier constat que les services secrets ne sont donc pas un refuge des intelligences les plus brillantes, que leurs personnels ne sont finalement pas plus clairvoyants que les « non-initiés ». Cette déduction correspond bien à une réalité, qui surprend parfois la fraîche recrue, aussi. Car l'intelligence n'est pas la qualité première requise pour être recruté par les services secrets ; celle-ci n'est même pas un atout — il ne faut pas confondre intelligence et culture. C'est vrai, et c'est parce que, dans les faits, encore, les services secrets s'*accommodent* plus des intelligences supérieures qu'elles les apprécient sincèrement. Les services secrets, globalement, perçoivent leurs employés doués d'intelligence supérieure comme des « éléments difficiles à contrôler », parce que difficiles à *percer* . En conséquence, ces derniers doivent être considérés comme des « menaces potentielles », comme des individus ayant des capacités intellectuelles capables de déjouer ces indispensables contrôles qui

sont le corollaire de tout service secret [82] . Il en résulte que le processus de recrutement de l'individu ayant des capacités intellectuelles qui s'inscrivent dans la « moyenne générale » est plus court, voire beaucoup plus court, que celui de la recrue ayant une intelligence *au-dessus de la moyenne* à *très au-dessus de la moyenne* . Car le recrutement ne sera pas toujours effectif à l'issue d'une durée programmée, comme d'aucuns le croient, mais bien à celle d'une parfaite connaissance de la recrue, et aussi de l'assurance d'une parfaite emprise sur elle — les services secrets s'imposent tout de même des durées maximales de processus de recrutement.

Le recrutement des analystes est affaire d'une observation discrète de la recrue (c.-à-d. à l'insu de celle-ci), puis de deux à trois années, environ, de tests divers qui s'achèvent sur un concours administratif ayant une apparence officielle et servant à formaliser une admission décidée à l'avance.

LE « RECRUTEMENT HOSTILE »

Lorsque les recruteurs reconnaissent leur impuissance à accéder à ces connaissance et emprise, il ne leur reste plus qu'à tenter d'affaiblir les défenses naturelles de la recrue, jusqu'à ce qu'elle régresse psychologiquement à un niveau qui permettra de faire enfin s'achever le processus de recrutement. Nous entrons ici dans le *recrutement hostile* . Les étapes psychologiques d'une recrue suivant un choc psychologique qui lui est délibérément infligé, dans le contexte d'un *recrutement hostile* , sont représentées par le diagramme en page suivante.



D'autres services secrets font s'articuler le recrutement d'un agent en seulement trois étapes génériques :

1. pousser la recrue à remettre en question la perception valorisante qu'elle a d'elle-même (amour propre) ;

2. pousser la recrue à revoir complètement l'interprétation qu'elle fait de son itinéraire passé, et à revoir complètement la perception qu'elle a du monde qui l'entoure et de ses règles populairement admises, afin de lui en faire accepter de nouvelles ;

3. faire se développer chez la recrue la conviction de sa dépendance complète de l'organisation qu'elle doit servir.

On le voit, cette description est finalement identique à celle du diagramme précédent, lequel ne fait que détailler des étapes intermédiaires, plutôt du point de vue de la recrue.

Le choc psychologique, qui est le véritable point de départ du recrutement hostile, peut être très bref et violent (l'exposition soudaine d'un détail relevant de la vie privée, qui rend le chantage évident), ou survenir très progressivement sous la forme d'une longue succession d'échecs et de portes qui se ferment, visant à persuader la recrue qu'elle « n'a pas d'avenir », quoiqu'elle puisse tenter pour y changer quelque chose.

Celui qui s'est déjà bien engagé, délibérément, dans le processus de recrutement d'un service secret, puis qui réalise qu'il a commis une erreur et tente alors de reculer, pour *fuir* , sentira aussitôt la pression du « collier étrangleur » que l'on a délicatement placé autour de son cou sans même qu'il en ait eu conscience. Aucun de ses recruteurs, et moins encore leurs sbires, ne lui accordera la moindre miséricorde, ni même un peu de compassion ou de réconfort ; car eux qui n'en ont pas eu ne voient aucune bonne justice dans l'exception gratuite. C'est pourquoi, au contraire, ils riront de l'infortune de la recrue (phénomène psychologique attendu du *schadenfreude* , chez les recruteurs) au moment où celle-ci réalisera qu'« elle s'est fait piéger », et sa peur ou son regret deviendra alors de l'amertume ou du désespoir. Cet incident de parcours, lorsqu'il survient, marque souvent le passage du recrutement amical — qui en est rarement un, toutes choses bien considérées — au *recrutement hostile* . Aussi, le cynisme qui est présenté en réponse à la détresse est une manière de plus de faire comprendre à la recrue que personne ne compatira à son infortune ; cela fait également partie du choc psychologique attendu.

Mais le recrutement, cette période très éprouvante de la vie de certains employés des services secrets et aussi de celle de ses agents [83] , doit également servir d'« avant-goût » de ce qui attend celui auquel l'idée viendrait de désobéir, de se révolter, de trahir, ou même simplement de manquer de respect à l'un de ses supérieurs. La recrue doit donc vivre son recrutement comme un traumatisme devant altérer la perception qu'elle a d'elle-même, et aussi du monde qui l'entoure. Le recrutement vise, selon l'expression

ordinairement employée par quelques services secrets, « à faire entrer la recrue dans *le moule* ».

Il y a tout de même une nette différence entre le recrutement de l'agent clandestin et celui de l'employé ordinaire des services secrets, parce que le premier est appelé à être un *clandestin* , l'autre non. Le second saura finalement qu'il est recruté par les services secrets de son pays, tandis que le premier aura une perception distordue de ce fait, caractérisée par une incertitude qui deviendra vite désagréable, car ce doute semblera ne jamais devoir disparaître à mesure que le temps s'écoulera. Or l'être humain s'accommode mal du doute ; il finit par s'épuiser lorsqu'il doit vivre longtemps avec. L'amiral Pierre Lacoste, qui a été chef des services secrets de son pays, la DGSE, dit à sa manière que « les agents s'usent comme des piles ».

Le recrutement des *clandestins* , qui ne travailleront donc pas dans les locaux des services secrets, peut prendre jusqu'à cinq ans et plus ; c'est selon l'intelligence de la recrue et sa capacité à contourner les chausse-trappes qui sont posées le long de son parcours. Quoi qu'il en soit, tout sera fait pour pousser la recrue à trahir les quelques secrets qu'on lui révélera, et elle le fera, toujours. Deux raisons viennent justifier cette étrangeté :

1. la recrue doit être mise en contact avec l'un des ennemis du service secret qui la recrute « pour lui passer l'envie de recommencer », car n'étant porteuse d'aucun secret de valeur (du point de vue d'un service secret étranger), cet ennemi ne lui offrira, dans le meilleur des cas, qu'une situation pire encore que celle qu'elle a tenté de fuir, ou la renverra aussitôt dans son pays [84] ;
2. la recrue doit éprouver un fort sentiment de culpabilité à l'égard du service secret de son pays, pour lui être redevable, et non pas l'inverse, ainsi qu'elle l'espère bien souvent ; une fois de retour dans son pays, elle devra donc s'acquitter d'une « dette » qui ne pourra jamais être réglée en totalité — la culpabilité est un puissant levier d'asservissement de l'individu [85] .

Voyons maintenant le recrutement de l'*agent clandestin* en particulier.

Tout d’abord, il faut se garder de surestimer la part prise par la variété des circonstances, les unes absurdes, les autres bureaucratiques, dans la compréhension de la dimension psychologique du recrutement de l’agent secret. Car on peut la comparer au rite initiatique qui fait passer un individu de la *vie normale* à une *double vie* , l’une de façade et l’autre *« underground »* . Cette « intronisation » coûte chèrement à la recrue, car elle doit y perdre ce qui fait d’elle un être humain, sa volonté propre, pour devenir ce que l’on pourrait appeler une *enveloppe corporelle sans âme* . Et, ainsi que cela a été présenté à l’aide de l’analogie métaphorique du collier étrangleur, les recruteurs ne laissent aucune chance à la recrue de refuser ce qu’elle perçoit, tôt ou tard, comme une terrible fatalité qui s’abat sur elle. Le recrutement est vécu par la recrue comme une *rupture* traumatisante et définitive, césure radicale séparant ce qu’elle percevra comme deux mondes, l’un « réel », l’autre « virtuel ». Et tout est organisé pour qu’elle perçoive ainsi l’espace dans lequel elle évoluera quotidiennement. Voilà le contexte que les services secrets désirent pour leurs futurs agents, pour que puisse être mise en place cette relation particulière qu’est le contrôle d’un individu par un autre.

La tromperie est formulée à la manière de l’aveu précédant la déception amoureuse, car le recrutement d’un agent implique le moment décisif où son recruteur retire son *masque* [86] . Toute l’ambiguïté du recrutement tient au tissage préalable d’une « toile » par le recruteur, afin de capturer et d’immobiliser sa recrue [87] , version alternative de l’analogie de la *souricière* évoquée plus haut. D’une manière générale, l’interaction entre le recruteur et le recruté prend toujours la forme d’un chantage devant produire un échange de services inéquitable. D’un point de vue strictement juridique, cette approche peut être très claire parce que le recruté a commis la maladresse de s’être compromis. Cette progression dramatique est toujours soigneusement préparée par des experts légistes tels que des avocats, dont l’importance du rôle a été largement expliquée à l’un des chapitres précédents (voir *L’avocat et le psychiatre, piliers des services secrets*).

Car, sans en avoir conscience, la victime glisse lentement mais sûrement vers l’instant dramatique où elle sera contrainte d’accepter

l'inacceptable. Le futur agent est amené à devenir un *agent* parce qu'il l'a déjà été sans en avoir eu conscience. La première demande de service, anodine en apparence, deviendra un acte compromettant, source d'un chantage. Car, il faut le préciser, un recrutement de ce type se déroule en deux phases :

1. la première, lors de laquelle la recrue ne peut comprendre qu'elle est testée et que sa vie est littéralement *décortiquée* dans le but de faire d'elle un agent (à moins, bien sûr, d'avoir été préalablement initiée aux arcanes de ce processus pour pouvoir le deviner plus tôt) ;
2. la seconde, lors de laquelle elle est définitivement considérée comme une recrue, et qu'elle s'est déjà suffisamment avancée vers le centre de *la toile que l'on a tissée* pour elle pour qu'il soit enfin possible pour le recruteur de se livrer à un jeu de non-dits, de métaphores improbables, d'allusions faites pour frapper l'esprit, mais qui ne devront être compris qu'ultérieurement. Bref, de toutes choses, jamais claires, qui doivent à la fois convaincre la recrue qu'elle se trouve au centre de « quelque chose qui la dépasse », et affaiblir autant que faire se peut sa capacité de discernement, et donc ses défenses morales.

Ce glissement de la recrue vers le chaos et l'incertitude plus ou moins conscient est important du point de vue du recruteur, parce qu'il stigmatise le paradoxe disant que s'il faut être reconnu comme un agent secret pour l'être réellement, il n'est cependant pas nécessaire de le *savoir* . Au contraire d'une relation politique clandestine, où l'enjeu n'est que l'adhésion dans des conditions de sûreté réciproque entre deux individus, le moment décisif du recrutement de l'agent se produit sous la forme d'une domination soudaine de l'un par l'autre par la compromission, selon un processus délibérément rendu flou afin que toute lecture logique soit quasiment impossible. Car cette compromission est bel et bien un chantage dans les faits, surtout au regard de la loi du monde des hommes libres. Et le recruteur doit donc tout mettre en œuvre pour que toute tentative de l'exposer publiquement (par la recrue, au premier chef) puisse aisément être démentie, puis se retourner à coup sûr contre l'accusateur [88] .

Voici maintenant quelques brefs exemples de ces subtils chantages, tirés de cas authentiques parmi les plus fréquents dans le contexte de l'*intelligence domestique* .

Une jeune recrue fille a été placée dans une situation sociale et économique de grande précarité qui l'a menée à un état dépressif (grâce au concours de quelques services publics). Cette dépression a alors constitué une faiblesse qui a grandement aidé l'implication de cette jeune fille dans des relations sexuelles particulièrement dégradantes, qui furent filmées à son insu. La même chose se produit fréquemment avec des recrues mâles, à l'aide de vidéos de relations homosexuelles, puisque l'homme craint moins pour sa respectabilité d'être vu en compagnie de multiples partenaires femelles (c'est même bien souvent le contraire !).

Un homme d'âge mûr, adepte du tourisme sexuel, a été filmé ou pris en flagrant délit en compagnie d'un ou d'une mineure ; au caractère dégradant de l'objet de la compromission est ici associée la menace d'une lourde sanction pénale.

Un jeune étudiant a sincèrement cru se compromettre en se trouvant associé à un délit pénal grave ; il ignore que le délit en question ne fut qu'un simulacre spécialement organisé pour lui, avec la complicité d'agents et de contacts eux-mêmes manipulés par les services secrets. Celui-ci accepte le recrutement par peur d'une sanction qui n'existe que dans son imagination, et dont la vérité, bien sûr, ne lui sera jamais révélée.

Une jeune recrue a accepté de se compromettre définitivement sous la menace de voir ses parents expulsés de leur logement et *mis à la rue* (les services secrets utilisent souvent un premier chantage de ce genre, concernant des proches, enfants et parents, pour forcer la recrue à se compromettre, ce qui constituera un deuxième motif de chantage, jugé plus sûr). Les objets de chantages les plus fréquemment utilisés par les recruteurs des services secrets sont : le sexe, les enfants, les frères et sœurs et les parents ou grands-parents, les délits de droit commun et les fraudes (aux allocations de chômage, de précarité, de santé…), l'emploi, les dettes (existantes ou provoquées dans le cadre du processus de recrutement).

Le chantage des services secrets n'est jamais mis en place puis formulé par une seule personne, mais par deux, au minimum. Il y a la personne qui menace, toujours implicitement et de manière floue puisque le chantage est puni par la loi. Et il y a celle qui attend que la victime vienne spontanément la voir, puis écouter ses *suggestions* , puisque c'est ce que le recruté, seul, devra *comprendre* . Un chantage ainsi organisé est particulièrement difficile à démontrer dans un tribunal, et plus encore si sa victime a été placée dans une situation préjudiciable à sa crédibilité [89] .

Les possibilités qui s'offrent à l'agent venant d'être recruté vont de l'inconscience du processus dans lequel il s'est engagé, à son corps défendant, au soupçon, à la pleine conscience. Le rapport de forces asymétrique dans la relation entre le recruteur et son agent, et ce choix d'états de conscience qui s'offre à ce dernier, débouchent obligatoirement sur une version sophistiquée d'une relation de *maître à esclave* [90] .

Bon nombre de ces agents se voient offrir le mince soulagement psychologique de croire qu'ils jouent à un *jeu* ; plus particulièrement à un gigantesque jeu de rôles, duquel ils ne sortiront jamais. Quelques-uns de ceux qui se trouvent dans ce cas finissent par y croire sincèrement, et idéalisent alors des perceptions fantastiques de leur « nouveau moi » à défaut de ne pouvoir aimer plus longtemps ce qu'ils sont réellement devenus : des individus ayant définitivement perdu leur volonté propre [91] . Il est d'ailleurs remarquable que les services secrets utilisent régulièrement, avec la participation de quelques-uns de leurs agents plus ou moins jeunes et ayant un profil psychologique adapté, le thème des jeux de rôles (*donjons et dragons* et dérivés) comme première approche d'un recrutement. Durant ce type particulier de recrutement, l'irréalité du jeu de rôles est progressivement mêlée, dans un flou que l'on pourrait qualifier d'« artistique », à des actions réelles impliquant des personnes extérieures au jeu et qui en ignorent tout : les *cibles* désignées par les services secrets pour être espionnées ou harcelées.

Les services secrets favorisent fréquemment un glissement psychologique de leurs agents vers le thème du jeu de rôles (en particulier dans les contextes des missions ordinaires d'intelligence

domestique, de contre-influence et de contre-espionnage), parce que les modalités et règles de ce jeu, de même que les comportements ordinaires et extraordinaires de leurs plus fervents adeptes, présentent de grandes similitudes de forme avec le monde des agents secrets. Le monde virtuel du jeu de rôles peut étroitement cohabiter avec celui, réel, des gens ordinaires. Les joueurs de jeu de rôles peuvent facilement s'identifier aux personnages fictifs qu'ils ont créés pour eux-mêmes ou qu'un « maître de jeu » leur a attribués. Les joueurs de jeu de rôles forment généralement de petits cercles d'intimes, desquels émergent les notions abstraites d'« exclusivité », de secrets partagés, de *groupe* assez fermé pour justifier des attentes exigeantes et contraignantes pour ceux qui veulent s'y joindre (épreuves), de sentiment d'individualité et de « différence » par rapport au monde extérieur de ceux qui ignorent tout des jeux de rôles, et qui s'en retrouvent péjorativement perçus comme des « non-initiés ».

Enfin, le jeu de rôle attend de ses participants qu'ils acceptent des « missions », des « gages », des « châtiments »…

Le recrutement d'un agent peut également prendre la forme d'une contrainte par la force, pensée comme un « enlèvement » [92] . Dans cet autre cas, la mise en œuvre du recrutement, longuement préparée, est basée sur une ruse devant dépasser les possibilités intellectuelles de l'individu ignorant des pratiques des services secrets ; toute volonté propre échappe à la recrue.

L'ambivalence entre l'acte volontaire et le servage de l'agent est plus complexe et moins tranchée qu'elle ne le semble au premier abord. Dans la réalité, les deux situations fusionnent pour former une combinatoire spécifique propre à chaque relation entre le *maître et son agent* , et devant être comprise au cas par cas.

Du point de vue du recruteur, le recrutement doit nécessairement s'apparenter à un engagement, volontaire ou forcé ; et peu importe, dans l'absolu, que celui-ci soit sincère ou non puisque, ainsi que nous l'avons vu, les services secrets *ne croient pas* à la fiabilité des seuls patriotisme et fidélité. C'est pourquoi le recrutement doit s'inscrire dans une pathologie psychologique engendrée par un milieu extrême fait de contraintes devant favoriser un véritable

assujettissement . Remarquablement, tous les mécanismes psychologiques et de manipulation qui viennent d'être présentés reposent sur l'*action* de la recrue.

LES TESTS

La littérature consacrée au monde des services secrets, y compris celle de fiction, a fréquemment parlé de « tests » de recrutement. Dans le cas des recrues appelées à devenir des agents clandestins, tout particulièrement, il ne s'agit nullement de tests psychotechniques officiels et formels, tels qu'on en rencontre dans les concours administratifs et certaines grandes entreprises. Car ici, les tests sont : soit reconnaissables, mais présentés sous des prétextes divers et variés ; soit effectués à l'insu de la recrue, grâce à la participation d'agents du service qui jouent des rôles auprès de celle-ci, et qui l'ont approchée depuis bien avant qu'elle ait eu conscience du début de son recrutement. Ces tests sont très comparables à des mises en scène réalisées pour des émissions de télévision du genre « caméra cachée », et leur mise en place est lourde parfois. L'engagement ou le patriotisme sont tout spécialement testés, puisque, dans ce cas, la recrue doit être motivée par un alibi connu, mais qui ne doit pas être celui de la *raison d'État* , réservé aux cadres — un agent ne peut ni ne doit servir au nom de la *raison d'État* , puisqu'il est un *clandestin* .

Simultanément, la recrue est soumise à des pressions diverses, et plus spécialement à des pressions économiques et sociales visant à la détacher de sa vie et de ses relations « d'avant ». Ce dernier aspect du recrutement de l'agent de terrain vise également à abattre ses défenses psychologiques une à une, et ses moyens de défense physiques (économiques, et donc de mouvement). Il faut amener le futur agent au bout de ses limites, à un état d'épuisement moral et physique qui devra permettre de lui faire pleinement accepter tous les aspects de sa future vie de clandestin des services secrets.

Du point de vue des psychiatres des services secrets, cette dure épreuve vise également à faire émerger chez la recrue de possibles troubles mentaux maintenus jusque-là à un état de *latence* . Par exemple, un trouble psychopathique chez un individu est parfois difficile à détecter si celui-ci mène une vie normale et équilibrée (c.-

à-d. il a un emploi stable, plaisant et bien rémunéré, une vie de famille et un bon logement). Mais un trouble de ce genre deviendra bien vite visible sitôt que ce même individu perdra tous ces avantages les uns après les autres ; il révélera sa véritable personnalité. Ces épreuves, et le phénomène de transformation qui les suit concernent d'autres troubles psychologiques, bien sûr ; mais elles permettent également de faire tomber les apparences de sociabilité (rôle) que toute personne se construit pour évoluer dans la société des gens ordinaires et dans son milieu social d'appartenance, pour ne laisser de visible qu'un « noyau dur » qui est la personne telle qu'elle est *vraiment* au fond d'elle-même [93] .

Ce processus de recrutement est un dérivé, adapté à une situation de clandestinité obligatoire et au monde civil, des processus de sélection des hommes des unités militaires d'élite. Du point de vue du spécialiste de la psychologie, et plus particulièrement de la neuropsychologie et du behaviorisme [94] , il s'agit bien plus d'un « lavage de cerveau » que d'une batterie de tests, et c'est, en effet, le but recherché par les spécialistes du recrutement des services secrets, parmi lesquels on trouve des psychiatres, rappelons-le [95] .

Car il convient de garder à l'esprit qu'être un « agent de terrain » (clandestin) des services secrets n'est pas un « emploi » au sens où le grand public l'entend ordinairement, puisque la vie de celui-ci sera totalement mise sous contrôle, depuis ses revenus et logement jusqu'à ses relations — les persistances et détermination dans l'engagement évoquées plus haut s'avéreront fort utiles au moment où la recrue devra accepter ce lot.

LA FORMATION

La vie des employés et des agents des services secrets comprend, bien sûr, des formations et cours spécifiques. Cependant, les salles secrètes où des classes de recrues reçoivent au fil de journées entières et consécutives une formation complète d'espion, comprenant des initiations à la manipulation de divers gadgets, armes et explosifs et au cryptage de messages secrets, sont des clichés de cinéma qui ne correspondent à aucune réalité, dans aucun service secret, et ce pour les raisons qui suivent.

Les services secrets n'enseignement à leurs employés et agents *que* ce dont ils ont, ou auront *besoin* de savoir dans le cadre strict des missions qui leur sont confiées ; nous avons précédemment évoqué ce point.

Pour ce qui concerne les agents clandestins devant être envoyés à l'étranger, ceux-ci, contre toute attente, ne reçoivent qu'une formation minimum, laquelle est dispensée de manière aussi informelle que possible et toujours à titre individuel, sous la forme de ce que l'on pourrait appeler, en exagérant un peu, de « petits modules de formation ». Une partie de cette formation, qui ne comporte aucun secret que d'autres services secrets ne connaîtraient pas, commence d'ailleurs durant le processus de recrutement, bien avant que celui-ci soit achevé : des cours intensifs de self-défense, par exemple, qui sont, en vérité, autant destinés à achever d'*user* les ressources psychologiques de la recrue.

De nos jours, les agents secrets reçoivent réellement leur formation dans les pays mêmes où ils sont envoyés, toujours en fonction de *leurs besoins absolus* , et de manière très discrète. C'est-à-dire qu'on ne leur apprend même pas à repérer une filature, et donc moins encore à la déjouer, au motif qu'un individu sous surveillance qui fait usage d'un *parcours de sécurité* dans le but de tenter de déjouer une filature confirmerait ainsi les éventuels soupçons qui pèsent sur lui [96] . Sinon, la surveillance ponctuelle et légère de ses mouvements et agissements deviendrait aussitôt une *surveillance lourde* , laquelle ne pourrait plus être déjouée du tout.

Dans son livre, *DGSE : Service Action,* l'agent des services secrets français Pierre Martinet explique qu'il était si pauvre à un moment de son recrutement qu'il a dû se résigner à aller voler de la nourriture dans des magasins. On peut croire à cette anecdote, mais pas complètement dans le contexte où son auteur la raconte. Car, en fait, le vol de marchandises dans des magasins fait bel et bien partie d'un entraînement informel d'agent secret ; et il vise à lui apprendre à gérer son stress à l'occasion d'un vol (qui pourra plus tard être celui d'un autre type de marchandises), à tenter de déjouer une surveillance humaine et vidéo, et aussi, pendant qu'on y est, à lui apprendre un moyen de survie en milieu urbain [97] .

Les cours de tirs, chers aux amateurs de films de James Bond, ne font pas partie de la plupart des formations, toutes spécialités confondues (sauf sécurité et contre-espionnage). Un agent secret n'a jamais besoin de se servir d'une arme à feu, même pour tuer, si jamais une telle chose doit arriver, puisque les services secrets ne tuent plus à l'aide d'armes à feu depuis à peu près la fin de la Seconde Guerre mondiale [98] .

Les employés et agents des services qui sont censés utiliser les gadgets d'espions chers au cinéma sont les agents du contre-espionnage, car ils ont besoin de tous types de moyens sophistiqués pour surveiller les agissements des individus suspectés d'espionnage, ou connus comme des agents de services secrets étrangers avérés [99] . En sus, ces autres agents apprennent des techniques de filatures à pied ou par des moyens de locomotion.

Les analystes, qui travailleront toute leur vie durant dans un bureau, hormis quelques voyages d'études dans les pays auxquels ils se consacrent, reçoivent régulièrement des cours de géopolitique, d'économie et autres matières dans de véritables salles de cours, en effet. Idem pour les spécialistes chargés de la surveillance de l'Internet ; mais il s'agit plutôt, dans ce dernier cas, d'échanges de découvertes, de trucs et d'astuces entre employés, parmi lesquels on trouve couramment d'authentiques ex-hackers de haut niveau qui ont été contraints d'accepter de travailler pour les services secrets en échange de leur liberté ou d'une remise de peine [100] .

LE CONTRÔLE DES SOURCES ET DES CORRESPONDANTS, ET LEUR MANIPULATION.

Jusqu'à présent, nous n'avons fait qu'entrevoir l'importance des *sources* et des *correspondants* divers des services secrets, en regard de l'importance de leurs rôles, collectivement, et de leurs nombres et diversités très importants. Rappelons tout d'abord que les sources et les correspondants d'un service secret sont, dans une très large majorité de cas, des « agents secrets ponctuels », totalement ou plus ou moins inconscients de l'être. On peut dire que les sources et les correspondants sont aux services secrets ce que les « indics » et les « amis » sont aux services de police et de gendarmerie, exception faite de la forme que doit prendre la relation. Et, lorsque s'agissant d'intelligence domestique plutôt que d'espionnage à l'étranger, ces *sources* et ces *indics* , ces *correspondants* et ces *amis* sont très souvent les mêmes personnes puisque, dans ce cas, les services de police et de gendarmerie font techniquement partie de la *communauté du renseignement* (admis officiellement *en interne* , démenti officiellement auprès de l'opinion publique).

Au plus simple, et dans les deux cas de l'espionnage domestique et de l'espionnage à l'étranger, la source des services secrets est une personne ordinaire pouvant appartenir à n'importe quel milieu social et économique, qui confie à un(e) ami(e) un évènement jugé extra-ordinaire au simple motif arbitraire que celui-ci est perçu comme « négatif », « contestable », « amoral », « répréhensible », « entaché d'illégalité »… Cet évènement peut donc être un vol, une mort jugée suspecte, une forte suspicion de délit quelconque… En suite de ce premier acte, l'ami de cette source doit être un *contact* , un *correspondant* ou un *agent* des services secrets qui aura filtré l'évènement transmis de manière informelle pour que celui-ci puisse être reçu comme un *renseignement* .

Une grande part de hasard intervient donc dans la transformation d'un individu ordinaire en *source* des services secrets ; et il faut ajouter à ce phénomène la possibilité que le *contact* de la *source* puisse être un *agent* ou un *correspondant* d'un service secret étranger (ou d'une organisation terroriste, d'un groupe politique extrémiste, etc.).

C'est donc en fonction de ce dernier hasard qu'un individu ordinaire peut, sans le savoir : soit rester un *petit mouchard* , soit devenir une *source* d'un service secret étranger.

La proportion de sources dans le cas de l'espionnage à l'étranger ne varie pas considérablement dans le temps. Il y a, proportionnellement à la population, le même nombre de sources renseignant un pays étranger dans un pays donné aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Cependant, il existe tout de même des facteurs qui font varier cette proportion, à commencer par les changements politiques survenus dans chaque pays durant ces cinquante dernières années. Tel pays peut considérablement étoffer les moyens de son intelligence domestique, ce qui complique sérieusement la tâche des agents étrangers qui y collectent de l'information, ou y font de l'influence, tandis que tel autre peut juger ne pas en avoir besoin, et ainsi être plus *perméable* à ce type d'agressions extérieures. Le moyen le plus évident de créer un réseau de *contacts* dans un pays étranger est d'y créer un mouvement de dissidence ou un parti politique, ou d'y implanter des filiales d'entreprises privées (ou, plus fréquemment, des associations) — ce qui explique pourquoi les entreprises privées étrangères sont si surveillées par les services de contre-espionnage/sécurité intérieure.

Nous pouvons arbitrairement parler de *pays ouverts* et de *pays fermés* , et effectuer un premier classement grossier selon ce genre de considération. Un assez bon indice permettant de porter un premier jugement sur le développement ou la régression de l'espionnage domestique par pays, est de consulter le classement mondial des indices de la liberté de la presse. Car, le corollaire d'une croissance de l'espionnage domestique est une régression quasi proportionnelle de la liberté de la presse. Les journalistes sont fréquemment des correspondants ou des contacts des services

secrets de leurs pays, mais ils sont toujours prompts, cependant, à reprendre leur indépendance sitôt qu'on la leur rend.

Cependant, l'indice de liberté de la presse ne doit pas être considéré comme une preuve, car ceux qui jaugent cette liberté s'astreignent eux-mêmes à ce que l'on pourrait pudiquement qualifier de *retenue* . Il ne gêne pas grand monde de dire que la liberté de la presse en Corée du Nord est inexistante ; il peut être plus délicat de révéler qu'elle a sérieusement régressé dans une puissance économique de premier ordre réputée démocratique — y compris pour l'auteur de ce livre ! En outre, lorsque la majorité d'une population est influencée avec succès par une presse sous contrôle (ce qui arrive fréquemment, mais jamais durablement), cette dernière est la première à dire que sa presse est, *globalement* , libre ; et du même coup à contester un indice de liberté de la presse jugé bas.

Une augmentation élevée de l'espionnage domestique est presque toujours proportionnelle à l'impopularité grandissante d'un gouvernement ou d'un leader politique, ou à une instabilité sociale et économique croissante. D'un autre côté, plus ces derniers problèmes grandissent, et plus l'espionnage domestique devient difficile à pratiquer, car la population en vient à y être attentive à son tour, et prompte à dénoncer ses agents et ses pratiques — ce cercle vicieux mène ultimement à une répression policière, et à un État despotique. Et, ainsi que l'actualité nous le rapporte régulièrement, lorsque l'état de crise dans un pays atteint son paroxysme, seuil qui précède de peu la révolte populaire ou la guerre civile, la population se livre alors à une véritable chasse aux *indics* , informateurs et agents des services secrets du pays ; c'est-à-dire tous ceux dont la raison d'être était justement de prévenir ce risque.

D'une manière générale, on constate, dans tous les pays et dans toutes les cultures, qu'une obsession grandissante du secret dans un gouvernement engendre toujours une obsession proportionnellement grandissante de la conspiration parmi la population. C'est lorsque ce phénomène se produit que le gouvernement cherche à détourner l'attention de la population vers un bouc émissaire, lequel est presque toujours un pays étranger.

L'indicateur le plus fiable de l'importance de l'espionnage domestique dans un pays jugé « à peu près stable », lequel ne fait l'objet d'aucun indice rendu public, est une observation suivie d'une analyse des opinions et préférences de sa population [101] . Par exemple, une large diversité d'opinion et de préférences de la population témoigne presque toujours d'un espionnage domestique « minimum » ou « normal » — puisque tous les services secrets de tous les pays pratiquent l'espionnage domestique, pour les évidentes raisons des stabilité intérieure et défense contre les inévitables tentatives d'invasion étrangères discrètes et progressives, lesquelles précéderaient, à terme, si rien n'est fait, une véritable ingérence étrangère.

Le contraire, on s'en doute, témoigne très souvent d'un espionnage domestique particulièrement actif et important, qui n'est pas toujours confirmé dans les mêmes proportions par l'indice de liberté de la presse, en raison de ce qui a été expliqué plus avant à ce propos.

Citons un dernier facteur, et non des moindres, qui influence l'importance que les services secrets accordent à leur action d'espionnage domestique, et la perception que peut subséquemment en avoir la population d'un pays : la *santé économique* . Un pays économiquement fort, où le taux de chômage est faible, et où les revenus moyens sont relativement élevés et garantissent ainsi à une large majorité de la population un bon accès au logement et aux biens et services divers, peut se permettre de pratiquer un espionnage domestique assez important sans que la population s'en indigne où se sente opprimée. Et même, dans de telles sociétés, c'est une majorité de la population qui se déclare prête à collaborer régulièrement avec la police.

Globalement, et universellement à travers le monde, on peut dire qu'une population donnée accepte d'être espionnée par son propre gouvernement en proportion de la qualité de vie que ce dernier peut lui garantir. Ce constat est remarquablement similaire au « concept d'engagement » défini par le sociologue américain Howard Becker [102] . Le *concept d'engagement* d'Howard Becker explique, en gros, que l'individu socialement intégré dans son pays, et qui jouit pleinement de la plupart des droits ordinairement accordés à la

majorité des membres de la population, ne voit aucune raison de ne pas se soumettre aux lois et réglementations diverses qui lui sont imposées. Et il y a une réciproque dans le concept d'engagement sur laquelle Howard Becker insiste, disant que l'individu qui ne jouit pas de tous ces avantages n'a aucune raison logique de se soumettre pleinement à ses lois et réglementations (indépendamment des jugements d'ordres moraux et éthiques). Le contraire témoignerait d'une évidente irrationalité, ajoute Howard Becker [ou d'une répression policière particulièrement sévère ordonnée par un gouvernement autoritaire et despotique, N.D.A.].

Dans de nombreux pays, y compris certains considérés comme démocratiques, les *sources* et les *correspondants* , premiers collaborateurs de l'espionnage domestique, peuvent devenir de véritables agents des services secrets, inconscients et pourtant tout à fait volontaires, non soumis aux conditions de recrutement et d'existence qui ont été décrites en détail au chapitre précédent. Il est d'ailleurs difficile de trouver un nom pour cette sorte d'agents qui n'en sont pas, et qui ne sont pas des *sources* ni des *contacts* au sens auquel nous l'avons entendu jusqu'à présent. Tout d'abord, ces agents/sources le sont devenus volontairement et spontanément, sans qu'aucun recrutement ni aucune influence des services secrets n'aient eu lieu. Mais ils ont tout de même un profil commun, à la base : ils se sont fortement engagés idéologiquement pour une cause, ou dans un « patriotisme extrémiste ». En raison de cet engagement, et de l'adhésion à un groupe, simultanément, ils ont été repérés grâce au « maillage » de l'espionnage domestique, lequel surveille particulièrement les émergences et activités de tout rassemblement politique/idéologique, religieux… Après ce *repérage* , suivi d'une observation/évaluation, une communauté du renseignement moderne choisit entre trois options :

1. continuer à observer le rassemblement afin de savoir s'il va s'éteindre rapidement comme un feu de paille (cas le plus fréquent), ou s'il a un leader possédant le charisme et la détermination nécessaires pour le faire durer et, éventuellement, se développer ;

2. aider discrètement le rassemblement s'il peut servir les objectifs courants de l'action *influence domestique* (ou de contre-influence) ;

3. nuire discrètement au rassemblement, dans le cas où il est lui-même susceptible de nuire aux objectifs courants de l'intelligence domestique.

La communauté du renseignement, et les services secrets plus particulièrement, peuvent aider un rassemblement pour deux possibles raisons :

a. les objectifs de ce rassemblement sont « positifs » et en phase avec ceux des services secrets (action de *propagande blanche*), et celui-ci peut être manipulé ;

b. les objectifs de ce rassemblement sont « négatifs », mais peuvent aider les services secrets à atteindre des objectifs qui peuvent être : une action de *propagande noire* visant à discréditer une idéologie ou un courant d'idées similaires dans le pays, ou à attirer des individus pour l'instant isolés, et donc difficiles à repérer et identifier, que l'on souhaite connaître et contrôler parce que leurs opinions sont jugées *dangereuses* .

Voici un exemple fictif correspondant au cas 2a :

Un groupe d'étudiants, animé par le parent de l'un de ceux-ci, veut sensibiliser les autres étudiants, restés passifs jusque-là, au problème des jeunes qui se prostituent pour payer leurs frais d'études et de logement. L'action du groupe est consistante et persistante dans le temps, en grande partie grâce à la détermination de son leader, un adulte. Les services secrets ont justement, dans leurs priorités du moment, une mission de lancement d'une action de propagande blanche visant à préparer l'opinion publique (*sensibilisation*) à une prochaine proposition de loi visant à sanctionner lourdement l'encouragement à la prostitution chez les jeunes. Les services secrets vont donc discrètement aider ce groupe, en demandant à quelques-uns de leurs *contacts* réguliers

qui sont journalistes d’aller à sa rencontre, puis de lui consacrer un large espace médiatique (auparavant, très certainement, les services secrets auront cherché à repérer un de ces jeunes militants qui ait assez de charisme pour prendre la place du parent d’élève, initiateur du mouvement, parce que cela aura plus d’impact auprès de l’opinion publique).

Cette première action médiatique sera reprise par les médias *en ligne* (journaux, *blogs* , *forums* , réseaux sociaux) qui feront ainsi *caisse de résonnance* [103] , afin que d’autres gens, dans tout le territoire, viennent grossir ce qui devra ultérieurement devenir un petit mouvement national.

Après quoi, un groupe de députés ou de sénateurs déclarera officiellement, par la voix des médias, être touché par l’appel du public pour des sanctions contre l’incitation passive ou active à la prostitution des jeunes étudiant(e)s, et présentera le projet de loi qui avait déjà été préparé depuis plusieurs mois.

Voici maintenant un exemple fictif inspiré d’un fait qui s’est réellement produit, correspondant à la première possibilité du cas 2b :

Un groupe d’étudiants se réclamant de l’idéologie libertarienne [104] fait du prosélytisme dans une université. L’action du groupe est consistante et persistante dans le temps, en grande partie grâce à la détermination de son leader, un étudiant. Les services secrets vont longuement observer le groupe, et même l’étudier, prendre ses membres en photo et les filmer, et surtout, repérer parmi eux ceux qui sont les plus virulents et/ou les plus influents. Durant ce travail d’investigation, ils vont également chercher à savoir qui sont les personnalités politiques actuelles qui, selon eux, ont des opinions ou un programme politique qui se rapprochent le plus des leurs. Car cet exemple se produisant dans un pays ou l’idéologie dominante est à gauche du spectre des idées politiques, les services secrets connaissent *déjà* la personnalité qu’ils veulent entendre nommer par l’un de ces jeunes ; il s’agit du leader d’un parti prônant un libéralisme inspiré par le philosophe John Locke, ainsi qu’une réduction globale de diverses taxes et charges sociales.

Lorsque ces préliminaires à l’action de *propagande noire* sont achevés, un *contact* des services secrets, qui est responsable d’une

émission télévisée ayant pour thème les grands faits d'actualité, est briefé sur le groupe de jeunes libertariens. Les services secrets fournissent à ce contact des informations et des recommandations précises.

Le contact envoie ensuite un cameraman et un journaliste reporter à la rencontre du groupe. Le groupe est filmé durant une de ses manifestations, et beaucoup de ses membres sont interviewés. Le groupe se montre naturellement ravi d'attirer l'attention des médias télévisés, et il est, bien sûr, particulièrement enthousiaste. Après quoi, certaines prises de vues et interviews sont sélectionnées durant le montage de ce qui sera présenté comme *le reportage* , avec une introduction, un développement, et une conclusion. La voix *off* du reportage est choisie grave, dramatique, avec une pointe de cynisme au moment de commenter certaines images plus frappantes que d'autres. Les séquences montrant la manifestation du groupe insistent sur les militants les plus agressifs, et sur d'autres qui ne s'y trouvent pas à leur avantage (l'un d'eux à une canette de bière à la main, et semble bien éméché ; un autre porte un tee-shirt noir à l'emblème de la tête de mort des pirates). Ce sont les interviews des militants les plus maladroits, et une autre lors de laquelle le nom du leader du parti libéral est cité, qui sont sélectionnées.

Le reportage est diffusé une semaine plus tard, à son heure habituelle de programmation sur une grande chaîne nationale ; c'est-à-dire à une heure de grande écoute. Il montre une image bien peu flatteuse du petit groupe, présenté comme la manifestation visible d'une inquiétante tendance qui apparaît dans quelques grandes villes du pays depuis quelque temps. Le leader du parti libéral y est associé, grâce à l'interview d'un des jeunes libertariens qui cite son nom.

Cet amalgame astucieusement fabriqué est repris par quelques quotidiens et hebdomadaires imprimés, et sur l'Internet (journaux, *blogs* , *forums* , réseaux sociaux), lesquels font *caisse de résonnance* et alarment ainsi l'opinion publique à propos d'un « mouvement idéologique absurde inspiré par le leader du parti libéral ». Ce dernier est ainsi discrédité pour quelque temps, et plus encore le groupe de jeunes libertariens qui se dissout aussitôt de lui-

même. Certains services secrets nomment ce genre d'opérations une *diabolisation* (c.-à-d. faire percevoir un individu ou un groupe d'individus, une entreprise ou tout un pays, comme un « diable » par l'opinion publique ; *connotation négative*).

Enfin, voici un exemple fictif inspiré d'un fait qui s'est réellement produit, correspondant à la seconde possibilité du cas 2b :

Nous partons du même cas de ce groupe de jeunes libertariens, mais, cette fois, les services secrets ont donné pour instruction qu'il soit présenté de manière *neutre* dans la même émission télévisée. Cette couverture médiatique a valu au groupe la venue spontanée de nouveaux membres depuis tout le territoire. Parmi ces nouveaux venus, il y a eu deux agents des services secrets dirigés par un officier traitant, lesquels se sont anonymement fondus dans la masse de cet afflux.

L'un excelle dans la réalisation de sites Web, et il a spontanément proposé au groupe politique ses services à titre gracieux, au nom de son engagement et de sa solidarité avec les idées de jeunes libertariens. Sa mission pour les services secrets sera d'aider la communication du groupe, mais aussi de subtilement l'orienter. C'est pourquoi il propose la création d'un *forum en ligne* , dont le but sera d'attirer et d'accueillir autant de sympathisants que possible.

L'autre est responsable d'une petite maison d'édition qui s'est fait connaître pour son engagement politique à droite du spectre politique, même si quelques-uns de ses clients lui reprochent tout de même de ne toujours pas avoir fait traduire dans la langue du pays, et éditer, des ouvrages considérés comme des fondamentaux dans les pays où les idées de droite sont dominantes. Et pour cause, puisqu'il est manipulé ou sous le contrôle de spécialistes des services secrets chargés de la contre-influence [105] . Jusqu'à présent, ce responsable l'a toujours justifié en arguant du coût de la traduction d'un livre, très élevé, en sus des frais d'impression, de promotion et de diffusions que les ventes ne parviendraient peut-être pas à couvrir. Cet éditeur, sur instruction de son contact auprès des services secrets, propose au leader du groupe de jeunes libertariens de publier sa vision pour le pays et son programme politique, ce qui fera se matérialiser son existence. Les services secrets ont prévu que ce livre, une fois imprimé, sera vendu dans quelques librairies

connues pour leur engagement politique *à droite* , et plutôt à l'*extrême droite* du spectre politique [106] , même si les libertariens n'ont rien à voir avec les nationaux-socialistes et les fascistes. Car il est prévu que cet amalgame permettra de *diaboliser* le groupe libertarien, et ainsi de stopper son expansion si jamais elle venait à se produire.

L'ensemble des actions que nous venons de présenter participe d'un type d'opérations d'espionnage domestique que les services secrets, qui en sont ordinairement chargés, nomment un « noyautage » (infiltration d'un petit groupe politique naissant par un ou plusieurs agents des services secrets afin de le contrôler, de l'*intoxiquer* avec de fausses informations présentées comme « secrètes », ou, plus simplement, de surveiller ses activités). La suite de cette opération consistera à conférer au groupe libertarien, une fois que son contrôle sera parfaitement maîtrisé, une « autorité nationale reconnue » de la pensée libertarienne, et ainsi ne pas laisser cette place libre à d'éventuels services secrets étrangers qui pourraient en faire une promotion consistante et bien réelle pour servir leurs propres besoins (ni même à d'authentiques militants libres de toute influence).

Peu à peu, et par la suite, les membres sincères du groupe seront manipulés dans le but d'en faire des militants « modérés », et, éventuellement, d'autres *contacts* , *correspondants* ou agents viendront y occuper des positions dominantes, pour paralyser son action et juguler sa propagande.

Ces trois derniers exemples d'opérations de création de *groupes d'influence* , ou de *noyautage* de ceux qui sont nés spontanément sans intervention extérieure, entrent dans le cadre de la mission d'intelligence domestique courante de nombreux services secrets depuis maintenant deux cents ans, environ. La Russie, qui en est historiquement un adepte régulier, l'a même étendue à la religion dominante de sa population, l'Église orthodoxe, depuis très longtemps [107] .

D'une manière générale, la surveillance étroite des religions et des lieux de culte est fréquemment pratiquée dans de nombreux pays, ce qui implique la participation active de sources, contacts et agents spécialisés. On le devine aisément, certaines religions, leurs

groupes d'adeptes et lieux de culte sont plus étroitement surveillés dans certains pays [108] ; faisons un petit aparté à ce chapitre pour rappeler pourquoi :

La relation entre la religion et la politique est historiquement forte et étroite ; et il est courant que des prêtres, pasteurs, imams, rabbins et autres usent de leur position privilégiée pour diffuser des idées et défendre des opinions qui contredisent le courant politique/idéologique choisi par l'élite politique du pays.

À l'inverse, certaines religions jouent un rôle de *support* , voire de véritable pilier du courant politique/idéologique de certains pays. Celles-ci sont parfois utilisées par des services secrets dans le cadre de missions d'*influence des masses* dans des pays qu'ils souhaitent conquérir, ou dans lesquels ils souhaitent installer un puissant *lobby* (cet usage de la religion à des fins de conquêtes territoriales est vieux comme le monde, et les exemples historiques qui pourraient être cités ici sont innombrables ; le lecteur en a appris quelques-uns à l'école) ;

Les services secrets utilisent fréquemment, et depuis fort longtemps, des agents se présentant comme des prêtres, pasteurs, imams et autres dans des pays étrangers, parce qu'ils font, sous cette couverture, d'excellents espions et *agents d'influence* [109] .

D'une manière générale, dans les pays où l'intelligence domestique est anormalement importante, les services secrets recrutent massivement contacts, correspondants, agents et *personnels sous couvertures* dans le but d'avoir un regard quasi permanent sur tout ce qui est susceptible de favoriser, d'abriter, et d'une manière générale d'aider d'éventuelles activités d'espionnage de toutes sortes. Ces pays se présentent alors, au regard de l'observateur averti, comme de véritables États policiers dont les citoyens ont quasiment tous les mêmes opinions, et sont tous des petits mouchards en puissance. Typiquement, les cadres des services secrets de ces pays se sont laissés emporter dans une spirale infernale de l'« espionite », et cherchent à faire de la nation un « État garnison » dont chaque représentant doit se percevoir comme *un assiégé* . Mais un second examen révèle fréquemment, dans des cas de ce genre, que cet état d'esprit est délibérément créé de toutes pièces pour canaliser les griefs et les

mécontentements de la population vers un pays étranger, présenté comme « l'agresseur puissant et sournois, cause de tous les maux du pays ». Cette astuce d'influence domestique, dite du « bouc émissaire », permet de préserver l'autorité et le crédit de l'élite dirigeante du pays, et de maintenir un semblant de cohésion sociale stimulée par une forte revendication identitaire de façade ; le temps au moins de trouver d'autres solutions.

Cependant, le recours à de telles techniques d'intelligence domestique ne conduit la population, dans les faits, qu'à un état collectif de crainte et de paranoïa qui, à son tour, paralyse l'initiative en toutes choses, et place ainsi le pays dans une situation de régression sociale et de récession économique. Lorsque cela arrive, les sources et les contacts des services secrets sont plus fréquemment sollicités, et deviennent peu à peu de véritables *agents* officieusement et arbitrairement investis de pouvoirs sur le reste de la population — pouvoirs arbitraires aux motifs fluctuants qui ne sont justifiés par aucun décret ni aucune loi recevable. En marge des lois et décrets officiels apparaît alors une « loi de l'implicite » que tout le monde est « censé connaître », mais que personne ne peut contester ni remettre en question, *puisqu'elle n'existe pas* .

LA MANIPULATION DES INDIVIDUS.

Nous avons déjà largement vu, arrivés à ce chapitre, comment les services secrets manipulent leurs propres ressources humaines — puisque, d'une manière générale dans presque tous les pays, et à la fin de pouvoir nier à tout moment leur implication dans une action clandestine accidentellement exposée à la connaissance de l'opinion publique, ils ne sollicitent jamais personne clairement et en leur nom ou en celui de l'État, même verbalement. C'est pourquoi ce chapitre ne traite que de la manipulation d'individus « ordinaires » par les services secrets, c'est-à-dire de gens qui n'ont jamais consciemment eu quelque relation que ce soit avec eux, et qui ne sont pas appelés à devenir des agents.

Précisons également que toutes les méthodes possibles de manipulation ne pourraient être présentées et expliquées dans un chapitre de livre [110] . Passées quelques règles et méthodes de base, la manipulation d'un individu procède d'une infinie variété de facteurs, caractéristiques et besoins ; c'est selon l'intelligence, croyance, milieu culturel et social, et profil psychologique de celui qui doit être manipulé. À cela il faut ajouter le contexte dans lequel la manipulation doit prendre place, puis les moyens techniques et humains qui peuvent être mis en œuvre pour ce faire.

La manipulation est l'un des tout premiers enseignements que reçoit la jeune recrue des services secrets, enseignement informel dispensé *sur le terrain* par la démonstration pratique, qui n'est soutenu par aucun complément théorique écrit, comme presque tous les autres. À l'occasion d'un trajet effectué dans une rame de métro, par exemple, on montre à la recrue que le fait de bâiller provoque aussitôt le bâillement d'autres voyageurs. La recrue s'émerveille de ce qui vient de lui être présenté comme « un truc amusant et curieux », et brûle alors d'en apprendre d'autres. En fait, elle aussi est en train d'être manipulée, mais cela, on ne le lui expliquera pas,

puisque les services secrets veillent toujours à conserver une bonne longueur d'avance sur ses employés, à quelques inévitables exceptions près.

Les agents des services secrets ne manipulent donc pas scientifiquement, mais en usant d'une palette de ce qu'ils perçoivent comme des « trucs et des astuces » qui viennent compléter ce que la vie normale leur a déjà appris.

Les officiers-traitants, eux, ont souvent (mais pas toujours) reçu un enseignement plus complet, supporté par une présentation théorique scientifique sommaire qui porte sur les vulnérabilités psychologiques de l'être humain ; quelques-uns savent qui sont Stanley Milgram, Jean Rivolier, Henri Laborit, Gustave Le Bon et d'autres. Rares sont ceux qui sont allés jusqu'à se documenter sur la *théorie des jeux* , mais ils en ont appris quelques notions sans le savoir, de manière empirique [111] . Et lorsque celui qu'un officier traitant pleinement formé tente de manipuler se montre déroutant ou peu réceptif, ce dernier s'adresse alors à ses collègues les psychiatres, ou aux avocats. Car il est de la plus haute importance pour le manipulateur de garder à l'esprit que la manipulation est une tromperie de l'entendement humain. Ensuite, il doit savoir que cette tromperie peut impliquer des conséquences susceptibles de varier grandement d'un individu à un autre ; cela dépend d'une large variété de facteurs, depuis l'origine culturelle à l'éducation, en passant par le vécu et les traumatismes. De deux individus trompés exactement de la même manière, l'un prendra le parti d'en rire, l'autre mettra fin à ses jours ; voilà la règle de base que doivent garder à l'esprit tous ces manipulateurs.

Lorsque les services secrets sont les auteurs d'une manipulation, il s'agit bien plus souvent d'une tromperie purement « intellectuelle » que franchement criminelle et intéressée, même si ses conséquences pour celui qui en est la victime peuvent être graves, voire dramatiques. Car la manipulation d'un individu par les services secrets, typiquement, ne vise qu'à altérer la perception que celui-ci peut avoir d'une chose, d'un événement, d'une attitude, d'un mot ou d'une phrase ; c'est pourquoi la maîtrise des sophismes, base de la formulation des *visées formelles* , est une discipline importante des services secrets. Le but de la manipulation est d'inciter celui qui en

est la victime à agir selon le but recherché de son auteur (par la suggestion et l'implicite, toujours). Les buts de la manipulation par un service secret peuvent être nombreux ; cependant, on en trouve deux qui reviennent constamment :

1. faire croire à l'autre que l'on est ce que l'on n'est pas en réalité, et l'inverse ;

2. faire faire à l'autre ce qu'il ne ferait pas si on ne le trompait pas.

En effet, tous les employés, et tous les agents de tous les services secrets du monde, passent leurs vies entières, heure après heure et jour après jour à s'efforcer de faire croire qu'ils n'ont rien à voir avec les services secrets ; c'est une première manipulation qu'ils dirigent contre chaque personne qu'ils sont amenés à rencontrer, et dont les effets peuvent être nuls à considérables selon les circonstances et les individus ciblés.

Presque tous les employés, et tous les agents de tous les services secrets du monde sont régulièrement amenés à influencer les choix d'au moins un individu, sans que celui-ci ne puisse s'en apercevoir. Ce qui, remarquablement, nous ramène au premier des deux buts qui viennent d'être présentés, puisque dès lors que cet individu se trouve incapable de réaliser qu'il a été influencé dans son choix, il ne peut donc pas reconnaître l'auteur de cette influence.

Tous les individus sont vulnérables à la manipulation, y compris les plus intelligents d'entre nous, y compris les esprits les plus rodés aux techniques de manipulation [112] . La première vulnérabilité qu'attaquent, typiquement, les services secrets chez l'individu qu'ils veulent manipuler est l'*action* . L'Homme (présenté ici en tant que race animale) est doté de ce que les scientifiques appellent un *système nerveux central* , c'est-à-dire l'ensemble comprenant le cerveau et la moelle épinière. Et, au gré de l'évolution de l'Homme, depuis le primate à l'*homo sapiens* , ce système nerveux central s'est développé pour devenir de plus en plus complexe, pour *agir* , en actions physiques tout d'abord : *se nourrir* et être capable de faire se déplacer l'enveloppe corporelle qu'il commande pour trouver

cette nourriture dont il a besoin pour maintenir son organisme en vie, pour *se défendre contre les agressions* et ainsi survivre individuellement, puis pour *copuler afin de préserver son espèce* . Toutes ces *actions* ne sont pas le fait de *réflexions logiques* , mais de *pulsions* , ce qu'il est important de garder à l'esprit puisque l'immense majorité des êtres humains maîtrise assez mal ses pulsions (cela veut bien dire qu'il existe des exceptions ; nous y reviendrons).

La bonne connaissance des faits élémentaires qui viennent d'être présentés est déjà suffisante pour savoir comment manipuler l'Homme, en utilisant quels « leviers » et quels moyens correspondants.

Voici un exemple simple le démontrant.

Puisque l'Homme a besoin de se nourrir, et qu'il va nécessairement devoir *agir* pour satisfaire ce besoin — avec d'autant plus de vivacité et d'impulsivité que son organisme aura besoin de cette nourriture —, il est possible d'inclure dans l'*action* qui lui sera nécessaire pour satisfaire ce besoin élémentaire une *étape intermédiaire* qui participera de sa *manipulation* . Nous voici à nouveau en plein schéma *pavlovien* . À partir de là, le *manipulateur* devra définir ce que doit être cette étape intermédiaire en fonction du contexte dans lequel la manipulation doit prendre place, et, bien sûr, de ce qu'il en attend. Par exemple, l'étape intermédiaire peut être le besoin de se procurer de l'argent pour acquérir cette nourriture. Or, si le manipulateur a quelques puissantes complicités, il aura pu priver d'argent celui qui en a besoin pour manger, afin de pouvoir intervenir auprès de ce dernier pour lui offrir cet argent en échange d'un service, certes simple, mais compromettant (clairement ou pas, peu importe).

Si l'individu qui a besoin de cette nourriture accepte de passer par cette *étape intermédiaire* pour l'obtenir — et il acceptera, car, sinon, il sait qu'il mourra — il aura alors été manipulé, doublement même s'il n'a pas été informé que l'étape intermédiaire dont il a dû s'affranchir s'avérera être compromettante, et servira un chantage (il a dû livrer un paquet dont le contenu est de nature illégale).

À ce stade de ce chapitre, nous n'avons fait que présenter les *pulsions* du cerveau de l'Homme. Or ce cerveau-là est également

capable de développer d’autres besoins plus complexes, « accessoires ». De plus, en raison même de sa complexité, le cerveau humain est sujet à des anomalies de fonctionnement plus ou moins importantes que les psychiatres nomment « dépendances », « névroses », « troubles », « perversions », « manies », lesquels sont hautement susceptibles d’être utilisés comme *leviers* d’une manipulation.

Voici maintenant un exemple encore plus simple de manipulation, qui n’exploite pas l’une des pulsions (innées) de l’Homme, mais son conditionnement lorsqu’il était enfant (acquis), et que le lecteur pourra facilement expérimenter lui-même.

Sortez des toilettes d’un restaurant en ayant laissé le robinet d’un des lavabos grand ouvert. La prochaine personne qui entrera dans ces toilettes prendra certainement la peine de le refermer, même si elle a pourtant utilisé un autre lavabo. Cette expérience fonctionnera dans de nombreux autres cas, tels que portes de placards laissées grandes ouvertes, portefeuille vide intentionnellement abandonné sur un trottoir, etc. Ce « coup du portefeuille » permettra d’adresser un message ou une menace à celui qui le ramassera, s’il est su qu’il empruntera ce chemin ; impossible alors pour ce dernier de prétendre que ce message lui était personnellement adressé !

Les services secrets américains ont grossièrement englobé tous les *leviers* permettant de manipuler un individu dans quatre grandes catégories génériques, que leurs officiers-traitants (*case officers*) apprennent sous la forme mnémotechnique de l’acronyme MICE (*souris* , en français), qui veut dire :

M *oney* (argent)

I *deology* (idéologie)

C *onstraint* (contrainte, c’est-à-dire le chantage ou la menace)

E *go* (ego, c’est-à-dire l’amour propre, l’estime de soi, la vanité)

Au moment de se demander comment ils vont pouvoir manipuler un individu qui les intéresse, les services secrets américains placent côte à côte, mentalement ou par écrit sur un tableau, un profil aussi complet que possible de celui-ci, et les quatre lettres de cet

acronyme (ces employés et *case officers* cessent de se donner toute cette peine, l'expérience venant).

Il ne faut pas déduire de la présence de l'argument *money* que les services secrets américains se contentent parfois de payer pour obtenir ce qu'ils attendent d'un individu ; ce *levier* ne doit être compris ici que comme *appât du gain* , car la réalité sera fort différente de ce qu'espère le manipulé, ultimement.

Nous l'avons déjà vu à propos de l'agent dont les services secrets font tout ce qu'ils peuvent pour ne jamais le payer. De même que la police qui rémunère ses *indics* en argent (liquide ou pas) est une légende bien entretenue devant cacher la pénible réalité d'un chantage à la peine de prison (il y a des exceptions, mais celles-ci sont extrêmement rares [113]). Seuls les « chasseurs de primes » sont rémunérés en échange d'un travail qui s'apparente à du mercenariat, et encore, dans les quelques rares pays où cela se pratique. Les cas de services secrets qui rémunèrent un *transfuge* [114] ou un informateur sont de très rares exceptions (moins d'un cas sur cent) qui ne servent qu'à tenter d'appâter d'autres possibles « candidats », et c'est bien pour cette raison qu'elles font toujours l'objet d'une certaine publicité chaque fois qu'elles se produisent.

Les services secrets manipulent donc couramment des individus, qui peuvent être des agents de services secrets ennemis, en usant de la promesse d'un gain financier qu'ils s'efforcent de faire durer aussi longtemps que possible, jusqu'à ce que le manipulé comprenne enfin qu'il ne sera jamais payé en échange du service qu'il a rendu ou de sa trahison. Les services secrets qui promettent un gain quelconque ne le font d'ailleurs jamais clairement, et s'arrangent plutôt pour que le manipulé, seul et de lui-même, en arrive à croire que sa récompense « ira de soi ».

La manipulation par l'usage de motifs idéologiques s'étend fréquemment sur une très longue durée ; durant toute la vie du manipulé, souvent. L'usage de ce levier est fréquemment accompagné d'un *recrutement sous un faux drapeau* , lorsque le manipulé sait qu'il agit pour le compte d'un service secret — mais le *faux drapeau* peut fort bien être, plus simplement, dans le cas de l'intelligence domestique en particulier, un agent des services

secrets qui se présente comme le cadre d'un parti politique ou d'un syndicat, comme prêtre…

La manipulation au motif idéologique réclame une évaluation préalable de celui qui doit être manipulé, laquelle peut être difficile à réaliser en raison de la grande diversité des *vrais* motifs, plus profonds, sur lesquels a pris naissance l'alibi de la revendication idéologique — c'est la perception du motif idéologique qu'ont les psychiatres de presque tous les services secrets. Car l'engagement idéologique cache toujours une motivation plus personnelle, mais pas toujours pleinement consciente cependant, qui peut provenir d'un traumatisme généralement ancien. Il peut s'agir d'une déception personnelle que la personne refuse d'admettre parce qu'elle ne pourrait être perçue comme « noble » ou légitime, d'un besoin de revanche suite à une profonde vexation ou à une tromperie. Parfois, il s'agit simplement d'une déception amoureuse ; un incident auquel une idéologie ou une croyance peut être est associée. Très souvent, il s'agit d'une longue série d'échecs divers ayant donné lieu à une déchéance personnelle. Cela a peu à peu conduit la personne à renoncer à croire en elle-même, pour croire à la place en un idéal perçu comme valorisant, et réunissant d'autres individus. Il s'agit d'un substitut de son ego. Typiquement, cette dernière catégorie d'idéologues demeure insensible aux critiques qui peuvent lui être personnellement adressées, tandis qu'ils sont très sensible à celles qui sont adressées contre son idéologie et/ou contre ses partisans qu'ils perçoivent collectivement comme une « famille ». Enfin, il vaut de citer le syndrome dit « des 40 ans », qui est la déception que peut ressentir un individu, toujours vers cet âge, de ne pas avoir eu la promotion qu'il estimait mériter, et de voir d'autres employés pourtant plus jeunes que lui l'obtenir. Cette dernière catégorie d'individus est généralement très vulnérable à la corruption ; les services secrets le savent bien, et ils en tiennent compte lorsqu'ils s'intéressent, par exemple, à un employé d'une grande entreprise.

La manipulation au motif idéologique est plus aisée lorsque l'idéologie de celui qui doit être manipulé se situe à une extrémité du spectre politique ou religieux.

La manipulation par la contrainte, ou chantage, est la plus fréquente ; ses modalités ont largement été expliquées aux chapitres précédents.

La manipulation par l'ego, c'est-à-dire par la flatterie, est courante est aisée. Par exemple, il est possible de manipuler un journaliste en lui offrant la possibilité de traduire et publier ses articles dans un journal ou un magazine prestigieux, ou en lui offrant de s'exprimer sur une chaîne de télévision, ou encore en lui offrant de publier son livre. Mais les services secrets jugent peu fiable la manipulation par le levier de l'ego, parce qu'un autre manipulateur peut facilement surenchérir et s'approprier à son tour et pour son seul profit les services du manipulé. C'est pourquoi le recours à l'ego est toujours suivi d'une seconde manipulation usant d'un autre levier.

Les quatre leviers de la manipulation proposés par les services secrets américains ne couvrent cependant pas toutes les possibilités, car d'autres encore se sont avérées très efficaces, ainsi que nous le verrons à la lecture des exemples de manipulation qui suivent.

Voici un cas, authentique, de manipulation d'un agent par un service de contre-espionnage qui l'employait depuis plusieurs années, mais qui avait décidé de se débarrasser de lui ; nous appellerons cet agent, « Pierre », afin de préserver son anonymat, et nous ne nommerons pas non plus le service secret qui l'employait.

Pierre a commencé sa carrière dans une unité de forces spéciales de l'armée de son pays, puis il a été recruté, au bout de quelques années, par le service de contre-espionnage. Là, son travail consistait, pour l'essentiel, à effectuer des enquêtes et des vérifications de routine concernant diverses personnalités. Il effectuait ce travail « sur le terrain » et sous des couvertures diverses, et non depuis un bureau. Durant la période de ses débuts, par exemple, le service de contre-espionnage *plaçait* Pierre comme chauffeur/garde du corps de dirigeants de grandes entreprises ; ce qui lui offrait une position privilégiée pour surveiller en permanence tous leurs agissements, déplacements et rendez-vous en dehors de leurs bureaux.

Quelques années plus tard, on a confié à Pierre une mission de désinformation essentiellement dirigée contre les services secrets d'un pays ennemi, sous couvert d'une activité de recrutement pour les services secrets de son pays dont, toujours à cette époque, il ne dépendait pas puisqu'il travaillait toujours pour le service de contre-espionnage détaché de ces derniers.

C'est durant cette dernière mission que s'est produit un incident que d'aucuns appelleraient sans doute un « cafouillage ». On avait demandé à Pierre de tenter de compromettre un individu soupçonné d'être un agent des services secrets d'un pays ennemi qui cherchait à se faire recruter par la communauté du renseignement. Nous appellerons ce suspect, « Paul ». Dans le cadre de cette mission, le service de contre-espionnage a fourni à Pierre un dossier très complet sur Paul, ainsi qu'un compte rendu quotidien de ses communications (téléphone, Internet) et déplacements. Pierre a ensuite *ouvert un contact* [115] avec Paul, directement et sans procéder à une tromperie quelconque. Et il s'est présenté à lui comme un recruteur des services secrets, explicitement. Mais Paul n'a pas réagi comme le souhaitait Pierre ; il n'a pas jugé ce dernier crédible, ainsi que les conversations qu'il a eues chez lui avec son épouse l'ont indiqué, puisque son appartement était *sonorisé* . Pierre ne s'est pas découragé, bien évidemment, et il est allé plus loin pour prouver à Paul qu'il n'était pas un plaisantin.

Tout d'abord, Pierre a organisé un rendez-vous dans la capitale pour présenter Paul à l'ex-directeur de son service de contre-espionnage. Ensuite, il a invité Paul chez lui à dîner, puis, le repas terminé, il lui a démontré qu'il pouvait obtenir des informations confidentielles sur n'importe qui dans le pays ; Paul n'avait qu'à donner un nom.

À partir de ce dernier évènement, Paul a été d'accord pour revoir Pierre régulièrement, mais il est demeuré méfiant, ce que Pierre a manifestement manqué de voir, ou a interprété autrement ; les *écoutes* et *sonorisation* n'ont pas permis de clairement l'établir.

Puis, Pierre a spontanément proposé à Paul de lui faire rencontrer deux autres personnalités : un officier de l'armée en charge des relations avec un pays étranger, et un présentateur de télévision très connu. Contre toute attente, Paul, au lieu de manifester

l’enthousiasme qu’espérait Pierre, a trouvé qu’il y avait « quelque chose qui n’allait pas » dans tout ce que ce dernier lui disait et lui proposait, et c’est pourquoi il a décliné ces dernières offres.

Pierre a alors eu peur de voir son espion étranger lui filer entre les doigts, et d’être sanctionné pour cela par ses supérieurs. C’est pourquoi il a tenté quelque chose de plus audacieux, mais de bien maladroit aussi compte tenu de l’attitude de méfiance renouvelée de Paul.

Un soir, à l’occasion d’un nouveau dîner, Pierre a proposé à Paul de lui échanger le fichier nominatif et biographique complet de tous les membres de la puissante société secrète du pays, « contre quelque chose qui pourrait avoir une valeur similaire ». Paul, décontenancé par cette offre invraisemblable, n’a rien répondu : certainement parce qu’il ne savait réellement pas quoi répondre. Pierre s’est alors emporté, et a aussitôt cherché à intimider Paul en lui montrant une liste de tous les sites Internet qu’il avait visités durant la semaine passée, et de toutes les conversations téléphoniques qu’il avait eues durant le même temps. Puis il a ajouté qu’il était suspecté d’être un espion à la solde du principal ennemi du pays, et que, conséquemment, il devait maintenant faire ce que « les services secrets » lui demanderaient s’il ne veut pas avoir « de graves ennuis ». Pierre avait tenté ainsi un *recrutement hostile* de Paul, ce qui devait faire de lui l’officier traitant de ce dernier, même s’il n’est lui-même qu’un agent.

Le choc psychologique espéré eut bien lieu ; la suite de cette soirée tourna au drame. L’épouse de Paul, qui était présente ce soir-là, paniqua et se mit à pleurer. Paul, tout d’abord abasourdi, s’est mis en colère de voir son épouse être terrorisée ainsi ; puis, contre toute attente, il a pris la chose de haut et est ressorti de chez Pierre en claquant la porte. C’est ainsi que le *contact* entre Pierre et Paul fut *fermé* , mais à l’initiative de ce dernier et au grand désarroi du premier.

Les supérieurs de Pierre voyant combien celui-ci s’était avancé, et combien il s’était compromis, par son attitude, avec un individu qui n’était pas censé avoir connaissance de tout ce qu’il avait vu et entendu, en présence de son épouse de surcroît (un témoin, donc), prirent peur que Paul puisse en faire des révélations aussi

fracassantes que désastreuses. De plus, la preuve ayant été démontrée que Paul était un individu qui ne se laissait pas facilement intimider, tenter d'aller plus loin dans l'espoir qu'il garde tout pour lui pouvait fort bien faire s'aggraver la situation au lieu de l'étouffer.

Pierre comprit finalement son erreur ; il téléphona dès le lendemain à Paul, comme si rien ne s'était passé, sans faire la moindre allusion au malentendu de la veille, et donc sans présenter d'excuses ni à ce dernier, ni à son épouse qui avait effectivement été traumatisée (un agent des services secrets ne doit jamais s'excuser, sauf pour une petite bourde et comme une politesse de pure forme ; c'est une règle). Cette tentative, à nouveau bien maladroite, fut accueillie avec la froideur que n'importe qui pourrait imaginer.

Aussitôt après cela, les supérieurs de Pierre lui ordonnèrent de ne plus tenter de reprendre contact avec Paul [116] .

À ce stade de ce petit récit, nous avons pu voir une tentative de manipulation, puis de recrutement hostile, qui ont toutes deux lamentablement échoué, non pas parce que l'agent qui en fut chargé avait mal étudié le dossier de sa *cible* , mais tout simplement parce qu'il s'était comporté de manière grossière. Cette manipulation avortée donna aussitôt lieu à une autre, réussie cette fois, qui surprendra certainement le lecteur non initié.

Quelques semaines plus tard, le service de contre-espionnage confia une autre mission à Pierre, comme si la lourde faute qu'il venait de commettre avec Paul avait été oubliée et pardonnée. Il s'agissait, encore, de tenter de compromettre un individu : cette fois un officier du *renseignement militaire* [117] décrit comme un suspect qui cherchait à vendre des secrets à quiconque se montrerait assez sérieux pour prétendre les acheter.

C'est avec la même hardiesse et la même promptitude que Pierre *ouvrit le contact* avec cet officier, puis lui proposa, tout aussi rapidement, de le mettre en relation avec l'« un de ses amis » décrit comme un diplomate étranger. Précisons que le pays de ce diplomate était officiellement *hostile* , mais pas du tout en réalité pour quelques raisons diplomatiques assez compliquées.

On pourrait dire que cette tentative de manipulation d'un officier du renseignement fut un *remake* de celle de Paul. Son issue fut

différente, cependant, puisque, le jour même où Pierre proposa très directement — toujours chez lui, mais à l'occasion d'un déjeuner cette fois — à cet officier de servir d'intermédiaire dans le cadre d'un achat de secrets d'État, ce dernier se rendit aussitôt après dans la première gendarmerie qu'il trouva, pour y rapporter qu'il venait d'être approché par un espion étranger qui voulait lui acheter des informations classifiées.

Pierre fut interpellé par la gendarmerie quelques heures plus tard, à la nuit tombante, puis fut remis au service du contre-espionnage qui l'employait depuis plusieurs années. Là, à la grande surprise de Pierre, on procéda normalement à son interrogatoire, et aucun de ses supérieurs ne se manifesta pour dissiper ce qu'il prit pour un *quiproquo* . L'enquête établit que le diplomate étranger dont Pierre s'était présenté comme le « contact », alors qu'il ne l'avait jamais rencontré, existait bel et bien.

Pierre fut accusé d'*intelligence au profit d'une puissance étrangère* et de tentative de corruption de fonctionnaire, plus d'autres accusations « accessoires ». La presse fut informée de l'affaire par le même service de contre-espionnage, à laquelle on décrivit Pierre comme un « hurluberlu » et un « personnage à la personnalité immature ». Il fut même précisé que Pierre racontait pour sa défense qu'il était un agent du contre-espionnage en mission pour son pays, et que, se prenant au jeu de ses fantasmes, il s'était finalement laissé embarquer dans une véritable histoire d'espionnage qui avait mal tourné, en raison du fait qu'il n'était pas un véritable agent secret entraîné pour ce genre de travail. C'est à peu près en ces termes qu'un grand magazine d'information brossa le portait de « l'apprenti-espion » de cette affaire.

Pierre écopa de quatre vraies années de prison ferme, dont trois avec sursis, et sa carrière au contre-espionnage s'arrêta abruptement là.

Le service de contre-espionnage avait finalement résolu son problème avec Paul et son épouse, en désavouant et en discréditant son propre agent. Si Paul avait tenté de se plaindre que le service de contre-espionnage du pays avait injustement tenté de lui créer des ennuis, et avait espionné ses communications téléphoniques et

ses consultations Internet, on pouvait alors lui répondre que ce n'était, en réalité, que « l'œuvre d'un déséquilibré ».

Pierre, sincèrement passionné par son travail, avait fini par se prendre un peu trop au rôle qu'on lui avait donné, son point faible et *levier* qu'utilisa le service de contre-espionnage. On avait à nouveau donné un rôle de manipulateur à Pierre dans le seul but de le manipuler, une éventualité qu'il estimait n'avoir aucune raison de redouter.

Le lecteur a peut-être été surpris de remarquer que le sexe est absent de la liste des vulnérabilités dressée par les services secrets américains, alors qu'il est pourtant fréquemment utilisé par tous les services secrets. C'est parce que les services secrets considèrent aussi que l'on ne peut guère manipuler par cet unique moyen que les individus qui ne sont pas des espions entraînés. En effet, les services secrets s'efforcent de dissuader, par la méthode pavlovienne, toutes leurs recrues d'avoir des aventures sexuelles ou même purement sentimentales. Durant un recrutement d'agent ou d'employé des services secrets, la recrue est ponctuellement approchée par des agents hommes ou femmes qui ont reçu ordre de tenter de la séduire. Si la recrue répond favorablement à ces sollicitations, elle peut être « punie » de différentes manières qui peuvent aller d'un changement de comportement inattendu et brutal du « partenaire », à l'irruption soudaine d'un complice qui joue le rôle du conjoint ou du petit ami faisant un scandale. Ceci se répétera selon de nouveaux scénarios, et les punitions deviendront de plus en plus désagréables, jusqu'à ce que la recrue devienne inhibée en la présence d'une personne séduisante et d'une opportunité d'avoir des relations avec elle. Aucune justification, ni explication, ni préalable à ces épreuves ne lui est fourni, conformément à la règle de l'implicite, et à celle des expériences de Pavlov ; son refus de céder à une opportunité de nature sexuelle doit être un réflexe conditionné, et non une obéissance à une instruction.

Les services secrets ne renoncent cependant *jamais* à tenter d'approcher l'agent d'un service secret ennemi en usant de l'appât du sexe, parce qu'ils savent que celui-ci souffre souvent de sa solitude, d'une abstinence prolongée ou de relations avec son

conjoint légal qui se sont détériorées. Se croyant peut-être à l'abri de toute surveillance par ses chefs et par les services secrets du pays où il a été envoyé, il est donc susceptible de discrètement chercher quelque réconfort ou d'attendre une opportunité. Car, pour prévenir le danger d'une approche de l'un de leurs agents et employés présentée sous la forme d'une « rencontre fortuite et simplement amicale », les services secrets utilisent la même méthode d'entraînement que celle utilisée pour le sexe. L'agent ne doit avoir pour ami que son officier traitant (même si cette relation lui est désagréable), et l'employé ses collègues de travail.

La manipulation durable par le seul recours au sexe ou aux sentiments demeure rare. Presque toujours, lorsque celle-ci est employée, la maîtresse, l'amant ou l'ami envoyé par les services secrets doit ensuite introduire sa proie auprès d'une ou plusieurs autres personnes, lesquelles devront la *capturer* définitivement et fermement. La *maîtresse* aura « un frère » trafiquant de drogue, l'*amant* « une épouse » perverse narcissique ayant des relations influentes, l'*ami* d'autres « amis » qui seront des policiers… Souvent également, la maîtresse prétendra être enceinte ou le sera vraiment ; un chantage sur le thème de l'enfant prendra alors place, assorti d'une demande de pension alimentaire qui pourra, bien sûr, être payée d'une autre manière.

À court ou moyen terme, le *levier* du sexe peut s'avérer payant lorsqu'il est utilisé avec un individu non-initié ; c'est à l'issue de cette compromission qu'un service secret peut se contenter de ce qu'il a eu, ou poursuivre la manipulation par le recours à un levier plus efficace.

Un autre cas authentique de manipulation, de recrutement puis de compromission par le moyen de la seule amitié, fut rendu célèbre par l'auteur de romans d'espionnage John Le Carré, qui en fit le seul essai sur l'espionnage qu'il écrivît : il s'agit de l'affaire du colonel brigadier de l'Armée suisse, Jean Louis Jeanmaire, qui tomba dans ce piège d'un genre inhabituel, tendu par un agent du renseignement militaire soviétique en poste en Suisse sous couverture diplomatique [118] .

Terminons ce chapitre par quelques principes de manipulation, innocents au premier abord, mais que les services secrets utilisent couramment pour en faire des moyens hostiles ou des armes.

Lorsque deux personnes lient connaissance, elles se présentent, ainsi que la plus élémentaire des courtoisies le veut. Ces présentations s'étendent rapidement à divers aspects de la vie privée. L'agent des services secrets (recruteur ou chargé d'une autre tâche) s'efforce toujours de poser le moins de questions possible à celui qu'il est chargé d'interroger. Au lieu de cela, il parle spontanément de lui-même (du personnage qu'il a inventé pour lui, en vérité), d'une part pour ne pas éveiller sa méfiance en lui posant des questions, d'autre part parce qu'il a appris que c'est un excellent moyen pour pousser une personne à parler spontanément d'elle-même.

Par exemple, l'agent dira à sa cible, « oh, j'ai des tas de problèmes avec ma femme, en ce moment » ; sa cible pourra dire, sans aucunement se douter qu'elle répond à une question très personnelle, « moi ça va, j'ai de la chance ; je m'entends heureusement bien avec la mienne », ou « eh bien, vous n'êtes pas le seul, si ça peut vous soulager ; pour moi c'est pareil ».

La même astuce fonctionne avec les photographies. L'agent dira ensuite, « tenez, j'ai justement une photo d'elle dans mon portefeuille, regardez, celle-là a été prise peu de temps après notre mariage ». La cible pourra peut-être répondre, si l'agent est chanceux, « tenez ; j'ai une photo de la mienne aussi, regardez ; là, c'était avec nos deux enfants, l'année dernière. Nous étions dans notre maison de campagne à Saint-Malo ».

Une astuce très similaire dans son principe fonctionne comme suit. L'agent aura pris soin d'apporter, dans le café où il attend sa cible, un roman ou un essai traitant d'un sujet choisi à dessein. Il y a fort à parier que la cible dira à un moment, en voyant ce livre, juste pour entretenir la conversation, « qu'est-ce que vous lisez ? » L'agent répondra quelque chose comme « c'est le dernier roman de Stephen King ; vous aimez Stephen King ? » La cible pourra répondre, « non, ce n'est pas mon genre de lecture, je trouve ça trop violent à mon goût ; moi, c'est plutôt quelques auteurs classiques,

Stendhal, Proust, Hemingway… ; mais je lis plutôt des bouquins sur la pêche ; j'aime bien la pêche ».

Sans aucunement en avoir eu conscience, la cible aura livré en une seule phrase beaucoup d'informations très personnelles. Car le chef de cet agent pourra ensuite procéder à des déductions et associations d'idées, grâce aux noms d'auteurs et thèmes donnés.

Cette dernière astuce est déclinée de beaucoup d'autres manières, afin que l'agent n'ait jamais l'air de poser beaucoup de questions. En se basant sur tout ce qu'ils auront ainsi appris d'un individu, les services secrets pourront alors organiser des mises en scène que celui-ci ne pourra prendre que pour des hasards. Par exemple, à l'occasion d'un voyage de celui-ci en train, ils enverront un de leurs agents femmes s'asseoir près de lui, où là, elle sortira un roman d'Hemingway pour se mettre à le lire. Durant le voyage, il y a une forte probabilité pour que cet individu, ne serait-ce que pour tuer le temps, cherche à engager la conversation en usant du prétexte que cette femme lit un auteur qu'il affectionne tout particulièrement. Le même schéma peut être reproduit avec deux agents qui auront une conversation à voix haute à propos d'un sujet qui passionne justement cet homme, etc., etc.

Et si la cible ne mord à aucun de ces hameçons, les services secrets pourront encore en faire des déductions intéressantes. Par exemple, la cible est un introverti ou un grand timide, ou semble avoir été entraînée comme agent, ou elle peut avoir un autre intérêt à se faire discrète, ce qu'il convient de savoir par conséquent.

La présentation de ces derniers trucs de manipulation nous amène à une autre règle générale, commune à tous les individus : l'Homme ne manque jamais de remarquer ce qui le suit, voire de s'en inquiéter ; mais il ne prête jamais attention à ce qui le précède, et il s'en inquiète encore moins. Les services secrets le savent bien, et c'est pourquoi ils se débrouillent toujours pour connaître les habitudes de l'individu avec lequel ils souhaitent entrer en contact, et pour savoir, sitôt que possible, où il se rendra, afin de placer leurs agents sur son chemin, au-devant de lui, *jamais derrière* .

Par exemple, si la cible a l'habitude de se rendre dans un café, les services secrets demanderont à l'un de leurs agents de fréquenter régulièrement le même endroit, et d'y créer, après quelque temps,

des circonstances qui inciteront *naturellement* la cible à engager la conversation avec celui-ci.

Voyons maintenant une autre caractéristique du comportement de l'Homme qui permet sa manipulation, et que les officiers-traitants utilisent fréquemment avec leurs agents. Ce *truc* découle d'une forme d'interaction que certains spécialistes nomment « jeu non coopératif [119] », et il est quasiment imparable.

Deux individus, que nous appellerons « Pierre » et « Paul », sont éloignés l'un de l'autre de plusieurs kilomètres, et ils entrent en communication à l'aide de leurs téléphones portables. Ils décident de se rencontrer, et de convenir d'un lieu qui doit logiquement se situer à mi-chemin l'un de l'autre. C'est à ce moment précis que Pierre décide de mettre en place sa manipulation dirigée contre Paul.

Pierre dit à Paul que la réception de son téléphone est soudainement devenue mauvaise, et qu'il ne l'entend plus, ce qui est un mensonge. Paul tente tout de même de dire qu'il l'entend très bien quant à lui. Mais Pierre fait mine de ne pas l'avoir entendu, et, compte tenu de cette impossibilité que l'un puisse être compris de l'autre, il propose la seule solution logique restante qui leur permettra de se rencontrer : il dit à Paul que, « si jamais il l'entend », il lui propose de venir le rejoindre là où il se trouve (ou à n'importe quel autre lieu de son choix) ; il va l'y attendre « à défaut de pouvoir faire mieux ».

Paul ne pensera évidemment jamais que Pierre lui a menti pour le forcer à faire le déplacement seul, et à le faire aller à un endroit bien précis.

Sachant que les espions sont confrontés quasi quotidiennement à la manipulation, activement ou passivement, ou les deux en même temps, le lecteur comprendra que les tentatives de manipulation d'agents entre deux services secrets rivaux peuvent être aussi subtiles que complexes, et que leur mise en place peut s'allonger considérablement dans la durée. De plus, toutes ces formes, méthodes et astuces étant connues de tous les services secrets du monde, ceux-ci doivent redoubler d'ingéniosité, non pas pour en inventer de nouvelles puisque le nombre de *leviers* sur lesquels on peut agir est tout de même fini, mais pour rendre très difficilement

détectable celles qui sont déjà connues. De véritables stratégies, parfois très complexes et devant se dérouler sur de longues durées peuvent être mises en place, telle que, par exemple, une tentative de manipulation qui en cache un autre. Dans un tel cas, la cible, en évitant la première manipulation, peut se diriger d'elle-même dans le « filet » de la seconde [120] .

Beaucoup d'agents apprennent (souvent à leurs dépens) que l'un des moyens les plus efficaces et les plus simples de ne pas se faire manipuler est de ne *jamais* écouter les recommandations et suggestions d'inconnus — ce qui n'est pas toujours facile à faire, il est vrai.

Beaucoup de petites manipulations des services secrets procèdent de l'usage du téléphone, c'est pourquoi les personnels et agents des services secrets ne décrochent jamais le téléphone lorsque l'écran de celui-ci n'affiche aucun numéro (ni n'ouvrent les *mails* envoyés par des individus qu'ils ne connaissent pas). Ils partent du principe, fort logique, que la personne qui cherche à les joindre laissera forcément un message sur la boîte vocale si son appel est amical.

Les services secrets ne font usage des mails, des réseaux sociaux et des forums en ligne que comme appâts ou accessoires de manipulations (moyen de communication d'un *jeu non coopératif* , dans ce cas), car on ne peut réellement manipuler que des esprits faibles ou des enfants par le recours exclusif à l'Internet — l'Internet demeure, avant tout, du point de vue des services secrets, un outil de surveillance et d'influence et non de manipulation.

Enfin, les tentatives de manipulations entre services secrets rivaux s'inscrivent souvent dans des contextes politiques, économiques et stratégiques dont les enjeux sont considérables, et peuvent affecter tout un pays. Dans ce cas, de grands penseurs et stratèges prennent les places des simples espions, et élaborent des manipulations d'une incroyable complexité, lesquelles se déroulent selon des durées qui se mesurent en années à plus de dix ans. De telles manipulations peuvent aisément être assimilées à des parties de jeu d'échec ou de go chinois, et c'est pourquoi les services secrets du XXIe siècle et des plus grandes puissances font simultanément usage de l'informatique, de la cybernétique

(intelligence artificielle) et de la pensée humaine pour les élaborer, puis les poursuivre.

LES MÉTHODES MODERNES D'ÉLIMINATION DES INDIVIDUS.

1. L'ÉLIMINATION SOCIALE.

Par « élimination sociale », il est entendu l'isolement social d'un individu par le recours au discrédit et la suppression complète de ses moyens économiques, le but étant qu'aucune personne intégrée dans la société ne souhaite développer ou poursuivre une relation régulière et amicale avec lui. Car un individu normalement intégré dans la société et éduqué ne souhaite jamais faire la connaissance d'un nécessiteux, même si celui-ci parvient à démontrer qu'il a un doctorat. L'*élimination sociale* prend toujours la forme d'un harcèlement dont celui qui en est la cible ne doit pas pouvoir désigner l'auteur à l'opinion publique, sinon au risque d'être aussitôt accusé de fabulation, de paranoïa ou de schizophrénie.

Dans une large majorité de cas, les services secrets éliminent socialement un individu lorsque celui-ci, à la fois, est susceptible de porter atteinte à l'ordre public (passivement ou activement) et n'accepte plus (ou pas) l'autorité. Plusieurs cas entrent dans cette définition :

- l'espion étranger qui a été repéré, mais qui refuse de « coopérer » (pour que l'on fasse de lui un *agent double* [121]) ;
- l'agent ou l'employé des services secrets qui cesse d'obéir ou qui trahit ;
- l'individu ordinaire ou la personnalité qui a connaissance d'informations compromettantes pour les intérêts de l'État, et qui est à la fois crédible et hautement susceptible de les révéler parce qu'il ne se soumet pas à la manipulation, ni n'est vulnérable à un moyen de pression ;

- le militant politique ou religieux extrémiste qui est à la fois doué d'une capacité à convaincre et à rallier d'autres individus à sa cause, mais qui n'accepte ni la manipulation, ni de rejoindre un groupe politique officiellement reconnu ou toléré, ni n'est vulnérable à un moyen de pression efficace ;

- l'agent ou l'employé des services secrets qui est puni pour une faute grave.

Tous les services secrets du monde pratiquent couramment l'élimination sociale, depuis fort longtemps dans quelques cas. Par exemple, des récits historiques attestent de formes de harcèlement particulièrement sophistiquées dirigées contre Voltaire par le roi de Prusse Frédéric II (dit *Le Grand*), lorsque ce dernier comprit que le philosophe et écrivain français avait été envoyé par Louis XV pour l'espionner et tenter de l'influencer dans sa politique [122] . Frédéric II n'avait pas voulu s'en prendre violemment et ouvertement à un homme aussi connu et « respectable » que Voltaire. C'est pourquoi il avait fait mettre à la disposition du Français une résidence, dont ce dernier n'avait pas manqué de remarquer, entre autres détails, que ses murs intérieurs avaient été peints en jaune, couleur de la honte et du discrédit en Prusse à cette époque, et que la nappe de la table de la salle à manger avait été brodée de renards, symboles de la trahison et de la fourberie. En sus de quoi Frédéric II avait fait suivre Voltaire par des agents partout où il se déplaçait en Prusse, et juste assez ouvertement pour qu'il puisse s'en apercevoir sans pouvoir le démontrer formellement à quiconque, sinon au risque de passer pour un fou. Car, dans le même temps, Frédéric II continuait de dire à Voltaire qu'il était son ami. Cette tactique, très sournoise, consiste à faire naître une dissonance cognitive dans l'esprit d'un adversaire, d'affecter son jugement critique, et, éventuellement, de le rendre fou. Les services secrets du XXIe siècle procèdent très souvent ainsi.

Typiquement, l'action d'élimination sociale d'un individu par les services secrets est toujours identique dans son principe, quel que soit le pays, puisqu'elle doit agir sur les leviers de l'esprit humain qui ont été expliqués au chapitre précédent, lesquels sont évidemment

universels. Par contre, les formes que peut prendre le harcèlement varient grandement d'un individu à un autre ; c'est selon la personnalité, la culture, et l'intelligence de celui-ci. Par exemple, Voltaire ne pouvait se sentir harcelé *que* parce qu'il était assez cultivé pour savoir que le jaune était la « couleur de la honte », et le renard une représentation allégorique de la trahison et de la fourberie. Un individu à l'intelligence moyenne et de culture médiocre se serait estimé, au contraire, très heureux d'avoir une belle nappe brodée, et des murs fraîchement peints, et il aurait pris Voltaire pour un fou s'il l'avait vu se lamenter ; un effet secondaire du harcèlement attendu par son auteur.

Au XXIe siècle, le service de contre-espionnage qui veut procéder de la même manière que Frédéric II — cela arrive fréquemment, donc — pour faire savoir à un espion étranger, ou à un individu suspecté de l'être qu'il ne lui est plus longtemps utile de tenter de le cacher, se débrouillera pour lui présenter ostensiblement, par un moyen ou un autre, un symbole en usage dans son service secret. Lui seul pourra comprendre le sens de ce message visuel. Comme exemples réels, le symbole peut être un petit chien en peluche ou en figurine dans le cas d'un pays ; un ours présenté sous le même aspect pour un autre ; un œil humain pour un autre encore. L'opinion publique n'ayant pas couramment connaissance de cette symbolique bien hermétique, celui contre lequel elle a été employée ne pourra raisonnablement s'en plaindre, même à ses proches, sous peine d'être accusé d'avoir « l'esprit dérangé » — c'est précisément pour cette raison que les services secrets, et de contre-espionnage en particulier, procèdent ainsi.

Ces derniers exemples et leurs explications permettent de se faire une idée assez précise d'une des marques caractéristiques d'un harcèlement conduit par des services secrets. Car il y en a d'autres, que nous allons bientôt examiner. Aussi, on comprend la nécessité pour les services secrets que leurs méthodes de harcèlement doivent toujours être particulièrement difficiles à démontrer par le harcelé.

Les premières étapes de l'élimination sociale d'un individu par les services secrets sont souvent, sinon toujours, très similaires à celles du recrutement d'un de leurs employés ou agents. C'est-à-dire que

l’élimination commence d’abord par une privation plus ou moins rapide des ressources économiques de celui qui en est la cible. Ce dernier perd son emploi à la suite d’une manipulation ou d’une intervention quelconque, puis ne parviendra plus à en trouver un autre, quoi qu’il fasse, quels que soient ses compétences, expériences et diplômes, quelle que soit l’ingéniosité qu’il peut déployer pour ce faire — puisqu’il fait l’objet d’une surveillance étroite et permanente.

Car, parce que la recherche d’un emploi, de nos jours, passe inévitablement par l’usage de l’Internet, du téléphone et du courrier, un service secret aura toujours toute facilité pour devancer celui auquel il veut nuire au moment de cette démarche, ou intervenir peu après sinon. Il n’existe pas de mot dans la langue de Molière pour nommer cette action « d’exclusion économique délibérée » (peut-être parce qu’elle n’est pas censée exister), mais il en existe bien un dans celle de Shakespeare : *blacklisting* (littéralement, *mettre sur une « liste noire »*). Cependant, il semble que la francisation de ce mot anglais soit en cours, avec l’apparition depuis quelques petites années du verbe « blacklister » (encore réservé pour l’instant à l’action d’exclure une personne d’une liste informatique de clients, de membres ou d’abonnées).

Il existe d’ailleurs un cas de *blacklisting* qui est entré dans l’Histoire des services secrets, en partie en raison du nom de sa victime, celui de Klop Ustinov, père du célèbre acteur Peter Ustinov. Klop Ustinov était un grand intellectuel, passionné d’Histoire, qui fut utilisé comme agent double par les services secrets anglais durant la Seconde Guerre mondiale, et qui rendit d’immenses services aux Alliés. Cependant, comme Klop Ustinov n’avait jamais été qu’un agent, et non un employé des services secrets, et qu’en sus il avait eu connaissance d’informations dont la confidentialité se poursuivit bien après la fin de la guerre, les services secrets britanniques le *blacklistèrent* jusqu’à la fin de ses jours. On lui versa une pension calculée pour suffire à quelques besoins élémentaires, mais ce fut trop peu pour qu’il ne se trouvât obligé de vendre, volume après volume, tous les livres de sa grande bibliothèque. Voyant la dérangeante précarité de Klop Ustinov, en regard des importants services qu’il avait rendus à l’Angleterre, quelques cadres des

services secrets tentèrent le lui faire obtenir une petite rallonge à sa maigre pension, mais cette demande fut refusée. Klop Ustinov mourut dans une misère indescriptible, après avoir vendu tous ses livres auxquels il tenait tant. À titre de dédommagement pour les conséquences de ce *blacklisting* qui avait évidemment touché la famille de Klop Ustinov, les services secrets donnèrent un « coup de pouce » à son fils, Peter, qui devint ainsi un acteur connu et riche [123] .

Il serait possible de présenter de nombreux autres cas plus ou moins similaires à celui de Klop Ustinov, qui se sont déroulés dans d'autres pays occidentaux et en d'autres époques. Mais comme ils n'ont pas été officiellement reconnus comme tels, il est impossible de rapporter les noms de leurs victimes sans s'exposer à quelques poursuites ou véhéments dénis. Et à cette liste, on pourrait ajouter celle de personnages qui se trouvèrent, ou se trouvent encore aujourd'hui, dans la très inconfortable situation d'être à la fois réfugiés politiques et détenteurs de secrets d'État. Les pays qui sont assez charitables pour accueillir ceux-là — souvent à la demande d'un pays tiers qui ne veut pas les prendre en charge pour des raisons diplomatiques — les privent cependant de tout contact avec la société, ce qui comprend, par conséquent, l'interdiction de travailler dans une entreprise ou même d'obtenir des revenus décents parce qu'ils favoriseraient une inclusion dans la société.

Revenons au cas spécifique de l'individu qui se trouve *blacklisté* dans le cadre d'une *élimination sociale* , et commençons par énumérer tous les moyens dont usent la plupart des services secrets pour ce faire.

En sus de la privation du droit au travail et de la surveillance des moyens de communication, on trouve une multitude de moyens et méthodes de harcèlement dont le but commun est d'user nerveusement la *cible* , et de la pousser à *agir* , encore. Un harcèlement par les services secrets est élaboré sur la base d'un fait qui a été maintes fois démontré par des chercheurs et médecins spécialistes de la neurobiologie, du behaviorisme, de la psychologie évolutionniste, de la psychanalyse et des neurosciences en général. [124] Tout être vivant muni d'un système nerveux central réagit à l'agression par un comportement de défense (qui peut être passif ou

actif, ou les deux). L'Homme n'étant pas équipé d'un moyen de défense passive naturel, comme le hérisson et le putois, il se défend par l'*action* contre l'agression, même lorsque cette action est peu susceptible d'être payante. L'Homme, qui est une créature intelligente parce qu'elle a un système nerveux central pourvu d'un *néocortex* [125] très développé, est cependant capable d'apprendre à *différer* sa défense ou sa riposte. Car grâce à son intelligence, il peut mieux évaluer qu'un animal la force et la tactique de ce qui le menace, et attendre un moment plus propice pour dissuader ou éliminer son auteur ; il sait *différer* . Il peut tenter de fuir, aussi. Mais il est particulièrement rare qu'il soit assez fort à la fois nerveusement et intellectuellement pour différer à volonté une action physique de riposte.

Par exemple, tout le monde a fait l'expérience, durant l'enfance en particulier, d'être tourmenté par de petites agressions telles que des moqueries, somme toute insignifiantes, mais répétées, jusqu'à ce que l'inévitable instant de la colère survienne — assortie d'une gifle, d'un coup de poing ou d'une autre action associée du même genre. Mais lorsque l'on est adulte et que l'on se trouve dans le contexte d'une société civilisée moderne, ce genre d'action peut facilement se solder par une sanction ; celle d'une plainte pour coups et blessures, par exemple. Pourtant, personne ne peut échapper à cette défense par l'agression, même les plus intelligents et les plus cultivés d'entre nous, parce qu'elle est l'expression d'une pulsion « préfabriquée » qui provient du *cerveau reptilien* [126] , et non d'une réflexion élaborée dans le néocortex.

C'est sur la base de cette connaissance scientifique que les services secrets ont construit une technique de harcèlement, et *une seule* . Car, on le comprend dès lors, c'est uniquement ce geste violent issu de la pulsion qu'ils cherchent à provoquer. On trouve donc deux actions et deux visées différentes dans une élimination sociale par les services secrets, complémentaires cependant.

Il y a une bonne raison venant justifier la seconde action que nous venons de voir : le coût en moyens humains et techniques, très lourds, qu'implique l'élimination sociale d'un individu. Car tant que la cible de cette élimination ne se sera pas définitivement discréditée d'elle-même, en commettant l'irréparable sous l'emprise d'une

pulsion, il faudra s'efforcer de *le faire pour elle* , ce qui demande d'infinies précautions pour que d'aucuns n'en viennent pas à s'en apercevoir, puis décident de prendre sa défense, de *témoigner* . Contraindre la cible à se trouver en contact régulier avec des marginaux est une autre manière de la discréditer contre son gré, « par association ». L'analogie de *la toile d'araignée* revient dans ce contexte, mais de manière peut-être plus évidente. Car la métaphore de la mouche qui s'empêtre plus encore dans la toile à mesure qu'elle se débat de manière désordonnée, ses gestes étant commandés par la même pulsion de lutte, montre exactement ce qui arrive à l'individu pris pour cible d'un harcèlement organisé.

Mais l'être humain, victime de sa propre intelligence supérieure, est réceptif à des subtilités que la mouche ne pourrait pas même identifier. Ces subtilités se présentent comme autant de « mailles » supplémentaires qui, en dépit de leurs apparentes faiblesses, empêchent encore la « proie » de concentrer tous ses efforts sur les plus solides. Ces faibles mailles sont le cynisme et le sourire qui accompagnent toujours l'acte de harcèlement le plus petit, le refus lourd de conséquences prononcé suavement, la mesquinerie récurrente, les comportements faussement infantiles, les promesses et les engagements révoqués à la toute dernière minute pour des motifs absurdes, mais légalement justifiables. Et puis il y a les multiples « hasards malheureux » et autres funestes « coups du sort », les coups de téléphone bizarres ou absurdes « qui ne se produisaient que très rarement *avant* », les inexplicables « pannes » électriques, de chauffage, de connexion à l'Internet ou au téléphone, de réseau câblé télévisé qui ne se produisent que durant les émissions favorites. Sans oublier les attitudes inexplicablement hostiles des voisins et des commerçants, le voisin qui ouvre en grand ses fenêtres quand il fait des grillades à chaque fin de mois alors qu'il n'y a que des pâtes à manger à la maison, tandis qu'un autre empile, bien en vue, les boîtes de pizzas vides devant sa porte plutôt que de les mettre à la poubelle. Il peut y avoir celui du dessus qui organise régulièrement de bruyantes fêtes avec ses amis, etc., etc. [127] On le remarque, tous ces faits sont anodins et bien ordinaires ; personne ne serait assez fou pour les prendre comme les preuves d'une quelconque agression. C'est juste l'extra-ordinaire

fréquence avec laquelle ils se produisent, et leurs extra-ordinaires associations qui les font devenir ensemble un harcèlement indiscutable et puissant. Ils ont tous pour caractéristique particulière commune, et pour seul but de faire naître un sentiment de *frustration* dans l'esprit de celui qui y est exposé, en particulier lorsque ses ressources économiques ont été délibérément réduites au minimum vital, et lorsqu'il a été isolé socialement.

Car la frustration, lorsqu'elle se prolonge indéfiniment, est un sentiment qui mène inévitablement : soit à la dépression, soit à des bouffées violentes, soit au suicide. La frustration est un barrage à l'action, elle produit exactement les mêmes effets, sur le long terme, que l'inhibition. Lorsqu'elle est entretenue et dirigée contre tous les besoins et centres d'intérêt d'un individu, la frustration est un *emprisonnement virtuel* , sans murs ni barreaux visibles, un emprisonnement de l'esprit que personne d'autre que celui qui en est la victime ne peut voir ; une forme sophistiquée de torture par l'application d'une subtile *privation sensorielle* . Mais quand bien même la cible de cette forme très sophistiquée de harcèlement aurait l'idée de consigner dans un cahier toutes ces sources de frustration extraordinairement nombreuses, avec des dates permettant d'en démontrer l'anormale fréquence, elle devrait encore prouver l'impensable : qu'un aussi grand nombre de gens n'ayant aucun rapport avéré les uns avec les autres se soient délibérément ligués pour agresser un(e) pauvre inconnu(e) sans emploi qui vit dans une situation de grande précarité. Seule une issue dramatique permettrait peut-être de s'interroger sur la cause de cette succession d'improbables hasards, puisqu'elle serait anormale inexplicable, en effet.

Le témoignage d'un harcèlement par une autre personne que celle contre laquelle il est dirigé est un incident que redoutent évidemment beaucoup ses auteurs. C'est pour ce genre de raison, une fois de plus, que les services secrets recrutent beaucoup de juristes et de psychiatres. C'est pour cette unique raison qu'un service de contre-espionnage a dû se résigner un jour à faire aller en prison et à discréditer l'un de ses propres collaborateurs, ainsi que l'a montré un des exemples du chapitre précédent.

Il suffit d'une faute d'un agent des services secrets, d'une petite négligence ou d'une méprise pour qu'un harcèlement soit constaté par une autre personne que celle contre laquelle il est dirigé. Et sitôt que cela arrive — les psychiatres des services secrets le confirment eux-mêmes —, il n'est raisonnablement plus possible de prétendre devant une cour de justice que deux personnes puissent avoir des « illusions » ou des « délires » absolument identiques.

Dans les pays où le pouvoir des services secrets se manifeste plus fortement et plus souvent que ce que prévoient leurs constitutions, les cas d'éliminations sociales y sont anormalement fréquents aussi, proportionnellement pourrait-on dire. L'opinion publique finit toujours par le remarquer, et elle n'a d'autre alternative dans ce cas que d'ignorer délibérément « ces histoires de gens sur lesquels la colère des dieux semble inexplicablement s'acharner », par crainte de sanctions similaires ; ou de les dénoncer, tout au contraire, lorsqu'elle sent que cette initiative sera encouragée.

Ces cas d'éliminations sociales discrètes, que seul un pouvoir ayant la puissance d'un État peut accomplir, sont bien souvent visibles pourtant. Car, fréquemment, un individu qui est discrètement poussé à bout selon les méthodes que nous venons de voir en vient à commettre des actes d'une extrême violence, que les médias ne peuvent passer sous silence en raison de leurs gravités. Ici un père de famille sans histoire qui a tué tous les siens, a tiré des coups de feu sur les forces de l'ordre ou même sur de simples passants avant de se donner la mort. Ici un homme à l'intelligence et à la culture au-dessus de la moyenne qui s'est procuré une arme automatique pour ensuite tirer sur des dizaines de personnes, sans raison rationnellement justifiable ou explicable. Là un policier ou un militaire bien noté qui s'est soudainement mis à tirer sur ses collègues, sans explication ni raison apparente. Les arguments du « phénomène d'émulation » des jeux vidéo et des films violents ne parviennent pas à expliquer tous ces étranges phénomènes d'ultra-violence gratuite, fréquemment suivis du suicide prémédité de leurs auteurs, que la société ne connaissait pas il y a seulement trente ans et n'avait jamais connus avant cela.

Tous ces cas n'ont pas nécessairement pour cause un harcèlement durable et délibéré, mais un examen approfondi de

chacun de ceux-ci met fréquemment en lumière quelques indices troublants et concomitants avec l'hypothèse d'un harcèlement élaboré et discret, pour quiconque sait comment il est pratiqué et contre quels profils d'individus en particulier.

Parce qu'à peu près tous les États modernes pratiquent l'élimination sociale, peu importe la fréquence, un consensus tacite s'est installé à ce propos. Tel pays se montre hésitant à dénoncer ces pratiques dans tel autre pourtant son rival, simplement parce qu'il redoute que ce dernier puisse riposter en dénonçant les siennes, et réciproquement — il ne serait donc pas une bonne idée d'en parler. Tout au plus un romancier ou un cinéaste pourra-t-il les présenter à l'opinion publique sous la forme d'une fiction devant émouvoir les esprits ; c'est de plus en plus fréquent, justement.

Cependant, la reconnaissance officielle de ces harcèlements d'État se produit de temps à autre, c'est-à-dire chaque fois qu'un gouvernement est détrôné par sa propre population. Les harcelés de ces pays sont alors enfin admis comme tels ; ils peuvent librement raconter aux journalistes les sévices qui leur ont été infligés ; personne ne se risquera plus cette fois, à l'inverse, à les accuser de paranoïa, de délire ou de schizophrénie.

Cette dernière explication permet de comprendre que les services secrets doivent aussi pouvoir s'en remettre à un consensus tacite pour pouvoir couramment pratiquer l'élimination sociale d'individus, avec l'opinion publique, les médias, les autres pays, et même les réseaux internationaux de coopération policière et de justice.

Concluons ce chapitre avec la présentation de deux anecdotes authentiques qui sont parties de missions d'éliminations sociales, et qui ne firent que s'ajouter aux nombreuses autres tracasseries qui furent infligées à leurs cibles.

Cette première anecdote s'est produite dans un pays occidental, il y a quelques petites années, dans le cadre d'une mission d'élimination sociale d'un homme marié et père d'un enfant, dont les services secrets cherchaient à l'obliger à se compromettre pour le recruter comme agent.

Des vigiles d'un supermarché avaient reçu la visite d'un officier de police qui les avait informés qu'un des clients habituels du

supermarché était un voleur de marchandises récidiviste bien connu. Le policier avait, tout aussi naturellement, fourni une description précise de ce voleur, et même la photocopie agrandie de sa photo. Ce n'était pas la première fois que ce genre de visite se produisait ; il ne s'agissait, selon toutes les apparences, que d'un travail de collaboration normal entre policiers et vigiles chargés de la surveillance d'un grand magasin.

Connaissant cette précieuse information, les vigiles s'étaient par la suite empressés de suivre et de surveiller très ostensiblement ce voleur sitôt qu'ils le voyaient entrer dans le supermarché. Leur but était de bien lui faire comprendre qu'il était « repéré » et étroitement surveillé, et donc qu'il valait mieux pour lui qu'il renonce à tenter de venir voler quoi que ce soit ici. Il s'agissait là d'une technique ordinaire de vigiles, qui leur permet de s'épargner une interception aux caisses, toujours désagréable. Dans le cas présent, l'astuce a bien fonctionné, en effet, car le voleur, intimidé, n'a plus remis les pieds dans ce supermarché après cela.

Mais ce que ne pouvaient soupçonner ces vigiles, faits *collaborateurs inconscients* , c'est que le voleur dont ils s'étaient débarrassés n'en était pas un du tout. Tout comme ils ne pouvaient soupçonner que le policier qui leur avait « donné ce tuyau » avait agi ainsi dans le cadre d'une des missions confidentielles d'intelligence domestique qu'il se voyait parfois confier. Ce policier, lui-même, ne connaissait pas précisément la portée de cette mission à long terme, car il n'avait pas non plus été chargé de mener une enquête sur cet individu. Il savait juste qu'il s'agissait pour lui d'une petite tâche confidentielle, fort simple à exécuter ; il savait que quelques-uns de ses collègues, des policiers spécialisés, devaient certainement se charger d'une enquête quelconque sur cet homme.

Les services secrets, très intéressés par le recrutement de cet homme qui n'avait pas cédé à un premier recrutement amical, en étaient arrivés à l'étape du recrutement hostile, en prenant le parti de le harceler jusqu'à ce qu'il finisse par *craquer* nerveusement et par se compromettre. Du point de vue des vigiles du supermarché, maillons finaux d'une chaîne de collaborateurs inconscients, comment auraient-ils pu imaginer une pareille histoire ? Il est très probable que certains d'entre eux, s'ils avaient pu l'apprendre puis

aller jusqu'à y croire, se seraient probablement refusés à embêter ainsi cet homme. Peut-être le policier aussi, se serait-il montré moins zélé dans le cadre de cette mission ; de plus, il se serait posé plus de questions sur les missions suivantes de ce genre, ce qui n'aurait pas été bon ni pour la discipline, ni pour la foi en la mission de protection de la population dont il était ordinairement investi. C'est bien pourquoi les services secrets avaient agi ainsi : en ne fournissant pas à ce policier les véritables raisons de leur demande.

Cette seconde anecdote authentique de harcèlement par un service secret concerne cette fois une tentative de recrutement rapide par la contrainte d'un homme qui, lui aussi, avait déjà eu à subir toutes sortes de pressions en vue de l'affaiblir, et de le placer ainsi, à terme, dans une position si vulnérable qu'il serait prêt à tout pour se sortir d'une situation de grande précarité économique.

Cet homme, âgé de 35 ans environ, et que nous appellerons « Pierre », était un spécialiste hautement qualifié et même reconnu dans sa profession (raison pour laquelle il intéressait tant les services secrets de son pays). Mais il était devenu un chômeur de longue durée qui parvenait à peine à nourrir ses deux enfants ; une situation qu'avaient provoquée ces mêmes services secrets, on le comprend. Pierre vivait donc d'un revenu minimum versé par l'État, et il logeait chez sa mère, elle-même réduite à la même situation de précarité que lui, afin qu'elle ne puisse l'aider à échapper à son recrutement.

Comme Pierre utilisait l'Internet pour effectuer ses recherches d'emploi et envoyer ses candidatures, il était donc facile pour les services secrets de savoir quelles entreprises il contactait, et, selon le cas, soit de bloquer le transfert de ses mails à son insu, soit d'intervenir auprès des entreprises concernées pour que ses candidatures soient rejetées (en usant pour y parvenir d'une méthode assez similaire à celle du policier du premier exemple). Ne comprenant pas tous ces échecs, alors qu'en bien des circonstances ses profils et expériences correspondaient parfaitement aux intitulés des postes pour lesquels il postulait, Pierre en était arrivé au stade de la dépression, ce qu'espèrent toujours les services secrets dans un tel cas de figure, nous l'avons expliqué en détail dans un

précédent chapitre. La surveillance du domicile de Pierre consistait, assez simplement, en l'activation à distance de son téléphone afin qu'il serve de microphone-espion [128] .

Sur la base de cette situation, une équipe régionale des services secrets élabora une petite opération, cependant assez compliquée pour ne pas pouvoir être reproduite par n'importe qui. Son montage impliquait, en effet, l'usage de plusieurs « ingrédients » et informations précises d'ordre psychologique concernant la victime, ainsi que nous allons le voir.

Durant un samedi après-midi ensoleillé, Pierre déclara à haute voix, chez sa mère, qu'il partait dans un magasin d'articles de bricolage, qu'il nomma également, pour aller y acheter une boîte de joints de robinetterie. Sitôt qu'il eut pris la direction de ce magasin, distant de quelques kilomètres, à bord de sa vieille voiture, l'équipe des services secrets, constituée pour cette occasion de cinq hommes, s'y rendit aussi à bord de trois véhicules, mais à toute allure pour y être avant lui. Lorsque Pierre pénétra dans le magasin, les hommes de l'équipe des services secrets prirent tout d'abord une disposition particulière, car, la plupart d'entre eux n'ayant jamais vu Pierre autrement qu'en photo, ils ne voulaient surtout pas courir le risque de le confondre avec une autre personne pouvant lui ressembler physiquement. Deux hommes de l'équipe, déjà à l'intérieur du magasin, pensant avoir identifié leur *cible* passèrent au test d'identification final qu'ils avaient spécialement imaginé pour cette circonstance. Dans l'allée d'un rayon, ils s'adressèrent spontanément à Pierre, en anglais, pour lui demander « si l'on pouvait trouver une manivelle ici ». Les hommes de l'équipe de surveillance avaient été informés que la *cible* parlait couramment anglais, et ils avaient donc considéré qu'il y avait fort peu de chances pour qu'une personne ne disposant que de notions d'anglais puisse comprendre ce que le mot *manifold* voulait dire. C'était bien vu, en effet, car la cible, en réponse, et en anglais aussi, demanda à celui des hommes qui l'avaient apostrophé de quel type de manivelles il voulait parler, et pour quel usage.

Les deux hommes des services secrets commirent peut-être une bourde, en tournant les talons sans répondre un mot plutôt que de continuer à jouer leur jeu encore quelques secondes ; Pierre resta

pantois en regardant ces deux jeunes hommes mal rasés et mal habillés s'enfuir littéralement vers la sortie du magasin.

Quelques minutes après cette étrange rencontre, Pierre avait fait son achat puis s'en était retourné vers son véhicule garé sur le parking du magasin. Il n'avait certainement pas dû prêter attention au fait qu'une voiture s'était placée devant la sienne, juste avant d'atteindre l'intersection de la sortie de parking et de la route, et qu'une autre l'avait suivi jusqu'à cet endroit. Mais ce que Pierre ne pouvait manquer de remarquer, c'était la petite sacoche en similicuir encore posée sur le toit du véhicule devant lui, à bord de laquelle se trouvait un seul des cinq agents des services secrets : le chef du groupe. Cette voiture ne marqua pas le stop de sortie de parking ; bien au contraire, son chauffeur accéléra violemment pour s'engager sur la route tout en bifurquant à gauche dans un crissement de pneus. Bien évidemment, sous l'action de l'inertie, la masse de la petite sacoche posée sur le toit lisse du véhicule glissa d'un coup sec, et tomba sur le bitume de la route ; on avait procédé à un essai pour en être sûr.

Pierre arrêta son véhicule, puis en descendit pour aller ramasser l'objet, tout en faisant de grands gestes de la main en direction de la voiture de son propriétaire. Mais le chauffeur ne le vit apparemment pas ; de plus, ce dernier avait tant accéléré qu'il était déjà loin.

Depuis derrière le véhicule de Pierre, deux autres des cinq hommes de l'équipe des services secrets observaient attentivement toute la scène à travers le pare-brise de leur véhicule.

Seconde gaffe, peut-être : ces deux agents, assez jeunes aussi, jubilèrent et s'esclaffèrent en voyant leur « cible » ramasser la sacoche, puis, après une pause, remonter dans son véhicule. Car Pierre, en se retournant, avait remarqué ces deux jeunes hommes qui le regardaient, bizarrement hilares ; une réaction qui n'allait pas du tout avec les faits dont ils venaient d'être les témoins. Il marqua d'ailleurs une seconde courte pause, comme pour s'en étonner.

Lorsque Pierre fut de retour chez lui, il ouvrit la sacoche, bien sûr, et son contenu l'intrigua beaucoup. Celle-ci ne contenait qu'un porte-chéquier dont seulement quelques chèques manquaient, plus un second, neuf, de cinquante chèques. Quelques talons de chèques, curieusement, n'indiquaient que des dépenses de vêtements et

d’accessoires de sport ; de karaté, plus particulièrement. Rien à propos d’articles de bricolage. Dans le rabat du porte-chéquier, Pierre trouva encore la carte d’identité du propriétaire, dont les caractéristiques physiques ne pouvaient que le surprendre. Le visage sur la photo ressemblait beaucoup au sien, avec des lunettes en plus. La taille indiquée était la même que la sienne, à 3 centimètres près. Enfin, il trouva aussi une carte de visite portant un autre nom que celui du propriétaire du chéquier et de sa carte d’identité. C’était une carte de visite professionnelle à l’en-tête du Ministère de la Défense du pays, son propriétaire était un major, et la carte disait que ce militaire était « responsable de support technique », sans plus de précision.

Tout avait été savamment pensé par les recruteurs de Pierre, qui, ainsi que nous l’avons vu, se trouvait dans une situation de grande précarité. Le succès de cette opération devait utiliser le *levier* de la survie, par l’offre implicite faite à la cible d’utiliser ce chéquier et cette carte d’identité, en se faisant passer pour son réel propriétaire, ce qui eut été aisé considérant sa grande ressemblance physique avec ce dernier (même l’âge était très proche).

Sans doute Pierre considéra-t-il qu’il y avait beaucoup d’ambiguïtés et de choses étranges à propos des circonstances qui avaient entouré la découverte de cette sacoche : les deux jeunes « Anglais » qui lui avaient adressé la parole puis qui s’étaient enfuis avant même qu’il eût le temps de finir de leur répondre, et les deux jeunes gens à bord de la voiture qui le suivait, qui l’avait observé en riant lorsqu’il avait ramassé la sacoche. Enfin, il y avait l’étrange contenu de celle-ci, astucieusement défini par les services secrets pour qu’ils lui fassent songer à l’époque lors de laquelle on avait tenté de le recruter *amicalement* .

C’était un psychiatre (également psychanalyste) des services secrets qui avait élaboré cette étrange mise-en-scène en prévision d’un prochain déplacement de Pierre, en spéculant qu’il devrait construire sa propre interprétation de cette série de petits événements et de ses objets, tous devant être perçus comme des « symboles » : chéquiers (*survie, manger, réconfort)* , armée (*autorité, puissance, pouvoir, secret*), major (*autorité, père*), karaté (*défense, entraînement, violence*), carte d’identité aux

caractéristiques identiques aux siennes (*opportunité, fuite, autre vie, double vie*). Le psychiatre avait pensé que l'état dépressif de la *cible* , qui était connu, et sa situation de grande précarité qui durait depuis plusieurs années, génératrice d'une grande frustration et d'un stress quotidien, devaient la pousser agir *impulsivement* , et non par sa *raison* forcément altérée. Le psychiatre avait songé à une tactique particulière qui disait, en substance, que : « puisque la *cible* connaît la cause de son infortune, un harcèlement par les services secrets (auxquels l'armée est étroitement associée dans ce pays), alors, voyant tous ces symboles qui convergeaient vers l'hypothèse de l'armée ou de ces mêmes services secrets (dans son esprit), elle serait tentée de transformer sa trouvaille en une occasion de se venger des souffrances qui lui étaient infligées ». C'était une idée de manipulation très sophistiquée ; trop, certainement.

En effet, l'idée d'utiliser un ou deux chèques était très tentante pour un homme se trouvant dans la situation de Pierre, ne serait-ce que pour « finir le mois convenablement », ou « faire plaisir à ses enfants, frustrés eux aussi » auxquels il ne pouvait jamais rien offrir depuis plusieurs années déjà, hormis des bonbons, et des jouets achetés d'occasion. Après quoi, il n'aurait eu qu'à se débarrasser de la sacoche et de son contenu.

La seconde surprise que l'on avait préparée pour la *cible* se produisit lorsqu'elle décida de chercher le numéro de téléphone du propriétaire du chéquier, pour le prévenir qu'elle avait trouvé sa sacoche. Les adresses des chéquiers étaient différentes de celle de la carte d'identité ; mais le nom, identique, ne figurait pas dans l'annuaire, ni à la première adresse ni à la seconde. Car la cible se méfiait de la police, pour d'évidentes raisons dans son cas très particulier de *recrue* harcelée, et ne voulait donc pas tout simplement déposer cette sacoche dans un commissariat. La *cible* téléphona à la mairie du lieu d'une des deux adresses, un petit village, pour tenter de prévenir ainsi le propriétaire de la sacoche. Ce dernier ne rappela finalement la *cible* que le lendemain, et rendez-vous dut être pris pour une restitution, après que l'homme eut tenté, en vain tant la suspicion et une évidente crainte s'étaient installées, d'obtenir que ce soit « le major » de la carte de visite qui prît cette tâche en charge. Et pour cause, nous allons le voir.

Cette tentative de compromettre la *cible* n’avait pas marché, l’équipe de surveillance le comprit aussitôt. Sinon, voici ce qui avait été prévu, dans le détail.

Connaissant fort bien l’adresse de celui qui avait « trouvé » sa sacoche, le chef de l’équipe des agents des services secrets n’aurait pas eu beaucoup de peine à « aider » la police à le retrouver et à le confondre, peu après qu’un premier chèque portant une signature imitée aurait été utilisé. Mais, avant d’en arriver là, la *cible* aurait été contactée par « le major » (celui dont le nom figurait sur la carte de visite), lequel lui aurait proposé le marché suivant : se faire arrêter par la police, ou devenir une recrue obéissant au doigt et à l’œil en échange de la seule promesse de ne pas être inquiétée.

LES MÉTHODES MODERNES D'ÉLIMINATION DES INDIVIDUS.

2. L'ÉLIMINATION PHYSIQUE.

L'assassinat a presque toujours été associé au monde des services secrets, et à l'espionnage en particulier, tant dans la réalité que dans la perception qu'en a l'opinion publique. Pour ce qui concerne la réalité, nous avons déjà expliqué que le secret d'État a plus de valeur que la vie d'un individu. Et pour ce qui concerne la perception qu'en a l'opinion publique, celle-ci s'avère être un amalgame d'authentiques cas d'assassinats par les services secrets — qui ont frappé les esprits en raison de leur violence ou de l'originalité de leurs modes opératoires —, et d'une version romancée du monde des services secrets présentée par la littérature et le cinéma. La série des *James Bond* , imaginée par Ian Flemming, par ailleurs un authentique ex-cadre des services de contre-espionnage britanniques, insiste d'ailleurs beaucoup sur la dimension violente et meurtrière des services secrets, jusqu'à suggérer l'existence réelle d'un « permis de tuer ».

Dans les faits, le « permis de tuer » a bel et bien existé dans les services secrets, mais il n'a concerné que quelques républiques bananières, dictatures et autres régimes policiers et militaires. Et pour ce qui concerne le mode opératoire, celui-ci procède rarement de l'utilisation d'armes à feu, dagues et autres gadgets sophistiqués devant frapper les imaginations.

Nous avons largement vu que la discrétion et l'anonymat étaient les principaux soucis de tous les services secrets du monde ; le lecteur comprendra dès lors qu'il serait absurde de leur part de vouloir éveiller l'attention et la curiosité de l'opinion publique au moment d'accomplir leurs missions les plus délicates. Il existe bien des exceptions à cette règle de la discrétion ; celles-ci ne sont pas le fait de maladresses, mais de volontés délibérées d'assortir la mort violente d'un individu à un message d'avertissement adressé à un

pays adverse, ou, plus fréquemment aujourd'hui, à une organisation terroriste ou criminelle.

De fait, les services secrets font bien peu d'efforts pour cacher à l'opinion publique qu'ils sont les auteurs des exécutions sommaires de leaders terroristes, puisque, après tout, ces derniers ont officiellement déclaré une guerre présentée comme « asymétrique » à certains pays. Les morts durant des guerres ne sont pas des assassinats, et l'opinion publique approuve largement ce genre d'élimination physique d'individus par les services secrets. Et la revendication plus ou moins officielle de tels assassinats n'est jamais qu'une démarche visant à faire comprendre aux terroristes que, puisqu'ils se présentent explicitement comme des « guerriers », ils ne pourront pas jouir des avantages d'une justice civile.

Viennent ensuite les éliminations physiques dont nous dirons que les services secrets les revendiquent « partiellement ». C'est-à-dire celles dont le mode opératoire est à la fois violent, et ne peut être accompli que grâce à des armes ou des matériels particulièrement sophistiqués que seul un État peut posséder. Dans de tels cas, la nature elle-même des armes qui ont été utilisées pour tuer, et/ou un mode opératoire très particulier, n'existent que pour servir de *signature* , puisque la plupart des services secrets savent très bien comment dissimuler un assassinat sous les apparences d'une mort naturelle ou des suites d'une maladie ordinaire, ainsi que nous allons le voir.

Il est nécessaire de présenter quelques exemples relevant de ce dernier cas pour qu'il soit bien compris.

En 1978, l'auteur littéraire et dissident bulgare Georgi Ivanov Markov fut assassiné à Londres par les services secrets de son pays alors qu'il attendait le bus, à l'aide d'une arme particulièrement sophistiquée que seul un service secret pouvait avoir conçue. Il s'agissait d'une sorte de pistolet silencieux à air comprimé, camouflé sous la forme d'un parapluie, dont le projectile était une minuscule sphère de seulement 1,52 millimètre de diamètre, faite d'un alliage de platine et d'iridium et comportant deux microcavités en forme de X contenant chacune de la *ricine* [129] , un poison très violent et difficile à fabriquer ou à se procurer. Sachant que Georgi Ivanov Markov avait fui à l'Ouest, qu'il s'était impliqué dans des actions de

propagande noire contre le régime communiste de son pays, et qu'il avait été condamné par contumace pour cela, il ne fut pas très difficile de conclure qu'il avait été assassiné par les services secrets bulgares, probablement avec la participation plus ou moins active du KGB russe.

Cet assassinat était un *avertissement* adressé à tous les dissidents bulgares, en particulier et des pays du bloc de l'Est en général, qui seraient tentés de s'impliquer activement dans des actions de propagande noire contre leurs pays d'origine. Et d'ailleurs, dix jours avant l'élimination physique de Markov, on avait tenté d'éliminer, exactement de la même manière, dans une station de métro à Paris cette fois, Vladimir Kostov, un autre dissident bulgare.

En 2006, un ex-lieutenant-colonel des services de contre-espionnage russe (FSB [130]), Alexandre Valtérovich Litvinenko, fut assassiné, toujours à Londres, par les services secrets russes (SVR [131]). Cette élimination a été accomplie à l'aide d'un poison de nature radioactive particulièrement rare et cher, du polonium 210 [132] . Il était connu que Litvinenko avait été recruté par les services secrets britanniques, le MI6. Aussi, il avait fait publier un livre dans lequel il accuse les services secrets russes d'avoir organisé eux-mêmes la vague d'attentats en Russie en 1999, attribuée aux Tchétchènes [133] , et il était un fervent opposant de Vladimir Poutine. Les circonstances exactes de la manière dont Alexandre Litvinenko fut empoisonné ne furent jamais clairement élucidées, mais il ne fait aucun doute pour personne, en raison de la biographie de cet homme et des moyens techniques qui furent utilisés pour son élimination physique, que les coupables sont les services secrets russes.

Dans l'Histoire contemporaine des services secrets, on trouve plusieurs cas d'éliminations physiques « partiellement revendiquées » par les services secrets français durant la Guerre d'Algérie [134] . On trouve également un témoignage de telles missions raconté par l'ex-agent des services secrets israélien, Victor Ostrovski [135] . D'une manière générale, des morts suspectes d'agents secrets ou même de politiciens, fortement présumées avoir

été orchestrées par les services secrets, se produisent « régulièrement ».

Viennent enfin les éliminations physiques discrètes dont l'actualité ne parle jamais, ou qui ne sont jamais considérées comme des assassinats, précisément parce que tout a été fait pour les faire passer pour des morts naturelles. De telles éliminations physiques ne sont pas une nouveauté des temps modernes. On en trouve fréquemment dans l'Histoire de la criminalité ; il s'agit, le plus fréquemment, d'assassinats par ingestion de multiples petites doses d'arsenic. Mais l'élimination physique par la provocation artificielle et discrète d'une maladie fatale quelconque n'est entrée dans les usages des services secrets que depuis quelques dizaines d'années seulement, sans qu'il soit possible de donner une date ou même une période exacte, ni de nommer le pays qui aurait été le premier à l'utiliser. Cependant, on peut déduire, sans grand risque de commettre une erreur, que la provocation discrète d'une maladie ordinaire fatale doit coïncider avec la maîtrise de l'isolation et de la culture des virus pour leurs études par les biologistes, à partir de 1913 [136] , et de la mise au point de substances chimiques pouvant provoquer des affections particulières devant rendre une mort naturelle plausible.

Avant cette dernière date, bien sûr, l'Histoire rapporte de nombreux cas d'utilisation d'animaux et d'êtres humains morts de la peste ou de la variole, voire d'utilisation de couvertures infestées par la variole, ou encore d'empoisonnements de l'eau des puits pour mener des batailles bactériologiques. Mais il s'agissait de méthodes grossières qui ne tromperaient pas la médecine légale moderne. Et de toute façon, toutes ces maladies provoquent d'abord des symptômes très visibles qui préviennent du mal, lequel peut-être efficacement traité par la médecine moderne bien avant l'issue fatale.

Les éliminations physiques commises par les services secrets, et par l'usage de maladies ordinaires difficilement curables, semblent donc bien être apparues durant le milieu du XXe siècle. Par exemple, en France, durant l'année 1945, un certain nombre de personnes (membres des Renseignements généraux en particulier) dont il fut difficile de prouver qu'elles avaient collaboré avec les forces

allemandes, décédèrent d'endocardite [137] , un mal rare et fatal à cette époque. Une endocardite pouvait facilement être provoquée chez un individu grâce à l'introduction de certaines variétés de streptocoques dans le sang (à l'occasion d'une simple et innocente intervention dentaire, ou au moment d'une vaccination ou d'une prise de sang).

En 1951, les chercheurs Burns et Paton découvrirent le *suxaméthonium* , un *curare dépolarisant* qui fut rapidement utilisé en médecine d'urgence. Quelques spécialistes médecins des services secrets découvrirent une autre vertu du suxaméthonium. Comme tous les curares, il devient à haute dose un poison qui agit sur les muscles respiratoires et sur le cœur, en les paralysant durant une courte durée, mais assez longue cependant pour provoquer la mort sous l'apparence d'une crise cardiaque. L'intérêt principal du suxaméthonium, toujours du point de vue des services secrets, est qu'il se dilue rapidement dans le sang pour ne laisser aucune trace de sa présence lors d'une autopsie. Il est donc utilisable pour assassiner, sans laisser de traces ni forts soupçons, contre tous les individus susceptibles d'avoir une crise cardiaque (personne âgée de plus de 40 ans, grand fumeur, gros mangeur et consommateur d'alcool...).

Encore un peu plus tard, vers 1960, les services secrets britanniques tirèrent profit de la découverte de l'*aflatoxine* [138] pour procéder à quelques éliminations physiques discrètes. Si la dose d'aflatoxine discrètement associée à une boisson n'est pas trop élevée, celui qui la boira décédera dans les six mois, environ, d'une cirrhose qui aura dégénéré en cancer du foie. Les services secrets empoisonnent de cette manière des individus dont leur entourage sait qu'ils consomment régulièrement de l'alcool, ce qui rend impossible à prouver ni même à soupçonner l'hypothèse d'un assassinat.

Citons également, mais dans un autre registre, l'*acide fluorhydrique* , une solution aqueuse très corrosive et toxique de *fluorure d'hydrogène* , qui est un poison violent très particulier et aux effets spectaculaires. Car il peut agir par simple contact avec la peau (après avoir été vaporisé sur une poignée de porte, par exemple). Lorsque la peau entre en contact avec de l'acide fluorhydrique, le

produit pénètre d'abord les couches de peau (épiderme, derme), causant plus ou moins rapidement des dégâts importants des tissus ; quasi immédiatement ou au bout de 24 heures, selon le niveau de concentration du produit (de plus de 50 % à 20 % de concentration, respectivement). À haut niveau de concentration (plus de 50 %), l'acide fluorhydrique provoque de très graves brûlures, passe la paroi dermique pour atteindre les os et les vaisseaux sanguins, se lie au calcium du sang et des os, et, par cette action, détruit le cœur ; la mort s'ensuit très rapidement. Les vapeurs d'acide fluorhydrique, seules, peuvent également être mortelles, parce qu'elles provoquent une corrosion rapide des voies respiratoires, des dégâts aux poumons suivis d'un œdème pulmonaire fatal. Par exemple, un contact de seulement 2,5 % de la peau avec de l'acide fluorhydrique concentré à 70 % provoquera une mort rapide. C'est le poison qui est projeté en aérosol contre la poignée de porte d'un minivan par l'acteur Bruce Willis dans le film *Le Chacal* , tourné en 1997 par Michael Caton-Jones ; cette scène de fiction correspond donc bien à une réalité.

D'une manière générale, les services secrets n'utilisent pour tuer, depuis quelques années, que des substances provoquant des affections courantes, donc qui attirent peu l'attention et les suspicions. Ils n'en changent que pour délibérément susciter le doute et « adresser un message » que seuls d'autres services secrets pourront comprendre (formes de cancers rares et/ou généralisés, en particulier), dans le cas de l'élimination physique d'un agent étranger, par exemple.

Il existe une dernière forme d'élimination physique discrète qui consiste seulement en le prolongement indéfini de l'*élimination sociale* que nous avons vue au chapitre précédent. Cette méthode d'élimination physique d'un individu ne peut être entreprise dans un pays étranger, pour des raisons aisément compréhensibles. C'est pourquoi elle n'est utilisée que dans les contextes de l'intelligence domestique et du contre-espionnage.

Les services secrets d'un pays d'Europe de l'Ouest conçoivent comme une « corrida » leurs opérations d'élimination physique procédant de cette dernière méthode — que le lecteur n'aille pas

hardiment en déduire qu'il s'agirait donc des services secrets espagnols ! Voici pourquoi.

Pour mémoire, le but de la corrida que tout le monde connaît est la mise à mort d'un taureau, animal jugé redoutable, au centre d'une arène pleine de monde. Dans le contexte symbolique d'une élimination physique par les services secrets, cette arène pourra être comparée à une « opinion publique » qui aurait manqué d'assister à la première partie de ce spectacle tauromachique. Car durant la première partie d'une corrida, appelée le *tercio de pique* , deux *picadors* , juchés sur des chevaux dont les flancs sont protégés des inévitables coups de cornes du taureau par des *caparaçons* , tourmentent celui-ci en le blessant à l'aide de longues piques acérées. Cette première étape de la mise à mort du taureau permet à la fois de l'affaiblir, d'évaluer son comportement, et surtout de l'énerver. Nous avons vu à quoi correspond cette métaphore dans la réalité, au chapitre précédent ; voici maintenant sa suite.

Lors de la seconde partie de la corrida, *le tercio de banderilles* , des *banderilleros* , voire le matador lui-même, plantent trois paires de *banderilles* dans le dos du taureau. La réalité de cette métaphore peut être légèrement différente d'un cas à l'autre, mais ce n'est pas très important. Ce qu'il faut observer et retenir, c'est que les *banderillos* attaquent le taureau simultanément selon une tactique planifiée à l'avance. L'un distrait son esprit en courant, en agitant les bras et en sautant, pour que l'autre puisse venir à la fois l'affaiblir et l'énerver, par surprise, en lui plantant deux banderilles dans l'échine qu'il ne pourra pas retirer de sa chair endolorie. Cette attaque se reproduira encore deux fois, sans que le taureau ne puisse rien y changer. Il y a alors de grandes chances pour que l'animal se sente perdu après cela. C'est le but de toute *l'équipe* qui n'est là que pour le voir mourir à petit feu, selon un processus élaboré de longue date qui permet désormais de savoir à l'avance quelles seront ses réactions, jusqu'à son dernier souffle.

Car il faut rappeler à cet instant que ce que redoutent le plus les *banderillos* et le *toréador* , c'est que le taureau puisse se comporter différemment des autres : qu'il soit tenté de renoncer, et de se laisser mourir. C'est-à-dire, du point de vue d'un neurobiologiste, que le *comportement d'inhibition* prenne le pas sur celui de *l'attaque* .

Dans une telle éventualité, la foule dans l'arène, qui est la version métaphorique de l'opinion publique rappelons-le, n'accepterait pas que la mise à mort se poursuive ; elle se tournerait contre le toréador, pour le déchoir de ses réputations de courage et d'honorabilité. Mais cela, le taureau ne peut évidemment le savoir. De plus, la douleur persistante dans son échine, ces êtres qui s'agitent sans cesse devant lui et menacent de le blesser encore à tout moment, et la foule des centaines d'autres qui crient, l'empêchent de se reposer ne serait-ce qu'un seul instant. L'esprit du taureau est embué. Il ne pourrait réfléchir s'il était doué de la faculté de penser, et de planifier ses réactions à venir. C'est ce qui arrive également à l'être humain qui perd le contrôle de lui-même.

C'est à ce moment-là que le héros de ce spectacle entre en scène. Nous en sommes à la dernière partie de la mise à mort du taureau. Le toréador, autorité suprême aux yeux de la foule dans l'arène, celui qui porte la noble épée, symbole de justice dans la société des êtres humains, va bientôt pouvoir justifier son acte en montrant à tous combien le taureau est dangereux, combien il est prompt à attaquer et si possible à tuer. Le « méchant », ce ne peut être que cet animal fou furieux. Le danger est toujours grand que le taureau cède enfin à l'inhibition, et donc que le toréador ne puisse le tuer avec l'aval du public. L'organisateur de la corrida ne serait pas content. La foule, elle, n'en tiendrait pas le taureau pour responsable pour autant ; peut-être même s'apitoierait-elle sur son sort ; ce serait un renversement de situation et de rôles. Mais, on le sait, rendu fou par la douleur et la frustration de ne pouvoir faire cesser ses tourments, le taureau va bravement se défendre jusqu'au bout. Il a tort, mais, encore une fois, comment pourrait-il le savoir ?

La cible, humaine celle-là, d'une élimination physique par le harcèlement, a moins de choix que le taureau d'une corrida. Car lorsqu'elle cède à l'inhibition, malgré les tourments qui continuent de s'abattre sur elle, c'est qu'elle vient de sombrer dans une phase profonde de la dépression qui l'affectait déjà depuis plusieurs mois ou plusieurs années. Elle devra donc être hospitalisée pour que son mal y soit traité ; dans un hôpital psychiatrique. Elle y aura définitivement perdu sa crédibilité sinon sa vie, pour l'instant, car sa mort ne sera alors plus très loin. Et dans ce cas, déjà isolée

socialement depuis quelque temps, il ne se trouvera plus grand monde pour s'intéresser aux causes ou aux circonstances exactes de son décès. Elle se suicidera, c'est l'issue la plus probable ; ou elle décédera de mort naturelle, c'est-à-dire des effets conjoints de son grand état de faiblesse et de son nécessaire traitement médicamenteux.

Si la cible, en raison de sa personnalité, n'a pas cédé à l'inhibition, c'est qu'elle sera parvenue à fuir sa surveillance, tous ces « picadors » et « banderilleros » qui sont là pour la priver de moyens économiques et de ses chances de trouver de l'aide, de sortir de son pays dont les frontières, sans argent ni voiture, lui semblaient peut-être aussi difficiles à franchir que la palissade et les portes fermées d'une arène.

Mais une fois à l'étranger, si vulnérable, d'autres dangers l'attendent, nous les avons sommairement présentés à un chapitre précédent ; décrivons-les en détail.

On cherchera quand même à savoir qui est cet individu s'il ne figure sur aucun avis de recherche, d'autant plus s'il ne vient pas d'un de ces pays en guerre ou d'une dictature du tiers-monde. Et, bien souvent, un nouveau harcèlement surviendra, tout aussi discret et sournois que le précédent, pour obliger cet étrange immigré à devenir un informateur de l'intelligence domestique cette fois, chargé de surveiller les ressortissants de son pays dont il connaît parfaitement la langue et les habitudes. S'il refuse, on le renverra dans l'« arène » qu'est devenu pour lui son pays ; on le lui fait bien comprendre. Un officier traitant local attend qu'il cède. Mais céder ne changera pas grand-chose, car s'il le fait, il sera traité comme un misérable, toujours avec ce mépris que l'on accorde ordinairement aux gens qui n'ont ni scrupules ni attaches, et qui n'ont pas d'argent non plus pour s'offrir une apparence de respectabilité.

S'il cède à ces nouvelles pressions, les services qu'il pourra rendre ainsi ne seront jamais reconnus, et, dans quelques petites années, on le renverra finalement dans son pays, au motif qu'il est fortement soupçonné d'être « un espion » ou un individu connu pour ses « fréquentations interlopes » ; cela arrive si souvent avec les immigrants.

Si la cible, en raison d'une personnalité encore différente, plus tenace, a décidé de se battre pour tenter de survivre, comme le fait le taureau, elle se trouvera confrontée à une des plus redoutables techniques de son adversaire : la manipulation de gangs de jeunes délinquants.

Depuis maintenant quelques années, les services secrets de nombreux pays tirent couramment profit des gangs de jeunes petits délinquants sans emploi ni éducation, ni avenir. Il est facile pour un service secret de les manipuler, en effet. Puisque tous leurs membres sont bien connus des services de police ordinaires ; on sait déjà où ils demeurent, on connaît déjà leurs personnalités, les délits auxquels ils se livrent le plus volontiers ou pour lesquels ils manifestent une aptitude particulière. On dispose aussi de multiples moyens de les contraindre puisqu'ils se sont déjà compromis, de multiples fois bien souvent. Ils iront en prison ou leurs parents perdront leurs aides sociales, puis leur logement s'ils ne *collaborent* pas. S'ils collaborent, la police fermera les yeux sur leurs petits vices ; une aubaine.

Voici comment les services secrets utilisent ces jeunes pour harceler une cible ; c'est encore très simple et imparable.

Un agent des services secrets qui se présente comme « un caïd très influent » va à la rencontre de l'un de ces jeunes délinquants, et lui propose une intéressante opportunité. S'il se montre capable de convaincre ses amis d'aller passer ses journées dans un autre endroit que celui que le groupe affectionne ordinairement (une entrée d'immeuble, bien souvent), tous en tireront plusieurs avantages. Cet endroit, c'est l'adresse de la cible devant être éliminée physiquement (ou même juste socialement). Là-bas, la police ne viendra plus les déranger, elle ne s'intéressera même plus du tout à leurs cas, individuellement, pour autant qu'ils ne s'en prennent pas aux locataires qui y demeurent. Tout ce qu'ils auront à faire, c'est d'y rester chaque jour aussi longtemps que possible ; ils pourront y discuter, y boire et y consommer des stupéfiants comme ils le veulent. Plus longtemps ils seront capables d'y rester, mieux ils seront rémunérés, en cigarettes, en haschich et en marijuana ; il y en aura pour tous ceux qui veulent venir. L'agent demande aussi qu'ils se montrent courtois avec les locataires de l'immeuble, voire

qu'ils aillent jusqu'à leur ouvrir la porte de l'entrée principale, tout spécialement et aussi ostensiblement que possible à la cible dans ce cas (laquelle doit logiquement s'en trouver déstabilisée, psychologiquement, et à tout le moins de se sentir obligée de se montrer courtoise avec eux en retour, grâce au simple mécanisme psychologique de la *réciprocité*).

Lorsque la cible d'un tel harcèlement se trouve confrontée à une nuisance de ce genre, elle ne peut que s'interroger sur les raisons qui ont bien pu pousser tous ces jeunes délinquants, mineurs pour la plupart, à venir occuper en permanence le hall de l'immeuble ou de la maison où elle réside ; rien ne peut rationnellement l'expliquer, puisqu'il y a (généralement) beaucoup d'autres endroits similaires dans son quartier, voire de bien meilleurs endroits. Elle se demande aussi pourquoi la police intervient parfois dans le quartier, mais ne s'intéresse jamais à ces jeunes que tout le monde peut voir consommer de la drogue sans se cacher, casser des bouteilles d'alcool dont les morceaux jonchent quotidiennement le sol et les abords de l'entrée désormais. Il arrivera forcément un moment où la cible, déjà victime des multiples petites frustrations et tracasseries qui ont été énumérées au chapitre précédent, croira que ces jeunes ne sont ici « que pour elle », même si cela semblait invraisemblable à l'entendement de quiconque. Car la cible ne les connaît évidemment pas, et c'est pourquoi ils ne pourraient avoir aucune raison de venir « lui pourrir encore un peu plus l'existence » [139] , tout spécialement. C'est à en devenir fou, bien sûr, puisque, du point de vue des services secrets, c'est fait pour ça.

Car la cible ne peut rien y faire. Elle comprend aussi que si elle tente de se plaindre, ces jeunes délinquants, si impressionnants par leur nombre et leur promptitude à l'agressivité, s'en prendront tout particulièrement à elle. À tout le moins, ils casseront probablement sa boîte aux lettres et voleront régulièrement son courrier, ils viendront casser leurs bouteilles sur son palier et non plus seulement dans le hall de l'immeuble, ils urineront même contre sa porte, et, au bout de quelques semaines, l'odeur deviendra insupportable et se répandra jusque dans son appartement. Peut-être même viendront-ils à s'en prendre physiquement à elle. C'est en effet ce qui est prévu dans un tel cas.

Si la cible tente d'appeler la police, cette dernière écoutera sa plainte et se déplacera, en effet, pour venir demander à la bande de jeunes de se disperser ; mais, dès le lendemain, ils seront revenus, comme si rien n'était arrivé. De plus, ils chercheront à savoir qui a appelé la police pour se venger de cette lâche dénonciation. La cible verra alors la police se lasser de ses appels ; cette dernière a d'autres priorités, plus importantes et plus utiles que de disperser quelques jeunes qui n'ont à se reprocher que de s'être pacifiquement réunis pour discuter entre eux.

Alors la cible, à la fois excédée et désespérée, pourra être tentée de régler ce problème par elle-même, ce qu'espèrent beaucoup les services secrets. Car une telle action, non seulement ne paiera pas, mais aura forcément des conséquences qui pourront s'avérer dramatiques. Comme la plupart de ces jeunes sont mineurs, ce sont des enfants ; or la loi, largement approuvée par l'opinion publique, interdit aux adultes de s'en prendre physiquement à des enfants, quand bien même ceux-ci peuvent se montrer des individus dangereux et criminels. Et puis la police et la justice se montrent toujours plus clémentes avec les mineurs qu'avec les adultes lorsque ceux-ci s'opposent. Bien souvent, ils sortent libres du poste de police avant même que leurs victimes aient fini d'y être entendues.

Si la cible vient à céder à une *pulsion d'attaque* , ce qui arrive parfois dans un tel cas, c'est elle qui aura alors affaire avec la police, « sérieusement » cette fois. Si cette riposte a entraîné des blessures ou la mort de l'un des jeunes délinquants, alors elle ira en prison, où là, des tourments plus grands encore l'attendent. Lorsque cela se produit, il n'est pas rare que la cible se suicide dans sa cellule, ou qu'elle soit battue à mort par un codétenu, ce qui marque la fin de la mission des services secrets.

Lorsque, à l'issue de plusieurs mois de ce tourment très particulier, la cible a trouvé la force de ne pas réagir, le gang de jeunes reçoit alors de nouvelles instructions de la part de celui qui vient quotidiennement leur apporter leurs drogues et qui leur garantit l'impunité. Son logement sera cambriolé et saccagé durant une de ses absences. Pour mieux signer son attaque, avec autant de cynisme que possible, cette absence aura été justifiée par une

convocation par un service administratif ou social quelconque. Le lien sera évident pour la cible, à ce stade de son harcèlement, mais, à nouveau, il serait fou de chercher à le démontrer auprès de quiconque. Si la cible possède encore un véhicule, celui-ci sera brûlé ou saboté, tout comme quelques autres dans le voisinage ce jour-là, afin qu'elle ne puisse pas non plus prouver de cette manière qu'elle est bien victime d'un harcèlement.

Forcément, il n'y aura qu'une seule alternative pour la cible, si elle n'a pu fuir dans un autre pays, ou si elle n'est pas tombée gravement malade des suites de l'affaiblissement de son système immunitaire, lui-même provoqué par un stress important et prolongé. [140] Il peut fuir son logement pour s'en aller vivre dehors, et aussi loin que possible de l'endroit où son tourment est devenu insupportable, quitte à devoir souffrir de la faim et des intempéries. Il peut aussi mettre fin à ses jours pour faire définitivement cesser ses souffrances morales. [141] Dehors, de toute façon, elle décédera bien vite des suites du froid, de l'alcoolisme, de la maladie ou d'autre chose, ou elle disparaîtra sans laisser de trace.

Les éliminations physiques par les services secrets, par le recours à des pressions psychologiques telles que celles qui viennent d'être décrites, sont devenues de plus en plus fréquentes, dans à peu près tous les pays. Les raisons en sont : d'une part, la croissance générale de l'intelligence domestique assortie d'une répression grandissante dans quelques pays, y compris occidentaux et riches. D'autre part, l'assassinat par ce moyen est quasiment impossible à démontrer, puisque les cas d'individus qui mettent fin à leurs jours à la suite de harcèlements « ordinaires » sont devenus fréquents.

Mais il existe encore une autre raison venant justifier que des individus soient ainsi tourmentés jusqu'à leurs décès : « l'exemple ». C'est-à-dire montrer à tous ceux qui ont été impliqués dans un harcèlement de ce type, et qui ont été les témoins de ses conséquences, ce qui pourrait leur arriver s'ils venaient à refuser l'autorité officieuse ou à tenter de s'en prendre à elle d'une manière ou d'une autre. Car tous ces autres individus ont pu comprendre que personne ne voudrait les écouter s'ils venaient à tenter de parler de ce qu'ils ont vu ; de plus, comme ils partagent tous une part de responsabilité dans ce qu'il faut bien appeler un assassinat collectif,

même s'il est supervisé par une seule personne, un tel acte les obligerait à se dénoncer eux-mêmes du même coup. Et, de toute façon, du point de vue de ces derniers, il reste l'alibi disant que : « l'issue tragique n'est-elle pas arrivée par la propre volonté de la victime elle-même, qui s'est comportée si stupidement puisque *personne* n'avait parlé d'une intention d'en arriver là ? »

Tout ce qui vient d'être expliqué n'implique nullement que tous les cas de suicides des suites d'un harcèlement soient des *éliminations physiques* discrètes et délibérées par les services secrets. Ces derniers ne font, après tout, que reproduire de manière plus sophistiquée et plus consistante ces harcèlements ordinaires aux issues tragiques que rapportent régulièrement les médias [142] .

Du point de vue d'un cadre des services secrets d'un pays d'Europe de l'Ouest, qui fut ponctuellement désigné pour superviser ce genre très particulier de missions, et qui, pour le justifier, parle d'une « violence d'État » inévitable parce qu'elle est parfois nécessaire au maintien de la stabilité de la Nation : *« Jupiter commence par rendre fou celui dont il souhaite la destruction* [143] *»* . Aussi, l'élimination physique discrète devant être précédée d'une longue souffrance et, si possible, de la folie n'est employée par les services secrets qui la pratiquent que pour punir les traîtres et les individus qui sont parvenus à les attaquer avec succès et de manière consistante — on comprend mieux dans ce cas la justification d'un « exemple ».

On trouve quelques ressortissants étrangers parmi ceux qui ont été assassinés de cette manière ; de ceux qui ne pouvaient plus retourner dans leur pays sous peine d'y recevoir le même traitement ou d'y être emprisonnés.

Enfin, il faut mentionner un « produit dérivé » de l'élimination physique, qui fut inventé et expérimenté pour la première fois en Égypte durant le mandat présidentiel de Gamal Abdel Nasser, selon le célèbre compositeur américain Miles Copeland (1916-1991), également un cadre de la CIA, et même l'un de ses fondateurs.

Voici ce qu'il explique, en substance.

Dans ce cas, l'opération de harcèlement devait être assortie de quelques petites astuces et autres manipulations qui visaient à pousser la cible à attaquer ceux que des agents manipulateurs lui

désignaient. La cible devait donc croire que la déchéance sociale et économique dans laquelle elle se trouvait avait été organisée par d'autres personnes que ses véritables auteurs. Et, en étant arrivée à se croire perdue et sans aucun avenir, elle devait être amenée à se dire quelque chose comme : « Je n'arriverai pas à m'en sortir. Je vais probablement mourir. Mais celui qui a causé ma perte va mourir avec moi. »

On l'aura compris, parvenir à amener un individu à raisonner de cette manière extrême, c'était faire de lui ce que l'on appelle couramment aujourd'hui un *terroriste* , et dans ce cas en particulier un terroriste prêt à mourir pour « la cause » que ses manipulateurs construisaient pour lui.

Il serait long d'expliquer dans ce livre l'ensemble du mécanisme psychologique, d'un point de vue technique et scientifique, qui permet d'amener un individu à s'engager pour une cause désintéressée, au point d'être d'accord pour sacrifier sa vie pour elle ; un livre entier consacré à ce seul sujet serait nécessaire. De plus, une explication complète de cette méthode doit nécessairement s'inscrire dans un contexte qui n'est explicable que par la *théorie des jeux* , une autre discipline scientifique précédemment évoquée. C'est pourquoi nous devrons nous contenter d'en examiner les grandes lignes, dans un langage courant accessible à une majorité.

Tout d'abord, les agents manipulateurs doivent approcher la cible à un certain point de sa déchéance sociale et économique, pour lui enseigner la doctrine politique ou/et religieuse qui devra servir de *visée formelle* (l'alibi), puisqu'il serait impossible de faire se sacrifier quiconque pour la *visée réelle* (qui est toujours un enjeu économique, ou stratégique relevant de la géopolitique). Cette doctrine devra être assez dépourvue de sens logique, afin qu'aucun État ni aucun journaliste d'investigation ne puisse y trouver quoi que ce soit qui permettrait de soupçonner l'État qui bénéficiera de ce genre de manipulation. Cependant, la doctrine choisie, qui sera donc le mobile du futur terroriste, devra être méticuleusement rédigée, de manière à ce qu'elle puisse tout de même avoir un minimum de sens, et, surtout, véhiculer des valeurs morales que l'opinion publique, ou une grande partie de celle-ci, pourra percevoir comme

« nobles » (toutes les causes doivent être nobles pour être crédibles et populairement recevables). En gros, la doctrine devra permettre au futur terroriste de se présenter et d'agir au nom d'une « minorité opprimée par un puissant pouvoir omniscient et omnipotent » (un État, un cartel ou un lobby économique politique ou religieux, donc).

Contrôlée par l'isolation sociale et économique durant sa préparation psychologique et son endoctrinement, la cible demeurera immédiatement disponible. Précisons tout de même — et cela vaut pour ce qui a été dit précédemment concernant les sujets du recrutement et de l'élimination sociale — que la frustration de la cible, indispensable à son conditionnement, dépend grandement du pays où elle se trouve. Il est plus difficile et plus long de frustrer un individu dans un pays pauvre que dans un pays riche, où l'esprit est constamment sollicité par un étalage général de biens, de confort et de plaisirs divers auxquels tout le monde semble avoir accès, « sauf lui ». De plus, cette frustration est d'autant plus intense si cet individu possède un haut niveau d'éducation. Le jeune diplômé est donc la cible privilégiée de ce type d'opérations, puisqu'on lui a appris à utiliser son cerveau, et à rejeter l'hypothèse de l'emploi manuel. C'est pourquoi, durant son endoctrinement et ses privations forcées, il doit être fréquemment exposé à des scènes (télévisées, filmées ou réelles) de gens heureux et jouissant de toutes sortes de plaisir. Accessoirement, on pourra l'orienter vers un emploi choisi pour achever de le convaincre que ses savoirs et compétences n'intéressent personne, ou qu'ils ne peuvent être que très modestement rémunérés (du cynisme et de la moquerie doivent être montrés en cette occasion).

Du point de vue d'un individu qui a vécu dans une société où on lui a appris, depuis le plus jeune âge, qu'il pourra jouir de tous ses avantages sitôt qu'il sera en mesure de gagner sa vie, une immense déception s'installe, associée à un non moins grand sentiment d'avoir été trompé durant toute sa vie. Bien des gens exposés à une telle expérience sont prêts à recourir à d'extrêmes mesures contre ceux qui leur sont désignés comme des fautifs ; c'est tout simplement *humain* . D'une manière générale, tous les sentiments qui peuvent naître dans leurs esprits sont « négatifs », puisque l'on

veille soigneusement à leur retirer tout ce qui pourrait leur procurer le moindre plaisir [144] .

L'ex-président égyptien, Gamal Abdel Nasser (1918-1970), fut le premier à utiliser cette technique de manipulation lorsqu'il était encore colonel de l'Armée égyptienne, et qu'il avait entrepris une action révolutionnaire contre le gouvernement de son propre pays au début des années 1950. On peut historiquement le considérer comme l'« inventeur du terrorisme suicidaire » au nom d'une cause abstraite.

DU CONTRE-ESPIONNAGE À L'INTELLIGENCE DOMESTIQUE.

En dépit de ce que suggère le titre de ce chapitre, il serait difficile de déterminer avec exactitude si, historiquement, l'action de contre-espionnage précéda effectivement celle de l'intelligence domestique, ou si ce ne fut pas l'inverse, car les deux sont si étroitement liées que, d'un point de vue général, elles sont une même chose. La seconde est une large extension de la première.

Pour mémoire, à l'attention des spécialistes du renseignement, et en général à celle de tous les autres, le contre-espionnage consiste à :

Repérer et identifier les agents secrets étrangers, et tous les individus (nationaux) agissant ponctuellement ou régulièrement, consciemment ou inconsciemment, et de quelque sorte que ce soit contre les intérêts nationaux du pays, lesquels peuvent être, indifféremment, économiques (privés ou publics), scientifiques, techniques et industriels, sociaux et culturels, politiques et stratégiques.

Cette définition, aussi courte dans sa forme que large dans sa proposition, a été ainsi rédigée par l'auteur pour être applicable à n'importe quel pays de ce XXIe siècle, ou à peu près. Quelques petites précisions sont donc nécessaires, en particulier concernant la nature d'une « action contre les intérêts nationaux d'un pays ». L'action clandestine et hostile d'un agent secret étranger, d'un réseau d'agents secrets étrangers ou d'un service secret étranger dans sa globalité, consiste ordinairement (ponctuellement ou de manière intensive selon le *pays cible*) en une « action passive » qui peut être :

- la surveillance de la politique extérieure (activités diplomatiques), des évènements politiques, des personnalités politiques en place et *montantes* , et collecter autant d'informations que possible sur ces personnes ;

- la surveillance de la politique intérieure (gouvernements et partis), des évènements politiques, des personnalités politiques en place et *montantes* , et collecter autant d'informations que possible sur ces personnes ;

- la surveillance de la dissidence politique et des minorités ethniques, culturelles et religieuses, du terrorisme ;

- la surveillance des activités des services secrets et des différents organes et services en charge des activités policières et de surveillance rattachés ou non, publics ou privés ;

- la surveillance des affaires militaires ;

- la surveillance des activités de recherche scientifique et technologique ;

- la surveillance des activités économiques publiques, financières et bancaires, des principales entreprises ;

- la surveillance des activités des principaux acteurs non gouvernementaux ou parapublics (ONG, centres de recherche et d'études) ;

- la surveillance des importations/exportations, consommations d'énergies et nucléaires ;

- la surveillance des médias et de la culture et de leurs évolutions ;

- la surveillance des facteurs et indices socioéconomiques (natalité/mortalité, PNB/PIB et par habitant, chômage, évolutions sociales et culturelles diverses, consommation de stupéfiants, d'alcools et de médicaments, criminalités, etc.) ;

- la surveillance des télécommunications, radiocommunications et signaux radioélectriques divers ;
- la surveillance des activités maritimes, aériennes et spatiales,
- ou en une « action active » qui peut être :
- le recrutement d'agents ;
- l'influence et la propagande de nature politique ;
- l'influence et la propagande de nature sociale ;
- l'influence et la propagande de natures économique et financière ;
- l'influence et la propagande de nature technologique ;
- l'influence et la propagande de nature culturelle ;
- l'influence et la propagande de nature militaire ;
- l'influence et la propagande en direction des services secrets et des différents organes et services en charge des activités policières et de surveillance rattachés ou non, publics ou privés (désinformation, démoralisation, dissémination de rumeurs),
- le sabotage ;
- l'aide aux mouvements de dissidence (politiques, religieux, sociaux, syndicaux, etc.), et au terrorisme domestique, ou leur mise hors d'état de nuire.

La liste ci-dessus montre bien l'immense diversité des *actions* et *missions* dont peut être chargé un agent secret étranger, et, du même coup, l'ampleur *théorique* de la mission d'un service de contre-espionnage qui les nomme « menaces », indépendamment

de leurs natures. Théorique, car, bien sûr, le plus puissant des services de contre-espionnage ne pourrait jamais s’en affranchir. C’est pourquoi, dans une très large mesure, un service de contre-espionnage intervient *en amont* de la menace, en pratiquant l’*intelligence domestique* .

La plupart des services de contre-espionnage modernes ont une mission d’action *préventive* qu’ils revendiquent officiellement, mais celle-ci consiste largement, dans beaucoup de pays, en une information/formation théorique dispensée auprès des services publics et des entreprises privées sensibles (aéronautique, électronique, informatique, recherche médicale, etc.), et des universités où l’on forme des ingénieurs et des scientifiques. Ces dernières missions d’information/formation sont toujours autant d’occasions pour les services de contre-espionnage d’étoffer leurs réseaux de *contacts* , lesquels pourront les avertir s’ils constatent un évènement ou un comportement anormal.

C’est à partir de cette dernière limite du champ d’action d’un service de contre-espionnage que l’intelligence domestique prend le relais de la *surveillance intérieure* d’un pays. Au contraire de ce qu’il en est pour le contre-espionnage, l’intelligence domestique intervient très *en amont* de la *menace* . Car cette mission consiste en la surveillance de tout ce qui *pourrait ultérieurement* constituer une *menace* , ou *favoriser* l’apparition d’une *menace* (naturelle, ou entretenue par un pays hostile qui aurait également fait cette découverte et en ferait une opportunité). Les mots indiqués en italiques dans cette dernière phrase le sont pour insister sur le fait que l’intelligence domestique, même lorsque celle-ci est appelée « espionnage domestique » (c’est la même chose, mais avec un nom plus explicite [145]), est un travail de service secret effectué en direction d’une population qui n’a rien fait de répréhensible, ni même ne s’apprête à le faire consciemment.

C’est bien pour cette dernière raison qu’aucun service secret du monde ni aucun gouvernement ne souhaite s’étendre sur le sujet de l’intelligence domestique. Chaque fois que l’un d’eux a tenté de donner un caractère officiel à son appareil d’intelligence domestique, la réaction de l’opinion publique fut toujours prompte et vigoureuse. En Union Soviétique, le KGB était également chargé d’une large

mission d’intelligence domestique, dont l’existence officielle fit les choux gras de la propagande orchestrée par ses ennemis. Aux États-Unis, l’action d’intelligence domestique du FBI, officialisée durant la période de la Guerre froide, fit les mêmes choux gras de ses ennemis, réciproquement. En France, l’action d’intelligence domestique officielle des Renseignements généraux (RG), et du Service d’Action Civique (SAC) [146] , plus ou moins officiellement reconnue, mais bien connue de toute la population qui ne s’y laissa pas tromper, donna les mêmes résultats.

Aujourd’hui, le FBI ne reconnaît plus faire d’intelligence domestique et se limite au contre-espionnage (outre ses autres missions de police de droit commun), et le KGB, les RG et le SAC n’existent plus. La mission d’intelligence domestique de ces pays, plus importante et plus nécessaire que jamais en ce nouveau siècle marqué par les apparitions de nouvelles menaces telles que la « guerre économique [147] », la « guerre de l’information » et de la culture et le terrorisme, s’est repliée dans la clandestinité la plus complète (les services de renseignement extérieur s’en chargent couramment aussi, mais officieusement, dans la plupart des pays). Dans les pays qui sont particulièrement fragilisés socialement par les évolutions et mutations économiques, et où le chômage est grandissant et les scandales financiers et politiques de plus en plus fréquents et spectaculaires, la seule évocation de l’existence d’une intelligence domestique pourrait précipiter de graves émeutes, voire une guerre civile du même type que celles qui touchent depuis peu les pays d’Afrique du Nord et quelques-uns de la péninsule arabique.

L’intelligence domestique est aujourd’hui indispensable à la stabilité de la société et à la sécurité intérieure de tous les pays du monde. Aucun professeur de sciences politiques honnête ne pourrait nier cela ; mais un État ne l’admettrait jamais, bien sûr, et ses représentants crieraient immédiatement à la théorie de la conspiration, typiquement. Plus encore, le mot « intelligence domestique » ne figure d’ailleurs même pas dans les dictionnaires ; excepté dans les pays anglophones, où l’expression *domestic intelligence* est connue. On peut expliquer partiellement cette absence par le fait que le terme est anglais/américain à l’origine,

domestic intelligence , qui signifie à peu près en français quelque chose comme « espionnage » ou « surveillance » de la population « intérieure/dans le pays ». Ailleurs, on admet l'existence d'une « sécurité intérieure », d'un « renseignement intérieur », mais on reste très concis sur les missions qu'englobent ces termes. La lutte contre le terrorisme est devenue le nouvel alibi de la sécurité intérieure ; on parlait autrefois de « police politique ». Quelques personnels de services de police et de gendarmerie laissent parfois échapper les mots « renseignement de proximité », ce qui désigne bien la partie localisée (régionale) de la collecte d'information sur la population dans le contexte d'une mission générale d'intelligence domestique.

Dans une large mesure, c'est le développement rapide de l'informatique qui a provoqué une mutation de l'intelligence domestique. Car, ironiquement, c'est le surveillé lui-même (la population) qui a, à la fois modernisé, simplifié et considérablement amélioré le travail d'intelligence domestique, en s'équipant d'ordinateurs connectés à l'Internet et en y livrant beaucoup d'informations sur lui-même, en s'adonnant à la pratique du SMS sur smartphone et en généralisant l'usage de la carte de crédit pour tous ses achats. Cette technologie, en association avec les bases de données confidentielles d'État et privées de banque et d'assurance, permet désormais de presque tout savoir sur chaque citoyen d'un pays, en temps réel. Fait remarquable, tout le monde sait cela puisque les médias rapportent régulièrement que différentes agences gouvernementales, la police et la gendarmerie en premier lieu, ont ordinairement accès à toutes ces informations privées.

Ce qui demeure caché n'est finalement pas grand-chose, pour ce qui concerne cet aspect *passif* de l'intelligence domestique : juste l'usage qui en est fait dans le cadre de son aspect *actif* .

L'aspect actif de la mission d'intelligence domestique consiste, principalement, en des actions d'*influence* (propagande blanche) de l'opinion publique devant préparer celle-ci aux orientations décidées par le pouvoir politique ; c'est ce que l'on appelle l'action de « sensibilisation », un mot dont le sens a même été avoué et popularisé. Le reste consiste en des actions de *contre-influence* et de propagande noire devant contrer ou prévenir des réactions

négatives naturelles de la population ou de quelques minorités, ainsi que les influences en provenance de l'étranger (que celles-ci soient orchestrées par des services secrets étrangers et hostiles, ou purement *domestiques* et relèvent du simple effet de *mimétisme*). Ces aspects de l'influence et de la contre-influence seront largement expliqués dans les chapitres suivants.

Durant la Guerre froide en particulier et dans tous les pays, la mission d'intelligence domestique était confiée à des spécialistes rattachés aux services de contre-espionnage ; c'est plus encore le cas aujourd'hui qu'à cette période passée puisque, ainsi que nous l'avons vu, l'intelligence domestique consiste très souvent en la prévention d'actions d'influence en provenance de l'étranger. Pour comprendre pourquoi, attardons-nous un instant sur quelques changements et évolutions majeures de l'espionnage depuis 1945.

Tout d'abord, le pouvoir destructeur des armes de guerre conventionnelles a considérablement grandi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et, comme corollaire de ce fait, on a vu apparaître la notion de *dissuasion* , qui ne concerne pas exclusivement les armes nucléaires. Les grandes puissances militaires et économiques ont toutes bien compris qu'elles ne tireraient que de bien maigres gains au regard de leurs pertes, si elles venaient à s'affronter à l'aide d'armes militaires et conventionnelles [148] . La guerre étant le corollaire de toute civilisation, soit au motif de se défendre contre un ennemi, soit à celui d'attaquer pour se procurer des ressources ou, plus simplement, à celui de la peur d'être attaqué, les gouvernements des grandes puissances durent trouver d'autres moyens de se défendre et d'attaquer.

Ce souci donna lieu à l'utilisation prioritaire de deux armes qui n'étaient pas nouvelles, mais dont tout le potentiel, durant cette période, était encore bien loin d'avoir été exploité : l'économie et la propagande. L'économie faite arme peut permettre d'affaiblir considérablement un pays, voire de le détruire économiquement et socialement ; la propagande permet de nuire au moral de la population d'un pays, puis de la faire se retourner contre son gouvernement. Cependant, ces derniers objectifs sont difficiles à atteindre si le pays ainsi attaqué met en place des moyens de

défense adaptés. Ces derniers sont englobés dans l'action d'intelligence domestique comprenant des moyens *préventifs* et de *défense passive* , et le contre-espionnage désignant les moyens *actifs* ou de *défense active* . Les décisions politiques, diplomatiques et économiques forment la partie restante et visible de la défense contre ces nouvelles armes non létales. De toute façon, pour soumettre un pays à une surveillance telle que décrite dans ce livre, il faut d'abord désigner une menace, ou l'inventer et la faire vivre s'il elle n'existe pas plus qu'ailleurs, afin que la population demande elle-même à être surveillée.

Deux grands acteurs de la politique et de l'économie mondiale ont lancé et fait se développer cette nouvelle manière de se faire la guerre. Pour ce qui concerne l'influence en particulier :

Les États-Unis ont consacré d'importantes dépenses à la propagande par le moyen de la radio, avec le lancement de Radio Free Europe à partir de 1949, et aussi par les moyens plus sophistiqués, parce que beaucoup moins aisés à identifier et à contrer, du cinéma, de la musique et de la littérature (influence par le moyen de la culture, ou *influence culturelle*). Il faut ajouter à cette énumération sommaire la création de partis politiques, de mouvements de dissidence et de syndicats, ou le soutien médiatique et financier de ceux déjà existants, et dont l'action sert les objectifs du moment. Mais le véritable lancement orchestré d'une action consistante de propagande débuta vers 1965. Cette année-là, l'action de propagande en direction de pays étrangers fut baptisée « *public diplomacy* [149] ».

Parmi les missions réussies de la propagande américaine orchestrée par le Département d'État et la CIA, on trouve le lancement de l'écrivain dissident russe Alexandre Soljenitsyne, la promotion des grands jazzmen américains auprès de l'élite intellectuelle de l'Union soviétique et, d'une manière générale, la promotion de l'idée de la liberté individuelle, de l'*art de vivre* et de la culture américains devant s'opposer aux concepts russes du collectivisme et du *partage* explicitement ou implicitement imposés.

L'Union soviétique n'a réellement commencé à faire de la propagande une arme puissante et sophistiquée, et à lui accorder d'importantes dépenses, qu'avec l'arrivée à la tête du KGB de

Vladimir Semitchastny [150] , en 1961. Un département spécialement dédié aux activités de propagande noire fut créé au sein du KGB, appelé « Département D » [151] , et on donna à ces actions de propagande, en interne, le nom abstrait de « mesures actives [152] ». Parmi ces *mesures actives* , une importance toute particulière fut accordée à la création de mouvements de jeunes pacifistes et antimilitaristes en occident, avec pour tactique de faire s'élever l'opinion publique des pays du bloc de l'Ouest contre ses propres gouvernements, et de forcer ceux-ci à réduire leurs dépenses militaires ; celles accordées au nucléaire en particulier. En cas de réussite, l'Ouest se trouverait alors désavantagé militairement face aux armées du Pacte de Varsovie, et un chantage pourrait ultimement prendre place. Ce fut le Département D qui *planta* [153] , dans un journal indien, en 1983, la rumeur disant que le virus du SIDA avait été délibérément créé par un laboratoire biologique militaire américain (« Labo 4 »). D'autres médias reprirent aussitôt cette information pour faire *caisse de résonnance* . Grâce aux succès considérables des émeutes et révolutions de 1968 et de leurs leaders d'opinion, le Département D se vit accorder des moyens considérables sur ordre du Comité central du Parti communiste soviétique ; en 1984, les effectifs affectés aux tâches de *mesures actives* étaient évalués à entre 10 000 et 15 000 personnes.

Comme conséquences de cette évolution de la guerre, les budgets militaires diminuèrent progressivement, tandis que ceux des services secrets grandirent dans des proportions à peu près similaires. Plus précisément, ce sont les missions d'intelligence domestique, de propagande et de contre-espionnage qui furent les premières bénéficiaires de ces augmentations de crédits. Vint un moment où les missions d'influence et de propagande noire à l'étranger prirent autant d'importance que celles d'espionnage au sens strict de ce dernier terme. Les moyens de l'espionnage militaire déclinèrent considérablement par rapport à ce qu'ils avaient été durant la Guerre froide, puisqu'à peu près tous les grands pays accordaient de moins en moins d'importance à la guerre dite « conventionnelle ». On cessa d'entretenir et de renouveler les missiles balistiques à longue portée et les sous-marins ; les sous-

marins d’attaque les plus sophistiqués furent reconvertis en sous-marins d’espionnage, en les équipant, notamment, de multiples antennes permettant d’espionner les signaux radioélectriques (SIGINT) à proximité des côtes, depuis les *eaux internationales* .

Les services de contre-espionnage prirent largement la direction de l’intelligence domestique, et une de leurs priorités fut, à partir de la première moitié des années 1970, une surveillance accrue des élites politiques et culturelles, et aussi des médias et de leurs journalistes. Aussi, ils chassèrent un peu moins les espions tels que l’opinion publique les imagine encore aujourd’hui, pour consacrer plus de temps aux agents d’influence et à l’espionnage industriel et économique. Car, rappelons-le, le nouveau champ de bataille se situait aussi, très largement, sur le terrain de l’économie générée par l’innovation et la production industrielle à destination de marchés civils. Une technologie volée peut être reproduite, puis servir à créer des emplois, et donc à générer de l’économie. À l’inverse, la même technologie que l’on n’est pas parvenu à voler produira des importations, lesquelles se traduiront par de l’économie qui disparaît du pays pour aller à l’étranger [154] .

Les pays riches encouragent l’innovation technologique et scientifique, et donc ils doivent renforcer leurs services de contre-espionnage. Les pays moins riches encouragent le vol de technologies et de résultats de recherches scientifiques, et donc ils doivent renforcer leurs services d’espionnage. Il ne s’agit pas là d’un simple principe, mais de décisions politiques secrètes qui évoluent parfois vers de véritables doctrines et modes de pensée politique durables. Presque comme une tradition ou un devoir, mais culturellement, c’est certain, les voyageurs anglais rapportent ce qu’ils ont vu et entendu ; les Japonais photographient tout ce qu’ils peuvent ; les Français tentent de corrompre par tous les moyens ; les Américains tentent de séduire par tous les moyens ; les Russes tentent de conquérir par tous les moyens ; les Israéliens et les Suisses tentent de se protéger par tous les moyens…

En raison du fait que les espions ne s’intéressent plus exclusivement aux domaines politique et militaire, la mission de tous les services de contre-espionnage s’est considérablement diversifiée, et compliquée du même coup. Les cadres, les officiers,

les employés des services de contre-espionnage ne suffisent plus ; un pays riche moyen devrait en recruter et en salarier des dizaines de milliers, et la plupart de ceux-ci se trouveraient bien souvent désœuvrés, car ne sachant pas exactement comment orienter leurs recherches et investigations. Et quand bien même un pays déciderait de faire les choses ainsi, il se trouverait bien vite confronté au même problème de l'opprobre de l'opinion publique qui a touché le KGB, le FBI et les Renseignements généraux il y a quelques années.

C'est pourquoi les services de contre-espionnage de nombreux pays ont décidé de faire se développer, voire de créer, de véritables *réseaux* informels nationaux d'informateurs et de collaborateurs ponctuels ou réguliers. Pour ce qui concerne les réseaux déjà existants, il a suffi de s'y faire quelques contacts réguliers, ou de véritablement les *noyauter* pour contrôler leurs activités régulières, au cas par cas. Dans les pays où ceci est arrivé, ces réseaux informels sont désormais aussi nombreux que variés. Avant d'en présenter quelques-uns à titre d'exemple, il faut faire une mention particulière pour les sociétés secrètes et autres confréries et *sororities* qui, dans certains de ces pays, étaient déjà, « traditionnellement » pourrait-on dire, de véritables réseaux clandestins d'espionnage domestique à la fois très actifs et très influents. Au XVIIIe siècle, le roi de Prusse Frédéric II avait déjà entrepris de créer une société secrète de type maçonnique (*Illuminati*) pour en faire un organe secret de surveillance de son pays [155] . Et dans quelques pays, dont l'Angleterre et la France pour les cas les plus connus, les cadres des services secrets sont fréquemment des membres de ce type de sociétés secrètes, ce qui permet un *prolongement* discret et très efficace de l'activité de contre-espionnage et de renseignement domestique parmi la population, et surtout parmi les élites régionales distantes [156] .

Les autres réseaux informels où les contacts des services chargés du contre-espionnage et de l'intelligence domestique, excepté les services de police, gendarmerie et douanes, sont couramment et dans beaucoup de pays :

– les partis politiques ;

– les grandes écoles et universités ;
– les services postaux ;
– les agences de recrutement et de placement publiques et privées ;
– les syndicats et fédérations ;
– les avocats et le milieu du droit en général ;
– les bureaux et services chargés des successions (héritages) ;
– les milieux bancaires ;
– les compagnies de téléphone et fournisseurs d'accès à l'Internet ;
– le milieu de la presse et celui de l'édition ;
– les milieux religieux ;
– le milieu des arts et de la culture ;
– le milieu des aides sociales (associatif ou non), de l'offre d'emplois,
des professions médicales en rapport avec la santé mentale ;
– les milieux de l'immobilier ;
– les sociétés de gardiennage et de sécurité et leurs personnels ;
– les pompiers, ambulanciers et spécialistes de la médecine d'urgence
mobile ;
– les dirigeants d'entreprises ;
– les militaires et les policiers actifs et en retraite (en particulier lorsque ceux-ci occupent des activités dans le civil).

Cette liste n'est pas exhaustive ; elle peut être plus longue ou plus courte selon le pays considéré. Les services de police, de gendarmerie ; des douanes et fiscaux apportent, à eux seuls, un nombre considérable de contacts et autres informateurs ponctuels et informels. Dans les pays où les services secrets entretiennent un rapport de grande proximité avec l'armée, les services de police rattachés à cette dernière sont fréquemment des collecteurs réguliers d'intelligence domestique locaux (« renseignement de proximité »).


INFLUENCE

LA MANIPULATION DES GROUPES D'INDIVIDUS.

La manipulation des groupes d'individus, qui a une dimension supérieure que certains appellent « manipulation des masses », ou « manipulation des foules », est fort différente de la manipulation des individus pour trois raisons fondamentales :

1. un groupe d'individus est un ensemble constitué d'hommes et de femmes de divers âges, profils, intelligences et cultures ; il est donc impossible de planifier une manipulation de groupe sur la base d'un « profil type » ou « moyen », puisque celle-ci serait inadaptée, et donc vouée à l'échec ;
2. un groupe d'individus, bien qu'il soit constitué d'hommes et de femmes ayant tout de même des modes de pensée, des réactions et des perceptions de l'interaction entre individus relativement semblables, ne réagit pas du tout, collectivement, comme une personne seule d'intelligence moyenne [157] ;
3. on ne peut manipuler un groupe d'individus que par l'usage de messages oraux, textuels, visuels ; jamais par une interaction physique directe et individuelle (sauf par le recours à une méthode de communication de type commercial appelée « marketing direct » ou *direct marketing* , ce qui reste une communication conçue pour un groupe, néanmoins).

Notre définition quantitative d'un *groupe* sera déterminée par le nombre approximatif d'individus au-delà duquel un *leader* doit apparaître, c'est-à-dire lorsque les interactions et concertations entre individus, pour tous les membres d'un même groupe, ne sont plus possibles. Ce seuil critique est atteint à partir de 10 individus, et peut aller jusqu'à 100, au maximum, dans les cas d'assemblées convenablement encadrées. Cependant, nous considérerons qu'un *groupe* peut compter de trois [158] à 100 personnes (chiffre rond arbitrairement choisi pour simplifier les explications).

La « foule » doit donc être constituée de 100, au moins, à 150 000 personnes, ce dernier nombre correspondant à la capacité d'accueil

du plus grand stade du monde, au-delà duquel un individu ne parviendra plus à être en mesure d'estimer visuellement et sans changer d'endroit la taille de son groupe, même très grossièrement.

Nous appellerons « masse » tout nombre de gens compris entre 150 000 et plusieurs millions qui, dans ce cas, ne se trouvent jamais, ou très rarement rassemblés en un même endroit, selon le modèle de la *foule* et sa définition communément admise. Une *masse* pourra donc désigner la nation entière d'un pays ; l'emploi de l'expression « les masses » pourra vouloir dire des agrégats (c.-à-d. hétérogènes) d'individus d'un même pays, ou du monde, séparés en groupes (au sens général du terme cette fois) ethniques, religieux, culturels, politiques, régionaux, pouvant chacun se distinguer des autres pour quelque raison.

L'« opinion publique » peut être définie comme l'opinion d'une majorité d'individus d'une *masse* , au minimum, c'est-à-dire de la population d'un pays ayant atteint l'âge adulte (on ne parle pas d'opinion publique pour une foule ou un groupe).

Enfin, *leader d'opinion* désignera, au sens le plus large, « un individu que les gens écoutent et dont ils respectent l'avis », même s'ils ne le suivent pas. Un leader d'opinion peut donc autant être un éminent professeur ou chercheur qu'un pasteur d'une petite ville, qu'un maire, qu'un délégué syndical, qu'un secrétaire d'association, etc. On admet qu'un leader d'opinion a une capacité à influencer un groupe de gens dans leurs choix et, bien sûr, les opinions en toutes choses, et qu'il peut, parfois, influencer les masses.

Ces précisions importantes étant formulées, nous allons rapidement passer en revue les moyens de manipulation communs aux *groupes* , *foules* et *masses* — lesquelles impliquent forcément l'*individu* , avec une latitude d'action dans la manipulation limitée cependant — couramment employés par les services secrets dans le cadre de la mission d'*influence domestique* .

Nous comprendrons mieux ce qui suit, si nous considérons un instant, et de manière abstraite, un *groupe* , une *foule* ou une *masse* comme « un individu ayant une personnalité propre ».

En raison, en grande partie, de ce qui a été expliqué plus haut au point 1., une *foule* ou une *masse* est beaucoup plus réceptive à

l'appel de la *passion* qu'à celui de la *raison* ; celui qui ne tient pas compte de ce principe fondamental échouera systématiquement. La raison en est très simple à comprendre, et nous l'avons déjà vu : *toute concertation entre chaque individu d'un groupe et pour tout le groupe devient difficile à partir d'une dizaine d'individus, et impossible bien avant une centaine* [159] .

Voici une particularité qui surprendra peut-être le lecteur : même lorsque les capacités intellectuelles de chacun des individus d'une foule ou d'une masse sont majoritairement élevées (ou *au-dessus de la moyenne*), cela n'améliore aucunement son « intelligence collective ». Autrement dit : une foule de médecins n'est, collectivement, pas plus intelligente ni plus rationnelle qu'une autre d'ouvriers non qualifiés [160] .

Ce phénomène, déconcertant au premier abord, peut facilement et fréquemment être observé dans des stades à l'occasion de compétitions sportives importantes, où toutes les catégories sociales sont rassemblées. Là, les quelques gros plans des caméras dans la foule des spectateurs nous montrent de nombreux exemples de comportements et réactions qui sont exclusivement *passionnels* ; ils ne procèdent d'aucune réflexion préalable. On observe exactement le même phénomène dans des foules de meetings politiques, religieux, ou même dans une assemblée sénatoriale, où les gros plans de caméras montrent les mêmes comportements. À partir de là, une analyse rudimentaire des réactions de ces foules et de leurs causes permet de rapidement les cataloguer. On peut ensuite les faire se reproduire, ce que font les services secrets en recrutant ou en manipulant pour cela des individus ayant une grande aptitude à la communication verbale, du charisme en particulier. Mais, le plus souvent, le groupe d'individus et son leader/orateur existaient *avant* que les services secrets ne le repèrent et le recrutent (voir les exemples présentés au chapitre *Le contrôle des sources et des correspondants, et leur manipulation*).

Le lecteur peut facilement, s'il le désire, manipuler toute une foule sans expérience préalable particulière, simplement en se mettant à applaudir au moment qu'il pensera judicieux, au milieu d'un public en train d'écouter un orateur ; son applaudissement sera aussitôt suivi d'autres, voire de toute la salle s'il persiste et frappe assez

vigoureusement. Ou alors, il pourra faire se prolonger des applaudissements en agissant de même au moment où ceux-ci sont en train de diminuer — et plus il frappera ses mains énergiquement, et puis il sera suivi dans son enthousiasme.

Durant les émeutes et révoltes estudiantines qui ont touché simultanément plusieurs pays, en 1968, les services de contre-espionnage de ces pays (et d'autres) ont pu apprendre que quelques-uns des leaders de ces mouvements de foules étaient des agents idéologiquement endoctrinés, et formés par les services secrets est-allemands et soviétiques dans le cadre d'une vaste opération longuement préparée de tentatives de prises du pouvoir politique multiples et simultanées. Le choix d'étudiants, plutôt que de représentants des milieux sociaux les plus défavorisés, doit au simple fait que les premiers sont typiquement des individus à la fois jeunes et ayant reçu une éducation leur permettant de formuler correctement un discours argumenté et élaboré. De plus, l'étudiant universitaire est hautement crédible, en raison de son seul statut social d'élève de l'enseignement supérieur.

Mais l'étudiant n'en reste pas moins un individu encore ignorant de la nature humaine, et qui n'a pas eu l'expérience de l'interaction entre adultes au quotidien et dans la vie active ; ce qui fait de lui un naïf et un altruiste [161] , quelle que soit son intelligence. Du point de vue des services secrets et de leurs psychiatres, il est, à la fois, aisément manipulable, et il vient tout juste d'accéder à un âge où son avis est arbitrairement considéré par *la masse* comme celui d'un adulte à part entière (il peut voter, travailler, se présenter à des élections, etc.).

L'étudiant, parce qu'il est intellectuellement familiarisé avec l'abstraction, est plus réceptif que le paysan et l'ouvrier aux discours et doctrines des penseurs politiques et des philosophes.

Enfin, le paysan et l'ouvrier, généralement plus âgés que l'étudiant, ne peuvent être manipulés et mobilisés que s'ils ne jouissent plus de tous les avantages qu'offre ordinairement la société (emploi, revenus réguliers, conditions de travail satisfaisantes) ; ils se montrent peu réceptifs aux discours politiques et philosophiques parce que l'abstraction est absente de leurs

quotidiens — ironiquement, l'ouvrier, et plus encore le paysan, se montrent plus difficiles à manipuler que les étudiants.

Réellement, les étudiants des révoltes de 1968 avaient beaucoup moins de motifs de mécontentement, chacun individuellement, que les masses d'employés non qualifiés de cultivateurs, et de minorités d'immigrés [162] . Les plus vindicatifs parmi eux étaient des fils de la bourgeoisie ayant des revenus relativement élevés à élevés. Mais les services secrets soviétiques avaient pu constater que les précédentes révoltes populaires du même type, largement initiées par des masses d'employés non qualifiés, de cultivateurs et d'immigrés, avaient échouées, principalement parce que les forces de répression antiémeutes avaient eu plus de facilités à réagir par l'emploi d'une force violente contre des individus qui étaient pleinement entrés dans l'âge adulte — des armes à feu avaient été utilisées, et il y avait eu de nombreux morts et blessés. L'opinion publique s'était, somme toute, modérément indignée de cette violence répressive ; elle n'aurait certainement pas réagi avec la même passivité s'il s'était agi d'individus dont on eut pu encore dire qu'ils n'étaient « que des enfants ».

Pour exemple de notre époque en tous points similaire : considérons un instant le cas des mineurs délinquants qui peuvent commettre des actes d'une violence extrême à l'aide d'armes diverses, y compris à feu, mais contre lesquels les forces de police ne peuvent faire usage d'une violence réciproque sous peine d'une sanction immédiate de l'opinion publique (très largement représentée par des adultes).

C'est ainsi, par l'expérience et par l'étude d'évènements historiques, que les services secrets soviétiques ont conclu qu'une révolution populaire, pouvant éventuellement mener à la prise du pouvoir politique dans un pays, avait bien plus de chances de réussir si son avant-garde, celle qui est la plus exposée à la riposte, était constituée d'enfants ou de très jeunes adultes [163] .

Malgré la leçon que les pays ainsi attaqués peuvent tirer de cette expérience, leur réaction ne changerait aucunement aujourd'hui, et, ainsi inhibés, ils ne pourraient que se laisser prendre. Car toute tentative de riposte à la mesure de l'attaque entraînerait aussitôt le

reste de la masse (adulte) dans le conflit, « dans le camp » des jeunes attaquants.

La seule option acceptable pour les pays qui redoutent ce genre de dangers est une action préventive de manipulation de leurs plus jeunes citoyens, ainsi que nous le verrons bientôt. De fait, dans beaucoup de pays, la surveillance et la manipulation des masses de jeunes — en s'attaquant prioritairement à leurs premières préoccupations culturelles et ludiques — ont pris un essor à partir des années 1975-1976 environ, puis se sont progressivement développées et perfectionnées jusqu'à aujourd'hui.

Une autre caractéristique des foules et des masses est leurs surprenantes capacités à rapidement oublier les évènements, expériences et désappointements passés [164] . L'actualité nous montre régulièrement que des orateurs et leaders politiques, et autres personnalités publiques peuvent parfois beaucoup décevoir leurs auditeurs et électeurs, puis regagner leur confiance plus tard (de 3 à 5 années suffisent pour cela, si les médias s'y impliquent). Si l'influence domestique ne prend pas la peine de rappeler régulièrement la faute commise par une personnalité politique (par la voix des médias, donc), cette dernière pourra rapidement faire un « retour » public. Mais le même phénomène serait beaucoup plus difficile à reproduire avec un *groupe* .

Ceci explique pourquoi, plus d'un demi-siècle après la fin du nazisme, une des missions d'influence domestique prioritaire de plusieurs pays occidentaux est de rappeler très régulièrement à la masse, par l'usage de programmes télévisés et de livres pour l'essentiel, toutes les atrocités commises par les Nazis [165] . Sans cela, un nombre considérable de gens adhéreraient aujourd'hui à des partis revendiquant le programme politique d'Adolf Hitler, ou de quelques-uns de ses successeurs spirituels ; toutes les atrocités passées seraient oubliées ou niées par un militantisme dogmatique, comme cela se produit actuellement dans le cas des idéologies communistes totalitaires.

L'exemple confirmant ce dernier point est celui de Joseph Staline et du communisme totalitaire et répressif, quasi similaire à celui d'Adolf Hitler avec le national-socialisme. Ni les quelque 20 millions de morts du stalinisme, ni ses camps de prisonniers où la plupart de

ces gens moururent de mort lente ne dissuadent aujourd'hui de nombreux individus (généralement jeunes) de se réclamer de son idéologie ; et le port des symboles et effigies de celle-ci n'est pas non plus réprimé. La mission générale d'influence domestique de ces mêmes pays n'inclut pourtant pas le rappel de ces autres atrocités, cette fois-ci [166] .

À la base, la manipulation des masses passe par l'usage de procédés couramment utilisés dans le marketing et la publicité, et par le *marketing direct* (c.-à-d. *nominatif* et personnalisé) ; auquel un État a régulièrement recours dans le cadre de missions d'informations ordinaires sur des thèmes tels que la mise en vigueur d'une nouvelle législation spécifique, une incitation à des soins médicaux particuliers, etc. Dans beaucoup de pays, l'État communique avec les citoyens par voie de spots télévisés et radiophoniques, et de campagnes d'affichage. Cependant, et contrairement à ce qu'il en est pour des campagnes de publicité ventant les mérites de biens et de services, l'annonce d'État est fréquemment assortie d'une obligation soutenue par une loi, ou renforcée par l'offre d'un avantage (*l'État vous promet ceci si vous faites cela*).

Il serait superflu de tenter d'expliquer dans ce livre, et en un seul chapitre, toutes les connaissances préalables à la manipulation des masses ; le lecteur qui ignore tout de ce sujet, et qui souhaite parfaitement le comprendre, lira avec plaisir *La Psychologie des foules* , par Gustave Le Bon, et, de Gabriel Tarde, *Les Lois de l'imitation* , et *L'Opinion de la foule* . Ces derniers ouvrages, malgré leurs anciennetés, sont toujours valables aujourd'hui. C'est pourquoi nous allons directement à la manipulation des masses proprement dite, telle qu'elle est le plus fréquemment pratiquée aujourd'hui, puisque la modernisation de la société et son cortège de nouvelles technologies en ont grandement changé le mode opératoire par rapport à ce qu'il était il y a seulement trente ans.

On entend parfois dire à l'occasion de quelques débats de politiciens et de philosophes, sur le ton d'une boutade, que « La démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres (qui ont été essayés de temps à autre) [167] ». Il ne réclame pas

grand effort de partager ce point de vue, provocateur en apparence, sitôt que l'on a lu quelques ouvrages sur la psychologie des foules, et qu'alors on en est arrivé à la même conclusion qu'Anatole France : « si cinquante millions de personnes disent une bêtise, c'est toujours une bêtise ».

Que l'on se rassure, dès lors : sur *le fond* , il n'y a pas un seul pays en ce XXIe siècle qui ne soit une dictature ; c'est juste *la forme* qui nous en fait percevoir certains comme des démocraties. Voici ce qui justifie cette dernière affirmation.

Faire d'un pays une démocratie est, pour l'essentiel, une affaire de moyens économiques ; il n'y a que quelques exceptions. Tout pays qui n'a pas de ressources en rapport avec les besoins de sa population n'a pas les moyens de lui offrir un gouvernement démocratique. La démocratie est la plus coûteuse de toutes les solutions politiques, car elle implique, pour être viable et stable, qu'une large majorité de la population vive décemment, et confortablement de préférence, selon l'échelle universellement admise du *produit intérieur brut* (PIB) *par habitant* . Aujourd'hui, la mesure statistique internationale Gini (du nom de son inventeur Italien Corrado Gini) définit ce paramètre, ainsi qu'un classement mondial. À partir d'un certain seuil, un PIB par habitant permet à une majorité d'individus de louer ou de posséder un logement équipé en électricité et en eau courante, de jouir d'un téléphone et d'une connexion à l'Internet au bout de laquelle se trouvera au moins un ordinateur, à un ménage ayant des revenus moyens de posséder une automobile et, globalement, d'avoir un revenu assez stable pour pouvoir fonder une famille avec au moins un enfant. Si ces conditions concernent une proportion trop faible de la population, le maintien de l'apparence de démocratie sera impossible.

Voyons quels sont les facteurs et variables qui permettent de gouverner une nation grâce à une apparence de démocratie, avant de comprendre pourquoi il ne s'agit jamais que d'une apparence.

Les ressources naturelles d'un pays viennent en tête de la liste des variables. Celles-ci doivent exister en quantités proportionnelles au nombre d'habitants. La nature de ces ressources est une « sous-variable » qui pourra également être déterminante, et les ressources énergétiques viennent en tête de cette sous-variable. Car lorsque les

ressources énergétiques (hydrocarbures, essentiellement) n'existent qu'en faibles quantités ou sont inexistantes, il faut alors disposer d'autres types de ressources dont la valeur à l'exportation et la quantité disponible devront suffire à acheter/importer les premières. Il est impossible de garantir une automobile personnelle à une large majorité de ménages d'un pays, s'il n'est pas économiquement possible de se procurer des hydrocarbures en quantités correspondantes. Cette autre ressource d'échange, que nous qualifierons « de substitution », devra également exister en quantités suffisantes pour satisfaire aussi les besoins domestiques — et cela peut être crucial s'il s'agit de ressources agricoles.

Tout n'est pas forcément perdu s'il n'y a ni ressources énergétiques, ni *ressources de substitution* en quantités suffisantes par rapport au nombre d'habitants. Car il existe une alternative dont la seconde option est une production de biens et de services « à valeur ajoutée », laquelle pourra servir de ressource de substitution. Tels sont les cas de la Chine et du Japon d'aujourd'hui ; nous reparlerons de cette astuce.

Immédiatement après cette variable, nous trouvons le facteur climatique. Des températures moyennes trop élevées ou trop froides se traduiront par « des frais supplémentaires » susceptibles d'empêcher l'installation d'une apparence de démocratie. Car, dans les deux cas, indifféremment, la consommation en hydrocarbures devra être plus importante que ce qu'elle est dans un pays au climat tempéré [168] , un problème auquel vient s'ajouter celui de faibles ressources agricoles.

Et puis on trouve un problème annexe qui vaut d'être mentionné, même s'il est moins déterminant qu'il l'a été par le passé : celui de la santé de la population qui, fragilisée par des climats trop arides ou trop froids, entraîne un nouveau surcoût (en équipements contre la chaleur ou le froid comme en médicaments et services médicaux, vaccins, contrôle des denrées alimentaires périssables, etc.).

Ensuite, nous trouvons la géographie du pays, dont certaines caractéristiques sont déterminantes, économiquement. Les ressources agricoles seront faibles si le relief est majoritairement montagneux. Il n'y aura pas assez d'eau si le pays est plat et donc faiblement irrigué. Un littoral trop étroit ou inexistant alourdira

considérablement le coût des importations et des exportations, et il y aura un problème de dépendance de bonnes relations avec les pays voisins. Une superficie du pays très importante alourdira considérablement les dépenses en infrastructures (routes, voies de chemin de fer, acheminent de l'eau et de l'électricité, et leurs productions), le coût de leur entretien, la surveillance et la sécurité des frontières, et bien sûr celui de la santé.

Nous avons passé en revue les conditions générales déterminantes pour l'entretien d'une apparence de démocratie. Passons rapidement en revue quelques exemples typiques ou remarquables qui permettent de mieux comprendre ce qui vient d'être expliqué.

Les États-Unis valent d'être cités en premier parce que ce pays a été particulièrement chanceux, depuis sa création jusqu'à ces dernières années. En effet, il a pour lui : des ressources très importantes et diverses, dont des hydrocarbures ; des milliers de kilomètres de littoral offrant un accès direct aux pays de l'Ouest comme à ceux de l'Est (et favorisant sa défense) ; une large surface jouissant d'un climat tempéré ; un nombre d'habitants qui n'est pas encore trop élevé par rapport à la superficie. En sus de quoi il vaut d'ajouter deux autres faits remarquables : une relative insularité protège naturellement les États-Unis des invasions et des guerres, et ses frontières terrestres touchent des pays qui ne sont pas menaçants (exception faite d'un problème de forte immigration clandestine de main d'œuvre sans qualification et majoritairement illettrée en provenance du Mexique ; soit, des bouches supplémentaires à nourrir sans retour significatif sinon à long terme, plus une criminalité anormalement élevée génératrice de surcoûts importants).

Cependant, l'intelligence domestique connaît une progression importante aux États-Unis depuis le début des années 2000, et la qualité de son apparence de démocratie est en train de se dégrader, en raison, principalement, des effets directs et indirects de la croissance économique de la Chine, et d'un leadership politique, militaire et économique américain qui devient de plus en plus difficile à conserver.

Le Japon vaut d'être cité, parce que ce pays parvient remarquablement bien à maintenir une apparence de démocratie malgré de lourds handicaps, qui sont : une absence quasi totale de ressources, y compris agricoles (pêche exceptée) en raison d'un relief inadapté et d'une superficie bien trop petite par rapport au nombre d'habitants.

Le Japon est resté un pays économiquement stable jusque vers la fin du XIXe siècle, période à partir de laquelle sa soudaine modernisation entraîna aussitôt une démographie galopante, et des besoins en ressources qui n'existaient plus en quantités suffisantes sur place, ou n'existaient pas du tout. Le Japon avait déjà un régime politique qui ne présentait aucune apparence de démocratie au moment de cette brutale modernisation ; c'est pourquoi il n'eut d'autre choix que de se lancer dans une invasion des territoires voisins (Mandchourie, péninsule coréenne et Sud-est asiatique globalement), pour aller s'y procurer les ressources vitales dont il eut soudainement un besoin crucial.

À partir de 1945, les États-Unis décidèrent, pour aider le Japon à ne plus avoir nécessairement besoin de conquérir d'autres territoires pour s'y procurer ses ressources, de lui apprendre la production en masse de biens de consommation, lesquels serviraient alors de ressources de substitution (voitures, motos, montres, électronique, appareils photographiques, gadgets, etc.), et ainsi pour stabiliser les tensions politiques dans cette région du monde. Pour faire démarrer cette machine industrielle livrée quasiment clé en main, les États-Unis s'en firent aussi le premier client. Ainsi, les États-Unis forcèrent le Japon à renoncer à la dictature pure et simple pour mettre à la place une apparence de démocratie. Aujourd'hui, et depuis de nombreuses années, le Japon occupe la place de numéro 2 en matière de recherche scientifique et technologique, ce qui lui permet de conserver un avantage compensant ses carences en ressources naturelles.

Le Bangladesh est un cas d'apparence de démocratie impossible à mettre en place. Ce pays a peu de ressources, principalement et paradoxalement en raison d'une irrigation trop importante, et même handicapante. À ce problème vient s'ajouter celui d'une surpopulation. Ces deux caractéristiques suffisent ; on peut dire que

c'est sans espoir avant très longtemps. Le Bangladesh est bien plus une victime impuissante qu'un véritable pays, puisqu'il n'a pas d'identité de toute façon ; il est avant tout le grand perdant de la séparation des Indes britanniques en trois parties.

Le cas du Libéria est aussi exceptionnel que celui du Japon, mais pour des raisons presque exactement contraires. Ce pays n'a pas d'apparence de démocratie en dépit de plusieurs caractéristiques qui y sont pourtant favorables, avec, au premier chef, d'importantes ressources énergétiques. Pire : il est aujourd'hui dans la liste des 10 pays les moins développés du monde. Les handicaps du Libéria sont des frontières poreuses qui permettent toutes les déstabilisations (trafic, terrorisme, guérilla, etc.), et une quasi-absence de la conversion de ses importantes ressources énergétiques en biens et services pour la population (infrastructures, éducation, santé…), laquelle, en sus, est très importante par rapport à la surface de son territoire. L'agriculture ne s'y développe pas, par la faute des actions conjointes d'un climat peu favorable et d'un manque de volonté de l'élite dirigeante — la corruption y est chronique. Le Libéria étant déjà incapable de faire fonctionner une dictature, il est loin de pouvoir envisager un jour une apparence de démocratie.

La Mongolie est particulièrement désavantagée, en raison d'une absence totale de littoraux, d'une faible irrigation et d'une agriculture très insuffisante qui ne se développe pas pour des raisons essentiellement culturelles ; le système éducatif y est inexistant. Politiquement et économiquement, la Mongolie ne s'est pas remise de sa dépendance de l'Union soviétique (un cas d'un pays officieusement dirigé par un autre plus puissant). D'un autre côté, la Mongolie a du mal à s'identifier à un pays dans le XXIe siècle, à se comparer aux autres ou même à comprendre pourquoi elle devrait interagir avec eux. La Mongolie est un pays hors du temps et sans réels dirigeants ; une friche laissée à l'abandon.

La Suisse est un cas exceptionnel et relativement similaire à celui du Japon d'aujourd'hui. Ce pays, en dépit de handicaps très importants, a su offrir à sa population un des niveaux de vie les plus élevés du monde. En raison de son relief exclusivement montagneux, la Suisse n'a pas d'agriculture (mais de l'élevage

cependant), et elle n’a pas d’hydrocarbures non plus. Elle n’a aucun littoral, et se trouve géographiquement dans une situation à peu près similaire à celle de pays très pauvres tels que le Népal et le Bhoutan.

On peut se demander si les États-Unis, en industrialisant le Japon, ne se sont pas directement inspirés du modèle de la Suisse, qui doit sa richesse et son exemplaire apparence de démocratie quasi exclusivement à sa production de biens et de services, qu’elle exporte massivement puisqu’elle en a déjà largement assez pour subvenir à ses propres besoins. Mais la Suisse a tout de même pour elle l’énorme avantage d’une petite population juste adaptée à sa superficie, et à ses productions et exportations. Il suffirait d’une immigration rapide de seulement 1 million d’individus en Suisse durant les dix prochaines années — un danger qui la menace actuellement, en raison d’une récession économique grandissante dans le continent européen — pour que son économie, et, par voie de conséquence sa stabilité sociale et la qualité de sa politique intérieure se dégradent subitement et considérablement. De plus, la paupérisation économique et sociale rapide de quelques-uns de ses voisins immédiats lui sont autant de menaces inquiétantes et grandissantes. La Suisse n’est malheureusement pas préservée de tels maux par cette insularité stratégique dont jouissent les États-Unis. Il résulte de cette situation que la Suisse se sent tout à la fois brillante est terriblement vulnérable, ce qui ne fait que renforcer sa forte revendication identitaire, l’un de ses principaux moyens de défense. Depuis peu, ce pays peut être comparé à un « nouveau Berlin-Ouest de l’Europe », profitant de la vie autant qu’il le peut parce que conscient que tout peut s’arrêter n’importe quand.

La France est un cas particulier parce qu’elle est passée d’un état d’apparente démocratie « satisfaisant » à « passable » en l’espace de quelques décennies, alors qu’elle a pourtant de remarquables avantages. La France n’a quasiment pas d’hydrocarbures, mais elle a d’autres ressources, dont agricoles, en quantités satisfaisantes. Elle dispose d’une géographie et d’un littoral très avantageux. Cependant, sa population a commencé à être trop importante par rapport à ses ressources, depuis quelques années, et elle a

massivement importé des immigrants sans qualifications ni instruction dont elle doit maintenant gérer le devenir.

Ce pays, tout comme le Japon, bénéficia d'une assistance des États-Unis après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais son appareil gouvernemental, y compris ses services secrets, fut largement *pénétré* par l'Union soviétique dès les premiers jours de la fin de cette guerre. Le résultat de cette double présence se solda par un véritable « déchirement » de sa population entre les *blocs* de l'Ouest et de l'Est, et par de multiples intrigues politiques et trahisons de palais qui perdurèrent jusque vers la fin des années 1950 [169] . C'est surtout le passé historique politique et culturel de ce pays qui le fit basculer définitivement d'un côté, puis se recroqueviller économiquement, peu à peu tout d'abord, puis très rapidement à partir du début des années 1990.

L'intelligence domestique française a aujourd'hui atteint un niveau comparable à celui de la Pologne durant la Guerre froide. Ses ressources agricoles, et surtout ses productions de biens et de services qui finançaient ses besoins en hydrocarbures ont été anéanties par les effets d'une omniprésence et d'une omnipotence étatiques obsessionnelles, sans équivalents actuels dans cette région du monde. La France est aujourd'hui un pays trop préoccupé par le souci du lendemain immédiat pour être capable de se consacrer à son avenir.

La Russie a de solides avantages, mais le double handicap, très lourd, d'une superficie trop coûteuse à entretenir et d'un climat qui fait de la majeure partie de celle-ci un véritable « fardeau » à porter. On pourrait dire que, historiquement, la Russie a toujours eu *les yeux plus grands que le ventre* , quels que fussent ses dirigeants et régimes politiques. La Russie n'a pas renoncé non plus à son ambition de conquête mondiale depuis son ère soviétique : un objectif en grande partie responsable de son refus d'une apparence de démocratie. Cette ambition ne vise pas à aller chercher ailleurs des ressources manquantes, comme le fit le Japon durant la première moitié du XXe siècle, car elle correspond plutôt à un fort complexe d'infériorité collectif dont la cause principale est un emplacement géographique très défavorable — la Russie se sent toujours loin de tout, inhospitalière, isolée et quasiment coupée du

monde. Elle a le désagréable sentiment de n'intéresser personne, et c'est pourquoi elle a toujours eu un besoin excessif de faire sentir sa présence, par tous les moyens.

Pour continuer sa conquête mondiale, la Russie a pris l'habitude, systématiquement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de faire faire par d'autres pays ses « basses besognes » qu'elle ne veut pas faire en son nom, parce qu'elle s'accroche aveuglément à une vieille astuce autrefois payante disant qu'elle détient « le monopole du cœur ». Collectivement, en simplifiant à l'extrême, la Russie est un « éternel paysan pauvre » qui n'a jamais eu la culture nécessaire pour savoir quoi faire de son argent quand il en trouve. Dans ce pays, l'intelligence domestique atteint une intensité parmi les plus fortes du monde, c'est-à-dire un point où les services secrets doivent se résigner à admettre qu'ils ne peuvent plus effacer leurs traces tant il y en a.

Terminons par la Chine, un pays qui bénéficie de multiples avantages, mais qui est victime d'un mal terrible que ne saurait curer aucun développement économique : une population énorme pour laquelle les ressources économiques du monde entier ne suffiraient pas à apporter un niveau de vie juste assez élevé pour qu'une apparence de démocratie satisfaisante puisse y être tentée.

Pour l'instant, l'essor économique de la Chine ne satisfait qu'un cinquième à un sixième de sa population, littéralement « massée » sur l'étroite bande de terre de sa zone économique côtière. L'élite dirigeante de la Chine, un petit groupe d'amis de longue date entretenant souvent des liens de parenté, est inconsciemment partagée entre un besoin irraisonné de conquête de territoire (simplement par crainte d'un ennemi imaginaire qui « pourrait » se presser à ses portes [170]), le désespoir d'une population qui dépasse ses pouvoirs, et la raison d'un territoire amoindri qui réglerait définitivement et d'un seul coup tous ces problèmes. Ironiquement, la Chine, pays de commerçants nés qui souffre d'une « obésité » terriblement handicapante, deviendrait un modèle économique et social du monde qui n'aurait plus besoin d'un prétexte de communisme devenu absurde, si elle perdait les huit dixièmes de son territoire et de sa population (mais elle craint trop, à raison il est

vrai, que l'Inde et la Russie les prennent aussitôt, et viennent ainsi s'installer tout près de ses « centres névralgiques »).

La Chine est aujourd'hui un pays où l'intelligence domestique est très importante, et où la population est divisée entre une large majorité d'individus très pauvres littéralement « parqués » dans sa partie ouest, et une minorité d'autres, très riches, dans sa partie Est. En outre, la Chine vient d'atteindre le seuil économique au-delà duquel sa croissance nuira inévitablement à la santé économique de tous les autres pays du monde ; un phénomène naturel d'« autorégulation » est donc attendu sous peu (c.-à-d. indépendamment de la volonté de l'élite dirigeante chinoise).

D'un point de vue technique, les options de politiques intérieures définies par les élites dirigeantes sont beaucoup moins une affaire de choix et de convictions idéologiques qu'une obligation économique. Un pays naturellement avantagé par un bon ratio ressources naturelles disponibles/nombre d'habitants, peut mettre en place une apparence de démocratie de type capitaliste, laquelle n'imposera donc pas de restrictions de consommation de biens et de services à sa population. Si ce ratio est mauvais, alors une politique capitaliste sera inadaptée, car son application produira de fortes inégalités sociales (disparition des revenus moyens), lesquelles provoqueront rapidement des tensions sociales, puis l'apparition spontanée de mouvements contestataires virulents. Naturellement, des pays étrangers percevront ces tensions sociales comme autant de vulnérabilités autorisant l'hypothèse d'une invasion par le moyen de l'action clandestine. Cette importante précision étant faite, le lecteur peut alors comprendre que plus le ratio ressources/population d'un pays est défavorablement déséquilibré (plus de population que de ressources), et plus il doit s'écarter d'un choix de politique intérieure capitaliste accordant une large liberté individuelle aux citoyens ; pour régresser, en descendant et jusqu'à ce que le bon équilibre soit trouvé, selon l'échelle suivante :

- Capitalisme/liberté individuelle maximum.
- Capitalisme modéré (centrisme).
- Socialisme modéré/liberté individuelle sous contrôle d'État.

- Socialisme répressif/forte incitation au renoncement à la propriété individuelle.

- Communisme ou national-socialisme/liberté individuelle très réduite et collectivisation des biens, précarité sociale des habitants, débuts de famines.

- Communisme ou national-socialisme totalitaire/liberté individuelle inexistante, grande pauvreté, famine.

La promotion d'arguments et de notions telles que : « partage », « entraide », « humanisme », « découverte de la nature » et « protection de l'environnement », militantisme politique actif et « bénévolat » est la *visée formelle* qui permet d'atteindre la *visée réelle* d'une diminution de la consommation des masses, et donc un rééquilibrage positif de la balance commerciale des exportations/importations.

Par exemple : un véhicule que doivent se partager deux personnes, alternativement, se traduit par deux fois moins d'hydrocarbures consommés ; le regroupement des masses en logements collectifs se traduit également par une diminution importante de la consommation d'hydrocarbures (au moment de la construction comme à celui de l'utilisation).

À chaque niveau de l'échelle que nous venons de voir, et en descendant, correspond une intelligence domestique renforcée par rapport à ce qu'elle était au niveau immédiatement supérieur ; car, avec les restrictions, le mécontentement de la population croît.

L'idéologie politique, comme visée formelle, peut être substituée à certaines religions [171] . Par exemple, la religion chrétienne catholique encourage au renoncement de soi, au don de soi en faveur des autres, au renoncement à la richesse matérielle et au don des biens personnels, à l'acceptation de la souffrance présentée comme « rédemptrice », etc. La religion musulmane également lorsqu'elle est fondamentaliste (produits de consommation modernes présentés comme impies/sacrilèges, et remplacement des employés et agents de l'intelligence domestique par des « gardes de la foi »).

Tous les pays que nous venons d’examiner sommairement, et tous les autres ont un point commun en dépit de leurs grandes dissimilitudes. Le lecteur le connaît déjà dans une majorité de cas : une politique constante et consistante, indépendamment des changements de leurs partis politiques majoritaires et de la couleur politique de leurs leaders. Que leurs derniers dirigeants fraîchement élus se présentent comme étant politiquement « de droite », du « centre » ou « de gauche », cela ne les fait pas changer d’alliés étrangers, ni ne provoque de réformes majeures de leurs politiques intérieures et économiques. Et si l’on y regarde au cas par cas, on remarque que les changements qui ont suivi chaque élection, quelle que soit la doctrine politique affichée du nouveau parti au pouvoir, ne portent, en vérité, que sur des points de détails ou ne sont que des évolutions de ceux qui furent initiés par leurs prédécesseurs — c’est la première marque visible d’une *apparence* de démocratie par rapport à ce qu’est théoriquement la démocratie.

Au moment d’examiner n’importe lequel de ces pays en particulier, l’observateur qui prend un peu de recul politique, qui parvient à cesser de s’impliquer personnellement dans ce qu’il voit [172] , doit inévitablement remarquer que les idées et doctrines politiques, pourtant si différentes, des partis et des dirigeants qui s’y sont succédés durant les dix ou vingt dernières années n’ont pas été appliquées dans les faits. Chacun de ces changements apporte un cortège de nouveaux décrets et lois, et de nouvelles têtes. Mais les décrets et lois décidés par leurs prédécesseurs et « concurrents » ne sont ni abrogés, ni même remaniés ; des « lourdeurs administratives » et « complexités constitutionnelles » en sont systématiquement les excuses. Si, alors, l’observateur s’attarde sur les évolutions de la politique de ce pays durant, disons, les trente dernières années, il obtient confirmation — dans une large majorité de cas, mais pas toujours, nous verrons pourquoi — d’une consistance et d’une continuité politiques cohérentes qu’un expert en science politique pourrait aisément expliquer. Durant ces mêmes trente dernières années, les masses, elles, n’auront pu voir ou remarquer que ce qu’*elles veulent* voir, que ce qu’une fraction de l’appareil politique du pays *a bien voulu* leur montrer ; c’est-à-dire des apparences (comme exemple remarquable et récent de ce fait,

en France, même la doctrine du Front national est bien nationale-socialiste, anticapitaliste et contre la mondialisation des échanges, alors qu'il est pourtant présenté à la masse comme un parti « de droite » !).

Quoi que puisse en penser cet observateur, il serait inévitablement amené à remarquer que : si de réels changements politiques avaient accompagné chaque succession de dirigeant et de parti politique dominant dans ce même pays, et durant ce même laps de temps, c'est-à-dire tous les 2 à 14 ans, il en aurait résulté une société et une économie chaotiques, et, probablement au moins une révolution ou une guerre.

Dans presque chaque pays, il y a donc un « conseil de sages » informel (assez comparable, dans son fonctionnement, au système des *mollahs* en Iran) qui, chacun et bien souvent, ont été étroitement concernés par le travail des services secrets du pays, et ont tout de même exercé des responsabilités politiques très officielles, militaires aussi, à un moment de leurs vies. Que le lecteur n'aille pas s'imaginer que l'auteur cherche ici à suggérer l'existence d'une fratrie secrète qui gouvernerait le monde, et qui irait jusqu'à planifier les guerres et les récessions économiques. Il n'y a rien de tout cela dans les faits, et cela n'aurait pas de sens de toute façon. Ces *sages* , qui forment une synarchie chargée d'entretenir l'apparence d'une démocratie, n'ont que faire d'une grandiose symbolique et de rites hermétiques de sociétés secrètes, puisque de tels encombrants artifices ne sont que des accessoires servant à tenir une armée de « contremaîtres » et autres « chefs d'ateliers » chargée de veiller à la bonne marche de la « fabrique », dans les faits.

De plus, ces *conseils de sages* n'étant que nationaux, et non internationaux, il leur arrive de temps à autre de mal estimer les suites à long terme de leurs choix d'orientations, puis de perdre ainsi le contrôle des masses de leurs pays, peu à peu tout d'abord, puis définitivement. Ces pertes de contrôle sont autant de révolutions et de coups d'État ; des révolutions et des coups d'État « de palais » le plus souvent de nos jours, dont la masse n'est pas tenue informée [173] . Les conseils de sages changent alors, dans l'ombre, à l'insu de tous sauf des services secrets étrangers qui s'efforcent d'identifier les nouveaux venus aussi vite que possible.

Étant familiarisés avec cette réalité de la politique, les chefs analystes des services secrets se trompent rarement au moment de chercher à savoir qui seront les candidats lors de chaque élection ; leur connaissance arcane de la manière dont les leaders de partis sont présélectionnés et les élections organisées les y aide. Ils savent que chaque pays a ses partis politiques officiels, qui ont été créés ou noyautés à la demande du conseil des sages, et avec le concours des services secrets et des médias que ceux-ci contrôlent. Ils savent que chaque parti politique ne présente à ses électeurs que des candidats dont l'ascension a été favorisée avec l'aide des médias. Ils savent, simplement en se livrant à une observation attentive de chaque candidat, de son profil et de son discours, lequel de tous sera le plus crédible (auprès de la population), et lesquels ne sont que des « repoussoirs » portés par leurs partis pour entretenir l'illusion du choix démocratique. Et, à partir de tout ceci, ils peuvent savoir qui a été choisi pour être le prochain élu.

Dans une large majorité de cas, ces dirigeants visibles et populaires ne sont que plus ou moins conscients eux-mêmes d'avoir été choisis avant d'avoir été élus. Parfois, même, ils n'en sont pas conscients du tout. Et cela ne changera pas forcément durant leurs mandats. Incapables de faire autre chose que de la « représentation » selon un planning extraordinairement chargé, ils ne peuvent, pour diriger les affaires du pays, que s'en remettre à leurs ministres, lesquels s'en remettent à leurs tours à leurs conseillers, lesquels reçoivent leurs informations des services secrets chargés de les collecter et de les analyser pour eux. *Ainsi va le monde* , pourrait-on dire avec l'ironie de celui qui sait.

Typiquement, le dirigeant d'un pays, longtemps après avoir cédé à sa place à un autre, et au moment de raconter ses mémoires à un journaliste ou à un écrivain qui les rédige pour lui, se trouve incapable de dire comment les décisions qu'il fut amené à prendre furent mûries ; lequel, *vraiment* , de ses ministres et conseillers a suggéré l'option qui fut finalement choisie, et lequel a su démontrer pourquoi une autre n'était pas la bonne. Le temps lui manquait pour tout lire, pour tout passer en revue, tout analyser et tout comprendre, et, *comme d'habitude* , il fallait faire vite, car d'autres affaires urgentes attendaient. Tout ce qu'il peut faire, à défaut de dire, c'est

plébisciter la qualité de ses proches collaborateurs de l’époque, ou se féliciter d’avoir su bien les choisir [174] .

INFLUENCE ET CONTRE-INFLUENCE.

Le lecteur qui a lu tous les chapitres précédents sait ce que désigne le mot *influence* du point de vue des services secrets, et quelles sont quelques-unes de ses spécialités. Qu'il soit averti, cependant, qu'il sera impossible de présenter en un seul chapitre toutes les méthodes, tous les stratagèmes et toutes les combinaisons de l'action d'*influence* de la *masse* . Aussi, l'action d'influence s'adapte constamment :

– aux évolutions des cultures et de la société, lesquelles apparaissent parfois spontanément et sans que personne ne soit en mesure de les expliquer (conséquence d'une interaction inattendue entre deux variables pourtant connues, voire maîtrisées) ;

– aux évolutions remarquées dans les autres pays qui, en raison de l'accès désormais immédiat à l'information du monde entier, influenceront les populations de leurs voisins (ce peut être une des variables évoquées ci-dessus) ;

– enfin, aux évolutions technologiques de la communication et aux dernières découvertes des chercheurs en neurosciences, des sociologues et des anthropologues (qui sont aussi des variables telles que celles suggérées plus haut).

L'*influence* utilise tout de même, le plus fréquemment, des méthodes, des techniques et des stratégies qui sont restées, dans leurs principes, les mêmes que celles qui furent utilisées il y plusieurs siècles dans les pays occidentaux ; elles forment ensemble la base de connaissances sur laquelle s'appuie son spécialiste. C'est pourquoi nous allons commencer par les présenter.

Au commencement était le verbe , dit la *Bible* , « au commencement est l'*action* », dit le spécialiste de l'influence ; nous avons vu pourquoi dans un précédent chapitre. Car l'influence ne procède pas nécessairement d'un message verbal ou écrit, même si c'est fréquemment le cas ; cela aussi nous l'avons vu. Pour nous en convaincre, lorsque parlant d'influencer simultanément des

centaines de milliers, voire des millions d'individus, considérons un instant l'exemple du chanteur populaire qui se présente régulièrement portant un accessoire vestimentaire particulier ; des milliers d'individus ne tardent alors pas à se mettre en quête de celui-ci pour le porter, *eux aussi* . Rien n'a été dit ni écrit pour inciter tous ces gens à faire une chose dont ils n'auraient jamais eu l'idée faute de cet évènement. Il n'est pas difficile d'admettre qu'il est donc possible de reproduire ce phénomène sur d'autres thèmes, et en y ajoutant des variantes.

Plus intéressant, et impressionnant cette fois : il suffit de choisir un individu quelconque, sans qualification particulière ni talent aucun, pour lui donner une « popularité », en le faisant simplement apparaître régulièrement dans les médias : les *peoples* . L'existence des *peoples* n'est ni gratuite, ni fortuite, jamais. Ces gens servent bien à quelque chose, en dépit des apparences ; à commencer par distraire les masses (féminines surtout). Parmi les exemples les plus récents et les plus connus relevant de ce cas, on peut indiquer les *peoples* américaines Paris Hilton et Kim Kardashian. Ni l'une ni l'autre de ces femmes n'a un talent unanimement reconnu de chanteuse, de musicienne, d'actrice, d'écrivaine, de sportive, de journaliste ou même simplement de modèle de mode ; elles se sont toutes deux montrées médiocres dans toutes ces disciplines lorsqu'elles s'y sont essayées. Elles sont toutes deux des femmes ordinaires, et même leurs beautés n'ont rien d'exceptionnel sitôt qu'il est possible de les voir sans maquillage et portant des vêtements ordinaires. Les médias n'auraient eu aucune raison de s'intéresser à ces deux femmes en particulier, en théorie.

Paris Hilton et Kim Kardashian sont des personnalités intégralement créées à partir de *rien* . Et si le lecteur s'attarde un peu sur ces deux cas pour tenter de comprendre comment une telle chose est possible, peut-être finira-t-il par réaliser qu'ils sont des versions vivantes d'« objets promotionnels », faits de chair et d'os. Car l'objet promotionnel est un *véhicule de communication* que des spécialistes du marketing imaginent de toutes pièces pour l'imposer à la vision d'un aussi grand nombre d'individus que possible, pour *provoquer une action* .

L'objet promotionnel humain, tel que Paris Hilton et Kim Kardashian le sont aujourd'hui, fut créé pour la première fois aux États-Unis durant la Deuxième Guerre mondiale, sous la forme humaine de « Rosie la riveteuse » (*Rosie the Riveter*) [175] , une femme américaine ordinaire qui, simplement en se montrant en train de poser des rivets sur une carlingue d'avion de guerre, devait en inciter beaucoup d'autres à faire de même.

À la différence de Paris Hilton et Kim Kardashian, *Rosie la riveteuse* présentait l'étrange particularité d'être un personnage imaginaire, qui fut alternativement représenté par des illustrations et par quelques Américaines faites de chair et d'os choisies un peu au hasard. Détail remarquable que le lecteur doit bien garder à l'esprit, les campagnes publicitaires autour du personnage fictif de *Rosie la riveteuse* prétendaient qu'elle était une des centaines de milliers de femmes qui s'étaient spontanément portées volontaires pour aller travailler dans les usines de production d'armement, et ainsi participer très patriotiquement à l'effort de guerre général — les hommes, ordinairement occupés à ces tâches réputées masculines, étaient alors mobilisés pour être envoyés sur le front. Car il n'en était rien en réalité, au moment où cette campagne fut lancée ; c'est seulement *après* que cette véritable mobilisation féminine se produisit, grâce au phénomène psychologique du *mimétisme* . Cette influence était donc *implicite* , et non *explicite* .

C'est presque toujours ainsi que l'on manipule la masse pour lui faire faire quelque chose : en lui disant simplement que « les autres le font », et non en lui disant « faites-le ». Et la masse ne se demande jamais *qui* sont ces « autres », ni *où* ils sont (c'est grâce à cette astuce qu'a notamment été lancée la *trottinette pliable*).

Mais alors de quoi Paris Hilton et Kim Kardashian font-elles la promotion, si elles ne doivent être que des objets promotionnels, et puisqu'elles ne travaillent pas à l'usine, se demande probablement le lecteur ?

Paris Hilton et Kim Kardashian font la promotion du *rêve* auprès de la masse ; elles existent pour montrer à des millions de jeunes filles et de femmes ordinaires qu'avec un peu de maquillage, quelques vêtements bien choisis, elles peuvent être belles et séduire, elles aussi. Car, encore une fois, il est important de le savoir

pour bien comprendre : Paris Hilton et Kim Kardashian sont bien loin d'être des modèles de mode à la beauté inaccessible, tout comme elles sont bien loin d'avoir une inaccessible compétence en quoi que ce soit ; elles sont toutes deux semblables à des millions de jeunes femmes dans le monde ; elles sont *accessibles* à la masse, contrairement aux *top models* et chanteuses. S'il suffit à une femme d'être comme ces deux *people* à la beauté, aux traits et aux manières plutôt populaires pour être considérée comme « attirante », pour « plaire », pour « être quelqu'un », alors ce rêve est à la portée d'un très grand nombre d'entre elles.

Le publicitaire américain David Ogilvy lança la marque de cigarettes *Marlboro* , en montrant simplement un cow-boy fatigué en train de fumer une cigarette après une dure journée de travail, près d'un feu de bois ou sur fond de soleil couchant (notion de *chaleur*). Tout comme *Rosie la riveteuse* , le cow-boy de *Marlboro* était un personnage imaginaire et « multiple », et il incitait implicitement à fumer des cigarettes de la marque *Marlboro* [176] . Le personnage du cow-boy faisait rêver à cette époque.

Quoi qu'il en soit, *Rosie la riveuse* , à force d'affiches, de photos et d'apparitions durant les actualités cinématographiques qui précédaient alors chaque projection de film, devint un personnage immensément populaire aux États-Unis, encore très présent aujourd'hui dans la « mémoire collective » des Américains. On peut dire qu'elle fait partie des icônes de la culture américaine, au même titre que la vieille pompe à essence Texaco et les *pin up* de la marque Coca Cola. L'occasion nous sera donnée de revenir sur ce type d'influences en particulier, dans un prochain chapitre.

Le lecteur le sait déjà plus ou moins, la presse a été, dès la création des premiers périodiques, il y a plus de trois cents ans, un medium d'influence de l'État, inventé par l'État. Les premiers journaux d'information généralistes, *La Gazette de France* et *The Spectator* , lancés en France par Théophraste Renaudot [177] en 1631, et en Angleterre par Joseph Addison et Richard Steel en 1711, respectivement, furent tous deux spécialement imaginés pour diffuser des informations et des idées devant servir les visées diplomatiques de l'État auprès de la bourgeoisie — l'immense majorité des gens ordinaires de cette époque ne savait pas lire. On

peut vulgairement, mais sans se tromper, qualifier ces deux périodiques de « véhicules de *prêt-à-penser* pour la population », et ils furent les premiers. Cette idée du périodique d'information discrètement financé par l'État fut reprise par la Prusse, dont Catherine II de Russie s'inspira pour la mettre en application dans son pays.

Faisons un bond de quelques siècles pour regarder ce qu'est devenue cette presse d'information généraliste entre le XXe siècle et aujourd'hui. Globalement, presque tous les États n'ont pas eu de peine à trouver des « hommes de paille » fortunés (ou dont la fortune fut faite pour la circonstance) pour apparaître à leur place comme les éditeurs de grands journaux et magazines d'information généralistes (en France, Hubert Beuve-Méry en fut probablement le meilleur exemple). Car, au fil des siècles passés, avec le développement progressif et constant de l'alphabétisation et les évolutions techniques de l'imprimerie, la presse s'est peu à peu imposée comme l'un des outils de pouvoir les plus importants dont doit disposer un État moderne.

Mais il est plus rarement admis que toutes les élites dirigeantes du monde ont été obligées d'entretenir des périodiques d'information ; d'*informations générales* tout d'abord, puis d'*opinion* pour lutter contre une propagande noire et clandestine exportée par les pays ennemis (ou discrètement imprimée dans des pays neutres, plus souvent, pour brouiller les pistes et éviter ainsi les *casus belli* [178]).

Dans quelques-uns de ces pays, l'élite dirigeante voulut jouer franc-jeu avec la population, en lui imposant une presse d'État bien officielle. On peut citer la *Pravda* en Union soviétique, qui fut sans doute le plus célèbre des journaux d'État, mais aussi le plus menteur. D'autres pays préférèrent la radio d'État : la *BBC* en Angleterre, la *NPR* aux États-Unis, *Radio France* en France… Tous ces médias publics furent, ou sont toujours, placés sous la tutelle directe d'une bureaucratie plus ou moins spécialisée. Paradoxalement, ces médias officiels d'État — exception faite de ceux des grandes dictatures communistes, principalement — furent, et sont souvent plus honnêtes que les médias privés œuvrant fréquemment et discrètement au service du même commanditaire.

La raison de cette dernière ironie est si facile à comprendre qu’elle se passe de commentaires.

Il y a eu, à un moment de l’histoire de la presse d’État, une prise de conscience de l’élite politique que les masses appréciaient généralement plus la presse d’État (radiodiffusée et télévisée) que la presse privée, et même qu’elles jugeaient plus facile de se conformer à ce qu’elle disait. Dans de nombreux pays, encore aujourd’hui, l’État s’en est tenu à ce constat, et ça fonctionne toujours [179] . Aussi, personne ne peut contester que la presse d’État soit souvent bien meilleure que la presse privée, pour ce qui concerne ses qualités littéraires et de présentation. Car elle se soucie moins de sa rentabilité ; les masses sont indiscutablement sensibles à cet argument.

Mais on remarque que, curieusement, ces mêmes masses n’accordent pas aux périodiques imprimés rédigés par l’État la même confiance que celle qu’elles donnent spontanément à ses stations de radio et chaînes de télévision. Cette étrange discrimination est affaire d’une simple question de *perception* et d’apparences. Les gens pensent, majoritairement, qu’il est facile et plus tentant pour un État de falsifier l’écrit et d’orienter le propos de son contenu, et aussi, qu’il y a à la fois une « proximité » et une immédiateté avec la radio et la télévision que la presse écrite ne parvient pas à reproduire — l’image et la voix, c’est « la preuve » que l’information est *vraie* . La part de subjectivité est importante dans la transmission de l’information.

Les services secrets ont constaté de longue date cette même perception des individus avec le téléphone, dans le contexte d’écoutes téléphoniques cette fois. Alors que l’existence des écoutes téléphoniques n’est pourtant plus un secret pour personne, les gens se confient bien plus facilement par téléphone que par courrier (la peur de la trace écrite ne parvient pas à expliquer cette attitude à elle seule). Tout récemment, cependant, ces mêmes écoutes ont mis en évidence que les jeunes populations, en particulier, se confient désormais plus par SMS que verbalement par téléphone.

Il y a donc, aujourd’hui, beaucoup de stations de radio et de chaînes de télévision d’États, et une fausse presse écrite privée discrètement dirigée et financée par ceux-ci [180] .

Depuis quelques années, les services secrets de quelques pays occidentaux (y compris la Russie) qui ont considérablement étoffé leur intelligence domestique, ont eu une idée pour mieux « rentabiliser » leurs *activités de couverture* : la création de multiples petites sociétés de presse. Cette décision ne se limita d'ailleurs pas aux médias, car elle s'inscrivait dans une grande réforme des services secrets dans plusieurs pays (mais pas concertée) qui fut appelée « privatisation des *services* », sous-entendu des *services secrets*. Cette décision répondait à plusieurs nouveaux besoins et problèmes que voici :

- nécessité d'augmenter considérablement les effectifs et les moyens, pour répondre efficacement à une nouvelle multiplicité des menaces (de l'après-Guerre froide) ;

- nécessité d'un autofinancement des activités d'intelligence dont le coût global pour l'État devient excessif et difficile à justifier ;

- inadaptation des locaux officiels des services secrets devenus trop petits ; mais difficulté à justifier auprès de la population la création de multiples grands complexes exclusivement dédiés aux activités d'intelligence ;

- incompatibilité de cette croissance avec une discrétion requise.

Les finances qui auraient dû servir à la construction de nouveaux centres du renseignement furent investies dans de multiples petites cellules autonomes ayant chacune l'apparence d'entreprises privées et d'associations diverses, et de multiples spécialités. Ici une entreprise de gardiennage et de sécurité, là une association de chercheurs spécialisée dans l'étude des flux migratoires, là une société de design, là une maison d'édition littéraire, là une société de vente et de maintenance de matériels informatiques, là une chaîne de télévision sur le Web, là un studio d'arts graphiques… Toutes ces entreprises et tous ces employés des services secrets se retrouvèrent avec la nécessité, bien réelle, d'avoir, en sus de leur

travail confidentiel de renseignement, à produire des biens et des services pour le grand public devant financer leurs *couvertures* . On passa d'un état de services secrets repliés sur eux-mêmes vivant en autarcie dans des casernes ceintes de barbelés, à celui de services secrets noyautant le tissu économique du pays. Beaucoup d'employés des services secrets se trouvèrent, à partir de ce moment-là, dans une situation quasiment identique à celles des agents clandestins.

Les dispositions nécessaires à la protection du secret et des activités furent adaptées cas par cas. Car on admit que beaucoup de spécialités n'avaient pas besoin d'être exercées dans des bunkers hautement sécurisés. Citons, par exemple :

- les personnels spécialistes de la maintenance de l'informatique dédiée aux activités bureautiques ;

- les spécialistes de l'influence et de la contre-influence qui pouvaient justifier à tout moment de leurs actes en prétextant un activisme politique quelconque ;

- tous les personnels chargés de l'entretien des infrastructures ;

- certains spécialistes de la surveillance et de la filature, qui devinrent des employés d'agences de détectives privés et de sociétés de sécurité et de gardiennage ;

- les personnels techniques chargés du matériel d'espionnage et de surveillance devinrent des vendeurs-techniciens de matériel pour les détectives ;
- tous les spécialistes de l'intelligence économique, qui devinrent employés de sociétés de consulting ;

- tous les psychiatres, tous les avocats, juristes et comptables, et beaucoup d'analystes, qui intégrèrent des sociétés de conseil diverses et autres « centres d'études » ;

- beaucoup d’employés du contre-espionnage chargés de surveiller l’espionnage technologique, qui intégrèrent des sociétés de conseils en sûreté-qualité et d’assistance à homologation aux normes ISO ;
- tous les spécialistes du recrutement, qui devinrent employés de sociétés de placement/recrutement, de chasseurs de têtes et de conseil en management, etc.

Il y avait tout de même une nécessité de protéger physiquement toutes ces activités, au moins des cambriolages ordinaires et de quelques tentatives d’indiscrétion ennemies. Les solutions techniques furent aussi simples et efficaces que : des locaux d’entreprises situés dans des immeubles d’habitations dont les locataires sont des employés des services secrets ; des accès aux locaux restreints par deux portes successives avec chacune leurs digicodes et leurs combinaisons propres ; des systèmes d’alarme et de vidéosurveillance discrets, avec enregistrements sonore et vidéo automatiques dès l’intrusion, connectés en permanence à des sociétés de gardiennage toutes proches.

De cette profonde mutation, l’efficacité de l’intelligence se trouva considérablement améliorée dans son ensemble ; celle de l’intelligence domestique plus encore. La *privatisation des services* transforme n’importe quel service secret en une redoutable machine de guerre ; elle permet d’envisager des recrutements massifs et virtuellement sans limites. Ensemble, toutes ces entreprises privées qui n’en sont pas peuvent littéralement écraser celles jugées indésirables, puisque leurs vocations, bien sûr, ne sont pas exclusivement lucratives. Leurs objectifs commerciaux sont « à géométrie variable ». Beaucoup ne sont pas concernées par des problèmes de croissance et de trésorerie. Puisque dirigées par l’État, elles pourront même, à terme, étendre leur mission à une modification des conditions de l’économie privée de tout un pays !

Parlant plus spécialement de la privatisation de l’intelligence domestique, puisque ce chapitre y est tout spécialement consacré, la même astuce fut utilisée pour créer et entretenir de petites entreprises d’éditions littéraire et musicale, d’édition de contenus

Internet et de sites Web, de prestations diverses rattachées à ces spécialités et aussi à l'audiovisuel (cinématographique, télévisé, de journalisme-reportage, de documentaires et même de publicité).

Cela explique en grande partie pourquoi et comment, dans les pays où l'intelligence domestique s'est considérablement développée durant ces dernières années, on a vu également apparaître des centaines de nouveaux périodiques de presse, lesquels perdurent alors qu'ils ne parviennent pourtant pas à couvrir leurs frais dans bien des cas (tirage moyen compris entre 1000 et 6000 exemplaires). Toutes ces entreprises emploient à temps plein et partiel, typiquement, entre 3 et 20 employés des services secrets. Et c'est ainsi que telle petite société de presse qui édite un magazine traitant de l'économie emploie quelques analystes et experts en économie, que telle autre qui édite un magazine d'informatique emploie des experts de ce domaine, des techniciens de maintenance informatique, et des experts spécialistes de la *cyber guerre* [181] . Ou même que telle autre, par exemple, qui édite un magazine de produits de luxe (montres, bijoux, maroquinerie, etc.), emploie des spécialistes de la veille concurrentielle, des personnels spécialistes de l'influence dont la mission consiste à aider les entreprises de l'industrie du luxe du pays, et, simultanément, à espionner puis attaquer ses concurrents [182] .

Le financement de ces nombreuses petites maisons d'édition, puisqu'elles ne réalisent généralement pas ou peu de bénéfices, et génèrent même des pertes qui peuvent parfois être importantes et constantes, est effectué à l'aide d'une cascade d'intermédiaires, en amont de laquelle on trouve l'État, et en aval une entreprise privée, une banque ou un groupe d'investisseurs. Ces entreprises se procurent leur argent, qu'elles « investissent » à fonds perdu dans ces petites maisons d'édition, par le moyen de prestations surfacturées auprès de divers services publics et, plus particulièrement, de quelques grands groupes financiers sous contrôle discret d'État.

Le lecteur comprend mieux, dès lors, parlant de ce type d'organisations clandestines en particulier, la nécessité pour les services secrets de réduire autant que possible le coût de sa « masse salariale ». Car si ce système a permis d'optimiser

considérablement le rapport coût/efficacité des personnels des services secrets travaillant sous couverture — et qui ne peuvent donc pas être directement pris en charge par un ministère ou un département d'État (typiquement : défense, affaires étrangères, police, finances et culture) —, l'augmentation considérable des besoins en intelligence domestique et en influence et contre-influence de ces dernières années a littéralement fait exploser ce poste de dépenses.

En moyenne, le coût annuel d'une cellule clandestine sous couverture d'entreprise privée, employant de 5 à 10 analystes ou personnels techniques, s'élève, en 2013, à un montant compris entre 400 000 et 800 000 euros. De 10 000 à 20 000 euros, en moyenne, servent à salarier annuellement un employé, charges comprises ; le reste venant financer l'activité de l'entreprise elle-même et ses frais divers, y compris la production de biens ou de services qui ne génèrent aucun profit, ou des profits insignifiants. Dans 1 cas sur 10 à 1 cas sur 20, l'activité de couverture parvient à s'autofinancer, voire à générer des profits. Certaines aides spéciales sont accordées, telles que des avantages fiscaux et sociaux extra-ordinaires, des frais de téléphone et d'électricité qui peuvent être réduits jusqu'à dix fois.

Lorsqu'une *activité de couverture* de ce type génère des profits, ceux-ci sont alors utilisés pour en financer une autre, dans le pays ou à l'étranger — en utilisant pour ce faire des prestations de service ou des ventes de biens fictives ou réelles, mais qui ne servent à rien ni à personne dans les faits, sinon à produire une comptabilité de façade, des mouvements d'argent. Celles qui réalisent des bénéfices aident celles qui ont encore un bilan négatif, ou les absorbent.

Au mode de financement occulte que nous venons de voir, vient s'ajouter celui de la vente d'espaces publicitaires qui est, en réalité, une « vente de complaisance ». Concrètement : une entreprise privée (sous contrôle discret de l'État ou fournisseur de celui-ci), ou un service public achète au prix fort un espace publicitaire dans un de ces périodiques, en sachant que cet investissement est absurde du strict point de vue du marketing et de la publicité ; c'est aussi grâce à cet argent qu'un magazine peut continuer d'exister.

Vient s'ajouter, enfin, le financement dissimulé par l'achat massif d'abonnements ; une autre technique de financement très fréquente dans des montages de ce genre. Concrètement, un service public d'État, ou une grande entreprise qui est un fournisseur de ce dernier achète à l'éditeur de presse un grand nombre d'abonnements. Le recours à cette dernière méthode de financement occulte peut d'ailleurs être une vraie *action d'influence* ; et c'est bien souvent ce qui arrive dans ce cas. Voici comment, à l'aide d'un exemple inspiré de quelques cas existant réellement à l'heure où est écrit ce livre.

Une entreprise privée sous contrôle discret d'un État (ou une administration publique quelconque) dispose d'un fichier d'individus ou d'entreprises qu'elle souhaite influencer. Cette entreprise va alors donner une copie de ce fichier à l'éditeur du périodique devant être financé, puis elle va verser à ce dernier une somme qui correspondra au coût de l'édition de tous les exemplaires qui seront réellement envoyés à chacune de ces adresses, frais d'expédition compris. Cette entreprise aura donc acheté en une seule fois un nombre d'abonnements qui peut s'élever à plusieurs milliers. Bien entendu, le contenu rédactionnel de chaque numéro de ce périodique durant une année d'abonnement — si une année entière a été achetée — sera astucieusement « orienté » selon les objectifs définis par l'entreprise cliente. Des emplacements publicitaires pourront même être négociés dans le cadre de cet arrangement. En suite de quoi, l'éditeur prétendra auprès de chaque individu et entreprise figurant sur le fichier qu'elle les a « gratuitement » abonnés dans le cadre d'une offre promotionnelle — personne ne sera en mesure de démontrer que c'est faux.

Un autre bénéfice de cette méthode, associant étroitement le financement occulte à l'action d'influence, est que l'éditeur pourra très officiellement revendiquer un tirage de son périodique « relativement élevé » à « élevé », et utiliser cet argument auprès d'autres entreprises régulièrement acheteuses d'espace publicitaire, ordinaires celles-ci [183] .

D'une manière générale, le financement des activités de couverture des services secrets, dans le cadre de la *privatisation des services* , s'inspire directement des techniques des réseaux de blanchiment d'argent des mafias, et autres organisations

criminelles ; sauf qu'ici les services fiscaux et de police ne sont pas à craindre.

Dans le cas d'un pays occidental — donc ayant un niveau d'alphabétisation élevé — ayant une population comprise entre 65 et 150 millions d'habitants, et dont les services secrets entretiennent une activité d'intelligence domestique importante à très importante [184] , on arrive à un nombre de périodiques imprimés compris entre 2500 et 4000, y compris ceux diffusés exclusivement par abonnement et les journaux gratuits. Ce nombre est très important ; anormalement important, même, puisqu'une telle offre excède de loin la demande, quel que soit le pays considéré et le niveau d'alphabétisation de sa population et ses habitudes culturelles. Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que parmi ces 2500 à 4000 périodiques d'information, on n'en trouve qu'une petite minorité qui est réellement indépendante et dont les visées sont purement lucratives. La majorité est divisée en périodiques sous contrôle plus ou moins discret de l'État selon le modèle décrit plus haut. Globalement, nous trouvons les médias

- officiels d'État ;
- sous contrôle plus ou moins officiel de partis politiques (et donc sous celui de l'État, bien souvent, mais dont le système de financement est différent dans ce cas) ;
- sous contrôle discret de pays étrangers (selon le même mode de financement que décrit plus haut) ;
- et sous contrôle discret d'entreprises privées qui les utilisent pour promouvoir leurs propres produits et contrôler l'accès à la publicité de leurs concurrents [185] .

Les journaux et magazines réellement indépendants le restent rarement ; la plupart sont condamnés à être absorbés par les groupes de presse qui se partagent le marché (et qui demeurent influencés politiquement), ou à mourir sinon.

Les services secrets désormais privatisés rachètent aussi des entreprises, y compris dans des pays étrangers, desquels ils

peuvent alors agir avec encore plus de discrétion. Dans ces cas de figure, il n'est plus longtemps nécessaire d'envoyer un agent secret approcher un ingénieur pour tenter d'en faire un espion ; il suffit de le débaucher très officiellement et légalement, en lui proposant un meilleur salaire en échange duquel il produira en sus d'apporter tous les secrets de fabrication appris chez le concurrent.

Parlant des techniques d'influence et de contre-influence associées au moyen de la presse imprimée, celles-ci procèdent tout d'abord de l'emploi de rédacteurs hautement qualifiés qui, bien souvent, sont d'authentiques journalistes qui ont été recrutés par les services secrets, puis qui ont reçu une formation spécifique complémentaire à leurs acquis professionnels ordinaires. Il existe également, de nos jours et dans quelques pays, des écoles privées spécialisées dans l'enseignement du journalisme dans lesquelles sont repérés les « talents ». Dès la fin de leurs études (et parfois même alors que celles-ci ne sont pas terminées), ces individus jugés *doués* sont discrètement dirigés vers des cellules d'influence ou/et de contre-influence des services secrets agissant sous couverture d'éditeurs de presse. C'est au sein de ces cellules que peut alors prendre place la première étape du processus de leurs recrutements, avec la participation active des employés aux côtés des spécialistes chargés de cette dernière tâche (psychiatres et spécialistes de la manipulation des individus).

Voyons maintenant, concrètement, quelles sont ces techniques d'influence propres à la presse. On trouve d'abord le « dosage », lequel consiste à noyer l'influence (le « message ») dans un contenu rédactionnel normal et anodin. Car il n'est ordinairement pas question pour l'employé spécialiste de l'influence et de la contre-influence de produire un journal, ou un magazine, intégralement rempli de propagande. Sinon, une telle publication serait bien vite jugée suspecte et perdrait la confiance de son lectorat.

Cependant, le *dosage* varie selon l'intensité du *message d'influence* , et les bonnes proportions sont toujours établies, non pas selon une échelle « scientifiquement définie », mais en fonction de nombreux facteurs et variables qui sont :

- l’intensité et le but du message d’influence (propagande blanche, noire, ou contre-influence ?) ;

- le niveau culturel moyen des lecteurs (*cible*), lequel détermine la capacité de ceux-ci à identifier le « biais » (inspiré de l’anglais « *bias* », c.-à-d. l’information *orientée* , qui n’est pas objective) ;

- la nature et la « tonalité » générales de l’information ordinaire et objective contenue dans le périodique (il doit y avoir consistance entre cette information, son « intensité » et l’information d’influence) ;

- la consistance (l’information d’influence doit entretenir un rapport étroit avec la thématique de l’information ordinaire et objective du reste du périodique — mieux vaut ne pas attaquer une entreprise d’informatique dans un magazine de mode) ;

- la diffusion et la notoriété du périodique (plus un journal est diffusé et connu, plus l’information d’influence est crédible ; c’est-à-dire qu’elle est vraie, et que l’on se contente d’*amplifier* celle qui sert l’agenda du gouvernement ou d’un autre, et de minorer l’importance ou de contester celle qui dessert cet agenda ;

- l’origine (*source*) de l’information d’influence (est-elle vérifiée et authentique, ou s’agit-il d’une rumeur que l’on fabrique ou qui est déjà existante et que l’on *relaye* dans le cadre d’un effet de *caisse de résonnance* ?) ;

- la *cible* , c’est-à-dire le profil type des lecteurs auquel s’adresse le périodique (âge, niveau d’éducation, catégorie sociale, thématique).

La liste que nous venons de passer en revue n’est pas exhaustive, mais elle permet de comprendre les subtiles contraintes dont le spécialiste de l’influence doit ordinairement s’affranchir.

Viennent ensuite des contraintes d'ordre légales, car il s'agit de ne pas exposer la société qui édite le périodique à de possibles plaintes et poursuites judiciaires pour calomnie. Lorsque ce risque se présente, soit le spécialiste de l'influence dispose des compétences et de l'expérience nécessaires à son évaluation, soit il ne les a pas, auquel cas un collègue avocat spécialiste doit émettre une recommandation.

Des stratégies complexes peuvent être envisagées lorsque le risque d'une accusation de calomnie est évoqué. Par exemple, l'avocat des services secrets peut évaluer précisément ses conséquences en cas de quasi-certitude de poursuites judiciaires pour calomnie, et décider que le coût de celles-ci sera inférieur au « bénéfice » financier et promotionnel réalisé. Si les suites judiciaires vont jusqu'à la demande de retrait de publication du périodique, et qu'il est hautement vraisemblable que la nouvelle de cette action sera relayée par d'autres médias, une grande publicité s'ensuivra pour celui-ci. Mais cette dernière stratégie doit être pondérée par la nature de l'information calomnieuse et les identité et notoriété (« bonnes » ou « mauvaises ») de celui qui doit en être la cible (il est moins risqué d'attaquer une entreprise ou une personnalité qui a *déjà* une mauvaise réputation).

Aussi, une information d'influence peut-être fausse en plus d'être calomnieuse, parce qu'il est légalement impossible de le prouver ; cela dépend grandement de la syntaxe du *message* la rapportant.

Mais, le plus souvent, l'usage de l'influence pour discréditer un individu ou une idéologique consiste, tout simplement, à extraire une phrase ou un passage d'un texte ou d'un discours hors de son contexte, afin d'en présenter à la masse une interprétation différente de celle qu'a voulu son auteur. Cette technique relève de l'épistémologie, une branche de la philosophie qui est fréquemment enseignée dans les services secrets, parce que son étude permet autant d'apprendre à manier les sophismes qu'à les détecter dans un discours ou un exposé. Il est possible de trouver des sophismes accidentels dans pratiquement tous les écrits et tous les discours, puis de les relever pour nuire à leurs auteurs ; c'est une autre technique de propagande noire fréquemment utilisée.

Enfin, la recherche des fautes d'orthographe et de syntaxe dans un texte ou dans un discours est une autre manière de discréditer une personne, une entreprise ou un parti politique, qui est tout aussi fréquemment utilisée par la propagande noire [186] .

D'une manière générale, lorsque les spécialistes de la propagande d'un service secret cherchent à nuire à un individu, une organisation, une entreprise ou autre, ils commencent d'abord par une décortication minutieuse de ses écrits et discours ; toutes les erreurs relevées seront ensuite mises en avant durant l'attaque, et serviront sa justification.

L'une des premières missions de l'intelligence domestique est de se tenir informé de ce que font et disent les élites du pays, les services secrets ont évidemment connaissance de faits très personnels les concernant. Ces faits personnels sont consignés avant de recevoir un haut niveau de classification ; ils pourront, plus tard, être utilisés comme moyens de pression, ou pour discréditer un individu devenu embarrassant ou qui s'est rendu coupable d'une maladresse. Cependant, lorsqu'il est décidé de saborder la réputation de l'une de ces personnes (en raison d'une prise de position politique inattendue ou d'une proximité grandissante avec un pays hostile, entre autres exemples typiques), les services secrets ne peuvent faire un usage de ce qu'ils savent ; ils doivent créer des circonstances qui pousseront cette personne à exposer ses vices en présence de témoins, afin que toute accusation de surveillance illégale ne puisse être évoquée. Ils pourront aussi inciter des témoins à révéler les faits compromettants.

Il serait possible de citer quelques périodiques occidentaux dont la quasi-intégralité du contenu est de l'information d'influence, et, plus particulièrement, de la propagande noire et de la désinformation. Mais de tels cas sont des exceptions qui concernent très majoritairement des journaux lus par une masse hautement politisée et partisane [187] .

Lorsque parlant d'influence domestique à destination de masses représentant plusieurs millions d'individus, les services secrets qui en ont la charge établissent de véritables stratégies globales impliquant un grand nombre et une large variété de « supports [188] ». Dans de tels cas, un ou plusieurs experts sont ordinairement

consultés, parmi lesquels on peut trouver : un expert en sémantique, un psychanalyste, un anthropologue, un historien ou spécialiste des sciences sociales, ou même parfois un expert en sémiologie [189] . Car de telles actions d'envergure, lesquelles sont très courantes et sont régulièrement entretenues au long de périodes qui peuvent se chiffrer en années, voire en dizaines d'années, impliquent des préparatifs solidement étayés par une argumentation hautement technique. Ce préalable à la présentation de ce type d'actions permet de mieux comprendre pourquoi il ne repose, bien souvent, que sur l'emploi d'une simple collection de mots et d'expressions n'entretenant, *a priori* , aucun rapport les uns avec les autres. Ces éléments peuvent aussi être des signes, visuels tels que symboles, images, photographies. Ils peuvent encore, et fréquemment même, des notions historiques, sociologiques pouvant fréquemment être interprétés de différentes manières, ou dont un deuxième sens ne peut être compris que par une certaine catégorie d'individus « éclairés » ; c. à d. ayant un acquis particulier faute duquel il est impossible de comprendre ce deuxième sens.

Le choix de ces mots, signes et notions peut dépendre de plusieurs facteurs relevant d'une actualité présente d'origine naturelle, ou qui a été provoquée et qui servira de « point de départ », ou de « détonateur » à une action d'influence d'envergure (un évènement politique, par exemple) [190] . Car si ces « ingrédients » n'ont pas de deuxième sens ou de forte connotation possible, il faut alors leur en attribuer. Cette explication ne pouvant être parfaitement comprise sans démonstration, voyons quelques exemples simples, réels comme imaginés pour cette circonstance.

Aux États-Unis, le nombre « 911 » est universellement connu de toute la population, des enfants jusqu'aux individus les plus âgés et depuis fort longtemps, puisqu'il est le numéro d'appel d'urgence de la police, et aussi celui qui est le plus fréquemment utilisé dans ce pays pour cette bonne raison [191] . Mais, depuis le 9 septembre 2001, il est également devenu un moyen de faire référence à l'attentat du World Trade Center qui s'est produit ce jour-là. Que cette date ait été délibérément choisie par les terroristes dans l'espoir de créer une distorsion dans l'esprit de tous les Américains ou pas [192] , il n'empêche que, désormais, le nombre « 911 » a deux

significations qui peuvent être, assez singulièrement, « aide » et « catastrophe » ou « mort ». Dans les deux cas, le nombre « 911 » (parlé *« nine-one-one »* , ou *« nine-eleven »* puisqu'il s'écrit « 9/11 » dans le cas de la date de l'attentat) peut avoir une signification ambiguë selon le contexte dans lequel il est présenté ; plus encore en l'absence de tout contexte.

Voici maintenant un exemple d'influence plus subtile par le recours à la seule sémantique dont l'efficacité a été régulièrement démontrée, et qui est inspiré de cas authentiques qui se sont produits dans plusieurs pays. Supposons que le leader d'un parti politique ait décidé d'utiliser un mot qu'une équipe de spécialistes de l'influence a préalablement inventé pour lui. Ce mot est donc original et aisément remarquable, juste parce qu'il n'existe pas dans le dictionnaire de la langue du pays ; il interpellera donc quiconque l'entendra, et provoquera une courte réflexion. Dans une large majorité de cas, ce mot sera mémorisé, puisqu'il a interpellé et provoqué une interrogation ; peut-être même aura-t-il fait sourire. Il aura bien souvent été pris pour une erreur de celui qui l'a publiquement prononcé.

Mais supposons aussi que ce même mot soit repris de manière répétée par d'autres personnes, des journalistes en particulier, et peut-être aussi par quelques personnalités diverses des arts et des lettres (donc populaires et supposées *neutres*), hors de son contexte et tout à fait sérieusement. Quelques-unes des personnalités qui utiliseront ce mot pourront même exprimer un petit sourire entendu en le prononçant, pour indiquer implicitement une référence à son créateur (le leader du parti politique) que beaucoup comprendront, ou interpréteront chacun à leur manière.

Quoiqu'il en soit, tous ceux qui feront usage de ce mot feront *caisse de résonnance* , consciemment ou pas, peu importe. Mais le résultat sera inévitablement un bénéfice de notoriété, et de popularité dans quelque cas pour le leader politique qui en aura « lancé » l'usage commun (précisons tout de même qu'un tel lancement n'est possible qu'avec la complicité d'au moins quelques médias). Cette dernière technique ne suffit pas, à elle seule, à fabriquer une « personnalité politique montante » ; mais elle s'inscrit fréquemment dans le contexte d'une stratégie globale de promotion

d'une personnalité, d'un parti politique ou d'une action d'influence politique ou culturelle [193] (ex. *« bling-bling », « Big bang »* pour ceux promus par le Parti socialiste français il y a quelques années).

Plus subtile encore, mais aussi beaucoup plus longue et plus difficile à mettre en œuvre, voici maintenant une technique d'influence qui a été imaginée et planifiée durant la fin des années 1980, à partir d'une découverte d'un chercheur anthropologue. Le but de cette action est de fédérer un aussi grand nombre d'individus que possible autour d'une idée et/ou d'un mode de vie. À la base du lancement de cette action, on trouve au moins un personnage, et une technique du même type que celle du cas de *Rosie la riveteuse* que nous avons vu plus haut dans ce même chapitre. Il s'agit donc d'une véritable action de communication qui utilise exclusivement l'*implicite* et l'émulation, mais qui, techniquement, et selon quelques spécialistes des neurosciences, procède d'un phénomène d'empathie collective appelé « besoin d'appartenance ».

Il faut faire un bref aparté technique à ce point de cette explication pour que sa suite puisse être bien comprise.

Le *besoin d'appartenance* est un mécanisme psychologique commun à tous les êtres humains, et qui trouve son origine dans la pulsion d'un besoin de sécurité (réflexe de défense contre l'agression présente ou anticipée). Chez les animaux, le besoin d'appartenance est toujours physique, car ils n'ont pas de *néocortex* assez développé pour former des associations d'idées et se satisfaire d'abstractions ; ils se regroupent donc en troupeaux pour se protéger instinctivement de tout danger. Chez les êtres humains, le besoin d'appartenance est souvent stimulé par la pression d'un groupe, et par le mécanisme de psychologie collective de l'*effet de mode* , ou *effet bandwagon* [194] , illustré dans ce contexte par le dessin explicatif de la page suivante.

Au fil des évolutions de leurs races respectives, les animaux ont appris que s'éloigner de leurs semblables est dangereux. Les êtres humains se comportent de la même manière ; mais, grâce à leur intelligence supérieure, ils peuvent se sentir protégés ou plus forts en se rapprochant des autres *en pensée* seulement. Cette proximité des autres par la pensée a permis à bien des prisonniers de guerre de résister aux tentatives de conversions politiques/idéologiques par

leurs gardiens, alors qu'ils étaient pourtant physiquement isolés et particulièrement vulnérables.



"Effet Bandwagon"
(pression du groupe)

Toujours chez les humains, c'est également le *besoin d'appartenance* qui les pousse à s'efforcer, souvent inconsciemment, de mimer tout ce que font les membres du groupe dont ils cherchent, toujours inconsciemment, la protection. Ce phénomène psychologique est bien connu et largement exploité par tous les services secrets durant le processus de recrutement, et aussi par quelques grandes entreprises qui recourent à des méthodes de management sophistiquées [195] . Aussi ce même phénomène est couramment exploité dans de nombreux pays pour favoriser plus rapidement le processus d'intégration culturelle des immigrés.

Il est maintenant possible de poursuivre la description de cette technique d'influence, en expliquant qu'elle procède de la *stimulation du besoin d'appartenance* , pour faire prendre à un individu un

accent qu'il n'avait pas auparavant, en sus de modifier légèrement son vocabulaire. Nous avons déjà vu comment il est possible de pousser un grand nombre de gens à utiliser un mot nouveau, sans qu'ils aient eu le sentiment d'avoir été invités à le faire. Il est également possible de changer la *manière de parler* d'un individu, pour peu que son *besoin d'appartenance* — dont il n'est pas conscient puisqu'il s'agit d'une pulsion non réfléchie qui trouve son origine dans le *cerveau reptilien* — soit stimulé.

Dans le cas présent, à un accent particulier peut être étroitement associée une idéologie politique ou une culture (ou non, dans le cas, plus subtil, d'une tactique de *destruction de l'identité collective*). Cette technique d'influence, lorsqu'elle a été utilisée avec succès, permet de faire la promotion de l'idéologie politique ou de la culture par le nombre d'individus qui y adhèrent, et dont la démonstration de ce nombre (censé être une « majorité », c'est le but) est simplement indiquée par cet accent — lequel doit donc être facilement reconnaissable. Aussi, on le comprend, lorsque le nombre des individus qui ont pris cet accent est assez grand, ceux-ci peuvent alors se « reconnaître » entre eux grâce à ce seul signe distinctif et implicite.

Cette technique d'influence est fréquemment associée à d'autres signes comportementaux, et, bien entendu, à des mots et à des expressions particuliers. Il est possible — et c'est encore plus simple dès lors que le plus difficile est fait — d'y associer des habitudes vestimentaires, de coiffure et de maquillage, des préférences de couleurs et de genres, etc. [196] .

Si la promotion de cet accent a nécessité, au départ, une action consistante et délibérée auprès de plusieurs individus, il arrive un moment où, le nombre des « convertis » grandissant, le phénomène psychologique de l'effet de mode poursuit naturellement le travail de conversion, sans que plus aucune action d'influence ne soit nécessaire.

La conversion implicite par le recours à l'accent (associé à des mots et expressions particuliers) est également utilisée par quelques mouvements et partis politiques dans le monde (de gauche le plus souvent). Dans ces derniers cas, les militants prennent inconsciemment l'accent et/ou les attitudes du leader, lorsque ceux-

ci sont typés. Il ne faut pas s'étonner de ce genre de faits, puisque les partis politiques de gauche se sont toujours montrés très méfiants avec leurs militants, ce qui engendre naturellement un fort désir de *conformité au groupe* et à ses idées, qui peut aller jusqu'au mimétisme ; il ne serait pas exagéré de dire que « c'est étudié pour » [197] .

Accessoirement, on peut ajouter que tous les individus ne se conforment pas au groupe en prenant l'accent dominant de celui-ci avec la même rapidité. Certains résistent naturellement à cette pression, sans même le faire exprès pour manifester leur individualité ; d'autres, ainsi que cela a été observé de manière répétée, peuvent prendre l'accent de la région ou du milieu culturel où ils se sont déplacés en seulement quelques jours, le plus souvent par le fait d'un désir plus ou moins conscient de s'intégrer, où par crainte d'un ostracisme identitaire [198] .

Tout récemment, l'actualité nous a rapporté un parfait exemple d'une tentative de conquête d'un pays par l'action d'influence culturelle (en support d'une action de guerre économique, et d'autres d'influence politiques françaises qu'il serait hors sujet de décrire dans ce chapitre). Voici comment le perçoit le pays cible de cette offensive, la Suisse romande, de langue francophone ; c'est un témoignage du plus haut intérêt parce qu'il est très récent et présenté par le vécu.

« À entendre parler entre eux les jeunes Neuchâtelois, l'accent du même nom ne serait plus ce qu'il était. Oublié le "Qué" *ponctuant la fin des phrases. Fini les lenteurs au milieu des mots, les* "r" *qui râpent. Les conversations adolescentes se font pointues, rapides. L'accent s'urbanise quand il ne s'encanaille pas sous les intonations de banlieues françaises à grand renfort d'expressions du genre* "kiffer"*,* "ziva"*,* "ouèche" *!*

« […] *L'accent est donc d'abord lié à l'endroit.* "C'est un marqueur identitaire fort" *explique Raphaël Maître* [linguiste et dialectologue à l'université de Neuchâtel]. *Reste que de nos jours,* "l'aspect social prend le pas sur le critère géographique"*. Ce qui explique que certains chercheraient à modifier leur accent d'autorité. Notamment chez les jeunes par opposition à la langue des parents ou pour se*

donner un genre. “On est capable de changer de rôle en fonctions des gens avec qui on est. Dans son milieu, un jeune universitaire aura tendance à parler de manière précieuse. Une fois avec ses copains, son langage évoluera de manière plus urbaine”*.*

« […] “On est tous un peu des caméléons”, *rigole Jérôme Heim, doctorant en sociologie. »* [199]

Dans le cas de la Suisse romande, cette conversion identitaire et culturelle par l’accent est due à trois facteurs d’influence principaux :

Une véritable invasion médiatique culturelle française, avec des chaînes de télévision et des stations de radio françaises qui y sont devenues majoritaires [200] . Une immigration massive de travailleurs frontaliers français, appelés, pour beaucoup, par de nombreuses entreprises françaises qui sont venues s’implanter en Suisse romande, à seulement quelques petits kilomètres de la France, et qui profitent de cette présence pour mener de multiples actions médiatiques, et même d’influence politique [201] . Une astucieuse promotion, par l’humour et la satire, d’une rumeur discriminatoire visant à tourner en ridicule l’accent suisse et certains traits de la culture et de l’identité de ce pays. L’accent français est présenté comme « plus beau » ou « plus élégant » que l’accent suisse, quant à lui décrit comme « ridiculement rural ». Cette technique repose sur la simple persuasion, puisqu’aucun argument justifiable ne peut être invoqué.

Ajoutons que la France, toujours parlant de cet intéressant exemple actuel d’influence culturelle, a lourdement investi, et continue d’investir, dans une présence médiatique en Suisse par sa presse imprimée et la distribution de celle-ci, et des implantations de chaînes de diffusion du livre et de la musique [202] . Car, dans les faits, et d’un point de vue strictement économique, ces dernières actions coûtant beaucoup plus qu’elles rapportent, il ne serait évidemment pas justifiable de continuer à les entretenir sinon.

Notons que la France, dont les services secrets ont une expertise reconnue par ses homologues étrangers en matière d’influence politique et culturelle, vient d’achever, en 2011, une conquête culturelle identitaire et politique magistrale de la Belgique francophone (Wallonie). Cette action a même donné lieu à la

dislocation du gouvernement belge, à la nomination d'un premier ministre socialiste très proche des instances et de la politique françaises, et à une Belgique séparée et ainsi affaiblie par des antagonismes culturels, identitaires, linguistiques, et finalement politiques : la Belgique flamande d'un côté, et la wallonne de l'autre.

La France poursuit également une guerre culturelle au Canada français (Québec), mais depuis des centaines d'années dans ce cas. Et ce pays utilise actuellement des moyens et des méthodes d'influence en tous points identiques à ceux que nous venons d'énumérer concernant la Suisse [203] . Cependant, la destruction de l'identité collective par l'imposition de l'accent français y est beaucoup plus difficile, car le Canada n'est géographiquement pas assez proche de la France pour cela ; les chaînes de télévision et les stations de radio où l'on parle français avec l'accent québécois demeurent majoritaires, sans parler de la popularité locale des chaînes de langue anglaise.

La contre-influence n'a pas de recette miracle ni d'astuces très élaborées, telles que les quelques exemples que nous venons de voir. Son action est toujours tributaire de la même alternative : la simple surenchère sur l'adversaire, ou son discrédit (ou encore, passer le mot à la presse de ne pas en parler sous un prétexte quelconque). Et ce n'est que sur les bases que constituent ces deux options que quelques raffinements peuvent éventuellement être élaborés.

Qu'un journal étranger, véhicule d'une propagande bien identifiée, vienne à être lancé, l'action de contre-influence pourra alors consister en :

- des sabotages répétés de sa distribution justifiés par diverses excuses toujours plausibles (pertes de colis ou oublis de leurs envois, erreurs ou gros retards de livraison aux kiosques et libraires) ;

- des contrôles divers et de multiples tracasseries administratives (contrôles fiscaux qui s'éternisent, contrôles à répétition par divers organismes et caisses d'État, pannes d'électricité et de connexions à l'Internet

récurrentes et toujours suivies d'excuses embarrassées assorties d'offres spontanées de compensations qui, dans les faits, ne se matérialisent jamais, etc.) ;

- harcèlements divers (entreprises acheteuses d'espace publicitaire qui réservent des emplacements, puis se rétractent au dernier moment, ou qui marchandent indéfiniment mais n'achèteront finalement pas, quel que soit le prix négocié. Coups de téléphone répétés sous des prétextes divers et variés, mais toujours absurdes. Candidatures spontanées de journalistes qui « feront tout de travers » une fois embauchés, et qui chercheront le prétexte d'un différend qui se terminera en justice. Agences d'emplois et recruteurs qui sélectionnent les mauvais candidats. Action syndicale chronique et impossible à satisfaire. Pneus des véhicules de direction régulièrement crevés. Contraventions multiples pour des motifs absurdes. Congés maladie à répétition de certains employés, etc., etc. ;

- des critiques et des insultes récurrentes et anonymes sur Internet et, bien sûr, diverses formes de sabotage par l'usage de l'Internet ;

- des critiques et des moqueries, élaborées ou non, lancées par de véritables chasseurs de fautes d'orthographe, de syntaxe et d'« inexactitudes » qui forceront à l'excuse permanente et, ultimement, à l'admission de manque de professionnalisme et de rigueur ;

- une chasse à la faute d'inattention qui pourra donner lieu à une plainte quelconque.

Ou/et :

- lancement d'un journal similaire vendu à un prix impossible à battre, et pour lequel des personnalités réputées du journalisme ou autres écriront régulièrement ;

- lancement d’un pastiche du journal qui singera son style et sa tonalité pour le tourner en ridicule.

Ces actions de contre-influence peuvent être déclinées à l’identique, avec quelques ajustements d’ordre technique appropriés, pour faire disparaître une station radiophonique, une chaîne de télévision, un site Internet, un *forum* en ligne ou un *blog* , ou même une maison d’édition ou un livre.

DE L’USAGE ET DE LA SURVEILLANCE DE LA CULTURE.

Définissons tout d’abord le champ de ce qui doit être entendu par « culture » à l’échelle d’un pays, lorsque parlant d’influence et de contre-influence. Le mot *culture* englobe l’histoire d’un pays, ses origines, ses contributions politiques, économiques, sociales, idéologiques, scientifiques et technologiques et artistiques qui ont eu, ou ont encore, une portée locale ou universelle susceptible de véhiculer et promouvoir l’identité nationale et l’image du pays. Tout ce qui en est perçu comme *positif* est l’objet de rappels constants ; tout ce qui ne l’est pas est délibérément oublié, voire excusé ou contesté. Bref, la culture est le « vernis » de tout pays, et tout doit être fait pour qu’il soit aussi épais que possible et résiste aux « rayures ».

Tout État doit consacrer de grands efforts et de grandes dépenses à l’entretien de la culture du pays qu’il gouverne, car celle-ci est la base de l’identité de chacun de ses citoyens sans laquelle tout patriotisme est impossible. Plus la culture est belle et/ou riche, plus il est aisé pour la masse de s’y identifier, de l’aimer. La culture est entretenue pour séduire ; là encore, elle doit stimuler le *besoin d’appartenance* . Pour être un patriote, il faut l’être pour quelque chose.

Du point de vue du citoyen, la culture peut être métaphoriquement comparée à *une belle maison* . Les pièces en sont décorées de portraits d’illustres personnages, la bibliothèque est remplie de livres et de disques. La diversité de style de l’architecture de ses pièces, de ses meubles et de ses objets décoratifs est là pour rappeler les grandes périodes de l’histoire de la maison, à commencer par l’emplacement où celle-ci fut construite. Il y a une grande cuisine dont les placards et réfrigérateurs sont remplis d’une nourriture typique et appétissante, et de boissons, etc.

Comme il n'est possible de construire que la maison qu'on a les moyens de s'offrir, celle-ci, selon le pays, est plus ou moins grande, plus ou moins bien conçue et agréable à vivre. Mais, est-elle bien protégée et gardée contre « les intempéries et les intrus » ? Et, justement, « quel temps fait-il dehors » ?

Aussi, cette maison doit toujours être « plus belle » que celle du voisin, et on doit s'en persuader, même si c'est faux. Peu importe son style extérieur, c'est affaire de goût : grand chalet à la montagne, demeure bourgeoise, château de style médiéval, maison en bord de mer, demeure de style contemporain faite de verre et d'acier ; c'est l'histoire et la géographie du pays qui l'ont faite comme ça. Cette métaphore fonctionne toujours au moment de dire que l'État est le gardien de la maison, et qu'il doit avoir des domestiques pour l'entretenir, et aussi, bien sûr, quelques bricoleurs et plombiers. Si l'État néglige la présence de ces personnels, ou s'il cesse de les payer, la maison se délabrera bien vite ; ses habitants s'enfuiront alors pour aller s'installer « à la table du voisin » [204] .

Ce préalable étant terminé, voyons maintenant ce que l'on peut faire de plus avec la culture, parlant d'influence et de contre-influence. La propagande culturelle blanche consiste en « l'astiquage des meubles et bibelots de la maison » — « il faut que ça brille ». La propagande culturelle noire, c'est l'œuf pourri qu'on lance de loin, anonymement, contre la façade de la maison du voisin — depuis le jardin d'une autre maison si possible, histoire de brouiller un peu les pistes. Ce peut également être un vilain *tag* peint à la bombe durant une nuit sans lune.

La « désinformation culturelle », c'est la remise en question de l'authenticité d'un tableau ou de sa provenance. L'« intoxication culturelle », ce peut être la rumeur disant que des vers infestent les meubles, et qu'il faut donc les remplacer par d'autres, tous neufs ou plus solides — les anciens devront donc être jetés ou détruits ; on en fera peut-être un grand feu de joie à l'occasion d'une révolution, ou un échafaud pour « l'ancien maître des lieux ».

Trêve de métaphores, même si elles nous permettent de vite nous figurer le contexte présent de l'influence et de la contre-influence culturelles ; nous pouvons maintenant parler « technique ».

La diversité des genres dans la culture d'un pays, et l'entretien de ceux-ci sont importants ; même le moins beau ne doit pas être négligé. Car tous les citoyens d'un pays ont chacun leurs préférences, intelligences et acquis, leurs propres perceptions de ce qu'est la culture de leur pays. Ses dernières évolutions sont toujours celles qui sont le plus aisément et le plus largement disponibles. Mais cela ne doit pas priver ceux qui préfèrent le folklore musical d'antan ou les classiques de la littérature, même lorsqu'ils ne représentent qu'une petite minorité.

Cette disponibilité permanente d'une culture nationale ne doit rien à une action d'intelligence domestique, mais à la simple *loi de l'offre et de la demande* . Cependant, dans tous les pays occidentaux et/ou riches, et même dans les moins riches, il existe bien une action d'intelligence domestique spécifique qui consiste à surveiller ce que l'on appelle dans ce cas les « flux culturels ». Voici en quoi consiste la surveillance de ces *flux* , dans le détail et en prenant les exemples de la littérature et de la musique.

Des auteurs et des chanteurs d'un pays ont pu écrire ou composer des textes jugés « indésirables » par l'État, parce que ceux-ci portaient atteinte à son *image* d'une manière ou d'une autre, ou remettaient en question certains des acquis culturels ou historiques du pays, etc. Cela s'est produit dans tous les pays, et continue de se produire très régulièrement ; il s'agit bien souvent d'un phénomène naturel et inhérent à la diversité sociale, et donc pas nécessairement le fait d'une propagande noire venue de quelque pays étranger.

Cependant, les États, et leurs services secrets en particulier, traitent toujours de tels textes de la même manière que la propagande noire de provenance étrangère. Naguère il existait une censure très officielle qui servait à les faire « disparaître », et à plonger leurs auteurs dans l'oubli général ou à les discréditer [205] . Mais la censure officielle présente deux inconvénients majeurs : la population s'en indigne parce qu'elle la perçoit comme l'expression d'une dictature inadmissible à l'ère de la démocratie ; son usage n'a jamais fait que produire l'inverse de son effet attendu, c'est-à-dire de la publicité. Que les représentants d'un État viennent à s'indigner publiquement d'un livre ou d'une chanson, cela sera tout bénéfice pour son auteur qui verra son œuvre se vendre dix fois mieux que si

personne n’avait rien dit. Ce phénomène — car c’en est un — est appelé par les experts psychologues « psychologie inverse » (ou *reverse psychology*), et il désigne la tendance remarquable et récurrente de l’Homme à braver l’interdit. Si tout est fait pour faire disparaître un livre, nul doute qu’il se trouvera un grand nombre d’individus qui voudront se le procurer, juste pour savoir pourquoi.

Les États et leurs services secrets spécialisés étant bien au fait de ce phénomène pour en avoir appris l’existence à leurs dépens, il leur arrive (de plus en plus souvent de nos jours) d’en user pour inciter la *masse* à s’intéresser à ce qui lui aurait été indifférent sinon ; d’en faire une astuce de manipulation, encore.

Par exemple, dans certains pays occidentaux, les services secrets recourent assez régulièrement à l’exploitation de la *psychologie inverse* pour lancer anonymement des actions de propagande noire contre d’autres, tout en prétendant tout faire pour les empêcher, ce qui leur permet de se justifier diplomatiquement [206] .

Autre exemple : une mise en scène de pose de micros-espions (*sonorisation*) fut réalisée durant une nuit dans les bureaux d’un journal ; les auteurs furent « pris sur le fait ». Cette astuce permit d’offrir à ce périodique une immense crédibilité, et ses ventes explosèrent aussitôt. Cette opération était parfaitement inutile, à première vue, puisque plusieurs membres de sa rédaction étaient des contacts des services secrets. En fait, le but était de construire un « miroir aux alouettes » : de nombreux lecteurs, croyant après cela en la parfaite indépendance de ce journal et de ses employés, et en la parfaite confidentialité des informations qui lui étaient envoyées, lui adressèrent des documents et des témoignages concernant des affaires hautement sensibles. Ces pièces ne furent évidemment pas publiées, et leurs expéditeurs eurent à vivre quelques désagréments qu’aucune presse ne rapporta.

À partir de la fin du XIXe siècle, les États occidentaux renoncèrent un à un à la censure officielle pour recourir à une autre méthode, clandestine et anonyme celle-ci, puisqu’il n’était de toute façon pas envisageable de laisser la porte grande ouverte à la propagande noire dirigée contre eux et contre leurs populations. Ils trouvèrent quelques astucieux moyens d’exercer un contrôle sur les éditeurs littéraires. Ces moyens, qui relevaient de l’intelligence domestique

en raison de leurs natures clandestine et officieuse, consistaient, pour l'essentiel en une discrète restriction de l'accès à l'activité d'éditeur par l'engagement politique et patriotique. Les promesses de sanctions, dans le cas d'un éventuel manquement à ces engagements, furent de mauvaises relations avec les instances dirigeantes du pays et leurs diverses administrations, et aussi avec la presse déjà bien contrôlée par l'État à cette époque, nous l'avons vu, et sans le concours de laquelle aucun livre ni aucune chanson ne peuvent être promus auprès de la population.

Lorsque ce système fut mis en place, les éditeurs devinrent, de fait, des censeurs et des agents de l'État, membres actifs officieux et efficaces de l'appareil d'intelligence domestique [207] . Les auteurs de textes jugés *licencieux* , *contraires à la morale* ou à la ligne politique du moment, *préjudiciables aux bonnes relations diplomatiques* , *subversifs* , etc. ne purent plus se faire éditer. Et même, quelques livres précédemment publiés ne furent plus réédités non plus [208] . Dans quelques pays où l'intelligence domestique est plus active que dans d'autres, la peur de la sanction dériva naturellement vers un désir de *bien faire* et de *bien se faire voir* , dans l'espoir d'en tirer des avantages tels que les publications de biographies de personnalités politiques, par exemple. La censure officieuse évolua ainsi vers ce que d'aucuns appellent aujourd'hui le « politiquement correct » (*political correctness* dans les pays où l'on parle anglais), phénomène de peur collective et corollaire d'une intelligence domestique qui a évolué vers de la répression sociale, laquelle est venue aider la *sélection des élites* et leur *circulation* [209] .

Mais la mondialisation des échanges se développant continuellement, grâce à des moyens techniques de diffusion par-delà les frontières pour ce qui concerne la culture en particulier, et depuis très peu de temps, le pouvoir de censure officieux des éditeurs a totalement perdu son efficacité aujourd'hui. Seuls le contrôle et l'usage des grands médias d'information permettent encore de taire l'existence des œuvres culturelles jugées *indésirables* , et de promouvoir les autres, au contraire, pour détourner l'attention du public pour les nouvelles disponibilités des premières. Cette première action de contre-influence n'est que passive ; elle n'offre pas aux services secrets en charge de

l’appliquer une garantie d’efficacité suffisante. C’est pourquoi ceux-ci emploient, depuis quelques petites années, des personnels et agents spécialement chargés de surveiller les *flux culturels* sur l’Internet — nous verrons qui sont ces personnels et quelles sont leurs méthodes et techniques dans un prochain chapitre consacré à ce sujet.

La surveillance de la culture dans un pays ne se limite pas à l’identification de faits patents de propagande noire, faciles à identifier et « relativement simples » à contrer par le discrédit ou l’ignorance (mais pas toujours). Parlant plus particulièrement de fiction littéraire, ou en images dans le cas de la bande dessinée, il est possible d’utiliser le livre pour glisser dans ses textes des allusions plus ou moins directes concernant la politique ou autre chose. Par exemple, il est possible de faire fortement ressembler un personnage fictif à un autre, bien réel et très connu, pour lui faire endosser le rôle du « méchant » ou du « gentil » [210] . Cette dernière méthode est généralement utilisée dans la propagande pour révéler *la vérité* , ou proposer *une version de la vérité* d’une affaire politique, financière ou d’espionnage authentique dont la masse ne connaît qu’une version tronquée, sans s’exposer à des poursuites pour diffamation ou accusation mensongère.

On peut également donner une tonalité générale inspirée d’une philosophie bien particulière à une histoire et à ses personnages, ou à une doctrine politique, une culture, etc. dont on cherche à faire la promotion sous un prétexte littéraire artistique. Il peut s’agir dans ce cas, alternativement, d’une action de propagande blanche si cette histoire n’est largement diffusée que dans un pays dont la pensée dominante est similaire, ou de propagande noire si la pensée dominante du pays dans lequel elle est diffusée y est en opposition complète (c’est fonction d’une tolérance politique, idéologique ou religieuse qui n’est jamais explicite, puisque définie et appliquée par l’appareil d’intelligence domestique).

Mais la volonté de censure franchit souvent les frontières, ainsi que tout le monde a pu clairement l’apprendre grâce à l’*affaire des caricatures de Mahomet* [211] , laquelle donna lieu à des suites judiciaires, des émeutes et même des projets d’assassinat (*fatwa*). Ont existé, et apparaissent régulièrement, de nombreux cas relevant

de ce dernier genre dont seuls des diplomates sont informés — par des protestations officielles qui ne sont pas rendues publiques, et qui sont généralement accompagnées de demandes de *retrait de publication discret* .

Aux États-Unis, le manque de conformisme politique, ou le soupçon de propagande politique durant la période critique de la Guerre froide valut quelques désagréments à de célèbres romanciers, dont Ernest Hemingway et Philip K. Dick, en particulier. En France, les traductions d'œuvres littéraires dont la tonalité générale était jugée contraire à la pensée progressiste/socialiste dominante furent délibérément sabotées, voire, dans quelques cas, les phrases jugées trop « à droite » ou trop « individualistes » furent même réécrites pour leur donner un sens contraire (y compris sous des gouvernements présentés comme étant « de droite ») [212] .

Les derniers cas que nous venons de découvrir n'ont pas été énumérés dans le but d'insinuer que les romanciers et dessinateurs sont tous des agents spécialistes de la propagande. Car une large majorité d'auteurs qui ont été, ou qui sont encore ainsi censurés, n'ont jamais fait que donner libre cours à leurs imaginations. Les autres n'ont fait, quant à eux, que donner libre cours à leurs opinions politiques engagées ou à leurs sentiments par rapport à des faits d'actualité, hors de toute influence ; il existe des exceptions, mais elles sont finalement assez rares.

Il est exact, en revanche, que des services secrets « récupèrent » de temps à autre des auteurs (à leurs insus) pour utiliser leurs œuvres à des fins de propagande blanche ou noire, indifféremment.

En France, les personnages Astérix et Obélix ont notoirement été utilisés comme symboles identitaires nationaux forts, et le personnage San Antonio connut la même consécration. Aux États-Unis, ce furent Jack Ryan, le héros récurrent des romans de l'auteur Tom Clancy, et les personnages principaux de la série *Star Trek* . L'Angleterre adopta Sherlock Holmes, la Belgique, Tintin, la Suisse, Heidi…

Encore en France, durant la Guerre froide, le Parti communiste français, alors dirigé et financé par l'Union soviétique, tenta d'opposer Pif le chien, et d'autres personnages du journal *Pif Gadget* (Rahan, Corto Maltese, Dr Justice et le très prolétaire cow-boy Lucky

Luke), à Mickey et aux autres personnages du *Journal de Mickey* (Donald, Pluto, les Rapetou et surtout Oncle Picsou), produits d'une culture américaine perçue comme « capitaliste » et hédoniste.

Dans une large majorité de cas, on le remarque, tous ces héros s'adressent à des jeunes gens dont le cerveau ne s'est pas encore totalement formé [213] , qui sont plus réceptifs à l'imaginaire et ont une plus grande capacité que les adultes à faire abstraction de la réalité.

Dans une très large majorité de cas aussi, les individus jeunes, comme moins jeunes, sont incapables de décrypter le propos sous-jacent de tous ces personnages et de leurs histoires, simplement parce qu'ils n'ont pas appris à le faire — puisque leurs parents n'ont pas non plus appris à le faire. Et, remarquablement, dans tous les pays où il se trouve des spécialistes qui savent ainsi décrypter l'éventuel propos sous-jacent des personnages de fiction, on ne remarque aucune volonté d'apprendre à la population à le faire. La raison en est simple à comprendre : lorsque l'on apprend à décrypter un personnage de fiction venu de l'étranger, on apprend aussi à le faire avec celui qui a été conçu dans le pays — cette solution est valable, mais elle est à double tranchant. Un officier du contre-espionnage d'un pays d'Europe de l'Ouest disait de la population de son pays, à ceux de ses nouveaux subordonnés qui s'étonnaient que l'on ne procédât pas à l'inverse pour informer des dangers de la propagande, « ils dorment ; ne les réveillez pas ».

Passons maintenant à la musique, car le contrôle de cette autre forme de culture ne concerne pas exclusivement les textes des chansons. Lorsque nous avons entrevu les cas de Paris Hilton, de Kim Kardashian et du personnage imaginaire de *Rosie la riveteuse* , nous avons appris que les gens s'identifient très facilement aux héros qu'on leur présente, au point qu'ils reproduisent bien vite leurs comportements. À ce phénomène correspond toujours un désir inconscient (ou « demi-conscient » dans quelques cas) d'endosser la peau d'un personnage jugé « meilleur » que celui que l'on est. C'est fréquemment le cas avec quelques stars de la musique, du cinéma, du sport, et même avec des personnages de fiction, en particulier lorsque ces derniers incarnent l'idée de justice.

L’actualité nous montre assez fréquemment de ces cas d’individus — extrêmes, mais heureusement rares — qui s’identifient totalement à leurs héros, s’habillent et se coiffent comme eux, prennent leurs attitudes et intonations de voix, etc. À ce surprenant phénomène de changement délibéré de personnalité correspondait déjà, *avant* qu’il se produise, un amour-propre inexistant, voire un rejet de soi, dans de nombreux cas. On peut dire que ces individus étaient déjà dans une situation d’attente inconsciente d’« un autre eux-mêmes ». Nous avons déjà vu ce phénomène dans deux précédents chapitres consacrés aux *éliminations sociales* et *physiques* et, en particulier, au moment d’expliquer comment il est possible de pousser un individu équilibré à renoncer à lui-même pour en faire un terroriste kamikaze. La différence, ici, est que le travail de sape de l’amour propre de l’individu s’est produit de lui-même, sans que personne n’y ait été pour quelque chose — à moins qu’il ait été maltraité et constamment humilié durant son enfance. Lorsque de tels individus sont interrogés sur les raisons de ce besoin irrépressible d’être « un autre », ils répondent tous, en substance, qu’ils « se sentent mieux ainsi ».

La présentation et l’explication de ces cas extrêmes d’identification à une autre personne jugée « meilleure », servent à mieux comprendre ce qu’il se passe dans notre cerveau lorsqu’il nous arrive de désirer être le héros d’un film ou une *star* de la *pop music* durant un bref instant [214] . Parfois, il nous arrive, à l’occasion d’une réplique que nous adressons à quelqu’un ou lors d’une situation particulière — de détresse, par exemple — de nous identifier à l’un de ces héros, ce qui peut effectivement nous aider à reprendre de l’assurance, à nous donner le courage dont nous ne sommes plus capables *nous-mêmes* [215] . Mais lorsque cela vient de se produire, nous ne nous demandons généralement pas pourquoi notre esprit a « fait appel » à ce héros en particulier, et pas à un autre. Nous n’avions pas pris le temps de le choisir dans notre « album de photos mental » ; c’est « lui » qui a fait irruption dans notre esprit en une fraction de seconde. Voilà qui nous en dit long sur ce que nous ignorons de nous-mêmes, lorsque nous y songeons enfin.

D’autres phénomènes, bien différents de celui sur lequel nous venons de nous attarder, mais qui relèvent pourtant bien du même

mécanisme psychologique, se manifestent par des gestes désordonnés, des sentiments irrépressibles faisant alterner tristesse et euphorie lorsque nous regardons un match de football, ou lorsque nous sommes aux premiers rangs d'un concert de musique rock. Là encore, nous voudrions être *l'autre* , ce héros que nous regrettons de ne pas être sans pour autant le jalouser, puisque nous l'aimons d'un amour sincère.

Et même en dehors des stades et des concerts, nous continuons d'être influencés par ce que révèlent sur eux-mêmes nos héros secrets ou avoués : ces grands joueurs de football, ces *stars* de la musique et du cinéma. « Ils ont probablement raison, puisqu'ils ont été capables d'en arriver là » croyons-nous.

C'est bien pourquoi les candidats aux élections présidentielles, dans quasiment tous les pays, cherchent à s'attirer les préférences ouvertes et publiquement revendiquées de ces héros populaires. Car ils savent qu'il a y a de grandes chances pour que leurs admirateurs, qui se comptent par dizaines de milliers, voire par centaines de milliers, suivent ces derniers dans leurs choix politiques. Ces candidats ne font pas erreur ; c'est un fait qui se vérifie toujours.

Mais ce qui se produit à l'occasion d'élections de façon savamment contrôlée provoque parfois d'autres choix qui ne sont pas du tout contrôlés, et désirés moins encore. En effet, le *phénomène de Panurge* de la *star* suivie aveuglément par ses milliers de fans peut produire des résultats catastrophiques, non seulement du point de vue d'un État, mais aussi de celui du reste de la masse elle-même. Les premières catastrophes de ce genre se produisirent durant la seconde moitié des années 1960, lorsqu'à peu près toutes les grandes *stars* du rock se mirent à faire la promotion des nouvelles découvertes que leur avaient apportées la célébrité et la richesse : la drogue, le renoncement à l'idée d'un partenaire unique avec lequel on fonde un foyer, « l'absurdité du travail », et — c'était inévitable — des idées politiques. Les États-Unis furent le pays le plus touché par ce genre d'incidents, principalement en raison des revenus moyens élevés de sa population (puisque ceux-ci rendaient facile d'accès la consommation de drogue que les *rock stars* s'étaient mises à prêcher). Le désormais historique festival de

Woodstock, en août 1969, en fut le détonateur. La consommation de drogue frappa d'un seul coup des centaines de milliers de jeunes américains, et en tua quelques milliers, dont quelques-unes étaient des *rock stars* qui en avaient été responsables. Il y eut des manifestations et des émeutes contre la guerre au Vietnam, pays pris en étau entre les ambitions territoriales communistes chinoises et soviétiques, et les Américains qui voulaient garantir la stabilité économique et politique de l'Est et du Sud-est asiatique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ; ceci alors que le peuple américain commençait déjà à douter de l'issue, et même du propos, de cette intervention armée.

Et puis il y eut chez les jeunes une vague de révolte contre à peu près toutes les valeurs sociales et identitaires qui avaient assuré jusque-là la stabilité sociale des États-Unis. Les services secrets soviétiques avaient jeté un peu d'huile sur ce feu qui servait évidemment bien les intérêts politiques et les objectifs stratégiques de leurs dirigeants, mais ils n'en avaient pas été pour autant les seuls responsables [216] . Car ces évènements de nature sociale qui secouèrent les États-Unis, et quelques autres pays occidentaux à cette même époque, s'étaient en grande partie produits naturellement, en raison de la conjonction de divers facteurs — lesquels seraient hors sujet si énumérés et expliqués dans ce livre.

Il est exact, en revanche, que l'intelligence domestique américaine [217] tenta de réagir vigoureusement, par la mise en place simultanée de plusieurs stratégies de contre-influence, complètement expérimentales et incertaines pour quelques-unes. Mais on peut citer, pour éclairer le lecteur à propos de la contre-influence dans ce contexte bien précis de la culture, de multiples tentatives de *canaliser* les nouvelles tendances chez les jeunes et de disperser leur mouvement contestataire. [218] Notamment en essayant de promouvoir de nouveaux *leaders d'opinion* (y compris en matière de drogues), [219] en manipulant quelques *rock stars* et en favorisant la popularité de quelques autres jugées *plus sages* et dont le style musical était plus proche de la *pop-music* , moins « sauvage ».

Ces évènements aux États-Unis furent attentivement observés par tous les services secrets et leaders politiques occidentaux, lesquels redoutaient un phénomène de contagion sociale généralisé,

puisqu'ils venaient d'être directement concernés avec les révoltes de mai 1968. Tous ces autres services secrets apprirent ainsi à mettre en place une nouvelle mission d'intelligence domestique : un contrôle plus étroit du monde de la musique portant essentiellement sur la *sélection* des futurs chanteurs et musiciens [220] . À vrai dire, ce *contrôle de l'accès aux médias* , plus précisément et du strict point de vue des personnels des services secrets chargés de l'intelligence domestique, existait déjà à cette époque, mais il y avait très peu de contrôle, voire aucun, passé cette sélection [221] . C'est ainsi qu'aux États-Unis, comme à peu près partout dans le monde, un individu *ordinaire* ayant un peu de suite dans les idées et un minimum de persévérance pouvait assez facilement entrer en contact avec les *stars* de la musique. Il suffisait ensuite à ces inconnus (qui furent généralement des *inconnues* , que l'on appela « groupies ») d'être également doués d'assez de persuasion pour influencer ces chanteurs et musiciens, lesquels, souvent assez simples et « artistes » dans l'esprit, étaient psychologiquement vulnérables.

Il ne fut plus possible pour n'importe qui d'entrer ainsi en contact avec les *stars* de la musique à partir des années 1971-72, aux États-Unis comme à peu près partout ailleurs. Leurs managers, désormais en contact régulier et discret avec les services secrets, avaient reçu pour conseil d'investir dans la sécurité de leurs artistes par le moyen de gardes du corps, lesquels avaient pour consigne de limiter les visites aux *stars* à quelques intimes.

Pour ne pas enfermer socialement tous ces artistes, certains lieux de rencontres et de plaisirs, aux accès très contrôlés, leur furent désignés ; ils trouvèrent dans ceux-ci à peu près tout ce qu'ils recherchaient ordinairement, à commencer par de belles filles (sélectionnées), également très heureuses de ces opportunités. Et tout fut fait pour qu'ils puissent se rencontrer entre eux et se fréquenter durablement, toujours pour empêcher des inconnus de les approcher. C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent littéralement enfermés dans une véritable « bulle sociale virtuelle », laquelle fut aussitôt appelée « le milieu du *show business* » — avec bonheur pour beaucoup d'entre eux.

Cependant, ces mesures de sécurité et de contrôle de la musique s'avérèrent encore insuffisantes, car il arriva dans quelques pays

que quelques *stars* prirent d'elles-mêmes des décisions jugées *graves* par les instances politiques, et exprimèrent parfois devant des caméras des opinions susceptibles d'affecter l'opinion publique entretenue par le pouvoir politique.

Par exemple, certains de ces chanteurs et musiciens se déclarèrent mécontents de la fiscalité de leur pays, puis s'exilèrent dans d'autres (Suisse et États-Unis, principalement), ce qui n'était évidemment pas « bon » pour l'image du pays auprès des masses [222] . D'autres, très conscients de leurs popularités et pouvoirs d'influence, critiquèrent publiquement les plus hautes instances politiques de leurs pays devant des caméras, et à des heures de grande écoute [223] .

Durant les années 1980, et dans pratiquement tous les pays occidentaux, les instances politiques et les services secrets débattirent de nouvelles mesures du contrôle des artistes et de leur accès aux grands médias : ceux de la musique en particulier, puisqu'ils avaient à la fois un contact plus fréquent avec les foules (concerts) que les acteurs ; de même avec le *direct* des médias radiophoniques et audiovisuels. La solution qui fut trouvée, puis progressivement appliquée fut de limiter dans le temps la carrière des chanteurs et des musiciens à une durée définie par leur accès à une popularité unanime et nationale. Dès que ce seuil (c'est-à-dire un succès assorti d'une forte popularité propre à faire apparaître le phénomène d'*identification* décrit au chapitre précédent) serait atteint, il faudrait alors prendre des mesures, quelles qu'elles soient pour faire « retomber » la carrière d'un chanteur, d'un musicien ou d'un groupe, au bénéfice immédiat d'un nouveau. Ainsi, aucune *star* ne pourrait plus devenir assez populaire pour être capable d'influencer politiquement les masses de manière importante et durable.

Cette approche séduisit particulièrement un pays d'Europe de l'Ouest, politiquement et historiquement très *à gauche* , parce qu'elle offrait comme bénéfice d'appliquer la notion de *partage* dans le succès artistique ; on ne pourrait « plus être et avoir été » une *star* , pour citer l'un de ses cadres de l'intelligence domestique de l'époque.

À cette heure, cet aspect spécifique de l'influence domestique semble avoir été définitivement résolu, mais au prix, il est vrai, d'une baisse générale de la qualité de la production musicale par rapport à ce qu'elle fut lorsque les artistes étaient moins contrôlés (ce qui explique en grande partie le succès continuel et apparemment inaltérable de ce que la masse nomme aujourd'hui « les vieux tubes des années 1960-70 »).

La peinture et la sculpture, auxquelles il est possible d'ajouter l'architecture dans le contexte présent, constituent, ensemble, un *véhicule d'influence* privilégié des élites culturelles et sociales. En effet, il n'est possible d'utiliser efficacement ce véhicule qu'avec des individus ayant un minimum d'éducation sur les « décryptage » et propos de l'art visuel. Le reste de la masse ne peut émettre à son propos que les observations « beau » et « laid » ; mais n'est-elle pas dépendante de l'élite culturelle et sociale qui, seule, peut lui dire ce qui est « beau » et ce qui ne l'est pas.

C'est pourquoi l'influence de la masse par cette forme de culture se fait bien par ceux qui se montrent capables d'expliquer un tableau, par exemple, et non grâce au tableau lui-même. Il se trouve que la mode vestimentaire et ses accessoires, que nous décrypterons bientôt, sont un véhicule d'influence qui fonctionne exactement de la même manière.

Prenons pour exemple le cas le plus simple de la *Joconde* de Léonard de Vinci. La masse n'admet que c'est « le plus beau tableau du monde » que tant que des *leaders d'opinion* (l'élite culturelle) le lui répètent. Car, sinon, elle se trouverait embarrassée au moment de faire un choix. De plus, cette masse ne comprend pas ce qu'est la subjectivité, et c'est pourquoi elle accepte également qu'*une seule chose* puisse être « la plus belle du monde ». Ce dernier fait permet de comprendre qu'il est possible d'installer une véritable « dictature intellectuelle » en matière d'art sans que quasiment personne ne s'en indigne, ni même ne s'en aperçoive.

Parce que quelques experts spécialistes de la politique et des services secrets chargés de penser l'influence [224] se sont régulièrement penchés sur la question des bénéfices politiques et sociaux que l'on peut tirer de l'art, ils l'ont historiquement influencé, à

commencer par les nationaux-socialistes allemands, les fascistes italiens et les communistes russes, chinois et nord-coréens. On remarque d'ailleurs très vite que les caractéristiques récurrentes de l'art imposé par tous ces régimes et tous ces pays sont identiques : elles expriment l'*héroïsme* , un message exclusivement politique.

Mais gardons bien à l'esprit, une fois de plus, que l'art n'exprime pour la masse que le sens que son élite lui indique, et que, à partir de là, il est aisé de détourner le sens qu'un artiste a voulu donner à son œuvre. Procéder ainsi, c'est tirer profit de l'*effet de mode* que nous avons vu dans le chapitre précédent. Pour illustrer ce propos aussi rapidement et simplement que possible, observez le dessin de la page suivante (qui est justement utilisé par un service secret occidental comme support de formation, en complément d'images dessinées par l'artiste hollandais Maurits Cornelis Escher).

Si vous relâchez un peu votre concentration sur ce que vous voyez déjà, vous découvrirez une autre image ; on peut donc dire que ce dessin peut représenter « une jeune femme » ou « une vieille », sans que cette affirmation puisse être le moins du monde contestable. À partir de cette découverte, il est possible de concevoir une méthode de dessin qui permettra de créer d'autres doubles sens qui véhiculeront le message que l'on veut communiquer cette fois.

Les choses se compliquent avec les arts dits « moderne », « contemporain » ou « abstrait », parce que ceux-ci procèdent beaucoup plus d'un mélange associant le subjectif à l'abstraction que de la simple *lecture* précédemment illustrée. Et, souvent, lorsque l'art (ou simplement l'image et l'objet) est utilisé dans le seul but d'influencer les masses, le *symbolisme* est ajouté à ce mélange.

Commençons cette seconde explication par la présentation d'un cas simple utilisant simultanément l'abstraction, la suggestion et le symbolisme. Si on prend une photographie cadrée du haut d'une bouteille de champagne, pile au moment où son bouchon vient de sauter et où une gerbe de mousse en jaillit, et que (accessoirement) on a pris soin d'envelopper partiellement cette bouteille d'une serviette ou d'un torchon blanc (ou de couleur saumon), en faisant se croiser le pli d'une certaine manière, on obtient alors la représentation symbolique, mais très claire, d'un pénis en érection qui éjacule. S'il ne s'agit pas d'une photo, mais d'une action réelle

effectuée devant un observateur ; l’image ne durera qu’un bref instant, mais elle touchera inévitablement son inconscient, voire son conscient. Un message aura donc été *suggéré* , et non pas explicitement formulé ; et celui que nous venons de décrire stimulera une *pulsion* .

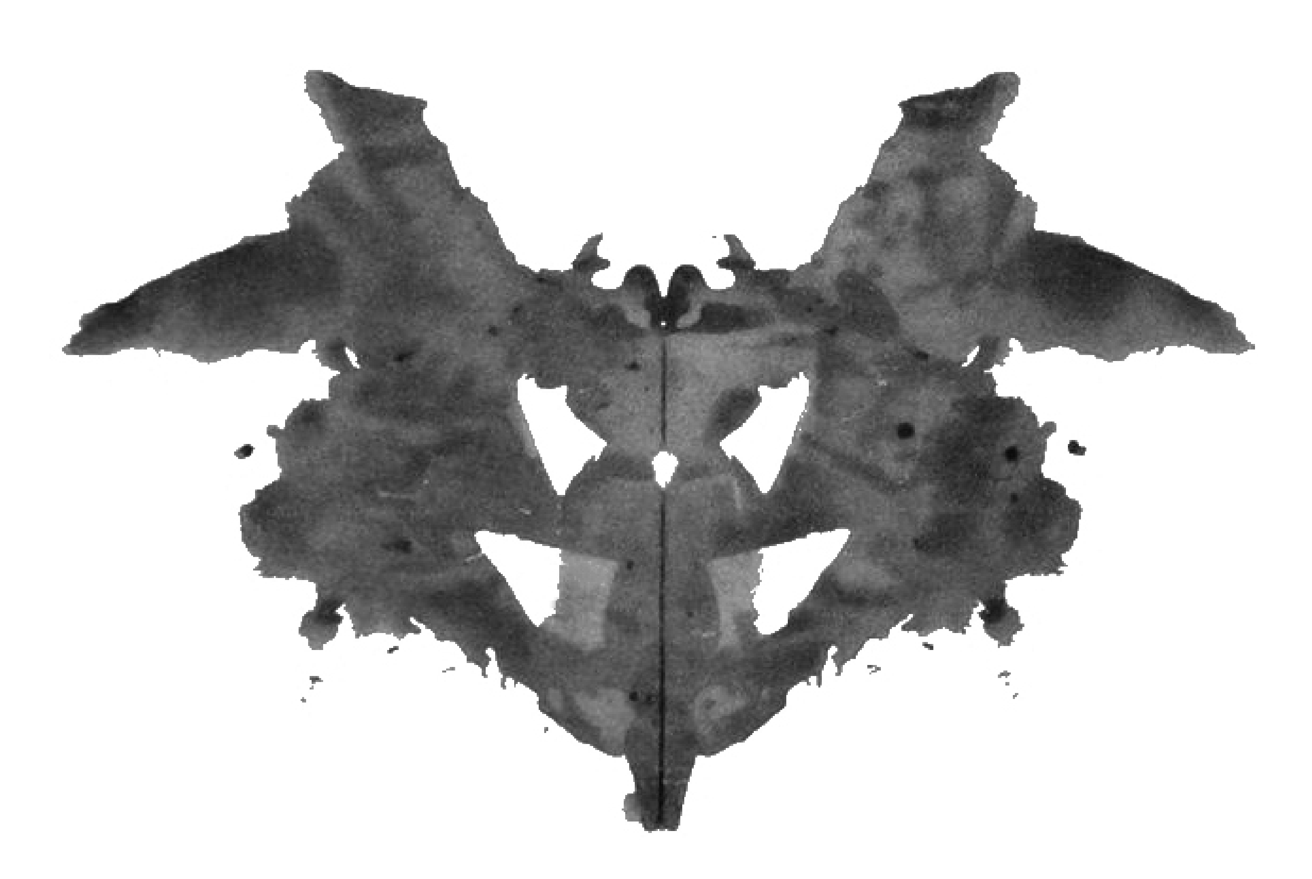


Or, on sait, depuis les découvertes de Sigmund Freud, que le sexe a un fort pouvoir d’influence, lequel a d’ailleurs été largement repris

par les publicitaires depuis (c’est particulièrement flagrant dans le cas des publicités pour les glaces en cornets et les esquimaux). Les pics, lances, épées poignards et autres hallebardes sont des symboles étroitement associés au phallus et à la virilité, de manière encore un peu plus abstraite que la bouteille de champagne. Certains considèrent qu’il en est de même pour les obélisques, les menhirs et les gratte-ciel lorsqu’au phallus est associée l’idée de puissance ; nous en reparlerons.

Les choses se compliquent encore avec les arts contemporain et abstrait, car là, nous entrons de plain-pied dans le *subjectif* pur. La manière la plus directe et la plus simple d’expliquer au lecteur comment l’interprétation de l’art abstrait se produit dans une large majorité de cas, c’est de lui rappeler l’existence du test psychologique dit *de Rorschach* [225] , dont nous voyons un exemple en page suivante.

Au plus simple, on peut voir un papillon dans cette tâche d’encre sur une feuille qui a été rapidement pliée avant que celle-ci ne sèche, comme dans toutes les images du test de Rorschach. Ensuite, en se creusant un peu l’esprit, on pourra prétendre qu’il s’agit d’un masque, d’une chauve-souris, etc. Il ne s’agit ici que d’un test permettant au psychologue d’évaluer la capacité intellectuelle d’abstraction (dans le cas d’un test de QI), ou au psychanalyste de s’enquérir des associations d’idées et des éventuelles obsessions de son patient. Dans les deux cas, et plus particulièrement dans le premier, celui qui est ainsi testé s’efforce toujours de voir quelque chose de plus original que le papillon ou la chauve-souris, car il sait que *c’est ce que l’on attend implicitement de lui* ; et c’est bien ce comportement qu’il faut retenir de cette explication.



Car l'observateur d'une œuvre d'art abstrait fait exactement la même démarche intellectuelle… à moins que son artiste ait suggéré une idée, écrite en toutes lettres sur une petite plaque disposée à côté de l'œuvre. Dans ce dernier cas, cet observateur se trouve alors forcé d'accepter cette interprétation, puisqu'étant celle du créateur elle ne pourrait être contestée. Mais si aucun autre observateur ne se montre capable de deviner ce qu'a voulu exprimer l'artiste, on peut alors dire, *formellement* , que ce dernier fait *un acte d'influence* . Car c'est exactement comme si la tâche d'encre du test de Rorschach que nous avons vue était formellement présentée dans ce livre comme étant « une chauve-souris », et rien d'autre. Et le niveau d'abstraction réclamée à l'observateur peut être encore plus élevé lorsque l'on substitue l'*objet* comme description d'une œuvre au *sentiment* ou à la *sensation* (ex. : cette toile, ou cette sculpture représente *la plénitude* , *l'amour* , *la mort* , etc.).

Lorsque nous en arrivons à ce point de l'explication du symbolisme et de l'abstraction comme procédé d'influence, nous comprenons du même coup que le crédit qui peut être accordé à l'auteur d'une peinture, d'un dessin ou d'une sculpture dépend

totalement de la *reconnaissance* qu'il a préalablement acquise auprès de la masse.

Par exemple, si le lecteur n'est pas un artiste reconnu comme tel par la masse, ni même par une petite élite culturelle, mais qu'il prétend qu'un ensemble de taches qu'il a fait sur une toile représente un objet, une notion ou un sentiment particulier, peu de gens le prendront au sérieux. Tout changera si son nom a déjà figuré au moins une fois dans une revue d'art. Car, dans ce cas, même si un observateur ne parvient pas à percevoir dans cette toile ce que lui a dit avoir voulu représenter son créateur, il lui sera plus délicat de ne pas le prendre au sérieux, puisque d'autres, censés être « très qualifiés », ont dit, et même écrit, qu'*il est* sérieux. C'est à l'instant de cet indiscutable constat que nous quittons complètement l'art pour nous perdre dans la subjectivité ; et, à partir de là, cette forme de tromperie que d'aucuns nomment « escroquerie intellectuelle » devient possible.

Alan Sokal a démontré, grâce à une surprenante expérience de grande envergure réalisée dans des conditions réelles, qu'il était possible de tromper tout un collectif d'esprits parmi les plus brillants. En 1996, Alan Sokal, physicien et épistémologue américain, membre du corps professoral du département de mathématiques de l'Université de New York, adressa un texte pour publication à la prestigieuse revue américaine *Social text* . Ce texte avait pour titre, *Transgresser les frontières : vers une herméneutique transformative de la gravitation quantique* . Le personnel de la revue *Social text* , pourtant constitué d'un comité de chercheurs reconnus, publia tel quel le texte d'Alan Sokal sans rien y trouver à redire. Le jour même de cette publication, Alan Sokal révéla que son article était un amalgame de non-sens, de mots et de notions empruntées à diverses branches de la science et aussi rares que possible, écrit pour servir la seule démonstration que tous les individus, y compris les plus intelligents, se laissent facilement berner par les seuls nom et réputation d'une personne (on ne prête qu'aux riches !).

Parlant d'art, une autre célèbre escroquerie intellectuelle qui fit un peu de bruit dans le monde des arts contemporains fut celle de l'artiste italien Piero Manzoni, qui, profitant de la réputation qui lui avait été faite, mit en exposition et vente en galerie des boîtes de

conserve scellées dans lesquelles il avait préalablement déféqué. Ces boîtes portaient des étiquettes sur lesquelles était écrit, en quatre langues, *« Merde d'artiste »* . Manzoni avait initialement fixé le prix de ces boîtes de 30 grammes d'excréments à celui de 30 grammes d'or au cours du jour. La valeur actuelle d'une boîte de *Merde d'artiste* , par Manzoni, est d'environ 30 000 euros.

Le peintre Picasso fit presque la même chose en invitant des enfants à peindre sur des toiles vierges dans son atelier de La Ruche ; il les signa ensuite, puis les mit en vente [226] . Picasso introduisit notoirement la politique dans son art en 1951, lorsqu'il peignit *Massacre en Corée* , une œuvre engagée, rejoignant la propagande maoïste de l'époque selon laquelle la Guerre de Corée n'était rien d'autre que le massacre de ses habitants par les troupes américaines. L'artiste avait sincèrement cru ce qu'on lui avait dit, et se trouva tout aussi sincèrement confondu lorsqu'il put enfin comprendre les réalités de ce conflit.

Tous les services secrets du monde utilisent quotidiennement la subjectivité comme une tromperie, pour créditer leurs *agents d'influence* . Lorsque les services secrets « fabriquent » un artiste, cela peut servir à deux choses ou les deux en même temps : construire une *légende* pour un agent ; fabriquer un *agent d'influence* qui sera réellement chargé d'une influence culturelle relayée par les médias. Dans le second cas en particulier, trois contacts des services secrets devront être impliqués : l'agent qui devra apparaître comme un artiste connu, le directeur d'une galerie d'art, et au moins un journaliste du monde des arts ou écrivant régulièrement dans une chronique d'art d'un périodique d'information généraliste. Le second organisera un vernissage du premier dans sa galerie, et le troisième devra écrire un article favorable sur le tout. Si nécessaire, un véritable artiste assistera le faux, en réalisant pour lui les œuvres dont il sera censé être l'auteur (cas relativement fréquent dans ce type d'opérations ; les artistes talentueux qui vivent misérablement sont légion). Après quoi, d'autres médias devront faire *caisse de résonnance* à partir du premier article publié, et l'agent d'influence sera livré à lui-même pour continuer à entretenir sa réputation, puisqu'il a été choisi pour effectuer ce genre de mission sur la base d'une aptitude naturelle à convaincre et à mentir.

Le principe de base de ce type d’opérations fait partie des tout premiers enseignements que reçoivent les recrues des services secrets qui seront concernées par la manipulation : « pour créer une réalité, il faut deux personnes : une qui raconte, et une autre qui croit. À partir de là, deux personnes qui croient en une même chose pourront en convaincre d’autres ».

Dans beaucoup de pays, les artistes et les genres artistiques majeurs sont choisis et définis par les instances politiques, avec le concours informel du département d’intelligence domestique de leurs services secrets [227] . En ces occasions, on constate que plus les orientations politiques s’approchent des extrêmes du spectre politique (à droite ou à gauche, indifféremment), et plus fréquemment les genres artistiques devant être présentés à la masse relèvent du *réalisme* . Cependant, les factions politiques en cours de conquête du pouvoir dans un pays changent soudainement leurs préférences pour l’exact opposée, l’*abstrait* , une forme d’art alors choisie pour remettre en question le *réalisme* de l’élite politique en place (action de discrédit du pouvoir politique et de ses instances culturelles).

Tout ce qui vient d’être dit à propos des arts picturaux est transposable, tel quel, à la sculpture, à la danse, au théâtre et au cinéma, à la musique et à la littérature.

Rapportant maintenant tout ce qui vient d’être expliqué à un usage d’influence politique, les communistes et les socialistes, historiquement les plus forts en matière de manipulation, ont fait un usage remarquable de la suggestion par le symbolisme qui vaut d’être présenté.

La première version de ce message politique par le symbolisme, conçue durant la première moitié du XX[e] siècle, fut la représentation picturale d’une poignée de main. Cette poignée de main doit symboliquement représenter l’union entre les peuples et la notion de « fraternité universelle ». Mais ce symbole était trop aisément reconnaissable, trop évident à *lire* pour des militants qui ont traditionnellement pris le pouvoir par le moyen de la conspiration.

C’est pourquoi les socialistes imaginèrent une évolution de ce symbole faisant beaucoup plus appel à l’abstraction, qui présentait

l’avantage d’exister en grand nombre à l’état « naturel » à peu près partout dans les pays riches, et dont la revendication politique peut donc être niée à tout moment ; il s’agit tout simplement du pont [228] . En effet, le pont, peu importe ce que celui-ci enjambe ou n’enjambe pas, et quelle que soit son architecture ou son époque, permet de « relier les Hommes ». Cet astucieux symbolisme transpose un moyen pratique de circulation à une interprétation grandiose d’une doctrine politique ; plus le pont est grand et haut, plus spectaculaire est son architecture, et plus il frappe les esprits.

Dans certains pays progressistes/socialistes où le pont est utilisé comme symbole de cette idéologie politique, son architecture, en sus de devoir être techniquement résistante, est fréquemment sublimée, mise en avant auprès des masses. Plus encore, le pont, indépendamment de l’originalité de sa forme, puisqu’il *est* le symbole pour peu qu’il relie deux points, peut être présenté à la masse comme une œuvre d’art dont la justification en tant que telle peut être l’ingéniosité (technologique) faite œuvre *collective* . À partir de là, le pont a deux propos, deux sens ; l’un pratique et l’autre symbolique, et nous nous retrouvons dans le cas du dessin des deux femmes que nous avons vu plus avant. De plus, il est à tout moment possible de nier la connotation socialiste/progressiste associée à l’idée d’union entre les peuples et de fraternité universelle, voire de la transférer à une religion dont le propos est unificateur et lui aussi universel ; c’est un excellent exemple d’ambiguïté politique par le symbole.

Toujours concernant l’architecture, et pour conclure sur le véhicule du message idéologique/politique, revenons un instant sur l’interprétation phallique qui est fréquemment associée aux menhirs, obélisques et gratte-ciel. Car il se trouve, dans les faits, que ce sens est une interprétation hâtive dont la prémisse est invariablement une perception psychanalytique freudienne. Or on sait pourtant, grâce à ces autres scientifiques que sont les historiens et les archéologues, que le propos des grandes élévations architecturales était, et est toujours bien souvent, exclusivement religieux : l’élévation vers les cieux célestes, vers les dieux ou vers Dieu, selon les cultures et croyances. L’idée de la représentation symbolique du phallus, et de la fertilité qui y est associée dans l’architecture n’est pas toujours

erronée cependant ; celle-ci a juste été maladroitement et populairement généralisée.

Passons maintenant à cet autre véhicule culturel de l'influence qu'est le cinéma, puisqu'un chapitre est bien trop court pour tout dire concernant l'influence politique par la peinture, la sculpture et l'architecture.

L'influence par l'usage du cinéma (et de l'image animée en général : feuilletons, reportages…) est un fait connu de la plupart des gens. On s'est cependant gardé, jusqu'ici, d'en montrer des exemples plus récents que ceux de la franche propagande de la Deuxième Guerre mondiale. L'élite intellectuelle de tous les pays, pourtant mieux capable d'analyser et de comprendre grâce à ses acquis universitaires et historiques, se montre fréquemment incapable de percevoir les manipulations et les messages cachés dans les films lorsque ceux-ci y apparaissent. Plusieurs faits sont responsables de cette incohérence. Tout d'abord, ceux qui cherchent la manipulation ou l'action d'influence dans un film ne regardent généralement pas « aux bons endroits », ou ils sont dans l'attente de l'apparition du seul type d'influences qu'ils connaissent, inspiré des explications d'un documentaire sur la propagande de guerre d'il y a soixante-dix ans. Or l'influence par l'usage des médias ou de la propagande, comme on veut, n'est jamais que le détournement de méthodes et de techniques qu'inventent régulièrement les spécialistes du marketing et de la publicité pour promouvoir des marques et faire vendre des produits de consommation. Et ces méthodes et techniques ont beaucoup évolué durant les 70 dernières années.

Les spécialistes de l'influence par le cinéma (ceux qui la produisent comme ceux qui doivent en confirmer la présence) sont des individus ayant une vaste culture générale : littéraire, historique, scientifique, et, en complément de tous ces acquis, de solides connaissances en psychologie et en psychanalyse. Accessoirement, un complément de formation en publicité et en marketing peut s'avérer fort utile. Ces connaissances ne sont donc pas les mêmes que celles d'un critique de cinéma, lequel doit plutôt développer sa

culture de l’histoire du cinéma et des réalisateurs, de ses acteurs et compositeurs de musiques de film, etc.

Ce premier fait fera sans doute se demander au lecteur : comment l’influence par le cinéma est-elle possible, si seul un individu ayant une grande culture générale peut l’identifier et la comprendre ? La réponse à cette question est qu’il y a une énorme différence entre être réceptif à un message dissimulé dans un film, et l’identifier et le comprendre assez pour pouvoir expliquer la *visée réelle* de ceux qui l’ont créé. Prenons cet exemple parmi les plus simples : seuls les spécialistes de la publicité savent que le nom d’un produit, dans un spot télévisé, doit être répété au moins trois fois pour que le téléspectateur le mémorise. Le téléspectateur entend bien trois fois ce nom chaque fois qu’il regarde ce spot, et il l’entend de nombreuses fois au fil de semaines ; mais il n’a pas les connaissances requises pour le remarquer et l’expliquer.

Ensuite, avant de se lancer dans la recherche et l’analyse de l’action d’influence dissimulée dans un film, et de son deuxième degré s’il doit y en avoir un, il faut mettre à l’épreuve toutes ces connaissances pour être en mesure d’expliquer leurs sens profonds et exacts. Certains services secrets occidentaux organisent des formations pour cette spécialité très particulière, avec le concours de psychanalystes ; des films produits dans plusieurs pays, et ayant dans quelques cas des caractéristiques culturelles très particulières, doivent être ainsi analysés par les « élèves ».

Ajoutons, à titre simplement anecdotique, que l’utilisation des « images subliminales », technique particulière d’influence par l’ajout d’une vingt-cinquième image aux vingt-quatre d’une seconde de film, ne dépassa guère le stade de l’expérimentation en raison de médiocres résultats [229] . Il est certain que des vingt-cinquièmes images continuent d’être glissées dans des films et des vidéos de nos jours, mais il est tout aussi certain que ces tentatives relèvent bien plus du vœu que d’un encouragement par des résultats probants.

Grâce aux prérequis que nous venons d’énumérer, le spécialiste de l’influence par le cinéma pourra identifier dans des films des « secondes lectures » (ou seconds degrés), des métaphores, des satyres, des usages du symbolisme, des allusions négatives ou

positives à des faits ou à des personnalités connus, des distorsions intentionnelles de faits historiques et/ou politiques et/ou religieux.

Dans une large majorité de films, et, quel que soit le moyen ou la technique employé, on trouve de la propagande blanche flattant les culture, politique et idéologie dominantes des pays qui les ont réalisés (que ces films aient pu être réalisés grâce à des subsides de l'État ou non). Il est évidemment entendu que, lorsque vus par des spectateurs étrangers, de tels films sont des actions de propagande, mais toujours de propagande blanche tant qu'elles n'attaquent pas la culture, la politique et l'idéologie dominantes d'autres pays, ce qui est très souvent le cas, heureusement. Sont des exemples typiques de cette catégorie des films tels que *Independence Day* , les films de la série *Astérix* , *La Bataille d'Angleterre* , *Paris brûle-t-il* , à peu près tous les films dans lesquels l'acteur John Wayne fut l'acteur principal, *J. Edgar* , tout récemment.

L'influence du héros et du justicier frappe si fortement et si aisément les esprits que l'élite politique, soucieuse de stimuler la masse productrice de l'économie, ne peut raisonnablement s'abstenir d'utiliser ce levier au seul motif d'une éthique.

Citons maintenant quelques exemples typiques d'actions de propagande politique ou idéologique noire par le film : *Z* , *L'Aveu* (et presque tous les films du réalisateur Costa Gavras), *Sans Soleil* (et tous les films réalisés par Chris Marker), *V pour Vendetta* , *The Matrix* , *Primary Colors* , *1984* , *Le Fabuleux destin d'Amélie Poulain* , *Brazil* …

Compte tenu du sujet abordé dans ce livre, comment ne pas faire mention des films de propagande pour les services secrets, car il y en eut quelques-uns, c'est peu de le dire ! Voici donc quelques titres, chacun suivi, entre parenthèses, du nom du service secret bénéficiaire : *J. Edgar* (FBI), *The Untouchables* (FBI), la série des *Incorruptibles* (FBI), *Mon Beau-père et moi* [230] (CIA), *La Recrue* (CIA), *Nikita* (DGSE), *Secret défense* [231] (DGSE), la série *Destination danger* [232] (MI6), *Les 17 moments du printemps* (KGB/SVR), *The Matrix* [233] (SVR), *Espion(s)* (DST), et bien sûr *James Bond 007* [234] (MI6).

Presque tous ces films introduisent évidemment des notions d'action et d'aventure dans la vie de l'agent secret, aux fins de

toucher un auditoire aussi large que possible, et bien sûr de susciter quelques vocations [235] , ingrédients que l'on retrouve également dans les spots télévisés de recrutement pour l'armée, ce qui n'est pas anodin. Mais nous avons vu dans les premiers chapitres de ce livre que la réalité est beaucoup plus austère, et surtout que ce qui est résumé en 2 heures par la magie du cinéma prend ordinairement des années, et parfois toute une vie dans les faits.

À titre anecdotique, voici quelques titres de films qui présentent un univers des services secrets plus proche de ses réalités (on peut parler de films *réalistes* au sens entendu de ce terme dans l'art) : la version série télévisée de *Thinker, Tailor, Soldier, Spy* , écrite par John Le Carré, tournée par la *BBC* , et dont la vedette, incarnant George Smiley, est Alec Guiness (1979) [236] ; *Le Silencieux* (1973), réalisé par Claude Pinoteau, avec Lino Ventura tenant le premier rôle, présente un évènement particulier plus que plausible (parce qu'inspiré de faits réels) dans un contexte très crédible ; *Le Serpent* , réalisé par Henri Verneuil en 1973 également (parce qu'inspiré d'une affaire d'espionnage authentique) ; *L'Étau* (1969), réalisé par Alfred Hitchcock et racontant une histoire vraie ; et surtout *Le Dossier 51* , un film de Michel Deville (1978), dont on peut dire qu'il est exactement conforme aux réalités courantes (toujours actuelles, excepté la technologie employée) des services secrets occidentaux, sans jamais aucune fausse note ni fantaisie (sans doute est-ce pour cette raison qu'il ne connut aucun succès, très ironiquement).

Comme l'action violente existe parfois dans le monde des services secrets depuis qu'ils se sont beaucoup impliqués dans le terrorisme et le contre-terrorisme, les films relativement réalistes de ce sous-genre sont : *Spy Game* , par le réalisateur Tony Scott, avec Brad Pitt et Robert Redford dans les rôles principaux (2001) ; *Mensonges d'État* , réalisé par Ridley Scott, avec Leonardo DiCaprio et Russel Crowe dans les rôles principaux (2008) ; *Les Infiltrés* , réalisé par Martin Scorcese, avec Leonardo DiCaprio et Matt Damon dans les rôles principaux (2006) ; *Secret Défense* , réalisé par Philippe Haïm, avec Gérard Lanvin dans le rôle principal (2008).

Le film *Les Trois jours du Condor* , par Sydney Pollack, avec Robert Redford, a pour principal intérêt de montrer une version très réaliste de ce qu'est une cellule clandestine des services secrets

sous couverture et employant des analystes chargés de surveiller la culture littéraire (1975).

Il vaut de mentionner encore :

The Spanish Prisoner (*La Prisonnière espagnole*), tourné en 1997 par le réalisateur David Mamet, un film américain d'espionnage méconnu, parce que celui-ci présente la particularité d'avoir été conçu pour être à la fois une distraction, et un cours bien réel d'éducation à la prévention de la manipulation et des techniques d'espionnage sophistiquées à l'attention du public américain. Et au lecteur qui aura lu avec plaisir les chapitres de ce livre consacrés à la manipulation, il faut recommander *House of Games* (*Engrenages*), également tourné par David Mamet, en 1988. *Wag the Dog* (*Des Hommes d'influence*), par le réalisateur Barry Levinson, tourné en 1997, qui présente bien d'authentiques techniques d'influence domestique de services secrets, lesquelles ne sont que légèrement altérées par un nécessaire humour (le script de ce film a encore été rédigé par David Mamet).

Terminons ce chapitre par la mode vestimentaire et ses accessoires, largement influencés par l'action d'intelligence domestique pour la simple raison que son impact sur la stabilité de la société est considérable. De plus, le vêtement a historiquement été un moyen de communiquer une appartenance identitaire et/ou sociale, et même de faire la promotion d'idées politiques, contestataires, religieuses, d'exporter l'image et les valeurs d'un pays à l'étranger, voire de façonner des stéréotypes nationaux à vocation de propagande blanche ou noire.

Enfin, dans plusieurs pays occidentaux, aujourd'hui et depuis des années, les départements d'intelligence domestique apportent leur concours discret à l'industrie de la mode de leurs pays pour stimuler leurs économies, en plus d'endiguer les éventuelles dérives et tentatives de subversion par le vêtement. Les sociétés occidentales ont été récemment sensibilisées à ce problème avec le port des voiles et autres *burqas* fondamentalistes islamistes, qui, en dépit d'une revendication du droit à la pratique d'une religion par leurs adeptes, sont indiscutablement des actions de propagande

religieuse, et aussi politique relevant du prosélytisme par l'exemple [237] .

Le message politique du vêtement est le plus visible dans les pays totalitaires. Dans certains pays à forte dominante socialiste/communiste, typiquement, l'uniformité est de rigueur, car elle doit stigmatiser le rejet du particularisme, caractéristique de l'individualisme. Toujours dans les pays socialistes-communistes, où le militantisme fanatique est plus ou moins discrètement encouragé, les femmes sont incitées à se faire des égales des hommes, y compris par l'apparence physique (grâce au recours à l'*effet de groupe* , au mimétisme, et à l'*effet de mode* . Celles-ci portent alors les cheveux courts, cessent de se maquiller et de porter des bijoux ; le style de leurs vêtements suit cette tendance, fréquemment par la substitution de la jupe au pantalon, et par la démonstration d'une extrême sobriété vestimentaire générale. Dans de telles sociétés, la femme qui souhaite demeurer coquette est perçue comme une résistante à l'idéologie dominante, que cela soit exact ou non, et elle est ostracisée [238] .

Dans les sociétés capitalistes, c'est l'exact contraire qui se produit.

Dans toutes les sociétés modernes et riches, l'influence de la masse concernant la tenue vestimentaire se fait généralement par le simple usage des médias audiovisuels et de la presse, et par l'exploitation du phénomène de mimétisme que nous avons vu dans le chapitre précédent, et encore, plus généralement, par celui de l'*effet de mode* , lequel tire d'ailleurs son nom du sujet que nous abordons maintenant.

À cet instant, le lecteur pourrait être tenté de croire que les modes sont lancées par les marques vestimentaires elles-mêmes, et non par quelque organisation secrète d'État. Cette croyance correspond bien à une réalité, mais il existe tout de même quelques garde-fous qui sont là pour éviter les dérives simplement créatives, ou les réelles actions d'influence des spécialistes étrangers de la propagande et de la subversion, indifféremment. Prenons un exemple de *dérive* que tout le monde connaît aujourd'hui, le tatouage et le *piercing* .

Il n'y a que quelques petites années seulement, fort peu de gens auraient pu croire que le tatouage et le *piercing* , alors confinés à de

petites minorités d’exclus et de marginaux, pourraient séduire de larges masses d’individus parfaitement inclus dans la société ; jeunes, mais aussi moins jeunes, nous le remarquons désormais tous les jours. Si le *piercing* peut être retiré lorsque sa mode s’éteindra, tel ne sera pas le cas du tatouage, que beaucoup d’individus regretteront de s’être fait faire (beaucoup le regrettent déjà). Les tatouages les plus difficiles à cacher deviendront alors des handicaps pour l’accès à certaines professions, puis des signes de discrimination sociale (qu’ils sont déjà, bien souvent). Cela entraînera aussi des problèmes de santé inhérents aux tentatives d’effacer ces tatouages, que les États déploreront alors pour d’évidentes raisons. Aussi surprenant que cela puisse paraître, tous ces gens qui se sont fait dessiner toutes sortes de choses sur leur peau n’ont pas sérieusement songé à l’hypothèse de ce futur ; ils ont agi sans réfléchir, par le fait du simple *effet de mode* , par *passion* et non par *raison* .

Le but de cette dernière explication n’est pas de nous attarder sur la mode du tatouage, mais de présenter un exemple qui montre qu’une importante proportion d’une population, en dépit de son intelligence et de son bon état de santé mentale, est prête à aller très loin pour se conformer aux propositions qu’on lui soumet implicitement. Ce constat étant fait par l’exemple réel, le lecteur peut admettre qu’il est tout à fait possible de faire porter par de grands nombres d’individus les tenues des personnages principaux du film *Orange mécanique* , et de leur faire adopter du même coup — implicitement puisque cela « tomberait sous le sens » — les mêmes comportements. C’est d’ailleurs déjà fait, dans le principe, puisque bon nombre de jeunes délinquants de plusieurs pays occidentaux portent littéralement un « uniforme », lequel se compose d’une casquette ne devant pas être serrée autour de la tête, et qui doit donc tenir à l’aide de trombones de bureau ou d’épingles à cheveux, un pantalon qui doit tomber et que l’on doit tout le temps remonter, etc.

Que le lecteur imagine un instant les conséquences d’une mode lancée par quelques chanteurs, qui consisterait à porter un pistolet factice à la ceinture comme accessoire de mode [239] .

De telles tenues vestimentaires sont l'expression d'une forme de contestation dont la doctrine est formulée par quelques chanteurs qui ne chantent d'ailleurs même pas, puisque, de toute façon, la musique n'est que l'alibi d'un discours (*rap* , *slam*). La suite active de cette doctrine s'exprime en tonnes de drogues importées, en cambriolages, en agressions physiques diverses de plus en plus souvent mortelles, et en véhicules incendiés. Le vêtement sert d'identification permettant les formations plus rapides de petits gangs de rues très mobiles et difficiles à arrêter, c'est-à-dire de signe d'*appartenance au groupe* (en sus d'un accent et de mots spécifiques dit *des banlieues*).

Comme ce fut le cas pour la musique, les spécialistes de l'intelligence domestique de quelques pays occidentaux trouvèrent une solution très astucieuse pour résoudre ce problème [240] . Mais il faut dire que cette solution s'inspire, dans son principe, d'une invention de Bernard Baruch (1870-1965), homme d'affaires et conseiller politique américain régulier entre 1916 et 1947. Il est donc nécessaire d'expliquer en quelques mots ce que fut cette découverte avant de poursuivre.

Bernard Baruch, travaillant en particulier sur l'économie de l'industrie de l'armement, et ayant fait quelques surprenants constats concernant la « loi de l'offre et de la demande » dans le commerce, découvrit qu'il était possible d'orienter les habitudes de consommation de tout un pays en *imposant* une offre, pour peu que cette dernière soit viable ou « raisonnablement acceptable » par la masse. En généralisant la reproduction artificielle de ce phénomène de la *psychologie des masses* , aussitôt fait principe, il était possible, à la fois de prévenir des flops industriels et de véritablement façonner le comportement de la masse sans qu'elle s'en rende compte. En somme, ce que l'on pourrait appeler le « principe de Baruch » dit que : *l'industrie ne doit pas créer et produire pour satisfaire la demande de la masse, mais créer la demande chez celle-ci, voire créer pour elle des biens et de services de substitutions à ses attentes.* Le principe de Baruch était aisément et utilement applicable à l'industrie du textile, comme à tous ses dérivés présents et futurs.

Les quelques chercheurs dont nous avons précédemment parlé ajoutèrent une idée au principe de Baruch, laquelle entretenait justement un rapport très étroit avec le rôle que l'on attend fréquemment d'un sociologue : prédire les tendances sociales et culturelles à venir. Mais sachant, d'un côté, que les chercheurs les plus compétents, que l'on nomme parfois aujourd'hui « futurologues », se trompent tout de même régulièrement, et que la masse est facilement influençable, pourquoi ne pas tirer profit de l'étrange phénomène psychologique de la « prophétie auto réalisatrice », découverte quant à elle par l'écrivain hongrois Frigyes Karinthy (1887-1938), en 1929.

Frigyes Karinthy présenta sa découverte comme suit, dans le cadre d'une étude d'un texte de Shakespeare qu'il titra *L'Oracle de Macbeth* :

« Si cela a échappé à quelqu'un : on appelle Oracle de Macbeth *(d'après la prophétie de cette nature que l'on trouve dans* Macbeth *de Shakespeare) les prédictions qui, volontairement ou inconsciemment (de bonne ou mauvaise foi) provoquent ce qu'elles prédisent. Ce ne sont donc pas des prédictions à proprement parler, mais des suggestions (plus rarement) conscientes ou (le plus souvent) inconscientes, qui s'immiscent auprès de notre volonté sous le déguisement du stimulus le plus efficace chatouillant notre désir le plus avide, la prescience, afin de l'influencer, d'y implanter subrepticement des éléments de volonté étrangers, de la mettre au service d'une volonté étrangère. »* [241]

À partir de ce qu'avaient découvert, d'un côté Barnard Baruch, et Frigyes Karinthy [242] de l'autre, il était possible de constituer un comité de sociologues, d'experts en marketing et d'autres chercheurs, y compris les indispensables psychiatres et psychanalystes, qui seraient hautement crédibles au moment de proposer à des entreprises privées de « prédire » pour elles les évolutions et tendances sociales futures de la masse. L'astuce qui garantirait le succès de cette opération consisterait en l'exploitation quasi exclusive de la *prophétie auto réalisatrice* de Karinthy, pour en faire une manipulation.

Dans un pays d’Europe de l’Ouest, trois comités d’experts de ce genre furent créés à partir du début des années 1970. Deux se spécialisèrent dans la « prévision des modes à venir » pour l’année à venir ; le troisième (qui devint le plus important) dans la « prévision des évolutions et des tendances futures de la consommation » de la masse, par catégorie sociale et par tranches d’âges « pour les dix années à venir ». Dans le cas de la mode, les deux comités d’experts devinrent des entreprises privées tout à fait officielles, assez discrètes cependant, qui monnayèrent chèrement leurs inestimables services, en allant jusqu’à proposer à la vente (aux entreprises du secteur de la mode vestimentaire) des nuanciers de couleurs et des catalogues de motifs dont les « études » prévoyaient qu’ils *seraient* ceux qui apparaîtraient « spontanément » l’année suivante. Ces prédictions s’avérèrent exactes, en effet, ainsi qu’en témoignèrent les choix de couleurs et de motifs des vêtements produits par les entreprises qui avaient acheté ces catalogues. Quant à celles qui les avaient achetés, juste par curiosité et qui n’en avaient pas fait usage, elles découvrirent donc qu’elles avaient eu tort de ne pas le faire.

C’est l’impact sur la consommation par l’action du troisième groupe de consultants qui fut le plus important — et qui l’est toujours aujourd’hui. Car celui-ci en arriva bien vite à *dicter* , littéralement, aux agences de publicité et spécialités assimilées comment elles devaient séduire les consommateurs, et surtout, à partir de là, quels devraient être les produits de consommation courante des prochaines années. Des répliques de ces comités de consultants furent créées — notamment pour conseiller les bureaux de design industriel — pour satisfaire d’autres besoins et créer une cohérence nationale littéralement planifiée dans la production de biens de consommation. Cette idée facilita prodigieusement le travail d’intelligence domestique, car toutes les entreprises privées d’un pays qui s’en remettent à de tels comités de conseillers deviennent naturellement imperméables aux influences culturelles étrangères. Le bénéfice supplémentaire est une identité culturelle nationale forte pouvant même être exportée dans les pays qui ne se sont pas protégés de la même manière.

Cependant, le pays qui adopta ce système fit l'expérience de quelques « couacs », lorsqu'il dut admettre que ses comités d'experts futurologues avaient indirectement « lancé » des produits qui allaient totalement à l'encontre des tendances de consommation et de préférences, naturelles celles-là, de pays étrangers ordinairement gros importateurs. Ce furent l'espionnage industriel et la *veille concurrentielle* qui vinrent au secours des comités, en leur apportant des informations qui leur permirent de « pondérer leurs prédictions » — lorsque quelques grands groupes industriels ne purent se procurer cette information chez leurs concurrents par eux-mêmes.

Les sujets de la danse et du théâtre contemporain, activités artistiques fréquemment utilisées pour véhiculer un message politique, ne sont pas évoqués en détail dans ce livre parce qu'elles sont assimilables à quelques autres formes d'art qui ont déjà été expliquées plus haut.

DE L’USAGE ET DE LA SURVEILLANCE DES MÉDIAS DE MASSE.

Nous avons déjà largement vu par quels moyens les États contrôlent leur presse dans le chapitre consacré à l’influence et à la contre-influence. C’est pourquoi nous allons largement consacrer celui-ci à la télévision, qui est le premier et le plus populaire de tous les médias, et de loin. La presse écrite, en 2013, n’est plus guère lue que par les représentants les mieux lettrés de nos sociétés, exception faite des supports (presse magazine) qui offrent bien plus à regarder qu’à lire. Historiquement, la radio n’a été qu’un *média de transition* de la presse imprimée à la télévision ; elle n’a fait que s’accommoder de ne pouvoir montrer des images, en échange de ne pas avoir à endurer la pénible et incessante manipulation de tonnes de papier, devenue absurde aujourd’hui. Nous ne consommons plus guère de radio que lorsque nos mains et notre vue sont déjà occupées, c’est à dire en voiture ; et encore, avec le grand regret de ne pouvoir regarder la télévision, même dans ce cas.

En l’absence de toute forme d’influence, une large majorité de la masse attend de la télévision deux types de contenus audiovisuels qui sont, par ordre d’importance :

1. des films ;

2. les nouvelles du pays, l’actualité internationale, et ce que l’on appelle les *faits divers* en particulier.

Tout le reste est imposé selon le *principe de Baruch* que nous avons vu au chapitre précédent, y compris les émissions dites « de variétés », les sports, les *séries télé* et les jeux télévisés. Voici pourquoi.

Les émissions de variétés ont été spécialement conçues pour promouvoir la culture musicale nationale et populaire, et pour

assurer son renouvellement permanent. C’est pourquoi on n’y présente jamais, ou fort rarement, les chanteurs, musiciens ou groupes de chanteurs et musiciens étrangers, même lorsqu’il est unanimement admis, en France, qu’ils sont plus populaires et plus talentueux que ceux du pays, et en dépit du fait qu’ils sont toujours volontaires pour se promouvoir dans les pays étrangers. La réciproque est vraie. Par exemple : le chanteur français Johnny Hallyday n’a jamais été présenté en vedette dans une émission de variétés aux États-Unis ou en Angleterre, ni même en Allemagne ; les Rolling Stones n’y ont jamais été présentés en France et dans bien d’autres pays, alors que leur popularité y est pourtant considérable. Il y a eu, durant des décennies, une forte demande pour des diffusions télévisées de prestations des Rolling Stones dans pratiquement tous les pays européens ; pourtant, il y a toujours eu refus, jamais explicité, de les satisfaire. Il existe des exceptions, mais celles-ci sont obligatoirement filtrées par des administrations diplomatiques chargées des échanges culturels. La musique n’est donc pas juste un loisir comme un autre ; elle est à la foi un moyen de stimulation de l’identité nationale, et un générateur d’économie (la musique crée de nombreux emplois, produit de l’économie de marché et des ressources financières pour l’État, un argument supplémentaire en faveur du *filtrage médiatique*).

Les sports sont également un moyen de stimulation de l’identité nationale ; peut-être plus encore que la musique parce que la masse peut s’y impliquer. Chaque fois qu’un sportif ou une équipe sportive d’un pays remporte une médaille d’or dont le rayonnement est international, cela stimule le besoin d’appartenance et la revendication identitaire de toute sa masse. Et, dans ce cas, il a été systématiquement constaté un effet secondaire qui se manifeste par de plus grandes ardeur au travail et volonté d’entreprendre [243] . Du coup, les grands sportifs médaillés ne se contentent plus de faire du sport ; les médias leur demandent leurs opinions à propos de toutes sortes de choses.

Tout comme le chien de Pavlov le fait individuellement en accourant au coup de sifflet, la masse accourt collectivement à la première annonce d’épreuve sportive importante, même lorsque la discipline concernée était la dernière de ses préoccupations

seulement une seconde auparavant. Un peu comme l’est la musique, mais plus fortement encore parce que la musique mobilise encore l’intellect, le sport permet de distraire la masse, de débarrasser son esprit de ses problèmes ordinaires. Le sport stoppe la réflexion ; il ne stimule que la *passion* et l’*action par procuration* . C’est pourquoi il existe un lien étroit entre politique et sport — lequel est régulièrement commenté et expliqué par des sociologues. Les disciplines sportives à la télévision sont bien plus souvent imposées à la masse que celle-ci les choisit d’elle-même.

Tous les pays ont leurs sports nationaux, et ce choix est également décidé par l’État : football américain, baseball et golf aux États-Unis ; baseball au Japon ; cricket, rugby, golf et tennis en Angleterre ; football, cyclisme et tennis en France, etc. Au moment des choix des sports, les États prennent en considération des critères qui peuvent être très variés. Par exemple, en Suisse, le ski et le hockey sur glace ont été des choix simplement dictés par la logique, parce qu’ils entretiennent un rapport étroit avec la géographie et le climat de ce pays. Aux États-Unis, le choix du football américain doit à des considérations plus complexes telles que : combativité, force et performance individuelle (même si le football américain est un sport collectif ; il faut y regarder à deux fois). Petit détail remarquable : la pratique du football américain implique nécessairement l’achat d’un équipement coûteux, ce qui fait qu’il peut difficilement devenir populaire dans les pays pauvres, où on lui préfère, en effet, le football européen. En revanche, les États-Unis ont exporté le baseball au Japon dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui y est devenu le sport national depuis. L’athlétisme est traditionnellement préféré des pays totalitaires. Après la grande défaite inattendue de la France durant la dernière Coupe du Monde de football (2006), et aussi une polémique qui s’ensuivit autour de son équipe, les médias français imposèrent aussitôt une forte présence du rugby aux masses, comme sport de substitution temporaire. Et tous firent une large promotion de l’un des joueurs de l’équipe de France de rugby (Sébastien Chabal) par les moyens de nombreuses interviews et de spots publicitaires. Jugé personnage charismatique, Sébastien Chabal incarnait la

combativité que les spécialistes de l'influence domestique avaient vainement attendue de la dernière Coupe du monde de football.

Les *séries télé* , à la base, sont des produits de substitution des films longs métrages que réclame sincèrement la masse, ces derniers étant trop chers pour être produits en quantités suffisantes. Cependant, les séries télé, versions audiovisuelles de la nouvelle littéraire, furent exploitées à des fins d'influence culturelle de la masse sitôt qu'elles furent inventées (la série *Les Incorruptibles* , lancée en 1959, en est un bon exemple). Comme tout le monde connaît pratiquement chacune de ces séries pour en avoir regardé au moins un épisode, l'explication de l'influence de la masse qui y est presque toujours associée peut être simplifiée par la présentation de quelques exemples typiques, plus ou moins récents.

Les séries télévisées *La Petite maison dans la prairie* , et, plus tard, *Sept à la maison* , ont été réalisées pour entretenir les valeurs morales indispensables à la cohésion de la société : altruisme, empathie, importance de la famille et de la fidélité conjugale, honnêteté, et aussi religion, ciment de la société américaine. Ces deux séries télé peuvent être considérées comme de véritables cours d'éducation morale.

L'immense majorité des séries policières ont un propos moralisateur visant, à la fois, à décourager la tentation criminelle et à promouvoir l'image de la police auprès des masses, puisque celles-ci ont une tendance naturelle à assimiler cette représentation visible de la loi et de la sécurité collective à une forme de répression, voire d'oppression et de contrôle de la population. Depuis quelques petites années, et dans plusieurs pays, les séries télé policières ont été légèrement revues pour servir à des fins de promotion du recrutement policier. Pour ce faire, les décors des cadres de travail sont considérablement flattés (bureaux ultramodernes, architecture soignée, ordre et propreté irréprochables, matériels de travail et armes dernier cri, etc.). Les relations entre policiers sont cordiales, et ceux-ci ont, à la fois, des physiques avantageux et des intelligences très supérieures à la moyenne. [244] Les policiers héros de ces séries sont presque toujours sur le terrain, ne tapent que très peu de procès-verbaux et de rapports d'audition, usent fréquemment

de leurs armes, et prennent eux-mêmes en charge les tâches et spécialités ordinairement dévolues aux spécialistes de la police scientifique. Le chantage ordinairement exercé sur les « indics » n'est jamais montré tel qu'il se déroule dans la réalité, parce que jugé dévalorisant, et de toute façon en opposition complète avec la perception que la masse a du policier en tant qu'individu : un héros dont la moralité est forcément irréprochable [245] .

Depuis quelque temps, dans quelques pays, sont régulièrement créées des séries télé policières dont le héros est une femme, ou sinon dans lesquelles le rôle de la femme en tant qu'investigatrice est placé sur un piédestal. À l'apparition de ces séries correspond, soit un besoin politique (que tout le monde connaît aujourd'hui), soit un besoin d'ordre pratique [246] ; souvent les deux en même temps.

La série télé policière *NCIS* a un propos particulier qui consiste à suggérer que le port de tatouages et de piercings, et la revendication d'une personnalité décalée ne constituent pas (plus) un handicap à l'accès à une carrière dans la police, ou à la promotion dans celle-ci ; cette série a été pensée avant tout pour un usage national — les États-Unis.

Depuis peu également, le besoin de personnels médicaux (ou sa franche carence) dans certains pays a justifié le lancement de séries télé devant valoriser cette profession, la rendre autant attractive que le métier de policier. Dans ce contexte particulier, on est même allé jusqu'à faire du médecin un véritable enquêteur dont la mission, présentée comme ordinaire, est identique à celle d'un investigateur de police criminelle [247] . Et à l'apparition de ces nouvelles séries télé, a effectivement correspondu une augmentation des orientations vers la profession médicale. Ce genre fut expérimenté pour la première fois en 1972 avec le lancement de la série télé américaine *M*A*S*H* , en pleine Guerre du Vietnam, un moment où l'armée américaine manquait cruellement de médecins de campagne qualifiés (les jeunes universitaires des universités de médecine préféraient tous, pour d'évidentes raisons, faire carrière dans le civil). À la suggestion véhiculée par la série *M*A*S*H* , l'Armée américaine associa l'offre, bien réelle, d'intéressantes assistances à la reconversion dans les milieux hospitaliers civils, avec des salaires attractifs.

Les États ayant également, pour d'évidentes raisons d'ordre économique, le souci d'intégrer les handicapés à la population, quelques séries furent réalisées sur ce thème (*L'Homme de fer* , *Dr House* , *Joséphine Ange gardien* …) [248] . La chaîne de télévision française d'État, France 2, s'est également investie dans le tournage d'un film, *Lanester* , dont le héros est un policier devenu aveugle qui continue de mener son enquête, avec succès.

Enfin, toujours en France, la série télé *Plus belle la vie* a été utilisée pour favoriser, entre autres objectifs [249] , l'intégration sociale des homosexuels, et une perception valorisante de cette minorité — une des priorités actuelles (2013) de la politique intérieure française.

Les jeux télévisés n'ont pas vocation à influencer la masse, même si les questions posées aux candidats entretiennent un rapport évident avec la culture et l'actualité nationales. En fait, ces programmes, qui s'adressent à une population très sédentaire majoritairement représentée par les personnes âgées ou inactives, permettent de combler des trous de programmation pour un coût de réalisation particulièrement faible (les jeux comptent parmi les programmes les moins chers à produire, après la météo).

Les programmes télévisés pour les enfants, ludiques et éducatifs, indifféremment, sont une nécessité sociale naturelle. Cependant, leurs personnages et scénarios sont fréquemment conçus ou choisis pour préparer l'enfant à une perception du propos de l'existence qui doit correspondre à la doctrine politique dominante du pays. Plutôt individualiste et insistante sur la réussite personnelle et la compétition, pour stimuler l'initiative personnelle ; ou plutôt collectiviste et insistante sur l'interaction entre individus, la mixité sociale, le désintéressement et l'altruisme. Dans le but de lutter contre le racisme et la xénophobie, les récits impliquant une mixité raciale sont fréquents dans tous les pays, de nos jours.

Les programmes éducatifs pour adultes (scientifiques, historiques, etc.) ne touchent, « traditionnellement » pourrait-on dire, qu'une petite minorité de la population. Cependant, ces programmes sont toujours vulgarisateurs et très accessibles à la masse. Leur propos

est d’éduquer, d’apporter un minimum de culture aux plus ignorants, et non de produire un complément d’information à l’attention d’une élite culturelle et/ou scientifique. L’audience de ces programmes, typiquement, avoisine les 1 %. Ces programmes sont parfois orientés politiquement ou idéologiquement toutefois, en particulier lorsqu’ils présentent des faits d’histoire contemporaine. Dans ce dernier cas, il n’est pas rare que l’influence y voisine les limites de la propagande ouverte. C’est le moment audiovisuel — outre les émissions d’actualités et de reportages que nous verrons juste après — que les spécialistes concernés des services secrets choisissent pour diffuser de la propagande noire visant certains pays.

Les programmes traitant de faits d’actualités par le reportage sont toujours les véhicules privilégiés de l’influence domestique [250] . L’action d’influence, de propagande blanche et noire, voire de désinformation, y est bien plus facilement identifiable que dans le cinéma. C’est pourquoi il est nécessaire de nous attarder un peu sur cette catégorie.

Le reportage-enquête, typiquement, développe des points de détails pour leur donner de l’emphase, pour les « hypertrophier », pourrait-on dire, comparativement à ce que l’on peut remarquer dans un journal d’information télévisé. La vocation du reportage-enquête, du point de vue de l’influence domestique, est de *sensibiliser* la masse à des sujets très précis et très particuliers, souvent pour faire oublier d’autres sujets (politiques et économiques) beaucoup plus larges et généraux. Un reportage-enquête est à l’information ce que l’historiette est à l’Histoire : une anecdote. Cependant, c’est l’importance et le temps qui sont ordinairement accordés au fait anecdotique dans le reportage-enquête qui invitent le spectateur à imaginer une généralisation à partir de quelques faits isolés. Tout est fait pour l’y inciter.

Ensuite, le reportage-enquête accorde la priorité au fait divers, et se consacre plus rarement à l’actualité politique (nationale ou internationale) strictement parlant. Lorsque le reportage-enquête parle de politique, c’est pour brosser le portrait d’une personnalité politique, en plaçant le contexte politique général en arrière-plan.

Car le but est dans ce cas de promouvoir une personnalité, ou de la discréditer.

Le reportage-enquête sert prioritairement à *fabriquer* de l'opinion *en dehors* de la politique qui, quant à elle, est développée lors des journaux d'information télévisés et de grandes émissions-débats d'une durée égale ou supérieure à 52 minutes, à des heures de grande *écoute* . Le reportage-enquête a, bien sûr, vocation à informer la masse à propos de faits divers, à la base. Mais au fait divers qui est choisi correspond toujours un objectif relevant de l'influence domestique. Certains sujets sont fréquemment abordés, d'autres ne le seront jamais, indépendamment de leurs intérêts respectifs. Et l'action d'influence intervient franchement au moment où au *fait divers* est ajouté ce que l'on appelle désormais le « fait de société ». Le *fait de société* , lui, n'est *que* de l'influence domestique. Et, à partir de là, le lecteur pourra se référer aux quelques exemples et explications présentés aux chapitres précédents, qui lui en expliqueront les modalités.

Les personnels qui ont pour mission de réaliser des reportages-enquêtes sont très fréquemment des personnels spécialisés employés à temps plein par les services secrets et/ou leurs agents (à l'étranger comme dans le cadre de l'intelligence domestique). Les journalistes reporters, qui agissent sur le terrain pour en produire la matière, utilisent d'ailleurs couramment, et sans grande ambiguïté, des matériels techniques d'espionnage qu'il n'est pas toujours possible de se procurer dans le commerce, et ont recours à des méthodes et astuces que seuls des professionnels de l'espionnage peuvent avoir apprises [251] . Toujours à cet égard, on peut remarquer de fréquentes et évidentes complicités avec les services de police durant les tournages, et des accès normalement interdits aux journalistes dans le cadre d'enquêtes en cours, tels qu'écoutes téléphoniques, interrogatoires de suspects et victimes, accès à des documents d'enquête confidentiels et réservés à l'usage de la police ou de la gendarmerie, accès à des locaux sécurisés, présences physiques à des missions réelles et sensibles… En fait, aucun journaliste « ordinaire » ne pourrait réaliser des reportages de ce genre.

Parlant spécifiquement de reportages-enquêtes sur les missions des services de police, ceux-ci sont de plus en plus souvent de véritables courts-métrages, voire des longs-métrages dont l'enquête policière est le scénario, et un policier le héros, avec la participation active de ses collègues pour jouer des rôles secondaires. Ce dernier cas concerne de véritables actions de communication dissimulées sous les apparences de reportages pris sur le vif.

Par exemple, un policier, choisi pour son jeune âge, est le héros principal durant tout le tournage, et la voix *off* d'un journaliste le nommera toujours par son prénom. Il a un grade subalterne ; pourtant il semble diriger toute l'enquête — avec, parfois, les quelques bémols de ses supérieurs qui s'exécutent. Aussi, ce policier-héros agit sur le terrain, il participe aux filatures et aux longues surveillances, et même il les supervise. Il réclame l'assistance des forces spéciales d'intervention, et les supervise encore. Il participe activement aux perquisitions, et appréhende les suspects. Il émet des avis déterminants sur les indices collectés, et sur les résultats de police scientifique et d'expertise médico-légale. Puis il réoriente l'enquête en cours sur ces bases. C'est encore lui qui supervise les interrogatoires. Enfin, la caméra montre la modeste petite fête et les félicitations des supérieurs. Tout au long des reportages de ce type, les supérieurs hiérarchiques, plus âgés, apparaissent au second plan ; ils s'expriment peu, et ne semblent faire que de la figuration.

Les exemples de ce genre n'ont évidemment rien à voir avec la réalité du travail de la police ; ils ne visent qu'à valoriser la mission de la police auprès de la masse, et à démontrer à celle-ci qu'elle est efficace. Le jeune policier subalterne y a été fait le héros d'une histoire dans le seul but de faire la promotion du recrutement ordinaire. Des reportages sur les douanes, sur la police de la route, sur les ambulanciers, sur les pompiers, et aussi sur l'armée, sont désormais réalisés sur le même principe. Tous ont les mêmes vocations dans leurs thèmes respectifs. L'accent y est mis sur l'action. Les propos recueillis des « acteurs », comme celui des journalistes qui ne se montrent pas, sont toujours hautement moralistes ou réprobateurs selon les circonstances. Dans son discours en voix *off* , le journaliste a franchement délaissé la

neutralité normalement inhérente à sa profession pour le ton accusateur de la justice ; il semble s'être complètement impliqué dans la mission de ceux qu'il filme.

Plus patents encore sont les reportages-enquêtes lors desquels les journalistes prennent complètement la place des enquêteurs. Il s'agit alors d'investigations portant sur des cas ordinaires de fraude à la consommation, de fraude à des administrations diverses, fiscales, sociales, de santé, etc. Le prétexte du journaliste auprès du spectateur est alors : « nous avons voulu voir par nous-mêmes en caméra cachée ». Ce type d'actions a un but encore différent ; il vise à faire s'émouvoir la masse de faits ordinaires et banals qui se produisent quotidiennement dans toute société. Le mode de tournage *en caméra subjective* vise à faire s'identifier le téléspectateur à l'enquêteur. Mais l'enquêteur, qui s'adresse à lui en voix *off* , est là pour parler à sa place, toujours sur un ton surpris, puis indigné, puis réprobateur, puis moraliste. Si le reportage est bien fait, le téléspectateur sera *sensibilisé* ; il approuvera plus tard le projet de loi qui visera à faire cesser l'abus dénoncé ; peut-être aura-t-il même poursuivi l'investigation de lui-même, et aura dénoncé spontanément d'autres personnes.

La fréquence de diffusion de reportages-enquêtes du même type que ces deux derniers exemples est un indicateur fiable de l'importance de l'intelligence domestique dans un pays ; plus fréquente est cette diffusion, et plus l'intelligence domestique y est importante.

Parlons maintenant de faits de société ordinaires et très spécifiques que ces mêmes journalistes d'investigation placent sous les projecteurs, tels que ceux que nous avons présentés sous la forme d'exemples fictifs dans le chapitre ayant pour thème *Le contrôle des sources et des correspondants, et leur manipulation* .

Le lecteur a appris que ces thèmes de reportages sont *suggérés* aux journalistes-reporters plutôt par l'appareil d'intelligence domestique, sur des directives du pouvoir politique officiel, que par la simple apparition naturelle d'incidents ou de comportements collectifs. Car, chaque jour, d'innombrables personnes s'indignent d'innombrables sortes de désagréments dont les importances sont

très variables, et forment de petits groupes pour en réclamer une impossible « disparition ». Mais, tout comme c'est le cas pour les innombrables artistes de talent, seul un très petit nombre d'entre eux correspondront aux préoccupations du moment de l'appareil d'intelligence domestique qui est, rappelons-le à cet instant en particulier, « l'œil discret de l'État ».

Il arrive parfois que ces réalités, au moment où l'on s'apprête à les placer sous les projecteurs, ne correspondent pas exactement, ou pas assez ou trop, telles quelles, au message que l'on cherche à adresser à la masse. Parfois aussi, il arrive que les services secrets aient informé le pouvoir politique de l'existence d'un fait réel que ce dernier souhaite ensuite porter à la connaissance des masses, mais dont il est impossible de montrer la moindre preuve cependant. Parfois encore, l'existence de ce fait n'est pas encore avérée, mais sa survenue prochaine est présentée comme « certaine » ou « quasi certaine » par quelques experts sociologues. Lorsque cela arrive, ce sont encore les services secrets qui sont chargés de résoudre ce problème, ainsi que le montre le récit authentique qui suit.

Dans un pays d'Europe, il y a une vingtaine d'années, le gouvernement s'inquiétait de la montée de l'extrême droite dans le pays. Cependant, tout ce que les services secrets chargés de l'intelligence domestique avaient pu apprendre des principaux groupes et figures de cette mouvance — information qui aurait pu faire l'objet d'un reportage-enquête présenté sur une chaîne de télévision nationale à une heure de grande écoute — n'était pas suffisant pour alarmer les masses, puis faire naître une opinion publique réprobatrice dominante.

Les opinions et ambitions de cette minorité d'extrême droite étaient somme toute déjà bien connues de la masse, puisqu'ouvertement et régulièrement exprimées par des tracts, affiches et extraits de discours. Le mauvais jour sous lequel les médias d'État avaient présenté ce discours politique n'avait jusque-là que modérément atteint la popularité montante de ses auteurs ; c'était même plutôt l'effet contraire qui s'était produit, et cela n'avait fait que faire s'alarmer encore un peu plus le pouvoir politique d'alors. Un quasi-phénomène de *psychologie inverse* , identique à

celui que produisait la censure officielle d’antan, était en train de s’installer par rapport à cette mouvance d’extrême droite.

Les rapports des services secrets indiquaient l’existence, au sein de cette extrême droite, de petites minorités d’individus séduits par l’idéologie national-socialiste (nazisme), et qui cultivaient ses symboles passés, en effet. Cependant, l’appareil d’intelligence domestique avait *déjà* agi pour que ces individus ne puissent plus former des groupes structurés, se montrer et faire ainsi du prosélytisme auprès d’une population passive.

C’est pourquoi la décision fut prise, avec l’accord du pouvoir exécutif en cette occasion, de créer un faux reportage-enquête qui serait diffusé parmi d’autres à une heure de grande écoute, dans une émission télévisée spécialisée très populaire à ce moment-là [252] . Précisons, à cet instant, que les créateurs de cette émission avaient eux-mêmes été employés à temps plein des services secrets de ce pays, dont l’un durant plusieurs dizaines d’années, et que l’entreprise de production audiovisuelle qu’ils avaient créée était une cellule clandestine sous couverture des services secrets. Ce détail était la garantie de la parfaite *étanchéité* du groupe chargé de cette mission, certes ordinaire et facile, mais dont le niveau de confidentialité devait obligatoirement être très élevé.

La mise en scène du reportage prit place durant une nuit, dans d’anciennes galeries souterraines de la capitale, et ses figurants furent quelques jeunes recrues des services secrets, tous enfants de quelques-uns de ses employés à temps plein. Ces derniers durent se raser la tête, et on leur procura quelques accessoires vestimentaires à la symbolique national-socialiste. Ils furent filmés entonnant des chants nazis, levant le bras pour faire le salut hitlérien et se livrant à quelques allocutions politiques ponctuées de propos racistes et antisémites bien sentis. Certains d’entre eux furent interviewés sur place et en dehors de cette mise en scène, et admirent être également militants du principal parti politique d’extrême droite du pays. Le tout fut monté en reportage qui expliqua que de tels rassemblements étaient de plus en plus nombreux partout dans le pays, et comptait déjà beaucoup de membres. De troublantes comparaisons, bien réelles celles-là, furent

relevées entre la doctrine d'Adolf Hitler et quelques aspects du programme politique du leader du parti d'extrême-droite montant.

Comme prévu, la diffusion de ce reportage eut un impact considérable, et celui-ci fut suivi d'articles et de réactions de quelques personnalités qui firent *caisse de résonnance* ; ce fut une réussite. Cet exemple présente également le paradoxe qui peut exister entre les effets réellement salutaires d'une mission d'intelligence domestique pour un pays, et ses moyens que sa population jugerait bien entendu inacceptables.

Présentons maintenant la palette de techniques qui permettent de changer à volonté la perception que le spectateur (ou même l'auditeur) peut avoir d'un programme de type « reportage » ou « documentaire ». Car, en effet, il est tout à fait possible de donner deux sens très différents l'un de l'autre à un même montage vidéo, fait des mêmes images et dont le texte est identique.

Tout d'abord, l'existence d'une voix *off* est indispensable, car c'est surtout elle qui influence le spectateur. Ensuite, c'est la diction et la tonalité générale de cette voix (on parle professionnellement de « couleur ») qui vont déterminer le sens du message : séduisant, attractif, curieux, désagréable, révoltant, etc. Puis il faudra moduler ces effets de voix selon les images de la vidéo, et les évènements qu'elles montrent. La voix *off* peut se faire plus rapide, plus lente, « sucrée », « façon Forest Gump » (pour projeter le spectateur dans la situation de la victime impuissante), « lapidaire », moralisatrice, etc. C'est selon les images dont on dispose, et selon le sentiment que l'on cherche à communiquer sur l'instant. Ainsi, à une même phrase, il sera possible de donner deux sens totalement opposés, et cet effet pourra être renforcé, si nécessaire, par la musique de fond choisie dont le volume aura lui aussi une importance.

Car tout comme pour la voix *off* , le choix de la musique d'accompagnement a une grande importance, et là, la palette de « couleurs » et de « nuances » est infinie. La musique rock, avec guitares électriques très présentes et percussions bien senties, suggère facilement le dynamisme et l'optimisme. Mais elle peut aussi suggérer ou renforcer un côté sinistre ou inquiétant d'une séquence ; c'est une question d'association musique/images, et,

bien sûr, de ce que suggère déjà naturellement cette musique. Une fois de plus, toute la force du message d'influence, dans ce contexte, repose sur l'implicite ; on ne doit pas *dire,* mais *suggérer* . Voyons tout cela à l'aide d'un exemple simple et fictif.

La séquence vidéo, d'une durée de 10 secondes, montre un homme montant dans une voiture de sport très chère ; la portière se referme, puis la voiture démarre et s'éloigne rapidement dans le champ de la caméra qui est restée sur place. Peu importe l'endroit où la scène se déroule et quelle est la météo au moment du tournage. La voix *off* qui commente est rapide, dynamique, presque euphorique ; elle dit : « il y deux ans, cet homme était chômeur ; le mois dernier, il s'est offert cette Ferrari. » Sitôt cette phrase terminée, on entend le célèbre passage de *Won't be Fooled Again* , par le groupe anglais The Who, où le chanteur hurle littéralement *« Yeah »* (mais beaucoup d'autres passages de ce titre feraient tout autant l'affaire, comme beaucoup d'autres titres). On peut remarquer que toutes les notes de cette musique appartiennent à une octave plutôt *aiguë* . Les sentiments qui seront suggérés au téléspectateur seront positifs : « réussite sociale », « créativité », « aller de l'avant », « bonheur », etc. Ce téléspectateur pourra se dire, surtout s'il est chômeur lui aussi : « donc, c'est possible ; pourquoi pas moi, je ne suis pas plus bête que lui, après tout ! » C'est l'effet recherché.

Prenons maintenant la même séquence et le même texte. Mais cette fois, la voix *off* est plus lente, et sa *couleur* suggère un mélange d'incrédulité et de suspicion qui la rendent accusatrice et justicière ; le ton est presque glacial. Quant à la musique de fond, elle est présente dès les premières images, mais son intensité est faible par rapport au cas précédent, et on remarque tout de suite que toutes ses notes appartiennent à une octave *grave* ; il s'agit d'un extrait des premières secondes du générique du film *Dracula* , réalisé par Francis Ford Coppola en 1992. Le même téléspectateur éprouvera cette fois-ci des sentiments radicalement opposés. Il se dira que l'homme qui monte dans cette Ferrari n'a pas pu réussir aussi rapidement dans la vie sans s'être rendu coupable de quelques malhonnêtetés. Il s'ensuivra un fort sentiment négatif mêlant injustice et frustration.

Dans la réalité, la sélection des séquences vidéo recueillies durant tout le reportage, leur découpage et leurs transitions des unes aux autres affecteront également la perception que le téléspectateur aura de l'ensemble. Si le reportage est consacré à ce cas de chômeur qui a fait fortune en deux ans, ce dernier ne pourra absolument pas savoir comment des journalistes qui sont venus le voir le présenteront par la suite. Car les coupes et les sélections d'images durant le montage seront également déterminantes, puisque, techniquement, elles sont effectuées avant (ou pendant) la superposition de la musique de fond et de la voix *off* . Si le but est de nuire à la réputation de ce chômeur qui a réussi, ses réponses lors de l'interview, qui auraient dû le valoriser, ne seront pas intégrées durant le montage. À la place, on insistera plutôt sur des détails mettant sa richesse matérielle en évidence. Ainsi, on procédera à la création de « zones d'ombres » dans le récit, la voix *off* posera des questions qui resteront sans réponses, lesquelles devront interpeller le téléspectateur, le faire s'interroger, puisque ce qui est peu clair appelle à la suspicion.

Mais les professionnels chargés de réaliser ce genre de message d'influence doivent également avoir appris le *dosage* que nous avons expliqué dans un chapitre précédent, lorsque parlant de la presse écrite. Car si des *connotations négatives* sont systématiquement employées au montage pour l'intégralité du reportage, celui-ci perdra alors sa crédibilité. De plus, il y a dans l'audiovisuel des notions de durée et de progression *historiques* , et aussi des silences qui peuvent jouer un grand rôle, dont le journaliste de la presse écrite ne jouit pas.

Le journaliste qui procédera au montage ou le dirigera pourra lui donner un début *positivement connoté* (réussite incroyable, performance, etc.), puis faire lentement évoluer la suite vers une *connotation négative* (une suite d'ambiguïtés, par exemple), et faire se terminer le tout sur une interrogation plutôt que sur une note franchement négative. Le sentiment qui sera alors communiqué au téléspectateur pourra se traduire par une réflexion du genre : « cette histoire à l'air d'être merveilleuse, mais il y a tout de même quelque chose qui cloche ». Aucun propos insultant ou diffamatoire n'aura été dit contre « le chômeur qui a réussi » ; il ne pourra donc intenter

aucune action en justice contre les journalistes. Et s'il souhaite tout de même faire entendre qu'il a été présenté d'une manière diffamatoire, cela ne fera que faire se renforcer la suspicion qui pèsera désormais sur lui ; aucun média ne lui accordera, juste pour qu'il se plaigne, un temps d'antenne et un espace ayant la même force, de toute façon.

Le travail d'influence et de désinformation par le reportage audiovisuel procède couramment de l'usage de la palette de techniques qui vient d'être présentée et expliquée, et celle-ci peut être appliquée à tous les types et tous les thèmes, puisque, dans les faits, elle est directement inspirée des techniques du cinéma de fiction.

Ensuite, des ingrédients d'influence supplémentaires peuvent être fournis par le thème lui-même comme autant d'opportunités inespérées. À cet autre égard, citons l'astuce d'influence (devenue quelque peu surannée aujourd'hui) qui consiste à faire apparaître dans le champ de la caméra une poupée ou un ours en peluche dans les ruines d'une maison détruite par un obus de mortier. Si la poupée ou l'ours a perdu un œil ou un bras et qu'il a été noirci, l'effet suggestif n'en sera que plus fort. L'action de désinformation et la technique de l'*appel aux sentiments* et aux émotions de la masse sont encore plus fréquemment utilisées dans le reportage de guerre ; tout dépend du mot d'ordre qui a été transmis aux journalistes par les administrations diplomatiques du pays [253] .

On comprend mieux, après ces explications, même si elles demeurent sommaires et n'expliquent que quelques bases de l'action d'influence et de désinformation, pourquoi les militaires en opération à l'extérieur, peu importent le pays et l'armée, restreignent sévèrement l'accès des journalistes aux théâtres d'opérations militaires [254] .

Terminons cette présentation des types de programmes audiovisuels par celui auquel l'action d'influence, dans le cadre de l'intelligence domestique, accorde traditionnellement la priorité : le journal d'information télévisé, ou « JT ». La réalisation d'un *JT* fait l'objet d'un soin particulièrement attentif, et cela commence par l'ordre dans lequel seront présentés les thèmes du jour, et les temps

qui leur seront chacun accordés. Ensuite, les transitions d'un thème à un autre doivent être scrupuleusement examinées. Un hasard authentique peut faire courir le risque d'un thème qui change complètement la perception que le spectateur peut avoir du suivant, de manière catastrophique parfois. Par exemple : il faut veiller à ne pas placer un court reportage sur un cas de famine dans un pays du tiers monde juste après un autre qui a présenté la réussite d'un grand chef cuisinier (mais il arrive que ce soit intentionnel).

Cependant, c'est précisément ce genre d'erreur que l'on commet, délibérément cette fois, au moment de vouloir introduire un *biais* dans une information ordinaire. Par exemple : on placera un reportage sur une visite d'une délégation officielle israélienne au camp de concentration d'Auschwitz, juste avant un autre sur le centre de détention des terroristes islamistes au camp de Guantánamo. Cette simple association dans la progression suffira amplement à créer une action d'influence politique très forte, même si les deux reportages sont chacun tout à fait objectifs — il s'agira bien, dans ce cas, d'une action de propagande noire dirigée contre les États-Unis par le simple recours à l'association d'*idées* . Rien ne sera dit, ce sera uniquement affaire de *perception* (les Américains n'en ont pas grand-chose à faire de toute façon, puisque le camp de Guantánamo, et toutes les sinistres rumeurs qui en filtrent sont précisément une réponse à la terreur par la terreur ; encore une autre action de communication — les terroristes n'ont pas peur de la mort, mais, désormais, ils ont peur de Guantánamo !). Pratiquement tous les thèmes peuvent être négativement connotés de cette manière ; il suffit de trouver les bonnes *associations* (ou *transitions*). Ensuite, les techniques d'influence que nous avons vues dans le reportage-enquête concernant la « couleur » de la voix *off* et celle de la musique de fond sont applicables au JT.

Les « micros-trottoirs », qui sont, pour mémoire, des sondages d'opinion pris sur le vif par une petite équipe de télévision de deux à trois personnes, sont toujours des actions d'influence de l'opinion publique. Cela nous ramène à l'*effet de mode* , car, globalement, ce que diront tous ces sondés ira dans le sens voulu par une décision politique. Toutes les séquences montrant des sondés qui n'étaient pas d'accord, et qui ont employé des arguments convaincants ne

passeront pas à l'antenne. Au pire, lorsqu'il s'agit de donner une opinion concernant une décision très impopulaire, le journaliste ne gardera que 30 à 40 % d'interviews d'interrogés qui l'approuvent ; le but est de montrer qu'il existe tout de même des gens qui l'approuvent. Dans une large majorité de cas, les micros-trottoirs servent à faire avaliser par la masse : une annonce d'augmentation du prix d'une matière première importante (gaz, électricité, carburant automobile) ; une annonce de création de loi ou de taxe dont le gouvernement sait qu'elle est impopulaire, etc. Plus fréquemment que le lecteur pourrait le croire, des complices sont interviewés ; pas nécessairement dans l'intention de complètement fabriquer le sondage d'opinion, puisqu'il se trouvera forcément des individus qui donneront la réponse attendue, mais simplement pour faire gagner du temps à l'équipe chargée du micro-trottoir (trouver une personne qui avalise une décision gouvernementale impopulaire peut parfois prendre des heures).

Mais lorsqu'une décision gouvernementale très impopulaire est présentée à la masse, on utilise aussi une technique aussi subtile que particulière, appelée *catharsis par procuration* . Dans son principe, la catharsis par procuration consiste à désamorcer un possible début de révolte de groupes d'individus ou de foules, en montrant une personnalité qui s'indigne du décret fraîchement voté ou de l'annonce d'une augmentation, *au nom de la masse* . Toujours, dans ce cas, la masse sera rassurée parce qu'elle pensera, collectivement, qu'une personne influente est en train de prendre fait et cause pour elle, et qu'elle agit comme son porte-parole, *à sa place* .

L'emploi de la *catharsis par procuration* est une technique d'influence qui doit faire l'objet de toutes les attentions, car, mal maîtrisée, elle peut inciter la masse à se révolter physiquement, au contraire de l'effet attendu. Dans un tel contexte, la catharsis fait intervenir une *représentation* d'une *action inhibée* , et c'est cette représentation qui permet au spectateur de se « défouler », *par procuration* , donc. C'est pourquoi il est toujours préférable que celui qui agit ainsi au nom de la masse ne soit pas une personnalité *trop* populaire, afin de ne pas l'*inspirer* , de ne pas lui suggérer le passage à l'acte en lui laissant croire que cela sera jugé acceptable.

Car la masse pourra fort bien se dire, en effet, que : *puisque la révolte suivant l'indignation est représentée par les médias* « officiels », *et par une personnalité reconnue, en public, elle est donc acceptée, voire banalisée.* Ainsi, on peut concevoir que la *représentation* puisse entraîner le passage à l'acte au lieu de l'empêcher, tout au contraire de l'effet attendu. Il existe un débat sur la *dualité cathartique et criminogène de la représentation* qui touche quasiment tous les médias, particulièrement les jeux vidéo ou encore des fictions diffusées à la télévision. Il a ainsi été démontré que les séries policières participaient à l'apaisement des couches économiques et sociales basses de la masse, majoritaires dans toute population, par la mise en scène du crime et des actes réprimés (ceci s'applique également, et mieux encore chez les jeunes, aux jeux vidéo violents, qui permettent d'apaiser la frustration, et non de stimuler le passage à l'acte comme beaucoup le croient).

Les reportages *fabriqués* intentionnellement existent bien ; ils concernent très majoritairement les *faits de société* , où des familles dont les revenus se situent dans la moyenne supérieure sont filmées chez elles, et se comportent comme s'il n'y avait ni caméra, ni journaliste dans la maison ; une mise en scène était dans ce cas nécessaire.

L'*argument de la comparaison* est également une action d'influence relativement fréquente. Celui-ci consiste, le plus souvent, à présenter un tableau comparatif de plusieurs pays peu avant le vote d'une augmentation ou d'une loi quelconque. Par exemple : ce tableau montrera que tel, tel et tel pays « sont en avance », car ils ont adopté cette loi depuis plusieurs années. Et le journaliste présentateur d'ajouter que celle-ci a eu des effets bénéfiques pour ces nations. Le message implicite est dans ce cas : « puisqu'ils l'ont fait et que ça c'est bien passé, il n'y a donc pas de raison que nous ne le fassions pas, *nous aussi* ».

D'une manière générale, s'il est logique et parfaitement compréhensible que les journaux d'informations télévisées, concurrents les uns des autres en principe, et diffusés par des chaînes publiques ou privées, indifféremment, rapportent les mêmes faits divers le même jour, la masse ne remarque jamais qu'ils

proposent également les mêmes sujets de société qu'ils sont pourtant chacun censés, dans cet autre cas, avoir choisis de manière indépendante pour se démarquer de leurs concurrents.

À lui seul, le sujet de l'influence dans le journal d'information télévisé pourrait remplir ce chapitre entier. Mais il serait regrettable de sacrifier pour cela le sujet de l'influence et la contre-influence par la télévision à l'échelle internationale, que nous allons maintenant aborder.

L'avènement de la télévision par satellite en Europe, à partir de 1982 [255] , offrit de nouvelles opportunités à l'influence culturelle, et informationnelle en général. Très vite, à partir de cette date, d'autres pays lancèrent leurs propres satellites de télévision. Au début, seule une minorité des masses, aux revenus élevés, pouvait s'offrir le matériel nécessaire pour recevoir les chaînes de télévision par satellite. Mais, du point de vue de la plupart des gouvernements de cette époque, le fait que ce fut justement l'élite sociale (et donc culturelle dans une large majorité de cas) qui pouvait accéder à cette offre médiatique était tout de même préoccupant [256] .

Jusque-là, chaque État avait pu se préserver des influences étrangères par voie de télédiffusion, par les usages exclusifs du réseau hertzien et du câble. Le problème de la propagande étrangère par la radio avait été en grande partie supprimé par l'offre de qualité supérieure (stéréophonie) de la modulation de fréquence FM, dont la portée maximum n'excède pas une centaine de kilomètres dans le meilleur des cas, et à l'aide des émetteurs les plus puissants. Dès que d'autres pays lancèrent leurs propres satellites de télévision, leurs services secrets chargés de l'influence et de la contre-influence (notamment dans les pays européens) furent largement impliqués dans la promotion des chaînes de télévision de leurs pays respectifs. Ce sont ces derniers, notamment, qui organisèrent discrètement les premiers salons et foires-expositions consacrés à cette nouveauté, et qui semèrent des rumeurs faisant état d'action de propagande noire et de désinformation par certains pays étrangers [257] .

Pour tenter de limiter l'accès de la masse aux chaînes de télévision par satellite en provenance de certains pays étrangers,

dont l’Angleterre et les États-Unis en particulier, l’Union européenne donna à ses premiers satellites de télévision une fréquence d’émission légèrement différente (11 GHz pour les premiers, et 12 GHz pour les seconds). Ceci devait impliquer pour les acheteurs des systèmes de réception privés le surcoût de l’achat d’une *tête de réception* supplémentaire, ainsi que d’une seconde parabole dirigée dans une autre direction, plus bas vers l’horizon terrestre. Ou l’achat, plus cher encore, d’une antenne parabolique mobile et motorisée. Les Russes avaient choisi pour eux encore une autre fréquence, particulièrement basse, de 4 GHz pour se préserver de toute intrusion informationnelle et médiatique extérieure.

L’accès aux matériels de réception de télévision par satellite individuels se démocratisa en une petite dizaine d’années, à partir de 1985. Une deuxième inquiétude survint alors pour quelques pays : celle des populations immigrantes qui se jetèrent littéralement sur ces équipements de réception, parce qu’ils leur permettaient de capter les chaînes de télévision de leurs pays d’origine [258] . La résolution de ce problème est encore en cours d’achèvement dans plusieurs pays à la date de publication de ce livre. Mais la solution qui a déjà été choisie est un accès à la télévision étrangère par le câble et par l’ADSL, proposé à un tarif particulièrement compétitif, lequel doit rendre dissuasifs l’achat d’une parabole individuelle, et la contrainte de son installation.

La généralisation de l’accès à ces chaînes de télévision par le câble et par l’ADSL permet, bien sûr, de filtrer l’offre étrangère (présentée sous forme de *bouquets* qui orientent ainsi les achats). Aussi, les services chargés de la contre-influence d’un pays ouest-européen étudient depuis quelque temps la faisabilité de créer une loi visant à interdire l’installation de paraboles par des particuliers, en arguant de leur esthétique disgracieuse comme *visée formelle* .

Mais l’arrivée de l’Internet, et l’amélioration constante de ses performances ont encore favorisé l’apparition de ce que les services secrets nomment aujourd’hui, sans exagération, la « guerre de l’information ». La guerre de l’information est mondiale, et, le lecteur l’aura compris, elle utilise couramment les armes de l’influence, des propagandes blanche et noire, et de la désinformation.

Très vite, cette guerre mondiale de l’information a été suivie de stratégies complexes, puis, enfin, vers la fin des années 1990, du concept de *dissuasion mutuelle* emprunté à la menace de guerre thermonucléaire généralisée de la période de la Guerre froide. Les États ennemis furent alors contraints de s’entendre sur quelques règles visant à limiter les attaques culturelles et informationnelles violentes, non seulement par l’usage du satellite de télévision, mais aussi par celui de l’Internet. Le nouveau concept de *dissuasion mutuelle* appliqué à la guerre de l’information peut être simplifié ainsi : « si tu diffuses de la propagande noire dans mon pays, alors je ferai la même chose dans le tien ; nous serons donc tous deux perdants ».

Cela n’empêche nullement ces mêmes États de s’adresser quotidiennement quelques « piques », grâce à l’usage de ces moyens techniques, mais on ne va pas plus loin (excepté à l’occasion de quelques refroidissements diplomatiques ponctuels). La guerre informationnelle en 2013 n’est faite, dans l’ensemble, qu’à l’aide de méthodes d’influence plutôt subtiles, à peu près similaires à celles de l’influence domestique que nous avons vues, et qui empiètent également sur le terrain de la guerre économique.

Petit complément d’information concernant la diffusion du cinéma par l’audiovisuel, sujet qui n’a été qu’évoqué jusqu’à présent. Du point de vue de quelques États, il existe une guerre culturelle par l’usage du cinéma. Mais, dans les faits, lorsque l’on y regarde de plus près, nous sommes alors forcés d’admettre qu’il s’agit plutôt d’une concurrence naturelle dans l’industrie cinématographique mondiale, qui profite plus ponctuellement que régulièrement aux spécialistes concernés des services secrets.

Aux États-Unis, pays régulièrement pointé du doigt par quelques autres à ce propos, la production cinématographique peut être qualifiée de « produit culturel traditionnel », au même titre que l’industrie horlogère en Suisse, la viticulture en France et l’industrie automobile en Allemagne. Par conséquent, si on critique la domination du cinéma américain, alors il faut critiquer celles de la montre suisse et du vin français, qui sont, elles aussi, toutes choses

bien considérées, des véhicules d’influence culturels — on ne peut bien faire que ce que l’on sait faire, c’est ainsi.

Dans la contestation d’un cinéma américain parfois présenté comme « hégémonique », la France s’est particulièrement distinguée, au point que ce pays s’est engagé depuis quelques années dans une action qu’elle est finalement seule à percevoir comme une « guerre du cinéma » (les Américains produisent du cinéma pour leur propre pays, avant tout, et ils considèrent que ceux qui s’en plaignent doivent juste s’abstenir d’en consommer). Et les services secrets français ont été — et sont toujours — fortement impliqués dans cette guerre [259] , parallèlement à d’autres actions économiques, diplomatiques et assimilées visant à la promotion du concept pourtant difficilement applicable de l’« exception culturelle ».

Mais, à y regarder de plus près, là encore, on se rend bien vite compte que ce qui est présenté comme une « guerre du cinéma » n’est en fait qu’une inaptitude naturelle (et même culturelle) de la France à produire un cinéma d’aussi bonne qualité que celui des Américains. La population française, dans son ensemble, l’admet d’ailleurs elle-même — ce fait est confirmé par les chiffres de la consommation du cinéma en France, qui montrent indiscutablement qu’à nombre de films égal proposé durant une année, les Français « consomment » plus de films américains que ceux de leur pays ; la même remarque s’applique aux séries télévisées. L’action de l’intelligence domestique en France, pourtant consistante, n’est jamais parvenue à faire s’inverser cette tendance.

Une dernière précision, concernant cette fois-ci la programmation des films sur les chaînes de télévision et son éventuel rapport avec l’intelligence domestique, culturelle plus particulièrement.

Pour une raison qui n’a, en fait, pas lieu d’être, certaines particularités récurrentes de la programmation des films sur les chaînes de télévision d’à peu près tous les pays ont toujours été enrobées d’un certain secret. Tout au plus a-t-il été parfois révélé dans quelque pays, et encore *du bout des lèvres* , que l’absence de films longs-métrages les vendredis et samedis devait à une décision gouvernementale discrète d’inciter la masse à cesser de rester devant la télévision ces soirs-là, pour consommer *à l’extérieur* , et ainsi stimuler l’économie des loisirs (salles de cinéma, théâtre, bars,

etc.). C’est une explication aussi plausible que séduisante, en effet (puisqu’elle est vraie), mais qui n’est que partiellement exacte. Voici la complète vérité.

Toutes les chaînes de télévision payent des « droits de diffusion » aux sociétés de production propriétaires des films, et les coûts de ces droits peuvent être très élevés. Le montant des *droits de diffusion* est défini par pays. Aussi, ce montant change dans de très importantes proportions selon les jours et heures de diffusion choisis par les chaînes de télévision.

Vient s’ajouter à cela une « valeur de diffusion » déterminée par la société de production propriétaire ; c’est selon l’âge du film et sa popularité, pour l’essentiel — la diffusion du film *Avatar* coûte plus cher que celle de *L’Odeur de la paye verte* , pour prendre un exemple de comparaison extrême. Il serait donc plus intéressant pour une chaîne de télévision de diffuser *l’Odeur de la papaye verte* qu’*Avatar* , mais en théorie seulement. Car, chaque chaîne de télévision, y compris celles d’État, travaille dans un contexte tout de même hautement concurrentiel, et régi par la loi de l’offre et de la demande — considérée ici du point de vue qualitatif. La chaîne de télévision qui choisira de diffuser *l’Odeur de la papaye verte* perdra certainement plus, en raison de sa baisse d’audience durant cette diffusion, que l’économie qu’elle aura réalisée sur le coût de ses droits de diffusion.

Les samedis et vendredi soir entre 20 h 45 et 22 h sont les espaces temporels de diffusion les plus chers, dont le coût pour un film de long métrage récent peut couramment atteindre une moyenne de 250 000 dollars de l’heure. Ce coût chute considérablement dès le dimanche soir, et ne dépasse pas quelques dizaines de milliers de dollars un lundi soir dans la même tranche horaire, pour descendre à moins de 10 000 dollars à l’approche de minuit. Des ristournes importantes sont consenties par les sociétés de production pour des épisodes précédents de longs-métrages, puisqu’il s’agit dans ce cas d’une opération publicitaire. Par exemple, à la sortie d’un nouvel opus de la série des *James Bond* au cinéma, la diffusion du précédent film de cette série peut être vendue à une chaîne de télévision ayant une grande audience pour un montant

ridiculement bas, voire, cela peut aller jusqu'à l'offre gratuite de ce droit de diffusion.

Voici maintenant la grille des tarifs de droits de diffusion par type de programmes et par pays, probablement révélée ici pour la première fois au grand public européen, puisque les chaînes de télévision refusent même de citer ce sujet ; il s'agit des tarifs de l'année 2009 des productions américaines.

PAYS	Film	Sitcoms	Téléfilm	TV Réalité	Doc./ Enf./Art.
Angleterre	$500,000	$300,000	$200,000	$150,000	$75,000
Allemagne	300,000	100,000	125,000	75,000	50,000
France	200,000	80,000	100,000	40,000	30,000
Italie	125,000	50,000	80,000	30,000	25,000
Espagne	100,000	40,000	70,000	40,000	20,000
Hollande	50,000	30,000	40,000	20,000	15,000
Russie	40,000	25,000	40,000	20,000	15,000
Canada	300,000	150,000	125,000	75,000	50,000
Japon	60,000	20,000	50,000	25,000	15,000
Australie	50,000	30,000	40,000	30,000	15,000
Brésil	40,000	20,000	50,000	15,000	10,000
Mexique	35,000	20,000	35,000	15,000	10,000

SOURCE: THR RESEARCH

16 THR.COM 03.25.09

Les tarifs indiqués ci-dessus sont en dollars. Ils indiquent des montants maximaux de base, de droits de diffusion pour la télévision à une échelle nationale, c'est-à-dire un samedi entre 20h30 et 21h30 (*prime time*). Ils sont donc dégressifs selon les jours et les heures. Les prix indiqués dans la colonne « Film » doivent être compris *par heure* . Les prix des colonnes « Sitcoms », « doc. » (pour *documentaires*), « Enf. » (pour *programmes pour enfants*), « Art. » (pour opéra, danse, etc.) doivent être compris *par demi-heure* . Les prix indiqués dans la colonne « TV Réalité » doivent être compris *à la pièce et à négocier selon l'ancienneté* .

Terminons ce chapitre par le particularisme audiovisuel des États-Unis. La télévision aux États-Unis est un cas exceptionnel parce que, aussi surprenant que cela puisse paraître, l'influence de l'État y est absente. En effet, la télévision aux États-Unis est « thématique », et il n'y existe pas de chaîne généraliste d'État et « dominante », comme on peut en voir dans presque tous les autres pays. Ainsi, le téléspectateur américain est invité à se composer son programme télévisé « à la carte ». S'il le désire, il peut rester connecté sans interruption sur une chaîne spécialisée dans les grands classiques du cinéma, sur une chaîne culinaire, présentant la météo en boucle ou du télé-achat, présentant des programmes éducatifs historiques, etc. Les célèbres chaînes de télévision CNN, MSNBC et Fox News, ne montrent rien d'autre que des journaux d'information diffusés en boucle, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ce qui fait que ceux-ci peuvent être regardés à n'importe quelle heure de la journée (cela n'empêche tout de même pas l'action d'influence domestique, bien sûr, mais celle-ci est donc considérablement limitée, quantitativement). Le « *bouquet* de base » est de 45 chaînes thématiques, en moyenne, dans tous les États américains, et l'offre peut aller jusqu'à plus de 1000 chaînes, comprenant à peu près toutes les chaînes de télévision du monde dans ce cas. Beaucoup de villes américaines ont leurs propres chaînes de télévision câblées, incluses dans le « bouquet de base ».

DE L'USAGE ET DE LA SURVEILLANCE DE L'INTERNET.

Beaucoup de choses ont déjà été dites dans les précédents chapitres à propos de l'usage qui peut être fait de l'Internet par les services secrets. Ces premières informations sont probablement venues compléter une connaissance de base du lecteur déjà riche concernant ce sujet très prisé de l'actualité, acquise grâce aux lectures d'articles de presse et livres, et à quelques programmes télévisés. Par le recoupement d'informations *ouvertes* , puis par la déduction, il est souvent possible d'accéder à des connaissances plus confidentielles ; c'est ainsi que procèdent les analystes des services secrets, car même ceux-ci n'ont pas toujours la chance de recevoir des informations secrètes. C'est pourquoi, une fois de plus, nous ne passerons en revue que les faits méconnus, et confirmerons ou infirmerons les éventuels soupçons du lecteur.

Tout d'abord, il est exact que tous les services secrets des pays occidentaux surveillent étroitement les échanges entre individus par l'Internet, plus encore à l'intérieur des frontières de leurs pays respectifs qu'à l'extérieur dans une large majorité de cas. Cela ne veut pas dire pour autant que des systèmes automatisés très performants, et de nombreux employés des services secrets agissant dans le secret de quelques bâtiments administratifs parviennent à surveiller chaque utilisateur d'Internet ; nous sommes bien loin d'une telle performance.

En fait, les services secrets chargés de la surveillance de l'Internet ne surveillent tout d'abord que la « couche superficielle » et visible des activités Internet ; c'est-à-dire les sites Web, les *blogs* , les *forums* en ligne de discussions. Il n'existe pas, dans aucun pays, de surveillance systématique des *mails* de toute la population ; c'est techniquement impossible, et ça le restera pour longtemps (les cybercafés et les bibliothèques municipales demeurent cependant très surveillés, pour d'évidentes raisons).

Selon les pays, cette surveillance peut-être plus ou moins automatisée et plus ou moins efficace. Mais, dans tous les cas, on trouve une surveillance humaine et thématique effectuée, à la fois par des employés à temps plein des services secrets, et par des agents extérieurs qui prennent en charge cette tâche depuis leurs domiciles personnels, ou depuis de petites entreprises privées. Et il faut ajouter à cette surveillance humaine les entreprises privées et organismes parapublics et publics qui se présentent comme des centres de recherche, des *think tanks* , des cabinets et bureaux d'études de conseillers spécialisés, lesquels collectent et rassemblent des informations glanées sur l'Internet dans le cadre des domaines qu'ils étudient en particulier et respectivement. Ces acteurs sont en contact régulier avec des interlocuteurs des services secrets de leur pays, nous avons vu comment et pourquoi dans un chapitre précédent.

Les acteurs humains de ce premier réseau maillé de surveillance de l'Internet *trébuchent* très régulièrement sur des informations jugées « intéressantes », « potentiellement intéressantes » ou « insolites », écrites, photographiées ou filmées par des individus isolés. Lorsqu'une seconde lecture confirme que l'une de ces informations est « intéressante », commence alors une recherche de sa *source* , c'est-à-dire de l'identité réelle de son auteur. Et, à ce moment-là, les services secrets ont couramment accès aux bases de données des différents opérateurs téléphoniques et de fourniture d'accès à l'Internet, sauf lorsque les adresses *email* et *IP* [260] trouvées correspondent à des pays étrangers. Si l'adresse est étrangère, et si la nature de l'information trouvée le justifie, une première investigation peut être lancée pour tenter d'en savoir plus sur son auteur, laquelle s'apparente à un travail de détective [261] . Les résultats de cette première recherche permettront tout d'abord de déterminer si l'utilisateur de l'adresse est un « individu ordinaire », ou un autre plus compétent qui a tout fait pour masquer ses traces. Le second cas indiquera qu'il peut s'agir d'un *hacker* (indépendant ou membre d'un réseau, peu importe), d'un agent secret, d'un activiste politique ou religieux potentiellement dangereux parce qu'il sait comment masquer ses traces, ou autre chose du même genre.

À partir de là, l'association entre la nature de l'information relevée et le fait que son auteur cherche à masquer ses traces confirmera qu'une investigation approfondie et (si possible) une surveillance sont requises. Cette investigation et cette surveillance seront alors confiées à un spécialiste formé aux techniques de hacking, lequel pourra apporter d'autres réponses à l'issue d'une durée qui peut être très variable : de quelques heures à plusieurs mois. En fait, les chances d'identifier l'auteur dépendront grandement de s'il se manifeste fréquemment ou pas, et aussi, bien sûr, de sa capacité à masquer ses traces. Par exemple, il existe, depuis déjà plus de dix ans, des logiciels particuliers qui sont conçus pour changer en permanence l'adresse IP d'un ordinateur, et, éventuellement son adresse MAC [262] .

Si l'auteur de l'information est impliqué dans une action relevant du droit commun ou du terrorisme, il sera possible d'obtenir la collaboration de services secrets d'autres pays, ou, plus exactement, de leurs services de police spécialisés dans la lutte contre la fraude informatique et le piratage. Et cette collaboration sera possible même si les relations courantes entre les deux pays ne sont pas très bonnes, car, en dépit des mésententes qui peuvent exister entre deux pays, les collaborations policières inter-États continuent de fonctionner. Ce dernier fait, qui peut surprendre, doit au souci de maintenir les apparences de bonnes relations diplomatiques, et à celui de ne pas tomber sous le coup d'une accusation d'encouragement du terrorisme ou d'activités criminelles.

Le « recrutement anonyme » de hackers et de terroristes — *nationaux* ou étrangers, peu importe — à des fins de les manipuler est devenu chose courante depuis déjà quelques années. C'est au lecteur de se demander quelle mouche peut bien piquer les auteurs d'attaques par l'Internet contre certaines entreprises et administrations d'État, lesquelles peuvent paralyser leurs serveurs informatiques ou rendre impossible l'accès à leurs sites Web — l'alibi des anarchistes et autres *anonymous* n'abuse aucun service secret. En effet, des attaques de cette ampleur ne se produisent pas vraiment régulièrement, mais ponctuellement ; et elles impliquent généralement un nombre de hackers relativement important, qui agissent en concert et de manière très organisée [263] .

Par exemple, le KGB fut le premier pays à recruter des hackers, tout d’abord pour voler des données informatiques sensibles dans les serveurs informatiques de la défense américaine, et dans ceux d’entreprises privées produisant du matériel militaire, aéronautique, etc. [264] .

Le but de ce chapitre n’étant pas d’expliquer le hacking en particulier, le lecteur qui s’intéresse plus particulièrement à ce sujet trouvera de nombreux ouvrages s’y rapportant spécifiquement.

S’il s’avère que l’auteur de l’information qui a provoqué une enquête n’est ni un hacker, ni un terroriste ni même un délinquant de droit commun, mais plutôt un simple citoyen mécontent, alors celui-ci sera bien vite identifié, et il fera l’objet d’une surveillance régulière. Toujours, le citoyen mécontent sera manipulé, afin de le diriger vers de faux groupes de « mécontents » régulièrement créés et entretenus par les services d’intelligence domestique pour répondre à ce type de problèmes, ainsi que nous l’avons expliqué dans un précédent chapitre.

Ce dernier cas nous offre une occasion de nous attarder un peu sur les sites Web, *blogs* , *forums* et autres pages des réseaux sociaux. Il faut comprendre que, « par principe » pourrait-on dire, les services secrets chargés de l’intelligence domestique ne laissent *jamais* faire seuls les auteurs de propos contestataires sur l’Internet. Le plus souvent, les expressions et manifestations de mécontentement susceptibles de séduire et fédérer des groupes d’individus sont repérées, voire anticipées par l’intelligence domestique qui, rappelons-le, est précisément chargée de cette mission. Et c’est à l’occasion de ce genre de circonstances que la véritable surveillance de l’Internet par l’État, telle que le lecteur l’imagine peut-être déjà, se manifeste vraiment, et implique la surveillance des activités Internet des individus, et, ultimement, d’un assez grand nombre d’entre eux [265] .

Cependant, la surveillance de l’Internet a ses limites, et celles-ci sont bel et bien physiques et non virtuelles. Même le service secret le plus puissant et le plus riche du monde ne peut envisager de recruter autant de surveillants qu’il peut y avoir d’individus à surveiller. C’est pourquoi les services d’intelligence domestique s’efforcent de créer et de promouvoir autant de sites Web, de *blogs* ,

de *forums* en ligne et de pages sur les réseaux sociaux qu'il peut y avoir de thèmes et de formes de contestation et de revendication dans un pays. Et ces créations et promotions ne concernent pas exclusivement les thèmes perçus comme des menaces, puisque, ainsi que nous l'avons vu au moment de découvrir l'influence culturelle, les tendances sociales et culturelles de la masse doivent être *orientées* pour correspondre à celles définies par les instances politiques et dirigeantes.

Du point de vue technique, les créations de ces « pôles d'attraction » virtuels sur l'Internet — assimilables à des « miroirs aux alouettes » — sont, dans une large majorité de cas, pris en charge par des agents, et non par des employés à temps plein des services secrets. Et la mission de beaucoup de ces collaborateurs « webmestres » se poursuit physiquement sur le terrain. Au *forum* en ligne politique extrémiste correspond une action clandestine *physique* d'un faux mouvement extrémiste ; à celui traitant d'aéronautique correspond une cellule clandestine de veille technologique sur le même sujet, etc. Ainsi, l'internaute qui se réclame anarchiste pourra trouver des sites, *blogs* , *forums* en ligne, pages de réseaux sociaux qui se revendiquent « anarchistes de droite », « anarchistes modérées » et « anarchistes de gauche » (sic). Il n'aura pas besoin de les créer lui-même, puisque c'est précisément ce que l'on ne veut pas qu'il fasse. Lorsque l'internaute est accueilli par l'un de ces pôles d'attraction, ses nouveaux amis virtuels lui « apprennent » peu à peu à modérer sa revendication. L'« anarchiste de droite » finira par fréquenter physiquement un parti politique « de droite tout court », etc. Car s'il refuse d'adhérer à la pensée du groupe qu'il aura rejoint, il sera ignoré ou traité par le mépris, banni s'il s'en révolte. Il sera encouragé et flatté, tout au contraire, s'il s'« adapte », s'il se montre d'accord pour adhérer à la pensée du groupe.

Bien entendu, quelques-uns de ces individus en quête de *gens qui pensent comme eux* se montrent assez intelligents et clairvoyants pour déceler ces pièges ; c'est inévitable. Mais alors qu'ils tentent de réagir ou de se révolter en créant leurs propres sites, *blogs* , *forums* , etc., ils sont toujours bien vite repérés, « étiquetés » comme *agents d'influence* , et une action de contre-influence est aussitôt entreprise

contre eux. Dans de tels cas, cette action de contre-influence commence généralement par des formes de harcèlement mineures qui se limitent à l’action virtuelle sur l’Internet. Des inconnus qui se présentent à eux comme des « sympathisants » à leur cause les rejoignent ; ces derniers agiront de différentes manières : certains par une inexplicable passivité, car ils ne sont là que pour surveiller l’activité en vue de donner des instructions appropriées à ceux qui sont plus actifs, d’autres détourneront le sens des éventuels débats et discussions, et ils se feront insupportablement mesquins. D’autres joueront des rôles d’idiots, d’incultes ou de « doux dingues » épris de théories de conspiration mondiale par une société secrète ou par des extra-terrestres, afin de discréditer la démarche de tout le groupe, et ainsi dissuader des individus ordinaires qui auraient été tentés, sinon, de se joindre à la discussion. Parfois, la tentative de dissuasion va jusqu’à des prises de contact spontanées par des agents qui cherchent à faire croire qu’ils sont de véritables terroristes (islamiques, etc.) ; une méthode particulièrement efficace pour faire fuir n’importe qui [266] .

Par ailleurs, tout sera entrepris pour que l’existence du site ou du forum ne trouve pas de *caisse de résonnance* ailleurs, ce qui constituerait, sinon, une promotion que les spécialistes chargés de ce harcèlement virtuel redoutent par-dessus tout. Concernant ce dernier point en particulier, si même la connexion Internet de l’auteur du site ou du forum a été mise sous surveillance, parce qu’il a été estimé que sa dangerosité justifie cette mesure exceptionnelle, alors il sera possible de connaître, en « temps réel », toutes les actions de publicité qu’il entreprendra, puis de les contrer les unes après les autres, systématiquement [267] .

Le lecteur aura peut-être remarqué, à la lecture des explications qui viennent de lui être apportées, la présence, à nouveau, d’une action psychologique inspirée par les démonstrations du chercheur Ivan Pavlov. L’individu qui se conforme et se soumet à la pensée collective du groupe dominant est *récompensé* (par la flatterie et par l’acceptation par le groupe), sinon il est *puni* (par l’isolement, puis par le rejet par le groupe, puis, si cela ne suffit pas encore, par des actions hostiles).

Lorsque nous entrons de plain-pied dans l'action de contre-influence sur l'Internet, des techniques et méthodes plus hostiles encore peuvent être entreprises ; en voici quelques exemples.

Des spécialistes du hacking, qui peuvent être des employés à plein des services secrets, ou des agents, ou des hackers indépendants manipulés, peuvent leurrer l'auteur d'un site Web en lui soumettant un faux programme de mise à jour de ses applications informatiques, lequel est en réalité un installateur de logiciel de type « client/serveur ». Ce petit programme informatique permettra de prendre à distance le contrôle de l'ordinateur ainsi *infecté* , à n'importe quel moment. Ce téléchargement pourra aussi concerner un programme capable de mettre hors service l'ordinateur, plus ou moins durablement et plus ou moins gravement [268] . En règle générale, ces programmes ont été conçus pour ne pas agir sitôt leurs téléchargements effectués, ceci afin que le propriétaire de l'ordinateur ne puisse pas formellement établir une relation de cause à effet, puis en faire part à des amis pour les avertir. Depuis quelques années, les fournisseurs d'accès à l'Internet offrent la possibilité aux autorités des possibilités techniques d'intrusion dans les ordinateurs connectés qui permettent de regarder à distance, et en temps réel, les sites que consultent leurs propriétaires, et même les chaînes de télévision câblée qu'ils regardent. Et les possibilités techniques, dans ce dernier cas, offrent plus encore… Mais il y a plus agressif.

En effet, sitôt qu'un programme informatique de type *client/serveur* a été introduit dans l'ordinateur d'un individu qui est devenu une *cible* , on peut alors expédier discrètement vers le disque dur de celui-ci des fichiers compromettants. Après quoi ces fichiers pourront être utilisés comme preuves à charge si le lancement d'une enquête officielle est organisé. Il s'agit ici de créer les conditions d'un chantage visant à obtenir une collaboration par la contrainte, lorsque des méthodes plus douces n'ont rien donné. Les services secrets d'un pays d'Europe de l'Ouest, en particulier, recourent ponctuellement à cette astuce, et, dans ces cas, des fichiers photographiques de nature pédophile, réunis dans un dossier, sont placés à un niveau d'arborescence du disque dur que le propriétaire de l'ordinateur n'a ordinairement pas de raisons de consulter.

Toujours en utilisant un programme de prise de commande à distance d'un ordinateur (le *client*) par un autre (le *serveur*), il arrive que l'on fasse effectuer à celui-ci des actions légalement répréhensibles, en utilisant pour ce faire le réseau Internet. Par exemple : diriger des actions de piratage informatique contre des sites du gouvernement, lequel porte ensuite plainte contre le propriétaire de l'ordinateur qui a été utilisé. De telles opérations de compromission ne sont cependant tentées que contre des individus ayant une connaissance technique avancée et avérée de l'informatique et des réseaux informatiques, afin que l'accusation qui suivra soit plausible devant un tribunal.

Cependant, les deux dernières méthodes de compromission que nous venons de voir ne remontent que rarement en justice, puisque leurs uniques buts sont un chantage. Rares sont les individus qui, s'étant ainsi fait prendre, refusent de *collaborer* .

Dans les cas de toutes ces attaques, les logiciels antivirus sont impuissants, puisque c'est l'utilisateur lui-même qui aura autorisé l'installation et le fonctionnement régulier d'un programme finalement très ordinaire de type *client/serveur* , lequel n'est pas un virus.

Voici maintenant l'anecdote d'un cas authentique survenu il y quelques petites années, et qui montre que des actions de compromission peuvent également être dirigées contre des individus qui ont simplement eu la malchance de se trouver au mauvais endroit, au mauvais moment.

Dans le contexte d'une surveillance lourde d'un individu fortement suspecté d'une action d'espionnage d'un type particulier au profit d'un pays étranger, une petite enquête fut conduite sur les relations de son fils, un garçon alors âgé de 17 ans. Le but cette enquête était de placer un contact du service de contre-espionnage dans l'environnement familial du suspect, lequel pourrait ensuite être utilisé pour manipuler son fils et le faire se compromettre de lui-même — un bon motif de chantage souvent très efficace contre un père. Là, on découvrit que l'un des amis réguliers du fils de ce suspect achetait régulièrement des accessoires de mode sur *eBay* , dont des contrefaçons de grandes marques. La première occasion fut alors saisie sans tarder : il s'agissait d'un achat d'une ceinture d'une grande marque, neuve. Un *correspondant* du service, employé

aux douanes, établit bien vite qu'elle était forcément une contrefaçon. Lorsque la ceinture arriva par la poste, le jeune garçon, âgé de 18 ans quant à lui, fut invité à venir se présenter au bureau des douanes de sa ville. Là, il ne fut pas reçu par un douanier, mais, à son insu, par un employé du service de contre-espionnage qui lui donna le choix entre une collaboration sans grand danger, et une lourde amende ; rien de plus menaçant que cela. Le jeune homme accepta aussitôt, et c'est ainsi qu'il devint, du jour au lendemain, un agent du contre-espionnage infiltré dans l'entourage familial de la cible.

Peut-être le lecteur n'ignore-t-il pas qu'il existe une véritable guerre secrète de l'Internet, qui englobe même l'informatique en général, entre les services secrets de différents pays. Cette guerre n'est pas récente ; on peut dire qu'elle a commencé dès l'apparition des premiers ordinateurs, tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Avant le *boom* de l'Internet, qui commença vers 1995 en Europe avec une baisse significative des tarifs de son accès, il y avait déjà une guerre des marques et des standards informatiques : un marché alors largement dominé par les États-Unis. Les services secrets étaient déjà fortement impliqués dans ce marché, au point que l'on peut dire que ce sont eux qui en influençaient les tendances et les évolutions. L'enjeu était formidable, à plusieurs égards.

Tout d'abord, tous les gouvernements comprenaient que l'ordinateur était un moyen d'influence culturel très fort. Et ils comprenaient aussi que les standards informatiques dominants conditionneraient nécessairement les modalités du travail d'un grand nombre de professions, sinon de toutes les professions, c'est-à-dire l'économie.

Enfin, l'ordinateur jouait un rôle très important dans le monde des services secrets ; et pour cause, puisque les militaires et les services secrets furent les créateurs des tout premiers ordinateurs, lesquels servirent à décrypter les messages codés en temps de guerre [269] . Ce dernier point faisait terriblement craindre aux services secrets de quelques pays d'Europe, et à ceux de la France en particulier, que les États-Unis en arrivent un jour à être les uniques constructeurs d'ordinateurs du monde, et aussi de leurs systèmes d'exploitation.

La France tenta d'imposer au marché sa propre marque de matériel informatique, *Bull* , avec le concours, timide il faut le préciser, des services secrets allemands, le BND [270] . Puis, durant la seconde moitié des années 1990, les services secrets français et allemand s'unirent plus fermement pour tenter d'aider la promotion en Europe du système d'exploitation Linux et des logiciels dits « libres ». De nombreux chercheurs, universitaires et même étudiants en informatique furent contactés pour qu'ils prennent activement part à la promotion du standard Linux dans le monde, en en devenant des *évangélistes* (en France, le Pôle universitaire Léonard de Vinci, à Paris La Défense, fut fréquemment choisi pour mettre en contact jeunes étudiants en informatique et évangélistes des services secrets). Dans le même temps, une opération de propagande noire de grande envergure fut lancée contre la société américaine *Microsoft* .

Quelques petites années auparavant, les services secrets français avaient réussi à exercer un contrôle des orientations futures de la société américaine *Sun Microsystems* , et avaient largement infiltré, avec succès, la société *Apple Inc* .

La Russie joua également un rôle très important dans cette guerre, mais celle-ci sut se faire plus discrète, en utilisant pour cela son pouvoir d'influence dans quelques pays pour les faire se montrer à sa place sur les fronts de différentes batailles de l'informatique. L'action de sabotage fut d'ailleurs une composante importante du front contre la société *Microsoft* , et contre son système d'exploitation *Windows* en particulier, avec la création de milliers de virus informatiques de toutes sortes [271] . Témoigne aujourd'hui de l'ampleur de cette offensive, qui mobilisa des ingénieurs informatiques de plusieurs pays, le nombre comparativement très faible de virus informatiques qui furent créés pour attaquer les systèmes d'exploitation des ordinateurs de la marque *Apple* .

La guerre de l'Internet, spécifiquement, se déroula, et se déroule toujours d'une manière différente puisque son réseau mondial n'est réellement dominé par aucune entreprise en particulier. Chaque pays est le maître du réseau Internet physiquement présent à l'intérieur de ses frontières. Ces batailles sont menées par de véritables armées de hackers qui recourent à différentes tactiques.

On peut citer le continuel développement de virus, de « chevaux de Troie » informatiques devant permettre un contrôle ou un sabotage d’un serveur informatique à distance, d’intrusions devant permettre des vols de données informatiques confidentielles (militaires, technologiques, financières et bancaires, etc.), de piratage de grands nombres d’ordinateurs personnels appartenant à des particuliers pour en faire de vastes armées de « robots », unissant leurs capacités de calcul et leurs connexions à l’Internet respectives pour mener des offensives contre les serveurs de grandes entreprises privées et d’administrations gouvernementales, d’attaques de type « bot [272] » à l’aide de programmes informatiques effectuant rapidement des tâches répétitives (pour saturer des serveurs informatiques et des sites Web).

Comme conséquence logique de cette guerre, une nouvelle bataille, plutôt de nature commerciale celle-ci, est apparue sur le marché des logiciels antivirus. Car, le lecteur s’en doute à ce stade de ce chapitre, quasiment chaque pays redoute que l’éditeur d’un logiciel antivirus puisse utiliser son programme pour espionner le contenu des ordinateurs qu’il est censé protéger, puisque celui-ci doit avoir couramment accès à l’Internet pour pouvoir régulièrement réactualiser sa base de données de virus connus, et inspecter le contenu exhaustif des ordinateurs clients. Il y a aussi le soupçon qu’un éditeur de logiciel antivirus puisse manquer de détecter la présence d’un virus informatique ou d’un petit programme de collecte de données qui pourrait avoir été créé par les services secrets de son pays. Dans les faits, ces éditeurs de programmes antivirus ne s’y risquent pas, car on imagine quelles seraient les conséquences pour eux si un chercheur en informatique venait à trouver, puis à révéler, l’existence d’une « faille » de ce genre.

Depuis très peu de temps, tous les faits que nous venons d’évoquer, toutes ces attaques, toutes ces stratégies, tactiques et inquiétudes concernent également les téléphones portables et les tablettes de lecture, parce que ces derniers matériels ont acquis des capacités qui ont donné lieu à de nouveaux usages, identiques à ceux des ordinateurs.

Unanimement, les experts concernés des services secrets de tous les pays du monde redoutent une attaque massive par l’Internet

lancée par un autre pays, voire par un groupe de plusieurs pays, qui paralyserait totalement et simultanément l'économie comme la société dans son ensemble.

Pour prévenir les intrusions informatiques et autres formes d'attaques, les services secrets de tous les pays ont trouvé, depuis longtemps, un moyen simple : leurs réseaux d'ordinateurs ne sont pas connectés à l'Internet. Typiquement, dans un bâtiment des services secrets abritant toute une direction ou tout un service, chaque ordinateur est connecté à un serveur local qui n'est lui-même pas connecté à l'Internet. Le tout forme un réseau appelé « Intranet [273] ». Même le directeur de ce service, et par conséquent tous ses cadres subalternes, ne peuvent accéder à l'Internet — ce qui est souvent contraignant. Lorsqu'un employé de l'un de ces services a vraiment besoin d'accéder à l'Internet, il doit alors se rendre dans une pièce où se trouvent un ou plusieurs ordinateurs qui sont connectés à l'Internet, mais pas au réseau Intranet, et qui ne servent qu'à cet usage de consultation. Comme les postes informatiques individuels présents dans les bureaux de ces bâtiments ne possèdent ni lecteurs/graveurs de CD-Rom, ni connexion USB ou autres, les informations trouvées sur l'Internet doivent donc être imprimées sur papier dans ces mêmes salles de consultation, puis être retapées au clavier lorsque cela est nécessaire, comme le ferait une secrétaire-dactylo. Il faut dire aussi que les employés des services secrets sont souvent équipés de postes informatiques et de logiciels fort anciens ; c'est tout spécialement le cas de ceux des services français, par exemple.

Précisons que ces mesures défensives et préventives, qui semblent certainement extrêmes du point de vue du non-initié, visent également à prévenir le vol, toujours possible, d'informations sensibles par un employé, ou l'infection de l'ensemble du réseau Intranet par un autre qui apporterait sur son lieu de travail ses propres données informatiques ou un logiciel. Enfin, il y a le transfert de données par clé USB entre un ordinateur d'une salle de consultation de l'Internet et un poste informatique de bureau relié à l'Intranet. [274]

CONCLUSION

SERVICES SECRETS, MONDE SANS LOIS.

Le non-initié est certainement surpris de ce que ce livre lui a appris, voire il demeurera sceptique, ce qui est aisément compréhensible. Cela tient essentiellement au fait que les mots « service secret » et « agent secret » sont populairement, et à tort, pris comme des synonymes de « service d'espionnage » et « espion ». Nous l'avons vu dans l'introduction de ce livre, puis nous l'avons compris à la lecture des chapitres suivants, la mission d'espionnage à l'étranger, strictement parlant, à laquelle il faut tout de même ajouter l'influence, la propagande et les sabotages divers, n'est *qu'une partie* de la mission générale des services secrets. La définition des services secrets proposée par *Wikipedia* est assez juste du point de vue d'un professionnel de cette activité :

« Un service secret est caractérisé par le secret (notamment le secret d'État) qui entoure son organisation, ses activités, voire la nature de ses activités.

Cette expression neutre est employée pour des organisations, dont le secret ou la nature controversée des activités, rendent difficiles d'autres désignations plus précises :

- service de renseignement ;
- police secrète ;
- police politique.

De nombreux États ont fait usage des sociétés secrètes dans leurs services secrets.

"Service secret" peut aussi être une (mauvaise) traduction du *United States Secret Service* , agence des États-Unis chargée de lutter contre la fausse monnaie et de protéger le Président. » [275]

L'auteur de cette définition pouvait difficilement utiliser un autre mot que « police » pour la rendre aussi claire que concise ; il n'y a rien à redire à ce propos. Cependant, le citoyen ordinaire qui se

trouverait subitement plongé dans le monde des services secrets ferait immanquablement remarquer que la perception qu'il a toujours eue de ce qu'est la police s'applique bien mal aux services secrets. Est-il nécessaire de le rappeler : contrairement à cet agent de l'État que l'on appelle un policier, l'agent secret travaille toujours en marge de la légalité. Et c'est uniquement pour cette raison qu'il est *secret* , tout comme doit le rester tout ce qu'il fait. Certes, l'officier de police et le gendarme sont parfois amenés à accomplir des actes que la loi qu'ils sont justement chargés de faire respecter condamne ordinairement, et fermement, nous l'avons vu. Mais ces actes ne sont que ponctuels, et beaucoup de policiers n'ont jamais été contraints d'y recourir.

On pourrait alors dire que l'agent secret, s'il doit être assimilé à un « policier secret », est un *ripou* dont la malhonnêteté ne profite qu'à l'État, ce qui serait plus exact que « policier » tout court. Excepté que le *ripou* a encore le droit de faire usage de son statut de policier pour procéder très officiellement à des interpellations, ce que ne peut faire l'agent secret puisqu'il n'a aucune existence légale. Il n'y a guère que les franches dictatures, celles qui n'ont cure d'être présentées comme telles, qui donnent à leurs agents secrets le pouvoir d'interpellation, arbitraire dans cet autre cas.

Mais ces faits amènent sans doute le lecteur à se demander, avec raison, par quel tour de passe-passe psychologique les employés et agents des services secrets parviennent à concilier l'obligation d'avoir à violer quotidiennement les lois, elles-mêmes largement basées sur les principes moraux les plus élémentaires de toute société, dans une majorité de cas, et la revendication d'une « noble mission » pour le service d'un pays, c'est-à-dire pour protéger une population qui les respecte ?

La réponse est qu'il n'y a pas de tour de passe-passe psychologique, pas de truc ; juste l'argument brut, totalement arbitraire, de la *raison d'État* qui, faute de plus amples précisions, peut être revendiquée autant par la plus brutale des dictatures que par la plus tolérante des *apparences de démocratie* . Tout ce qui a pu être fait de plus discutable dans la Russie de Staline, dans l'Allemagne de Hitler, et qui est fait en ce moment même dans la

Corée du Nord de Kim Jong-un, l'a été et l'est toujours au nom de la *raison d'État* .

La raison d'État ne vient pas expliquer, rationnellement du point de vue de celui qui prétend être respectueux des droits fondamentaux de son prochain comme des siens propres, des actes qui, à partir de là, ne relèvent plus que de la franche barbarie.

Ce qui vient d'être démontré ici n'a vocation que d'aider le lecteur à mieux comprendre, et surtout à admettre ce qui va maintenant lui être expliqué.

L'agent secret n'est pas un policier secret, ni même un *ripou* , mais, ainsi que beaucoup l'ont également nommé, un « guerrier de l'ombre » [276] . Du point de vue formel de la politique, le rôle du guerrier, ou du soldat si on préfère ainsi le nommer, n'est que *le prolongement de la politique par d'autres moyens* , comme le stratège prussien Carl Von Clausewitz fut le premier à l'expliquer formellement [277] .

Mais il faut encore se garder d'une autre assimilation hâtive ; de nos jours, « guerrier » n'est pas un synonyme de *soldat* au sens noble que d'aucuns veulent parfois donner à cet autre mot ; nous verrons bientôt pourquoi. Ou, si nous devons parler de « soldat », il nous faut alors renoncer à toute notion de « noblesse », en raison de ce qui a été expliqué plus haut. Car, historiquement, les États, les princes, les rois et les empereurs n'ont qu'exceptionnellement accordé de la vertu à leurs soldats. Le soldat est entretenu par l'État dans le seul but qu'il se montre capable de blesser, de tuer, de torturer, de piller, de dicter des règlements arbitraires aux peuples vaincus ; les populations civiles sont rarement épargnées. Le soldat est le paradoxe de l'État qui s'élève contre la peine de mort. Et que dire du *soldat de l'ombre* de ce même État, lorsque celui-ci tue le civil en temps de paix ?

L'agent secret s'affranchit des valeurs morales de la société, non pas parce qu'on lui donne l'ordre de le faire, mais parce qu'il n'y était pas attaché *avant* son recrutement — tout comme il n'est pas attaché à sa liberté. Le lecteur non initié ignore certainement que presque tous les services secrets se montrent réticents au moment de faire d'un honnête homme l'un de leurs agents ; c'est aussi pourquoi ils s'efforcent de faire « trébucher » leurs recrues. La

recrue ne peut devenir un agent tant qu'elle n'a pas commis de faute — à tout le moins celle d'avoir abandonné la liberté de ses actes à un maître chanteur.

Une lecture attentive des œuvres de Nicolas Machiavel suggère fortement que les agents secrets, chargés de harceler pour des motifs d'ordre politique, existaient depuis longtemps déjà au XVe siècle.

Fréderic II de Prusse était tout le contraire d'un politicien fat et incompétent, et il exprimait aussi ostensiblement que possible son « amour » et sa « reconnaissance » pour les soldats de son armée. Nous étions pourtant à une époque, le milieu du XVIIIe siècle, où, depuis longtemps déjà, les soldats étaient universellement méprisés parce qu'ils étaient tenus pour des gens sans manières, de simples mercenaires lorsque la populace ne les traitait pas de misérables. Quant à ses agents secrets, le roi de Prusse ne pouvait concevoir qu'ils soient autres hommes que des militaires de bas rangs et de simples agents de la police, parce qu'il considérait que seuls des gens sans éducation pouvaient s'acquitter sans états d'âme d'aussi basses besognes.

Au début du XVIIe siècle, en France, l'armée était considérée comme une sorte de prison qui permettait de garder les soldats ordinaires par les moyens de la menace et de la punition. Les soldats étaient la lie de la société de cette époque, et les élites politiques considéraient que de tels individus ne pouvaient faire s'améliorer cette société qu'en la quittant. À la fin du XVIIe siècle, l'écrivain et essayiste irlandais Jonathan Swift (1667-1745) décrivit les soldats, dans ses célèbres *Voyages de Gulliver* , comme des « énergumènes à peine civilisés ». L'historien militaire anglais Sir John Fortescue (1859-1933) explique, lui aussi, dans son *Histoire de l'Armée britannique* [278] que les armées du XVIIIe siècle étaient « la lie de la nation ». Un autre historien militaire, français celui-ci, faisait remarquer que « l'armée [du XIXe siècle] pouvait être comparée à un courant qui emportait toutes les impuretés du corps social ».

Ce n'est qu'à partir de la fin du XIXe siècle, à la suite de la Guerre de 1870, en France et en Allemagne, simultanément, que les élites politiques songèrent à revaloriser l'image du soldat, à faire du soudard un héros qui devait être respecté par la population. Car la

société n'était plus en mesure de fournir assez de vauriens pour faire la guerre. En 1793, la Convention française avait déjà décrété la *levée en masse* dont les conditions stipulaient : « des hommes célibataires ou veufs âgés de 18 à 25 ans » [279] . Il faut dire que les guerres d'avant la Révolution française, c'est-à-dire d'avant l'avènement de l'État nation, n'étaient que des conflits entre princes et rois ; elles devinrent après cela des « guerres totales » entre les peuples qui concernèrent les esprits de chaque citoyen. On commença alors à parler, à l'approche de la Grande Guerre de 1914, de notions valorisantes pour le soldat telles que « mort pour la patrie », ou « mort au *champ d'honneur* ». Toute une imagerie montrant le soldat mourant dans les bras d'un ange ou de la Vierge apparut, et c'est celle-ci qui inspira aussitôt les sculpteurs des premiers monuments aux morts et des cimetières militaires.

Mais les *soldats de l'ombre* que sont les agents secrets ne furent jamais réhabilités aussi officiellement que les soldats « ordinaires ». Tout au plus quelques romanciers (qui furent d'ailleurs eux-mêmes des agents secrets [280]) en firent des aventuriers courageux et patriotes ; et encore, à la seule fin, dans le cas des écrivains Paul d'Ivoi et Gaston Leroux en particulier, de faire du prosélytisme. Car, dans les faits, il est bien exact que les agents secrets ne se sont jamais élevés, jusqu'en cette année 2013, beaucoup plus haut que ce qu'étaient les soldats des armées du XVIIIe siècle — comment le pourraient-ils, de toute façon, étant donné la nature toujours illégale et amorale de leurs missions ?

Toujours dans les faits, un service secret moderne est constitué d'un large groupe d'employés, et aussi de ces « collaborateurs » que sont les *agents* et les *contacts* , et dont les actions sont dirigées et supervisées *à bonne distance* par une petite minorité de cadres. Le tout forme une véritable « armée de l'ombre » [281] ; cette métaphore est recevable. Les services secrets français et russes, par exemple, se distinguent par un mode de fonctionnement très proche de celui de la Résistance durant la Deuxième Guerre mondiale ; bien peu de ses gens savent exactement qui est qui et qui fait quoi, et ceux-ci doivent se méfier, en premier lieu, de la population de leurs propres pays.

N'en déplaise aux premiers intéressés, le système hiérarchique et le recrutement de cette armée sont en tous points similaires à ceux des armées des monarchies du XVIIIe siècle. Il s'agit d'une société à seulement deux « classes » : la noblesse des cadres d'un côté, qui a le privilège de ne pas avoir à effectuer de basses besognes, et la « piétaille » de l'autre, dont un large groupe n'a été recruté que pour s'en charger. D'ailleurs, la plupart des services secrets occidentaux ont étendu, depuis au moins la fin de Deuxième Guerre mondiale, la définition de la recrue, de « l'individu de petite moralité » à « l'individu faible », c'est-à-dire à celui dont la seule faute peut être de mal s'adapter aux exigences de la société contemporaine (échecs scolaires et universitaires, échecs professionnels répétés, ou surdoués impossibles à caser...). Car si ce dernier ne s'adapte pas et ne sert pas la collectivité des gens ordinaires, il faut bien qu'il finisse par se rendre utile d'une manière ou d'une autre, pour ne pas demeurer éternellement « un problème » ou, plus exactement, un « parasite ».

Dans le cas de quelques pays, cet élargissement des conditions du recrutement prend les proportions d'une véritable « levée en masse », grâce à une étroite association entre l'implication politique ou idéologique et l'acte de dénonciation, ou d'espionnage gratuit et spontané pour un service secret qui ne veut même plus s'identifier comme tel. Le lecteur qui a un peu de mal à comprendre cette dernière description est invité à s'intéresser au *Komintern* soviétique [282] , une organisation qui se présentait comme politique, mais qui entretenait des réseaux d'agents clandestins qui, sans appartenir aux services secrets soviétiques d'un point de vue formel, se livraient à des actions d'espionnage, de propagande noire, de désinformation, de sabotage, et même d'éliminations physiques. Il était alors extrêmement difficile pour le non-initié d'être en mesure de définir la frontière entre agent du *Komintern* et agent des services secrets soviétiques, puisque les deux fonctionnaient à peu près de la même manière (à l'étranger en particulier), se consacraient à des tâches et à des missions identiques et servaient les mêmes objectifs. L'agent du *Komintern* pouvait devenir un agent des services secrets soviétiques, mais cette transition n'était pas vraiment nécessaire puisqu'elle n'eût été que de *forme* [283] .

Remarquablement, les films que l'on peut qualifier *de propagande* s pour les services secrets de quelques pays occidentaux insistent souvent sur la moralité de la recrue, et présentent alors cette condition comme un *clin d'œil* qui semble toujours être adressé aux seuls initiés. Le grand public, lui, ne peut guère y voir qu'un ingrédient de l'action. Voici quelques exemples choisis parmi les plus frappants.

Dans le film français *Nikita* , par Luc Besson, sorti en 1990, l'héroïne est une délinquante et une toxicomane à la dérive avant d'être recrutée par les services secrets français. Dans un autre film français, titré *Secret défense* , par Philippe Haïm, sorti en 2008, l'héroïne (encore une femme, ce n'est pas anodin, mais pour d'autres raisons que nous avons évoquées) est une jeune étudiante qui se prostitue pour vivre avant d'être recrutée par les mêmes services secrets français. Dans le film *Spy Game* , par Tony Scott, sorti en 2001, le héros est un simple soldat, tueur de sang-froid, avant d'être recruté par la CIA. Dans les films *Le Commando de Sa Majesté* (1980), *Les Douze salopards* (1967), *Les Canons de Navarone* (1961) et quelques autres, on retrouve encore des criminels, des gens de petite moralité ou à la dérive qui sont recrutés par les services secrets. Encore une fois, toutes ces récurrences ne sont pas fortuites ; et d'ailleurs, les trois derniers films cités sont des adaptations cinématographiques romancées de faits qui se sont réellement produits.

La série des *James Bond 007* qui, dans son ensemble, a énormément popularisé l'agent secret, n'en a en rien fait un modèle de héros vertueux. James Bond tue de sang-froid, il a un cœur d'artichaut qui l'empêche d'exprimer de l'amour pour qui que ce soit. Il est, en dépit de ce que pourraient suggérer quelques apparences de richesse, un sans-domicile-fixe corvéable à merci — tout comme le sont la plupart des héros justiciers de bandes dessinées contemporains qui, eux non plus, ne semblent jamais avoir droit au moindre retour de la part de la société qu'ils protègent ; le lecteur aura peut-être remarqué cette coïncidence. Le personnage de James Bond échappe à la morale de toutes les fictions ; ce fait a été relevé par le professeur Paul Blum, enseignant de la psychologie et des sciences cognitives à l'université de Yale et coéditeur de la

revue *Behavioral and Brain Sciences* . Voyons l'analyse qu'il en a faite dans le contexte d'une introduction à la psychologie, dont l'université de Yale a fait la promotion dans le monde entier.

« […] Il y a une maladie mentale ; une forme extrême et particulière du désordre de la personnalité qui se manifeste par la violence, et qui est connue sous le nom de "désordre de la personnalité antisociale". Certains la perçoivent comme une perversion morale. On la nomme souvent *psychopathie* . Quelques personnes font une distinction entre *psychopathe* et *sociopathe* ; dans le contexte de mon exposé, je ne vais pas la faire, et je vais donc employer le mot "psychopathe". Typiquement, les psychopathes sont des hommes. On les définit comme égoïstes, brutaux, impulsifs, et comme des personnes qui ne s'attachent pas affectivement ; ils multiplient les aventures sexuelles [lorsqu'ils le peuvent]. Ils semblent incapables d'aimer, d'être fidèles et loyaux, d'éprouver les sentiments normaux et ordinaires de paternité familiale et d'affection, et ils se trouvent impliqués dans toutes sortes de problèmes parce qu'ils s'ennuient très facilement et sont constamment en quête de sensations.

« Maintenant que vous avez une idée de ce genre de personnalité, vous devez vous dire que cela ne suffit peut-être pas à en faire quelqu'un de désagréable que vous n'aimeriez surtout pas rencontrer. Vous vous garderiez de vous laisser aller jusqu'à penser qu'un type ayant ces traits de caractère est un psychopathe, et à le comparer à Hannibal Lecter. Et pourtant, le plus célèbre des psychopathes, bien sûr, est James Bond. Dans les films où James Bond est incarné par l'acteur Sean Connery, il a alors vraiment tous les symptômes de la psychopathie. Les acteurs Roger Moore et Timothy Dalton ne lui ont pas donné cette personnalité — je pourrais faire un cours entier sur ce seul sujet.

« Peut-on vraiment parler de maladie mentale ? Les choses ne sont pas aussi simples ; la psychopathie fait partie des cas épineux de la psychiatrie. Car les psychopathes n'éprouvent pas le besoin de se faire soigner. James Bond ne se présenterait jamais auprès d'un thérapeute pour dire : "j'ai un problème avec les femmes et je suis instable ; je suis un vrai nomade. Pourquoi est-ce que je ne parviens pas à me fixer sur quelque chose, à m'attacher à un partenaire et à

avoir envie d’avoir des enfants ?” Non, les psychopathes n’ont pas de problème avec tout cela.

« Les gens équilibrés ne supportent pas le manque d’attaches et l’instabilité ; mais voilà, ce n’est pas suffisant pour imposer un traitement ou une surveillance aux psychopathes. De plus, beaucoup de psychopathes s’en sortent très bien dans la vie, et on les prend souvent pour des “battants” dans ce cas, en raison même de leur personnalité [284] . »

Le cas de Werner Stiller, ex-cadre de la Stasi, les services secrets est-allemands, nous révèle une personnalité très fréquemment rencontrée chez les agents secrets. Au siège de la Stasi, Werner Stiller était employé au « Département A », chargé de l’espionnage à l’étranger ; et il était spécialisé dans les domaines du nucléaire et de l’espace. Cet homme s’était marié avec une femme assez jolie, et le couple eut deux enfants. Mais Stiller devint bien vite infidèle, et il eut une maîtresse régulière dont il semblait être tombé amoureux.

Lorsqu’il décida de fuir à l’Ouest, il impliqua sa maîtresse dans son projet, ce qui fit courir de grands risques à cette dernière bien qu’elle n’eut rien à voir avec la Stasi, ni avec des activités d’espionnage en général. Les deux amants réussirent à passer à l’Ouest, où ils se livrèrent à la CIA. Stiller avait juste embrassé ses deux enfants le soir qui avait précédé sa fuite, sans rien leur révéler de son projet.

Mais, peu de temps après cela, durant la période de son *débriefing* , et alors qu’il rencontra une jeune femme en faisant de la planche à voile sur un lac, en Allemagne de l’Ouest, Stiller rompit aussitôt avec sa maîtresse pour vivre une aventure avec cette inconnue. Ce fut un drame pour la maîtresse de Stiller, qui venait tout juste de fuir son pays par amour pour lui, et qui n’avait aucun moyen de subsistance ni logement ; elle se retrouva sans avenir et sans aucune possibilité d’aide, puisque n’ayant jamais travaillé pour la Stasi ni pour aucune administration est-allemande importante. Stiller ne semblait pourtant en avoir cure ; de son point de vue, il était simplement passé à une autre étape de son existence.

La CIA ne manqua pas de remarquer ce trait de la personnalité de son transfuge, et elle lui offrit une seconde vie à l’Ouest dans le cadre de laquelle il fut attendu qu’il serve divers intérêts fort opposés

les uns des autres. Stiller, homme sans principes moraux, s'en accommoda sans aucune difficulté, et c'est ainsi qu'il devint un agent double.

Stiller continua à changer de partenaires amoureux, et il ne s'inquiéta jamais de savoir ce que devinrent ses enfants restés en Allemagne de l'Est. Werner Stiller vit aujourd'hui dans un appartement cossu de la banlieue chic de Budapest, en Hongrie.

Plus récemment, l'ex-cadre des services secrets français Maurice Dufresse, qui publia ses mémoires sous le nom de « Pierre Siramy » [285] , expliqua avoir toujours eu la passion de son métier et regretter de ne plus pouvoir l'exercer, après avoir pourtant admis que bien des tâches dont il eut à s'affranchir étaient, non seulement plus que contestables du point de vue de la morale, mais en plus servaient parfois les intérêts personnels de quelques membres peu scrupuleux de l'élite dirigeante de son pays [286] . Un peu plus tard, Dufresse réitéra, lorsqu'il expliqua à un autre journaliste ce qu'avait été son travail ordinaire à la DGSE : « Mais nous sommes le KGB français », puis, peu après, « J'ai la passion de ce métier » [287] .

Quelque choquantes puissent paraître ces déclarations de Maurice Dufresse, il n'en reste pas moins que, par sa franchise exceptionnellement rencontrée dans le monde des services secrets (à quelques détails d'ordre technique près), cet homme a l'immense mérite d'avoir rapporté quelques-unes de ces vérités sur le quotidien des services secrets que tous ses ex-collègues se sont toujours refusés à présenter et à expliquer. Nous devons nous attarder sur une chose très intéressante dans les déclarations de ce cadre des services secrets français. Chaque fois qu'on lui demande d'expliquer pourquoi il a servi les services secrets français durant vingt-cinq années, en dépit d'avoir eu à endurer des situations et une ambiance générale qui clairement lui répugnaient, il ne brandit pas l'argument du patriotisme, ni même celui du service de la raison d'État. Il dit, avec une extraordinaire franchise qui ne laisse aucune place au doute, qu'il était juste « passionné par ce qu'il faisait ».

Mais il y a plus étonnant.

Lorsque les bolcheviques prirent le pouvoir en Russie, en 1917, ils investirent évidemment les locaux des services secrets du Tsar, l'Okhrana. [288] Contre toute attente, ils n'exécutèrent ni

n'emprisonnèrent, ni même ne congédièrent les employés de ce service d'espionnage qui avait pourtant été l'un de leurs plus redoutables adversaires en Russie. Les bolcheviques gardèrent telle quelle l'Okhrana, avec tous ses employés, et mirent ces derniers au service du nouveau pouvoir communiste, après avoir simplement changé le nom de ces services secrets pour « Tchéka ». En effet, ils avaient bien vite compris que les agents secrets de l'Okhrana n'étaient animés par aucune forme d'engagement politique particulière ; ils faisaient juste un travail pour lequel beaucoup d'entre eux se passionnaient sincèrement.

En 1945, lorsque l'Allemagne nazie était proche d'être vaincue, le général Reinhard Gehlen, un des cadres les plus importants de ses services secrets, le *Sicherheitsdienst* (SD), offrit spontanément ses services aux Américains. L'OSS (*Office of Strategic Services* ; ancêtre de la CIA) considéra sérieusement la proposition de Reinhard Gehlen, parce que ce dernier détenait énormément d'informations sur les activités des services secrets soviétiques en Europe, lesquels convoitaient les nombreux territoires que les Allemands étaient en train de perdre. Gehlen fut emmené aux États-Unis pour y être débriefé, avec le statut de prisonnier de guerre toutefois. Seulement un an plus tard, en 1946, Gehlen fut rapatrié par avion dans l'Allemagne libérée du joug du nazisme, et là, les services secrets américains lui confièrent la création des services secrets de la nouvelle Allemagne de l'Ouest [289] . Reinhard Gehlen conserva son poste de chef des services secrets allemands jusqu'en 1968.

Le lecteur a peut-être compris, dès la lecture des chapitres consacrés au recrutement et à la vie privée et professionnelle des employés et des agents des services secrets, que la notion de patriotisme n'y est pas aussi importante qu'il l'avait peut-être cru. La justification de ce surprenant constat doit, tout d'abord, au fait que tous les pays sont sujets à des changements d'orientation politique et de dirigeants au cours de leurs histoires. Il en résulte que ce qui est prioritairement attendu d'un employé ou d'un agent des services secrets est l'obéissance ; une obéissance aveugle aux ordres, quelle que soit la nature de ceux-ci, et quelles que soient les opinions politiques de celui qui les donne. Le patriotisme et tout son cortège

de symboles et drapeaux sont bien présentés comme prétextes à ces obéissance et fidélité ; mais l'idéologie et le mythe qu'ils véhiculent sont appelés à changer au fil du temps.

Cela a été particulièrement flagrant dans quelques pays d'Europe de l'Ouest, où le drapeau bleu étoilé de la Communauté européenne a pris de plus en plus d'importance à côté des drapeaux nationaux. Cela a été encore plus flagrant en Russie en 1991, lorsque les cadres et les agents du KGB ont dû s'accommoder d'un changement de régime politique total. Et c'est aujourd'hui un ex-cadre et un ex-homme de confiance du KGB soviétique, Vladimir Poutine, qui est le chef de la Fédération de Russie (on remarque tout de même que l'étoile rouge est toujours bien présente sur certains monuments russes iconiques, au motif de la préservation du *patrimoine* historique). Et — le non-initié n'y songe jamais — tous les agents et contacts du KGB à l'étranger qui furent recrutés durant l'époque de la Guerre froide continuent aujourd'hui de servir son successeur, le SVR. Peu importe l'idéologie politique qui avait précipité la volonté de collaboration de tous ces agents, puisqu'ils sont désormais tenus par un nouveau chantage qui s'est mis en place de lui-même.

Les agents secrets d'aujourd'hui sont bien les mêmes que ceux d'antan, et rien n'indique que cela changera, bien au contraire depuis l'introduction de la *privatisation des services* . Et puisque nous avons parlé d'armée et de soldats pour mettre une similitude en évidence, nous avons pour bonne raison de continuer à le faire en évoquant la même *privatisation des armées* . Pour organiser des coups d'État dans quelques pays d'Afrique, le KGB avait recruté des mercenaires cubains. Depuis quelques années, les États-Unis, et la CIA plus exactement, ont créé des armées de mercenaires dont les états-majors sont des sociétés privées, même pas forcément américaines. D'autres pays sont en train de faire la même chose, tant avec des agents secrets qu'avec des soldats. En 2004, l'ex-conseiller auprès de la Maison-Blanche et stratège Zbigniew Brzezinski avait émis un avis sur cette récente évolution, qui vaut d'être pris en considération.

« Sous peu, l'Union Européenne, et peut-être même les États-Unis, pourraient bien ne plus avoir d'autre choix que de revenir à la

politique de recrutement qui prévalait dans les affaires militaires avant l'ère de l'État nation. Avec la notion de "citoyen-soldat" basée sur la conscription (dont la première manifestation fut la Levée en masse de la Révolution française), qui est actuellement en train d'être remplacée par des militaires professionnels ayant de hautes connaissances techniques, les États les plus développés pourraient avoir à s'en remettre de plus en plus à des immigrants faits mercenaires. Depuis que la ferveur nationale n'est plus l'ingrédient déterminant de l'esprit combatif, les armées professionnelles des pays les plus riches pourraient bien de plus en plus être composées de recrues hautement entraînées venant du tiers-monde, et dont la loyauté attendue n'ira pas plus loin que le prochain chèque de fin de mois ». [290]

Zbigniew Brzezinski semblait se lamenter d'une disparition de la combativité motivée par le seul patriotisme. Mais doit-on en tenir le citoyen pour seul responsable, puisque l'on constate, de plus en plus souvent et partout, un manque de sincérité et d'attachement aux valeurs morales des élites politiques qui prétendent lui montrer la voie. Pire, ces élites manifestent régulièrement un certain cynisme (de plus en plus souvent ouvert, comme un signe de despotisme qui serait revendiqué) envers les populations qu'elles veulent diriger. Il ne leur reste que la manipulation des masses pour stimuler l'attachement au pays par la présentation d'un ennemi menaçant, « l'autre », procédant ainsi de la *stimulation du besoin d'appartenance* . L'ennemi, en effet, aide à faire apparaître l'identité nationale.

Plus significatif que le fut la fin de la Guerre froide, c'est l'émergence de théories et de programmes parlant de multiculturalisme et de diversité qui a encouragé les masses à s'identifier, non pas à leurs nations, mais à des groupes sous-nationaux (sexe, origine, catégories sociales, etc.) réunissant des individus ayant les mêmes origines ou s'identifiant à des citoyens « du monde » ou de continents. Et ce sont les élites elles-mêmes qui encouragent de tels sentiments ; c'est particulièrement vrai dans les pays de la Communauté européenne, où les masses sont désormais

invitées à comprendre que leurs identités et emblèmes nationaux ont un sens qui doit être relativisé.

De plus, dans un monde incontestablement « globalisé », les leaders de l'économie, également leaders d'opinion, adoptent des visions et des points de vue internationalistes, tandis que les élites culturelles se présentent, et se perçoivent sincèrement de plus en plus souvent comme ces « citoyens du monde », cellules d'une humanité prise dans son ensemble. Du point de vue de ces mêmes élites culturelles, l'identité nationale est perçue comme un concept absurde. Quelques-uns de ses représentants sont allés jusqu'à dénoncer la fierté nationale comme « moralement dangereuse », et à faire la promotion d'un nouveau concept abstrait nommé « humanisme démocratique ». Il s'agit bien, indiscutablement, d'une action de propagande dont la visée réelle — que ceux qui la diffusent ignorent eux-mêmes — est la dislocation de l'identité nationale de pays devant être conquis par de plus puissants. L'astuce n'est pas nouvelle ni secrète ; on peut apprendre comment elle fonctionne simplement en relisant un cours sur la subversion aussi intellectuellement abordable qu'*Astérix – La Zizanie* !

Voyons quel est le tableau général des services secrets en 2013, et de la guerre que ceux-ci se livrent par-dessus la tête des populations — et plus exactement « sous leurs pieds », du point de vue des agents secrets.

Les États-Unis, généralement présentés comme le pays le plus fort en matière d'espionnage est surtout, en vérité, le plus fort en moyens technologiques. Bien que les services secrets de ce pays utilisent exactement les mêmes méthodes que les autres pour manager leurs ressources humaines, le behaviorisme initié par le chercheur russe Ivan Pavlov, ils se montrent cependant moins habiles que leurs concurrents sur cet autre terrain. Cela tient principalement au fait que le discours américain repose sur *l'appel à la raison* , auquel le cerveau de l'Homme est moins sensible qu'à celui de *la passion* , largement utilisé par les ennemis des États-Unis et de leurs idéaux de liberté et de réussite sociale individuelles.

Aussi, il faut bien le dire : l'image, les valeurs et le mode de vie qui prévalent dans ce pays ont été, durant ces dernières années,

affectés par une évolution de la société et de l'économie à l'échelle mondiale qui se caractérise par un chômage grandissant, un fossé qui se creuse désormais sans cesse entre les revenus les plus faibles et le plus élevés. Avec un chômage aux États-Unis qui atteint la barre des 10 %, un niveau de vie moyen qui tend à s'appauvrir et, globalement, une société qui tend à ressembler de plus en plus à celles d'autres pays où l'intelligence domestique a été traditionnellement plus contraignante pour la population, ce pays tend à séduire de moins en moins les masses éprises de liberté et de bien-être. Il y a d'ailleurs, ironiquement, une mentalité croissante dans ce pays, et au sein de ses services secrets et de services de l'immigration en particulier, qui présente les étrangers migrants attirés par la vision américaine de l'existence comme de simples « opportunistes » — ceux-là ne croiraient donc plus eux-mêmes en la force de l'image qu'ils ont su construire au cours du siècle passé (?).

À ce dernier égard, on voit bien que d'autres pays sont en train de se précipiter sur cette place de *phare* de la société mondiale qui semble se libérer. La Chine en particulier, et quelques pays arabes, construisent de beaux quartiers avec de hautes tours de verre et d'acier et de nombreuses attractions, offrent d'attractives opportunités et des niveaux de vie très élevés aux travailleurs qualifiés et aux jeunes universitaires, tandis que les États-Unis continuent de s'enliser dans une paranoïa stigmatisée par l'espionite et la peur du terroriste.

La Russie est restée le grand rival des États-Unis par-delà la fin de la Guerre froide, et elle *prend* les âmes de ses alliés plutôt qu'elle cherche vraiment à conquérir leurs cœurs, comme elle le faisait par le passé. La Russie n'a aucunement renoncé à ses ambitions hégémoniques planétaires ; on peut dire que c'est « dans sa nature » et que, par conséquent, elle ne s'en débarrassera jamais, peu importe la dictature ou l'apparence de démocratie. Les services secrets russes sont bien conscients qu'ils ne parviendront pas de sitôt à seulement rivaliser technologiquement avec ceux des États-Unis ; c'est pourquoi ils misent tout sur les ressources humaines.

La grande transformation des méthodes des services secrets russes consiste en une dilution du schéma classique de la chaîne et

des rôles de l’activité d’espionnage à l’étranger. L’agent secret russe est désormais riche, ce qui lui donne un pouvoir de séduction considérable auprès de ceux qu’il cherche à recruter. Il invite les membres des élites politiques, industrielles, scientifiques, culturelles et sportives à de fastueuses soirées dans sa somptueuse villa et sur son yacht, offre des cadeaux et des opportunités (organisations de rencontres avec des personnalités, et aussi avec de belles femmes, au premier chef). Mais tout cela ne vise que la compromission *sur place* , puisque personne ne veut aller se chercher une nouvelle vie en Russie ; il y fait toujours froid, au propre comme au figuré.

Et puis les services secrets russes ont pris en otage les mafias de leur pays, pour les restructurer et les mettre au service de l’action clandestine.

Les services secrets des pays européens demeurent tiraillés, pour ne pas dire *déchirés* , nous l’avons déjà dit, entre les deux géants de l’espionnage. Ils n’ont pas le choix ; en tout cas pas celui de l’indépendance, et depuis longtemps déjà. Ni les services secrets américains, ni les russes ne veulent que les populations puissent dénoncer cette insupportable situation, d’où le climat de schizophrénie générale qui a été décrit au début de cet ouvrage. L’Europe est toujours le même enjeu géopolitique qu’elle a été dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Les États arabes, ceux du continent africain et ceux des Amériques latine et centrale, comme ceux d’Océanie, connaissent le même sort (le Canada est bien sûr inclus dans cette liste).

Les services secrets chinois, aussi puissants qu’ils pourront le devenir, sont condamnés à voir leur pouvoir se heurter au mur infranchissable de l’identité culturelle et de la race de leur pays. Leurs objectifs géopolitiques plausibles ne s’étendent pas au-delà de la chaîne de l’Himalaya, à l’Ouest, de la Mongolie et de la Sibérie, au Nord, du Japon, à l’Est, et des Philippines, au Sud — éventuellement de l’Indonésie. Tous les agents occidentaux que les Chinois parviendront à recruter se montreront toujours peu fiables.

Un mot sur ce que tous les services secrets appellent désormais les « zones grises », mais dont le lecteur sait probablement fort peu de choses. On peut sommairement décrire une *zone grise* comme

une région, voire un pays tout entier où aucun de plusieurs pays forts qui s'y opposent n'a pu établir sa domination, au moins en matière d'influence. Peut également être considérée comme une zone grise une grande entreprise multinationale. Dans ces zones cohabitent littéralement les agents secrets de ces pays, et, on peut dire, pour encore simplifier l'explication, que « c'est à qui parviendra à y corrompre l'autre ».

Du point de vue des agents des services secrets qui agissent dans une zone grise, les « conditions de travail » sont aussi pénibles que dangereuses. Car ils doivent s'y protéger à la fois des services de contre-espionnage du pays où ils se trouvent, et qui cherche également à en faire des agents doubles, et des multiples et récurrentes tentatives de compromission par les agents des services secrets adverses, qui cherchent, eux aussi, à les identifier. Il en résulte que les zones grises sont les endroits où l'on rencontre une « forte concentration » d'agents doubles (et même d'agents triples !).

Du point de vue des cadres du contre-espionnage (et de ceux du contre-espionnage offensif en particulier) les zones grises sont la source de véritables casse-têtes, et où il peut être extrêmement difficile de déterminer qui est qui, et qui est au service de qui. Rares sont les agents qui sortent indemnes d'un séjour de plusieurs années dans une zone grise. Beaucoup meurent prématurément de « maladies » diverses, sur place ou peu après être revenus dans leurs pays ; les plus chanceux finissent leurs existences dans une grande précarité.

Du point de vue des autorités de ces régions et pays, être une zone grise est vécu comme un enfer. Les fonctionnaires et les élus y sont fréquemment corrompus, ou doivent constamment anticiper les tentatives de compromissions qui se présentent sous les apparences les plus innocentes.

L'Autriche a été la plus célèbre zone grise de la Guerre froide ; on trouvait alors à Vienne *la plus grande concentration d'agents secrets étrangers au monde par kilomètre carré* . Aujourd'hui, n'en déplaise aux Canadiens, on peut dire que la province du Québec est le nouveau détenteur de ce record. On trouve ensuite, pêle-mêle, l'État américain de la Louisiane, les îles caraïbes, et en particulier Haïti, Saint-Barthélemy et Saint-Martin, les îles Caïmans, le Liban, la

plupart des anciennes républiques du Pacte de Varsovie : Estonie, Lituanie, les pays de l'ex-Yougoslavie en particulier…

Sont actuellement menacés par la « maladie de la zone grise » : la Suisse romande, Londres, capitale de l'Angleterre, l'État de la Floride et celui de la Californie, aux États-Unis (Hollywood en particulier), quelques petits pays de la péninsule arabique.

Mention spéciale pour les immeubles de bureaux de l'ONU, et plus particulièrement l'UNESCO depuis sa création, où il y probablement plus d'espions, de contacts et d'informateurs divers que d'employés ordinaires ; même remarque pour l'OCDE.

Il n'est pas possible de nommer les entreprises multinationales contaminées par de multiples conflits d'intérêts sans porter atteinte à leurs images et réputations, c'est pourquoi le lecteur devra se fier aux indices suivants pour tenter de les reconnaître : des dirigeants de multiples nationalités, des recrutements d'employés et de cadres de toutes les nationalités, y compris de ressortissants de pays connus pour leurs forts antagonismes.

Les pouvoirs exécutifs de tous les infortunés acteurs qui ont été nommés dans ce dernier chapitre ont de plus en plus de mal à justifier ce que leurs populations perçoivent — de plus en plus elles aussi — comme d'inexplicables égarements ; dirigeants et gouvernements *de gauche* prônant des politiques *de droite* , et l'exact inverse.

Il existe des pays dans lesquels le pouvoir politique exerce naturellement, et démocratiquement un grand pouvoir sur les services secrets, puisque ceux-ci sont, en principe et par décret constitutionnel, un service administratif placé sous l'autorité du gouvernement (le plus souvent, sous les ordres directs et exclusifs du chef de l'État).

Il existe des pays dans lesquels les services secrets sont progressivement devenus *le* pouvoir central, jamais officiellement bien sûr.

Il existe des pays dans lesquels c'est l'armée qui exerce le pouvoir exécutif, parfois officiellement, parfois non (un leader de façade est présenté à la population dans ce deuxième cas), et, dans les deux cas, l'armée exerce toujours plus facilement son pouvoir sur les services secrets que des civils élus par le peuple, qui n'ont aucune

connaissance de certaines réalités de la politique et de l'économie, ne pourraient jamais le faire.

Il existe, enfin, des pays qui sont non-officiellement, mais bien réellement — *clandestinement* conviendrait donc mieux — dirigés par d'autres, plus puissants ; auquel cas leurs services secrets ne sont guère que des *extensions* officieuses de ceux du « pays maître ». L'histoire a porté à la connaissance du grand public des exemples de ce dernier cas, en Pologne, en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, etc., tous pays dirigés par l'Union Soviétique jusque vers 1989-91 dans le cadre du Pacte de Varsovie.

Dans de nombreux pays démocratiques, une nécessité toute naturelle vient régulièrement entacher d'ambiguïté les relations entre les services secrets et les pouvoirs législatif et exécutif en particulier : celle de la mission de contre-espionnage et d'enquêtes de sécurité sur les individus susceptibles d'être élus par le peuple (chancelier, président, premier ministre), ou d'être nommés à de hautes responsabilités par le gouvernement (ministres et directeurs d'administrations). Car il n'est jamais exclu qu'une personne susceptible d'être appelée à exercer un jour de telles responsabilités se soit rendue vulnérable à un chantage exercé par des services secrets étrangers, voire ait été un agent consentant de ceux-ci [291] .

Lorsqu'une telle enquête est menée, et qu'elle conclue à de forts soupçons défavorables à la nomination à un poste élevé d'un individu, mais pas, cependant, à des preuves formelles et indiscutables de compromission, se pose alors le problème de la décision finale censée être prise par le pouvoir exécutif, car ce dernier peut estimer avoir un intérêt politique à tout de même supporter sa candidature.

En retour, le pouvoir exécutif peut être amené à penser, pour diverses raisons, que ses services secrets ne souhaitent pas cautionner la candidature de cet individu pour des motifs plus obscurs (politiques, en général) sans rapport avec une possible affaire d'espionnage. Émerge alors une alternative dont les deux options peuvent chacune sembler mauvaises, sans qu'il soit possible de conclure de manière indiscutable *laquelle est « moins mauvaise » que l'autre* . Dans un tel cas, les services secrets peuvent choisir, au nom de la défense de *l'intérêt national* , de prendre une initiative qui

ne serait jamais validée par le pouvoir exécutif. C'est à la suite d'incidents de ce genre que les services secrets prennent officieusement le pouvoir dans un pays. À titre d'exemple récent assez représentatif de ce cas, il est arrivé dans un pays de l'Asie du Sud-est que l'armée (et donc les services secrets dans ce cas précis) outrepasse ses pouvoirs pour démettre un premier ministre de ses fonctions pour en nommer un autre de son choix. Par « chance », si on peut dire, une large majorité de la population a approuvé ces actions et choix de l'armée [292] .

Un nouveau monde est en gestation, mais le sentiment général est qu'il est en train de se recroqueviller. La religion sert désormais plus souvent des extrémismes vindicatifs que le rapprochement entre les individus et la paix ; les idéologies politiques, fatiguées et à géométries variables, sont en train de former une nouvelle génération de désabusés. Une chose apparaît de manière maintenant certaine : les services secrets sont les pouvoirs exécutifs de demain ; ils le sont déjà dans bien des cas. George Orwell [293] avait raison.

NOTES

[1] *« If you think about spies in most of the 180 or so countries in the world, it's an internal police force used against its own people to keep someone in power. »* – Admiral Mike McConnell – 2008.

[2] Le terme *realpolitik* vient d'une conception allemande de la politique appelée « politique réaliste ». Cette expression fut appliquée pour la première fois à l'attitude d'Otto Von Bismarck qui suivait la voie tracée par Klemens von Metternich dans la recherche diplomatique d'un équilibre pacifique entre empires européens. Puis son usage fut relancé, un siècle plus tard, par l'ancien conseiller spécial à la Maison Blanche, Henry Kissinger, par ailleurs historien spécialiste de la diplomatie et des relations internationales, et grand admirateur de Metternich. Les origines de la *realpolitik* peuvent être recherchées chez Nicolas Machiavel qui, dans son célèbre ouvrage *Le Prince* , publié en 1532, établit que le seul but d'un dirigeant politique devait être la recherche du pouvoir (la *visée réelle*), les questions religieuses et morales n'étant qu'alibis (ou *visées formelles*) fournis au peuple. Le cardinal de Richelieu appliqua les théories de la *realpolitik* lors de la Guerre de Trente Ans, à laquelle il donna le nom francisé de *raison d'État* . Mais, peut-être mieux que Machiavel sut le faire, le sociologue américain et partisan républicain conservateur James Burnham résuma pleinement et exactement les implications de la *realpolitik* dans un remarquable essai titré, *The Machiavelians* , publié en 1943 : ouvrage formateur que tous les cadres du Département d'État et des services secrets américains furent invités à lire à partir des années 1950.

[3] *Intelligence domestique* est une traduction de l'anglicisme *« domestic intelligence »* , couramment employé par les professionnels des services secrets dans tous les pays où l'anglais est la langue dominante. Dans les pays où l'on parle français, on lui a longtemps préféré le terme « sécurité intérieure ».

[4] Le sens donné à l'expression « stabilité économique » peut être très différent d'un pays à l'autre ; il dépend des options politiques et économiques choisies par l'élite dirigeante pour la nation, ainsi que de perceptions d'ordre culturelle sur le long terme.

[5] Ce contrôle est très ancien dans la plupart des pays européens, puisqu'il fut formalisé par l'accession à la noblesse, elle-même *réglée* par un système honorifique et hiérarchique d'attribution de pouvoirs (de chevalier à duc). Pour ce qui concerne l'ère post-monarchique des sociétés, il a été le mieux expliqué et justifié sous les angles sociaux, politiques et économiques par les sociologues Vilfredo Pareto (*Traité de sociologie générale*) et Gaetano Mosca (*Eléments de science politique*). Le contrôle de la circulation des élites

n'est apparu aux États-Unis que vers 1915-1917, après qu'il fut constaté qu'un individu pouvait, à lui seul, prendre des décisions ayant des répercussions importantes sur l'évolution de l'économie à l'échelle de tout le pays (cas de John D. Rockefeller, en particulier).

[6] Exemples : introduction d'une bactérie dans une denrée alimentaire, pollution d'une station de distribution d'eau potable, introduction de virus informatiques ou de logiciels d'espionnage, dissémination d'informations erronées visant à pousser une entreprise à commettre une erreur, etc.

[7] Concernant les missions de surveillance des télécommunications et des signaux radioélectriques, le lecteur désireux d'en savoir plus sur ce sujet est invité à consulter *Wikipedia* , en utilisant les mots clef « COMINT » et « SIGINT ».

[8] Typiquement, un *analyste* des services secrets lit une centaine de pages de texte (A4) quotidiennement, à partir desquelles il rédige une *note de synthèse* qu'il remet à son *chef analyste* .

[9] Les services secrets utilisent fréquemment le mot « collection » lorsque parlant spécifiquement de la « collecte d'informations » *ouvertes* et *fermées* , plutôt que « renseignement » ou « espionnage ».

[10] Les services secrets parlent d'« informations ouvertes » lorsque faisant allusion à des informations susceptibles d'être intéressantes, cependant publiquement et librement diffusées. Ils parlent d'« informations fermées » lorsque s'agissant d'informations confidentielles ou classifiées, c'est-à-dire censées être secrètes (et qui ont donc dû être volées par un agent ou grâce à l'emploi d'un moyen technique). Ils parlent également d'informations « blanches », « grises » et « noires », c'est-à-dire de *publiques* à *confidentielles* respectivement, avec un niveau intermédiaire (*gris*) pour les informations qui ne sont pas « hautement confidentielles » mais qui ne sont pas non plus censées être colportées partout (par exemple, les notes internes d'une entreprise relèvent de l' *information grise* , tant que cette dernière ne souhaite pas que des individus autres que les membres de son personnel puisse y avoir accès).

[11] Carl Von Clausewitz, *De la Guerre* , 1832.

[12] La création de faux mouvements contestataires fut une invention du ministre de la police français sous le 1 er Empire, Joseph Fouché, qui en eut l'idée pour attirer et mettre hors d'état de nuire des groupuscules de conspirateurs divers qui projetaient d'assassiner Napoléon Bonaparte. L'idée fut, par la suite, étendue à la création de véritables partis politiques devant demeurer sous le contrôle discret de l'État, par l'intermédiaire d'unités spéciales de la police et des services secrets, afin de prévenir l'émergence de vrais partis politiques indépendants et incontrôlables ou qui pouvaient être créés par des services secrets étrangers.

[13] Tel a été notoirement le cas, en France, de Rouhollah Mousavi Khomeini (devenu par la suite l'Ayatollah Khomeini), qui, en tant que réfugié politique dans ce pays (officiellement avec un visa de touriste) bénéficia d'égards et d'un traitement exceptionnels (hébergement à Neauphle-le-Château dans une grande demeure bourgeoise, domestiques, et important dispositif de protection par les autorités du pays, et par ses services secrets en particulier).
[14] Les services secrets emploient le mot *cible* pour désigner l'objectif visé par une mission, lequel peut-être, indifféremment, un pays, une administration ou une entreprise, un individu. L'usage du mot *cible* , lorsqu'il désigne un individu, permet de déshumaniser celui-ci, et ainsi de faciliter la tâche des employés et agents chargés de lui nuire. Aussi, l'anonymat du mot *cible* permet de ne pas nommer un individu par son nom, ce qui est parfois nécessaire lorsqu'il est jugé préférable que des employés ou des agents des services secrets n'en aient pas connaissance.
[15] Ce type d'opération est couramment appelée « exfiltration » par les services secrets et unités d'élite concernées.
[16] En l'an 2000, la diplomatie américaine a adressé un avertissement à la France, lui demandant de bien vouloir cesser d'envoyer des espions sur son territoire, ou, à tout le moins (sans humour) d'en diminuer le nombre. Un grand nombre de ces espions envoyés aux États-Unis transitent par le Canada, et utilisent régulièrement ce pays comme « base avancée » ou de « retraite » rapide et discrète. D'une manière générale, le Canada — la province du Québec en particulier — est depuis fort longtemps une véritable « plaque tournante » de l'espionnage français dirigée contre les États-Unis ; mais on y trouve aussi des espions de plusieurs nationalités, à l'image de ce que fut l'Autriche, comme « plaque tournante » de l'espionnage entre le bloc de l'Ouest et celui de l'Est durant la Guerre froide. On rencontre aussi au Canada, et toujours au Québec en particulier, beaucoup de déserteurs de l'armée américaine. Il en résulte que le contre-espionnage américain est également très actif dans cette région du monde, aux fins de limiter, à tout le moins, ces actions d'espionnage, de terrorisme, et aussi de propagande noire, dirigé contre les États-Unis. La France, pourtant officiellement alliée des États-Unis, a même installé une station d'espionnage radioélectrique (télécommunications, COMINT) dirigée contre les États-Unis dans les îles Caraïbes.
[17] L'origine du mot « taupe » dans l'espionnage vient de Russie. Il désigne familièrement un traître au sein du personnel d'un service secret. Il s'agit d'une métaphore qui doit au fait que la taupe vit cachée sous terre, où elle creuse des galeries qui empêchent quiconque de savoir exactement où elle se trouve, ce qui lui permet de ponctuellement sortir de sous la terre, généralement là où on ne l'attend pas.
[18] Dans beaucoup de services secrets, il existe une véritable peur du Service de sécurité intérieure (ou de son équivalent), et leurs employés redoutent d'être un jour soupçonnés à

tort d'avoir livré des informations à l'ennemi. Une anecdote, vieille de quelques années, rapporte que les employés du quartier général de la CIA, à Langley, dans l'État de Virginie, s'abstenaient de prendre les quelques piécettes rendues et oubliées dans les distributeurs automatiques de boissons, par peur d'être pris en flagrant délit de mensonge au test *polygraphe* (détecteur de mensonges) au moment de répondre à la question « avez-vous volé quelque choses durant les derniers mois ? ». C'est pourquoi on trouvait fréquemment de petits tas de pièces de monnaie abandonnées en haut de ces distributeurs.

[19] Le lecteur sera peut-être surpris d'apprendre que le Service de sécurité intérieur des Services secret français (la DGSE) est assuré par une majorité d'employés détachés de la gendarmerie. De même qu'il pourra être surpris d'apprendre que son Service de sécurité extérieur (dont les gardes de l'entrée, vêtus de ces étranges uniformes gris olive ressemblant fortement à ceux des policiers en uniforme de l'ex Allemagne de l'Est [« *Vopos* »]), sont officiellement employés et salariés par une société privée de gardiennage et de sécurité.

[20] Depuis un incendie survenu dans un bâtiment du quartier général de la DGSE, boulevard Mortier, à Paris 20 e , il y a quelques années, est apparue une véritable crainte que ce genre d'incidents se reproduise. Ceci y a justifié l'installation d'importants dispositifs de détection de l'incendie, de portes coupe-feu dont la fermeture est électriquement commandée depuis une centrale. Ces mêmes dispositifs ont bien sûr été installés dans ses bâtiments annexes secrets et régionaux.

[21] Les services secrets parlent de *couverture* (ou d' *activité de couverture*) pour désigner une activité officielle plausible devant cacher la pratique d'activités secrètes et/ou illégales. La *couverture* de l'agent ou de l'employé des services secrets est la prétention d'une profession quelconque entretenant souvent quelque rapport avec sa véritable spécialité clandestine. Exemples : un psychiatre des services secrets aura un cabinet de psychiatrie, et il devra se débrouiller pour avoir quelques clients réguliers. L'agent du contre-espionnage aura un authentique emploi d'officier de police ou de gendarme, assorti d'une autonomie assez large pour pouvoir se consacrer à ses véritables occupations. Un chef analyste sera salarié par une université où il fera un peu de présence. Un analyste travaillera pour une petite organisation non-gouvernementale spécialisée en géopolitique, stratégie, géo-économie, ou dans une école spécialisée, etc.

[22] Dans de grandes villes de quelques pays, il existe également des « mini quartiers » secrets où sont logés des employés des services secrets ; ceci permet de faciliter leurs sécurités et surveillances, et bien sûr d'alléger considérablement leurs coûts. Il est possible que *le village* de la célèbre série télévisée britannique, *Le Prisonnier* , ait été inspiré d'un de ces authentiques villages des services secrets. Dans un pays d'Europe de l'Ouest où les services secrets ont converti une base militaire souterraine proche de la capitale en grand

centre de surveillance de l'Internet, toutes les maisons particulières qui se trouvent autour, ou presque, servent au logement des employés, et même d'annexes opérationnelles.

[23] On remarque tout de même que, dans la plupart de ces communautés du renseignement, il y a toujours un service « leader » ou « maître », et que celui-ci est presque toujours le « service secret » au sens populaire du terme, c'est-à-dire celui qui est chargé de la mission d'espionnage à l'extérieur des frontières, en principal : la CIA aux États-Unis, le KGB, puis le SVR en Russie, le MI6 en Angleterre, la DGSE en France…

[24] Ceci a aussi valu à plusieurs services secrets d'être métaphoriquement comparés à des pieuvres, et à des araignées et leurs toiles, depuis des temps aussi reculés que l'immédiat après Première Guerre mondiale, puis à des méduses.

[25] Le ministre de l'armement de l'Allemagne nazie, Albert Speer, a donné, dans ses mémoires qu'il écrivit plus tard en prison, de telles proportions concernant l'Allemagne (nazi et avant cette période), la Russie et l'Angleterre (Albert Speer, *Au Cœur du III e Reich*).

[26] L' *International Journal of Intelligence and Counterintelligence* est une revue indépendante sérieuse, professionnelle et respectée du monde du *renseignement* . Elle existe maintenant depuis de nombreuses années, et est éditée par l'éditeur britannique Taylor & Francis Group.

[27] Le *recrutement sous un faux drapeau* (les services secrets utilisent également l'anglicisme *« false flag recruitment »*) désigne une tromperie qui prend place au moment du recrutement de l'agent, laquelle consiste de la part de son recruteur à se faire passer pour ce qu'il n'est pas, et, plus précisément, à se présenter comme un espion au service d'un autre pays que celui qui l'emploie. Par exemple, un recruteur des services secrets français prétend recruter au nom des services secrets israéliens, d'une organisation terroriste, d'une puissante entreprise privée, voire d'une organisation mafieuse. Cette technique, très courante, permet de mieux égarer la recrue, en prévision du moment où l'on n'aura plus besoin d'elle, et où celle-ci pourra alors réagir en cherchant à exposer publiquement ceux qui l'on recruté ; soit comme l'expression d'une forme de représailles, soit dans l'espoir d'en tirer une reconnaissance ou une récompense quelconque « pour services rendus ». Le recrutement *sous un faux drapeau* est également utilisé pour tromper une recrue dont on sait qu'elle a des sympathies, par exemple, pour un certain pays ; le recruteur se présente alors comme un agent secret de ce pays, ce qui facilite beaucoup les relations et stimule la recrue dans son travail. L'un des enseignements que reçoivent les recruteurs et officiers-traitants des services secrets à ce propos dit qu'« il ne faut jamais tenter de changer les croyances d'une recrue », mais plutôt s'en servir.

[28] On peut se faire une idée plus précise du profil psychologique et des comportements typiques des officiers traitants avec leurs agents grâce au cinéma. L'acteur Anthony Hopkins a, dans le film *La Faille* , le profil et le comportement typiques de l'officier traitant

qu'il n'y incarne pourtant pas ; même chose pour l'acteur Bernard Giraudeau dans *Une Affaire de goût* (2000) ; pareillement pour l'acteur Maurice Garrel dans *La Discrète* (1990).

[29] Couramment, les informations grises sont des documents internes à des entreprises privées ou à des services d'État, tels que des ministères, des services de police et l'armée. Un manuel d'utilisation d'un nouveau matériel militaire, par exemple, est une information grise.

[30] Un programme informatique (logiciel) peut également être assimilé à une *information solide.*

[31] Pour ce qui concerne les photos prises par satellite, il existe un autre analyste qui a appris à identifier des formes aux contours souvent imprécis (shelters à munitions, types d'avions, véhicules, etc.) et à les différencier (si possible) de leurres.

[32] Les services d'analyse des services secrets utilisent à peu près tous une grille d'évaluation de la qualité des informations qu'ils reçoivent. Une note alphanumérique pour chaque information importante que l'analyste reçoit est évaluée selon deux critères exprimant chacun une valeur (de A à F et de 1 à 6) : respectivement, la qualité de l'information (photo, document officiel, propos tenu par fonctionnaire ou quelqu'un d'autre, etc.), et la fiabilité de celui qui a rapporté cette information (*source*).

[33] La formulation de ce genre d'avis doit être indiquée selon un indice ou degré de probabilité, tel que « certain », « très vraisemblable », « vraisemblable », « peu vraisemblable », « impossible ».

[34] L'accès à la connaissance dans les services secrets est strictement codifié et réglementé, et on y parle de « besoin d'en s'avoir ». Ainsi un agent, un employé, un chef, jusqu'au directeur lui-même, ne doit savoir des activités des services secrets que ce qui est indispensable à l'accomplissement des tâches qu'on lui confie, à sa mission, à son rôle ; rien de plus. Il en est ainsi dans tous les services secrets du monde ; à la CIA et au FBI, on parle de *« need to know »* .

[35] Au sein des services secrets d'un pays qui est officieusement sous le contrôle d'un autre, plus puissant, un surveillant, agent du service secret étranger, a été placé dans chacun de ses départements. La présence de ces « observateurs permanents » y a été officialisée sous le prétexte de la nécessité qu'un « candide » (c'est le terme exact qui est effectivement employé, par exemple, dans un service secret européen) puisse « témoigner auprès d'un *comité de coordination et de contrôle* du bon fonctionnement de la communauté du renseignement ». Dans ce cas, le parfait *cloisonnement* n'existe évidemment plus. Dans certains services secrets, le lecteur ne manquera sans doute pas de s'en étonner, ce candide est plutôt nommé « responsable syndical », ce qui lui fournit alors un prétexte valable pour rencontrer physiquement tous les personnels d'un service, et ainsi surveiller leurs activités pour le compte des services secrets du *pays maître* . Dans de

tels cas, un antagonisme s'installe bien vite entre le chef de service et le *candide* , ou le *délégué syndical* , exactement comme dans une entreprise privée. Ce système a été imaginé par les Russes à l'époque de la Guerre froide pour contrôler (entre autres cas, tels que les services de police ordinaire, l'armée et les entreprises du secteur de la défense) les services secrets des pays *satellites* .

[36] Au moins un service secret occidental considère, en effet, que ses agents et officiers-traitants sont leurs *mercenaires* ; c'est exactement le terme qui est officieusement et couramment employé. Cette perception du collaborateur extérieur par les services secret se base sur la description du mercenaire et de l'usage qui doit en être fait selon Machiavel dans *Le Prince* — le mercenaire ne mérite aucune considération ; il est un « consommable » dont on est amené à se débarrasser après usage.

[37] Au lecteur qui souhaiterait accéder à un développement de ce point, on peut recommander, tout particulièrement, la lecture d'ouvrages tels que *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars* , 1990, par l'historien George L. Mosse ; *Réflexions sur la violence* (sec. éd. 1919), par George Eugène Sorel.

[38] Il est ici fait allusion, tout particulièrement, à *La Guerre du Péloponnèse* , par Thucydide (460 à 400 env. avant J.-C.).

[39] *Le Testament politique* de Frédéric II de Prusse, ouvrage long de 250 pages environ dans sa version publiée, est encore actuellement particulièrement difficile à se procurer, car, dans pratiquement tous les pays, aucun éditeur ne le réédite. Ce livre est généralement censuré au prétexte d'un paragraphe jugé antisémite, mais ce n'est pas ce qui dérange réellement ses censeurs. Frédéric II avait rédigé ce *Testament* comme un document secret réservé à l'attention exclusive de ses successeurs ; ceux qui suivent ses conseils aujourd'hui le considèrent que sa lecture est complémentaire aux œuvres de Machiavel.

[40] Dans le cas des personnels officiellement employés par l'armée ou par des entreprises « privées » produisant du matériel militaire ou assimilé (aéronautique), il est possible de leur faire signer un document administratif les engageant à ne pas révéler des informations officiellement classifiées par l'État (confidentiel-défense, secret-défense, très-secret, etc.). Dans ce cas, la divulgation de secrets relève du droit pénal, et peut donner lieu à une peine d'emprisonnement.

[41] Le coupable de la divulgation du secret pourra toutefois être jugé par un tribunal militaire s'il est officiellement un militaire, mais ce jugement et la peine correspondante ne seront pas rendus publics, puisqu'il s'agit d'une procédure interne à l'armée.

[42] L'adhésion à la foi catholique posa de sérieuses difficultés à l'ex-directeur de la CIA, William Colby (1920-1996), au point que quelques historiens et journalistes qui jugent suspectes les circonstances de son décès l'attribuent en partie à cette croyance spécifique. Citons, à cet égard, cette anecdote disant qu'Henry Kissinger, conseiller spécial à la Maison

Blanche sous le mandat présidentiel de Richard Nixon, a un jour flagorné de manière ambigüe William Colby alors que ce dernier se rendait à une convocation du président, en lui disant : « Alors, on va à *confesse* ! ». On relèvera le cas très similaire, avec les mêmes suspicions, de John Fitzgerald Kennedy qui fut le premier et le dernier président américain de confession catholique.

[43] A l'occasion d'une interview qu'il accorda à la chaîne de télévision française Canal+, l'ex-directeur de département des services secrets français, Maurice Dufresse, qui écrivit sous le nom de plume de Pierre Siramy, *25 ans dans les services secrets* , compara la DGSE à « une petite Corée du Nord ».

[44] On peut voir une représentation fictionnelle et métaphorique de ce fait dans le film fantastique *The Matrix* (1999), réalisé par les frères Andy et Lana Wachowski. La distorsion des réalités, ainsi que l'état d'appauvrissement matériel dans lesquels est placé le personnage central du film, « Neo », correspondent assez bien, toujours d'un point de vue évidemment métaphorique, à ce qu'est la vie d'un agent secret des temps modernes. Car il n'est pas rare, en effet, que comme on le fait pour Neo dans *The Matrix* , les services secrets fassent croire à une recrue qu'elle est un « élu » en attente de son « état de grâce » (une énorme promotion qu'on lui laisse entièrement imaginer, puisque rien de concret ne lui est promis) ; c'est, dans ce cas, la « carotte » que l'on agite devant elle pour la faire avancer et accepter le pénible quotidien de sa « nouvelle vie ». Certains services secrets présentent leurs recrutements comme des épreuves initiatiques, lesquels sont dans ce cas inspirées de contes et de légendes, tels que, par exemple, la *Divine Comédie* de Dante, avec un début qui est l'« enfer », puis un « purgatoire » (guère mieux que l'enfer dans les faits) et enfin un « paradis » dont la recrue doit ignorer qu'il sera plus réel que métaphorique, puisque l'accès supposé à celui-ci sera sa mort. On remarque, avec ce dernier exemple, la grande similitude avec le paradis musulman promis aux terroristes islamistes en échange de leurs dévouements et sacrifices.

[45] Les services secrets des pays anglo-saxons parlent de *« denial of self-fulfillment »* , que l'on pourrait traduire par « déni du droit d'une personne à faire ce qu'elle veut de sa vie ».

[46] Un de ces suicides collectifs japonais fut filmé de loin par des troupes américaines sur une île du pacifique qu'elles étaient en train de prendre d'assaut. On y voit, en effet, une foule d'hommes de femmes et d'enfants qui se jette délibérément du haut d'une falaise abrupte, dans les rochers quelques mètres plus bas, où de nombreux corps gisant ensanglantés se sont déjà accumulés.

[47] Le lieutenant Iroo Onoda, né en 1922, est toujours vivant en ce début d'année 2013. Il a écrit un livre dans lequel il raconte comment il survécut durant 30 années, isolé en pleine

jungle, et pourquoi il avait refusé de se rendre durant si longtemps (Iroo Onoda ; *No Surrender : My Thirty-year War* , Naval Institute Press, 1999, première publication en 1976).

[48] Les services secrets de plusieurs pays utilisent le mot *légende* pour nommer une biographie falsifiée d'agent secret, devant étayer l' *activité de couverture* que l'on choisira pour lui. Comme une partie plus ou moins importante de ces biographies doit être fausse, les points falsifiés doivent être difficiles à contester. Typiquement, et entre autres exemples, la fausse biographie peut faire mention d'un diplôme ou de publications d'articles concernant des spécialités particulièrement rares que ne maîtrise qu'une infime partie de la population universitaire ; ou elle peut faire mention de postes fictifs occupés dans des entreprises complices des services secrets. Il n'est pas si rare qu'une université, même prestigieuse et fort connue, délivre un diplôme à un agent qui n'y a fait qu'un court séjour, juste pour pouvoir en parler en cas de tentative de vérification ultérieure. Et la falsification de ce genre peut aller très loin, ainsi qu'en témoigne ce cas authentique d'un agent d'une grande puissance occidentale qui, grâce à un faux diplôme délivré dans les conditions évoquées ci-dessus, a obtenu un poste d'enseignant dans une université d'un pays du Nord de l'Europe ; cet agent avait, heureusement pour lui, un peu potassé son sujet.

[49] Ce fait a récemment été évoqué par un ex-directeur de département des services secrets français, Maurice Dufresse, qui écrit sous le nom de plume de « Pierre Siramy », dans son livre *25 ans dans les services secrets* , Flammarion éd., 2010.

[50] Un concours de circonstances, purement fortuit et sans rapport aucun avec le sujet des services secrets, a produit une réplique visible exacte de la manière dont se comportent ordinairement les services secrets avec leurs agents sous la forme des spots télévisés d'une campagne de publicité, aux États-Unis, pour la marque de dentifrice *Crest* , titrée *« You can say anything with a smile »* (*Vous pouvez tout dire avec le sourire*). Cette campagne fut accueillie par le public avec une certaine réserve, on peut comprendre pourquoi. Il est encore possible de trouver des vidéos des spots de cette campagne sur Internet, en tapant son titre et le nom de cette marque de dentifrice.

[51] Des récits anciens datant de plusieurs siècles rapportent qu'il fut dans les usages en Chine que les envoyés diplomatiques doivent mimer les joie, colère, indignation et toutes autres expressions faciales et corporelles des seigneurs qui les envoyaient, au moment de délivrer leur messages.

[52] Le *syndrome de Stockholm* désigne la propension des otages partageant longtemps la vie de leurs geôliers à développer une empathie, voire une sympathie, ou une contagion émotionnelle avec ces derniers. L'expression « syndrome de Stockholm » a été inventée par le psychiatre Nils Bejerot en 1973. Ce comportement paradoxal des victimes de prises d'otages fut décrit pour la première fois en 1978 par le psychiatre américain Frank Ochberg,

en relation avec un fait-divers qui eut lieu en cette même ville. Extrait : *Wikipedia* , « Syndrome de Stockholm ».

[53] Il y a quelques années, une des jeunes étudiantes qui ont suivi le même parcours, surdouée elle aussi, disparut sans laisser de traces en rentrant un soir chez elle, en plein milieu de la capitale étrangère où elle était allée faire ses études. Les caméras de vidéosurveillance placées dans quelques artères de cette ville ont montré des vues de cette jeune fille, marchant à pied, seule, jusqu'à peu près à mi-chemin de son parcours alors qu'elle semblait effectivement se rendre à son logement. Aucun corps pouvant correspondre à celui de cette jeune fille n'a jamais été retrouvé ; il n'y eut aucun témoignage de quoi que ce soit qui aurait pu sembler anormal la concernant.

[54] On peut trouver un témoignage éloquent des règles particulières de la promotion au sein des services secrets rapporté par Claude Silberzahn, directeur des services secrets français (DGSE) de 1989 à 1993. *« …grande fut ma stupéfaction de m'entendre dire :* "Monsieur le Directeur général, ça ne sert à rien que vous donniez ce plus au commandant X, mieux vaut le donner au commandant Y auquel ça profitera. Tandis qu'à X, qui est sans doute très bon ici et bien meilleur qu'Y, ça ne servira à rien... Il ne sera jamais colonel, de toute façon !" *Incroyable ! À trente ou trente-cinq ans, un officier est sur la bonne trajectoire ou n'existe déjà plus. Les dés en sont jetés. S'il n'est pas passé par le cursus imposé, s'il n'a pas intégré l'École de guerre au moment où il le fallait, c'en est fini de sa carrière. »* Claude Silberzahn, *Au Cœur du Secret* , p. 51 Fayard éd. 1995.

[55] Le romancier britannique Graham Green choisit pour titre d'un roman d'espionnage qu'il publia en 1978, *Le Facteur humain* (*The Human Factor*) ; ce choix n'a rien d'un hasard puisqu'il fut réellement employé par les services secrets de son pays, le MI6.

[56] Les psychologues, en particulier, ne sont pas cités ici, car un nombre important d'employés et de collaborateurs non-contractuels des services secrets ont un diplôme de psychologie ou ont suivi des études de psychologie.

[57] C'est aussi pourquoi un « courage exceptionnel » n'est pas une qualité attendue chez la recrue des services secrets, contrairement à ce que le grand public croit ; bien au contraire. Les services secrets redoutent ceux « qui n'ont peur de rien », puisqu'ils doivent nécessairement avoir peur de la sanction pour être *opérationnels* . L'ancien cadre des services secrets français et coordinateur de ceux-ci durant la période de la Guerre d'Algérie, Constantin Melnik, dit que « le courage n'est pas une vertu, mais une caractéristique physiologique médicalement explicable ». Relire à ce propos l'extrait du *Testament politique* de Frédéric II de Prusse, reproduit au chapitre titré *La vie de « l'employé » des services* , qui explique que c'est par le recours à la peur, au contraire, qu'il est possible de contraindre des hommes à aller affronter un danger.

[58] L’apparition du trouble psychologique n’est pas le seul mal que les services secrets redoutent chez leurs employés ; il y a aussi les affections et maladies psychosomatiques dues au stress, telles que les maladies cardiovasculaires, les ulcères, les affaiblissements et dérèglements du système immunitaire et ses suites. Accessoirement, et qui préoccupent moins les services médicaux des services secrets, un nombre anormalement élevé de ses employés contractent : des affections cutanées (herpès, eczéma, etc.), asthme, allergies… Ce fait justifie en grande partie les visites médicales régulières et très complètes auxquelles doivent se soumettre les employés de nombreux services secrets (tous les 1 à 2 ans, en moyenne).

[59] La *dissonance cognitive* est un concept de psychologie élaboré par Léon Festinger et présenté dans le livre *L’Échec d’une prophétie* , publié en 1956 en collaboration avec Henry Riecken et Stanley Schachter. Selon cette théorie, l’individu en présence de cognitions (« connaissances, opinions ou croyances sur l’environnement, sur soi ou sur son propre comportement ») incompatibles entre elles, éprouve un état de tension désagréable : c’est l’état de « dissonance cognitive ». Dès lors, cet individu mettra en œuvre des stratégies inconscientes visant à restaurer un équilibre cognitif. Ces stratégies sont appelées « modes de réduction de la dissonance cognitive ». L’une des stratégies pour réduire la dissonance cognitive consiste à modifier ses croyances, attitudes et connaissance pour les accorder avec la nouvelle cognition ; elle est appelée « processus de rationalisation ». Source et extrait de *Wikipedia* , « Dissonnance cognitive ». Les cas de dissonance cognitive sont relativement fréquents chez les agents qui doivent mener une double vie et faire cohabiter dans leurs esprits deux échelles de valeurs ; mais le contexte très particulier dans lequel ils se produisent mène souvent à une dépression — chez les agents femmes en particulier. Il est plus fréquent encore chez les agents doubles, et il est souvent suivi ou précédé, dans ce cas particulier, d’alcoolisme.

[60] Le *syndrome d’épuisement professionnel* est une maladie caractérisée par un ensemble de signes, de symptômes et de modifications du comportement en milieu professionnel. Des modifications morphologiques, fonctionnelles ou biochimiques de l’organisme du sujet atteint sont observées dans certains cas. Le diagnostic de cet état de fatigue classe cette maladie dans la catégorie des risques psychosociaux professionnels, et comme étant consécutive à l’exposition à un stress permanent et prolongé. Source et extrait de *Wikipedia* , « Syndrome d’épuisement professionnel ».

[61] Selon les théories psychanalytiques, le *comportement passif-agressif* peut être un mécanisme de défense qui, le plus souvent, n’est que partiellement conscient. Une personnalité passive-agressive n’exprime extérieurement son agressivité qu’à travers une façade passive. Par exemple, ce type de personnalité exprime la colère principalement de manière subtile, par des insinuations ou des comportements non-verbaux, souvent niés si

ces comportements sont explicités par le sujet qui les subit. L'expression *passif-agressif* peut s'appliquer à une attitude en particulier ou une personnalité en général. Elle désigne un comportement passif d'obstructionnisme, de résistance ou d'évitement dans les relations interpersonnelles ou les activités. Cette attitude peut se manifester sous forme de ressentiment, d'entêtement, de procrastination, d'acrimonie, d'échec répété à accomplir une tâche dont la personne est — souvent explicitement — responsable. Il est spécifiquement décrit par une majorité de psychiatres français comme : *un trouble de la personnalité s'exprimant par une humeur labile, une intolérance aux changements et une difficulté à établir des relations sociales.* Dans une large majorité de cas, le seul traitement offert aux agents ayant un comportement passif-agressif, fréquent dans leur cas, est une *punition* (privation progressive de ressources vitales ou/et de petits privilèges) devant les convaincre de se comporter normalement.

[62] Le *service de sécurité intérieure* doit être également consulté lors de la manifestation de comportements jugés anormaux ou inhabituels chez un employé, car ceux-ci accompagnent fréquemment le stress normal suivant un acte de trahison ou une faute grave. Par exemple, tous les services de contre-espionnage ont remarqué une apparition fréquente de l'alcoolisme suivant un acte de trahison. L'Histoire des services secrets regorge d'exemples de traîtres et autres « taupes » qui devinrent alcooliques peu après le début de leurs trahisons.

[63] Le *trouble de la personnalité borderline* désigne de nombreuses anomalies psychologiques caractérisées par une variabilité des émotions. La caractéristique la plus importante de ce trouble est l'instabilité importante dans les relations interpersonnelles, dans l'image et l'identité de soi, dans les émotions et dans l'impulsivité. On trouve aussi une insécurité interne constante et des attitudes de mise à l'épreuve de l'entourage incessantes. Une de ses modalités défensives est le passage à l'acte comme décharge de l'angoisse. Autrement dit : la femme ayant une *personnalité borderline* est souvent « facile » pour un homme, mais une relation amoureuse avec elle peut tout aussi facilement être suivie de conséquences catastrophiques si cet homme est marié.

[64] La *sociopathie* , également appelée *trouble de la personnalité antisociale* , est considérée comme un trouble de la personnalité dont le critère principal d'identification est une capacité limitée, pour les personnes montrant les symptômes du trouble, à ressentir les émotions humaines, aussi bien à l'égard d'autrui qu'au leur. C'est ce qui peut expliquer leur manque d'empathie quand ils sont confrontés à la souffrance des autres, témoignant d'une incapacité à ressentir l'émotion associée à l'empathie ou la souffrance. Cependant, les individus atteints de trouble de la personnalité antisociale ont souvent des problèmes avec les figures d'autorité. Source : *Wikipedia* ; « Personnalité antisociale ».

[65] Les micro-expressions sont des expressions faciales extrêmement brèves (de 1/15 à 1/25ème de seconde) et involontaires que le visage humain exprime en fonction des émotions vécues, ce qui les rendent quasiment indétectables pour une large majorité de personnes. Les micro-expressions apparaissent généralement lors de situations où les enjeux qui en découlent sont élevés, quand des personnes ont quelque chose à gagner ou à perdre. À la différence des expressions faciales, il est très difficile de feindre ou d'imiter une *micro-expression* . Les micro-expressions expriment, suivant les chercheurs, entre six à dix émotions universelles : le dégoût, la colère, la peur, la tristesse, la joie, la surprise, le mépris. Cependant, pour quelques personnes ayant reçu une formation adaptée, il devient facile d'identifier les micro-expressions, en visionnant au ralenti une vidéo du visage d'un individu durant une interview ou son interrogatoire. Tous les services secrets du monde utilisent également cette technique pour analyser les discours et déclarations des personnalités politiques. Cette technique a été systématiquement utilisée pour analyser les expressions faciales du leader terroriste islamiste Ossama Bin Laden. Détail qui semblera sans doute amusant au lecteur : les experts et employés des services de contre-espionnage, très au fait du risque de se trahir par les micro-expressions, portent fréquemment la barbe dans ce seul but pour cacher le bas de leur visage, et non par simple choix personnel. Quelques joueurs de poker professionnels portent aussi la barbe pour les même raisons (en sus de lunettes noires et casquette ou chapeau), puisque des tests ont démontré qu'ils sont, en moyenne, plus performants que les agents du contre-espionnage, les policiers et les agents des douanes pour dire si une personne ment ou pas. L'ex-officier de renseignement britannique, et traitre à son pays en faveur de l'ex-Union Soviétique, « Kim » Philby, avait une micro-expression qui revenait presque toujours lorsqu'il mentait : il s'humectait rapidement les lèvres du bout de la langue une petite fraction de seconde après avoir dit un mensonge. On ne put le remarquer qu'en visionnant au ralenti un film d'une interview qu'il accorda à la BBC, peu avant qu'il s'échappe en Union Soviétique.

[66] Si le détecteur de mensonge (ou *polygraphe*) a largement été popularisé par le cinéma, le *voice stress analyzer* , ou « appareil de détection du stress dans la voix », est beaucoup moins connu. Les services de contre-espionnage américains découvrirent cette technique de détection du mensonge à l'occasion de tentatives d'analyse du spectre de fréquences de la voix, lors d'écoutes téléphoniques. Le *voice stress analyzer* a une performance jugée utile sous certaines conditions seulement. Tout comme c'est le cas pour le détecteur de mensonges classique, le *voice stress analyzer* n'est pas considéré comme assez fiable dans le but d'obtenir des éléments recevables devant un tribunal. C'est pourquoi il n'est employé que par quelques services de contre-espionnage pour étayer d'éventuels soupçons, à l'occasion de réponses à des questions précises, et lorsque celui qui est ainsi analysé est en situation de stress.

[67] L’auteur français de romans et d’essais sur le thème de l’espionnage, et historien des services secrets, Gilles Perrault, a écrit un récit de fiction particulièrement réaliste, titré *Dossier 51* (1969), qui décrit avec une grande méticulosité toutes les étapes du recrutement hostile d’un diplomate par les services secrets, opération durant laquelle les psychiatres occupent un rôle très important et déterminant. Ce récit a fait l’objet d’une adaptation cinématographique réussie par le réalisateur Michel Deville en 1978.

[68] Les services secrets nomment *boîte-au-lettres morte* un endroit convenu et secret entre un agent (espion) et un « courrier » du service secret qui l’a recruté, où peuvent être temporairement cachées toutes sortes de choses : sommes d’argent, documents et autres messages, matériel spécifique d’espionnage… La cache de cet endroit peut être un trou fait au pied d’un arbre en pleine campagne, une brique de mur descellée derrière laquelle se trouve une petite cavité, le tube d’une rambarde métallique de pont, etc. Les services secrets disent qu’une *boîte-aux-lettres morte* est « chargée » lorsque quelqu’un vient d’y déposer quelque chose. Et dans ce cas, celui qui a chargé cette *boîte* le fait savoir au destinataire en plaçant un sticker anodin contre un pied de panneau indicateur routier, ou un poteau électrique ou de luminaire urbain ; il peut aussi y écrire une marque visible à l’aide d’un feutre-marqueur ou d’une craie. Les deux correspondants ont préalablement convenu de l’endroit où devait se trouver cet indicateur, et ils passent devant à des dates et selon une périodicité précises. Un indicateur de « chargement de boîte-aux-lettres morte » tracé à la craie offre l’avantage de disparaître rapidement sous l’action des intempéries, ce qui n’oblige pas celui qui en est l’auteur à revenir le faire disparaître après que la livraison soit effectuée. Le système de la *boîte-aux-lettres morte* a été imaginé pour permettre à deux individus de s’échanger toutes sortes de choses, sans avoir pour cela à se rencontrer physiquement ni à devoir se connaître.

[69] Parlant d’une photographie prise par satellite, une « résolution de 10 centimètres » signifie que celle-ci peut montrer des détails ayant 10 centimètres de côté « au plus petit ». Les satellites espions dédiés à la prise de photographie les plus récents et les plus performants sont capables d’une résolution égale ou légèrement inférieure à 5 centimètres, ce qui ne permet donc pas de les utiliser pour reconnaître des visages, et moins encore pour lire des plaques d’immatriculation, ainsi que le montrent quelques films d’espionnage. Lorsque les services secrets veulent atteindre cette dernière performance, ils s’en remettent alors à des hélicoptères équipés de puissantes caméras ou à de petits drones silencieux (avions et « multi-coptères ») volant à basse altitude. Des années durant, et encore aujourd’hui, le FBI a régulièrement utilisé de petits avions de tourisme pour effectuer de telles surveillance et reconnaissance, un moyen qui permet aussi de faire des filatures d’automobiles sur de très longues distances. L’usage de l’hélicoptère pour des filatures est plus rare, parce que plus coûteux et moins discret.

[70] *Collaborer* , dans ce contexte, ne doit pas être interprété comme une collaboration active et consciente, mais plus certainement comme une tromperie quelconque visant à faire croire à un but sans rapport aucun avec la véritable mission en cours. Globalement, dans le contexte des services secret, une *collaboration* comprend rarement une réciprocité dans la transmission d’informations.
[71] Un tel appareil peut être librement acheté sur Internet auprès de certains marchands de nos jours.
[72] La certitude qu’ils raisonneront ainsi est basée sur les résultats de l’« expérience de Milgram », une expérience de psychologie réalisée entre 1960 et 1963 par le psychologue américain Stanley Milgram (1933-1984). Cette expérience cherchait à évaluer le degré d'obéissance d'un individu devant une autorité qu'il juge légitime, et à analyser le processus de soumission à l'autorité, notamment quand elle induit des actions qui posent des problèmes de conscience au sujet. Lire *Expérience de Milgram* sur *Wikipedia* pour en savoir plus.

[73] FM, pour *Frequency Modulation* (modulation de fréquence).
[74] Un récepteur radio FM ordinaire, pour l’écoute des stations de radio, couvre une plage de fréquences comprise entre 86, au minimum, et 109 MHz, au maximum, en moyenne.
[75] Les services secrets utilisent aujourd’hui, et depuis des années, des caméra-espions dont la « lentille » est une fibre optique d’un diamètre qui peut être très inférieur à 1 millimètre. Ces extrémités de fibres optiques sont très difficiles à repérer, même lorsqu’installées en plein milieu d’un mur. On en installe parfois dans la fente d’une vis pour mieux les dissimuler. Les ennemis de ces fibres optiques sont l’accumulation de poussière, de graisses de cuisine et de nicotine à long terme ; un simple coup d’aérosol quelconque les rend aussitôt aveugles.
[76] TEMPEST désigne une norme de protection des ordinateurs contre leurs émissions naturelles de signaux radioélectriques (par leur câblerie, claviers et leurs écrans, principalement), lesquels peuvent être captés grâce à une antenne directionnelle spécifique. Les signaux radioélectriques reçus sont ensuite interprétés, puis convertis en signaux vidéo à l’aide d’un matériel et d’un logiciel spécifiques, pour être convenablement affichés sur un écran vidéo. Ceci permet de voir tout ce que fait la personne espionnée avec son ordinateur, sans passer dans ce cas par Internet et par une *backdoor* de programme informatique ou un petit programme espion de type « client/serveur ». La distance depuis laquelle il est possible d’intelligiblement intercepter les signaux émis par un ordinateur situé dans une pièce de maison ou d’immeuble est très variable. Par exemple, des murs en béton armé filtrent considérablement ces ondes (principe de la *cage de Faraday*), et diminuent ainsi de beaucoup la distance depuis laquelle on peut les

intercepter intelligiblement. Dans les meilleurs conditions possibles, et à l'aide d'un matériel d'espionnage performant adapté, l'interception de ces ondes et leur interprétation correcte est possible dans un rayon de 100 mètres au maximum. C'est pourquoi les services secrets ont fréquemment recours à une astuce qui consiste à garer régulièrement un véhicule à proximité du lieu où se trouve l'ordinateur à espionner, lequel est équipé d'une antenne de réception conçue pour capter ces ondes. Ces ondes sont ensuite réexpédiées, grâce à un émetteur radio (qui fait office de relais), à un récepteur qui peut alors être situé jusqu'à 1500 mètres environ de ce véhicule (en général, mais il possible de les retransmettre à n'importe quelle distance grâce à un émetteur utilisant le réseau des téléphones portables). Ce n'est qu'en aval de ce dernier récepteur que le signal espionné est finalement converti en signal vidéo intelligible, et affiché sur un écran vidéo (il existe d'autres variantes de cette technique). On peut trouver dans le commerce des ordinateurs protégés contre leurs émissions naturelles d'ondes moyennant un surcoût relativement important ; on dit de tels ordinateurs qu'ils sont « protégés à la norme TEMPEST » ou « tempestisés ». Les services secrets tapissent couramment leurs bureaux à l'aide d'un revêtement similaire à du papier peint de couleur unie, dans lequel est pris en sandwich une mince feuille de cuivre d'une épaisseur proche de celle du papier d'aluminium ménager, afin d'empêcher les ondes radioélectriques de passer à travers les murs, et ainsi d'être interceptées par un espion équipé d'un matériel adapté. Cette dernière astuce est une alternative à l'achat d'un ordinateur *tempestisé* . Les espions ayant reçu une formation de contre-surveillance TEMPEST utilisent quelques astuces de fortune, telles qu'enrober littéralement leurs matériels informatiques de papier d'aluminium (mais sans obstruer les ouïes d'aération pour prévenir les surchauffes), ou tapisser de papier d'aluminium ménager les murs de la pièce où se trouve leur ordinateur. Aussi, ils n'utilisent jamais la transmission Wi-Fi de leur boîte de réception Internet (quoique ce moyen ne garantisse rien, puisque les services secrets de tous les pays du monde ont un accès courant et légal à une surveillance des lignes Internet et téléphoniques fournies par tous les opérateurs installés dans leurs pays respectifs, nationaux comme étrangers).

[77] Cependant, les candidatures dans lesquelles apparaissent des références faites à des auteurs de romans d'espionnage tels que John le Carré ou Vladimir Volkoff recueillent un peu plus d'attention, parce que ceux-ci décrivent toujours un monde de l'espionnage très proche de ce qu'il est en vérité.

[78] Les services secrets, et, en particulier, leurs services de *contre-espionnage offensif* , utilisent des méthodes beaucoup plus subtiles que des candidatures spontanées de leurs agents pour tenter une pénétration d'un service secret étranger. La *pénétration* d'un service secret est l'opération jugée à la fois la plus délicate et la plus ambitieuse par tous les services secrets du monde.

[79] Les services secrets de plusieurs pays, y compris occidentaux, commencent couramment des recrutements d'individus âgés de 16 ans au moins. Cependant, il est assez fréquent que des enfants d'employés des services secrets, ou d'agents ou de simples *contacts* , âgés de moins de 16 ans, soient impliqués dans des actions de surveillance ou de manipulation ; par exemple, pour approcher une future recrue, une personne devant être manipulée, ou une autre soupçonnée d'activité d'espionnage, par l'intermédiaire d'un enfant de cet individu, en utilisant pour ce faire l'innocent prétexte du camarade de classe qui précédera une rencontre normal et logique entre parents. Cela correspond à la mentalité des services secrets disant que : *si tu ne peux pas passer par la porte, passe par la fenêtre.* Il ne doit pas y avoir d'état d'âme par rapport à cela.

[80] Policiers et gendarmes sont plutôt recrutés pour rejoindre un département d'intelligence domestique, de contre-espionnage ou un service de sécurité intérieure chargé de surveiller les personnels des services secrets.

[81] Tous les services secrets du monde ont leurs unités militaires d'élite « attitrées » : les Navy Seals aux États-Unis, les SAS en Angleterre, les 1 er RPIMA, 13 e RDP et Commandos marine et de l'air en France, les Spetnaz en Russie, etc.

[82] L'expert russe en relations internationales et conseillé spécial auprès des plus hautes instances politiques soviétiques durant la Guerre froide, Georgy Arbatov, témoigne de ce fait et en débat en détails dans son essai *The System : An Insider's Life in Soviet Politics* (1993). Il explique, notamment, qu'un employé d'État ayant une intelligence supérieure à la moyenne était couramment maintenu « 3, 4, voire 5 rangs de hiérarchie et de responsabilités en dessous de ses capacités » (p. 243).

[83] Le recrutement est, dans une large majorité de cas, la période la plus intense de toute la vie des employés des services secrets et de ses agents ; sa suite est bien souvent perçue comme une routine.

[84] La recrue ou l'employé des services secrets qui s'enfuit à l'étranger est aussitôt signalée comme un individu dangereux (par ex. : suspecté d'entretenir des relations avec des organisations terroristes) aux autorités du pays où elle tente de se réfugier, dans le cadre de la coopération internationale policière. Ce qui fait qu'elle se trouve à nouveau prise au piège, et n'a donc aucune chance de fuir par l'exil, car les services secrets de tous les pays ne sont généralement pas dupes ; ils agissent de même. Ce procédé est également une manière de nier officiellement que le fuyard est un agent ou un employé des services secrets, ce que le pays d'accueil se trouve alors obligé d'accepter du point de vue diplomatique.

[85] C'est une règle pour les services secrets qu'ils se trouvent jamais obligés d'admettre qu'ils sont redevables de quoi que ce soit à un employé ou un agent.

[86] L'usage du mot *masque* n'est pas gratuit dans ce contexte, car le masque (africain, de théâtre ou autre) est un symbole récurrent de la « culture » des services secrets de quelques pays européens. Innocemment utilisé comme ornementation d'intérieur, sa présence ne sera convenablement interprétée que par les initiés comme une représentation métaphorique de la double vie. À la DGSE, on affectionne le peintre Modigliani pour les visages de ses personnages qui ressemblent à des masques, et dont les regards sont parfois déshumanisés.
[87] Dans le recrutement par les services secrets, l'analogie avec la toile de l'araignée, comme moyen de capturer une proie, n'est pas nouvelle, puisque, parmi quelques exemples relativement anciens, le dessin d'une toile d'araignée sert de fond au titre du livre *Forces occultes* , publié par le chef des services secrets allemands durant la Première Guerre mondiale, Walter Nicolaï, en 1923 (*Geheime Mächte. Internationale Spionage und ihre Bekämpfung im Weltkrieg und Heute*).
[88] L'accusation de paranoïa ou de schizophrénie est l'une des armes défensives les plus fréquemment utilisées par les services secrets.
[89] Ce type de chantage a été fort bien représenté, sous la forme d'une fiction, par le romancier suédois Stieg Larsson dans le troisième tome de sa trilogie *Millénium* , *La Reine dans le palais des courants d'air* (2007).
[90] Alain Dewerpe, *Espion : Une anthropologie historique du secret d'État contemporain* , NRF – Gallimard éd., 1994.
[91] Ce processus psychologique est remarquablement bien expliqué dans l'essai, *The True Believer* , par Eric Hoffer, Harper Perennial Modern Classics éd., 2002 (première publication, 1951).
[92] Alain Dewerpe, *Espion : Une anthropologie historique du secret d'État contemporain* , NRF – Gallimard éd., 1994.
[93] La fiction a porté ce phénomène psychologique à la connaissance du grand public, de manière imagée et métaphorique, avec le film fantastique *Cube* (1997), par le cinéaste Vincenzo Natali, dans lequel les protagonistes révèlent leurs véritables personnalités sous l'influence de grands dangers et de dures conditions d'existence artificiellement mis en place, à l'image de rats dans une cage de laboratoire. La conclusion à retenir de ce film, intéressant à cet égard, est que l'individu le plus apte à la survie n'est pas forcément celui que l'on croyait avant l'épreuve. Le film *Les Chiens de paille* (1971), avec l'acteur Dustin Hoffman dans le premier rôle, illustre également ce que peut être la révélation de la véritable personnalité d'un individu en situation de stress.
[94] Le *béhaviorisme* , ou « comportementalisme », est une approche psychologique qui consiste à se concentrer sur le comportement observable déterminé par l'environnement et l'histoire des interactions de l'individu avec son milieu. Par exemple, l'apprentissage y est

décrit comme une *modification du comportement observable* , due à la modification de la force avec laquelle une réponse est associée à des stimuli extérieurs (environnement externe) ou à des stimuli intérieurs (environnement interne) sur l'organisme. C'est sur cette approche que se reposent aujourd'hui, et depuis de nombreuses années, tous les services secrets du monde pour évaluer leurs recrues, ainsi que pour le management de leurs agents, et même des effectifs employés dans leurs bureaux. On trouve le chercheur Ivan Pavlov à l'origine du behaviorisme, bien que ce terme dérivé de l'anglais *behavior* (comportement) fut largement introduit par le chercher américain Burrhus F. Skinner durant les années 1940-50, lorsque ce dernier présenta la notion de *conditionnement opérant* .

[95] Du point de vue des recruteurs des services secrets, avoir affaire à une recrue qui a une solide connaissance des sciences dites *comportementales* (et, en particulier du behaviorisme) est un sérieux handicap au moment de son recrutement qui ne peut être surmonté, bien souvent, que par la mise en place d'un recrutement hostile (emploi immédiat de la coercition). Car les résultats des tests ne peuvent être jugés fiables si on soupçonne que la recrue a compris qu'elle est testée, et donc ce qui peut être attendu de ces tests. Avant que le recrutement hostile prenne place, on aura exposé la recrue à des situations dont on pense alors qu'elle les percevra comme des tests, alors qu'il s'agira de situations réelles devant convaincre cette dernière qu'elle « se trompe ». Ultimement, cette alternance entre réalités et tests pourra s'avérer bénéfique pour les recruteurs, puisque, croyant toujours être testée, la recrue ne craindra plus les dangers bien réels. Cette technique de manipulation est également employée dans les unités militaires d'élite, où les conditions de l'entrainement se font si dures et si proches de la réalité que les recrues ne sont plus capables de faire la différence entre l'entrainement et les véritables missions.

[96] Ce sont les *courriers* , qui se rendent à l'étranger pour de très brefs séjours, de quelques heures à moins d'une semaine, afin de procéder à une livraison pour un agent, qui apprennent à déjouer surveillances et filatures.

[97] Le soldat de l'unité militaire d'élite apprend à capturer silencieusement un gibier et à le manger cru pour ne pas faire de feu et signaler ainsi sa position ; l'agent secret apprend à dissimuler une plaque de chocolat ou de jambon sous un vêtement. Les « théâtres d'opérations » sont différents.

[98] Les officiers-traitants reçoivent des cours de tir cependant, plutôt pour être capables de se défendre contre un de leurs agents qui aurait décidé de « régler son compte à son maître » que dans l'hypothèse d'une agression par un service secret ennemi. Car il faut dire que de tels évènements se produisent de temps à autre ; les officiers-traitants sont bien informés de ce risque, qu'ils courent réellement en permanence. Parmi les cas de ce genre les plus récents et les plus spectaculaires, et dont l'opinion publique a pu avoir connaissance, on trouve, en 2010, celui de Humam Khalil Abu-Mulal al-Balawi, un médecin

jordanien recruté par la CIA pour qu'il tente d'infiltrer Al Qaeda. Cet homme fit exploser une ceinture d'explosifs qu'il portait sous ses vêtements lorsqu'il se rendit à un débriefing dans une base militaire américaine avec son officier traitant et six autres employés des services secrets américains. Il n'y eut aucun survivant. Quelques petites années avant cela, dans un pays d'Europe de l'Ouest, un agent d'espionnage domestique assassina à coups de couteau l'épouse de son officier traitant, puis il fit brûler son corps. L'officier traitant était officiellement un officier de gendarmerie. L'agent fut pris presque aussitôt, puis jugé dans un procès à huis clos ; les motivations réelles de son geste ne furent pas communiquées à la presse.

[99] Le général Jean Guyaux, par ailleurs bon scientifique, a continué à donner des cours théoriques de contre-espionnage offensif à de petites classes, et axés sur l'art de la tromperie depuis un point de vue très scientifique, après son départ de la Direction de la Surveillance du Territoire, en toute discrétion et dans les lieux aussi anodins que l'École des Mines, à Paris.

[100] Certains services secrets recrutent régulièrement dans les prisons où, dans ce cas, leurs recrues peuvent recevoir des cours ou formations spécifiques durant leur détention, à l'abri de toute curiosité extérieure.

[101] Par « opinion et préférences », il faut entendre, au plus simple : les opinions politiques et idéologiques, les opinions, très importantes, de la population à propos des pays étrangers pays par pays, ce que pensent les gens de leurs dirigeants politiques, leurs préférences culturelles (musicales, littéraires, etc.), leurs préférences vestimentaires, leurs loisirs. Un solide bagage en sociologie est requis pour interpréter convenablement tous ces indicateurs, faire le tri entre ce qui est *localement* logique et ce qui ne l'est pas nécessairement. Les « absences » dans l'information diffusée par les médias du pays doivent également être détectées et interprétées (ex. : pourquoi tel sujet régulièrement abordé dans les autres pays ne l'est-il jamais dans ce pays en particulier ?)

[102] Howard Becker, *Outsiders : Studies In The Sociology Of Deviance* (*Outsiders. Études de sociologie de la déviance*), 1985 (éd. originale en langue anglaise, 1963).

[103] *Caisse de résonnance* est une expression métaphorique utilisée depuis plusieurs dizaines d'années par les spécialistes de la propagande et de contre-propagande (ou *influence* et *contre-influence*). Elle désigne un *medium* ou un groupe de *médias* (télévision, journaux, radio, réseaux sociaux, etc.) qui reprend et diffuse à son tour une information précédemment publiée par un journal (ou par un autre medium), ce qui a pour effet d'en *amplifier* l'importance, et ainsi d'atteindre l'opinion publique qui la mémorise alors. La réussite de l'effet de *caisse de résonnance* dépend grandement du caractère « sensationnel » d'une information. Lorsque ce caractère sensationnel n'existe pas ou est insuffisant, celui qui cherche à faire connaître cette information doit donc intervenir pour

entretenir artificiellement la persistance de celle-ci. Car, sinon, elle sera bien vite oubliée, « recouverte » par d'autres nouvelles à sensation. La *caisse de résonnance* doit donc se produire *naturellement* , en principe ; elle est un phénomène médiatique naturel, dans une large majorité de cas (ex. la première annonce d'un avion qui s'écrase sera forcément relayée par d'autres médias, qui « feront *caisse de résonnance* »).

[104] Le *libertarianisme* est une philosophie politique (considérée comme dissidente dans presque tous les pays) prônant la liberté individuelle en tant que *Droit naturel* comme valeur fondamentale des rapports sociaux, des échanges économiques et du système politique. Les *libertariens* se fondent sur le *Principe de non-agression* qui affirme que *nul ne peut prendre l'initiative de la force physique contre un individu, sa personne, sa liberté ou sa propriété* . De fait, ses partisans sont favorables à une réduction, voire à une disparition de l'État en tant que système fondé sur la coercition, au profit d'une coopération libre et volontaire entre les individus. Définition de *Wikipedia* : « Libertarianisme ». Dans la réalité, les *libertariens* font aujourd'hui l'objet d'une surveillance accrue et de *noyautages* par les appareils d'intelligence domestique de pratiquement tous les pays du monde, y compris aux États-Unis. Ne pas confondre *libertarien* et *libertaire* , le second s'apparentant à l'anarchisme, le premier au capitalisme débridé.

[105] Quoique la *contre-influence* s'inscrive dans le cadre de la mission générale d'intelligence domestique, cette spécialité est généralement supervisée par les services de contre-espionnage.

[106] Moins de 1 % des populations de tous les pays se montre capable d'expliquer correctement ce que sont le national-socialisme et le fascisme, et moins encore de différencier ces deux idéologies politiques extrémistes. De même que l'immense majorité des individus qui se disent communistes ou socialistes n'ont pourtant jamais lu une ligne de Karl Marx.

[107] L'essayiste et romancier français d'origine russe, et ancien agent de l'influence domestique et du contre-espionnage français, Vladimir Volkoff, a écrit un roman racontant le recrutement d'un agent chargé d'infiltrer l'église orthodoxe en Russie soviétique ; *Le Trêtre* , Julliard éd., 1983.

[108] Pour d'évidentes raisons, les religions sont étroitement surveillées dans les pays de gauche, et dans ce cas, tout est entrepris pour corrompre et manipuler leurs leaders locaux.

[109] Concernant les agents usant de couvertures religieuses, citons ce cas d'un agent d'un pays ennemi des États-Unis qui fut envoyé dans des pays d'Afrique sous la couverture de pasteur, pour y faire des *recrutements sous un faux drapeau* , en laissant croire qu'il était un contact des services secrets américains.

[110] Lire à ce propos, par le chercheur Émilien Hulot et moi-même (« Lieutenant-colonel X »), *Manuel de contre-manipulation, 2 ^{e} édition revue et augmentée* , 2014.

[111] Dans un pays ouest-européen, les services secrets, et aussi quelques sectes, usent de pseudosciences telles que la « sophrologie » (en milieu maçonnique, en particulier dans ce dernier cas) ou la « programmation neurolinguistique » (PNL), en sus de cours sur la pratique des sophismes, comme prétextes à l'enseignement de véritables techniques de manipulation, comme pour manipuler des individus.

[112] Curieusement, on pourrait le penser, les individus rompus aux techniques de manipulation se montrent souvent faciles à manipuler, pour des raisons qui peuvent être différentes d'un cas à un autre. Par exemple : le manipulateur voit fréquemment des tentatives de manipulation ou de tromperie dans des actes ou des comportements pourtant innocents ou ne devant qu'au pur hasard ; une faiblesse qui permet de facilement le manipuler. Citons ce cas authentique, démontrant l'existence d'un surprenante inverse, d'un officier traitant ouest-européen qui s'était fait vendre, pour une somme rondelette, un sticker à coller sur le pare-brise de son véhicule, qui lui avait été présenté par un petit escroc comme un signe de reconnaissance et d'appartenance qui lui éviterait toutes les contraventions pour stationnement interdit ! L'escroc, bien informé des usages de l'espionnage dans son pays, avait simplement laissé entendre, par quelques allusions, qu'il représentait une cellule clandestine des services secrets.

[113] Le célèbre traître et cadre du FBI américain, Robert Hanssen, arrêté en 2001, s'était débrouillé pour que les services secrets russes (SVR) ne puissent connaître son identité lorsqu'il leur vendit des secrets d'État pour des sommes rondelettes. Il savait qu'il n'aurait jamais été payé sinon, car les services secrets russes auraient aussitôt réclamé d'autres secrets en échange de la seule promesse de ne pas révéler son nom et ses actes au FBI, jusqu'à la fin de ses jours.

[114] Un *transfuge* est un agent ou un employé d'un service secret qui passe à l'ennemi, pour des motifs qui peuvent être très différents d'un individu à l'autre, et qui ne sont donc pas nécessairement d'ordre financier. Un transfuge peut également être un diplomate, un militaire ayant connaissance d'informations secrètes hautement susceptibles d'intéresser les services secrets de l'ennemi.

[115] *Ouvrir un contact* signifie entrer en contact physique avec une personne, en usant pour ce faire d'un prétexte quelconque ou, le plus souvent, en influençant ou en trompant cette personne de manière à la forcer à faire le premier pas. Provoquer une rupture des relations avec une personne, toujours à l'aide d'une tromperie, est appelé *fermer un contact* . Le plus souvent, on ferme un contact avec un individu en se rendant désagréable, jusqu'à ce que soit lui, encore, qui ne souhaite plus poursuivre la relation.

[116] La surveillance de Paul prit fin plusieurs années après cela, lorsque l'on finit par comprendre qu'il n'était qu'un passionné du sujet des services secrets, et n'avait jamais tenté d'espionner qui que ce soit ni quoi que ce soit.

[117] On nomme couramment *Renseignement militaire* un service secret de l'armée chargé de collecter des renseignements de nature militaire à l'étranger. La plupart des pays ont un service de renseignement militaire, détaché des services secrets « civils » et placé sous l'autorité du chef des armées. Cependant, les services de renseignement militaire sont couramment intégrés à la *communauté du renseignement* de leurs pays.

[118] John Le Carré, *Une Paix insoutenable* , Robert Laffont éd., 1991.

[119] *Jeu non-coopératif* n'est pas une expression créée par les services secrets, mais par les experts d'une branche de la logique appelée *théorie des jeux* , laquelle est couramment utilisée par les stratèges politiques et des services secrets pour résoudre des dilemmes importants. Cependant, bien des officiers-traitants, sans le savoir, recourent au *jeu non-coopératif* de la théorie des jeux pour diriger leurs agents.

[120] La plus simple des manipulations de ce type est le « *drive-to* » (littéralement, *conduire à*). Par exemple, un individu fait l'objet d'une *filature hostile* , c'est-à-dire ostensible, afin de le lui faire peur. La cible presse alors le pas pour fuir ; elle ne sait pas que c'est ce qui est espéré, car elle est attendue au bout de la rue par des complices des suiveurs. Cette technique de manipulation physique peut être reproduite de manière *virtuelle* , en incitant par les moyens de diverses menaces un individu à choisir la seule option qu'il parvient à voir, celle que l'on veut qu'il choisisse *de lui-même* . Les services de police utilisent fréquemment cette technique de manipulation pour contraindre des suspects ou des individus ordinaires à venir « spontanément » leur rendre visite, ce qui servira de prétexte à un interrogatoire ou à la poursuite d'une relation devant déboucher sur une *collaboration* .

[121] Un *agent double* est l'agent d'un pays qui a accepté de « collaborer », généralement sous la contrainte (menace, chantage), avec le service de contre-espionnage du pays où on l'a envoyé, et qui est, à partir de là, utilisé pour envoyer de fausses informations à son pays (*intoxication*). L'usage que font les services de contre-espionnage des agents doubles est fréquemment associé à des opérations d' *intoxication* particulièrement complexes et subtiles. Très ponctuellement (rarement), un agent peut être *triple* ; c'est-à-dire lorsqu'il sert les intérêts de trois pays, mais en trompe un ou deux en réalité. De plus en plus d'experts du contre-espionnage pensent que l'emploi des agents doubles est improductif, sinon très incertain, au regard du temps qui doit ordinairement leur être consacré. Il en résulte que, bien souvent, la compromission d'un agent étranger pour en faire un agent double ne vise qu'à contrôler ses agissements (jusqu'à ce que son pays le rappelle ou l'envoie ailleurs).

[122] Louis XV avait promis à Voltaire une nomination à l'Académie française en échange que celui-ci aille espionner Frédéric II de Prusse, pour tenter de connaître les secrets de la politique prussienne entre les deux guerres de Silésie. Pour ce faire, Voltaire devait se

présenter devant le roi de Prusse comme un « réfugié mécontent de la manière avec laquelle il était traité dans son pays ». Ce fait fut découvert un siècle plus tard par l'historien et diplomate Albert de Broglie (1821-1920), qui avait eu accès à des archives confidentielles et diplomatiques, et qui le rapporta dans son essai historique *Frédéric II et Louis XV ; 1742-1744* , publié en 1884.

[123] On trouve des références plus ou moins détaillées et des allusions au terrible *blacklisting* de Klop Ustinov dans plusieurs essais sur le sujet de l'espionnage, écrites par d'ex-cadres des services secrets anglais et américains.

[124] On peut citer des chercheurs, Prix Nobel pour certains, tels que Gerd Gigerenzer, John Tooby, Leda Cosmides, Konrad Lorenz, Karl von Frisch, Nikolaas Tinbergen, Henri Laborit, Sigmund Freud en débat dans *Malaise dans la civilisation* (1929), de même que Burrhus F. Skinner dans *Par delà la liberté et la dignité* (1971).

[125] Le *néocortex* est la troisième couche d'un cerveau, après le *cerveau reptilien* (d'où partent les pulsions) et le *cerveau mammalien* ; celle, extérieure, qui présente les circonvolutions que tout le monde connaît.

[126] Le *cerveau reptilien* , également nommé *cerveau primitif* , *archaïque* ou *primaire* , aurait environ 400 millions d'années. Il remonterait à l'époque où des poissons sortirent de l'eau et devinrent des batraciens. Chez l'Homme, le cerveau reptilien est la première couche du cerveau, recouverte du *cerveau mammalien* , puis du *néocortex* .

[127] Vaincre la résistance morale d'un individu, en l'affamant et en lui en montrant régulièrement un autre mangeant des mets particulièrement appétissants, est une technique qui fut fréquemment utilisée en Union Soviétique contre des prisonniers politiques. Ce fait fit d'ailleurs l'objet d'un court-métrage réalisé par le cinéaste américain Arnold Laven en 1956, titré *I am not Alone* (actuellement et gratuitement disponible sur l'Internet). Cette technique est désormais couramment utilisée par les services secrets et de police de beaucoup de pays, français y compris, et avec des objectifs divers, tels que : obtenir des confessions, contraindre un individu à se compromettre ou à devenir un agent, torturer psychologiquement des prisonniers.

[128] Ce truc d'espionnage fonctionne avec beaucoup de modèles de téléphones, y compris les *portables* . Mais les agents entrainés pour une mission à l'étranger apprennent une contre-mesure simple pour savoir s'ils sont ainsi espionnés, que voici. Lorsque l'on utilise un téléphone sans fil dont les batteries du combiné se rechargent sur une *base* , il suffit, pour savoir s'il est connecté à distance pour servir de micro-espion, de l'enlever de sa base durant la journée, et de ne l'y reposer qu'avant d'aller se coucher, pour le faire se recharger durant la nuit. Si les batteries de ce téléphone sont en bon état, et s'il n'a servi que pour une ou deux conversations de quelques minutes durant ce lapse de temps, ces dernières ne pourront pas se décharger complètement avant la fin de la journée. Si, par contre, ce

même téléphone, ainsi décroché en mode « veille » et ayant de bonnes batteries, est complètement déchargé ou presque, en seulement quelques petites heures, c'est qu'il y a de très grandes chances pour qu'il ait été activé à distance pour servir de micro-espion. Et donc, il aura servi à écouter tout ce qui a pu être dit dans la pièce où il se trouvait. La manœuvre peut être facilement automatisée pour pouvoir écouter et réécouter un enregistrement ultérieurement. Cela peut être fait par un inconnu disposant de solides compétences en matière d'espionnage, ou d'une écoute d'État, comme le fait en France le Groupement Interministériel de Contrôle–GIC depuis 1959 déjà, grâce à la participation active de (*des* , aujourd'hui) l'opérateur téléphonique.

[129] La *ricine* est désignée comme un produit très toxique qui agit par inhibition de la synthèse des protéines en attaquant l'ARN des ribosomes, entraînant ainsi la mort cellulaire. La ricine est 6000 fois plus toxique que le cyanure, et 12000 fois plus toxique que le venin du serpent crotale. Au-delà d'une certaine dose, les effets de la ricine sont généralement irréversibles (un antidote est en cours de mise au point depuis 2010). Les symptômes apparaissent en quelques heures, conduisant à la mort de la personne exposée en trois à cinq jours. La ricine est une toxalbumine produite par un arbrisseau de la famille des euphorbiacées, le ricin (*Ricinus communis*), une plante originaire d'Afrique tropicale mais qui s'est diffusée un peu partout dans le monde depuis quelques années.

[130] Le FSB (*Federalnaya Sloujba Biesopasnosti* , *Service Fédéral de Sécurité*) est l'actuel service de contre-espionnage russe (ou chargé de la sécurité intérieure) qui peut plutôt être assimilé à un service de police spécialisé qu'à un service secret ; on peut plus ou moins le comparer au FBI aux États-Unis, au MI5 en Angleterre et à la DGSI en France.

[131] Le SVR (*Sloujba Viechnoye Biesopasnosti, Service de Renseignement Extérieur*) est l'actuel successeur russe du KGB soviétique, autrement dit les services de renseignement extérieurs russes, qui peut être assimilé à la CIA aux États-Unis, au MI6 en Angleterre et à la DGSE en France.

[132] Le *polonium 210* est un élément radioactif très puissant. L'ingestion de seulement 100 milliardièmes de gramme de polonium 210 suffit à provoquer la mort certaine d'un individu en quelques jours ou semaines. Le polonium 210 est présent à l'état de traces dans le milieu naturel, où il provient de la désintégration du *radon 222* , et il peut être obtenu artificiellement par transmutation, en bombardant du bismuth avec des neutrons.

[133] Alexandre Valtérovich Litvinenko, *Le temps des assassins* , Calmann-Lévy éd., 2007.

[134] L'ex-cadre des services secrets français Constantin Melnik a consacré un livre entier aux éliminations physiques par les services secrets français durant la Guerre d'Algérie, titré, *La mort était leur mission – Le service Action pendant la guerre d'Algérie* , Omnibus éd., 1998.

[135] Victor Ostrovski, *Mossad. Un agent des services secrets israéliens parle* , Presse de la Cité, 1992.
[136] En 1913, le médecin et biologiste roumain, Constantin Levaditi (1874-1953) fut le premier à réaliser des cultures *in vitro* des virus de la poliomyélite et de la rage sur des cellules nerveuses maintenues en survie (provenant de ganglions spinaux).
[137] Une endocardite est une inflammation de l'endocarde (structures et enveloppe interne du cœur, incluant les valves cardiaques). C'est une maladie assez rare (une trentaine de cas seulement par million d'individus, de nos jours) mais souvent grave.
[138] L' *aflatoxine* (*aflatoxine B1* , dans le cas de son utilisation comme poison discret) est une *mycotoxine* produite par des champignons proliférant sur des graines conservées en atmosphère chaude et humide. Elle est nuisible aussi bien chez l'homme que chez l'animal, et possède un pouvoir cancérigène élevé. 300 milligrammes d'aflatoxine suffisent à tuer un individu de poids moyen (75 kilos) en seulement quelques jours.
[139] Familièrement, les services secrets d'un pays de l'Europe de l'Ouest emploient l'expression « pourrir la vie » de quelqu'un. Et l'ensemble de la mission s'appelle « un chantier » (de démolition). Les services secrets de quelques pays où l'on parle anglais disent dans ce même cas, « faire de la vie de quelqu'un un enfer ». C'est affaire de cultures.
[140] Les maladies provoquées par un stress intense et prolongé (dites *psychosomatiques*) sont, le plus fréquemment : l'ulcère à l'estomac, les diverses formes de cancer, les affections cardio-vasculaires en général.
[141] Presque toujours, plusieurs mois de ce genre de harcèlement mènent à une insomnie de la cible, étape qui précède des bouffées de violence qui peuvent aller jusqu'à de brèves pulsions meurtrières.
[142] Une lecture de l'article de *Wikipedia* consacré au « stress » complètera ce qui a été dit jusque-là, car ce dernier est fort bien rédigé, exact et assez complet.
[143] Cette maxime, inspirée de la mythologie romaine, n'a pas d'origine connue ; la voici sous sa forme latine : *quem Iuppiter vult perdere, dementat prius* . Comme elle a été traduite en anglais, l'historien spécialiste des proverbes, Archer Taylor (1890-1973), auteur de l'essai *The Proverb* (1931), dit qu'elle aurait été composée à Cambridge, en Angleterre, vers 1640. D'autres pensent qu'il pourrait s'agir d'un dérivé ou d'une interprétation d'un vers de *Dis exapaton* , *Celui que des dieux aiment meurt jeune* , une œuvre mythologique de l'auteur comique grec Ménandre (fin du IV e siècle av. J.-C.), telle qu'elle fut retranscrite par l'auteur comique latin Plaute (254-184 av. J.-C.) dans les *Bacchides* (816-7), bien que le sens en soit complètement différent. Les dieux, dans cet autre cas seraient impatients de voir mourir celui qu'ils aiment, afin de pouvoir l'accueillir à leurs côtés.

[144] Une description plus complète encore de la « fabrication » des terroristes kamikazes à partir de jeunes diplômés ordinaires par Gamal Abdel Nasser peut être trouvée dans l'essai de Miles Copland, *The Game of Nations : The amorality of Power Politics* , Simon and Schuster éd., 1970.

[145] Depuis quelques années, l'usage du mot « intelligence » a remplacé celui d'« espionnage », principalement pour une question de perception négative que peut en avoir la population. Les Russes préfèrent parler, depuis longtemps déjà et pour les mêmes raisons, de « reconnaissance », et ils nomment leurs espions des « éclaireurs ». Les Français, eux, parlent de « renseignement », mais ils utilisent parfois l'anglicisme *intelligence* , un mot qui est d'ailleurs synonyme d'espionnage dans le Code pénal de ce dernier pays (ex. : *intelligence avec une puissance étrangère*). Les Français ont d'ailleurs longtemps nommé l'espionnage « documentation extérieure », et, de manière plus abstraite encore, « sécurité extérieure » tandis que l'espionnage domestique est passé (tout récemment) de « renseignement intérieur » à « sécurité intérieure ».

[146] Le Service d'Action Civique (SAC), créé en 1960 par les politiciens français Alexandre Sanguinetti et Charles Pasqua, fut une milice policière en civil, officiellement chargée de lutter contre la montée du communisme et du socialisme en France, et discrètement contrôlée par les services secrets. Le SAC fut dissous en 1981,

[147] Ce fut Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), contrôleur général des finances sous Louis XIV, qui fut le premier à formaliser l'importance de l'économie dans la guerre, en écrivant que « Le commerce est la source des finances, et les finances sont le nerf de la guerre. » Les services secrets français sont même allés jusqu'à créer officiellement, en 1997, une École de guerre économique (EGE), antenne informelle et officieuse de formation de ses recrues à cette spécialité. Otto Von Bismarck (1815-1898), écrivit quant à lui que *« le libre échange* (commercial et économique) *est l'arme du stratège. »*

[148] Le concept de *destruction mutuelle assurée* est apparu dès la fin de la Seconde guerre mondiale, comme suite de l'apparition de la bombe atomique. C'est le célèbre mathématicien et stratège américain John Von Neumann (1902-1957) qui le formalisa et lui donna le nom de « MAD », pour *Mutual Assured Destruction* . Cependant, le non-moins célèbre romancier anglais Wilkie Collins (1824-1889) avait écrit, durant la Guerre de 1870 qui avait opposé les Français contre les Prussiens, *« Je commence à croire en une seule influence capable de garantir la paix : la découverte un de ces jours d'un moyen de destruction si terrible que la guerre signifiera annihilation, et c'est alors la peur qu'en auront les Hommes qui les forcera à maintenir la paix »* (*I begin to believe in only one civilizing influence—the discovery one of these days of a destructive agent so terrible that War shall mean annihilation and men's fears will force them to keep the peace*).

[149] En 1965, l'ex-diplomate Edmund Gullion créa le *Edward R. Murrow Center of Public Diplomacy* , et l'expression « *public diplomacy* » du même coup.
[150] Vladimir Iefimovich Semichastny (1924-2001) fut président du KGB de 1961 à 1967.
[151] La direction du Département D fut confié à un intellectuel et polyglotte à la personnalité souple, le colonel Ivan Agayants.
[152] *Mesures actives* , traduit du russe *activniye mieropriyatya* (Активные мероприятия), présente la particularité d'être un aspect du *camouflage* (*maskirovka*) selon l'approche russe de l'espionnage, tout simplement parce que le but du camouflage est de *tromper* . Une des stratégies prioritaires du Département D dans les pays étrangers fut de séduire toutes les minorités généralement délaissées par les États, et d'en faire des mouvements de contestation en les éduquant à l' *agit-prop* : mouvements féministes, mouvements homosexuels, handicapés, minorités immigrantes et raciales, etc. Ceci permettait du même coup de pousser ces minorités à faire la promotion de l' *égalité* , une première étape d'un processus de conversion devant mener à une idéologie politique de gauche (toutes ces minorités prétendent aujourd'hui se sentir *à gauche* du spectre politique, en effet). Dans cette stratégie étaient inclus le lancement des mouvements de *culture alternative* (ou de *contre-culture*) et, d'une manière générale, tout ce qui pouvait être en opposition avec les goûts et préférences des sociétés capitalistes. En somme, « mettre la pagaille » dans le pays devant être conquis. C'était l'exact opposé de ce que la *public diplomacy* américaine faisait avec la musique et le cinéma.
[153] Le verbe « planter » familièrement utilisé dans les services secrets, peut désigner l'action de mettre solidement et durablement en place quelque chose : un agent dans un milieu politique ou une entreprise, une rumeur dans un pays, etc.
[154] Pour protéger l'industrie tout en restant discrets, les services de contre-espionnage d'au moins un pays d'Europe de l'Ouest ont eu l'idée, très originale mais assez appropriée, de se présenter et d'agir régulièrement sous des activités de couverture d'employés/spécialistes de la qualité et du respect des normes ISO.
[155] On ne trouve aucune mention de ce fait, déjà dans les premières éditions du *Testament politique* de Frédéric II, bien que les historiens soient tout de même parvenus à l'apprendre puis à le rapporter. Il est plus que probable que tout ce qui concerne ce sujet ait été retiré de ce texte avant sa publication, puisque Frédéric II l'avait écrit pour le seul usage de ses successeurs. Frédéric II rédigea deux versions de son *Testament politique* : la première en 1752 et la seconde en 1768. Celles-ci furent publiées pour la première fois par l'éditeur allemand Volz, en 1920, avec une introduction et des notes en allemand, et un texte dans sa version originale en français.
[156] L'ex-cadre du service de contre-espionnage britannique (MI5) Peter Wright, rapporta dans ses mémoires, publiées sous le titre *Spycatcher : The Candid Autobiography of a*

Senior Intelligence Officer , que le fait de ne pas être franc-maçon était un handicap à sa perspective de carrière au moment où on lui proposa de quitter la marine pour entrer dans le contre-espionnage britannique. En France, le spécialiste de l'intelligence domestique et conseiller régulier en matière de sécurité intérieure auprès des plus hautes instances politiques françaises, Alain Bauer, fut également grand maître du Grand Orient de France. Michel Baroin (1930-1987), ex-cadre de la police française, puis des Renseignements généraux, puis de la DST, fut également grand maître du Grand Orient de France. Jean Baylot (1897-1976) ex-préfet de police, fut également membre du Grand conseil de l'ordre du Grand Orient de France. Le lecteur ne doit pas déduire de tout cela qu'il y aurait une conspiration mondiale fomentée par la franc-maçonnerie, ainsi que d'aucuns le prétendent un peu hâtivement. Car il existe, en effet, une franc-maçonnerie historique qui fut créée en Angleterre au XVIII e siècle, et plusieurs sociétés secrètes se réclamant de la franc-maçonnerie, mais qui n'entretiennent quasiment aucun rapport avec la première, voire, qui entretiennent des rapports (officieux) de grande rivalité. Par exemple, le Grand Orient de France est une société secrète relativement nouvelle et spécifiquement française qui prône l'athéisme, tandis que la Franc-maçonnerie des origines est spécifiquement anglaise et prône la croyance en Dieu.

[157] Ce constat a été formalisé par le chercheur français Gustave Le Bon (1841-1831) dans son célèbre ouvrage, *Psychologie des foules* , en 1895, lequel est resté un classique de ce sujet particulier depuis. L'historien et académicien français Hippolyte Taine (1828-1893) était déjà arrivé aux même conclusions que Le Bon quelques petites années avant la publication de ce livre ; c'est d'ailleurs lui qui avait inspiré ce dernier dans ses recherches, notamment avec la publication des *Origines de la France contemporaine* (1875-93), dans lequel il procède à une véritable analyse psychologique des foules durant la Révolution française de 1789.

[158] Trois est le nombre en dessous duquel nous trouvons le *couple* ou le *binôme* , qui peut facilement et durablement partager les mêmes opinions, et où la conspiration ne peut exister — que le lecteur n'aille pas y voir une signification symbolique ; il n'y en a aucune ici.

[159] C'est aussi pourquoi les *visées réelles* d'une action politique doivent laisser place à *des visées formelles* , donc faisant appel à la passion (voir l'Introduction et premier chapitre de ce livre).

[160] Ce constat avait déjà été fait à la fin du XIX e siècle par Gustave Le Bon ; il fut régulièrement confirmé par la suite et par d'autres scientifiques, y compris lors d'observation effectués dans des hémicycles de parlementaires.

[161] On a faussement attribué à l'ex-premier ministre de l'Angleterre, Winston Churchill, la célèbre maxime *, Si vous n'êtes pas un libéral* (c'est-à-dire *à gauche* , dans le contexte

anglais) *à l'âge de 25 ans, c'est que vous n'avez pas de cœur ; si vous n'êtes pas devenu conservateur* (à *droite*) *lorsque vous atteignez l'âge de 35 ans, c'est que vous n'avez pas de cervelle* (*If you're not a liberal when you're 25, you have no heart. If you're not a conservative by the time you're 35, you have no brain*). Cependant, cette proposition est bien explicable et validée du point de vue des sciences cognitives (les jeunes esprits raisonnent par la passion avant d'accéder à la raison, par l'expérience de la vie). De toute façon, altruisme est synonyme de naïveté du point de vue des services secrets ; c'est un sentiment qui y est considéré comme dangereux, puisqu'il constitue une vulnérabilité psychologique.

[162] De plus, les minorités d'immigrés sont souvent familières des pièges du discours politique, en particulier les réfugiés politiques.

[163] D'une manière générale et historiquement, la stratégie de conquête des communistes soviétiques (tout comme celle des communistes maoïstes) a toujours été d'endoctriner prioritairement les plus jeunes et les intellectuels. Les premiers parce qu'ils seront les forces vives de la nation de demain (investissement d'effort à long terme, donc plus payant) ; les seconds parce qu'ils sont naturellement des leaders d'opinion.

[164] *« Celui qui ne connaît pas l'histoire est condamné à la revivre »* , a lui-même dit le théoricien révolutionnaire socialiste et communiste Karl Marx (1818-1883).

[165] Il n'existe aucune propagande contre l'idéologie nazi, ni contre les idéologies fasciste et national-socialiste d'une manière générale, dans tous les pays qui ne sont pas occidentaux, parce que ceux-ci n'ont pas ou faiblement été impliqués dans la Deuxième Guerre mondiale ; et aussi, dans quelques cas particuliers, parce que des idéologies très similaires sont adoptées sous d'autres noms et justifications (religieuses, par exemple).

[166] De toute façon, les idéologies politiques et/ou religieuses extrémistes ne peuvent séduire que les masses de pays économiquement instables, proportionnellement à leur frustration pourrait-on dire. Le premier à avoir compris et rationnalisé ce fait, maintes fois démontré depuis, fut Friedrich Engels (1820-1895), grand ami de Karl Marx et authentique stratège, qui écrivit à ce dernier qu' *« une dépression économique chronique peut être utilisée comme une astucieuse stratégie* […] *dans le but d'échauffer le peuple* […] *exactement comme une attaque de cavalerie a un meilleur élan si ses chevaux s'élancent depuis une distance de cinq cents pas avant de fondre sur l'ennemi. » Correspondence Marx-Engels* , traduction de l'auteur *.*

[167] Winston Churchill (déjà cité) prononça cette phrase restée célèbre depuis, durant une allocution devant le Parlement britannique le 11 novembre 1947 (*« Democracy is the worst form of government, except for all those other forms that have been tried from time to time »*).

[168] Au Koweït, par exemple, la demande énergétique nécessaire au fonctionnement des climatiseurs (ou systèmes d'air conditionné) serait considérée comme colossale à l'échelle d'un pays tel que la France. Mais le Koweït a pour lui de disposer des ressources énergétiques nécessaires en quantités bien plus importantes que celles de beaucoup d'autres pays.
[169] Lire à ce propos les analyses et observations de Roger Wybot, ex-directeur de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) de 1944 à 1959, dans son livre remarquablement documenté, *Roger Wybot et la bataille pour la DST* , Presses de la Cité éd., 1975.
[170] La Chine a historiquement et collectivement été victime de superstitions récurrentes et variées inhérentes à sa culture. Le Japon, qui a hérité une partie de cette culture chinoise (à commencer par l'écriture qui marqua, en partie, la fin de son ère Jomon, vers 700-800 ap. J.-C.) a également des superstitions, rattachées celles-ci au shintoïsme (*kami* , etc.).
[171] Lire à ce propos l'ouvrage du sociologue allemand Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-05).
[172] C'est bien ainsi que les analystes des services secrets apprennent à observer les pays. L'éminent historien français Emmanuel Le Roy Ladurie ne classe ses confrères ni selon un ordre hiérarchique quelconque, ni par groupes, mais en deux catégories d'observateurs distinctes. Les « parachutistes », qui étudient les grandes évolutions du passé depuis une grande hauteur, et les « truffiers » qui s'immergent dans le grand et dense bourbier des détails (cit. *« Il y a deux sortes d'historiens, le truffier et le parachutiste.* [...] *Le parachutiste, c'est celui qui ratisse les djebels, qui essaye d'avoir une vision très complète »*). Ces deux approches ont leurs avantages et leurs dangers, et c'est pourquoi les analystes des services secrets (qui sont tous des spécialistes de l'Histoire contemporaine, bien qu'ils se considèrent plutôt comme des *archéologues*), collectivement, passent beaucoup de temps à les recouper : le *parachutiste* cherche à comprendre le tableau général au prix d'une inévitable superficialité ; le *truffier* , lui, connaît bien les faits, mais il manque de voir le véritable contexte dans lequel ceux-ci prennent place. Pourtant, l'historien allemand Leopold Von Ranke (1795-1886) pointait du doigt, il y a plus d'un siècle, que les historiens se doivent de prendre alternativement de l'approche et du recul, entre le particulier et l'universel, entre le « microscope » et le « télescope ».
[173] Ce fut le cas, en France, du coup d'État du général de Gaulle en mai 1958, grâce à la participation officieuse de l'état-major des Armées. Le lecteur qui souhaiterait en savoir plus sur les conditions qui favorisèrent la possibilité de ce coup d'État, depuis l'intérieur du cercle de l'élite politique, lira l'excellent livre de l'ex-directeur de la DST (le contre-espionnage français) Roger Wybot, *Roger Wybot et la bataille pour la DST* , Presse de la Cité éd., 1975 (déjà cité).

[174] Lire à ce propos les travaux de l'éminent spécialiste américain en science politique, Graham T. Allison, en particulier, ainsi que la préface, par John F. Kennedy, de l'essai de Theodore Sorensen, *Decisionmaking in the White House : The Olive Branch and the Arrows* , New York, 1963.

[175] Le lecteur trouvera plus d'information sur Rosie the Riveter en consultant *Wikipedia* ; une page lui est dédiée.

[176] David Olgivy (1911-1999) est considéré comme l'un des pères fondateurs de la publicité moderne. En 1941, il fut recruté par les services d'espionnage britanniques, et affecté au British Security Coordination. Il y travailla durant toute la guerre aux côtés du romancier Roald Dahl (auteur de *Charlie et la chocolaterie*), du chanteur vedette Noel Coward (qui chante la dernière et fameuse chanson du film *The Shinin* g), et du père de James Bond, Ian Flemming, eux aussi des employés des services secrets. Là, on lui demanda de conduire des enquêtes sur la perception de la Grande-Bretagne dans l'opinion publique américaine. En 1943, il rédigea un rapport secret intitulé : *A Plan for Predetermining the Results of Plebiscites, Predicting the Reactions of People to the Impact of Projected Events, and Applying the Gallup Technique to Other Fields of Secret Intelligence* (*Plan pour prédeterminer les résultats des plébiscites ; Prédire les réactions de la masse aux impacts des projets d'évènements, et application de la technique Gallup à d'autres champs de l'action clandestine*). Ce rapport servit, durant la dernière année de la guerre à mesurer par des sondages les vraies forces des mouvements politiques en présence dans chaque pays et guider la politique américaine.

[177] Théophraste Renaudot (1586-1653) fut un ami personnel de Richelieu, et aussi son agent. À eux deux, ils inventèrent et perfectionnèrent divers moyens et méthodes d'intelligence domestique très ingénieux, dont la plupart sont toujours en usage en France aujourd'hui sous une forme à peine améliorée ; le *Bureau d'adresses* , ancêtre du Pôle emploi d'aujourd'hui, par exemple.

[178] La France s'est historiquement fait connaître en matière d'influence pour avoir chargé Beaumarchais d'imprimer clandestinement de la propagande noire dirigée contre l'Angleterre, et, réciproquement, de prévenir la diffusion de propagande noire anglaise en France.

[179] On trouve couramment aujourd'hui, dans la plupart des pays, des stations de radio et des chaînes télévisées d'État qui sont parfaitement acceptées et régulièrement regardées par les masses ; elles sont même unanimement jugées hautement crédibles, et de qualité surtout. La BBC, notamment, s'est faite une réputation d'excellence, y compris au moment de réaliser des séries télévisées avec de vrais grands acteurs, et dans le monde entier.

[180] Ayant été professionnellement impliqué dans des créations de médias audiovisuels, imprimés et *en ligne* , et autres moyens et méthodes d' *influence informationnelle* et

culturelle d'État durant plusieurs années, je me trouve ici bien placé pour en présenter les importances, et les modalités de leurs créations et fonctionnements.

[181] Ce que le public, autant que certains services secrets, nomment « cyber-guerre », consiste : soit en les intrusions et attaques contre des serveurs informatiques étrangers (dans le but de collecter des informations sensibles, ou de saboter ou d' *intoxiquer*), soit en des *contre-mesures* de prévention et de protection contre ces types d'agressions.

[182] L'industrie horlogère suisse est particulièrement visée par ces attaques depuis 1998 ; sous la direction des opérations discrète des services secrets russes (SVR), un pays ouest-européen et un autre d'Afrique du Sud en particulier financent (à fonds perdus) près de 90% de la presse horlogère en langue française dans les seuls buts de contrôler l'information sur l'horlogerie de luxe, et de ne laisser personne d'autre occuper ce créneau, y compris les Suisses eux-mêmes. Cette offensive s'étend aux organisations de salons et foires-expositions horlogères, sans oublier les concours et prix dont les jurys sont même parfois présidés par des agents agissant sous couvertures de journalistes spécialisés (encore en 2012, à Genève). Tous les premiers prix sont, bien entendu, accordés aux entreprises de ces pays. Il n'est pas anodin de préciser que les oligarques et la mafia russe se sont faits gros consommateurs de montres suisses de très haut de gamme depuis quelques années.

[183] On peut tout de même révéler que cette technique est actuellement utilisée, et depuis plusieurs dizaines d'années, par quelques entreprises spécialisées, tout spécialement dans l'industrie du luxe et de la mode, dans le domaine médical, et dans l'industrie automobile. Dans le cas de ces dernières industries en particulier, les départements des services secrets spécialisés dans l'influence et la contre-influence sont activement impliqués, à la demande des départements spécialisés en *guerre économique* , dont la mission consiste à protéger et à assister discrètement des entreprises jugées importantes pour la santé et la croissance économiques, à un niveau national comme international.

[184] Cette définition présente malheureusement l'inconvénient d'être vague ; ceci est dû à une volonté de l'auteur de ne pas citer de pays en particulier.

[185] Ce dernier cas est assez fréquemment rencontré aujourd'hui, mais il est bien loin d'être une nouveauté ; il s'agit en fait d'une simple technique de publicité, laquelle permet à ses praticiens de produire de la désinformation concernant leurs propres produits et ceux de leurs concurrents, sous couvert d'une information se présentant comme objective, puisque rédigée par d'authentiques journalistes qui ont été recrutés spécialement pour servir ce but. Les services secrets ne sont pas impliqués dans ce type d'influence, sauf, bien sûr, lorsque les entreprises qui s'y livrent sont des activités de couverture de ces derniers, ou servent d'activités de couverture pour une petite minorité de leurs employés réguliers (ce dernier cas existe, ainsi qu'une note précédente vient de l'expliquer).

[186] Les éditeurs du journal soviétique d'État, la *Pravda* , avaient une peur quasi-maladive d'être ridiculisés par leurs détracteurs avec ça, précisément parce que les Soviétiques le faisaient eux-mêmes fréquemment. C'est pourquoi la Pravda se distingua par le fait qu'il était impossible d'y trouver la moindre faute d'orthographe.

[187] Les spécialistes de l'influence savent depuis longtemps, à propos de la presse d'opinion (politique), qu'une large majorité de gens lisent les journaux dont les propos sont en adéquation avec leurs opinions, même lorsque ceux-ci rapportent souvent des informations falsifiées ou totalement fausses.

[188] On désigne professionnellement par *support* s les variantes de médias tels que journaux, magazines, stations de radio, chaîne de télévision, affiches, Internet…

[189] L'inclassable chercheur français d'origine italienne, Bruno Lussato, bien qu'il ne fut jamais un employé des services secrets à proprement parler, fut, pendant assez longtemps et jusqu'à sa mort, régulièrement consulté par les services secrets d'un pays de l'Europe de l'Ouest, et par un autre de l'Europe de l'Est dans le cadre de lancements de campagnes d'influence domestique de grande envergure et de missions de contre-influence. En dépit de ses quelques fantaisies, de sa personnalité hors-normes et du fait qu'il n'avait pas de spécialité scientifique bien définie, si ce n'est une grande connaissance technique et historique de l'influence des masses, Lussato était un personnage dont les conseils étaient hautement considérés dans ce dernier domaine.

Durant le milieu des années 1990, les services secrets du même pays ouest-européen testèrent discrètement l'écrivain italien Umberto Eco, à son insu, en vue d'en faire un conseiller de l'influence domestique et un agent d'influence. Au bout de seulement six mois, cette idée fut abandonnée aux motifs qu'Umberto Eco n'était « pas assez malléable », et qu'il était un « intellectuel trop imbu de lui-même ». Umberto Eco est cependant resté sous discrète surveillance depuis, au seul motif de son immense popularité et de sa reconnaissance, lesquelles font de lui un leader d'opinion susceptible de servir un jour des intérêts étrangers jugés hostiles.

[190] L'un des exemples actuels de promotion d'une idée politique par le simple usage d'une image (étroitement associé à une démarche commerciale dans ce cas) est celui du portait de Che Guevara, désormais vendu sur des tee-shirts et d'autres accessoires de mode ; il existe même une marque de cigarettes *Che Guevara* . Le logo *Coca Cola* véhicule également l'idée de la liberté individuelle et de l'hédonisme à l'américaine, mais de manière plus subtile que le portait d'un personnage politique. On revendique forcément une idée politique en exhibant une image de Che Guevara ; c'est beaucoup plus ambigu avec le logo de Coca Cola, car cette marque a avant tout un propos purement commercial et privé.

[191] Le numéro 911 a été adopté comme numéro d'appel d'urgence de la police tout d'abord au Canada, dans la ville de Winnipeg, en 1957. Il fut rapidement adopté dans tout le Canada, puis les États-Unis l'adoptèrent officiellement à partir de 1967. Ce numéro figure

en lettres adhésives sur pratiquement tous les véhicules de la police américaine depuis quelques années.

[192] Ce sont bien les médias, et non les terroristes, qui sont à l'origine de l'adoption du nombre « 911 » pour faire référence à cet attentat, bien qu'il fut écrit « 9/11 » ; il reste juste à savoir qui en est réellement à l'origine, et quelle fut la raison de cette idée, sachant que le rapprochement avec le numéro d'appel de la police est évident pour tout le monde aux États-Unis.

[193] Par exemple : les élites dirigeantes françaises redoutent beaucoup les nouveaux mots d'origine anglaise (américaine), parce qu'elles les perçoivent comme une forme d'intrusion culturelle ; c'est pourquoi à chaque apparition de l'usage commun de ces mots dans ce pays, celui-ci en oppose aussitôt d'autres de sa création. Exemples : *web* et *ouèbe* , *email* et *courriel* , *marketing* et *mercatique* , etc. Les services publics et autres institutions gouvernementales françaises sont alors les premières à être chargées d'en promouvoir les usages auprès de la masse.

[194] L' *effet de mode* , également connu des spécialistes des neurosciences sous le nom d' *effet bandwagon* , ou *bandwagon effect* , est décrit comme une pression sociale par le nombre qui incite l'individu qui y est exposé à un comportement de conformité au groupe. Par exemple, un comportement jugé *a priori* ambigu, voire inapproprié ou absurde, nous semble correct pour peu que d'autres individus jugés normaux l'adoptent. D'une manière générale, si un grand nombre de personnes ont un comportement identique particulier, celui-ci pourra être beaucoup plus facilement accepté par l'individu qui n'a fait que l'observer jusque-là. Comme autre exemple : si un culte aberrant est bien isolé des influences extérieures, celui-ci peut être jugé « rationnel » grâce au phénomène psychologique de l' *effet de mode* . C'est de l'effet de mode que vient le grand pouvoir de la télévision et du cinéma. Grace à un usage savant de ces médias, il est possible pour le gouvernement qui en maîtrise le contenu et la diffusion de littéralement *modeler* les croyances, goûts et préférences d'une société. Il ne faut pas confondre l'effet de mode avec l' *effet de groupe* , légèrement différent, qui est plutôt utilisé pour la manipulation d'un individu ou d'un petit groupe d'autres à l'occasion d'une assemblée.

[195] Par exemple : tous les employés doivent se tutoyer et se faire la bise en arrivant au travail, ou remplacer certains mots du vocabulaire courant par ceux en usage dans l'entreprise (*collaborateur* pour *employé* , *positiver* pour *être bien disposé* , *affirmatif* et *négatif* [origine militaire] pour *oui* et *non, plancher* [origine maçonnique] pour *étudier un sujet, compagnon, frère* ou *camarade* pour *adhérent* …).

[196] Un des cas les plus visibles et les plus spectaculaires d'endoctrinement idéologique (plutôt identitaire dans ce cas) impliquant l'adoption d'un accent, en sus de mots spécifiques et d'habitudes vestimentaires, est celui des jeunes exclus et délinquants qui ont

pris un accent très particulier et immédiatement reconnaissable, créés par quelques chanteurs de musique *rap* . Au bout de quelques années, un phénomène d'émulation réciproque et naturel prend place, et plus personne n'est alors en mesure de dire d'où vient cet accent, ni pourquoi seulement quelques individus appartenant tous à une catégorie sociale bien particulière, et parfois très éloignés les uns des autres, sans qu'aucun contact physique n'ait pu avoir lieu entre eux, l'ont adopté et ne semblent plus être capables de s'en défaire.

[197] Rappelons que le socialisme et le communisme sont des idéologies supportées par une doctrine très codifiée, avec ses mots et ses expressions, alors que le capitalisme n'en a aucune, puisque par essence, le capitalisme n'est pas une idée politique, mais le simple laisser-faire des individus et de la masse de ceux-ci. Karl Marx se trouva d'ailleurs obligé de se faire l'inventeur du mot « capitalisme » pour désigner ceux qu'il tenait pour ses ennemis pour cette seule dernière raison, et il en fit le titre de son célèbre essai *Das Kapital* , pour mieux en promouvoir l'usage.

[198] L'acteur belge Jean-Claude Van Damme surprit un jour son auditoire en répondant à une interview en français avec un fort accent américain. Ce cas n'est pas isolé ; il doit sans doute plus à un fort désir de s'intégrer dans le pays d'accueil et de revendiquer plus ou moins consciemment cette nouvelle identité, qu'à une forme de snobisme stupide. Similairement, et notoirement, pratiquement toutes les personnalités politiques françaises conservent un fort accent français lorsqu'elles ont à s'exprimer en anglais, même lorsqu'elles maitrisent parfaitement cette dernière langue ; là encore, il s'agit de l'expression d'une revendication identitaire très forte, et parfois aussi de la crainte d'un éventuel ostracisme de la part de leurs compatriotes au motif de ne pas l'avoir fait, voire d'une éventuelle accusation de faiblesse par conformisme culturel à l' *autre* groupe, suivie d'une suspicion quelconque.

[199] Courrier neuchâtelois, *Les Neuchâtelois perdent l'accent* , Patrick Di Leonardo, 20 fév. 2013.

[200] Cette influence n'est pas accidentelle, puisqu'elle n'est pas imputable à un inévitable débordement de zone de couverture géographique de télévision par satellite, mais bien par le câble et par l'ADSL.

[201] Ces influences politiques, pour l'essentiel, consistent en des actions de *lobbying* pour modifier les lois et décrets locaux suisses, dans le but d'assouplir les conditions d'accès au travail frontalier d'origine française et à l'immigration depuis la France, voire à tenter de faire voter des crédits par la Suisse pour construire de nouvelles lignes de chemin de fer transfrontalières entre ce dernier pays et la France.

[202] Points de ventes culturels (livres et musique) qui se présentent sous différentes enseignes (françaises, et suisses dont les capitaux sont détenus par des éditeurs français),

tous lourdement déficitaires depuis plusieurs années.

[203] À lire ou à relire, et à prendre très au sérieux, *Astérix – La Zizanie* , Dargaud éd., 1970 ; un excellent ouvrage d'initiation à l'action d'influence, la désinformation, l' *intoxication* et l' *agit-prop* .

[204] Le lecteur pourra étendre l'analogie de la maison au pays en général, s'il le désire ; elle fonctionnera toujours aussi bien.

[205] C'est arrivé à Gustave Flaubert, lorsqu'il fit publier *Madame Bovary* , et à Charles Baudelaire lorsqu'il fit publier *Les Fleurs du mal* . Précisons que ni l'un ni l'autre de ces deux célèbres écrivains n'était un agent d'influence.

[206] Le cas de ce genre le plus récent, et peut-être le plus visible de l'histoire de la propagande, fut celui d'un pays européen dans lequel fut édité, et aussitôt traduit dans plusieurs langues, un livre qui présentait l'attentat du 9 septembre 2001 aux États-Unis comme une conspiration du gouvernement américain visant à justifier l'intervention militaire en Iraq. Un journaliste-reporter du pays dans lequel fut édité ce livre, qui était aussi un agent de ses services secrets, se rendit aux États-Unis, plus ou moins officiellement à la demande de son gouvernement, pour y démontrer que l'accusation était absurde. Des excuses officielles (et officieuses pour « manquement au devoir d'intelligence domestique ») furent également adressées au gouvernement américain. Mais le mal était fait, et le contenu du livre calomnieux trouva bien vite quelques *caisses de résonnance* à l'étranger ; il devint un best-seller. C'était le but de ce stratagème. L'auteur du livre dut s'affranchir d'une suite en justice, mais la peine fut légère. Ce dernier utilisa d'ailleurs ses gains pour lancer un média de propagande noire sur Internet diffusant des rumeurs, sa spécialité.

[207] Beaucoup d'entre eux furent enrôlés dans la société secrète dominante du pays, outil indispensable de tout service secret, tant pour l'usage de l'intelligence domestique que pour l'action clandestine à l'étranger.

[208] Relèvent notoirement de ce dernier cas les cinq tomes de *Les Origines de la France contemporaine* , par l'historien et académicien français Hippolyte Taine, qui ne fut plus réédité durant 70 ans ; la traduction du *Conte des Deux cités* , par Charles Dickens. Quelques romans de Gaston Leroux (à partir des années 1970-80, pour des raisons exclusivement politiques). La nouvelle *Les Éclaireurs* , par Arthur Conan Doyle. Le *Traité de sociologie générale* par Vilfredo Pareto (et sa traduction en langue anglaise, *Mind and Society* , depuis une cinquantaine d'années). D'autres essais par les historiens et sociologues Gaetano Mosca (*Eléments de science politique* , en particulier), Robert Michels et Georges Sorel. *La Révolte d'Atlas* , par Ayn Rand (durant plus de 50 ans en France). *The Machiavelians* , par James Burnham (depuis les années 1980). Les traductions anglaises des romans de Jean Lartéguy aux États-Unis. La version originale en

langue française et toutes les traductions du *Testament politique* de Fréderic II de Prusse (depuis 1925). La traduction en langue française de *The True believer* , par Eric Hoffer. Il y en a des dizaines d'autres.

[209] Voir, concernant l'explication de la *circulation des élites* , l'ouvrage de l'historien et sociologue Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale* , et aussi, *Éléments de science politique* , par Gaetano Mosca. Ces deux ouvrages sont des bases préliminaires indispensables à la maîtrise de l'intelligence domestique, de même que, accessoirement, *Les Partis politiques* , par Robert Michels, *Réflexions sur la violence* , par George Sorel, et enfin, le *Testament politique* de Frédéric II de Prusse (d'où la difficulté que l'on rencontre à se procurer tous ces textes, complets, aujourd'hui).

[210] Illustrent fort bien cette technique les célèbres albums d' *Astérix et Obélix* , dans lesquels les lecteurs ont pu reconnaître des personnalités françaises tels que le présentateur Guy Lux, l'acteur Lino Ventura, et d'autres encore. Mais, tout aussi clairement, le propos des auteurs de cette collection n'était pas de dénigrer, ni de flatter ; il ne s'agissait que d'une forme de dérision innocente visant seulement à ajouter un peu d'humour. Seule cette démonstration d'une technique nous intéresse ici.

[211] Les « caricatures de Mahomet » sont une série de douze dessins caricaturaux parus dans le journal danois *Jyllands-Posten* , le 30 septembre 2005. Celles-ci furent présentées comme des réponses de douze dessinateurs à Kåre Bluitgen, un écrivain se plaignant que personne n'ose illustrer son livre sur Mahomet depuis l'assassinat du réalisateur Theo van Gogh. Elles furent associées à un article consacré à l'autocensure et à la liberté de la presse. Ces caricatures provoquèrent l'indignation de communautés musulmanes, et ont été la cause de manifestations pacifiques ou violentes dans le monde, ainsi que de manifestations de soutien au titre de la liberté d'expression. L'une des caricatures représente Mahomet coiffé d'un turban en forme de bombe. L'auteur de l'œuvre, Kurt Westergaard, dément avoir voulu représenter Mahomet.

[212] Un de ces cas fit scandale chez les amateurs de littérature de science-fiction. Il s'agissait du roman *Révolte sur la Lune* , par l'auteur Robert Heinlein, dont une phrase importante pour la bonne compréhension du texte était, dans la version originale *« Un repas gratuit, ça n'existe pas »* (*There ain't no such thing as a free lunch*). La traduction française de cette phrase fut changée pour *« Un repas gratuit est supérieur à tout »* . Comme cette phrase était également un adage fréquemment utilisé par les économistes américains depuis les années 1940, les Editions Opta, qui publièrent la première version française de ce livre en 1971, ne voulurent pas la reproduire telle quelle — par simple zèle politique ou sincère conviction socialiste, on ne sait.

[213] La croissance physique du cerveau accompagne l'accumulation de souvenirs et de savoirs jusque vers l'âge de 20 à 25 ans. Tous les souvenirs enregistrés durant cette

période sont *indélébiles* chez les individus normaux, parce que, à chacun d'eux correspond une construction de neurones particulière. Les souvenirs « enregistrés » après cette période de croissance sont plus volatiles, parce qu'ils sont gardés en mémoire par des neurones déjà existants. Voir : Henri Laborit, *La Nouvelle grille* , et Jean-Didier Vincent, *Biologie des passions* , ou n'importe quel livre universitaire traitant du cerveau en général.

[214] Le sociologue français Gabriel Tarde (1843-1904) fut le premier à avoir compris et expliqué rationnellement ce mécanisme. Il l'expose, notamment, dans ses essais, Les *Lois de l'imitation* (1890), et *L'Opinion et la foule* (1901). La lecture de ces deux ouvrages est recommandée aux cadres de l'intelligence domestique et de l'influence en France.

[215] Ce phénomène psychologique normal est présenté de manière caricaturale et humoristique tout au long des films d'animation de la série *Toy Story* , où les jouets ont des comportements humains, et s'identifient complètement aux personnages de fiction dont on leur a donné l'apparence. C'est exactement ce que nous faisions souvent lorsque nous nous trouvions dans la période préadolescente, en prenant pour *modèles* les héros populaires de nos époques respectives. Beaucoup d'adultes continuent à le faire sans même en avoir totalement conscience. Par exemple : il est fréquent chez les militants syndicaux d'extrême gauche de porter la barbe, une marque d'admiration inconsciente pour Karl Marx ou pour Lénine. Beaucoup d'individus politiquement orientés à droite portent des bottes mexicaines et des blousons de style militaire pour s'identifier à leur propre perception de ce qu'est l'américain moyen, ou s'adaptent plus subtilement à ses usages vestimentaires et corporels. Tous les agents secrets apprennent d'ailleurs à évaluer rapidement les gens auxquels ils devront avoir affaire sur la base de signes extérieures de ce genre, et, inversement, à tromper leur monde en prenant délibérément des apparences qui ne correspondent pas à leurs vraies préférences personnelles (beaucoup de policiers en civils le font aussi ; en France, en portant des sweat-shirts de style anglais ou américain, par exemple). Un agent secret entraîné est capable de deviner quelles sont les orientations politiques d'une personne simplement en la regardant, et en quelques secondes. La marque d'ordinateurs Apple avait publié, à ses débuts, une publicité qui exploitait les symboles d'identification par le vêtement et l'apparence physique, en montrant une photographie de deux paires de chaussures. La première, soulignée de l'acronyme « PC », était en cuir noir, de style habillé et sobre ; la seconde, soulignée du nom « Apple », était de style mocassin en peau et décontracté, et les lacets étaient mal noués. Énormément de choses étaient ainsi dites à l'aide de seulement deux photos de paires de chaussures, et à la marque devait être fortement associée une identité sociale et culturelle. Cette exploitation de l'image et tout aussi remarquablement flagrante avec les deux marques de poupées rivales, *Barbie* et *Bratz* . Les parents qui *se sentent plutôt à gauche* achètent des poupées *Bratz* à leurs enfants, quasi-instinctivement ; ceux qui revendiquent une appartenance à la

bourgeoisie leur achètent des poupées *Barbie* . La présence de la lettre « z » dans le nom *Bratz* ne doit rien au hasard, puisque celle-ci fut fréquemment utilisée comme signe indicateur d'une orientation politique à gauche et anti-Américaine en particulier, parce que c'est la *dernière* lettre de l'alphabet (idée du renoncement de soi au bénéfice de la collectivité, etc.), et l'opposée de A, *la première* .

[216] On sait depuis maintenant quelques années que les services secrets soviétiques avaient réussi à approcher les Beatles, et les avaient intéressé à l'Inde, alors alliée de l'Union soviétique, dans l'espoir d'utiliser l'énorme popularité de ce groupe pour promouvoir auprès de la jeunesse une contre-culture opposée à celle des pays occidentaux.

[217] La CIA et le FBI.

[218] Notons qu'il y eut un précédent à ce mouvement, qui coïncida historiquement avec les débuts de la musique rock'n'roll, en 1952 : les chanteurs Bill Halley et Elvis furent les détonateurs d'une révolte de la jeunesse contre une Amérique que cette dernière jugeait trop conservatrice, trop « coincée », trop conventuelle et plus en phase avec de spectaculaires avancées technologiques. Et aussi contre une nouvelle politique économique basée sur le consumérisme et l'hédonisme, elle-même due à un besoin de la population d'oublier la récente Deuxième Guerre mondiale et ses restrictions. Cet incident social fut entièrement naturel ; il ne devait rien à une action d'influence intentionnelle.

[219] Le rôle du philosophe allemand Herbert Marcuse est controversé à ce propos. Marcuse travailla en effet pour les services secrets américains dès le début de Deuxième Guerre mondiale, affecté à l'U.S. Office of War Information, où il était tout spécialement chargé de la propagande noire contre les Nazis. Puis il travailla à l'Office of Strategic Services (OSS) jusqu'en 1945, au moment où cet organisme fut dissout pour devenir la CIA. À partir de cette dernière date, il fut nommé chef de la section *Europe centrale* du U.S. Department of State, qu'il quitta en 1951, juste après la mort de son épouse. Son engagement communiste marxiste commença presque aussitôt après, durant l'époque où il était devenu professeur de politique théorique à la Columbian University. Mais c'est bien son livre, *Freud, Eros and Civilization* , publié en 1955, qui se présentait comme une synthèse de Marx et Freud, qui inspira la révolution sexuelle et la décadence chez les jeunes américains des années 1960, juste avant le festival de Woodstock puis pendant cette période. D'une manière générale, Marcuse fut l'un des principaux initiateurs du mouvement de la culture populaire. Certains spécialistes de l'espionnage disent qu'il fut recruté par les services secrets soviétiques juste après le choc psychologique de la mort de son épouse ; d'autres qu'il se laissa délibérément recruter pour infiltrer l'appareil clandestin de propagande et de subversion de ce pays, à la demande de la CIA. La question reste en suspens. Citons également Timothy Leary, dont l'influence demeure peu claire. Andy

Warhol (qui avait fait ses débuts dans la publicité), en revanche, s'inscrivait franchement dans cette action de contre-influence.

[220] Nous étions alors au tout début des années 1970, et c'était déjà trop tard dans le cas de quelques pays européens, dont les principales vedettes de la chanson avaient presque toutes été discrètement aidées par les services secrets soviétiques, via les partis politiques de gauche locaux. Beaucoup de ces chanteurs et chanteuses étaient d'ailleurs des sympathisants communistes, dont quelques-uns le revendiquaient ouvertement.

[221] Les acteurs de cinéma et leurs carrières étaient bien encadrés depuis la Deuxième guerre mondiale, mais on n'accorda pas la même importance aux chanteurs et aux musiciens avant 1971-72, exception faite d'Elvis Presley, dont la popularité et l'attitude sur scène jugée provocatrice et susceptible de favoriser les atteintes aux bonnes mœurs avait suscité quelques inquiétudes de la part de l'élite dirigeante américaine. Le film *Sweet Smell of Success* (titré *Le Grand chantage* dans sa version française), tourné en 1957 par le réalisateur Alexander Mackendrick, et avec Tony Curtis et Burt Lancaster dans les premiers rôles, permet d'entrevoir comment se faisait la sélection et l'isolement des artistes aux États-Unis à cette époque.

[222] Le cas récent de l'exil de l'acteur français Gérard Depardieu en Russie n'est pas vraiment représentatif, en raison de la grande proximité qu'entretiennent depuis quelques temps de nombreux membres de l'élite culturelle française avec l'élite politique russe, avec l'assentiment tacite du pouvoir politique français (soirées organisées à Saint-Pétersbourg par Vladimir Poutine et quelques oligarques, soirées sur la Côte d'Azur avec des milliardaires russes…). Dans la coulisse, ni les élites politiques françaises ni les spécialistes de la culture des services secrets ne s'en sont plaints ; seules de vagues protestations de forme furent émises. De toute façon, la communauté française du renseignement a connaissance de bien assez de faits très embarrassants pour Gérard Depardieu concernant certains aspects de sa vie privée, qui l'auraient aisément dissuadé de partir, mais dont elle n'a pourtant pas fait usage dans son cas.

[223] L'un de ces cas parmi les plus célèbres fut celui du chanteur français Daniel Balavoine qui, le 19 mars 1980, lors d'un débat au journal de midi sur la chaine de télévision Antenne 2, prit violemment à partie François Mitterrand, alors premier secrétaire du Parti socialiste, et par la même occasion les journalistes présents sur le plateau, les accusant d'ignorer les problèmes de la jeunesse dans un monologue resté célèbre. Daniel Balavoine fut instantanément érigé en porte-parole de la jeunesse française de l'époque, ce qui eut pour effet d'affoler l'élite dirigeante française. Ces dérives politiques des artistes continuent cependant de se produire, et on peut citer comme exemples récents : le groupe Guns N' Roses et la chanteuse Lady Gaga.

[224] Ces experts des services secrets consultés sur les questions de l'art sont toujours des psychanalystes.

[225] Le *test de Rorschach* , ou *psychodiagnostic* , est un outil clinique de l'évaluation psychologique de type *projectif* élaboré par le psychiatre et psychanalyste Hermann Rorschach (1884-1922) en 1921. Il consiste en une série de planches de taches symétriques et qui sont proposées à la libre interprétation de la personne évaluée. Une fois analysées en profondeur, les réponses fournies serviront à évaluer les traits, les lignes de force qui organisent la personnalité du sujet.

[226] Témoignage de Michel Sima (1912-1987), sculpteur français et ami de Picasso, recueilli par l'auteur.

[227] En mai 1958, en France, André Malraux fut chargé par le général de Gaulle de créer un sous-secrétariat d'État à la culture, lequel aurait pour mission d'apporter un peu de sang neuf aux arts français. Malraux se mit à la recherche d'une future *star* de l'art contemporain pour la France, et il rencontra tout d'abord le sculpteur Jean Tinguely ; il lui proposa d'incarner l'art contemporain français. Mais Tinguely lui répondit : « Mais, Monsieur ; je suis suisse ! ». Malraux se tourna alors vers Picasso, qui accepta. Claude Mollard, *Le 5 e pouvoir – La Culture et l'État de Malraux à Lang* , Armand Collin éd., 1999.

[228] Plus précisément, c'est l'arche qui a été choisie pour remplir ce rôle de symbole, mais tous les ponts n'ayant pas forcément la forme d'une arche, on étendit le concept aux ponts en général. L'idée vint même de l'étendre à l'art roman, en raison des arches typiques de son architecture ; un historien aurait pu se charger de prétendre que l'arche romane devait à une symbolique quelconque, et non à un simple état des techniques de construction de l'époque. Cependant, cette dernière idée ne plut pas beaucoup, en raison de l'étroite association de l'art roman avec la religion chrétienne.

[229] L'utilisation des images subliminales fut expérimentée dans le cadre de recherches en publicité, pour voir s'il était possible de faire augmenter ainsi la consommation de boissons et de pop-corn dans les salles de cinéma. Ces expériences donnèrent lieu à des résultats qui ne furent pas jugés probants. D'autant plus qu'il était beaucoup simple, et bien plus efficace, de passer un petit spot pub juste avant la projection du film ! En 1988, en France, une image subliminale devant favoriser la réélection du président sortant, François Mitterrand, fut glissée dans le générique du journal d'information de la chaine de télévision France 2. Cependant, les résultats connus de l'emploi de cette technique disent que cette tricherie n'a certainement pas pu influencer des électeurs, ou alors en quantités de voix qui ne pouvaient être déterminantes de toute façon.

[230] Mention spéciale pour ce film, en raison de la grande complexité de son message caché derrière l'apparence d'une comédie familiale ; il faut le regarder plusieurs fois et être

attentif à tous les détails pour bien le comprendre ; et encore, une solide culture du monde des services secrets est indispensable à son complet décryptage.

[231] Mention spéciale pour ce film, dont plusieurs figurants sont d'authentiques cadres et analystes des services secrets français, encore en activité à l'heure où ce livre est écrit.

[232] Mention spéciale pour *Destination danger* , dont le premier rôle fut tenu par Patrick McGoohan, qui fut un authentique agent secret britannique, et le réalisateur de la célèbre et magistrale série TV sur le thème des services secrets, *Le Prisonnier* , fort chargée en symboles et doubles-sens cryptés (mais très mal compris par ceux qui s'en disent fans !).

[233] Mention spéciale pour *The Matrix* qui présente, sous les apparences d'un film fantastique et employant de nombreuses métaphores, le recrutement d'un agent de nationalité américaine par les services secrets russes (SVR). L'« agent Smith », le « méchant » de l'histoire, présente beaucoup plus clairement le FBI, évidemment montré sous son jour le plus sombre. Ce film, et les suivants de la série, insistent beaucoup sur l'anti-consumérisme et sur la critique de la société américaine, ce qui explique la présence de son titre dans la liste des films de propagande politique. Il semble évident que les réalisateurs de ce film ont eux-mêmes manqué de comprendre un aspect de la seconde lecture de leur scénario, qui a donc pu leur être anonymement et astucieusement suggéré s'ils n'ont aucune culture de l'approche russe du monde du renseignement et de quelques-uns de ses symboles. Par exemple, la vie de l'agent secret russe Vladimir Gureyev (*planté* aux États-Unis avec la fausse identité de Richard Murphy et arrêté par le FBI en 2010) est pratiquement un remake de celle de Neo dans *The Matrix* .

[234] Mention spéciale pour la série des *James Bond 007* , en raison de sa fréquente *récupération* par les services secrets de plusieurs pays à des fins de recrutement, sous un faux drapeau ou non. De plus, les services secrets britanniques, eux-mêmes, en arrivèrent à déplorer la manière dont James Bond présente le travail du renseignement, totalement fantaisiste, car ils furent continuellement inondés, durant de nombreuses années, de candidatures spontanées de jeunes citoyens britanniques qui espéraient réellement obtenir d'une carrière au MI6 une belle voiture de sport, des aventures avec de jolies filles et un permis de tuer ! Aujourd'hui, au MI6, personne ne veut plus entendre parler de James Bond. Cependant, *Skyfall* , le dernier épisode de cette série, a été marqué par une indiscutable volonté de montrer l'agent secret, et les services secrets en général, d'une manière plus proche des réalités, même si la présence d'inévitables scènes d'action fantaisistes brouille encore cette présentation. Aussi, une seconde lecture de plusieurs films de James Bond révèle des sujets très sérieux en rapport avec la géopolitique.

[235] L'incitation à la candidature dans les services secrets, ou la préparation à un recrutement, concerne assez régulièrement des individus assez jeunes, ainsi que cela a été expliqué dans un chapitre précédent. Citons comme exemple particulièrement remarquable

et très récent, le cas d'un cadre régional des services secrets d'un pays d'Europe de l'Ouest qui a commencé à préparer son fils à une carrière d'agent secret dès l'âge de 14 ans, avec une initiation au parachutisme, des cours de piratage informatique et de manipulation d'armes et d'explosifs, et aussi de manipulation d'individus assorties de véritables missions de recrutement au lycée pour terrain de formation et d'entrainement ! Cet enfant se gavait littéralement d'une imagerie tirée des films de James Bond. Précisons que ce cas, relevant d'un inquiétant fanatisme et d'un manque de responsabilité paternel ahurissant, est tout de même exceptionnel.

[236] La récente version cinématographique de ce récit, portant le même titre, est bien tournée, mais toujours inférieure à la série télévisée de la *BBC* , qui est un chef-d'œuvre du cinéma d'espionnage du point de vue des professionnels.

[237] Cette affirmation tranchée est justifiée par le fait que tout immigrant doit respecter les cultures et usages du pays dont il requiert l'hospitalité ; au-delà d'une loi, il s'agit d'une question de bon sens et d'éducation élémentaires. L'immigrant qui prétend s'affranchir de cette règle, au mépris de l'hospitalité qui lui est offerte, est un agent d'influence étranger *de fait* , et il doit être traité comme tel.

[238] En France, par exemple, une action d'influence domestique noire par l'usage d'une onomatopée récupérée et détourné de son sens original pour la circonstance, « bling-bling », fut destinée à influencer les masses pour qu'elles associent le sentiment de culpabilité au fait de porter des objets implicitement présentés comme des symboles de l'argent et du consumérisme. Dans ce cas précis, les médias firent *caisse de résonnance* des milliers fois durant plusieurs années, au point que « bling-bling » est entré dans l'usage courant comme une expression discriminatoire sociale.

[239] Ce cas a réellement failli se produire dans un pays d'Europe de l'Ouest ; seule l'action de l'intelligence domestique a pu l'empêcher. Il ne faisait pas l'ombre d'un doute qu'une telle mode aurait été exploitée par certains jeunes pour remplacer le pistolet en plastique par un vrai, au nez et à la barbe de la population et des forces de l'ordre.

[240] Grâce à quelques chercheurs, dont l'un d'eux (qu'il n'est pas possible de nommer ici pour d'évidentes raisons) est un psychosociologue spécialisé dans l'étude des « styles de vie » de la société et un spécialiste du marketing. Il conseille également, depuis quelques années, les services secrets de son pays à propos de l'impact sociologique des nouvelles technologies de la communication et du numérique, et tout particulièrement celui de l'Internet.

[241] Traduction du hongrois : Judith et Pierre Karinthy.

[242] Il vaut d'être mentionné, en particulier dans un livre tel que celui-ci, que Frigyes Karinthy fut également l'inventeur d'un concept non moins intéressant, connu depuis sous le nom des « six degrés de séparation », et pour lequel plusieurs services secrets

occidentaux manifestèrent le même intérêt. Le concept des *six degrés de séparation* , également nommée *théorie des 6 poignées de main* , est une théorie que Frigyes Karinthy établit également en 1929, laquelle évoque la possibilité que toute personne sur le globe peut être reliée à n'importe quelle autre, au travers d'une chaîne de relations individuelles comprenant au plus cinq autres maillons. Avec le développement des technologies de l'information et de la communication, le *degré de séparation de Karinthy* a été mesuré de 4,74 sur le réseau social *Facebook* à 6,6 sur l'échange de plusieurs milliards de messages instantanés étudiés en 2008 par Eric Horvitz et Jure Leskovec, chercheurs chez *Microsoft* , en analysant des discussions de *Windows Live Messenger* . Cette théorie fut reprise en 1967 par Stanley Milgram (autre célèbre chercheur célèbre pour son *expérience de Milgram*) à travers « l'étude du petit monde ». Cette théorie peut se démontrer de nos jours avec le site *Facebook* , qui met en évidence les liens que nous avons avec les autres, et les liens que nous avons avec des personnes que nous ne connaissons pas (amis de nos amis). Elle est encore plus manifeste sur *LinkedIn* , qui signale le degré de séparation entre deux individus, ainsi que les « chemins » possibles qui relient un individu à un autre à travers leurs réseaux relationnels respectifs. Les services secrets utilisent aujourd'hui le concept des six degrés de séparation pour arranger des ouvertures de contacts discrètes devant paraître fortuites, et organiser des réseaux d'influence et la « remontée d'information » dans le cadre de l'intelligence domestique.

[243] Ceci a été présenté et expliqué par le sociologue français Gabriel Tarde (1843-1904). Lire, par cet auteur, *Les Lois de l'imitation* (1890) ; *L'Opinion et la foule* (1901).

[244] Dans les faits, et dans le cas de quelques pays en particulier, ces nouvelles séries télé policières visent à inciter le jeune public à la prise de contact avec les services de police, dans l'espoir d'y tenter une carrière. Et l'argument a d'autant plus de force lorsque le chômage et les incertitudes économiques et sociales sont grands. Lorsque ces conditions sont réunies, la police est alors perçue comme un refuge très attractif fortement susceptible de procurer une sécurité sociale et économique (exploitation du sentiment d'insécurité), et même un statut socialement valorisant. Comme les services de police ne peuvent répondre favorablement aux nombreuses candidatures qui suivent toujours la multiplication et la promotion de ces séries télé, et des nouveaux reportages, également promotionnels, les recrues sont : soit embauchées, mais ne resteront que peu de temps parce qu'elles découvriront un univers professionnel et des tâches trop différents de ce à quoi elles avaient cru, soit elles sont invitées à devenir de simples informateurs de police clandestins parce qu'elles ne font pas l'affaire. La seconde offre est bien souvent acceptée dans l'espoir que cela favorisera un accord ultérieur en échange des services rendus gratuitement, au seul motif du civisme « citoyen ».

[245] Ces séries sont d’ailleurs bien souvent produites grâce à des fonds et des aides publiques versés directement, ou par l’intermédiaire de sociétés de production audiovisuelles filiales de chaînes de télévision d’État.

[246] La police, tout comme les services secrets d’à peu près tous les pays, déploient depuis quelques années d’importants efforts pour recruter des femmes. Ceci parce que nous avons tendance à moins nous méfier d’un interlocuteur femme, voire à nous confier plus facilement à une femme, populairement jugée plus « compréhensive », plus « humaine », plus « altruiste » et plus intuitive que l’homme. Dans les faits, cependant, il a été constaté, par le recours à la statistique, que les peines prononcées par les tribunaux dont les jurys sont majoritairement constitués de femmes sont toujours plus lourdes que celles ayant impliqué des jurys majoritairement composés d’hommes. La femme se montre souvent plus dure, plus persistante et plus efficace que l’homme, et surtout plus zélée, dans les métiers et activités de l’ordre et de la justice, ce qui fait d’elle une recrue largement aussi recherchée que ceux-ci depuis quelques années.

[247] La série télé *Dr House* est, bien sûr, la plus représentative de cette nouveauté.

[248] La prise en charge des handicapés pèse lourdement dans les budgets de santé, parce qu’elle est presque toujours totale, et peut impliquer l’emploi d’au moins une personne pour s’occuper d’une autre.

[249] La série *Plus belle la vie* se déroule dans la ville de Marseille, particulièrement touchée par une criminalité importante et une forte immigration des pays d’Afrique du Nord largement illettrée et non-qualifiée. Ces faits ont eu pour conséquence une dégradation générale préoccupante de sa qualité de vie qui fait progressivement déserter Marseille par sa population intégrée, ce qui la transformera, à terme si rien n’est fait, en une zone noire de non-droit et en un important foyer d’émeutes et de révoltes populaires. En attendant, laisser officieusement exister une *économie de substitution* illégale permet d’apaiser des tensions qui, sinon, débouchent inévitablement sur des actes de violence gratuite à répétition dirigés contre la société normale et les institutions publiques. Cette évolution précède toujours de véritables émeutes hautement contagieuses socialement, beaucoup plus préoccupantes que le simple trafic de stupéfiants et ses victimes propres. C’est pourquoi cette série vise également à inciter les autochtones des autres grandes villes, plus au Nord du pays, à y migrer, et ainsi à tenter rétablir la balance entre populations « à risques » et citoyens ordinaires intégrés dans le tissu économique légal (on remarque qu’aucun des héros de cette série n’a l’accent marseillais, très typique, ce qui n’est pas anodin puisque les acteurs qui ne l’ont pas aurait facilement pu l’imiter).

[250] Un exemple relevant de ce cas a été présenté et expliqué dans un chapitre précédent.

[251] Les professionnels du renseignement auront relevé, en particulier : caméras miniaturisées (dont fibre optique), équipements de vision nocturne, techniques de

manipulation, infiltrations, vols de documents confidentiels.

[252] Par « très populaire », les professionnels des médias entendent une part d'audience moyenne minimum de 20%.

[253] On peut dire que, historiquement, l'introduction de la désinformation et du parti-pris dans le reportage journalistique audiovisuel a été le plus fréquemment utilisée dans le contexte du conflit israélo-palestinien, à la faveur d'un camp comme à celle de l'autre.

[254] La guerre du Vietnam fut le dernier conflit lors duquel l'accès et le travail des journalistes n'était quasiment pas contrôlé ; les Américains, en particulier, payèrent cette négligence au prix fort.

[255] Lancement du premier satellite de télévision européen, le 26 avril 1982, Sky1, par *Satellite Television Ltd* , qui transmit sur toute l'Europe, à partir de 1984, la chaîne de télévision *Sky Channel* .

[256] Il est bien entendu que la retransmission de programmes de télévision par satellite apparut bien avant 1984, mais les émissions en provenance de ces satellites étaient alors retransmises par des réseaux hertziens, puis par ceux du câble alors sous contrôle des États. C'est la possibilité pour les individus d'acquérir leurs propres antennes et leurs *démodulateurs* individuels, à un prix relativement accessible, qui fut réellement nouvelle à partir des années 1980.

[257] Le magnat de la presse Rupert Murdoch fut particulièrement visé par ces rumeurs dans plusieurs pays d'Europe, et accusé à demi-mots de faire de la propagande sous la direction de la CIA.

[258] Le gros avantage (ou l'inconvénient, selon le point de vue) de la diffusion d'information et de culture par le moyen du satellite géostationnaire, et qu'il n'est techniquement pas possible de circonscrire l'émission de ses ondes à l'intérieur d'un territoire en particulier. Ainsi, un satellite qui émet en direction de l'Allemagne, par exemple, émettra forcément aussi dans les pays qui lui sont voisins. Cette contrainte fut d'ailleurs souvent brandie comme une excuse devant prévenir les accusations de propagande.

[259] L'action des services secrets français contre le cinéma américain consiste, pour l'essentiel, en des tentatives récurrentes d'influence, à Hollywood en particulier. Mais les actions les plus significatives furent des tentatives d'achat des principales sociétés de production cinématographiques américaines, dans lesquelles furent englouties de colossales fortunes. Citions le cas de Metro Goldwyn Mayer (MGM) en 1990, avec l'aide de la banque *Crédit Lyonnais* et la complicité du financier américain d'origine arménienne Kirk Kerkorian, dont le nom revient d'ailleurs souvent dans des opérations aux États-Unis et ailleurs aux bénéfices de la France et de la Russie. Puis il y eut le désastre financier du rachat de Universal Pictures en 2000 par la société *Vivendi,* à la suite d'un jeu de fusions/acquisition passant par le Québec (Seagram Company Ltd). Ce sont des avocats

spécialistes de la finance (dont un expert en particulier, spécialiste reconnu des opérations de fusions/acquisitions) employés à temps plein des services secrets français qui élaborèrent ces stratégies et montages.

[260] *IP* (*Internet Protocol*), est un numéro d'identification qui est attribué de façon permanente ou provisoire à chaque appareil connecté à un réseau informatique utilisant l' *Internet Protocol* . Typiquement, une *adresse IP* est composée d'une suite de groupes de numéros du genre : 172.16.254.1 (adresse de type IPv4). Consulter le site *Wikipedia* en utilisant l'expression clé « Adresse IP » pour en savoir plus.

[261] Par exemple : la même adresse a-t-elle été utilisée ailleurs, et, dans l'affirmative, sur quels types de sites traitant de quels sujets, etc., etc. ? Au gré des informations récoltées, un *profil* de l'auteur est simultanément établi, et celui-ci aidera à faire progresser l'investigation, à savoir où chercher et que chercher.

[262] En gros car cette explication serait très technique sinon, une *adresse MAC* (*Media Access Control*) est un identifiant d'ordinateur. Tous les ordinateurs du monde ont chacun leur propre adresse MAC, semblable à nulle autre. L'adresse MAC d'un ordinateur est physiquement inscrite dans la carte réseau d'un ordinateur, et donc elle ne peut être changée, *en théorie* . Mais il existe des programmes informatiques qui peuvent simuler des adresses MAC différentes, et ainsi tromper une tentative d'identification. Pour en savoir plus, consultez *Wikipedia* , en tapant le mot clé « Adresse MAC ».

[263] Ces attaques peuvent servir des objectifs très divers : avertissements adressés à des pays (dont les services secrets et diplomatiques ne sont jamais dupes), test d'efficacité de serveurs informatiques particulièrement protégés contre les intrusions (en prévision d'une possible attaque plus sérieuse dans le futur, donc une « manœuvre » visant à évaluer la défense de l'ennemi), tentatives de découragement ou d'intimidation de sociétés privées (« *warnings* »), et, bien sûr, tentatives de vol de données.

[264] Il est possible d'obtenir un historique des premières utilisations du hacking par les services secrets soviétique, et par ceux de quelques pays du bloc de l'Est du temps de la Guerre froide, en cherchant sur l'Internet avec le mot clé « Chaos computer club » (CCC). À titre anecdotique, quelques recherches permettent de découvrir que le célèbre hacker australien, Julian Assange, alors qu'il était jeune et encore à ses débuts dans le hacking, est très vite entré en contact avec des hackers allemands et des réseaux de hackers impliqués dans l'espionnage de sites de la défense américaine. Julian Assange fut bien vite repéré par divers services de contre-espionnage occidentaux, en partie parce que sa mère s'était déjà elle-même beaucoup impliquée dans des actions militantes anti-nucléaires en Australie, initiées par le « Département D » du KGB (*mesures actives*). Voir le chapitre *Du contre-espionnage à l'intelligence domestique* .

[265] C’est plutôt affaire du choix de la politique intérieure décidée par l’élite dirigeante. Plus cette politique est perçue comme oppressante par la population, et plus nombreuses seront les formes de contestation. Plus nombreuses seront les contestations de la population, et plus pressante sera la surveillance domestique pour maintenir l’élite dirigeante au pouvoir, et plus nombreuses encore seront les formes de contestation. Il s’agit d’une spirale infernale du même type que celles qui ont touchées les États démantelés par ce que l’on a appelé le « Printemps arabe ».

[266] Dans le cadre d’une mission de contre-influence qui s’est réellement produite, il y a quelques petites années, mais qui ne concernait pas un véritable agent d’influence étranger cependant, des agents de la contre-influence qui s’étaient tous identifiés avec des noms à consonance arabe avaient littéralement envahi la page *Facebook* du suspect. Ceux-ci s’adressaient tous à lui d’une manière ambigüe qui pouvait facilement laisser croire à des gens ordinaires qu’ils lui envoyaient des messages en langage codé. Le suspect, déconcerté, ferma bien vite sa page *Facebook* , et on n’entendit plus parler de lui.

[267] C’est en cette occasion que l’auteur d’un site ou d’un forum politique ou religieux doit comprendre, sans pouvoir le prouver pour autant, qu’il est étroitement surveillé par des gens puissants et disposant de moyens techniques importants, et cela vise également à le dissuader de poursuivre ses activités. Il s’agit d’actions d’intimidation et de découragement, voire de harcèlement.

[268] Ces pannes provoquées peuvent être très variées : remplacement d’une ressource essentielle du système d’exploitation de l’ordinateur par une autre ayant des fonctions particulières, et qui sera effective après son prochain redémarrage ; désactivation immédiate ou programmée des ventilateurs de refroidissement du processeur et de la carte graphique, ce qui produira plus ou moins rapidement une surchauffe fatale de ses composants informatiques ; programmes provoquant un travail anormalement élevé du disque dur et pouvant entraîner ainsi sa destruction à terme. Il existe d’autres subtilités techniques.

[269] Le journaliste *grand reporter* , essayiste et également grand connaisseur des services secrets, Jean Guisnel, a écrit un essai spécifiquement dédié à la guerre de l’Internet, titré *Guerres dans le cyberespace* (paru en 1995), dans lequel il traite abondamment du cryptage et du décryptage informatique, et de la position des gouvernements et des services secrets par rapport à cette question.

[270] Le Service Fédéral de Renseignement (*Bundesnachrichtendienst* , BND) est le service de renseignement extérieur du Gouvernement fédéral allemand, placé sous la tutelle du Chancelier fédéral. Il a un rôle similaire à celui de la CIA aux États-Unis, du MI6 en Angleterre ou de la DGSE en France.

[271] Le nombre de virus informatiques créés pour attaquer spécialement le système d'exploitation *Microsoft Windows* et ses logiciels compatibles s'élève aujourd'hui à plusieurs centaines de milliers, sans compter leurs dérivés et évolutions.

[272] Un *bot informatique* est un agent logiciel automatique, ou semi-automatique, qui interagit avec des serveurs informatiques. Un *bot* se connecte et interagit avec le serveur comme un programme client utilisé par un humain, d'où le terme « bot », qui est la contraction (par aphérèse) de « robot ».

[273] L' *Intranet* est un réseau informatique utilisé à l'intérieur d'une entreprise ou de toute autre entité organisationnelle utilisant les techniques de communication d'Internet (IP, serveurs HTTP). Dans les grandes entreprises, l'intranet fait l'objet d'une gouvernance particulière en raison de sa pénétration dans l'ensemble des rouages des organisations.

[274] Le lecteur qui a regardé le film *La Recrue* , se souvient peut-être qu'une employée qui travaille au quartier général de la CIA subtilise, à un moment de l'histoire, des données informatiques depuis son propre poste informatique, qu'elle stocke sur une clé USB ensuite dissimulée dans le fond d'un gobelet à café thermos. C'est impossible dans la réalité, en raison de ce qui vient d'être expliqué ; mais cela illustre fort bien ce que redoutent également les services secrets, lorsqu'ils condamnent les prises USB des ordinateurs de leurs employés.

[275] Définition du mot « service secret » par le site encyclopédique *Wikipedia* , à la date du 27 février 2013.

[276] Les définitions « soldat de l'ombre » et « combattant de l'ombre » ont également été utilisées, tout aussi fréquemment ; elles n'en sont pas moins recevables, car leurs cas ne relèvent que de changements de synonymes, souvent issus de traductions et interprétations de textes rédigés dans des langues étrangères.

[277] La traduction exacte, extraite de l'essai *De la Guerre* , est *« La Guerre n'est qu'un prolongement de la politique par d'autres moyens » (Der Krieg ist eine bloße Fortsetzung der Politik mit anderen Mitteln).* Clausewitz, tout comme ses traducteurs, plaçait systématiquement une capitale au mot *Guerre* , parce qu'il la considérait comme un art noble.

[278] John Fortescue, *A History of the British Army* , *in* XIII vol. successivement publié de 1899 à 1930, Macmillan & Co. éd., Londres.

[279] Cela fit une armée de 300 000 hommes au début, puis l'armée professionnelle et les jeunes célibataires formèrent un corps annoncé de 1 500 000 hommes, quoique la réalité doive plutôt être de l'ordre 800 000 hommes, environ.

[280] Il est ici fait allusion, en particulier, aux écrivains français « Paul D'Ivoi » (le nom de plume de Paul Deleutre, son vrai nom) et Gaston Leroux, et britannique Rudyard Kipling,

qui furent les premiers à publier des romans d'espionnage, et qui furent tous les trois des agents secrets au service de leurs pays respectifs.

[281] Certains professionnels de l'espionnage préfèrent parler d'« organisation *underground* ».

[282] L' *Internationale communiste* , abrégée en IC, dite également *Troisième Internationale* , ou *Komintern* d'après son nom russe Коммунистический интернационал (Kommounistitcheskiï internatsional), est née d'une scission de l' *Internationale ouvrière* réalisée le 2 mars 1919 à Moscou, sous l'impulsion de Lénine et des *bolcheviks* . L'Internationale communiste regroupa les partis communistes qui avaient rompu avec les partis socialistes de la *II* e *Internationale* . L'Internationale communiste représentait, durant la première partie du XX e siècle, à l'échelle internationale, la mouvance communiste alignée sur l'URSS. La *Troisième Internationale* était dirigée par le Parti communiste de l'Union soviétique, bien que ce dernier entretînt toujours la fiction qu'il n'en était qu'une section parmi d'autres. Elle était théoriquement sans rapport avec l'État soviétique, bien qu'elle fût de plus en plus mise par Staline au service des intérêts de ce dernier. Si les directives étaient élaborées à Moscou, la plaque tournante du *Komintern* était Berlin jusqu'à l'avènement d'Hitler en 1933, puis Paris. Extrait de *Wikipedia* , « Komintern ».

[283] Lire à propos du rôle du *Komintern* dans l'espionnage et la subversion durant la Guerre froide, l'essai très documenté de David McKnight, *Espionage And The Roots Of The Cold War : The Conspiratorial Heritage* . London : Frank Cass, 2002.

[284] Dr Paul Bloom, *Introduction to psychology* (traduction en langue française de l'auteur), Yale University, janvier 2007.

[285] Déjà cité.

[286] Interview de Pierre Siramy par l'animateur Karl Zéro sur la chaîne Canal+, 2010.

[287] Interview de Pierre Siramy sur la chaîne Darna TV, 2010.

[288] L' *Okhrana* , abréviation d' *Okhrannoye otdeleniye* (en russe : Охранное отделение « Section de sécurité »), était la police politique secrète de l'Empire russe à la fin du XIX e siècle, et au début du XX e siècle. L'Okhrana avait notamment développé un grand savoir-faire dans la spécialité du *noyautage* des partis et factions politiques, qu'elle transmit aux services secrets du nouveau régime communiste.

[289] Les services secrets de l'Allemagne de l'Ouest furent tout d'abord une organisation secrète informelle placée sous la tutelle des forces américaines, appelée « Organisation Gehlen », et agissant avec la couverture officielle d'une entreprise privée, la *South German Industrial Development Organization* . Ce n'est qu'en 1956 que l' *Organisation Gehlen* fut rendue à la tutelle complète du nouveau gouvernement Ouest-Allemand, lequel en fit ses services secrets officiels, sous le nouveau nom de BND (*Bundesnachrichtendienst* ; *Service fédéral de renseignement*) qui lui est resté jusqu'à ce jour.

[290] Zbigniew Brzezinski, *The Choice: Global Domination or Global Leadership* . Basic Books. 2004, p. 171 (traduction de l'auteur).

[291] De tels cas de personnes qui accédèrent à de hautes responsabilités dans des gouvernements, et qui furent cependant des agents de services secrets étrangers avant leurs nominations ont existé ; certains de ces dirigeants et élus existent encore actuellement dans quelques pays, et la révélation de leurs collaborations *passées* avec les services secrets de pays étrangers a même parfois été portée à la connaissance du grand public. Des sanctions furent parfois infligées contre ces personnes, ainsi que l'on pourrait s'y attendre. Étonnamment, l'opinion publique ne sembla pas toujours s'en émouvoir outre mesure, en vertu de la simple croyance que « si rien n'a été fait, c'est qu'il ne pouvait s'agir que de ragots, » alors qu'il s'agissait pourtant bien d'une vérité.

[292] Le 19 septembre 2006, alors que le Premier ministre Thaksin Shinawatra était à New York, à l'occasion de l'Assemblée Générale des Nations unies, l'armée a pris le pouvoir. Moins d'une semaine après cet évènement, l'armée a déclaré l'« état d'urgence généralisé ». Dès lors, celui-ci s'est retrouvé appliqué à l'ensemble du pays et non plus seulement aux trois provinces musulmanes du sud. Des blindés ont entouré les bureaux du gouvernement à Bangkok, et les militaires ont pris le contrôle des chaînes de télévision avant d'annoncer l'instauration d'une autorité provisoire fidèle au roi de Thaïlande. Le premier ministre Thaksin Shinawatra, déchu, s'est réfugié à Londres, où il possède une résidence secondaire. Surayud Chulanont, ancien commandant en chef de l'armée, a en effet été investi en qualité de premier ministre par le roi de Thaïlande. Si son gouvernement ne comporte que deux anciens militaires, sur vingt-six ministres il est sous le contrôle absolu des généraux de l'état-major. Le gouvernement provisoire a soumis au référendum un projet de Constitution anti-démocratique visant à limiter le pouvoir des élus au profit de l'armée. Approuvé à hauteur de 56,69 %, il a mené à la tenue d'élections législatives pour le 23 décembre 2007 suite auxquelles le Parti du pouvoir du peuple (PPP), issu du Thaï Rak Thaï de Thaksin a obtenu 232 sièges sur 480, à la déception des putschistes. Samak Sundaravej, chef du PPP, a été élu Premier ministre par les députés (contre Abhisit Vejjajiva le leader du Parti Démocrate soutenu par les généraux), a formé un gouvernement. Le 18 décembre 2008, un gouvernement dominé par le Parti Démocrate et soutenu par les généraux a été désigné par le Parlement, avec Abhisit Vejjajiva comme Premier ministre.

[293] George Orwell fut, lui aussi, un employé de l'intelligence domestique, britannique et aux Indes dans son cas. C'est de cette expérience qu'il tira son inspiration de romancier. Du point de vue actuel d'un autre service secret ouest-européen, son recrutement fut une erreur.

Comment les services secrets assurent-ils la sécurité intérieure aujourd'hui ? Qui et comment recrutent-ils et quelles sont leurs méthodes de manipulation ? Comment les recrues sont-elles sélectionnées, formées et entraînées ? Quel est le quotidien des employés et des agents au XXI[e] siècle ? Comment la privatisation des services a-t-elle été mise en place ? Quelles sont les dernières techniques des services chargés de l'espionnage domestique ? Comment les services secrets font-ils de l'influence et de la contre-influence ?
Un ex-cadre des services secrets explique tout cela, et plus encore, avec beaucoup de détails et de nombreuses anecdotes authentiques racontant des faits survenus durant les 20 dernières années.
Tout ce que le lecteur découvrira dans ce livre n'a jamais été révélé au public jusqu'à sa publication.

Le lieutenant-colonel « X » a choisi de garder l'anonymat pour publier ce témoignage choc qui ne fait aucune concession à l'autocensure; il a commencé sa carrière dans les services secrets à la fin des années 1970. Il est aussi le co-auteur, avec le chercheur Emilien Hulot, de la nouvelle édition du "Manuel de contre-manipulation".
Jacques Léger est le nom de plume d'un journaliste spécialiste du sujet des relations internationales, du renseignement et des services secrets.

